This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

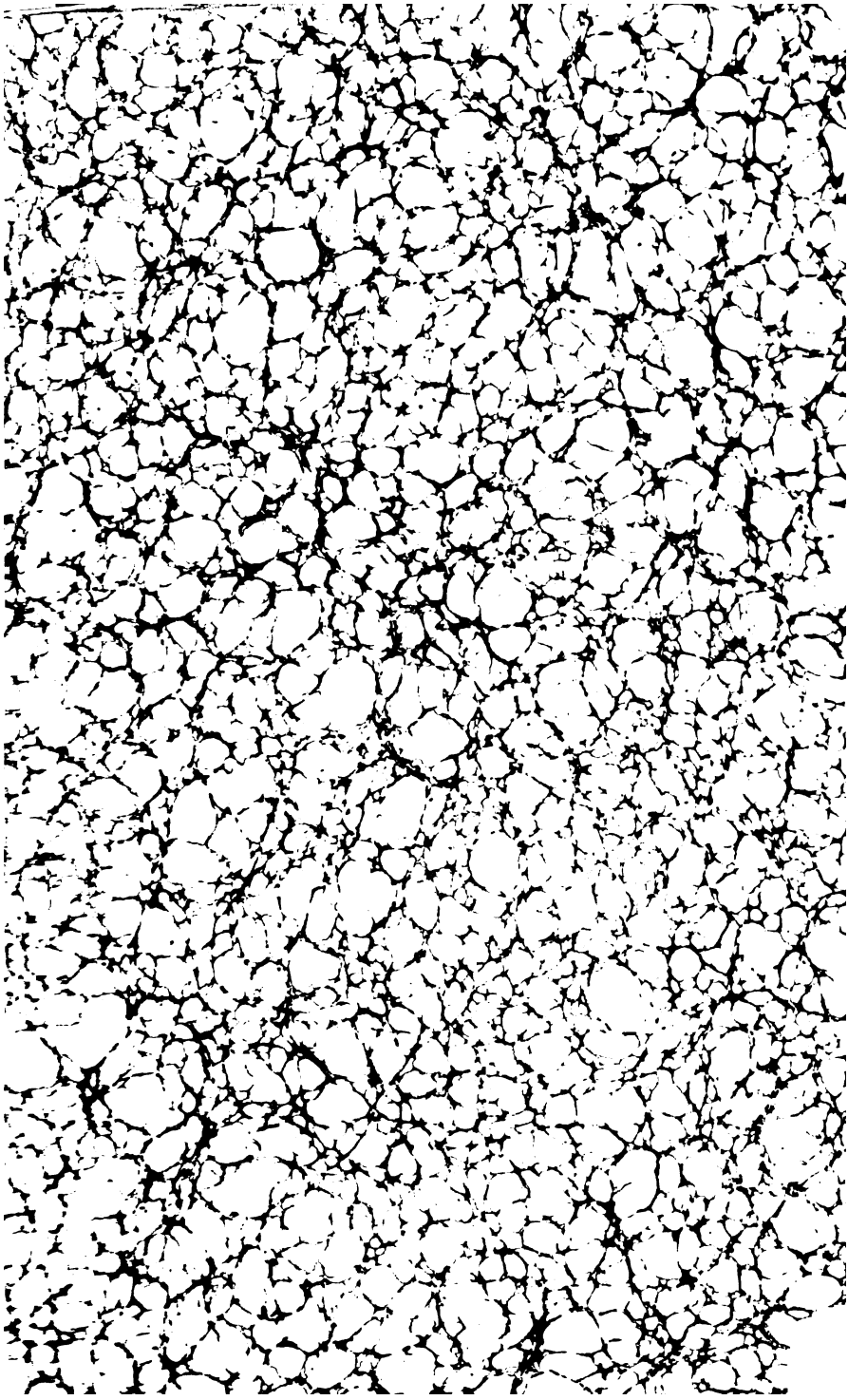
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`



2233 e 178

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

Nil desperandum.....
HORAT.

TOME I.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.

1822.

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE,

OU

CONSIDÉRATIONS SUR LE SORT DES HOMMES

DANS LES DIFFÉRENTES ÉPOQUES DE L'HISTOIRE;

PAR LE MARQUIS DE CHASTELLUX.

NOUVELLE ÉDITION,

AUGMENTÉE DE NOTES INÉDITES DE VOLTAIRE.

TOME PREMIER.

A PARIS,

CHEZ ANTOINE-AUGUSTIN RENOUARD.

M. DCCC. XXII.

BODLEIAN
P
19 FEB 1970
LIBRARY

AVERTISSEMENT

DE L'ÉDITION DE 1776.

L'ouvrage qu'on présente au public avec des additions considérables et des changemens, qu'on n'ose appeler des améliorations, parut, pour la première fois, en 1772. Il avait été imprimé en Hollande. Des circonstances peu favorables aux lettres l'empêchèrent d'abord de se répandre dans Paris. Il fallut se résigner. L'auteur, qui n'était attaché à ses propres idées qu'autant qu'il les croyait utiles, sacrifiait volontiers sa célébrité à cette paix précieuse dont il cherchait à inspirer le goût aux nations, et dont il était bien juste qu'il voulût jouir lui-même. Cependant les étrangers daignaient accueillir son ouvrage. Il fut traduit en allemand et en anglais; il parut par fragmens en italien, et les nombreux journaux de l'Europe le traitèrent avec une indulgence qu'ils accordent rarement à ceux qui ne l'ont pas sollicitée. Enfin, puisqu'il s'agit à présent de le recommander au public, on doit dire que ce fut le hasard seul qui le fit tomber dans les mains de cet homme à jamais célèbre, arbitre et modèle dans tous les genres, à qui les écrivains modernes ne manquent guère d'offrir un hommage toujours juste, mais souvent intéressé. Sans doute le rapport qu'il

trouva entre les principes de cet ouvrage et les sentimens de son âme passionnée pour le bien des hommes, décida son opinion; mais jamais son suffrage ne s'est exprimé d'une manière plus précise et plus flatteuse. L'auteur, qui n'avait osé ni le demander ni l'espérer, ne se fit connaître que par ses remercîmens, et ce fut l'origine d'un commerce et d'une liaison qu'il désire conserver long-temps. Cependant l'*Essai sur la Félicité publique* commençait à pénétrer dans Paris, mais il ne s'en répandit alors qu'un petit nombre d'exemplaires; de sorte qu'il eut encore cet avantage d'être connu des gens de lettres et des lecteurs appliqués, avant de parvenir à cette partie du public qui ne lit que pour juger, et ne juge que superficiellement.

Un ouvrage sérieux, un ouvrage de pur raisonnement s'adresse surtout à la pensée, et son véritable succès est d'influer sur l'opinion générale. Or, il paraît que celui-ci peut réclamer ce genre de succès plus honorable que brillant; du moins si l'on en juge par quelques écrits postérieurs à sa publication, où l'on voit les mêmes idées qu'il renferme reproduites sous plusieurs formes différentes. Il semble que chaque jour elles acquièrent plus de popularité, et l'on peut assurer que le temps approche où elles trouveront peu de contradicteurs.

Tels sont les titres qu'on a cru devoir produire

en faveur d'un ouvrage qu'on soumet une seconde fois au jugement du public. Nous allons maintenant parler de ses défauts, et cet article sera beaucoup plus long.

Tout lecteur aime à se faire une idée générale du livre dont il va s'occuper; et cette idée, il la forme assez communément d'après un objet unique qu'il suppose à l'auteur. Est-ce un livre d'histoire, on n'y cherchera que des faits, de l'exactitude et quelques réflexions. Est-ce un point de critique, on s'attend à la discussion. S'agit-il de politique et de morale, on veut un système général, des idées tranchantes et précises, ou plus souvent encore ces formes vives et animées, qui excitent l'intérêt et réveillent l'attention; car il est tant de lecteurs indifférens au bien et au mal, pour lesquels tout l'effet d'un livre se réduit au plus ou au moins de plaisir qu'ils ont eu en le lisant!

On ne peut se dissimuler que l'*Essai sur la Félicité publique* n'a aucun de ces avantages : il appartient particulièrement à la philosophie et à la morale; mais l'historique en fait une branche principale, et cet historique, qui n'est employé que comme preuve, est encore mêlé de discussions et de quelques points de critique. Des notes fréquentes et assez étendues, plusieurs citations tirées des auteurs anciens peuvent aussi lui donner un vernis d'érudition; et de nos jours l'érudition est devenue si fatigante, pour ceux même

qui veulent bien la chercher, qu'il lui est impossible de trouver grâce, lorsqu'elle paraît sans être attendue. L'objet et le titre même de cet ouvrage excitant l'intérêt de tous les lecteurs, ne leur offrait au premier coup d'œil aucune difficulté : or, il est arrivé que plusieurs d'entre eux se sont crus trompés, lorsque la matière a demandé plus d'attention qu'ils ne lui en avaient destiné. Conduits de l'analyse à la théorie, et de la théorie à l'analyse, ils ont partagé en quelque sorte le travail de l'auteur; ce qui est un grand inconvénient, car dans la république des lettres comme dans nos tribunaux, les juges aiment à se délivrer du travail de l'information pour ne prononcer que sur des conclusions.

En ne se dissimulant aucune de ces critiques, qu'on ne prétend pas réfuter, il est du moins permis de les atténuer par quelques réflexions; et d'abord on observera qu'il n'y a guère que les ouvrages élémentaires auxquels tout écart soit interdit; car la plupart des livres seraient trop appauvris par cette méthode rigoureuse qui ne voudrait admettre d'autres vérités que celles qui appartiennent immédiatement au sujet : d'ailleurs, jusqu'à ce que l'histoire soit écrite avec plus de raison et de philosophie, il sera impossible de s'en servir sans le concours de la discussion et de la critique; précaution indispensable, surtout lorsque les faits doivent servir de base à des prin-

cipes importans. Et comment discuter sans citer quelquefois? Heureux celui qui par ses lumières et ses travaux a acquis le droit d'énoncer des idées contraires à l'opinion générale sans se fortifier d'aucune autorité! L'auteur de l'*Essai sur la Félicité publique* était loin de s'arroger une pareille prérogative, et puisque l'apparence de quelque érudition répandue dans son ouvrage a pu le faire soupçonner d'une prétention qu'il n'a jamais eue, il se doit au moins la justice de publier ici que c'est un motif tout opposé qui l'a déterminé. Pénétré de l'idée que son état, ses devoirs même, trop étrangers aux lettres, ne lui donnaient aucun titre à la confiance du public, il s'est cru obligé de montrer plutôt son travail même que le résultat de son travail. C'est ainsi qu'un noble de province ne se présente qu'avec sa généalogie, tandis que l'homme qui vit à la cour se contente de se nommer.

Peut-être cette excuse ne suffira-t-elle pas encore; peut-être ne justifiera-t-elle pas quelques citations dans lesquelles des traits qui ont paru intéressans ont été rappelés plutôt par une espèce d'apropos que par une nécessité absolue. Eh bien! l'auteur fera encore cet aveu. Il s'était nourri de la lecture des anciens; il n'a pu résister au plaisir d'en faire usage : il a même pensé que, dans un siècle où ces excellens modèles sont beaucoup trop négligés, il n'était pas absolument inutile de

surprendre, pour ainsi dire, l'attention des lecteurs, et de la fixer un moment sur des objets qu'ils ne peuvent retrouver sans leur rendre une sorte d'hommage : il s'est persuadé qu'il pourrait du moins offrir quelque dédommagement à ceux qu'il aurait fatigués de ses propres idées, et qu'un livre qui contiendrait plusieurs passages des meilleurs auteurs ne serait jamais un livre inutile. Mais du latin et même du grec?.... Sans doute ce serait ou paresse ou pédanterie de ne pas citer en français, s'il était vrai qu'une pensée fût la même dans deux langues différentes; si l'expression n'en faisait pas souvent le principal mérite. Ce n'est pas la valeur intrinsèque d'une pensée qu'il faut apprécier, mais l'effet qu'elle produit. Or, cet effet, c'est de l'expression qu'il dépend. On peut comparer la première à un clou aiguisé, et la seconde au marteau qui l'enfonce. Comment se flatter de traduire exactement, élégamment, des passages qui se présentent au hasard, lorsque les traducteurs les plus habiles, après avoir consacré toute leur vie à ce genre de travail, ont tant de peine à y réussir? Quant au petit nombre de citations grecques qu'on a employées, elles se trouvent en français dans le texte, et si on les a placées dans les notes, c'est qu'on a mieux aimé suivre l'usage de tous les étrangers que celui qui s'est introduit depuis peu en France, de citer au lieu du texte de plates versions latines, qui ne sont

que de simples interprétations pour la commodité des commençans. D'ailleurs, ne serait-ce pas ici l'occasion d'user un peu du droit de représailles, et d'examiner si cette répugnance extrême pour une érudition qui se borne, après tout, à faire quelque usage des langues mortes et des langues étrangères, ne viendrait pas de la peine qu'éprouvent certains lecteurs, lorsqu'ils sont avertis des limites de leurs connoissances? Il fut un temps où tout ce que l'on demandait à un auteur était d'en savoir plus qu'un autre sur le sujet qu'il voulait traiter. A présent, c'est un tort qu'on a peine à se faire pardonner. A cet égard, celui-ci se croyait si peu coupable, qu'il avait lieu d'espérer plus d'indulgence. Il avoue que dans l'intervalle des deux éditions il n'a pas cherché à se corriger. Cependant il faut convenir que du progrès général que les lettres ont fait de nos jours, du moins en superficie, il résulte de nouvelles obligations pour les auteurs qui traitent des matières un peu abstraites. Ces écrivains se trouvent également gênés par la crainte de n'être pas lus et par celle d'avoir trop de lecteurs. Dans le nombre de ceux-ci, il s'en trouve plusieurs qu'une longue habitude de penser a rendus justement difficiles, et qui, rejetant tout ce qui est vulgaire et rebattu, veulent ou des idées neuves ou de nouveaux sujets de méditations. Ce sont pour les auteurs des maîtresses fières et rebelles, dont les faveurs sont d'autant

plus précieuses, qu'elles sont plus rares et plus inespérées. On se tourmente, on se consume pour eux, et cependant la plupart des lecteurs oublient les peines qu'on s'est données pour ne s'occuper que de celles qu'ils éprouvent, et dont ils se plaignent avec amertume, sous prétexte qu'en s'engageant à lire, ils ne se sont pas engagés à penser. Entre ces deux écueils quelle route tenir? la plus sûre dans tous les cas : chercher la vérité, l'utilité, quant au fond; et quant à la forme, faire ce que les anciens appelaient *indulgere ingenio*, c'est-à-dire suivre le goût, le penchant que la nature nous a donné; penser avant tout, et laisser à ses pensées la forme, la physionomie, l'attitude même, si l'on peut parler ainsi, qui leur est propre. S'il en est qui soient venues facilement, qui se soient présentées d'elles-mêmes, qu'elles paraissent dans toute leur simplicité, et telles qu'elles étaient au moment de leur naissance : s'il en est qui aient coûté plus de peine et de méditation, pourquoi n'en conserveraient-elles pas quelque trace? La fatigue du combat n'ôte rien à la noblesse qui caractérise la figure d'un guerrier, et si l'Apollon du Belvédère plaît par l'air de facilité et de supériorité avec lequel il lance ses flèches, l'empreinte du travail qu'on observe sur le visage de l'Hercule Farnèse n'empêche pas que ce ne soit une belle statue.

Dans tous les genres on ne travaille que pour plaire au public, et dans tous les genres le goût du public a corrompu les artistes. A Rome, ce fut le peuple qui prostitua le théâtre aux pantomimes; il n'y a pas long-temps que parmi nous la mode avait dégradé la peinture et la sculpture: à qui imputera-t-on la manie du superficiel, du clinquant, du paradoxe, et surtout de cette chaleur si commune de nos jours qu'elle est devenue une espèce de *manière?* C'est ce dernier article qui mérite le plus notre attention, car le reste commence à être apprécié à sa juste valeur; mais il faut dire une fois à la décharge des auteurs qu'on accuse de manquer ou de cette simplicité qui rend les lectures faciles et rapides, ou de cet intérêt qui entraîne le lecteur et trompe sa paresse, que les deux moyens les plus sûrs pour être clairs et avoir de la chaleur, c'est, d'un côté, d'enseigner aux hommes ce qu'ils savent déjà, et de l'autre, de n'écrire que des choses communes. En effet, lorsqu'une science, une doctrine nouvelle s'est déjà établie, et que toutes les idées qui la composent ont paru dans plusieurs ouvrages, ont été discutées dans plusieurs conversations, on parvient sans peine à les rassembler dans un ordre plus méthodique, à les reproduire sous une forme systématique et élémentaire que le public conçoit d'autant plus facilement, qu'au lieu d'apprendre il ne fait que se ressouvenir. Les idées

nouvelles ne se présentent pas avec tant de symétrie, et la pensée ne procède pas comme la mémoire.... Voilà pour la clarté et pour la précision. Quant à cette chaleur si préconisée, qui demande tant de liberté, tant de certitude, tant de confiance dans l'écrivain, on ose interpeller ici tous ceux qui, résolus de pénétrer dans les matières les plus abstraites, ont osé s'avancer sur les frontières vagues et indéterminées de certaines vérités dont les limites sont encore inconnues : qu'ils disent si ces vérités se laissent saisir avec facilité, et se prêtent volontiers aux mouvemens de l'éloquence. Dans un siècle éclairé, dans un temps où tout ce qui est démontré est devenu trivial, lieu commun, les vérités nouvelles ne se trouvent que par *investigation;* car ce mot, plus latin que français, est le seul qui exprime le travail pénible et assidu qui conduit à toute découverte. Or, comment celui qui a la conscience intérieure de la peine qu'il a eue à trouver une vérité, à la constater, à s'en assurer, peut-il l'énoncer avec ce ton d'assertion et de dogmatisme, sans lequel il n'y a pas de chaleur, ou du moins qui sert d'aliment principal à celle qu'on trouve dans la plupart des ouvrages modernes?

L'auteur de l'*Essai sur la Félicité publique*, persuadé, comme Sénèque, que la philosophie a toujours peine à trouver grâce, lors même qu'elle parle avec réserve et se présente avec modes-

tie[1], s'est privé sans regret de tout ce qui ne pouvait lui donner qu'une faveur passagère ; et tel était son éloignement pour toutes les formes tranchantes et décidées, que c'est volontairement que dans la première édition de son ouvrage il a encouru le reproche d'être tombé dans un excès opposé. En effet, on a trouvé qu'il avait négligé de conclure, et que ses différentes observations n'aboutissaient pas à un résultat assez précis, assez général. Son ouvrage était intitulé : *de la Félicité publique*, et il ne renfermait aucun plan, aucun système relatif à ce grand objet. Cette critique était très juste ; mais il espère s'excuser facilement en disant que ce n'est qu'après avoir fini son ouvrage qu'il s'est décidé sur le titre ; qu'il l'avait changé plusieurs fois, à mesure que la matière s'étendait sous sa main et se présentait sous une nouvelle forme ; enfin qu'il s'était déterminé pour celui-ci : *Considérations sur le sort des hommes dans les différentes époques de l'histoire*, lorsqu'au moment d'envoyer le manuscrit à l'imprimeur, un de ses amis, dans les lumières duquel il a une juste confiance, lui fit observer que ce titre était trop long, et qu'il fallait au moins en ajouter un plus court, afin de ne pas tomber dans l'inconvénient de désigner un livre par une phrase entière. Celui qu'on a conservé ayant été proposé

[1] « Satis ipsum nomen philosophiæ, etiam si modeste tra c-« tatur invidiosum est. » Senec. Epist. v.

et accepté, le manuscrit partit sans que l'auteur eût le temps de réfléchir sur l'engagement qu'on lui faisait contracter, et surtout sur le danger qui pourrait résulter d'un titre trop fastueux, capable de repousser le lecteur déjà rassasié de tant d'ouvrages de ce genre, qui enseignent tout et n'apprennent rien. On n'aurait certainement pas hésité à réparer cette faute dans la seconde édition, si l'on n'avait craint d'exposer quelques personnes à acheter deux fois le même ouvrage, trompées par un nouveau titre. Celui-ci conservera donc le sien, et il serait bien à désirer que ce fût le seul défaut qui lui restât : mais il en est d'irrémédiables qui naissent de l'esprit même dans lequel il a été composé. Il aurait fallu le refondre en entier pour en aplanir toutes les aspérités, et pour le reproduire sous une forme plus systématique, ou du moins plus approchante du *discours*, la plus agréable de toutes en ce qu'elle ne présente au lecteur aucune des difficultés que l'auteur a surmontées. On s'est donc contenté d'énoncer plus clairement le but de l'ouvrage et les principes sur lesquels il est fondé; on a rejeté dans les notes plusieurs excursions qui interrompaient le texte et en retardaient la marche : enfin, on a ajouté un chapitre de pure théorie, où l'on a essayé de traiter quelques points importans d'une manière plus abstraite et plus spéculative. Ce chapitre, qui terminera le second volume, est, pour

ainsi dire, le dépôt de toute la philosophie contenue dans l'ouvrage. On peut donc le lire le premier ou le dernier; soit qu'on veuille se faire une idée des principes dont on retrouvera souvent l'application, soit qu'après avoir vu la doctrine qu'il renferme éparse dans le corps de l'ouvrage, on préfère de la retrouver ensuite réunie dans un cadre plus simple et plus étroit.

L'auteur, que le progrès naturel de ses observations avait conduit à examiner quelle était l'influence de la dette publique sur le sort des nations modernes, s'était laissé engager dans une discussion un peu pénible, et qui demandait, de la part des lecteurs, une attention que tous ne voulaient pas ou ne pouvaient pas donner. Ce n'était pas terminer heureusement sa carrière, et il sentait tout l'inconvénient de réveiller encore un sentiment qu'ils avaient éprouvé plusieurs fois avant d'en venir là. D'après cette réflexion il se serait déterminé à un sacrifice entier, s'il n'avait appris qu'en Angleterre, où ces sortes de matières sont plus familières, ce chapitre avait été généralement goûté, et n'avait présenté aucune difficulté. Il a donc cru devoir le conserver en le rejetant à la fin sous la forme d'*appendice*, afin que ceux-là seulement qu'une pareille lecture n'effraie point, soient dans le cas de la faire. Cette précaution ne l'a pas dispensé de le retoucher et d'y répandre plus de clarté; enfin, il n'a rien négligé pour

mériter, sinon le suffrage, du moins l'indulgence du public, et du public le plus respectable, puisqu'il est composé de toutes les nations, à qui il offre des idées consolantes sur leur sort actuel, et des vœux bien sincères pour leur bonheur futur.

INTRODUCTION.

Après tant de siècles de lumière pendant lesquels les hommes se succédant les uns aux autres dans les recherches les plus ingénieuses et les plus pénibles, ont paru tout tenter, tout examiner, tout perfectionner, jusqu'à la frivolité même, j'entreprends de fixer leur attention sur des objets nouveaux. Et quels sont ces objets? Ce sont les plus importans à leur bonheur; ce sont des recherches sur une matière qu'il est affreux d'être obligé de discuter; c'est la solution d'une question où le doute seul est un opprobre pour l'humanité : les hommes seront-ils toujours les ennemis des hommes (*a*)? Les êtres les mieux organisés n'obtiendront-ils jamais l'avantage dont jouissent les plus viles des brutes, celui de vivre en paix entre eux? la société enfin est-elle susceptible, sinon de perfection, du moins d'amélioration?

De quelque manière qu'on résolve ce grand problème, un vaste champ est ouvert à la réflexion, soit que l'on considère la nature humaine en elle-même; soit que, négligeant cet examen, on prétende la plier aux institutions

(*a*) *Grande question.* (Ainsi qu'on en a averti au commencement du volume, toutes les notes de Voltaire sont en lettres italiques, et indiquées par des lettrines.)

politiques; soit enfin qu'abandonnant la théorie pour l'expérience, on s'applique à connaître nos erreurs, à remonter jusqu'à leurs sources, et à s'efforcer d'en détourner le cours. C'est pour ce dernier genre de travail que nous nous déciderons, persuadés que l'homme qui se trompe en observant et en comparant, est du moins utile à celui qui doit le suivre; tandis que le contemplateur qui s'égare ne s'éloigne pas seulement de la vérité, mais s'expose encore à tromper les autres, en leur traçant une fausse route.

Il fut un temps où la manie de généraliser avait gagné tous les esprits. La plus extravagante des prétentions s'était mise à la mode, la prétention au génie. Un grand principe exposé, quelques conséquences légèrement indiquées, et quelques faits ajustés, tant bien que mal, au but proposé, suffisaient pour obtenir le prix attaché à l'invention, à l'imagination. Cette trop grande facilité d'acquérir de la renommée ne pouvait durer qu'un temps; elle n'avait pour principe que le commerce de quelques auteurs superficiellement instruits, avec des lecteurs qui ne l'étaient nullement. Maintenant les choses ont bien changé: les lecteurs éclairés et appliqués ont à peine ouvert un livre, qu'ils savent l'apprécier: si l'ouvrage est sans ordre et sans liaison, ils le critiquent avec jus-

tice; mais ils continuent de lire : s'il est obscur, ils soupçonnent, avec raison, l'auteur de ne s'être pas bien entendu lui-même; mais s'ils aperçoivent du systématique, de l'arbitraire, de la charlatanerie surtout, ils jettent le livre, et ne veulent plus en entendre parler (*b*). Ils savent ces lecteurs trop instruits, et malheureusement exercés jusqu'à la satiété, que chercher des vérités, les constater, les rassembler, les classer, les généraliser enfin, c'est le véritable ouvrage du génie. Mais cet ouvrage est lent et graduel (*c*) : l'inventeur a marqué son chemin; en marchant sur ses pas, en suivant la route qu'il a tracée, on est moins surpris de son effort, et le vulgaire qui a entendu dire que le génie a des ailes, ne veut pas le reconnaître à ses vestiges. (*d*)

Laissons à ces hommes célèbres qui ont attiré sur eux et les louanges et les persécutions, le soin de plaider leur propre cause, et de venger les droits de la raison; craignons même d'avoir été plus téméraires en entreprenant notre tâche, que précautionnés en la modérant : du moins, avant de nous livrer à des observations purement historiques, à l'étude réfléchie des faits et de leurs principes, examinons un moment ce

(*b*) *A quoi bon tout cela?*

(*c*) *Un ouvrage graduel!*

(*d*) *Cela est un peu louche.*

que la simple spéculation aurait pu nous apprendre sur l'espèce humaine, sur ses rapports particuliers, sur sa tendance générale, enfin sur toutes les qualités qui lui sont propres, et qui la caractérisent (*e*). Prêts à conduire nos lecteurs dans des chemins longs et tortueux, jetons un coup d'œil sur l'espace que nous laissons derrière nous, et montrons-leur que ces routes plus faciles et plus agréables qu'ils pourraient regretter, n'aboutissent pourtant qu'à d'immenses déserts.

Subsister, s'accoupler, se reproduire, tel est le vœu de la nature, tel est l'emploi général de tous les êtres animés (*f*). La société, si elle est un besoin pour quelques-uns d'entre eux, n'est qu'un besoin secondaire, et subordonné à ceux que nous venons d'énoncer. Le vautour, qui ne vit que de sa chasse, qui est craint par les autres oiseaux, et poursuivi par les hommes, doit chercher tous les jours des routes nouvelles : il vole indifféremment vers tous les lieux qui lui offrent quelque proie facile ; sa subsistance est précaire et mal assurée ; souvent il manque de vivres ; quelquefois il en a plus qu'il n'en peut consommer ; il faut qu'il fasse des provisions pour ses besoins à venir ; il faut donc qu'il cache son butin. Le soir, il doit choisir sa retraite

(*e*) *Vague et obscur.*

(*f*) *Cela est dit mille fois.*

sur les rochers les plus escarpés, ou sur la cime des plus grands arbres (g). Au contraire, les pigeons, les étourneaux, qui trouvent une nourriture aisée dans les campagnes ou dans les marais, mais que leur faiblesse expose à des dangers continuels, cherchent dans la société des moyens de défense qui ne nuisent point aux moyens de subsister. Il en est de même parmi les quadrupèdes : les loups, les tigres vivent dans la solitude, tandis que les biches et les daims paissent en compagnie. Cependant au bout d'un certain temps naît un besoin puissant, impérieux, qui fait oublier tous les autres. L'animal sociable fuit ses semblables. Il a fait un choix. Les désirs de l'amour, et bientôt après les soins de sa famille l'occupent pendant quelque temps. Mais s'il est des espèces où la reproduction se fasse plus brutalement, où plusieurs femelles se livrent au même mâle, et où plusieurs mâles s'unissent à la même femelle, alors l'amour cause peu de changement dans la société; les sexes s'étant mêlés indifféremment, les animaux restent en troupe, la société n'est pas dissoute.

Moins l'organisation des êtres est composée, plus leurs opérations sont semblables. Les nids des oiseaux, les terriers des lapins, les asiles des abeilles, sont communément pareils entre

(g) *Trop rebattu.*

eux. Il doit en être de même des mœurs; fondées sur des besoins simples, elles sont aussi simples qu'eux; fondées sur des besoins communs à tous, elles sont les mêmes chez tous les individus d'une même espèce: c'est ainsi que la nature nous a donné les moyens de les connaître toutes assez bien, excepté la nôtre; car, à ne considérer l'homme que physiquement, nous trouvons que le sens du toucher et la perfectibilité du langage lui ont acquis de tels avantages sur tous les autres animaux, que son organisation se perfectionnant de jour en jour, est enfin devenue trop complexe pour n'être pas variée, et trop subtile pour n'être pas irrégulière.

Il y a toute apparence que la fidélité de certaines espèces à certains alimens, vient moins d'une nécessité absolue dérivée de leur nature, que de la facilité plus ou moins grande à se procurer leur subsistance. Plusieurs animaux vivent également de chair et de végétaux, de chasse et de pâture; mais l'homme que ses mains et son langage rendent à la fois si adroit et si ingénieux; l'homme qui peut se procurer toutes sortes d'alimens par la chasse, la pêche, la culture, etc.; l'homme, dis-je, ne doit-il pas avoir des mœurs différentes, lorsque ses moyens de subsistance sont différens? Les Esquimaux, les Groenlandois qui se nourrissent d'huile de

poisson, vivront-ils de la même manière que les Iroquois et les Patagons, qui ne subsistent que de leur chasse? Les uns et les autres se conduiront-ils comme les Lapons, qui n'ont pour domaine que des déserts, et pour nourriture que du laitage? (*h*)

L'amour ou le besoin de la reproduction devrait imprimer à l'espèce un caractère plus marqué. En effet, les femmes sont distinguées par une différence essentielle dans l'ordre physique; mais si cette différence peut influer sur l'état de société, c'est qu'en les rendant propres à la génération dans tous les temps de l'année, elle resserre les liens qui les unissent aux hommes. Il paraîtrait donc que, dans notre espèce, le commerce entre les deux sexes devrait être plus fréquent et plus suivi; mais non pas qu'un grand nombre d'hommes et un grand nombre de femmes dussent vivre ensemble. Bien plus; il me semble que les inductions physiques tendraient à prouver que les hommes et les femmes ne devraient pas vivre long-temps accouplés, comme les oiseaux et certaines familles de quadrupèdes: car les temps de l'amour, de la gestation, de la délivrance étant les mêmes chez les animaux parmi tous les individus d'une même espèce, leurs situations sont toujours pareilles, et l'ordre général ne peut être interrompu qu'un

(*h*) *Et du poisson et des rennes.*

instant par la concurrence des besoins ; au lieu que, parmi les hommes, les désirs et la faculté de les satisfaire existant toujours, l'union des couples pourrait être troublée toutes les fois qu'un sexe se trouverait hors d'état de répondre aux provocations de l'autre.

Il est donc difficile de définir ce que la nature humaine a fixé relativement à l'état de société; mais il est bien frivole et bien inutile d'élever cette question : (i) *Les hommes sont-ils entre eux dans un état de guerre perpétuelle? Naissent-ils amis ou ennemis les uns des autres?*... Ils sont amis, lorsqu'en se prêtant un secours mutuel, ils peuvent satisfaire plus aisément leurs besoins : ils sont ennemis, lorsque les circonstances (k) établissent une concurrence entre eux, lorsque plusieurs veulent obtenir ce dont un seul peut jouir. Les sauvages pêcheurs doivent être plus unis entre eux que les sauvages chasseurs; les peuples nomades, plus que les uns et les autres. Parcourez une forêt pendant l'été; vous voyez l'union et la paix régner entre les animaux: les cerfs sont mêlés avec les biches et les faons; ils paissent, ils reposent en grandes troupes : retournez-y au mois de septembre, vous trouverez la guerre allumée; tout retentira

(i) *Et c'est, dites-vous page première, votre grand objet.*

(k) *Lorsque* ces besoins mêmes *établissent une concurrence entre eux.*

de cris et de mugissemens. Mais, comme nous l'avons déjà dit, cette époque terrible ne doit pas exister pour l'espèce humaine, qui n'a point de temps marqué pour la reproduction. Elle ne doit donc éprouver que des combats momentanés, des disputes passagères.... (*l*)

Voilà en peu de mots tout ce qu'une étude réfléchie a pu nous apprendre sur ces grandes questions. Avec des notions si légères et si obscures, comment établir un système moral? Elles sont telles, ces notions, qu'un voyageur raisonnable prêt à aborder des terres inconnues, ne pourrait hasarder aucune conjecture (*m*) sur la *législation*, sur les mœurs de ces nouvelles contrées. Rien d'assez bizarre, d'assez extraordinaire, pour qu'on n'en trouve pas un exemple parmi les hommes; et nous voudrions encore disputer sur des principes généraux, des lois primitives, des causes finales? Défions-nous de ces sublimes rêveries que le génie seul fait excuser, et contentons-nous d'assurer que l'état de société a effacé jusqu'aux moindres traces de ce qu'on appelle l'*état de nature*.

Que sont, en effet, les hommes civilisés? Qu'ils soient détériorés ou perfectionnés, ce sont des êtres tout nouveaux, ce sont des êtres qui ont, pour ainsi dire, commercé, échangé

(*l*) *Des disputes de tous les jours.*

(*m*) *Obscur.*

entre eux les soins de leur conservation. L'homme auparavant cherchait, choisissait ses alimens; et après avoir trouvé sa subsistance, il se reposait. Désormais, renfermé le plus souvent entre des murailles, seul ou réuni avec un grand nombre de ses semblables, il ne fait naître, il ne prépare aucun aliment, et il attend avec confiance une nourriture qui vient quelquefois de plus de cinq cents lieues. Il est d'autres désirs pour lesquels il est plus difficile de transiger (n), ceux de l'amour. Quelque profession qu'on ait embrassée, à quelque travail qu'on se soit livré, il faut une femme : mais souvent les besoins de notre subsistance se trouvent en contradiction avec cet autre besoin non moins impérieux; il faut chercher à les concilier. Le manufacturier, le journalier, le domestique, le guerrier, ne peuvent guère vivre dans leur famille; ils prennent une femme sans prendre une compagne; et cependant cette femme, ils ne peuvent l'obtenir qu'en s'unissant à elle par des liens plus durables et plus étroits que ceux dont l'habitude la plus douce pourrait jamais nous unir. La femme elle-même, chargée toute seule des soins du ménage, ne suit pas mieux le vœu de la nature. La tendresse maternelle doit se taire à la voix de l'intérêt : s'il lui est démontré que ce soit un moyen

(n) *Rarement.*

d'épargne, les fruits d'une union si imparfaite seront bientôt dispersés dans les campagnes pour y être allaités par des nourrices mercenaires [1]. A peine en âge de se connaître, ils sont encore exilés de la maison paternelle, et renfermés dans ces maisons de force qu'on nomme *colléges*, *écoles* ou *couvens* : enfin, lorsque tous ces étrangers qui se donnent cependant les noms de père, de mère, de fils et de fille, se trouveront réunis, on voudra que l'obéissance et le respect soient les mêmes chez les enfans, que si l'habitude de la faiblesse et de la dépendance avait pu faire naître en eux ces sentimens.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces contrastes assez frappans par eux-mêmes, et dont quelques auteurs, amis du paradoxe, ont fait un usage plus agréable qu'utile. Il nous suffira d'avertir qu'ils ne prouvent pas que ce qu'on appelle l'état de nature soit préférable à l'état de société, mais seulement qu'on se méprend beaucoup sur le sens qu'on donne à ces expressions. Si l'on n'entend par l'état de nature, que l'état le plus brut qui existe, on ne le trouve pas plus chez les sauvages que dans nos forêts et dans nos campagnes. Celui qui s'ennuie dans

[1] C'est par épargne que la plus grande partie des femmes qui font un travail lucratif confient leurs enfans à des nourrices étrangères : le soin d'un enfant à la mamelle occuperait trop la mère, et la détournerait de son ouvrage.

son parc, dit qu'il préfère se promener dans les champs, parce qu'il aime à jouir de la nature (o). Cependant il n'y voit que le fruit d'un long et pénible travail. Mais si l'on regarde comme naturel tout ce qui est dans l'ordre de la nature, tout ce qui se fait en conséquence de ses forces et de ses lois, il est un état de nature pour les villes comme pour les campagnes [1], pour l'artisan comme pour le cultivateur, pour l'homme en société comme pour l'homme isolé. Il y a plus : il existe dans toutes les conditions un attrait irrésistible qui porte tous les êtres vers le meilleur état possible, et c'est là qu'il faut chercher cette révélation physique qui doit servir d'oracle à tous les législateurs (p). L'erreur est de tomber toujours dans des abstractions, et de ne se décider que sur de vaines généralités. Est-on frappé de la corruption qui règne dans les grandes villes, on y oppose les mœurs agrestes des laboureurs et des pasteurs. En prêchant les rois, on leur cite Abraham, Isaac et

(o) *C'est que le sens de la vue ne veut point être borné.*

[1] « Nous regardons comme l'état de nature pour toutes « choses, celui où elles parviennent par un développement « naturel et complet, d'où il suit clairement que les sociétés « politiques sont dans la nature. » (ἐκ τούτων οὖν φανερὸν ὅτι τῶν φύσει ἡ πόλις ἐστὶ:) ce sont les propres paroles d'Aristote, dans son Traité *de Republicâ*, liv. I, ch. II, art. 9.

(p) *Recherché.*

Jacob. En recommandant les mœurs à des peuples riches et commerçans, on leur parle des Scythes et des Spartiates. Il me semble qu'on pourrait procéder autrement. Toutes les choses qui sont vicieuses sans être nécessaires, il faudrait les proscrire; toutes celles qui sont vicieuses, mais nécessaires (q), il faudrait en bien examiner la nature, c'est-à-dire le résultat des circonstances physiques (r), et chercher à en tirer le meilleur parti possible. Toutes les nations ne peuvent avoir le même gouvernement; dans une même nation, toutes les villes, toutes les classes des citoyens ne peuvent avoir les mêmes lois, la même police et les mêmes usages; mais tous généralement peuvent prétendre au plus grand bonheur possible. (s)

Le premier des avantages qu'un peuple doive réclamer, c'est la paix. La paix est la source de tout ordre et de tout bien. Quels efforts peuvent faire pour leur bonheur, ceux qui ne sont occupés que du soin d'attaquer ou de se défendre? On n'améliore pas les terres qui sont en litige, et pour lesquelles on plaide encore. D'ailleurs la guerre inspire des mœurs féroces; elle offre des objets de gloire et d'ambition que les esprits

(q) *Quelles?*

(r) *Qu'est-ce que circonstances physiques?*

(s) *Dites à un état tolérable.*

les plus grossiers peuvent saisir aisément; et c'est ainsi qu'elle pervertit nos passions utiles, en ennoblissant nos vices et en mettant partout la force à la place de la justice. Le premier pas à faire vers le bien de l'humanité, serait donc de rendre les paix plus longues, et les guerres plus rares. Si la chose arrive jamais, on aura lieu de penser que le changement s'avance, et que les progrès sont commencés. C'est cette réflexion qui nous obligera de donner une attention particulière à tout ce qui est relatif à ce grand objet; et pour faciliter nos observations, il ne sera peut-être pas mal à propos d'examiner ici quelles sont les causes de la guerre, ou plutôt celles qui décident une société d'hommes à en attaquer une autre.

La première qui se présente, c'est le désir de quitter un climat rigoureux pour un climat salutaire, une terre stérile pour une terre féconde, une habitation incommode pour une plus agréable. La seconde, c'est la concurrence dans certaines choses nécessaires ou utiles, telles que la chasse, la pêche, les mines, etc. Nous trouverons la troisième dans l'ignorance et la grossièreté des peuples encore bruts, qui, n'ayant aucune idée de modération et d'équité, sont sujets à s'irriter aisément et à faire des représailles cruelles pour de petites offenses. La quatrième n'est qu'une conséquence du même

principe; c'est la crédulité stupide et le gouvernement hiérarchique; gouvernement tyrannique et intolérant qu'on reconnaît chez les jongleurs des sauvages, chez les anciens prêtres d'Égypte et d'Éthiopie, et, parmi les Grecs, dans ces oracles célèbres que la superstition attribuait autrefois à Dieu, et de nos jours, au diable. Enfin la cinquième, qui est la plus puissante de toutes, et cependant la plus cachée, prend sa source dans tout vice inhérent à la constitution de l'état. Ce sont ces vices intérieurs qu'on doit considérer comme le germe secret de presque toutes les guerres extérieures, de même que ce sont les défauts des polices particulières qui donnent naissance aux guerres civiles.

Maintenant, si, en parcourant les fastes de l'histoire, nous trouvons que l'origine de toutes les guerres se rapporte à quelques-uns de ces principes, et si en même temps nos réflexions nous apprennent que ces principes commencent à perdre de leur activité, nous aurons lieu d'espérer que le sort de l'humanité sera susceptible de quelque amélioration. D'un autre côté, si l'examen des législations les plus estimées peut nous convaincre que toutes les sociétés se sont formées dans un état de guerre, et n'ont eu pour objet tantôt que la défense, tantôt que l'invasion ou le brigandage, il en résultera

encore que l'expérience des siècles passés ne prouve rien contre les siècles à venir. Je dis plus : quand même la plus grande félicité des hommes aurait été l'unique but de toute société et de toute législation, il ne serait pas étonnant qu'il n'eût pas encore été atteint. La physique, il est vrai, atteste l'ancienneté du monde, mais l'histoire démontre que les sociétés sont encore très récentes, du moins sur la plus grande partie du globe. Non, ce n'est pas trop de cinquante générations[1] pour parvenir à une connaissance parfaite de l'homme physique et moral, pour apprécier tous les préjugés, toutes les idées ridicules que la crainte ou l'espérance ont fait naître, pour oser les attaquer dans l'asile que

[1] En ne comptant que soixante ans pour la durée de la vie humaine, cinquante générations nous feraient remonter à trois mille ans (t), c'est-à-dire jusqu'aux temps héroïques ou fabuleux. Je sais qu'il est presque impossible qu'il ait existé une succession de cinquante personnes qui aient toutes vécu soixante ans; mais comme il n'est question ici que du progrès des lumières, il ne faut avoir égard qu'aux hommes qui sont morts dans un âge assez avancé pour avoir acquis toute l'expérience de la vie. Je sais aussi qu'il paraît très constant qu'il y a plus de trois mille ans que l'empire de la Chine existait; mais il est très avéré que les Chinois sont de tous les peuples le moins susceptible de perfection. La longueur, la difficulté presque incroyable de l'étude des lettres parmi eux, la multiplicité pédantesque et insupportable de

(t) *Il faudrait qu'ils eussent été pères à soixante ans.*

la force ou la ruse ont su leur préparer, pour former des génies capables de gouverner, et pour amener des circonstances qui les détournent de l'usurpation, toujours plus facile aux talens même que l'ordre et la bienfesance; enfin, pour détruire tous les obstacles que la distance des lieux, la difficulté des chemins, la différence des traits, du langage, des mœurs et des opinions avaient apportés à la réunion et au concert des différentes nations. Mais souffrons encore que les esprits chagrins rejettent nos espérances; laissons-les douter que le monde social puisse jamais se perfectionner : ne pouvons-nous pas encore les intéresser en leur offrant le tableau du sort de l'humanité dans les différentes révolutions qu'elle a éprouvées?

leurs cérémonies, leurs mœurs, leurs habitudes, peut-être aussi leur climat et leur situation locale, tout conspire à les retenir dans une espèce d'enfance raisonnable. Ainsi, si malgré tant de puérilités qui déposent de leur peu de lumières, ils ont acquis, à l'égard du gouvernement, de la police et de l'agriculture, des notions saines et utiles, on ne peut guère l'attribuer qu'à la tranquillité intérieure et à l'état permanent dont ils ont joui depuis si long-temps; ce qui vient encore à l'appui de notre opinion, et nous dispense d'entrer dans plus de détails à l'égard d'un peuple sur lequel plusieurs écrits modernes, tels que le *Voyage d'Anson* et les *Observations de M. Pauw*, ont jeté tant de nuages, qu'il est encore très difficile au moment présent de le juger d'une manière solide et impartiale.

Ne regarderont-ils pas comme une chose digne de quelque attention, d'examiner quelle a été l'influence de toutes les législations sur le bonheur des peuples? Tant de gens ont écrit l'histoire des hommes! ne lira-t-on pas avec quelque plaisir celle de l'humanité? Entrons-donc dans notre carrière, non avec cette présomption qui naît d'une vaine opinion de soi-même, mais avec la confiance qu'inspirent un objet noble et vaste, des vues honnêtes et désintéressées, et la préférence qu'on donne à l'estime sur les louanges et la célébrité.

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

L'OBJET de cet ouvrage n'étant pas d'enseigner dogmatiquement les moyens d'augmenter la félicité publique, mais seulement d'examiner si les hommes sont plus heureux de nos jours qu'ils ne l'ont été dans les siècles passés; je m'étais cru dispensé d'établir des principes sur une matière qui n'offrait point assez de difficultés pour être traitée théoriquement. En effet, quiconque aimera mieux exercer les facultés de sa raison que la subtilité de son esprit, reconnaîtra aisément et les causes et les signes du bonheur général. Serait-il nécessaire d'énoncer que l'ordre, la paix, l'abondance, la liberté, font la prospérité des nations? Faudrait-il ajouter que la multiplication des hommes, les progrès du commerce et de l'industrie en sont les signes ordinaires? D'ailleurs, ces principes, quelque simples qu'ils soient, je n'ai pas craint de les répandre dans la totalité de mon ouvrage : car, telle vérité qui ne paraît que triviale ou stérile lorsqu'elle est isolée, acquiert un prix tout nouveau lorsqu'elle se trouve près de certains faits,

ou de certaines observations qui la font voir sous un jour plus favorable. C'est la pierre précieuse placée dans sa monture et dans son entourage; ou plutôt, c'est l'opale qui, n'offrant qu'un aspect louche et triste quand elle est immobile, reçoit du mouvement un éclat vif et inattendu. J'aurais donc voulu laisser au lecteur le soin de se former à lui-même un système, d'après les idées que je lui aurais ou présentées ou suggérées; mais puisque j'ai travaillé pour lui, il faut le contenter; et comme l'expérience prouve que de nos jours les hommes lisent plus pour juger que pour s'instruire, et que ceux même qui n'ont rien à apprendre dans un livre qu'ils auraient pu faire, et mieux faire, cherchent encore à connaître le plan de l'auteur, sa marche et son but, je vais, cette fois-ci, me conformer au goût du siècle, persuadé qu'il ne sera pas assez injuste pour trouver de la présomption où il ne doit voir que de la docilité. Je hasarderai donc quelques principes; peut-être même y gagnerai-je de mieux placer ceux dont j'avais cru devoir interrompre les observations historiques; et si ce chapitre exige quelque contention d'esprit, je prierai le lecteur d'observer que c'est pour lui en épargner ailleurs.

Dire que l'homme est né pour la liberté, que son premier soin est de la conserver lorsqu'il en jouit, et de la recouvrer lorsqu'il l'a perdue, c'est lui attribuer un sentiment qu'il partage avec tous les animaux, et qu'on ne peut révoquer en doute : si l'on

ajoute que cette liberté est indéfinie par sa nature, et qu'elle ne peut être limitée dans chaque individu que par celle d'un autre individu, c'est encore exprimer une vérité qui trouvera peu de contradicteurs dans ce siècle éclairé. Quiconque envisagera la société sous son véritable point de vue, n'y verra donc que des efforts et des résistances; et quiconque voudra se former une idée juste du gouvernement, le considérera comme l'équilibre qui doit résulter de ces efforts et de ces résistances; de sorte que si l'on pouvait rendre plus sensible un système solide et réel en le comparant à un système imaginaire, mais familier à tous les hommes un peu instruits, on dirait que le monde moral ressemble au monde physique de Descartes, où chaque tourbillon, composé d'une matière qui tend toujours à s'échapper en ligne droite, est pourtant retenu dans un mouvement circulaire par la pression des tourbillons environnans.

De ces principes, qui ne paraissent au premier coup d'œil que purement spéculatifs, découlent des vérités très importantes que les anciens ont peu connues, que les modernes même n'ont pas assez développées, et qui doivent pourtant avoir la plus grande influence sur la félicité des peuples. La plus intéressante de ces vérités, c'est que le gouvernement et la législation ne sont pour eux que des objets secondaires et subordonnés, et ne peuvent être considérés que comme des moyens pour que les hommes, en société, conservent la plus grande portion pos-

sible de cette liberté naturelle à laquelle ils sont appelés. Gouverner sa famille, disposer des produits de son champ et de ses troupeaux, c'est ce que chacun doit prétendre; c'est là, pour ainsi dire, le premier élément du bonheur qui renferme *liberté* et *propriété;* ou, si l'on veut, *certitude de jouir tranquillement.* Toute association, toute législation ne peut donc être bonne qu'autant qu'elle confirme, qu'elle assure ces premiers priviléges de l'espèce humaine. Mais quel gouvernement eut jamais une pareille origine? Aucun, nous osons l'assurer : et c'est une considération bien importante; car, si dans chaque individu une première erreur influe sur tout le reste de la vie, parce qu'aux premières erreurs tiennent les premières actions, que des premières actions dérivent les habitudes, et que nos jugemens, nos opinions même, se forment sur nos habitudes; il doit en arriver de même de l'homme pris dans une signification abstraite, c'est-à-dire de tous les peuples qui, s'étant succédés jusqu'à nos jours, et étant toujours partis des mêmes principes et des mêmes préjugés, conservent encore, dans leurs derniers progrès, l'empreinte des erreurs qui présidèrent à leur naissance.

Ne craignons pas de dire la vérité; et, sans perdre de temps à faire une inutile apologie de nos principes, rapportons-nous-en à la pureté de nos intentions pour prévenir un reproche que nous serions bien fâchés de mériter. On n'accusera pas d'une phi-

losophie chagrine l'auteur de cet ouvrage, et on ne le regardera jamais comme un sectateur de Hobbes. Nous pouvons donc assurer que la force et la violence ont été l'origine des gouvernemens. Soit que les premiers brigands se soient réunis sous un conducteur, qui a été, sans doute, le plus fort d'entre eux, ce qui dut établir le gouvernement absolu d'un chef militaire parmi les agresseurs, et le gouvernement despotique d'un maître sur les esclaves, relativement aux peuples vaincus; soit que la nécessité de se défendre ait rassemblé les plus faibles sous une même association, ce qui aura produit le plus souvent des républiques, et quelquefois aussi le despotisme dans les cas urgens, où la guerre aura obligé d'élire un chef absolu, tels que les dictateurs de Rome : il est toujours arrivé que les hommes, faibles ou forts, oppresseurs ou opprimés, n'ont eu pour objet dans le gouvernement que l'attaque et la défense. Substituer à ce principe d'association une réunion paisible et naturelle, fondée sur l'agriculture et le commerce, c'est renoncer aux lumières de l'histoire et de la raison pour ne suivre qu'une erreur spécieuse; car les premiers efforts de l'agriculture n'ont eu pour objet que le soutien de chaque famille : or, il ne faut pas de lois pour semer et recueillir; il n'en faut pas même pour l'échange des denrées, qui n'a pu venir qu'après un long espace de temps : elles ne sont nécessaires que lorsque l'on a besoin d'assurer ses jouissances; et comment

celles-ci auraient-elles pu être attaquées, si ce n'est par la force? à moins qu'on ne veuille que les procès aient existé avant les lois. Toute l'antiquité dépose de cet empire général que la force a exercé sur notre globe, et même de l'estime et de la considération que les hommes y ont attachées. Ils la confondirent souvent avec la vertu, dont le nom même ne signifiait originairement que puissance et courage. Ils la confondirent avec la justice, qui n'était pour eux que le droit du plus fort. Quel titre, disaient les peuples à ces aventuriers qui venaient aborder sur leurs rives, quel titre avez-vous pour enlever nos femmes et nos troupeaux? Quel titre, leur répondait-on, avez-vous à des biens que vous ne pouvez défendre[1]? Aussi ce poète, à jamais célèbre, qui, traitant de la guerre, des lois, des mœurs et de la religion, nous tient lieu de mille volumes, parce qu'il occupe à lui seul plus de place dans notre mémoire qu'une bibliothéque entière, a-t-il pris pour sujet de son premier

[1] Il ne faut pas même remonter aux premiers âges de l'histoire pour trouver ce principe établi chez des nations nombreuses et civilisées. Tite-Live rapporte que, lorsque les Gaulois entrèrent en Étrurie, plus de trois cent soixante ans après la fondation de Rome, les Romains leur ayant fait demander quel droit ils avaient sur ce pays, ils répondirent que c'était le droit de l'épée, et que tout appartenait au plus fort.

Romanis quærentibus quid, in Etruriâ, rei Gallis esset; tum illi: Se jus in armis ferre et omnia fortiorum virorum esse, etc. Voyez liv. v, 36.

poëme la force personnifiée dans le caractère d'Achille; et pour celui du second, la ruse représentée par Ulysse. Car, après la force, la ruse tint le premier rang dans l'opinion des hommes, long-temps avant que la justice et la raison eussent acquis quelque importance et quelque crédit : d'ailleurs, quand même les faits ne viendraient pas à notre appui, les seules lumières naturelles et la seule induction suffiraient pour nous prouver que les choses n'ont pu se passer autrement. On s'obstine à considérer comme le premier état de la nature l'époque où l'homme était encore simple et grossier; eh! ne voit-on pas que dans cet état même, il est déjà vainqueur des animaux qui lui disputaient la jouissance de la terre? Croit-on qu'il ait pu s'occuper si long-temps à soumettre, à détruire tout ce qui était autour de lui, sans contracter un caractère d'injustice et de férocité? Et s'il est vrai, comme plusieurs moralistes l'ont observé ingénieusement, que nous trouvons un plaisir secret dans l'exercice de nos facultés, sur qui l'homme vainqueur des animaux fera-t-il l'essai de ses forces, si ce n'est sur son semblable? [1]

Nous n'insisterions pas sur ces vérités si elles

[1] Voyez *la Théorie des sentimens agréables*, par M. de Pouilly; et Ferguson, *Essay on human nature.*

Voyez aussi dans *la République de Bodin*, liv. I, ch. 6, ce passage remarquable : « La raison et lumière naturelle « nous conduit à cela, de croire que la force et violence a « donné source et origine aux républiques; et quand la rai-

n'étaient que de pure spéculation, et si elles ne tendaient qu'à nous donner de la nature humaine une opinion plus ou moins favorable. Mais il ne s'agit ici de rien moins que de rendre raison de tous les principes qui ont influé sur le bonheur des peuples; d'expliquer, par exemple, comment les hommes ont préféré la gloire au repos et au plaisir, la vie militaire à la vie domestique, et les intérêts de la patrie à ceux du sang. En effet, du moment qu'on admettra que tous les gouvernemens se sont formés sous l'empire de la violence, on sentira aisément que soit qu'il ait fallu attaquer ou se défendre, la force a été l'objet principal de toute association. Or, rien n'est plus contraire à cet objet que la vie domestique, où tous les sentimens doux et naturels se perfectionnent dans le repos et se fortifient par l'habitude. Pour des brigands toujours prêts à courir le pays ou à se hasarder sur les mers, pour une peuplade faible et timide, perpétuellement occupée à se défendre, les femmes ne sont plus des compagnes chéries; ce sont des moyens d'augmenter la population, de recruter une armée ou une garnison: les enfans ne sont pas les images vivantes de leurs

« son n'y serait pas, il sera montré ci-après, par le témoi-
« gnage indubitable des plus véritables historiens, c'est à
« savoir, de Thucydide, de Plutarque, de César, et même
« des lois de Solon, que les premiers hommes n'avaient
« d'honneur et de vertu plus grande que de tuer, massacrer,
« voler ou asservir les hommes, etc. »

pères, les gages précieux d'une union fidèle et durable; ce sont de nouveaux guerriers qui se forment et s'élèvent : l'attachement qu'ils nous inspirent ne se proportionne donc plus au désir de se voir renaître en eux, de recevoir leurs caresses, de leur prodiguer ses soins, mais à la plus grande utilité qu'on en pourra retirer un jour : ceux qui se trouveront peu propres à la guerre seront regardés comme un fardeau inutile; peut-être même seront-ils vendus ou exposés. Une sollicitude continuelle tenant les hommes éloignés de leurs affaires domestiques, et exigeant perpétuellement que leur attention se porte vers la chose publique; les lois, par lesquelles tout se dirige vers cet objet unique, deviendront aussi le seul intérêt des individus. On n'aimera plus ni sa femme, ni son champ, ni ses propres jouissances; on tournera toutes ses affections vers la cité, vers la république; et de là naîtra cet amour effréné de la patrie, sentiment qui, si l'on y prend bien garde, a toujours été mêlé de quelque férocité, et qui, chez tous les peuples du monde, est inséparable de la haine pour leurs voisins.

Ne soyons donc pas surpris des lois de Lycurgue et de l'austérité romaine. Ne le soyons pas davantage, lorsque venant ensuite à consulter les poètes et les philosophes, nous verrons toutes les premières habitudes réduites en principe, la force qui lutte, qui combat, qui résiste, qui souffre, préconisée sous le nom de vertu; le sacrifice des affections particulières, admiré sous le nom de grandeur d'âme; et

l'attachement à la patrie préféré aux sentimens naturels, et surtout à la justice, dont les anciens n'eurent que très tard une idée abstraite et générale.

Tel est le tableau qu'on doit se former de la première antiquité, si l'on veut savoir une fois sur quel fondement était établi pour lors la félicité des peuples. Il en résultera qu'elle ne pouvait porter que sur des principes relatifs, sur des rapports d'inégalité; qu'il n'y avait point de bonheur absolu, de jouissance véritable, parce que le point capital était de se rendre plus fort, plus puissant qu'un autre; de sorte qu'après tant de sacrifices à cet objet unique, les premières législations se rapprochaient infiniment de nos régimes monastiques, où le ciel étant le seul but de ceux qui s'y soumettent, tout se trouve calculé sur le sacrifice des biens qu'ailleurs on s'efforce de conserver. Encore, lorsque des religieux reçoivent un postulant, s'ils exigent de lui qu'il renonce à l'usage de sa volonté et d'une partie de ses sens, qu'il se soumette à une règle austère, aux jeûnes, aux veilles, etc., je conçois qu'il y consente, parce qu'il a en vue un bien supérieur à tout ce qu'il sacrifie; mais si les Spartiates avaient proposé à un étranger de renoncer à prendre une femme, à élever des enfans qui fussent à lui, et à manger avec eux, près de son foyer, les fruits de son jardin, je ne vois pas quel motif aurait pu le décider. La vérité est qu'on naissait Spartiate et qu'on ne le devenait pas; que cette république, formée dans des

temps de crise, ne cessa d'être aux prises avec ses voisins, depuis les guerres des Messéniens et des Ilotes jusqu'à celle où les Thébains, peuple grossier et peu célèbre dans les armes, pensèrent renverser en un instant l'ouvrage de six siècles. Mais n'anticipons pas sur des réflexions qui doivent trouver leur place dans les chapitres suivans, et contentons-nous d'observer que le bonheur qu'on trouve dans la gloire, et la gloire qu'on trouve dans l'exercice de la force, n'ont qu'une base précaire et contre nature: elle est précaire, parce qu'elle dépend des armes et de l'usurpation, et que l'oppresseur peut devenir à son tour opprimé; [1] elle est contre nature, parce que l'amour de la liberté individuelle et les sentimens domestiques sont plus naturels que l'amour de la liberté politique et les sentimens patriotiques, lesquels ne sont bons qu'autant qu'ils naissent des premiers, et qu'ils en assurent la jouissance.

Si l'on m'objectait que le désir de sentir et d'exercer ses propres forces n'est pas moins naturel à l'homme que l'amour du repos et de la liberté; que, de même qu'un particulier aime à dompter des chevaux, à poursuivre les animaux à la chasse, au prix de beaucoup de fatigue et de quelque danger, les nations trouvent aussi dans la guerre et dans les périls des jouissances dont nous ne tenons pas compte, je répondrais que la méprise vient de ce qu'on met

[1] Non est quod credas quemquam fieri, alienâ infelicitate, felicem. (Senec. Epist. xcv.)

le mot de *force* à la place de celui de *faculté*. L'homme aime à sentir sa force, parce que c'est une de ses facultés ; mais qu'on fasse attention qu'il perd d'autant plus sur les autres qu'il donne plus de prix à celle-là, et que du moment où il est tranquille et paisible, l'industrie présente à son activité un exercice bien plus étendu qu'il n'en pourrait jamais attendre de la force. Mettez d'un côté la chasse et la guerre, et moi, je placerai de l'autre les arts, les talens, les sciences et le commerce, et nous verrons qui emportera la balance.

Tels sont, à peu près, les principes auxquels nous rapporterons toutes les observations que le cours de cet ouvrage doit nous présenter. Nous allons jeter un coup d'œil philosophique sur l'histoire, et nous l'envisagerons toujours par le côté qui intéresse le bonheur des hommes. C'est sous ce point de vue que nous examinerons les législations les plus célèbres, persuadés que les individus et les états doivent toujours être distingués, et que les peuples ne sont pas heureux toutes les fois que les gouvernemens prospèrent.[1]

[1] On pourrait donner plus d'extension aux réflexions contenues dans ce chapitre; mais nous répéterons encore que c'est avec la plus grande répugnance que nous nous éloignons du plan que nous nous sommes formé, de ne pas alléguer des faits pour venir à l'appui d'un système ou d'une théorie, mais de faire naître ce système et cette théorie même de l'étude réfléchie des faits; nous prierons seule-

CHAPITRE II.

Des Égyptiens, des Assyriens, des Mèdes, etc.

Soit que les premiers héros dont l'histoire nous a transmis les exploits n'aient été, dans le fait, que des emblèmes ingénieux sous lesquels les philoso-

ment le lecteur d'observer, à l'occasion de ce qui a été dit ci-dessus, la propension qu'ont les hommes à substituer les *moyens* à la *fin*. C'est ainsi que l'avare qui amasse de l'argent pour avoir des jouissances, finit par se priver de toute jouissance pour avoir de l'argent. C'est ainsi qu'un praticien, quelque honnête qu'il soit, répugne toujours à accommoder un procès où il aurait pu employer toutes les formes de la jurisprudence, et qu'un amateur de médecine ne voit pas sans quelque regret la nature opérer toute seule une guérison : c'est encore par le même principe qu'un Charles XII marche botté et éperonné en pleine paix, etc. etc. Peut-être me répondra-t-on que ces exagérations tiennent à des goûts ou à des passions ; que l'avare, par exemple, est heureux en amassant ; mais je demanderai si tous les goûts et toutes les passions rendent heureux, et pourquoi, chez les Latins, *miser* signifiait à la fois *avare* et *malheureux*.

Quant à ce que nous avons dit sur la morale des anciens, et sur l'opposition des vertus républicaines avec la liberté individuelle et les sentimens naturels, on peut consulter la belle dissertation de Stellini, *De ortu et progressu morum*, et M. Priestley, *Principles on government*.

phes ont voulu enseigner aux peuples grossiers les mystères de la nature, et surtout les révolutions des corps célestes; soit que l'histoire ait marché d'un pas égal avec l'allégorie, lorsque les prêtres arrangeaient à leur manière des faits qu'une tradition incertaine altérait aussi de siècle en siècle; soit enfin que ces deux systèmes aient réagi l'un sur l'autre de façon qu'il soit impossible de démêler de nos jours ce qu'il y a de vrai d'avec ce qu'il y a de fabuleux dans les fastes de l'antiquité, nous pouvons toujours assurer que la guerre y a joué le premier rôle, et que c'est à des conquérans que chaque nation rapporte son origine. Osiris (a), ou, si l'on veut, Bacchus, traverse le Nil pour aller à main armée enseigner l'agriculture aux peuples qu'il soumet à ses lois. Plusieurs siècles après, Sésostris se met à la tête d'une armée formidable, et marche à la conquête de diverses nations dont, sans doute, il ignorait même le nom. Voilà donc les temps les plus reculés de cette vieille et respectable monarchie égyptienne déjà marqués par deux conquérans, et par conséquent par deux guerres très injustes. Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que ni l'un ni l'autre ne parut désirer la possession des pays qu'il avait conquis. Ils se contentèrent d'ériger quelques monumens, d'exiger quelques tributs, et passèrent comme des voya-

(a) *Sanchoniathon parle de Thaut, et ne dit rien d'Osiris. Bacchus était Arabe, élevé à Nise, qui est, dit-on, le mont Sinaï.*

geurs armés (*b*) qui voulaient être maîtres partout où ils se trouvaient. [1]

C'est à peu près tout ce qu'on peut entrevoir dans cette aurore de l'histoire. Il peut se faire, sans doute, qu'il ait existé des hommes célèbres par leur audace et leurs lumières, qui aient donné lieu aux récits que faisaient les Égyptiens de leur Osiris et de leur Sésostris; mais la fable dont ces récits sont accompagnés, mais l'invention de l'agriculture qui fut attribuée à Osiris, mais l'antiquité de toutes les traditions recueillies par Hérodote, prouvent assez qu'ils appartiennent à l'enfance des sociétés, et qu'ils ont été défigurés par le temps. Ce qui paraît le plus constant par le témoignage d'Hérodote et de Diodore de Sicile, c'est que, depuis ces temps fabuleux, l'Égypte est la monarchie qui a joui d'une plus longue paix. Il nous sera même impossible d'en douter, si nous considérons que ces mêmes historiens qui ne nous ont transmis la mémoire d'aucune guerre, depuis Sésostris jusqu'à Apriès, nous ont pourtant fait l'énumération de la plupart des princes qui ont rempli cet intervalle, et sont même entrés dans de grands détails sur diverses particularités de leur vie.

N'est-ce pas déjà un préjugé bien consolant, au commencement de nos travaux, que de réunir l'idée

(*b*) *Expression de Lamotte.*

[1] Sed longinqua, non finitima bella gerebant; nec imperium sibi, sed populis suis quærebant; contentique victoriâ, imperio abstinebant. (JUSTIN. lib. I, ch. I.)

d'une paix très longue et presque constante, avec celle d'une monarchie si ancienne et si respectable ? Quelle que soit la nature de l'homme, il est donc vrai que de bonnes lois et un bon gouvernement peuvent étouffer les germes de la guerre. Si toute la terre avait été peuplée de nations gouvernées comme l'Égypte (c), il y a grande apparence que le problème de la possibilité d'une paix perpétuelle aurait été démontré par le fait, ou plutôt qu'il n'aurait pas été proposé. Mais il n'implique pas contradiction que la terre soit un jour assez généralement éclairée pour être tout entière gouvernée comme une petite partie l'a été dans les temps les plus reculés. Il serait à désirer seulement que nous fussions plus en état de démêler les rapports que les lois de ce pays pouvaient avoir avec le maintien de la paix. Malheureusement nous sommes peu au fait de la véritable constitution et du gouvernement de cette nation où nous voyons un roi très gêné, assujetti aux formes les plus minutieuses, sans qu'on nous dise qui est-ce qui veillait à l'exécution des lois auxquelles il était obligé de se conformer [1] ; des prêtres qui exercent

(c) *La Chine, l'Inde, la Scythie, étaient en paix.*

[1] Diodore de Sicile rapporte que l'emploi du temps était si bien fixé aux rois d'Égypte, qu'ils ne pouvaient manger, dormir, et même jouir de leurs propres femmes, qu'à de certaines heures prescrites par les lois ; de sorte que ces rois faisaient des enfans comme les nôtres font des ordonnances, *de l'avis de leur conseil.*

le pouvoir le plus absolu, sans qu'on nous apprenne si ce pouvoir était législatif et supérieur, ou s'il n'était fondé que sur l'habitude et l'opinion; enfin des armées nombreuses sans être actives, et fesant corps dans l'état sans l'asservir ou l'opprimer. Bornons-nous donc à juger des causes par les effets, et observons premièrement, que les lois des Égyptiens devaient tendre à la paix, puisque de tous les peuples du monde c'est celui qui a le moins fait la guerre; secondement, que la situation locale, circonstance qui influe presque toujours sur la législation, dut en même temps l'éloigner de l'attaque, et lui épargner le soin de la défense, entourée comme elle l'était de la mer, du Nil et des déserts de l'Éthiopie; troisièmement, enfin, que la longue durée de cette monarchie, l'abondance qui régnait dans son sein, les éloges de tous les peuples et de tous les âges doivent établir le préjugé le plus favorable sur tous les détails qui ne sont pas parvenus à notre connaissance. (*d*)

Au contraire, si nous tournons nos regards sur les Assyriens, les Babyloniens, les Mèdes, les Lydiens, nous ne verrons partout que le despotisme le plus absolu, que la folie des conquêtes, l'avidité et l'abus des richesses. (*e*)

(*d*) *C'est bien dommage qu'un si bon livre commence par des discussions sur l'histoire ancienne, dont on est si fatigué; cela peut rebuter.*

(*e*) *Mais si vous admettez la folie conquérante d'Osiris ou*

Ninus, le premier astre funeste qui brille sur cet horizon, marque sa place dans l'histoire, à force d'injustices et de cruautés. Il attaque et défait les peuples connus depuis sous le nom de *Babyloniens*. Leur roi tombe entre ses mains, il le fait mourir avec ses enfans. Bientôt il marche contre les Mèdes; il les met en fuite, et ayant fait prisonnier Pharnus leur souverain, il le fait mettre en croix, ainsi que sa femme et ses enfans. De là il tourne ses pas vers la Bactriane, qu'il ajoute à ses conquêtes. Sémiramis, devenue son complice, sa femme et son assassin, venge le monde des cruautés de ce tyran, et laisse à son tour de plus grands crimes à venger. Son ambition tient du délire : elle soumet successivement la Médie, la Perse, la Libye et l'Éthiopie : enfin, comme si elle eût voulu vaincre la nature elle-même, elle aplanit les montagnes, change le cours des fleuves, et élève jusqu'aux cieux les monumens de sa démence.

A ces règnes cruellement héroïques succédèrent quelques momens de repos. Des rois, dignes sans doute de nos éloges, puisque l'histoire ne les a pas nommés, laissèrent respirer les hommes, et furent assez heureux pour trouver des plaisirs qui ne nuisaient à personne. Sardanapale, le dernier de cette dynastie, prince trop adonné à la mollesse, mais bien moins coupable que la plupart des héros de l'histoire,

de Sésostris, les Égyptiens sont aussi barbares que les Assyriens.

s'est attiré le mépris des auteurs anciens, et, à leur exemple, de tous les siècles postérieurs. Il perdit son empire comme Darius, comme Persée et tant d'autres rois, parce qu'il perdit des batailles; mais il sut préférer la mort à une honteuse captivité; mais il ne fit pas mourir des rois, des femmes et des enfans; mais il ne fit point couler les larmes et la sueur de son peuple pour entasser des pierres sur des pierres (*f*) : néanmoins tous les auteurs, même les plus pieux, ont laissé en honneur Ninus et Sémiramis pour réunir sur lui tous leurs traits satiriques. Les Mèdes, vainqueurs de Sardanapale, le deviennent bientôt de toute la Perse. Ils attaquent ensuite le nouvel empire assyrien fondé par Bélesis : mais tandis qu'ils s'obstinent à cette guerre, ils sont attaqués à leur tour par les Scythes Cimmériens, et après avoir été contraints de partager l'empire avec eux, ils se défont de ces hôtes incommodes en les fesant périr par la plus lâche trahison.

Ici commence Cyrus (*g*). L'histoire ne rapporte pas précisément comment la guerre s'alluma entre ce fameux conquérant et un prince non moins célèbre par sa bonne et par sa mauvaise fortune : je veux parler de Crésus, roi de Lydie, dont le nom est dans la bouche de bien des gens qui ignorent son histoire. Il ne nous est pas aisé non plus d'assigner des causes

(*f*) *Bravo!*

(*g*) *Kir, Kosrou, Kosroes. Les détails de sa vie sont fabuleux.*

à toutes les autres guerres que Cyrus entreprit, et qui le rendirent maître de l'Asie. Il se trouve tant de différence entre les récits d'Hérodote et ceux de Xénophon, que tout lecteur raisonnable voyant d'un côté des fables puériles, et de l'autre un traité de morale mis en action, croit avoir à choisir entre l'Arioste et Télémaque. Contentons-nous donc de croire qu'il y a eu un conquérant nommé *Cyrus*, qui a subjugué l'Asie et fondé l'empire des Perses.[1]

Voilà bien assez de faits pour un ouvrage qui n'est pas historique. Passons aux réflexions qu'ils peuvent nous suggérer : et, premièrement, observons que

[1] Il s'en faut de beaucoup que M. Rollin ait jeté des lumières sur l'obscurité de ces temps reculés. Cet auteur commence par rapporter, avec toute la gravité de l'histoire, les petits détails romanesques dont Xénophon a jugé à propos d'orner sa *Cyropédie*. Il faut avouer que de temps en temps il lui échappe de dire qu'il n'y a peut-être pas un mot de vrai à tout cela; cependant il continue de suivre Xénophon pour tous les faits principaux, jusqu'à la bataille de Thymbrée. Puis tout à coup, s'attachant à Hérodote, il veut que Cyrus donne près de Sardes une nouvelle bataille, où il lui fait employer encore une fois le stratagème des chameaux opposés à la cavalerie, sans s'apercevoir que tout cela n'est qu'un même fait raconté de deux manières par deux auteurs différens. Il fait plus : pour ne pas perdre l'histoire de Crésus, qui appelle Solon sur le bûcher, il suppose que ce même Cyrus, qu'il vient de peindre comme le modèle des rois, a condamné son ennemi à être brûlé vif, le tout sans daigner faire la plus petite excuse sur cette disparate dans le caractère de son héros.

l'histoire ne nous ayant rien transmis sur le gouvernement des peuples dont nous venons de nous occuper, nous n'en pouvons juger que par les faits; ces faits nous apprennent que le gouvernement de ces peuples était absolument militaire et despotique [1] (*h*); et l'on sait assez qu'un despote qui ne peut être le maître du peuple que par le moyen d'une armée, ne peut se rendre maître de cette armée que par la guerre. Nous n'hésiterons donc pas d'assigner pour cause aux guerres dont nous avons fait mention, les vices du gouvernement et l'ignorance des principes de la politique et de la morale. Mais nous ne devons pas passer sous silence un fait bien digne de remarque: c'est cette irruption des Scythes venus du Bosphore (*i*).

[1] Il serait de mauvaise foi de dissimuler ici les éloges qu'Hérodote et Xénophon ont donnés aux anciens Perses. Nous sommes même obligés d'avouer que si l'on en croit Hérodote, ce peuple était moins barbare que nous, puisqu'il n'infligeait jamais la peine de mort pour une première faute, et que sa législation n'avait spécifié aucune punition pour le parricide, admettant ce principe, qu'il n'y a que la démence seule qui puisse conduire à un pareil crime: mais outre que de bonnes lois civiles ne suffisent pas pour constituer un bon gouvernement, nous voyons d'ailleurs que les mœurs des Perses tendaient bien plus à en faire un peuple belliqueux et conquérant, qu'un peuple agricole et paisible.

(*h*) *Je doute du despotisme. Je crois qu'il n'y avait point de despote chez les premiers voleurs. Je ne me serais jamais soumis à Cartouche; j'aurais partagé.*

(*i*) *Cimmérien.*

On voit ici pour la première fois ces habitans du Nord se répandre dans des contrées plus fertiles, et triompher des nations les plus belliqueuses. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'on les voit faire avec les Mèdes le même traité qu'ils ont fait depuis avec les empereurs romains, c'est-à-dire qu'ils ont stipulé pour eux la copropriété des terres avec les anciens possesseurs, et cette manière singulière de régner chez autrui, en qualité d'hôtes (*k*)[1]. On sent aisément que cette espèce de guerre se rapporte à notre premier principe, le désir de quitter un climat rigoureux pour un climat plus doux.

(*k*) *Le mot était doux, et la chose dure.*

[1] Voyez à ce sujet les *Remarques de M. l'abbé Dubos sur la monarchie française*, dans lesquelles cet ingénieux auteur prouve que les Francs et les Lombards qui s'établirent dans les Gaules, dans l'Espagne et dans l'Italie, se donnaient pour hôtes (*hospites*) des Romains, et que leur chef se faisait appeler *roi des Francs et des Lombards*, mais non pas roi des Gaules et d'Italie.

CHAPITRE III.

Des moyens par lesquels on peut apprécier la félicité des peuples, et particulièrement celle des peuples de la première antiquité.

Ce seroit inutilement que nous aurions parcouru les premières époques de l'histoire, si de tant d'événemens qu'elle présente, nous ne savions pas tirer quelques faits généraux; faits bien plus certains que ceux qui nous ont été si soigneusement transmis, et qui, semblables à des grains de poussière, n'auraient aucun poids, s'ils n'étaient réunis dans une seule masse. Ce sont ces faits importans que les historiens ont presque toujours négligés, comme s'ils avaient voulu tout dire, excepté ce qui est incontestablement vrai. En effet, il n'est pas sûr que Cyrus, à la tête de cent mille Perses, ait battu cinq cent mille Assyriens, Égyptiens, etc., ni que Ninus ait bâti une ville qui avait neuf lieues et demie de tour : mais il est sûr, d'un côté, qu'une armée bien disciplinée et commandée par un roi guerrier a triomphé d'une multitude ignorante et indisciplinée; et, de l'autre, qu'un peuple d'esclaves abrutis sous le joug a été condamné à n'employer ses bras que pour satisfaire les caprices d'un despote insensé.

Mais de toutes les spéculations auxquelles l'histoire peut donner lieu, en est-il de plus belles, de

plus dignes de notre attention que celles qui ont pour objet le bonheur de l'espèce humaine (a)? Plusieurs auteurs ont examiné avec soin, si tel peuple était plus religieux, plus sobre, plus belliqueux qu'un autre: aucun n'a encore cherché quel était le plus heureux (b). Les Égyptiens l'étaient-ils plus que les Mèdes, les Mèdes plus que les Grecs, et ceux-ci plus que les Romains? C'est ce qu'on n'a guère pris la peine de développer; ou si quelqu'un l'a essayé, ce n'a été que sur des principes vagues et insuffisans.

Parmi nombre d'erreurs commises dans ce genre, la plus commune est de confondre le peuple avec le gouvernement. On croit que le peuple est heureux quand l'état s'agrandit: au lieu d'envisager le bien des individus, on ne considère que l'accroissement et la durée des empires, comme si la prospérité publique et la félicité générale étaient deux choses inséparables. (C'est ce qui faisait dire assez plaisamment à un cynique qu'il fallait changer cette maxime, *Salus populi suprema lex esto*, en celle de *Salus gubernantium suprema lex esto* (c). J'aurai plus d'une occasion de réclamer contre ces préjugés; quant à présent, je me borne aux réflexions qui m'ont été

(a) *Voilà le sujet du livre.*

(b) *Le moins malheureux.*

(c) *Bravo!**

* Ce passage, qui excitait l'enthousiasme philanthropique de Voltaire, fut supprimé dans l'édition de 1776. R.

suggérées par les faits dont nous nous sommes occupés.)

Il est temps de prendre en main la cause de l'humanité trop long-temps négligée, de considérer le peuple dans l'état, et de séparer l'idée du bonheur de celle de la gloire et des succès. Partout où je verrai des trophées, je penserai donc au sang qu'ils ont coûté : partout où l'on me montrera de vastes et de magnifiques édifices, je regretterai la sueur qu'ils ont fait couler *. Sages Égyptiens, n'aviez-vous donc de meilleur emploi de votre temps que d'entasser des pierres sur des pierres? n'aviez-vous pas d'autre plaisir que de contempler des pyramides? Quoi! lorsque les guerres longues et opiniâtres nées de la jalousie entre les souverains et d'un vain équilibre entre les puissances, n'ont pas encore obligé les princes à entretenir des armées considérables; lorsque les nations, accablées par des dettes contractées dans des temps de crise, et multipliées par la négligence des races passées, ne seront pas contraintes à payer des contributions immenses; lorsque le luxe, père ou enfant de l'industrie, n'aura pas encore donné aux denrées un prix excessif; il faudra cependant qu'un peuple entier soit condamné au travail, que ses bras, que ses journées appartiennent à d'autres qu'à lui?... Ainsi le pouvoir, toujours tyrannique,

* Je pense.... que les grands édifices et les vastes monumens sont un indice de pauvreté dans le peuple qui les a élevés. (*Édition de* 1772.)

n'a pas besoin de prétexte pour être oppresseur. Que nos contemporains se consolent, s'il est possible, et qu'ils reconnaissent chez les peuples de la plus haute antiquité, des malheurs dont nous autres modernes nous gémissons d'autant plus, que nous les croyons plus récens; car les hommes, trop accoutumés à supporter, ne souffrent guère que lorsqu'ils raisonnent; et il n'y a que les choses nouvelles qu'ils se permettent de discuter. Arrêtons-nous donc un moment sur cet objet comme sur un des plus importans à la félicité publique, et un de ceux sur lesquels il est le plus pressé d'établir des principes.

En effet, dans tous les jugemens qu'on a portés de nos jours sur le bonheur ou le malheur des peuples, on n'a presque jamais considéré autre chose que les impositions dont ils étaient chargés. Encore n'a-t-on évalué la rigueur de ces impositions que sur la manière dont elles ont été levées, c'est-à-dire suivant qu'elles ont plus ou moins approché de la forme d'un tribut, et que le contribuable a dû tirer de l'argent de sa poche pour le donner au souverain. Rien de plus commun que de demander à un homme qui a parcouru l'Allemagne et l'Italie, si le Palatinat paye plus que la Saxe, le Piémont que la Toscane, l'État romain que le royaume de Naples. Des comparaisons qu'on est à portée de faire, résultent ordinairement ces conclusions très souvent mal fondées : *Il fait meilleur vivre là qu'ailleurs; tel peuple est plus heureux que son voisin;* et tous ces faux jugemens

auxquels les gens les plus raisonnables sont sujets, parce qu'ils ne viennent pas de ce qu'on voit mal, mais de ce qu'on ne voit pas assez. Si nous remplissons l'objet que nous nous sommes proposé, nous ne terminerons pas cet ouvrage sans mettre nos lecteurs à portée de connaître tous les élémens du bonheur public, et surtout d'appliquer cette connaissance à la comparaison des temps anciens avec le temps présent; mais puisque cette seule idée que les peuples de la première antiquité n'éprouvaient pas comme nous le fardeau de l'imposition, pourrait donner un préjugé contraire à une opinion que nous ne devons développer que successivement et à mesure que le plan que nous nous sommes proposé nous en fournira les moyens, il est bon d'examiner dès à présent quel est véritablement le poids de l'imposition et l'abus que les souverains en ont fait.

Or la manière la plus simple de faire cette appréciation, c'est d'évaluer tout impôt en travail, et de regarder toute contribution comme un travail que le sujet est obligé de faire pour le souverain. Qu'un ouvrier qui gagne vingt sous par jour soit imposé à dix livres, n'est-ce pas la même chose que si on lui demandait de travailler dix jours pour rien? Qu'un laboureur cultive cinq arpens de terre, et qu'on lui demande le produit d'un arpent, n'est-ce pas comme si on lui ordonnait de labourer, de semer et de moissonner cet arpent de terre à ses frais? Les Égyptiens, je le suppose, ne payaient pas d'impôts; mais

si, pour creuser le lac Mœris et pour élever des pyramides, on les obligeait à travailler trois mois de l'année, n'était-ce pas, dans le fait, une imposition très rigoureuse? n'en est-il pas de même du service des armées, de l'entretien des temples et des prêtres? Si l'on veut donc apprécier le sort de tous les peuples relativement à cet important objet, ceux de la première antiquité comme ceux de notre âge, il sera nécessaire de raisonner ainsi :

Première question. Combien de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée, un homme peut-il travailler sans s'incommoder, sans se rendre malheureux? On voit du premier coup d'œil que cette question tient à la nature du climat, à la constitution et à la vigueur des hommes, à leur éducation, à leurs alimens, etc.; tous cas qui peuvent aisément (*d*) se résoudre.

Seconde question. Combien faut-il qu'un homme travaille de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée, pour se procurer ce qui est nécessaire à la conservation et à l'aisance de sa vie?

Ces deux questions résolues, il sera aisé de trouver combien il reste à chaque homme de jours dans l'année ou d'heures dans la journée qui soient *disponibles*, c'est-à-dire qu'on puisse lui demander, sans prendre sur sa subsistance et son bien-être; de sorte que tout ce qui nous reste à faire, c'est d'examiner si ce que le souverain exige est en-deçà ou

(*d*) *Difficilement.*

au-delà de cette épargne que chaque homme peut se ménager sur son temps.

Maintenant, pour tirer de ce développement toutes les conséquences qui en résultent, il faut se figurer que tout le travail qui se fait dans un état est partagé également entre les individus. Je suppose, par exemple, que tout homme étant obligé de se bâtir et de s'entretenir une maison, de se procurer et de se préparer sa nourriture, de se fournir d'un vêtement, etc. il faut que chaque homme soit à la fois maçon, couvreur, cultivateur, cuisinier, tisserand, tailleur, cordonnier, etc. D'après cela, il est nécessaire de calculer ce que chacune de ces occupations prend de jours dans l'année ou d'heures dans la journée, et de comparer ensuite ce qui reste de *disponible* avec ce que le souverain demande. Or je dis que c'est ce rapport qui décidera du bonheur ou du malheur des peuples.

Avant d'aller plus loin, prévenons quelques objections qu'il ne faut pas négliger, quoiqu'elles ne viennent guère que d'un attachement opiniâtre à certaines formules ou nomenclatures devenues trop communes de nos jours, et dont l'effet ordinaire est d'établir une dispute de mots avant la discussion des principes. Nous dirons donc que nous ne considérons pas le travail en lui-même comme la première richesse d'un état; mais puisque aucune richesse, et surtout celle qui vient de l'agriculture, ne peut être obtenue sans travail, nous croyons que celui-là

n'aura jamais la propriété de sa terre qui n'a pas celle de son travail; nous pensons, par exemple, que si le paysan chinois est heureux parce qu'il lui suffit de cultiver la dixième partie de son champ au profit de l'état, il serait malheureux du moment que cette tâche, qu'on peut appeler *corvée*, s'étendrait au tiers au lieu du dixième; qu'inutilement le paysan russe, affranchi de sa servitude, deviendrait-il propriétaire, s'il était toujours obligé de fournir à son seigneur la même quantité de temps et de travail, parce qu'il ne lui resterait plus assez de l'un et de l'autre pour améliorer sa culture et donner essor à son industrie: enfin cette hypothèse serait encore plus frappante si, dans nos colonies à sucre, le nègre était rendu propriétaire de cette portion de terre qu'il ne lui est permis de cultiver que les dimanches et fêtes. Ainsi donc si nous voulons former quelques conjectures sur le bonheur des Égyptiens, il est important de considérer quelle quantité de travail l'état a dû exiger d'eux. Or il peut exister plusieurs cas différens:

1°. La population de l'Égypte ayant été immense, il se peut faire que l'épargne sur le travail général que ces grands édifices ont exigé, se soit trouvée peu de chose, étant répartie sur le travail de chaque individu. (*e*)

2°. Ces mêmes édifices ont pu prendre tout ce qui restait de temps *disponible*.

(*e*) *Et si les pyramides ont été bâties par un peuple esclave?*

3°. La population n'ayant pas été assez considérable, ils ont pu prendre au-delà de cette partie *disponible.*

4°. Enfin, il est possible que la population n'ait pas été considérable, mais qu'en même temps les besoins des hommes se soient trouvés si bornés, qu'il leur soit resté beaucoup de temps à donner à leur souverain.

Cela posé, il ne nous reste plus qu'à chercher dans laquelle de ces quatre positions l'Égypte s'est trouvée; ce qui ne nous sera peut-être pas si difficile qu'on serait tenté de le croire en considérant l'espace immense dont ces objets sont éloignés de nous. Nous savons en effet que les inondations du Nil diminuaient et réduisaient presque à rien tous les travaux nécessaires à la culture (*f*). Ainsi les Égyptiens étaient toujours sûrs d'avoir à peu de frais d'abondantes moissons. D'un autre côté, nous ne voyons pas que ce peuple ait été recherché dans la parure, la table, et autres dépenses pareilles. Il ne serait donc pas impossible de prouver que chaque individu n'avait que peu de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée à employer pour se procurer le nécessaire. On pourrait même en faire le calcul : c'est un problème qui est résolu algébriquement, et qu'on peut aisément traduire en rapports numériques.

(*f*) *Après des siècles de stérilité et de peine, car il fallut dompter le Nil pour vivre.*

Mais une chose bien importante, c'est que cette théorie conduit tout naturellement à connaître enfin ce que c'est que le luxe, et quels en sont les effets; de sorte qu'on pourrait maintenant le définir *tout emploi de temps qui prend sur celui dont les particuliers et l'état ont un besoin véritable.* Suivant ce principe, ce serait pour une nation un luxe égal de s'habiller d'une étoffe qui exigeât de chaque particulier une heure de travail par jour, ou de s'accommoder les cheveux d'une manière qui employât journellement le même espace de temps; bien entendu que ces deux choses ne pourraient être considérées comme luxe qu'autant qu'elles occuperaient un temps qui ne serait pas *disponible.*

Mais, me dira-t-on, comment connaître au juste la quantité de travail que chaque individu doit se réserver pour lui-même? S'il arrive qu'un particulier ne se trouve pas heureux, à moins qu'il ne porte des habits de velours, regarderez-vous comme un temps nécessaire celui que l'éducation des vers à soie et la fabrique des velours ont exigé?.... Peut-être : et pourquoi non, si cela était possible? Mais le fait est que pareille chose ne peut arriver. Je n'aurai donc pas besoin de répondre à cette objection, parce que je puis avancer un principe général : c'est que les besoins des particuliers doivent être limités par ceux de l'état, c'est-à-dire que la commodité ne doit marcher qu'après la sûreté, et qu'une jouissance assurée est préférable à une jouissance étendue.

J'ajouterai que c'est cette considération qui établit les limites de l'aisance et du luxe; qu'ainsi le luxe peut également exister du côté du sujet et du côté du souverain, et que, sans parler du faste des cours, il ne se rencontre pas moins dans les armées trop nombreuses que dans les habits trop magnifiques; enfin que si les Sybarites avaient un luxe de mollesse, les Spartiates en avaient un d'ambition et de gloire.....

Il est incontestable, du moins j'ai lieu de croire que c'est une vérité reconnue dans ce siècle philosophe, que le premier objet de tout gouvernement doit être de rendre les peuples heureux. Or, toutes les fois que les projets d'agrandissement de la part du gouvernement obligeront les sujets à sacrifier une partie des jours dans l'année, ou des heures dans la journée, dont l'emploi est nécessaire à leur bonheur, on tombera dans un excès condamnable, dans un véritable abus. D'un autre côté, si le peuple, abandonné à la mollesse, refuse à l'état la quantité de travail nécessaire au maintien de la sûreté publique, il s'exposera par ce mauvais calcul à devenir la proie du premier qui viendra l'attaquer; et c'est un malheur qu'il ne tardera pas à éprouver. Mais combien de fois les choses peuvent-elles se balancer entre ces deux extrêmes, sans jamais y arriver! Voilà ce qui multiplie à un si haut degré les nuances de malheurs et de prospérités qu'on aperçoit parmi différens peuples, et dans des époques différentes.

Nous ne donnerons qu'un petit nombre d'exemples des diverses manières dont ces causes peuvent agir. Il peut se faire qu'un peuple ignorant et paresseux, ne connaissant ni ses facultés ni ses besoins, reste dans un tel état d'anéantissement, qu'il n'emploie pas même à son propre usage le temps qui lui serait nécessaire pour se procurer une vie douce et commode. Il peut se faire encore que le gouvernement, en exigeant de ce peuple une certaine quantité de travail, l'accoutume à l'activité et à l'industrie; alors le souverain, en augmentant la quantité de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée, qu'il exigerait du sujet, augmenterait en pareille proportion le temps que celui-ci emploierait pour sa propre utilité.

D'un autre côté, s'il existe un peuple qui jouisse d'un climat doux et fertile, et qui, content des bienfaits de la nature, ne connaisse pas l'inquiétude des désirs, on sera fondé à regarder le repos comme un de ses premiers besoins; et ce serait alors une politique mal entendue que de vouloir ajouter quelque chose, soit au travail qu'il se réserve, soit à celui qu'il donne à l'état.

Enfin, il peut arriver que l'état exige trop du peuple, sans que le peuple se détruise; mais les mauvaises conséquences de cet excès n'en existent pas moins; parce que s'il ne ravit pas aux sujets ce qui est nécessaire à leur existence, il leur ôte du moins ce qui peut la leur rendre agréable.

Ne pourrions-nous pas dire maintenant que le premier cas s'applique naturellement aux peuples des climats tempérés, et même aux habitans du Nord; le second aux nations méridionales, telles que les Italiens, les Grecs, les Asiatiques; le troisième enfin, à presque toutes les nations belliqueuses qui habitent le centre de l'Europe?

Une autre vérité qui suit de nos principes, c'est qu'il n'existe de *revenu net* [1] (car il faut bien se ser-

[1] Il me semble que tous les termes nouveaux, quelque utiles qu'ils soient, ne devraient être employés qu'avec la plus grande précaution, toutes les fois qu'ils servent de ralliement pour les sectes, et qu'ils usurpent le crédit qui n'est dû qu'aux idées et au raisonnement. C'est une chose assez singulière que les Anglais, qui ont tant écrit sur l'agriculture et sur le gouvernement, n'aient pas dans leur langue une expression qui corresponde à celle de *revenu net*. On en peut voir la preuve dans la traduction anglaise de cet ouvrage, où ces mots sont employés en français et en lettres italiques. Ajoutons encore, et cela dans un esprit de paix et de concorde, que ce serait inutilement qu'on voudrait subtiliser sur l'interprétation des mots *revenu net*, et dire que le cultivateur qui ajouterait à son aisance tout ce que sa terre produirait d'excédant aux frais de culture, serait lui-même le consommateur du *revenu net*. Eh! n'a-t-on pas fait entrer dans les frais de culture l'entretien du cultivateur? Or, qui est-ce qui l'arbitrera? Le réduirez-vous au nécessaire physique? et de quel droit? Lui accorderez-vous quelque aisance? et quelle en sera la limite? Les dépenses du cultivateur peuvent donc diminuer le *revenu net*, etc.

vir de ce terme), que toutes les fois qu'il se trouve une raison quelconque qui oblige les hommes à travailler au-delà du temps qu'ils ont destiné à leur propre usage. On appelle en effet *revenu net* l'excédant de valeur, soit en denrée, soit en argent, que produit une terre, lorsque tous les frais nécessaires à sa culture sont prélevés, frais dans lesquels il faut comprendre, outre les semences, engrais, façons, etc. l'entretien complet du cultivateur. Or, il est aisé de voir que tout cultivateur qui, pouvant vivre avec cent gerbes de blé, s'efforce d'en recueillir cent cinquante, et produit ainsi cinquante gerbes de revenu net, ne le fait jamais à moins qu'il n'existe une raison qui l'y détermine. Sans cela il arriverait de deux choses l'une : ou il s'épargnerait une partie de son travail, se contentant de ce que la terre produirait avec une culture moins soignée, ou il tournerait à son profit le surplus qu'il se serait procuré, et l'emploierait à se donner quelques jouissances pour prix de son labeur; et alors sa dépense, devenue plus considérable, empêcherait qu'il n'eût aucune épargne au bout de l'année. Tout le contraire arrive si le souverain ou le propriétaire ont imposé des lois au cultivateur, s'ils ne lui permettent la jouissance des fruits de la terre qu'après qu'ils en auront pris pour eux une certaine partie. Alors il est clair que, lorsque le laboureur s'est assuré sa propre subsistance, il n'a rien fait encore s'il ne s'est ménagé cet excédant dont il faut qu'il fasse le sacrifice. Tel était, par

exemple, le cas des Égyptiens : tout le revenu net appartenait au roi, aux prêtres et aux soldats; car c'est une chose remarquable que parmi ce peuple il n'y avait exactement point de propriétaires. Les laboureurs, comme les artisans, formaient une classe de mercenaires; ou plutôt les premiers étaient tous réduits à l'état de fermiers, puisqu'ils n'étaient que simples cultivateurs des terres qui appartenaient aux trois grands propriétaires de l'état, c'est-à-dire à la couronne, à la milice et au sacerdoce.

Que ce revenu net des Égyptiens ait été très considérable, c'est ce qu'on ne peut révoquer en doute, si l'on considère qu'outre la grande quantité de prêtres que cette nation entretenait, et les dépenses immenses que ses rois faisaient en bâtimens, elle avait continuellement plus de quatre cent mille hommes de troupes sur pied; ce qui paraît exorbitant lorsqu'on se rappelle que Diodore de Sicile n'évalue la population de l'Égypte, dans les temps les plus florissans, qu'à sept millions d'habitans. [1]

[1] Il me paraît qu'il y a une petite contradiction dans ce passage de Diodore; car dans le même temps qu'il ne donne que sept millions d'habitans à l'Égypte, il dit que ce royaume contient un très grand nombre de villages et plus de dix-huit mille villes. Or, à ne donner seulement que mille hommes de population à chaque ville, nous aurions déjà dix-huit millions d'habitans.

Nous ne devons pas non plus passer sous silence un autre passage de Diodore, qui pouvait bien acquitter les rois d'Égypte de ces énormes corvées dont on les accuse d'avoir

Nous ne pouvons guère décider si les Égyptiens avaient besoin ou non d'un si grand nombre de troupes. Il paraît seulement que ce peuple n'était ni querelleur ni conquérant. Il y a donc toute apparence que cette nombreuse milice était nécessaire à sa conservation. Quant à la quantité de prêtres qu'il entretenait, nous ne pouvons la regarder que comme une très grande superfluité ; c'est le luxe de l'ignorance le plus nuisible de tous, puisqu'il ne produit aucune jouissance agréable, et n'excite aucune industrie.

Qu'on juge maintenant du bonheur dont les Égyptiens auraient pu jouir, si, au lieu de fournir à la

accablé leurs sujets. Selon lui, Sésostris, l'un de ceux qui ont le plus élevé d'édifices, ne voulut y employer que des captifs. Il eut même l'attention d'y faire placer des inscriptions où on lisait ces mots : *Aucun Égyptien n'a travaillé à cette construction.* Il ajoute que les captifs babyloniens ne pouvant supporter des travaux si pénibles, trouvèrent moyen de s'échapper, et que s'étant emparés d'un endroit avantageux sur les bords du fleuve, ils surent à la fois s'y maintenir, et se rendre redoutables aux Égyptiens. En rapprochant ce passage des faits que l'Écriture sainte nous a transmis, on verra que si la nation égyptienne ne fut pas ennemie d'elle-même, elle le fut du moins de l'humanité. Peut-être n'a-t-on pas assez réfléchi sur ce que pouvait produire la tyrannie que l'homme exerçait alors sur son semblable. Toutes les fois qu'on sera surpris ou saisi d'admiration en voyant les traces de quelques-uns de ces monumens qui semblent surpasser les forces humaines, qu'on se rappelle seulement ces deux mots, *guerre* et *esclavage*.

subsistance de tant de prêtres et de soldats, ils avaient employé tout ce qui leur restait de temps *disponible* à se procurer les commodités de la vie. On ne verra alors que trop clairement que la guerre et la superstition ont toujours été les plus grands obstacles au bonheur des nations.

Il suit encore de ce que nous venons de dire, que s'il existait une nation qui, sans être pauvre, ne produisît pas de *revenu net*, ce serait la plus heureuse nation du monde; car ce serait celle où les hommes emploieraient tout ce qu'ils auraient de temps *disponible* à augmenter de plus en plus leur bonheur. Mais, me dira-t-on, comment cette nation serait-elle heureuse, si elle employait au travail la plus grande partie de son temps *disponible?* Je répondrai qu'il est des genres de travail qui ajoutent à notre bonheur: par exemple, si les hommes étaient nus et qu'ils couchassent en plein air, ils seraient très heureux d'employer une partie de leur temps à bâtir des maisons et à fabriquer des habits; ou, si l'on veut, il serait très heureux pour les tailleurs qu'il y eût des maçons, et pour les maçons qu'il y eût des tailleurs. De même ceux qui ne se nourrissent que de pain et ne boivent que de l'eau, se réjouiraient de travailler davantage, pourvu qu'ils pussent espérer de manger de la viande et de boire du vin.

Ces principes sont si vrais, que si nous lisons l'histoire avec attention, nous serons perpétuellement à portée d'en faire l'application. Nous verrons

qu'avant que les arts de commodité, que les déclamateurs appellent *arts de luxe*, eussent été connus; dans ces temps où les nations grossières, ou, si l'on veut, frugales, n'avaient qu'un simple manteau pour se couvrir, et du laitage, de l'orge et des *lupins*[1] pour se nourrir; nous verrons, dis-je, que s'il arrivait que la population s'augmentât sensiblement, on n'y savait d'autre remède que de tirer au sort à qui irait chercher à vivre ailleurs[2]. En effet, comment cette population surabondante, ces nouvelles ramifications des familles auraient-elles pu engager les premiers propriétaires à redoubler de travail pour fournir à leur subsistance? Il est certain que ce n'aurait été qu'en travaillant de leur côté à des ouvrages capables de provoquer les désirs des premiers habitans.

Voilà, je crois, quelle a été la plus ancienne origine des colonies. Supposons un pays où dix mille personnes vivent grossièrement, en cultivant sans beaucoup de soin ni de travail le terrain qui forme leur domaine. Supposons encore qu'au lieu d'un accroissement dans la population, de la valeur de

[1] Espèce de féves communes dont les anciens faisaient beaucoup d'usage.

[2] Cette politique était bien opposée à celle de sir Williams Petty, qui désirait, pour le bien de la couronne britannique, que les habitans de l'Écosse et de l'Irlande fussent transportés en Angleterre, et qu'après cela ces deux royaumes fussent submergés.

cinq mille hommes, il débarque tout d'un coup dans ce pays cinq mille artisans, dont l'un propose de donner des habits, l'autre des souliers, celui-ci du vin, cet autre des ustensiles, à condition de recevoir en échange une certaine quantité des productions cultivées par les premiers colons; qui doute que ceux-ci, excités par le désir de se procurer les commodités de la vie, ne redoublent de travail pour augmenter leurs récoltes, et par conséquent leurs moyens d'échange? Or, de commodités en commodités, de désirs en désirs, on va de l'acquisition de l'habit le plus simple jusqu'à celle d'une troupe de comédiens.

Telle aurait été la marche de notre commerce avec l'Amérique, si, au lieu de détruire les malheureux habitans de cette vaste contrée, on s'était contenté de les civiliser. On peut ajouter à ces réflexions, que les républiques ont dû fonder plus de colonies que les monarchies, parce qu'il ne faut pas beaucoup d'industrie à un souverain pour trouver des objets de travail qui suffisent à l'emploi de toutes les forces de son peuple; au lieu que les républiques n'élèvent pas des pyramides, et ne se piquent pas de planter des arbres sur des terrasses voisines des nuées. Il arrive même rarement qu'elles fassent de ces ouvrages utiles, mais dispendieux, qui exigent de la force et de l'unité dans le commandement. Si Rome eût été libre dans le temps où elle avait quatre-vingt mille habitans, elle aurait peut-être fondé une

colonie, au lieu de construire ce fameux aqueduc, connu sous le nom de *Cloaca magna*. Il est sûr que Tarquin n'a pu exécuter un si grand ouvrage sans que la classe de citoyens qui restait pour la culture et l'industrie, ne se vît forcée de travailler beaucoup plus qu'elle n'aurait fait, si tous les ouvriers occupés à cet ouvrage avaient été répandus parmi les artisans et les agriculteurs. [1]

Concluons donc cette digression, déjà beaucoup trop longue, en disant qu'on ne peut évaluer le bonheur des peuples de la première antiquité, ni par la frugalité des uns, ni par le faste des autres; qu'une grande simplicité n'était pas plus une preuve de leur vertu qu'une grande magnificence n'en était une de leur félicité : mais que partout l'ignorance, le despotisme, la guerre et la superstition ont enlevé aux hommes les bienfaits que la nature leur avait présentés.

[1] Bien des gens ont été surpris que Rome, dans son enfance, ait pu construire en si peu de temps cet ouvrage immense, et encore dans un temps de guerre. J'en ai d'abord été aussi étonné que les autres; mais ce problème peut se résoudre aisément par nos principes. Selon Tite-Live et Denys d'Halicarnasse, Rome contenait sous Tarquin quatre-vingt mille (*g*) habitans. Or rappelez-vous quelles étaient la simplicité et la frugalité des premiers Romains, et imaginez combien de jours dans l'année, ou d'heures dans la journée, un homme était obligé d'employer pour lui-même, ou, si vous voulez, combien peu d'hommes il fallait pour suffire aux

(*g*) *J'en doute.*

CHAPITRE IV.

De la moyenne antiquité, et principalement des Grecs.

Je pourrais, en commençant ce chapitre, débuter, comme Milton, par saluer la lumière que je retrouve après avoir erré long-temps dans les ténèbres[1]. S'il faut encore appeler l'histoire à mon secours, si l'on exige que je continue d'exposer le rapport des événemens passés avec les principes que j'ai établis, ce ne seront plus les contes puérils d'Hérodote ni les traditions fabuleuses des poètes que je devrai consulter. Je suis muni de l'autorité des auteurs les plus respectables; je puis citer ces écrivains célèbres qui servent encore de modèles dans ce siècle éclairé. Thucydide, Xénophon, Dio-

besoins de tous les autres. Un passage de Denys sert encore à appuyer cette opinion. Romulus, vainqueur des Antemnates et des Céniniens, en fait passer trois mille à Rome, et se contente d'envoyer six cents hommes pour les remplacer. C'est que six cents hommes pouvaient cultiver la quantité de terres qui suffisaient à la subsistance de trois mille.

Dans la colonie de Caïenne, les nègres ne sont jamais nourris par leurs maîtres; on se contente de leur accorder un samedi tous les quinze jours pour cultiver les champs d'où ils tirent leur subsistance.

[1] *Hail holy light! offspring of heav'n*, etc. (commencement du troisième chant du *Paradis perdu*).

dore, Pausanias, Plutarque, se prêtant un jour mutuel, ont suffisamment fait connaître la vérité. En effet, quelques variétés qu'un zèle patriotique, un caractère superstitieux, un esprit dogmatique, aient pu mettre dans leurs récits, Darius, Xerxès, Thémistocle, Aristide, ne passeront pas à la postérité avec des caractères moins reconnaissables et moins certains que Charles-Quint, Gustave, De Witt et Barneweldt. Du moment que nous arrivons à la guerre Médique, et surtout à celle du Péloponnèse, le voile de l'antiquité paraît se lever, et la lumière de l'histoire se répandre tout à coup sur les siècles passés. Au seul nom de la Grèce, l'enthousiasme se réveille, et nous retrace aussitôt les idées de vertu, de courage, de désintéressement et d'austérité, réunies avec celles de la perfection dans les arts, de la délicatesse dans le goût, et du raffinement dans la volupté : tant l'admiration est capable d'allier les choses les plus opposées ! Pour nous, qui ne nous sommes proposé d'autre objet, en commençant cet ouvrage, que le bien de l'humanité, nous nous contenterons de tout rapporter à cette seule considération ; c'est sur elle uniquement que nous mesurerons nos éloges et nos critiques.

Quelques citoyens se réunissent par la persuasion d'un homme courageux et entreprenant [1] ; bientôt des édifices magnifiques s'élèvent, des vaisseaux in-

[1] Ce fut Thésée qui le premier rassembla à Athènes les peuples répandus dans l'Attique.

nombrables (a) couvrent les mers, le grand roi est insulté, combattu, repoussé. Un grand nombre d'îles riches et florissantes, une étendue immense de côtes, deviennent tributaires; Athènes, l'aimable et brillante Athènes s'élève sur les ruines de la barbarie, et ses remparts formidables ne paraissent destinés qu'à procurer un asile aux arts et aux talens.

D'un autre côté, un génie ardent, profond, austère, imagine de réformer le gouvernement de son pays. Animé de l'esprit de patriotisme, il forme et exécute le projet extraordinaire d'éterniser l'enthousiasme en le perpétuant de race en race : l'orgueilleuse Sparte élève un front d'airain sur toute la Grèce, et se couvre de ses armes pour ne les quitter jamais.

Que d'exploits mémorables signalent le berceau de ces républiques! Marathon, Platée, Salamine, Micale, annoncent leur grandeur future. Dix-sept cent mille (b) hommes ont en vain débarqué dans la Grèce. Il reste deux villes : que dis-je? il n'en reste plus qu'une; car Athènes est anéantie ou n'existe plus que sur les flots; et cependant Xerxès est mis en fuite et poursuivi jusque sur un autre continent.

De quels liens précieux et sacrés ne seront pas unies ces républiques qui viennent de partager entre elles des travaux si glorieux! Partout la tyrannie va

(a) *Ah! innombrables! et du temps de Thémistocle on eut besoin d'un oracle pour les forcer à bâtir des vaisseaux.*

(b) *Tarare!*

disparaître ; une sainte association unira tous les membres de la Grèce à ces deux têtes révérées, et la paix fleurira parmi les défenseurs de la liberté.....

C'est ici que nous sommes obligés de changer de langage, et de jeter un second coup d'œil sur les mêmes objets. Peut-être en regardant de plus près, ne verrons-nous dans la république d'Athènes qu'une populace mal organisée, vaine, légère, ambitieuse, jalouse, intéressée, incapable de se conduire par elle-même, et ne pouvant souffrir dans ses chefs la fortune qu'elle partage avec eux ; pleine de sagacité lorsqu'il s'agit de discuter, et la perdant lorsqu'il faut résoudre ; enthousiaste d'une vaine éloquence, toujours prête à abandonner le fond pour la forme, et les raisons pour des paroles ; un peuple enfin injuste pour ses alliés, ingrat pour ses chefs, et cruel pour ses ennemis. D'un autre côté, si nous revenons sur les Spartiates, et que nous les examinions plus en détail, au lieu d'y voir ce chef-d'œuvre si respectable de la morale et de la politique, nous ne saurons pas seulement comment les qualifier. Est-ce une nation ? Mais ils ne cultivent pas la terre, ils en méprisent les productions (c), et se font un mérite de s'en passer, autant qu'il leur est possible. Est-ce une société ? Mais les liens des familles, ceux du mariage, la paternité, l'amour et l'amitié y sont des choses inconnues. Les femmes ne sont liées à leurs

(c) *Et les gerbes de Lycurgue, qui fut si aise de les voir égales.*

maris que d'une manière précaire et incertaine; les enfans n'appartiennent point à leurs pères; la nature est condamnée au silence : une voix impérieuse se fait seule entendre, la patrie possède tout, prétend tout, réclame tout, et cependant elle ne donne, elle n'offre, elle ne promet rien. Qu'est-ce donc que Sparte? Une armée toujours sous les armes, si ce n'est plutôt un vaste cloître. En effet, si l'on considère d'un côté les exercices continuels, les simulacres de guerre, le renoncement absolu aux arts, à l'agriculture (*d*), au commerce; et de l'autre, la discipline austère, les macérations, les réfectoires, les cérémonies publiques, etc. on se croit tantôt dans la forteresse de Spandaw (*e*), tantôt aux Camaldules. Quel cœur, à moins qu'il ne soit revêtu du triple airain de l'érudition, n'est pas saisi de terreur au récit des mœurs lacédémoniennes, comme à celui des austérités des Fakirs ou des Jammabos? (*f*)

Je crois entendre déjà des voix nombreuses s'élever contre moi, et m'objecter la puissance et la durée de cette république. On me l'a fait voir triomphante d'abord des Perses et ensuite de tous les Grecs : il est vrai qu'on ne me dit pas que les Athéniens seuls décidèrent le succès de la guerre Médique, par la victoire de Marathon [1]; victoire dont un vain pré-

(*d*) *Non.*

(*e*) *Bravo!*

(*f*) *Ou de la Trappe.*

[1] On peut objecter que cette victoire n'empêcha pas la seconde expédition des Perses : mais les Grecs auraient-ils

texte, très suspect en pareille occasion, priva les Lacédémoniens : on n'ajoute pas qu'ils furent vaincus tour à tour par tous les peuples de la Grèce, et même par les moins renommés, à commencer par les Messéniens, et à finir par les Thébains [1] : on se

gagné la bataille de Platée, sans la confiance que ce premier succès leur avait inspirée ?

[1] La guerre des Lacédémoniens contre les Ilotes et les Messéniens dnra plus de dix ans avec des avantages balancés de part et d'autre. Cependant les Messéniens n'étaient pas des moines de la réforme de Lycurgue. Thucydide rapporte (Liv. I) que les Ilotes s'étant réfugiés à Ithome, les Lacédémoniens furent obligés d'emprunter le secours des Athéniens pour prendre cette ville. Dans la fameuse guerre du Péloponnèse, les Spartiates furent battus en même temps sur terre et sur mer par Alcibiade. Dans une autre occasion, quarante-sept de leurs galères furent mises en fuite et dissipées par l'Athénien Phormion, qui n'en commandait que vingt (g). Trasybule battit également Callicratidas, qui commandait la flotte des Spartiates. Personne n'ignore qu'ils furent totalement défaits à Leuctres et à Mantinée, et que si Épaminondas eût survécu à sa dernière victoire, c'était fait de Sparte. Mais ceux qui exaltent tant l'avantage que les Spartiates obtinrent sur les Athéniens à la fin de la guerre du Péloponnèse, se rappellent-ils que, dans le cours de cette guerre, les premiers firent la démarche humiliante d'envoyer des ambassadeurs demander la paix à Athènes, et même qu'un de ses ambassadeurs eut la bassesse d'avouer que ce n'était qu'au moyen des subsides du roi de Perse que ses compatriotes pouvaient soutenir la guerre ? (Voyez Diodore de Sicile.) Il paraît constant que les succès de

(g) *Bravo !*

garde bien d'avouer encore que ce ne fut que par les secours et l'argent des Perses qu'ils vinrent à

Sparte dans la guerre du Péloponnèse peuvent être attribués à ces trois causes : la contagion d'Athènes, l'expédition de Sicile, et le secours des Perses. Or je ne vois nul rapport entre ces trois causes et les réfectoires de Lycurgue.

Quant à l'injustice qui régnait dans la politique de Sparte, c'était une chose si notoire parmi les Grecs, que Polybe, en s'efforçant de rendre les Étoliens odieux par leur mauvaise foi, les compare aux Lacédémoniens. Il cite en cette occasion deux traits qui peuvent encore servir à les faire mieux connaître. Phœbidas, dit-il, étant entré par trahison dans la ville de Thèbes, et s'en étant rendu maître, les Lacédémoniens punirent l'auteur du complot, mais laissèrent garnison dans la ville. Après avoir fait publier qu'ils rendraient la liberté à toutes les villes grecques, ils y laissèrent tous les gouverneurs qu'ils y avaient établis. L'élégant abréviateur de Trogue-Pompée ne paraît pas leur avoir été plus favorable. Je citerai, entre plusieurs autres, ce passage (Liv. III, ch. VII), où après avoir raconté comment Périclès, ayant eu de grands avantages sur les Spartiates, les força à conclure une trève de trente ans, il ajoute : *Mais la haine de ceux-ci ne put reposer si long-temps, et bientôt, au mépris des hommes et des dieux* (cum contemptu deorum hominumque), *ils vinrent porter le ravage dans l'Attique.* Si l'on consulte Pausanias (Liv. IX; ch. XXXII; liv. X, ch. IX; et liv. IV, ch. XVII), on verra pour combien la trahison et la corruption sont entrées dans tous les succès des Spartiates, *qui, de tous les peuples connus, sont les premiers qui aient donné ce pernicieux exemple de tenter ses ennemis par des présens, et de rendre ainsi la victoire vénale.*

Nous terminerons cette note, où la crainte d'être accusés

bout de subjuguer les Athéniens, leurs anciens alliés (g). Mais quand il serait prouvé que c'est à sa constitution seule que Sparte a dû sa splendeur et sa durée, s'ensuit-il de là qu'une telle constitution ait dû mériter les éloges d'un siècle philosophe et éclairé? Quoi! si elle n'a rendu les hommes ni plus vertueux, ni plus heureux (h), ce qui revient au même; si elle n'a fait le bonheur ni de Sparte elle-même, ni de ses voisins, serons-nous encore assez aveugles pour lui prodiguer notre enthousiasme sur la foi de Xénophon et de Plutarque?

Que si on m'allègue que les Spartiates étaient heureux malgré leur pauvreté et leur austérité, je répondrai que le penchant qu'ont eu la plupart de leurs magistrats pour les richesses et les honneurs, prouve

de paradoxe nous a fait placer plusieurs pièces justificatives, par une observation qui peut avoir quelque importance; c'est que, malgré la sagesse si vantée des lois de Lycurgue et de celles de Solon, tout l'effet qui en a résulté pour les deux plus célèbres républiques de la Grèce, a été de donner à la première un esprit de rapine et de domination, et à la seconde un caractère de vanité et de légèreté qui ne se sont jamais démentis; de sorte que Sénèque les a peintes en deux mots, lorsque, reprochant à Alexandre d'avoir tout fait plier sous ses caprices, il s'exprime ainsi: *Lacedæmona servire jubet, Athenas tacere.*

(g) *Ils se vendaient aux Perses, témoin la retraite des dix mille.*

(h) *Ah! plût à Dieu qu'heureux et vertueux fussent synonymes!*

assez qu'ils ne les méprisaient qu'autant qu'ils ne les connaissaient pas (*i*). Voyez un Pausanias dans l'ivresse même des succès de Platée vendre sa patrie au tyran dont il vient de triompher ; un Lysandre marchandant avec des Satrapes le sort de Sparte et d'Athènes ; un Gylippe qui pille son général et fait connaître à ses compatriotes le vol en même temps que les richesses..... Citoyens humbles et soumis dans leurs foyers, tyrans altiers et ambitieux lorsqu'ils s'en éloignent (*k*), ils ressemblent à ces moines hardis et intrigans, qui après avoir bouleversé des provinces et même des états, se trouvent contraints de rentrer dans leurs cloîtres, où ils se soumettent avec une indignation muette aux lois de l'obéissance et de l'austérité.

Quant à la vertu des Lacédémoniens, ce qui vient d'être dit peut servir à la faire connoître. J'en appelle à leurs admirateurs mêmes qui n'ont pu nous déguiser l'inhumanité qui caractérisa ce peuple, et qui n'a jamais eu d'exemple dans aucune autre contrée.

Nous voudrions pouvoir dissimuler qu'il y ait jamais eu un gouvernement assez féroce pour se conduire avec les hommes comme l'on a coutume de faire avec les bêtes sauvages qu'on veut détruire lorsqu'elles viennent à se trop multiplier. De même que nous faisons des battues de cerfs ou de sangliers, les Spartiates envoyaient leurs jeunes gens à la chasse

(*i*) *Bravo!* (*k*) *Bravo!*

des Ilotes. Dès que ces malheureux devenaient assez nombreux pour donner de l'inquiétude à leurs maîtres, on leur tendait toutes sortes d'embûches, on se cachait derrière les broussailles, on courait les campagnes pendant la nuit, et tous les infortunés qui se présentaient sans défense, étaient aussitôt égorgés (*l*). Ce qu'il y a de plus affreux, c'est qu'il ne faut pas regarder cette atrocité comme une fureur passagère ; elle était passée en usage, et portait le nom de *Kruptia*, du mot grec Κρύπτω qui veut dire *se cacher*. La plume m'échappe des mains en racontant de pareilles horreurs, mais mon indignation tombe bien moins sur les Spartiates que sur les auteurs qui nous transmettent froidement ces faits épouvantables, et s'étendent avec tant de complaisance sur les louanges du peuple barbare qui s'en est rendu coupable (*m*). C'est ce qui m'a fait penser que l'histoire, telle qu'elle est écrite, pourrait bien être une lecture très dangereuse pour les jeunes gens, et surtout pour les jeunes princes. Il me semble que c'est un crime de lèse-humanité que de raconter un fait atroce sans le dévouer à l'horreur de la postérité.

Après de pareils traits, il serait inutile de parler de l'injuste et basse jalousie, qui dès la fin de la guerre Médique porta les Spartiates à empêcher les Athéniens de rebâtir leurs murailles, ni des embûches qu'ils tendirent à l'immortel Thémistocle ; ni des Grecs, Athéniens ou alliés d'Athènes qu'ils firent

(*l*) *Bravo !* (*m*) *Bravo !*

égorger au commencement de la guerre du Péloponnèse; ni du conseil qu'ils donnèrent aux Syracusains de faire mourir toute l'armée athénienne qui avait été forcée de se rendre prisonnière; atrocité dont ils donnèrent eux-mêmes l'exemple, lorsqu'après la bataille d'Ægos-Potamos, Lysandre non content de faire égorger quatre mille Athéniens qui s'étaient rendus à discrétion, défendit qu'on leur donnât la sépulture; sur quoi Pausanias remarque qu'il fut plus cruel envers les Grecs, que ceux-ci ne l'avaient été envers les Perses.

Voilà les vertus de Sparte, voilà la morale de cette république qui fut l'exemple de la Grèce, qui a été même tant de fois proposée pour exemple à nos siècles corrompus. O philosophie! ô raison! ô humanité! ne vous introduirez-vous jamais parmi les érudits et les politiques?

Il eût été du moins à souhaiter que la conduite des autres Grecs eût contrasté avec celle des Lacédémoniens; mais nous ne pouvons dissimuler que l'humanité fut une vertu presque généralement ignorée parmi ces peuples. Inutilement les arts et les lettres vinrent-ils fixer leur séjour dans Athènes; les décrets portés contre Mitylène et contre les habitans de Sicyone sont des monumens de cruauté qui prouvent assez la supériorité de notre philosophie moderne (n) sur celle qui a pu s'accommoder de telles abominations : car il est impossible de nier que le

(n) *Moderne depuis la Fronde.*

massacre des prisonniers était regardé alors comme une chose permise par la loi de la guerre. Les Corinthiens, les Corcyréens et les autres peuples de la Grèce, pour être moins célèbres, ne furent pas moins cruels que Sparte et Athènes [1]. Enfin nous sommes contraints d'avouer que ce qu'on appelle le *bel âge* de la Grèce fut un temps de torture et de supplice pour l'humanité. (o)

Hâtons-nous de prévenir les mauvaises conséquences qu'on pourrait tirer d'un pareil aveu. Eh quoi! me dira-t-on, cette époque dont vous parlez avec tant d'horreur, n'est-elle pas celle des premiers progrès des beaux-arts et des belles-lettres? Si les hommes en s'éclairant n'en sont devenus que plus méchans, qu'espérez-vous pour les temps présens et pour les siècles à venir? quel rapport a donc le progrès des lumières avec la félicité publique?

Peut-être n'est-ce pas encore ici le moment de répondre à ces objections que le lecteur sera en état de réfuter lui-même, s'il se donne la peine d'aller jusqu'à la fin de cet ouvrage. J'observerai pourtant que l'éducation de l'esprit humain en général a toujours une marche lente et graduelle. Les arts agréables, tels que la peinture, la sculpture, l'architecture; les

[1] Au commencement de la guerre d'Épidaure, les Corcyriens, après un avantage remporté sur les Corinthiens leurs alliés, firent égorger tous ceux de leurs prisonniers qui ne se trouvaient pas nés en Grèce.

(o) *Quoi! sous Périclès?*

talens frivoles, tels que la poésie et la musique (*p*), en occupent l'enfance : le goût de la discussion vient ensuite, et fait régner avec soi la subtilité, la controverse, et cet art dangereux de disputer, que les Grecs appelaient *éristique* [1]; jusqu'à ce que les opinions étant devenues toutes également fausses et également spécieuses, la raison, lasse de flotter dans l'incertitude, se jette du côté du doute et de l'expérience : ce qui forme petit à petit la véritable, et, si on peut parler ainsi, la dernière philosophie.

Je fais ensuite l'application de ce principe, et j'examine quels progrès la philosophie et la politique ont faits parmi les Grecs. Quant à la philosophie, j'ai deux manières d'en juger : en l'examinant en elle-même, et en observant les effets qu'elle a produits sur les peuples.

On sait assez qu'avant Socrate [2] la philosophie

(*p*) *Ah! je vois que vous n'êtes ni musicien ni poète.*

[1] Cette subtilité de dialectique est très plaisamment tournée en ridicule par Lucien, lorsque, après avoir dit que les sophistes soutenaient si bien leurs opinions, qu'il était perpétuellement à dire tantôt *oui*, tantôt *non*, suivant qu'ils avançaient le pour et le contre, il se compare à ceux qui dorment en voiture, et dont la tête vacillante fait perpétuellement des signes de négation et d'approbation.

[2] Socrate se vantait d'avoir fait descendre la philosophie du ciel, où elle était reléguée, pour la ramener sur la terre. Il faut convenir que, pour cette fois-là, elle ne fit pas bon voyage. Je crois qu'elle aurait été beaucoup plus utile, non-seulement dans le ciel, où elle aurait pu découvrir le sys-

avait absolument négligé la morale pour ne se repaître que de vains systèmes, de *cosmogonie* [1] et de *théogonie;* que lors même que le goût de l'école se fut tourné vert la morale, cette science participa encore beaucoup de l'esprit dominant, et ne put jamais parvenir à s'asseoir sur une base solide. Mais si nous jugeons des causes par les effets, comment pourrons-nous qualifier de philosophe un peuple livré à la superstition la plus extravagante [2]; un peuple cruel envers ses ennemis, plus cruel encore

tème planétaire, mais encore sur la surface de la terre, où, à force d'observer, elle serait parvenue sans doute à apprendre quelques vérités physiques, lesquelles auraient été bien plus utiles aux hommes que toute la morale de Platon (*q*). Observons en passant qu'un bien plus grand nombre d'erreurs qu'on ne pense a pris sa source dans l'ignorance de la physique, et qu'il est impossible qu'à la longue une bonne physique n'amène pas une bonne philosophie.

[1] Les Grecs ont eu plusieurs guerres de religion (*r*) avant la guerre du Péloponnèse. Il y en eut une qui eut à peu près le même objet que celle de la Perse par Philippe de Macédoine.

[2] Rien n'est plus ridicule que de voir, au commencement de la guerre du Péloponnèse, Sparte et Athènes, prêtes à se combattre pour le premier rang et la domination de la Grèce, débuter par se faire mutuellement des reproches puérils sur de prétendues profanations.

Eschine, dans sa harangue contre Ctésiphon, rapporte

(*q*) *Cela peut se combattre.*

(*r*) *Ce ne sont point guerres de dogmes ni de culte : il s'agissait de prés et de champs.*

envers ceux que le sort lui a soumis ; un peuple enfin, qui, méconnaissant les bienfaits de la nature, et la manière d'en jouir, cherche tout son bonheur dans sa gloire, et toute sa gloire dans la guerre? Non, si la sagesse est l'art de vivre heureux ; si la philosophie est vraiment l'amour de la sagesse, comme son nom seul le fait entendre, les Grecs n'ont jamais été des philosophes.

Il ne reste donc plus que la science de la politique : il paraît difficile au premier coup d'œil de la refuser à ces républicains célèbres. Mais dût-on nous accuser de témérité, nous n'hésiterons point à dire qu'ils n'en ont jamais eu qu'une connaissance très imparfaite, assez semblable à celle qu'ils avaient de la morale et de la philosophie. C'est ce qu'il sera facile de prouver, soit qu'on envisage la politique dans le rapport des nations entre elles, soit qu'on la considère dans le gouvernement particulier de chaque peuple. Sous le premier point de vue, nous verrons les Grecs téméraires et inconsidérés, abandonner le projet d'une confédération nécessaire, presque aussitôt après l'avoir formée : l'esprit de tyrannie et d'usurpation s'établir dans les deux principales républiques, sans que celui de l'équilibre soit

aussi que, du temps de Solon, les Acrogallides et les Syriens ayant profané le temple de Delphes, l'oracle ordonna qu'on fît la guerre à ces peuples, qu'on les réduisît en servitude, et qu'on consacrât leurs terres à Apollon, Diane, Latone et Minerve ; ce qui fut exécuté par le conseil de Solon.

adopté par les autres; Sparte et Athènes, ambitieuses sans principes, borner toute leur politique à établir à main armée chez leurs voisins, l'une l'oligarchie [1], l'autre la démocratie; la première enfin oublier assez et la justice et ses propres intérêts, pour avoir recours au roi de Perse, et se servir ainsi de ses ennemis pour nuire à ses alliés. (s)

Si nous examinons ensuite cette politique intérieure qui décide de la forme du gouvernement, nous verrons que les Grecs y ont mis, comme dans toutes les autres choses, beaucoup plus d'esprit que de raison. Cependant quelque liberté que nous nous soyons donnée en parlant des Spartiates, nous ne

[1] Sparte ne s'est pas contentée d'établir l'oligarchie de préférence à la démocratie, elle a encouru à jamais le reproche odieux d'avoir favorisé la tyrannie; témoin les trente tyrans d'Athènes et la protection qu'elle accorda à Denys le tyran contre les Syracusains.

Nous observerons encore qu'il s'en faut bien que nous soyons les seuls qui accusent ces deux républiques d'avoir donné les premiers principes d'une politique pernicieuse à l'humanité. Il y a long-temps que Salluste l'a dit expressément (t) : *Posteà verò quùm in Asiâ Cyrus, in Græciâ Lacedæmonii atque Athenienses cœpere urbes atque nationes subigere, libidinem dominandi caussam habere, maximam gloriam in imperio putare, etc.* in CATIL.

(s) *Il semble qu'il prenne à tâche de dénigrer tous les Grecs.*

Trouve donc un peuple qui vaille mieux!

(t) *Salluste ne dit point cela expressément.*

pouvons prononcer le nom de Lycurgue sans payer un tribut d'admiration à la sagacité de son esprit et à l'étendue de son génie. Nous ne nierons pas non plus que ses lois ne soient profondément pensées, et qu'il ne règne surtout une unité rare dans toutes les parties de son plan. Mais son projet était-il raisonnable? Je passe sous silence la singulière idée de rendre tout un peuple soldat, et j'accorde que le Spartiate soit élevé uniquement pour les combats, comme Émile pour être charpentier (u); mais s'il ne fait que des guerres défensives pour maintenir sa liberté, ne doit-il pas arriver tôt ou tard que, n'ayant ni murailles, ni défenses locales, il soit subjugué, comme effectivement il pensa l'être après la bataille de Leuctres? Si son courage et sa discipline lui donnent un avantage décidé, n'est-il pas certain que ses conquêtes changeront son esprit, et que peu à peu il prendra les mœurs et les vices des peuples qu'il soumettra [1]? Ne devoit-on pas prévoir aussi qu'un

(u) *Émile vient là bien mal, car il est ridicule de ne faire d'un gentilhomme qu'un charpentier; mais il ne l'est pas de rendre un peuple tout guerrier.*

[1] J'aurai plus d'une fois occasion de répéter qu'un état d'aisance et de tranquillité, une riche agriculture et une industrie active sont le terme auquel tendent tous les états: ce qui me fait comparer la plupart des législateurs à des gens d'esprit qui ayant rencontré une troupe d'hommes sur les chemins, leur ont donné d'excellentes règles pour se conduire en route; mais comme ils n'ont rien prévu pour le jour de l'arrivée, et encore moins pour l'établissement,

jour l'art militaire se perfectionnerait, et que l'argent serait aussi nécessaire à la guerre que le courage? Dans ce cas était-il naturel que Lycurgue comptât que sa république serait soudoyée par des tyrans ennemis de la Grèce? D'ailleurs cette différence entre l'austérité de la discipline à Sparte, et l'aisance dont on jouissait à l'armée; ces rois qui n'étaient rien en temps de paix et qui étaient tout en temps de guerre, ne devaient-ils pas être cause que la république serait engagée dans des guerres difficiles et périlleuses, qui finiraient par la ruiner ou l'asservir? Si l'on m'objecte que les lois de Lycurgue ont été en vigueur pendant plus de six cents ans, je répondrai que les voisins de Sparte ont été pendant très long-temps des peuples peu instruits et mal policés, et que cet exemple n'est pas plus singulier que celui des Iroquois et de beaucoup d'autres nations américaines, qui ont vécu très long-temps sous les mêmes lois. Athènes n'a commencé à être vraiment florissante qu'après la guerre Médique; et de cette époque à la

cette multitude, parvenue au terme de son voyage, s'est trouvée toute déconcertée, et n'a su ni s'y fixer, ni retourner sur ses pas.

Tel est peut-être à présent le sort des colonies anglaises.... Dans ce cas, Locke a été le plus sage des législateurs, comme Lycurgue le plus téméraire. Le premier a stipulé que ses lois pour la Pensylvanie (x) n'auraient de force que pour cent ans; l'autre a, dit-on, sacrifié sa vie pour rendre les siennes éternelles.

(x) *Locke a fait des lois pour la Caroline, et non pour la Pensylvanie.*

bataille de Leuctres il n'y a guère plus de cent ans. Les Thébains, qui dans cette action pensèrent renverser Sparte de fond en comble, n'étaient connus au commencement des guerres antérieures de la Grèce que par le mépris qu'ils s'étaient attiré dans la guerre Médique. Vingt ans se sont à peine écoulés entre la bataille de Mantinée et l'asservissement général de la Grèce par Philippe et par Alexandre son successeur; ainsi l'événement condamne la constitution lacédémonienne plutôt qu'il ne la justifie; en cela, il se trouve d'accord avec la nature qu'elle effraie, et la raison qu'elle ne persuade pas. [1]

Pour Athènes, il est inutile de se mettre en frais pour prouver que son gouvernement était vicieux. Tout le monde a lu Démosthène et Thucydide, deux Athéniens célèbres, qui ont pris tant de soin de nous peindre les mœurs de leur patrie, et qui ont également excellé, l'un par la force, et l'autre par la vérité de son coloris.

[1] Il faut voir ce que dit Polybe (Liv. VI) sur les républiques de Sparte et de Rome. Il prouve que les lois de Lycurgue ne pouvaient s'accorder avec l'agrandissement de la république, quoiqu'elles parussent toutes dirigées vers ce but; au lieu que les Romains pouvaient s'agrandir par les principes mêmes de leur constitution. Or, voilà la seule façon de juger les gouvernemens anciens: si aucun d'eux n'a eu en vue le bonheur des hommes, mais seulement leur puissance, il faut les condamner toutes les fois qu'on les voit renfermer en eux-mêmes un principe contradictoire a la fin qu'ils se proposent.

En général, il paraît que le gouvernement d'Athènes n'a jamais été en grande considération. Qu'est-ce en effet que ce sénat de quatre cents personnes, et ce mélange d'aristocratie et de démocratie, qui établit des distinctions dans les propriétés, sans mesurer l'influence (y) dans les affaires à ces mêmes propriétés? Tout était porté en dernier ressort à une populace, qu'on pouvait assembler et haranguer sans forme et sans précaution.

Il serait inutile de parler des autres peuples de la Grèce; il suffira de dire que leur gouvernement se réduisait à une oligarchie tyrannique, ou à une démocratie tumultuaire, lesquelles dégénéraient toujours en deux factions, celle des grands et des petits, du peuple et des riches.

Si nous ne craignions d'anticiper sur les réflexions que nous devons rejeter à la fin de cet ouvrage, il nous serait bien doux de nous arrêter ici à la comparaison des républiques modernes avec celles des anciens. Quels sujets d'admiration ne trouverions-nous pas dans la sagesse qui préside aux gouvernemens fédératifs de la Suisse et de la Hollande (z); dans la permanence de ces gouvernemens, et surtout dans l'héroïsme qui les a fondés; héroïsme fait pour exciter l'intérêt en même temps que l'admiration, puisqu'il porte sur des sentimens naturels, je veux

(y) *Mesurer une influence!*

(z) *Vrai et beau; mais l'assassinat des De Wit! et le cou de Barneveldt!*

dire l'amour de la propriété ou le désir de vivre avec sa femme, d'élever ses enfans, de cultiver son champ et de louer son Dieu de la manière qui plaît et qui convient le plus! (*aa*)

Mais, diront les admirateurs de l'antiquité, nous vous laissons librement nous conduire de raisonnement en raisonnement jusqu'à enlever aux Grecs les deux choses sur lesquelles ils ont été jusqu'ici le plus en possession d'être loués; mais il n'est pas de sophisme assez spécieux pour nous persuader que ces peuples n'ont pas excellé dans la poésie, l'éloquence, la peinture et l'architecture. Or, si vous ne pouvez leur ravir cette louange, êtes-vous fondés à croire qu'ils n'ont pas excellé pareillement dans les parties sur lesquelles vous les condamnez si légèrement?

Cet argument aurait, sans doute, quelque force, s'il fallait juger sur un seul aperçu; mais il tombera de lui-même si nous trouvons la raison pourquoi la perfection des beaux-arts a dû précéder de beaucoup celle des sciences rationnelles (*bb*). Cet objet pourrait seul fournir la matière d'une dissertation; mais il nous suffira d'observer ici : 1°. Que moins les peuples sont instruits, plus ils sont susceptibles d'avoir l'imagination poétique, et que vraisemblablement il n'a manqué qu'une belle langue et une plus grande célébrité à nombre de peuples barbares pour nous transmettre des ouvrages de poésie semblables à

(*aa*) *Bravo!*

(*bb*) *Tout cela peut être combattu.*

ceux des Grecs; témoin les poésies *Erses*[1] (cc), celles des Scandinaves, etc. 2°. Qu'il est tout naturel que l'éloquence fleurisse chez un peuple qui est gouverné par des orateurs. En effet, cet art tenait tellement à la nature du gouvernement, qu'il fut poussé à sa perfection à Athènes, et absolument inconnu à Sparte. 3°. Que la grande superstition des Grecs les ayant engagés à bâtir beaucoup de temples, et à ne rien épargner pour ce seul objet, l'architecture de décoration dut faire beaucoup de progrès parmi eux; je dis l'architecture de décoration (dd), car on ne voit pas qu'ils aient approché de nos architectes modernes dans l'entente des intérieurs; nouvelle preuve que c'est à la fureur de bâtir des temples qu'ils ont dû leurs progrès dans l'architecture. Quant à la sculpture, on sait assez que la gymnastique seule a suffi pour former d'habiles sculpteurs. Des hommes qui devaient paraître en public tout nus (ee), ne pou-

[1] Voici un problème à résoudre pour les littérateurs philosophes. Pourquoi tous les sentimens exprimés dans les poésies *Erses* sont-ils des sentimens nobles et sublimes, tels que l'amour, la gloire, l'honneur, le respect pour les ancêtres, le patriotisme, etc.; tandis que ceux que nous trouvons dans *l'Iliade* sont bas et vils, comme, par exemple, le désir du butin, la plate ambition d'avoir une meilleure part dans les festins, l'acharnement à une vengeance lâche et cruelle, etc.?

(cc) *Eh, Fingal! supposé par un Écossais!*

(dd) *Faible.*

(ee) *Et les Indiens vont tout nus.*

vaient manquer d'avoir le plus grand soin de leurs tailles, et d'en connaître exactement les beautés et les défauts. Il fallait dans les jeux publics, au milieu de la *lutte*, du *pugilat*, du *pancrace*, étudier ses attitudes, et donner autant à la grâce qu'à la force. Quelle école pour les peintres et les sculpteurs! Les modernes n'ont que des visages pour inspirer les arts, je dirais presque les sentimens. Aussi, voyez ce qu'on fait pour eux. Que de peintres de portraits, en bustes, en bracelets, en tabatières, etc.! Imaginez donc ce que devaient être les sculpteurs Grecs, eux pour qui le visage n'était qu'un objet subalterne et secondaire. (*ff*)

Que le lecteur juge maintenant. Nous nous soumettrons sans peine : car nous assurons que nous ne sommes ni enthousiastes, ni détracteurs de l'antiquité. La seule grâce que nous lui demandons (*gg*), c'est de ne pas regarder ces réflexions comme un hors d'œuvre, et de se rappeler que notre objet étant de considérer les progrès de l'esprit humain relativement à la morale et à la politique, il était d'autant plus important d'arrêter nos regards sur ce peuple célèbre, qu'il nous offre au premier coup d'œil cette triste observation : Que les progrès de l'esprit humain n'ont tourné en aucune façon au profit des peuples (*hh*). Combien ne nous était-il pas nécessaire,

(*ff*) *Le visage fut toujours le premier objet.*

(*gg*) *Grâce difficile à obtenir.*

(*hh*) *A-t-on été plus heureux sous Richelieu que sous Périclès?*

à nous qui fondons toutes nos espérances sur l'avancement de la raison et de la philosophie, d'entrer dans l'examen de ces faits qui paraissent si fort en opposition avec nos principes?

Ce n'est pas, au reste, sans quelque terreur que nous pensons à la manière dont nous venons de parler des Grecs. Outre la crainte que nous avons de déplaire à quelques personnes estimables dont le respect pour l'antiquité n'a point de bornes, nous avons encore celle d'être taxés de ce faux bel esprit moderne qui trouve plus commode de juger que de s'instruire. Mais nous pouvons assurer que, s'il n'était question que des lettres et des arts, nous serions bien plus exposés au reproche de l'enthousiasme qu'à celui de la satire. Nous nous empressons de dire en cet endroit ce que nous aurons peut-être occasion de répéter un jour : c'est que nous ne saurions trop nous étonner de la *fausse route*, si nous pouvons parler ainsi, que nous faisons journellement dans nos études, en laissant de côté les sources de nos connaissances pour nous attacher à des imitateurs très imparfaits. On sent que je veux parler de la préférence que nous donnons à la littérature latine sur la littérature grecque (*ii*). Que de temps nous employons à apprendre un langage mêlé et à demi

(*ii*) *Et si les Romains ont mieux écrit; si toutes les métamorphoses inventées en Grèce ne peuvent être lues que dans Ovide; si les Grecs n'ont rien d'égal aux* Tusculanes *et à* la Nature des dieux.

barbare, au lieu de nous instruire dans une langue si métaphysique et si raisonnée, qu'on peut la considérer elle seule comme une introduction à toutes les sciences! Quelle surprise (*kk*) serait-ce pour Cicéron lui-même, qui avait fait ses études en Grèce, et qui depuis avait rassemblé une bibliothéque immense, toute composée de livres grecs, si, revenant dans le monde, il voyait que nos jeunes gens étudient sa propre langue de préférence à celle de ses maîtres!

(*kk*) *Et quel plaisir!*

CHAPITRE V.

Quelle a été la condition humaine parmi les Grecs, et en général parmi les nations connues pendant cette seconde époque ?

INUTILEMENT avons-nous avancé dans l'histoire, si nous n'y cherchons que des sujets de consolation pour la triste humanité. Loin de la voir s'éclairer sur ses propres intérêts, nous trouvons que la confusion et le désordre augmentent partout. Cette heureuse et respectable Égypte, sur laquelle nous avons arrêté nos regards avec complaisance, asservie désormais aux lois d'un étranger, partage avec l'Asie le malheur de vivre sous le despotisme le plus cruel. La Grèce ne paraît être divisée dans un si grand nombre d'états différens que pour prêter, si l'on peut parler ainsi, plus de surface à la guerre et à la calamité : car c'est une chose digne de remarque que la division des souverainetés multiplie les désastres sur la terre (a). Nous pourrions assurer hardiment qu'il n'y a pas une des petites républiques de la Grèce, qui, dans un période de cinquante années, n'ait éprouvé plusieurs révolutions dont la moitié de ses citoyens a été la victime; qu'il n'y en a point non plus qui, dans le même espace de temps, n'ait vu

(a) *Quoi! voudriez-vous que le monde obéît à un intendant et à ses subdélégués?*

ses terres ravagées par les guerres ; enfin que nul homme de ces villes malheureuses n'a atteint le terme ordinaire de la vie, sans détester le moment où il l'avait reçue. [1]

Je ne sais si l'on a fait assez d'attention à ce vice inhérent aux petits états. M. Rousseau a dit que partout où les citoyens seraient assez nombreux pour qu'il fût nécessaire de rendre le gouvernement représentatif, il n'y aurait pas de vraie liberté [a] (*b*). Pour moi, je pense qu'il n'y aura de liberté solide et durable, et surtout de félicité, que parmi les peuples chez lesquels tout se fera par représentations (*c*). Voyez cette petite république où chaque citoyen est tout, parce que l'état n'est rien; où tantôt il revêt la toge et tantôt la cuirasse : politique inconsidéré, juge incapable, soldat indocile (*d*), il est toujours en proie aux factions ou exposé aux fureurs de la guerre; tandis qu'une vaste société réunie par les mêmes intérêts, et sous les mêmes lois, trouve le repos

[1] Diodore de Sicile parle (Liv. xv.) d'une révolution arrivée à Argos dans la cent deuxième olympiade, dans laquelle, après plusieurs cruautés exercées de part et d'autre, le parti dominant fit conduire au supplice douze cents citoyens. (*e*)

[a] Voyez le *Contrat social*. (*f*)

(*b*) *Il a dit une sottise pour les grands états.*

(*c*) Et moi aussi.

(*d*) *Vrai.*

(*e*) *Serrez, serrez.*

(*f*) *Insocial.*

dans le partage qu'elle fait de ses travaux. Là, le militaire n'est jamais chargé de la défense de l'opprimé, ni le magistrat de celle des remparts; le laboureur cultive en paix, tandis que le juge veille et que le guerrier combat; et si ce dernier semble porter tout le fardeau public, il en est amplement dédommagé par les salaires et les honneurs. Pour une pareille société, la paix a cent fois plus de charmes, et la guerre cent fois moins d'horreurs. L'étendue du domaine, les précautions prises pour en défendre l'accès, semblables à une force centrifuge, repoussent sans cesse la guerre vers les frontières (*g*); et de même que les affaires intérieures se traitent par représentations, les débats de la guerre ont aussi des représentans qui se chargent de les vider. Lorsque Athènes, au commencement de la guerre du Péloponnèse, voulut mettre assez de troupes sur pied pour faire face à ses ennemis, on fut obligé d'employer les vieillards et les enfans à la garde de la ville. Tous les citoyens, même ceux qui étaient répandus dans les terres de l'Attique, furent contraints de s'y renfermer; ce qui occasionna cette fameuse contagion dont plus de la moitié du peuple fut la victime. Tout ressentit donc au premier instant les plus grands malheurs de la guerre; et tandis que la France était occupée aux guerres de 1733, de 1741 et de 1757, il n'y eut tout au plus que la centième (*h*)

(*g*) *Vrai.* (*h*) *Millième.*

partie de ses habitans qui en partageât le danger; de vastes provinces jouissaient encore du calme le plus serein, et des millions de laboureurs ignoraient même dans quelle partie du monde on combattait.

Ajoutez à ces avantages la douceur des mœurs et l'aisance de la vie que les peuples ne peuvent guère conserver qu'à la faveur des troupes réglées, c'est-à-dire des représentans de la nation à qui le soin de la guerre est confié (*i*). Car si l'expérience n'a que trop prouvé, dans tous les temps, que le plus grand malheur qui puisse arriver à un peuple est d'être subjugué, il est certain qu'on ne saurait trop s'appliquer à se rendre supérieur à tous ses voisins. Il est encore certain qu'on ne peut y parvenir que par une éducation toute militaire (*k*), de façon que pour être soldat un seul jour de sa vie, chaque citoyen est obligé de l'être dès sa naissance. De là l'obligation de n'avoir que des mœurs militaires en tout temps; et quelle destinée pour les hommes de passer toute leur vie comme la veille d'un combat! L'usage d'entretenir des armées sur pied pouvait seul remédier à cet inconvénient. Au moyen de cet arrangement, devenu général, les peuples peuvent être heureux sans s'affaiblir ni s'amollir; parce que la discipline se soutient dans les armées, où les principes d'honneur et de courage doivent se conserver dans un

(*i*) *Ah! voyez si le danger n'est pas plus grand que le remède.*

(*k*) *Vrai.*

certain degré d'exagération, sans lequel ils ne peuvent guère subsister. [1]

Nous avons vu que le despotisme avait chassé la félicité du sein de l'Asie, et même d'une partie de l'Afrique; et que la Grèce, dans son plus bel âge, ne fut qu'un théâtre de sanglantes révolutions. L'histoire ne présente donc plus d'autres objets à nos réflexions que les nations phénicienne et carthaginoise. On n'a guère parlé de la première qu'à l'occasion de son commerce et de ses colonies. Il y a toute apparence que ce peuple actif et propagateur de l'industrie, se conduisit sur de beaucoup meilleurs principes que les Grecs. Mais le voisinage des Perses le tint toujours dans une trop grande dépendance pour que son gouvernement prît une certaine consistance.

Quant aux Carthaginois, quelques éloges qu'Aristote ait prodigués à leurs lois, nous ne pouvons croire qu'un peuple dont l'avarice a été si insatiable, la politique si jalouse et si cruelle, la religion si superstitieuse et si atroce, ait connu le véritable bonheur. La pensée seule s'épouvante de ces sacrifices humains où l'on voyait des mères barbares précipiter elles-mêmes leurs enfans dans les flammes. Un philosophe (*l*) lisant un jour le passage de la Genèse, où il est écrit que Dieu *a fait l'homme à son image*,

[1] Majores nostri bella gesserunt; nos, tributa dependimus ne bella patiamur. PAUL. OROS. *Hist.*

(*l*) *Fontenelle.*

s'écria sur-le-champ que l'homme le lui avait bien rendu (m)..... On peut presque toujours juger d'un peuple par son culte : quand ce culte est simple et modeste, le peuple est actif et industrieux; quand il est solennel et fastueux, le peuple est vain et frivole; quand il est triste et rigide, le peuple est farouche, ardent et opiniâtre.

Nous ne parlerons point des Scythes, non plus que des Indiens et des Chinois, parce que nous ne pourrions nous fonder que sur des conjectures ou sur des récits fabuleux. Nous savons seulement que la vie des Scythes ressemblait fort à celle des sauvages. Diodore de Sicile fait de grands éloges des Indiens; mais comme il y ajoute la description d'une île (n) qui n'a jamais existé, et d'autres choses incroyables ou démontrées fausses, il est clair que pour rendre son histoire complète, il n'a pas été assez scrupuleux sur les mémoires dont il a fait usage.

Nous nous contenterons donc de terminer ce chapitre par une réflexion bien naturelle, et qui paraît cependant avoir échappé aux partisans de l'antiquité. C'est que le seul esclavage a suffi pour rendre la condition humaine en général cent fois pire qu'elle n'est à présent (o). En effet, on aura beau dire à un philosophe que les trente mille personnes qui se sont

(m) *Il y a trois mille ans qu'on a dit cela en très beaux vers.*

(n) *L'île Panchaie, célébrée par Virgile :*

.... *Turiferis Panchaia pinguis arenis.* (Georg. II.)

(o) *Bien vrai.*

partagé entre elles une contrée, telle, par exemple, que la Laconie, ont été des hommes robustes, bien braves, bien fiers, qui n'étaient occupés toute leur vie qu'à s'exercer aux combats; s'il vient à apprendre que ces trente mille personnes ont réduit plus de six cent mille (p) de leurs semblables à une condition cent fois pire que celle des bêtes de somme, il détournera les yeux de dessus ce peuple, et ne le regardera plus que comme le fléau et l'opprobre de l'humanité. Or, je ne crois pas exagérer si j'avance qu'en prenant les villes et les campagnes, le rapport des hommes libres aux esclaves n'était pas en Grèce d'un à quatre [1] : et quels étaient pour la plupart ces esclaves? Des hommes nés libres, des hommes élevés dans l'abondance et la prospérité, qui, ayant été faits prisonniers, ou dans les combats ou par des corsaires, étaient vendus ensuite au profit des vainqueurs. On sait jusqu'où s'étendaient les droits du maître sur les esclaves. La prostitution des deux sexes en faisait partie [2]. Qu'on se figure quel serait de nos jours le sort d'un officier ou d'un magistrat, qui, réduit à travailler aux ouvrages les plus vils, verrait pendant ce temps-là sa femme et ses enfans obligés de servir aux débauches d'un maître insolent. On

(p) *Le compte n'est pas juste.*

[1] A la bataille de Platée, chaque Spartiate avait sept Ilotes avec lui.

[2] Je ne sais quel auteur a dit: *Impudicitia in ingenuo, crimen est; in servo, necessitas; in libero, officium.*

n'imagine pas qu'il se trouvât personne qui eût assez de courage ou assez de lâcheté pour supporter une pareille destinée. C'est pourtant ce qui est arrivé souvent parmi les anciens, et surtout parmi les Grecs. J'insiste sur cette différence entre des esclaves achetés chez quelques nations pauvres et à demi sauvages, et ceux que le sort des armes a réduits à cette affreuse condition. Car, nous l'avouerons avec confusion, notre âge n'est pas encore totalement exempt de ce reproche que nous faisons à l'antiquité; mais quoiqu'on ne puisse assez gémir de ce que l'avarice a conservé parmi les peuples de l'Occident, ce que la barbarie et l'ignorance ont établi et maintenu dans l'Orient, nous observerons pourtant : 1°. Que l'esclavage n'est plus connu chez les chrétiens, si ce n'est dans les colonies. 2°. Que les esclaves sont tous tirés d'une nation très sauvage et très brute, qui vient elle-même les offrir à nos négocians. 3°. Que si la raison et la philosophie s'écrient qu'il fallait traiter l'esclave comme l'Européan (*quamvis ille niger, quamvis tu candidus esses*), il est cependant vrai que la grande dissemblance de ces malheureux avec nous rappelle moins les sentimens d'humanité, et sert à entretenir le préjugé barbare qui les tient dans l'oppression. 4°. Que si ces esclaves ont été traités avec une cruauté très condamnable, l'expérience a prouvé bien des fois que jamais la douceur et les bienfaits n'ont pu ôter à cette nation son caractère lâche, ingrat et cruel; qu'il y a même tout

lieu de croire que si les esclaves des colonies avaient été des Européans, ils seraient déjà rentrés dans leur droit de citoyen, comme les serfs de notre gouvernement féodal ont peu à peu recouvré la liberté civile; enfin que le nombre des esclaves est bien moins considérable de nos jours, puisqu'il est borné aux seules colonies à sucre, et que sur plus de cent millions de chrétiens qui existent à présent, on ne compte assurément pas un million (q) d'esclaves, tandis que sur un million de Grecs, il y avait plus de trois millions de ces infortunés. [1]

(q) *Nos serfs mainmortables ont peut-être une condition plus triste, parce que, jouissant de la liberté de leur corps, ils n'en sentent leur assujettissement qu'avec plus de peine. Il y a plus de trente millions de ces esclaves chrétiens.*

N. B. *Jésus-Christ n'a jamais parlé d'abolir l'esclavage.*

[1] Si l'on est curieux de connaître la manière dont les anciens philosophes pensaient sur l'esclavage, il faut lire les chap. III, IV, V et VI *des Politiques* d'Aristote. On y trouvera que la servitude est juste et ne l'est pas; qu'elle est quelquefois « naturelle sans être légitime, et légitime sans être « naturelle; qu'il est dans l'ordre que le moins parfait serve « le plus parfait; que c'est ainsi que les animaux doivent « servir les hommes, et les femmes obéir à leurs maris; que « dans le cas où la force seule a réduit les peuples en capti- « vité, l'esclavage est juste sans l'être d'une façon absolue, « parce qu'encore que ce soit la supériorité de vertu qui « fonde l'autorité, il n'est jamais dans la nature que les « nobles soient réduits en esclavage; mais que s'il est des « nations nobles, il en est d'autres qui ne le sont pas; que « parmi les barbares, les nobles ne sont tels que relative-

CHAPITRE VI.

Des Romains.

Il est à présumer que le lecteur, déjà instruit de l'objet que nous avons en vue, ne s'est pas attendu à trouver dans nos recherches un ordre scrupuleusement chronologique. Une fois introduits parmi les Grecs, il nous a été impossible de les quitter sans avoir porté des regards avides sur ces nombreuses merveilles que tous les siècles ont admirées, et qu'il nous était si nécessaire de réduire à leur juste valeur. Nous avons osé dire que ce qui paraît beau n'est pas toujours bon; et considérant l'antiquité comme les personnages qu'elle produisait sur la scène, nous avons levé le voile d'Agamemnon pour laisser voir l'esclave

« ment à leurs concitoyens; au lieu qu'il est des peuples qui « sont nobles partout.... ». En voilà assez pour faire connaître en quelles mains étaient déposés autrefois les droits sacrés de l'humanité. Mais ce qui est encore plus ridicule que barbare, c'est qu'Aristote se proposant de prendre une famille pour le modèle des sociétés politiques, trouve que cette famille primitive est composée essentiellement de trois parties, dont la première est le maître et l'esclave, comme si la nature avait formé, au commencement, des êtres de deux espèces différentes, les uns pour être maîtres, les autres pour être esclaves. Il n'est pas besoin de dire que les deux autres parties intégrantes de la société sont le mari et la femme, le père et les enfans.

qui représentait le roi des rois. Il nous faut maintenant revenir sur nos pas et recommencer une tâche non moins difficile.

Tandis que les Grecs perfectionnaient les lois, érigeaient des temples et disciplinaient les armées, l'Italie nourrissait dans son sein un peuple qui devait détruire leur gouvernement, renverser leurs édifices, et triompher de leurs phalanges. De même que Démosthène, ayant mis l'ambition aux prises (a) avec la nature, ne voulut paraître dans la tribune que lorsqu'un travail long et opiniâtre l'eût assuré du succès; de même Rome, barbare dans son origine, humble dans son principe, et lente dans ses progrès, avait employé quatre siècles entiers à s'instruire dans l'art de vaincre et de dominer. Sans doute qu'il n'est point de travail plus digne d'un philosophe que d'examiner quels sont les principes qui ont pu conduire une simple cité à ce comble, ou, pour mieux dire, à cet excès de gloire et de prospérité : mais les événemens connus ne sont pas toujours en proportion avec les causes connues, et il arrive souvent aux écrivains politiques d'en user comme les anciens astronomes qui expliquaient, qui annonçaient même assez bien les phénomènes, en leur assignant des causes absurdes. D'ailleurs quand il serait vrai que nous eussions découvert les véritables sources de la grandeur des Romains, qu'en résulterait-il pour nous qui ne voulons pas savoir comment on devient

(a) *Trop énigmatique.*

grand, mais seulement si en devenant grand on devient plus heureux? Que serait à nos yeux cette découverte, sinon celle d'un large et magnifique chemin, mais qui ne nous mènerait pas où nous voulons aller?

Si le gouvernement romain doit être recommandable à la postérité, ce n'est pas lorsque, borné dans l'enceinte d'une ville, il lui prescrivait une police ou lui préparait une défense : c'est sans doute lorsque Rome commença à dominer en Italie, et qu'elle soumit toutes ses belles contrées, sinon à ses lois, du moins à ses principes, à sa discipline; c'est encore, lorsque, après s'être étendue sur toute la Méditerranée, elle joignit à son empire la Sicile, la Sardaigne et l'Espagne; c'est surtout au moment où, maîtresse de l'Afrique, elle parvint à donner des lois à l'Asie. Or, si dans ces fastueuses époques les hommes ont été plus libres et plus tranquilles, si la tyrannie a été abolie, si le droit de la paix a été plus sacré et celui de la guerre plus humain, si les champs ont été mieux cultivés, si le commerce a multiplié les liens qui unissent les nations entre elles, admirons avec tous les siècles passés, et ne cessons d'étudier la politique d'une nation qui, commençant à travailler à sa propre félicité, se trouve, par la seule perfection de son gouvernement, par la seule énergie attachée à sa constitution, en état de dicter des lois à la barbarie, d'enchaîner l'ambition, enfin de s'assimiler l'univers entier dont elle aurait été la

bienfaitrice et le modèle. Mais si rien de pareil n'est arrivé, si les Romains, loin de triompher par l'ascendant des vertus, n'ont prévalu que par le crime, et ne se sont établis que sur les ruines du monde; qui nous empêcherait de les juger avec autant de rigueur que ces Grecs aussi braves, aussi héroïques, mais plus aimables qu'eux?

Il semble, en effet, que dès que l'histoire ancienne a quitté la Grèce pour ne s'occuper que de Rome, elle prenne un caractère austère et dogmatique. Les fables mêmes sur lesquelles elle est obligée de jeter les fondemens de son vaste et imposant édifice, ont je ne sais quoi de triste et de sauvage, et ce sombre coloris se fait apercevoir jusque dans les récits du bon Plutarque, qui n'est plus le même lorsqu'il vient à parler des Romains. C'est que l'histoire de ce peuple n'ayant commencé à être écrite que cinq ou six siècles après sa naissance, eut cet avantage particulier d'être une, de former un tout, et de lier l'idée de l'état le plus brillant de la république avec celle de son origine. C'est ainsi que l'auteur dramatique, l'esprit déjà prévenu des grands événemens qui doivent se passer dans sa tragédie, prend dès son exposition un ton grave et majestueux, et fait pressentir dans son début la solennité de sa catastrophe; artifice ingénieux, toutes les fois qu'il s'agit d'émouvoir et d'intéresser les hommes, mais qui ne peut convenir à l'auteur impartial et philosophique, qui, se dévouant tout entier à la vérité, ne voit

dans l'ornement qui la décore qu'un voile odieux qui en cache la beauté.

Sans doute il est important de la voir dans tout son jour cette vérité si sainte et si respectable : c'est surtout lorsque, par une habitude anciennement contractée, les faits ont usurpé le pouvoir de la raison, et que chaque événement érigé en exemple entraîne avec lui une moralité fausse ou vraie. Alors rien n'est indifférent dans l'étude de l'histoire, et la critique va de pair avec la philosophie. Nous regrettons sincèrement de n'avoir pas de notions plus détaillées et plus sûres sur l'origine de la république romaine, persuadés qu'elles pourraient jeter quelques lumières sur les objets importans que nous devons soumettre à nos réflexions. Qu'un roi d'Assyrie ait porté un nom ou un autre, qu'il ait régné un an ou un mois, c'est une question qu'on peut abandonner aux érudits de profession ; mais que Rome ait dû sa naissance à une colonie de Latins, ou seulement à une troupe de fugitifs et de brigands ; que ses fondateurs aient conservé dans leurs premières institutions civiles et religieuses le caractère des Troyens, dont ils descendaient par Énée, et celui des Grecs dont ils tiraient leur origine par Évandre, ou qu'on ne découvre en eux que les principes grossiers qui dûrent prévaloir parmi des brigands sans mœurs et sans lois, et des aborigènes à demi sauvages ; que lors de la fondation de Rome le gouvernement ait été mixte, c'est-à-dire composé de la

monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie, ou que le peuple, trop abject pour avoir part aux affaires [1], ne fût regardé que comme un vil troupeau qu'on rassemblait au son du cornet, et qu'on traitait

[1] Gian-Battista Vico a soutenu cette opinion dans un livre intitulé: *Principi di scienza nuova intorno alla comune natura delle nazioni;* il a été suivi par M. Duni, dans un ouvrage plein de sagacité et d'érudition, qui a pour titre: *Origine e progressi del cittadino Romano,* et par M. l'abbé Bignon, dans son *Histoire critique du gouvernement romain.* Nous exposerons en peu de mots les raisons sur lesquelles ces auteurs ont fondé leur système. En partant d'un fait avoué par tous les historiens, que Romulus ouvrit un asile à tous les fugitifs qui voulurent s'établir dans sa ville naissante, ils vont plus loin, ils supposent que cette ville ne fut peuplée dans le principe que de vagabonds et de gens sans aveu; et s'attachant à Plutarque de préférence aux auteurs latins, ils prétendent que Romulus, pour donner quelque forme à cette colonie, fut obligé de faire un triage; qu'il sépara d'abord les hommes qui étaient nés libres (*ingenui*) et dont on connaissait les pères, qu'il les nomma patriciens, et qu'il en forma une classe à part dont il tira les sénateurs; tandis que les esclaves fugitifs, les bandits, les gens sans aveu formèrent la populace (*plebs*), et n'eurent aucune part au gouvernement; que non-seulement la législation, mais la religion appartenait exclusivement aux patriciens, qu'eux seuls pouvaient adopter ou rejeter les lois, qu'eux seuls aussi avaient le droit de faire les sacrifices, de diriger les cérémonies religieuses, et même d'y participer; que les patriciens affectèrent de mêler les droits civils et religieux, afin de faire une espèce de monopole des uns et des autres; qu'ils se réservèrent celui de prendre

comme des esclaves; c'est ce qui ne peut être indifférent aux yeux de quiconque veut chercher dans l'histoire le fil caché qui seul peut conduire à des vérités importantes.

les auspices, et que tout acte public ne pouvant être fait sans auspices, le peuple se trouva éloigné non-seulement de la magistrature, mais même du droit d'hérédité et de tous les droits domestiques, qui ne pouvaient s'acquérir que par un mariage religieux précédé des auspices; que ce mariage, fait suivant toutes les règles, s'appelait *connubium* ou *nuptiæ*, et n'appartenait qu'aux patriciens; que les mariages du peuple n'étaient qu'une simple cohabitation en vertu d'un consentement réciproque, et s'appelaient *matrimonium*; qu'ils ne donnaient ni le droit de tester, ni aucun de ceux que les lois romaines attribuaient aux pères de famille, etc.

De toutes ces suppositions, les mêmes auteurs concluent qu'on n'a rien entendu jusqu'ici au gouvernement romain, dans lequel ils ne voient aucune trace de démocratie, du moins pendant les trois premiers siècles. Comme ce paradoxe, qui a été soutenu avec beaucoup d'esprit et d'érudition, ne tendrait à rien moins qu'à faire envisager l'histoire romaine sous un point de vue tout nouveau, et à détruire les fondemens sur lesquels les meilleurs auteurs ont établi leur doctrine et leurs raisonnemens, nous n'avons pas cru devoir les négliger, et nous avons pensé que du moins une partie de nos lecteurs nous sauraient gré de rassembler ici quelques-unes des objections qu'on peut y opposer.

1°. Tite-Live, Denys d'Halicarnasse et tous les auteurs qui ont écrit sur l'histoire romaine, s'accordent à dire que le peuple (*plebs*) eut le pouvoir de créer des magistrats et de faire la paix et la guerre : or, c'est une grande témérité

Avouons-le cependant, quelques découvertes qu'on fasse dans ce genre, il est difficile d'en tirer des résultats d'une grande utilité. Quand on aura bien examiné, bien constaté la constitution primi-

que de prétendre être mieux instruit que ces auteurs, ou une grande subtilité de vouloir tirer de leur propre narration des résultats contraires aux leurs. (*b*)

2°. Denys d'Halicarnasse dit positivement que lorsque Horace eut poignardé sa sœur, le jugement de ce crime atroce fut renvoyé au peuple. Tite-Live s'exprime en termes à peu près équivalens.

3°. Dans la supposition que le peuple de Rome fût si vil et si méprisé, comment peut-on expliquer que les Sabins se soient unis aux Romains par une convention libre, sans se réserver aucune distinction, aucun privilége? car on ne dira pas que chez les Sabins le peuple n'était encore qu'un vil ramas de bandits et d'esclaves fugitifs : d'ailleurs Denys d'Halicarnasse nous apprend (Liv. II) que, même avant cette réunion des deux peuples, la cité de *Médullie*, colonie de celle d'Albe, s'était unie aux Romains et identifiée avec eux, et personne n'ignore que plusieurs familles romaines faisaient remonter leur origine jusqu'aux Troyens; ce qui prouve encore qu'un certain nombre de familles illustres parmi les Albains suivit Romulus, et combat cette opinion, tout au moins exagérée par Plutarque, que Romulus voulant former un sénat, eut de la peine à trouver des hommes qui connussent leurs pères. Voyez à ce sujet Carolus Sigonius, *de Republica romana*, et Cantelius, *de Familiis romanis*.

4°. Denys d'Halicarnasse dit que Servius-Tullius partagea les terres conquises entre les citoyens qui, n'ayant rien à

(*b*) *Mais les Romains ont douté aussi.*

tive de cette république si célèbre, qu'y trouvera-t-on en dernière analyse? Une simple police : l'arrangement intérieur d'une cité. Je prie le lecteur de donner quelque attention à ces paroles. Il me semble

eux, étaient obligés de travailler de leurs mains; de sorte qu'après cet arrangement, il n'y eut plus à Rome que des propriétaires et des esclaves. Or, le même auteur, voulant justifier Servius-Tullius d'avoir affranchi un grand nombre de ces derniers, nous apprend avec assez de détail ce que c'étaient que les esclaves chez les Romains. Il dit qu'ils étaient tous composés ou de prisonniers faits à la guerre et vendus au profit du fisc, ou des esclaves même des ennemis, lesquels faisaient partie du butin : d'où il résulte deux choses importantes. 1°. Que chez les Romains la guerre était l'unique source de l'esclavage. 2°. Que cette race serve et dépendante des grands, telle que quelques auteurs nous l'ont dépeinte, n'a jamais existé à Rome. Il est encore d'autres passages si décisifs, qu'on ne saurait assez s'étonner qu'ils aient échappé à nos critiques. Tel est celui de Tite-Live, où cet auteur, racontant les tumultes qui précédèrent la retraite du peuple sur le mont Sacré, s'exprime ainsi: *Civitas secum ipsa discors intestino inter patres plebemque flagrabat odio....;* et plus bas : *Magno natu quidam cum omnium malorum suorum insignibus se in forum projecit.* Or ce citoyen d'une grande naissance, qui montrait les blessures qu'il avait reçues en combattant, et les coups dont il avait été meurtri dans l'esclavage des patriciens; cet infortuné qui sut intéresser tout le peuple en sa faveur et l'armer contre les grands; que pouvait-il être qu'un plébéien?.... Voilà donc, dès l'année 260 de la fondation de Rome, un plébéien que Tite-Live, partisan outré de l'aristocratie, qualifie pourtant d'homme d'une grande naissance. Il est

qu'elles renferment une idée neuve, et qu'elles jettent un grand jour sur la politique.....

Sur la politique *! Ce mot qui vient de se trouver au bout de ma plume sert encore à prouver la vérité que je vais développer : c'est que tous les gouvernemens de l'antiquité, si l'on excepte les grandes monarchies anciennes dont on ignore l'origine, doi-

sûr que quelque modification qu'ait reçue l'esclavage chez les anciens, jamais les esclaves n'ont été regardés comme peuple, comme partie intégrante de l'état. On peut voir dans Athénée des recherches assez curieuses sur cet objet. Il distingue plusieurs sortes d'esclavages; comme lorsqu'une nation se soumet entièrement à une autre; lorsqu'un peuple émigrant demande des terres à cultiver, ou lorsqu'un peuple vainqueur en abandonne aux vaincus à certaines conditions onéreuses, ce qui se rapporte assez à la servitude féodale; mais il ne parle nulle part de cette demi-servitude, de cet état mitoyen entre la liberté et l'esclavage qu'on suppose avoir existé dans les trois premiers siècles de la république. Voyez Deip. liv. vi, ch. vii.

5°. Il paraît que ce n'est que par induction que M. Duni a pensé, ainsi que Brisson, que les auspices étaient absolument nécessaires pour les mariages. On sait seulement que ces cérémonies se faisaient par la *confarreatio* (partage d'un gâteau sacré) et par la *coemptio* (espèce d'achat fait par le mari); mais on ne voit nulle part qu'elles aient été exclusivement le partage des nobles. Voyez Brisson, *de Ritu nuptiarum*, et Heineccius, *Ant. Jur. Rom.* liv. ii, tit. x.

6°. Il y a une équivoque palpable dans l'usage que M. Duni

* Πολιτική, *regendæ civitatis scientia*, de πόλις, qui veut dire *ville*.

vent leur naissance à une ville, à une cité : et si l'on veut y réfléchir, on verra que les choses n'ont pu se passer autrement. En effet, les hommes n'ont été connus sous le nom de peuple que lorsqu'ils ont eu des lois pareilles, des usages communs, des dépendances mutuelles qui les ont réunis, qui ont, pour ainsi dire, attesté leur identité. Or, les hommes n'ont eu besoin de lois et de conventions que

a fait des harangues de Tite-Live, particulièrement de celle de Canuleius. M. Duni voudrait faire entendre que les tribuns demandèrent pour le peuple le *connubium*, c'est-à-dire le droit de se marier comme les patriciens; mais partout où ce mot se trouve seul, il est clair que Tite-Live a sous-entendu *cum plebe*, c'est-à-dire que le tribun demandait qu'il fût permis aux plébéiens d'épouser des patriciennes. Il n'en résulte donc pas que les plébéiens ne se soient pas mariés avec les mêmes cérémonies que les patriciens.

7°. Il y a tout lieu de croire que Romulus établit dans sa ville un gouvernement analogue à celui des villes voisines; car l'esprit d'imitation a régné de tout temps, excepté chez les réformateurs comme Lycurgue, lesquels se trouvent dans un cas différent, parce que les réformes ayant toujours pour fondement des abus existans, l'esprit humain se jette alors du côté opposé, et cherche les contraires au lieu des semblables. Qu'opposer enfin au témoignage de tous les auteurs latins, jusqu'à Sénèque lui-même, qui dit (Ep. LVIII), en parlant des lumières qu'on peut tirer de Cicéron relativement à l'histoire, qu'on y trouve ce fait intéressant qu'autrefois on appelait des rois au peuple? encore est-il à observer que tous les historiens romains ont été contraires au peuple, et favorables à l'aristocratie.

lorsqu'ils ont été rassemblés en grand nombre dans un petit espace (c). Car plus ils sont disséminés sur la surface de la terre, plus ils sont occupés à se procurer leur subsistance, soit par la chasse, soit par la culture, moins ils ont besoin de législation, *et vice versâ*, plus ils sont réunis, plus les points par lesquels ils se touchent sont multipliés, et plus ils sont contraints de recourir aux traités et aux conventions. De là il résulte que le premier besoin de toute société a été la *police*, et que tous les gouvernemens ont commencé par n'être qu'une simple *police*. C'est ici surtout que le langage sert à expliquer les faits, et non les faits à expliquer le langage. Πολιτεῖα chez les Grecs, *civitas* chez les Romains, ne signifiaient dans leur origine que le gouvernement d'une ville, quoiqu'ils aient désigné ensuite tout ce qui appartenait à l'administration en général : et de nos jours encore, le terme de *police* peut s'entendre du gouvernement des hommes par opposition à celui d'administration, qui désigne plutôt le gouvernement des propriétés. (d)

Peut-être m'objectera-t-on que la guerre est la première source de l'autorité, et par conséquent du gouvernement : mais je répondrai, que si la guerre a été longue et l'armée nombreuse, le gouvernement de cette armée aura encore appartenu à la *police;*

(c) *Pourquoi pas en plusieurs villages, comme chez les Celtes ?*

(d) *Trop fin.*

et que si la guerre a été bientôt terminée, le premier objet du vainqueur, le premier fruit de la paix aura été une société paisible, et la possibilité pour les hommes de vivre ensemble sans être inquiétés. Dans ces deux cas, la *police* se sera donc établie ou dans un camp, ou dans une ville naissante. Si l'on voulait étendre ces considérations jusque sur les animaux, on verrait que, de même que la société des bêtes féroces et indépendantes, qui trouvent aisément leur nourriture, est la plus imparfaite de toutes (e), de même la fourmilière et la ruche des abeilles sont les plus beaux exemples de police que nous offre la création. Tout concourt donc à prouver que les premières conventions ont été faites pour une multitude, et qu'elles se sont bornées, pour ainsi dire, à des lois de *juxta-position*.

Loin de penser que ces vérités aient besoin d'un plus long développement, nous craignons plutôt qu'elles ne paraissent trop simples et trop triviales, si nous ne nous hâtons d'en montrer l'importance, en faisant observer les contradictions qui règnent entre ces principes de tout gouvernement, et les fins que tout gouvernement doit se proposer.

En effet, que sont les hommes sur la terre? Des enfans à la mamelle, obligés de presser le sein qui doit les nourrir. Que sont les hommes dans les villes? Des plantes transplantées, des êtres dénués et incertains, semblables à cette multitude d'animaux mi-

(e) *Trop fin, et peu utile.*

croscopiques, qui, s'agitant en tout sens et se précipitant sans cesse les uns sur les autres, ne semblent être nés que pour le mouvement. (*f*)

N'en doutons pas, l'agriculture devait être le premier objet des législateurs, et la propriété le principe de l'agriculture. La nature n'accordant rien qu'à des sollicitations réitérées, ses premiers bienfaits furent achetés, et les premières dépenses, soit en argent, soit en travail, auraient dû fonder le premier droit de propriété. La perfection de la culture n'eût pas manqué d'amener l'abondance et la variété des productions, d'où serait venu le commerce, et par le commerce les richesses. Alors la nécessité des marchés publics, la convenance des lieux situés sur le bord des rivières ou sur le rivage des mers, auraient donné naissance aux cités. Mais celles-ci, regardées comme le dernier produit ou la simple conséquence du gouvernement agraire, auraient reçu de lui leurs formes et leurs lois. Les paisibles cultivateurs n'auraient pas négligé d'y faire régner leurs principes salutaires. Ces hommes, attachés à la glèbe par intérêt et par habitude, auraient fait de la conservation la base de leur politique, et le mot de *gloire* n'aurait peut-être été connu dans aucun langage. Mais le contraire est arrivé.

Soit que les premiers habitans de la terre se soient trouvés placés par la nature dans ces lieux privilégiés, où ses bienfaits sont et plus communs et moins

(*f*) *Satire un peu frivole.*

nécessaires; soit que la force, ayant eu d'abord plus de moyens de s'exercer, ait su bientôt prévaloir sur le travail; soit enfin que la marche de la population ait toujours été plus rapide que celle de l'industrie, nous ne voyons pas que les états aient dû leur origine à des cultivateurs, mais plutôt à des brigands et à des vagabonds (g). De là il est arrivé que les villes ont été les premiers rudimens des nations, et que le gouvernement de police a servi de principe à la constitution des états.

Nous l'avons déjà dit : l'origine des anciennes monarchies nous est inconnue; mais sans porter des regards inutiles dans la nuit des temps, arrêtons-nous un moment sur les progrès de la population dans cette partie du monde qui donna si long-temps des lois ou des exemples à toute la terre.

Que Danaüs, que Pélasge, Inachus et Pélops aient été, ou non, les premiers fondateurs des villes grecques, il n'en est pas moins vrai que la Grèce fut peuplée par des colonies venues de l'Asie ou de l'Égypte (h); il n'en est pas moins vrai que ce fut de Sparte, d'Athènes, de Corinthe, d'Argos, etc. que sortirent toutes les grandes villes de la Grèce et de la Sicile. Or, suivez les progrès de cette population, et vous verrez s'élever autant de républiques que de villes : et si jamais quelques-uns de ces établisse-

(g) *Quoi! les Indiens, les Chinois, les Égyptiens, les Celtes, les Arabes, etc.?*

(h) *Quoi! personne en Grèce auparavant?*

mens se réunissent et paraissent former un système politique, c'est par une simple union fédérative, telle que celle des Amphyctions, des Étrusques et des peuples du Latium. D'un autre côté, si ces riches minières de l'espèce humaine, si ces vastes monarchies orientales ont succombé sous les efforts des républiques naissantes, que sera-t-il resté sur la terre, sinon les vestiges du seul gouvernement auquel les vainqueurs avaient obéi? Corinthe donna naissance à Syracuse, Tyr à Carthage, Troie à Albe, et Albe à Rome. Joignez à ces noms fameux ceux de Sparte et d'Athènes, et vous aurez les principaux rôles qui ont paru sur la scène du monde.[1]

Que ces philosophes estimables qui s'efforcent de ramener l'homme de tant de jeux frivoles ou de spéculations oiseuses à ces deux objets importans, son aliment et son bonheur, ne s'étonnent donc plus si le plan d'un gouvernement fondé sur l'agriculture et sur la propriété territoriale est une idée toute neuve qui n'existe encore que dans l'opinion ou sur le papier. Mais s'ils veulent se rendre raison de notre ignorance dans une matière si intéressante, qu'ils

[1] Atheniensis in Asia turba est. Miletus LXXV urbium populum in diversa effudit : totum Italiæ latus quod infero mari alluitur major Græcia fuit : Tuscos Asia sibi vindicat : Tyrii Africam incolunt : Hispaniam Pœni : Græci se in Galliam immiserunt, in Græciam Galli : Pyrenæus Germanorum transitus non inhibuit : per invia, per incognita versavit se humana levitas. SENEC. *Consol. ad Helviam matrem.*

s'en prennent aux erreurs innombrables qui ont été commises par ce gouvernement de police, irréconciliable ennemi de la propriété. Ils y verront des convulsions perpétuelles, des censures, des réformes, des partages de terre, des distributions de grains, des taxes arbitraires, des amendes excessives, enfin la propriété compromise dans toutes les querelles politiques. Alors ils s'apercevront aisément que toutes les fois que les changemens de la constitution de l'état sont liés nécessairement aux changemens dans les fortunes, les querelles, les séditions doivent être beaucoup plus fréquentes; et qu'au contraire, lorsque les factions ne disputent entre elles que pour des priviléges et des dignités, il est beaucoup plus facile de les apaiser que si elles attaquaient aussi leurs propriétés mutuelles. (*i*)

Si l'administration municipale, si de simples régimes de police ont été les premiers gouvernemens de tous les peuples, il est clair qu'on ne doit point s'attendre que leur origine rende raison de leurs progrès. Ainsi ce serait inutilement que nous chercherions dans le berceau des états les germes de leur grandeur, et surtout que nous nous flatterions de trouver sur quelques collines entourées de murailles les principes d'une monarchie universelle.

Un jeune ambitieux, las d'attendre la succession de son aïeul, et peut-être même de voir sa légitimité

(*i*) *Hélas! Ubicumque calculum ponas, ibi naufragium invenies.*

révoquée en doute, propose de fonder un nouvel établissement. Il obtient aisément des secours, et trouve encore le secret de débaucher quelques-uns de ses compatriotes. On choisit un lieu convenable; on élève des maisons contiguës, pour être plus à portée de se secourir mutellement : on forme une enceinte qu'on entoure de murs et de fossés : à peine a-t-on fini de s'établir, qu'on songe à prendre quelques arrangemens intérieurs. Le fondateur, qui ne s'est attiré des compagnons que par l'espoir de la liberté et de l'égalité, ne peut tout d'un coup s'ériger en maître; mais en même temps la part qu'il a eue au projet et à l'exécution lui donne une grande considération, et le constitue chef de l'état naissant. Les pères de famille, les hommes les plus apparens, forment un conseil qui doit traiter de toutes les affaires; mais la décision des plus importantes est renvoyée à l'assemblée générale de tous les colons. Bientôt on songe à se mettre en état de défense, et même en mesure d'attaquer ses voisins. On distribue les nouveaux habitans en différens corps, on forme de l'infanterie et de la cavalerie, et cette milice bourgeoise devient le modèle de l'armée. Le désir d'acquérir de nouvelles forces engage à ne pas se rendre scrupuleux sur les recrues; un asile est ouvert à tous les aventuriers, et surtout aux esclaves fugitifs, article bien important alors, et qui pouvait être la source d'une population immense. Mais comme cette admission d'étrangers de toute espèce n'a encore pro-

curé des colons que d'un sexe (*k*), on imagine un projet qui se sent bien de la morale introduite parmi de tels citoyens. Les femmes des peuples voisins sont enlevées contre toutes les lois de l'hospitalité. Ce peuple arme pour les recouvrer; au moment de la vengeance, les offensés se laissent désarmer; les deux nations s'unissent par un traité solennel, et (ce qu'il y a de plus extraordinaire) religieusement observé. La ville augmente et la police se perfectionne. A un roi législateur succède un prince belliqueux, qui est suivi à son tour par des rois militaires. La nation devient guerrière, mais elle est entourée de nations guerrières, et l'avantage ne paraît se décider pour elle qu'en raison de la capacité de ses chefs; bonheur qui dépend de la fortune, et qui ne peut être encore l'effet de sa constitution politique, etc. etc.

Jusqu'ici j'ai beau considérer les progrès de la république romaine, je ne puis leur assigner que deux causes : l'une est due au hasard qu'il faut toujours mettre pour beaucoup dans toutes les affaires humaines, c'est la capacité des rois et la longueur des règnes [1]; l'autre appartient davantage à la politique, et c'est le principe de population établi par

(*k*) *Mais il y a quelque apparence que les esclaves femelles sont venues avec les mâles.*

[1] Hæc est prima ætas populi romani, et quasi infantia quam habuit sub regibus septem, quadam fatorum industria tam variis ingenio, ut reipublicæ ratio et utilitas postulabat. Flor. liv. 1, ch. viii.

Romulus, et suivi par ses successeurs; principe d'après lequel les Romains se firent une loi de transporter dans leur ville tous les peuples vaincus, au lieu de les réduire en captivité, comme c'était l'usage alors. Voilà la véritable source de la grandeur de Rome; voilà ce qui fit que deux cent cinquante ans après sa naissance, elle contenait cent trente mille citoyens [1]. Quant à son gouvernement, quelle idée pouvons-nous en concevoir lorsque nous voyons le peuple assez vil pour gémir si long-temps et si patiemment sous le joug d'un tyran tel que Tarquin-le-Superbe? En effet, si la jeunesse romaine n'eût pas été fatiguée d'une guerre longue et pénible, si la plus affreuse tragédie ne fût pas arrivée à propos pour remuer les esprits de la populace, Rome serait devenue ce qu'a été Syracuse, le jouet des tyrans et le théâtre des révolutions.

Mais les rois ont été chassés; la liberté s'est assise à leur place. La liberté..... Quelle liberté! la tyrannie n'a fait que passer des mains du roi dans celles des grands. Le peuple regrette ses premières chaînes; il se plaint et n'est point écouté; réduit enfin au dernier désespoir, il ne trouve que dans l'excès même de ses maux, le courage nécessaire pour les finir. L'établissement du tribunat assure l'effet de la loi

[1] Ou, suivant le calcul de Denys d'Halicarnasse, cent quarante mille âmes. (*l*)

(*l*) *Mais les bornes de l'état étaient donc déjà très reculées. Il fallait nourrir cent trente mille citoyens au lieu des trois mille de Romulus; plus, apparemment, cent trente mille esclaves.*

Valeria. Le peuple respire; mais à peine cesse-t-il de craindre, qu'il devient formidable. Ici tout change d'aspect, et l'histoire du gouvernement romain n'est plus que celle des progrès de la démocratie. Les plébéiens se confondent avec les nobles par les mariages, et Rome démocratique dans le fait, n'est plus aristocratique que dans l'opinion : car c'est une chose remarquable que jamais la politique romaine n'a été en proportion avec la constitution du gouvernement, de manière que le peuple a régné par la terreur lorsqu'il n'a pas eu de priviléges, et que la noblesse a régné par la considération lorsqu'elle a perdu ses premiers droits. [1]

Maintenant, je demanderai à ces politiques subtils qui voient tout dans Rome, comme Malebranche voyait tout en Dieu (*m*), quelle époque, quel instant de cette fluctuation perpétuelle ils saisiront pour faire du gouvernement romain le modèle qui doit être suivi par toutes les nations.

Peut-être cette question les embarrassera-t-elle un peu; cependant ils peuvent l'éluder en quelque façon. Nous convenons, diront-ils, que la constitution de la république romaine n'a jamais eu de principes bien fixes; mais au moins ne pouvez-vous faire un pareil reproche à sa politique. Cet esprit de discipline, cette perfection dans l'art de la guerre, ce

[1] Pendant la seconde guerre Punique, presque toutes les dignités furent entre les mains des patriciens.

(*m*) *Plaisanterie très déplacée.*

système suivi de pouvoir et d'agrandissement, déposent assez en faveur des principaux ressorts du gouvernement. De si grands effets décèlent une cause puissante..... (n)

Ici je dois demander grâce pour un scepticisme dont je ne puis me dissimuler la témérité, si toutefois le doute peut jamais être téméraire. Les Romains, il est vrai, ont, suivant le rapport des historiens romains, triomphé de leurs voisins presque toutes les fois qu'ils les ont combattus; mais pour juger de ces grands avantages, rappelons-nous qu'ils ont fait la guerre près de quatre cents ans (o) avant que de soumettre la seule ville de Veïes [1]; et attendons, pour apprécier cette supériorité romaine, que nous ayions lu dans les historiens volsques, eques, samnites et étrusques les mêmes faits que Tite-Live a racontés. Encore n'en est-il pas besoin; cet auteur lui-même avoue quelque part que pendant un long espace de temps, les Volsques ont au moins balancé les succès des Romains. Nous ne rappellerons pas ici les histoires trop connues (p) de Por-

(n) *Oui.*

(o) *C'est parce que Rome fit toujours la guerre, qu'elle finit par tout dompter. Ses voisins ne furent pas toujours en armes contre elle.*

[1] Il semble qu'après un siége de dix ans, ils ne sont venus à bout de la réduire, que par la faute qu'elle fit de se donner un roi et de se séparer de la confédération latine, qui ne put lui pardonner cette défection.

(p) *Et suspectes.*

senna, de Coriolan, et du Gaulois Brennus; mais nous nous contenterons d'observer que si Horatius-Coclès était tombé par malheur de la blessure qu'il reçut au genou; si la mère de Coriolan était morte quelques années plus tôt, et enfin si Manlius-Capitolinus avait dormi un quart d'heure de plus, c'était fait de la maîtresse du monde. (q)

Je ne puis m'empêcher d'arrêter encore un moment l'attention du lecteur sur cet objet. Je veux qu'il juge avec moi de la frivolité de ces lieux communs, si souvent répétés par les auteurs qui ont écrit sur les Romains. Quoi de plus ordinaire que d'entendre dire que l'esprit de conquête était l'âme de leur gouvernement (r)? L'esprit de conquête chez un peuple qui a été trois cent soixante ans sans s'aviser de faire un siége! Chez un peuple qui ne faisait que des guerres de représailles ou de brigandages; chez un peuple qui n'avait jamais imaginé enfin que pour soumettre ses ennemis, il fallût s'emparer de leurs forteresses! Ne sortons pas de la place publique de Rome pour connoître les ressorts de son gouvernement, et ne cherchons que dans les dissensions du peuple et des grands la source de tous les événemens qui causent notre surprise. D'abord, les grands, craignant le peuple animé par ses tribuns, imaginèrent

(q) *Il en est ainsi de tout. Si Alexandre était mort d'un coup de pied de Bucéphale, il n'eût pas détrôné Darius, etc. etc.*

(r) *L'esprit de conquête eut d'abord pour objet un village, ensuite l'univers.*

de l'envoyer (s) à la guerre : mais comme le soldat devait se pourvoir de vivres à ses propres dépens, les campagnes ne pouvaient être longues. Les diversions que la guerre faisait aux affaires publiques n'étaient que passagères, et le peuple revenait de ces batailles plus fier, plus incommode que jamais. Ce fut alors qu'on s'avisa de prolonger les guerres et de faire des siéges. Il fallut pour y parvenir se déterminer à donner une paye aux troupes. Les patriciens firent de bon cœur le sacrifice de leur contingent, et l'envoyèrent d'eux-mêmes au trésor public; mais les tribuns n'en furent pas les dupes : ils démasquèrent cette fausse générosité, et firent voir quel piége était caché sous cette bienfaisance apparente.

Que résulte-t-il de tout cela? c'est qu'il se fait dans nos jugemens une réaction des effets sur les causes, et des causes sur les effets; c'est-à-dire que nous sommes portés, par exemple, à juger de la constitution d'un gouvernement sur quelques faits éclatans qui nous inspirent du respect; et que d'un autre côté, pénétrés de cette idée, nous jugeons ensuite la plupart des événemens suivant celle que nous nous nous sommes formée de leur principe. Or je considère la raison humaine comme armée de deux instrumens, la contemplation [1] et l'expérience. Ce sont les seuls qui puissent lui servir à creuser dans le chaos

(s) *De le mener.*

[1] *Théorie*, qui vient du mot grec θεωρία, ne signifie autre chose que *contemplation*.

des opinions pour y trouver la vérité. Mais, si au lieu de les perfectionner, elle se hâte de les employer concurremment, il arrivera que, se heurtant sans cesse l'un contre l'autre, ils seront émoussés avant que d'avoir pu lui servir. (t)

Une chose étonnante, c'est que les hommes se sont presque toujours mépris dans l'usage de ces deux instrumens. La physique a été soumise à la contemplation, et la politique à l'expérience. Les lois de la nature ont été fondées sur des rêves ingénieux; celles de la société sur des faits particuliers. Les cruautés d'un tyran ont fait proscrire la monarchie; un mauvais succès, une erreur dans les conseils, a fait abandonner la démocratie; l'abus du pouvoir ou des richesses a décrédité l'aristocratie; quelque crime commis envers une personne chérie, a établi l'extrême rigueur des peines; une représaille dictée par la colère a fondé le droit de la guerre. Ainsi les hommes augurant toujours (u) de ce qui arrivera demain, par ce qui est arrivé hier, ont gâté l'instrument de l'expérience et abandonné tout-à-fait celui de la méditation.

Combien différente ne devait pas être la marche de nos connaissances (x)! L'astronomie, la physique, l'histoire naturelle, nous ont pour ainsi dire prodigué les données des problèmes qu'elles nous ont offerts. Nous n'avons donc eu qu'à ordonner l'*équation*,

(t) *Un peu subtil.* (u) *Non.*

(x) *Celles de Newton ou d'Archimède, etc.*

qu'à arranger, qu'à nombrer. (y) Une seconde étude s'offrait ensuite à nos recherches, c'était la *zoologie* ou la connaissance des êtres dans leurs espèces, ou dans les individus, qui conduisait à la médecine philosophique, c'est-à-dire à la science de conserver les hommes dans le plus grand bonheur possible, en employant également les moyens physiques et moraux; je dis moraux : car qui doute que la morale ne soit une branche de la médecine? Ici la quantité des faits était immense; mais l'inconvénient de la variété compensait l'avantage de la multiplicité. Dans ce cas l'expérience devait être timide, et le doute conduisant sur ses pas l'expectation, la pratique ou la science mise en action n'aurait été employée qu'avec beaucoup de réserve. A ces études succédaient naturellement celles du gouvernement, c'est-à-dire des corps politiques, de ces agrégations organisées, qui, sous le nom d'*empires* et de *républiques*, présentent un nouvel ordre d'êtres moraux. Or, qui ne voit du premier coup d'œil que ces corps politiques étant en très petit nombre, et cependant pleins de variétés et d'accidens particuliers, sont de tous les objets de nos recherches ceux qui se dérobent le plus aux lumières de l'expérience? (z)

(aa) De ces réflexions que nous ne faisons qu'indiquer à nos lecteurs, il semble naître tout d'un coup

(y) *Étranger à la question.*

(z) *Je doute que cela plaise aux lecteurs.*

(aa) *Trop étranger.*

un nouveau système de science inconnu jusqu'ici. L'examen de la nature, de ses lois fixes, immuables et nécessaires, serait le premier fondement de toute doctrine, l'*initium sapientiæ*. De ces premières notions de la nature, on passerait à ses principales productions, et ensuite à son action circonscrite et individualisée; l'*andrologie*, ou la connaissance de l'homme en général, servirait de base à la médecine physique et morale, et de cette science naîtrait la politique (*bb*), qui ne serait que le résultat de toutes les autres. Ce serait alors qu'on aurait une véritable *Physiocratie*, un gouvernement fondé sur les forces de la nature, et sur l'énergie de son action.

Dans un siècle moins éclairé, avec des esprits moins accoutumés aux nourritures les plus substantielles, je devrais m'excuser de cet écart philosophique et surtout de la forme concise et abstraite que j'ai donnée à ces réflexions : (*cc*) mais je n'ignore pas que l'instruction est tellement répandue de nos jours, que les auteurs ne peuvent presque plus réclamer d'autre avantage sur leurs lecteurs, que d'avoir pensé plus long-temps qu'eux à la chose dont ils écrivent. (*cc*) Je trouve même que rien n'est plus doux pour celui qui compose un ouvrage que d'imaginer qu'il est assis près d'un homme d'esprit qui saisit rapidement toutes ses pensées, dont l'attention l'anime, dont les regards l'encouragent, près duquel enfin

(*bb*) *La médecine qui fait naître la politique! Ah!*

(*cc*) (*cc*) *Bon, et très neuf.*

il se sent plus fort, plus sûr de lui-même. (cc) C'est dans cette confiance que je me crois dispensé de développer comment il résulte de ce que nous avons dit, que d'un côté les hommes n'ont jamais appuyé sur une base solide les principes qu'ils ont adoptés sur la politique; et que de l'autre, il s'en faut bien qu'il y ait assez de faits dans cette science pour qu'elle soit soumise à l'expérience, ou si l'on veut à la doctrine de l'exemple.

Mais revenons aux Romains, et rappelons-nous ce que nous avons dit plus haut de l'erreur qui nous porte à juger des faits, plutôt d'après quelques préjugés antérieurs que sur l'examen de ces faits en eux-mêmes; nous reconnaîtrons bientôt à quel point la vanité des Romains, l'adulation des Grecs, et l'enthousiasme de la postérité se sont efforcés de donner du relief à l'enfance de la république (dd). C'est ainsi qu'après que Servius-Tullius eut été élevé de l'état d'esclave à la dignité royale, on assura qu'on avait vu autrefois une flamme céleste descendre sur son berceau.

Cette disposition ne paraît nulle part d'une manière plus frappante que dans l'opinion qu'on s'est formée de la milice romaine. En effet, on ne se contente pas de lui donner les éloges qui lui sont dus, mais on veut encore nous faire oublier qu'elle n'atteignit à son dernier degré de perfection que du temps des Scipions; et ce que les Romains n'appri-

(dd) *Qu'importe ?*

rent qu'à force de fautes et de mauvais succès, on veut le faire passer pour une suite nécessaire de la sagesse de leur gouvernement. [1]

Je m'étonne que personne ne se soit encore avisé

[1] Comme l'objet de cet ouvrage ne me permet pas d'entrer dans aucun détail sur la milice romaine, je ne donnerai ici qu'un seul exemple des erreurs qu'on a commises à ce sujet.

Parce qu'on a vu que les Romains, vers le temps des guerres Puniques, se formaient en bataille, l'infanterie rangée en échiquier sur trois lignes, et la cavalerie sur les ailes, on a cru que telle avait été leur ordonnance dans tous les temps. Mais je suis en état de prouver que, pendant les quatre premiers siècles de la république, la cavalerie fut toujours placée en réserve. Parmi le nombre de faits qui déposent en faveur de cette opinion, je me contenterai de rapporter ceux-ci : Tite-Live, en parlant d'une grande bataille que Fabius livra aux Samnites, dit que ce consul ordonna à sa cavalerie de charger, mais qu'elle causa autant de désordre parmi les siens que parmi les ennemis : *Equites ducibus tribunis ante signa evecti, haud multo plus hostibus quam suis præbuerunt tumultus.* Or, ces cavaliers, *ante signa evecti*, qui mettaient le désordre dans leur infanterie comme dans celle des ennemis, que peuvent-ils être, sinon une troupe en réserve (ee) qui charge par les intervalles de cette infanterie? J'omets nombre de descriptions de batailles, où l'on suppose que le consul ordonne à sa cavalerie de se couler derrière la ligne pour aller charger les flancs de l'ennemi; ce qu'elle n'aurait pas manqué de faire dès le commencement de l'action, si elle eût été placée sur les ailes, et ce qu'elle n'aurait jamais pu exécuter, si la

(ee) *Pourquoi pas avant-garde plutôt que réserve?*

de comparer la quantité de batailles que Tite-Live a fait gagner aux Romains avec le petit nombre de véritables succès qu'ils ont eus pendant quatre cents ans. Je m'étonne encore qu'on ne forme pas quelque

cavalerie ennemie eût observé le même ordre; mais je remarquerai que la première fois que Tite-Live parle de cet ordre de bataille si souvent employé depuis, c'est à l'année 440 de la fondation de Rome. Il dit, en parlant des Samnites : *Itaque in aciem procedunt equitibus in cornua divisis*. Le soin qu'apporte l'auteur à décrire cette disposition ne prouve-t-il pas assez qu'il en a trouvé peu d'exemples jusque-là? Voici un autre passage qui nous apprend que l'infanterie ne combattait pas en échiquier, et qui sert encore à prouver l'opinion où nous sommes que la cavalerie était placée en réserve. Le dictateur Marcus-Valerius, allant au secours d'un corps avancé, marcha dans l'ordre qui suit : *Prima incedebant signa legionum, ne quid occultum aut repentinum hostis timeret, sed reliquerat intervalla inter ordines peditum, qua satis laxo spatio, equi permitti possent.* On voit par là que, d'un côté, la légion ne conservait pas toujours des intervalles, car alors l'historien se serait contenté de dire qu'on les avait augmentés; et, de l'autre, que la cavalerie n'était point placée sur les ailes, car si elle s'y fût trouvée dans cette occasion, un ordre si nouveau aurait donné à penser aux ennemis, et leur aurait annoncé une charge rapide (*quid repentinum*). Ce qui m'étonne le plus, c'est qu'on n'ait pas été conduit à ces observations par la nécessité dont elles sont pour expliquer certains passages qui, sans cela, doivent paraître absurdes. On voit la cavalerie romaine tantôt prendre l'ennemi en flanc ou en queue, et décider ainsi la victoire; tantôt mettre pied à terre pour rétablir le combat. Or, il est ridicule de dire que les

doute sur l'authenticité de l'histoire, lorsqu'on voit l'historien assez exact pour ne jamais omettre le détail d'une seule action; lorsqu'on peut comparer cette attention scrupuleuse avec celle qu'il emploie

Romains, étant mauvais cavaliers, préféraient quelquefois de combattre à pied, puisqu'on voit souvent qu'ils décident le succès d'une bataille en chargeant à cheval. Mais qu'arrivait-il? C'est que lorsque les ennemis avaient trop bien appuyé leurs flancs pour craindre d'être tournés, et que, dans la première charge, leur infanterie avait fait plier celle des Romains, les consuls, voyant qu'ils n'avaient ni le temps ni la facilité de faire une diversion sur les ailes, ne manquaient pas d'ordonner aux cavaliers de mettre pied à terre; et, faisant en même temps ouvrir les manipules, ils menaient cette réserve *ante signa*, c'est-à-dire au *front de bandière*.

Quant à la milice romaine en général, voici, après un mûr examen, le meilleur jugement que j'en puisse porter. Pendant près de cinq siècles, elle n'a eu qu'un avantage médiocre sur celle des peuples voisins, et l'infanterie n'a même jamais eu de supériorité marquée, presque toutes les batailles que les Romains ont gagnées l'ayant été par des charges de cavalerie. Je sais que cette vérité est peu connue; mais je prie les militaires de lire Tite-Live avec attention, et je suis sûr qu'ils seront de mon avis. Ils seront peut-être plus surpris encore s'ils ouvrent Valère Maxime, *de Milit. inst.*, d'y trouver que, jusqu'au temps de la guerre des Cimbres, arrivée vers le milieu du septième siècle de la république, on n'avait pas encore imaginé d'enseigner aux soldats l'art de l'escrime, si nécessaire dans un temps où les hommes se battant corps à corps, l'adresse des individus faisait la force des armées. Du reste, les Romains

à rapporter toutes les harangues ; lorsqu'on remarque surtout une certaine uniformité dans les descriptions, qui avertit le lecteur instruit que la variété des ordres de bataille a eu pour limite la tactique de l'auteur, et non les possibles de la guerre. Quoi ! après tant de batailles gagnées par la gauche, par la droite, par le centre, au bout de trois cent soixante années de guerre, Veïes n'est pas encore prise ! Veïes soutient un siége de dix ans ! (remarquez que ce rapport avec Troie est très suspect) et au bout de ce temps elle ne doit sa perte qu'au génie supérieur d'un seul homme ! Et quel homme encore ! le libérateur, le réformateur de sa patrie, l'immortel Furius Camillus ! Que dirai-je des Samnites qui soutiennent contre Rome une guerre de quarante ans ; des Gaulois qui en ont presque toujours triomphé, malgré les efforts des historiens pour déguiser les faits et même pour les altérer ? [1]

n'avaient nulle connaissance de la guerre de campagne, ni des stratagèmes d'aucune espèce : de façon que lorsque Annibal employa la ruse, et que sa cavalerie Numide eut pris l'avantage sur celle des Romains, ce ne fut plus pour eux qu'une suite de défaites, toutes plus humiliantes les unes que les autres. Enfin, il ne paraît pas que les auteurs romains qui ont écrit du temps que la république existait encore, et avant que la flatterie fût parvenue à son comble, aient jamais eu de prétentions aux louanges excessives qui furent prodiguées depuis à leur nation : témoin cet aveu de Salluste : *Sciebam.... facundia Græcos, bello Gallos, ante Romanos fuisse.* Bellum Catil.

[1] Il est manifeste que l'histoire de l'arrivée de Furius

Mais enfin, me dira-t-on, Rome est devenue la maîtresse du monde, et si vous attaquez ainsi son gouvernement et sa milice, que restera-t-il donc pour rendre compte de ses prodigieux succès?

Je répondrai à cette objection : premièrement, que celui qui mesure un édifice ne prétend pas pour cela le renverser, et que si j'ai pensé que l'enthousiasme a trop donné à la politique des Romains, je n'en suis pas moins porté à révérer mille choses admirables dont ils nous ont laissé l'exemple. Secondement, je dirai que tandis que les érudits les plus profonds et les génies les plus brillans ont donné toute leur attention à chercher dans Rome même la source de sa grandeur, on a trop négligé l'examen des causes extérieures qui pouvaient y contribuer; comme si pour juger de la force d'un levier il ne fallait pas aller à l'extrémité et connaître la résistance. C'est une omission dont j'accuserai plus particulièrement le célèbre Machiavel [1] et l'illustre Mon-

Camillus, lorsque les Romains étaient prêts de se rançonner, n'est qu'une fable inventée par l'orgueil ou par la flatterie. Le chevalier Folard l'a réfutée avec succès dans ses *Commentaires sur Polybe*, quoiqu'il ait encore négligé le témoignage de Diodore de Sicile, qui est absolument contraire à ceux de Tite-Live et de Plutarque, et l'autorité de Tacite, qui met ces propres paroles dans la bouche de Claudius : *Capti à Gallis fuimus*. Voyez Tacit. *Annal.* lib. xi.

[1] Machiavel, en composant ses admirables discours sur la première Décade de Tite-Live, ne paraît point s'être attaché à développer le système de l'agrandissement de la république

tesquieu, parce que l'un et l'autre n'auraient pas manqué de porter dans ces observations tout le feu de leur génie et toute la sagacité de leur esprit : mais puisqu'ils ont négligé cet objet, essayons d'y jeter quelques lumières, et premièrement considérons l'Italie en elle-même.

Rien ne pouvait être plus favorable à l'établisse-

romaine. Aussi M. le président de Montesquieu a-t-il regardé cette tâche comme nouvelle. Mais son ouvrage répond-il au titre qu'il lui a donné? à peine emploie-t-il soixante pages in-12 aux réflexions qu'il se permet sur les cinq premiers siècles de la république; et j'avoue que quelque génie qu'on aperçoive dans ses réflexions, elles paraissent si vagues, si détachées, qu'elles ressemblent à des notes marginales écrites sur le même ouvrage dont Machiavel a fait le commentaire. Pourquoi ne pas consulter les anciens eux-mêmes? Qui voudra les lire avec *attention* et *intention*, y trouvera le germe de toutes les idées auxquelles une longue étude nous fait parvenir lentement et laborieusement. J'en citerai pour exemple un passage de Florus, où cet auteur, dans sa manière précise et rapide, me paraît développer suffisamment et la marche et les causes des progrès de l'empire romain : *Liber jam hinc populus romanus, prima adversus exteros arma pro libertate corripuit; mox pro finibus; deinde, pro sociis; tum pro gloria et imperio, lacessentibus assidue usquequaque finitimis : quippe cui patrii soli gleba nulla, sed statim hostile pomœrium, mediusque inter Latium et Tuscos, quasi in quodam bivio collocatus, omnibus portis in hostem incurreret; donec quasi contagione quadam per singulos itum est, et proximis quibusque correptis, totam Italiam sub se redegerunt.* Liv. 1, ch. IX.

ment d'un état quelconque que la position où s'est trouvée l'Italie à la mort de Tarquin-le-Superbe; c'est-à-dire lorsque la république romaine a commencé de prendre une certaine consistance. En effet, les choses étaient arrangées de façon que les nations qui habitaient l'intérieur des terres étaient assez belliqueuses pour exercer le courage des Romains, mais trop barbares encore, trop incultes pour trouver le moyen de les soumettre; tandis que les peuples qui vivaient sur les bords de la mer étaient à la fois riches et policés, mais trop amollis pour se rendre redoutables. Ainsi l'Italie se trouvait partagée entre des nations indigènes, encore barbares, et des colonies grecques chez lesquelles le commerce et l'industrie avaient déjà conduit le luxe et la corruption.

Les Romains, vainqueurs de leurs voisins les plus proches, dûrent donc l'être en même temps de toute l'Italie. On se rappelle la faiblesse de Capoue, et la pusillanimité des Tarentins; mais on doit se rappeler aussi que si Pyrrhus, moins inconstant, moins vague dans ses projets, ou plutôt plus immédiatement intéressé à la liberté de l'Italie, avait poussé vigoureusement la guerre (*ff*), Fabricius eût peut-être été le dernier héros dont Rome aurait pu se vanter. Une fois maîtresse de l'Italie, que manquait-il à Rome pour le devenir du monde entier, que d'en concevoir la possibilité? Carthage l'en fit apercevoir,

(*ff*) *Que pouvait-il faire de mieux que de gagner des batailles?*

et ne parut se mesurer avec elle que pour lui faire connaître ses forces. En effet, quelle puissance les Romains avaient-ils à redouter? Était-ce la Sicile partagée entre plusieurs petites républiques (gg) et plusieurs petits tyrans? Était-ce les Illyriens, nation méprisable qui vivait de piraterie? l'Épire occupée à se défendre de la Macédoine, ou la Macédoine elle-même engagée dans toutes les querelles des Grecs, et devenue à son tour le théâtre des révolutions? Toutes les forces de l'Europe avaient passé en Asie, et la puissance s'y était fixée de nouveau, comme dans son séjour natal.

Il ne restait donc en Occident que la seule Carthage : mais qu'était en elle-même cette puissance de Carthage? Ce qu'est de nos jours celle des Anglais (hh) dans l'Amérique et dans l'Inde; c'est-à-dire celle qui, ayant été établie par un commerce ambitieux et conquérant, s'est d'abord étendue le long des côtes, et de là s'est fait ressentir dans l'intérieur des terres; à cette différence cependant, que la puissance des Anglais a du moins un centre respectable, un noyau où ses forces se trouvent concentrées; au lieu que Carthage, semblable à ces polypes dont la vague existence perd en énergie ce qu'elle acquiert en surface, paraissait plus jalouse de s'étendre, qu'occupée à se fortifier. Les rois numides, tels que Syphax et Masinissa; les peuples de l'Espagne, tels que les Celtibériens et les Lusitaniens; les habitans de la

(gg) *Et les Gaulois cisalpins.* (hh) *Ah!*

Sardaigne et de la Corse étaient pour elle ce que sont de nos jours les Marattes, les Indiens pour les établissemens anglais, et surtout ce qu'auraient été les Mexicains pour les Espagnols, si ceux-ci, contens de trafiquer avec eux, ne s'étaient point cruellement attachés à les détruire. Or, cette puissance établie ainsi par le commerce est plus propre à l'attaque qu'à la défense. Quelques ports de mer, quelques factoreries qu'on a fortifiées, et surtout la supériorité que donnent l'audace et l'industrie sur l'ignorance d'un peuple lâche et stupide, sont les seuls moyens qu'elle puisse employer pour retenir dans le devoir tant de nations tributaires ou alliées. Au moment où l'on arme, où l'on déclare la guerre, il est aisé d'en obtenir des secours et de les traîner à sa suite; mais lorsque les ennemis revenus de leur premier effroi ont songé à former des diversions, alors tout l'avantage commence à passer de leur côté. Ils n'ont qu'un projet d'attaque, mais elle doit en former mille de défense. Les regards qu'elle porte sur l'étendue de ses domaines, loin de lui inspirer de la confiance, ne servent qu'à multiplier ses craintes; et comme un seul sacrifice semble donner le signal d'une mauvaise fortune, l'envie de tout conserver engage à partager ses forces. Ces précautions timides répandent une espèce de langueur sur tous les moyens de la guerre. Bientôt toutes ces nations alliées, qui paraissaient attester son pouvoir, deviennent suspectes à leur tour. Au lieu de les envoyer contre

l'ennemi, il faut veiller sur elles-mêmes ; et c'est ainsi qu'une république qui paraissait souveraine de l'Afrique, de l'Espagne et de la Sardaigne, finit (ii) par avoir pour ennemis les Espagnols, les Africains et les Sardes.

D'après ce tableau, il est aisé de juger si les Romains qui ne s'étaient agrandis qu'en repoussant leurs voisins, et qui s'étaient même plutôt arrondis qu'agrandis, devaient avoir l'avantage sur les Carthaginois. Placés au centre de l'Italie dont ils s'étaient rendus maîtres, leur flotte pouvait aisément dominer sur les deux mers, et leurs armées se porter rapidement partout où l'ennemi oserait paraître [1]. D'ailleurs dans la première guerre Punique, les Romains ne furent qu'auxiliaires : Syracuse en fut l'objet; et puisque cette puissance, sous Gelon, sous Denys, sous Agathocle, avait bien pu résister souvent à Carthage, et même la mettre à deux doigts de sa perte, il n'est pas étonnant qu'avec un tel allié Rome ait obtenu quelques succès. Sans doute que si Hiéron eût vécu plus long-temps, il aurait su balancer le pouvoir de ces deux redoutables ennemies, et qu'il se serait appliqué à délivrer la Sicile de toute

(ii) *Ce n'est pas par là qu'elle finit.*

[1] Strabon pensait que la situation de Rome avait beaucoup contribué à l'agrandissement de la république : c'est le jugement d'un géographe. Montesquieu en trouve toutes les causes dans la nature du gouvernement : c'est le jugement d'un jurisconsulte. Voyez Strab. liv. vi.

armée étrangère. Encore aurait-il eu de la peine à y parvenir, parce que cette île renfermait nombre de petits états différens, tous divisés d'intérêts, tous jaloux les uns des autres. Mais le règne d'Hiéronyme donna occasion aux Romains de la protéger; et rien n'est plus dangereux que de se laisser protéger par une puissance ambitieuse; car le prétexte spécieux dont elle se couvre, prévient ce premier effort dont toute nation jalouse de sa liberté est toujours susceptible.

Mais tandis que les Romains, semblables à un athlète qui a remporté la victoire sans être fatigué du combat, se plaisaient à jouir de leurs propres forces, l'empire de Carthage est ébranlé jusque dans ses fondemens. La guerre des mercenaires, plus terrible cent fois que celle des Romains, fait couler des ruisseaux de sang, et jette la confusion dans le gouvernement. C'est alors que Rome, contre la foi des traités, contre cette décence même, qu'on sait au moins conserver de nos jours au milieu de l'usurpation, s'empare de la Sardaigne, et par là se rend la maîtresse de la Méditerranée.

La seconde guerre Punique ne tarda pas à se rallumer. C'est ici que les Romains vont enfin se faire connaître. Quelques droits qu'ils aient prétendu acquérir sur notre admiration, ils vont les perdre en peu d'années. Un seul homme a fait tomber le masque : ce n'est pas même Carthage, c'est Annibal seul qui se mesure avec cette puissante république. Quelle

suite étonnante de défaites! Quels exemples multipliés de faiblesse dans les conseils, de lâcheté dans les combats!

Cependant Rome n'a pas succombé.... Cela est vrai; mais s'ensuit-il que les Romains aient donné les exemples d'une fermeté, d'une constance admirables; que Fabius soit un des plus grands généraux de l'antiquité, et que Rome ait prévalu enfin par le nerf de sa constitution, par son seul ascendant sur Carthage? Cette question a souvent été décidée pour l'affirmative, et nous ne pourrions la traiter ici sans tomber dans beaucoup de lieux communs dont le lecteur a dû être fatigué plusieurs fois. Nous aimons donc mieux hasarder quelques réflexions sur le projet d'Annibal, et nous avouons qu'il nous paraît le plus extravagant, le plus téméraire qui soit tombé dans l'esprit humain. Ce n'est certainement pas que nous prétendions blâmer les diversions hardies; mais quel est l'objet d'une diversion? C'est de frapper un coup terrible et inopiné. C'est ainsi qu'Agathocle, laissant Syracuse assiégée, se présenta tout de suite devant les murs de Carthage. Mais la rapidité nécessaire à ces opérations demande qu'elles se fassent par mer; que les premiers succès soient faciles; que la terreur imprimée aux ennemis soit soudaine et imprévue.

Sur ces principes jugeons de la conduite d'Annibal. Est-il d'expédition plus longue, plus laborieuse, plus rebutante que de traverser les Pyrénées et les

Alpes, et de donner aux soldats les fatigues, les maladies, la misère, pour le prélude d'une guerre sanglante? A quoi ont tenu ses premiers succès? A la trahison de quelques paysans, à la foiblesse des montagnards, et plus encore à l'impéritie des généraux romains, qui ne défendirent ni le passage du Rhône, ni les défilés des Alpes. Je passe sous silence les victoires inattendues du Tésin et de Trébie; mais que dira-t-on de la marche d'Annibal dans les marais de Clusium, de l'imbécillité les généraux romains qui donnent ensuite à son armée le temps de se rétablir, et qui la combattent à Trasimène au moment où ils devaient se contenter de la tenir en échec, et de la laisser dans l'embarras de prendre des quartiers d'hiver? Quoi! si Frédéric-le-Grand a été accusé de témérité une fois dans sa vie, parce que le siége d'Olmultz (*kk*) a traîné en longueur, parce que les efforts des Autrichiens pour se mettre en campagne ont été presque incroyables; Annibal pourra-t-il se justifier d'une entreprise dans laquelle un seul échec devait causer sa ruine, tandis que la victoire même ne pouvait lui donner des succès?

Peut-être m'objectera-t-on que si la fortune a servi ce fameux Carthaginois dans le commencement de son expédition, elle signala bientôt son inconstance lorsque le sénat de Carthage refusa d'envoyer en Italie les secours nécessaires pour continuer la guerre; mais je répondrai, 1°. qu'avant d'être à

(*kk*) *C'est à la bataille de Kolin, et il l'avoua.* (En 1757.)

portée de recevoir des secours d'Afrique, Annibal avait surmonté les plus grandes difficultés de son entreprise, et que par conséquent il s'était déjà soumis à tous ces événemens, dont un seul aurait suffi pour le perdre, s'il eût été défavorable. 2°. Que tout son crédit à Carthage n'était fondé que sur une faction, et qu'il devait savoir que lorsqu'une république est partagée en deux factions, celle qui a des avantages au dehors est exposée à perdre son crédit au dedans, parce que les grands succès font naître l'envie, et éloignent en même temps la crainte, qui peut seule maintenir l'ordre dans un état divisé. Rien n'était donc plus facile à prévoir que la chute de la faction *Barcine*, et rien n'était plus téméraire que d'attendre des secours d'un sénat jaloux qui n'avait pas même approuvé cette diversion. Ainsi il ne faut plus s'étonner qu'Annibal ait été chassé d'Italie, mais qu'il ne l'ait pas été plus tôt; il ne faut pas admirer les Romains qui combattaient dans leur propre pays, et qui pouvaient toujours opposer quatre armées à une seule; mais Annibal, qui, dénué de tout secours et affaibli par ses propres victoires, se trouvait réduit à faire une défensive dans le sein même du pays ennemi : il faut louer surtout cette supériorité de génie qui, dans les désastres comme dans les succès, sut lui asservir un ramas de nations barbares, et lui fit maîtriser leurs âmes au point d'y substituer, quand il le fallut, la constance à l'audace, et le dévouement à la présomption.

Parmi tant d'événemens célèbres arrivés pendant la seconde guerre Punique, je ne dois pas en oublier un qui me paraît encore plus étonnant que l'entreprise d'Annibal, puisque c'est une espèce de récidive de la faute commise par ce grand général: je veux parler du secours amené par Asdrubal et défait par les consuls Livius et Néron. Il m'est impossible de ne pas réclamer contre la prévention, qui n'a eu garde de laisser échapper cette occasion de prodiguer des louanges aux Romains; comme si ce n'était pas le comble de la folie, que d'imaginer de partir d'Espagne, de traverser les Alpes et l'Apennin, pour marcher au secours d'une armée bloquée, pour ainsi dire, dans le Brutium (*u*), et se soutenant à peine dans cette extrémité de l'Italie; et comme si la marche dérobée de Néron n'était pas, en pareil cas, la manœuvre la plus indiquée et même l'A B C de l'art militaire. Annibal avait-il bien pu se flatter qu'il traverserait paisiblement l'Appulie, la Daunie, le Samnium et le Picenum, pour se joindre dans l'Ombrie avec Asdrubal? Deux armées qui viennent ainsi par deux côtés opposés ne sont-elles pas toujours exposées à être battues en détail? Sans doute que celui que nous avons vu, presque dans le même temps, victorieux en Saxe, en Silésie et en Poméranie; celui qui, se trouvant comme renfermé entre trois armées formidables, et prêt à en voir une qua-

(*u*) *Contradiction.*

trième fondre sur lui, sut, à force (mm) d'adresse et de victoires, dissiper en quinze jours tous ces orages réunis; sans doute, dis-je, que ce grand homme, qui n'a contre sa gloire que d'appartenir à nos temps modernes, se serait trouvé bien à son aise, s'il eût été dictateur de Rome lors de l'entrée d'Annibal en Italie. Il eût ri de la témérité de ces barbares; et ce que Livius ne fit que par ignorance, il l'eût fait par politique, c'est-à-dire qu'au lieu d'arrêter Asdrubal au débouché de l'Apennin, comme cela eût été facile à quiconque aurait su la guerre défensive, il l'eût laissé s'avancer dans la plaine pour avoir l'occasion de le détruire dans un seul combat.

Tant de fautes de la part des Carthaginois, tant de désastres qui en furent les conséquences, dûrent bien accélérer les progrès des Romains en Espagne et en Sicile. Aussi Scipion ne leur proposa-t-il sa fameuse diversion que comme une entreprise dont le succès était infaillible, et son départ même eut-il plutôt l'air d'un triomphe que d'une expédition périlleuse. Annibal vola au secours de Carthage; mais quel spectateur éclairé put alors douter de l'événement? Comment imaginer qu'une armée harassée par une guerre longue et désastreuse ne serait pas épouvantée du contraste accablant qu'elle trouva dans les plaines de Zama? Qu'était-ce encore que cette armée? La phalange carthaginoise n'en formait

(mm) *A force de notre maladresse.*

pas le tiers. Le reste était des auxiliaires malintentionnés, ou des mercenaires dégoûtés, qui n'avaient plus devant les yeux que le péril à la place du butin. On a blâmé Annibal d'avoir placé ses mercenaires en première ligne; il fallait le plaindre d'être dans le cas de se défier d'eux au point de n'en espérer aucun effort, à moins qu'ils ne fussent soutenus, ou pour mieux dire gardés par les nationaux.

(nn) Mais quelque désavantage qu'ait eu Annibal, rien ne peut cependant atténuer la gloire de Scipion. Ce héros dans ses premiers travaux brille d'un éclat qui lui est propre. Quelque chose de divin domine dans son caractère et se fait remarquer jusque dans sa fortune..... Heureuse Rome! patrie des Scipion et des Emile, pourquoi t'avilir par des louanges frivoles et pédantesques? Pourquoi prétendre t'honorer par des jugemens si différens de ceux que tu portes sur toi-même? Pour moi, si je veux t'offrir l'hommage de mon admiration, je me transporte en idée dans tes places publiques, lorsque Marcellus étale à tes yeux les merveilles de la Sicile, ou plutôt lorsque Émile conduit à son char des rois précédés de leurs richesses immenses. Alors je te donne avec transport les titres que tu t'es arrogés toi-même. Je loue ta fortune, ta fortune dont tu fus jadis si orgueilleuse, et à qui tu te fis gloire d'attribuer ta puissance, plutôt qu'à ton enfance barbare, à tes

(nn) *Quel rapport de tout cela à la félicité publique?*

lois incertaines, à ton gouvernernement orageux, à tes vertus mêmes, qui ne furent jamais plus célébrées que dans ces temps malheureux où tu n'eus que des précepteurs à la place de tes héros. [1]

Carthage vaincue, Rome se trouva maîtresse du monde entier : car qui pouvait désormais lui résister? Philippe, Antiochus et Persée, entourés de voisins jaloux et de rois leurs ennemis, devaient-ils se flatter de faire plus que Carthage? C'est ici surtout que la fortune romaine se manifeste. Rome triomphante, ou pour mieux dire Rome devenue riche, aurait pu s'amollir; les richesses auraient dû amener le luxe, et le luxe la jalousie entre les citoyens, laquelle à son tour aurait conduit sur ses pas les

[1] « Proinde ab hoc orsurus aliquis initio.... ipsos in testi-« monium vocaverit Romanos ut qui plus fortunæ quam vir-« tuti retulerint. » Plut. *de Fort. Rom.*

Il faut lire ce petit traité de Plutarque. On verra que, si l'on néglige quelques idées superstitieuses, les jugemens qu'il porte sur les affaires des Romains paraissent les mêmes que ceux que nous osons hasarder ici. Or, comme on ne peut soupçonner Plutarque d'injustice à l'égard des Romains, auxquels il a presque toujours prodigué la flatterie, il y a lieu de croire que cette opinion n'avait rien de choquant pour eux. On sait encore que les empereurs avaient coutume de placer dans leur propre chambre une statue d'or qui représentait la Fortune. Lorsque Marc-Aurèle se vit près de mourir, il ordonna qu'on la portât chez son successeur; ce qui fut regardé comme un signe qu'il renonçait à l'empire.

troubles et la discorde civile : il ne fallait pour cela que quelques années de repos ; mais la mauvaise politique de Philippe et la présomption d'Antiochus la sauvent de ce danger. Au lieu de temporiser, au lieu de se contenter d'opposer une digue au torrent, ces deux princes osent combattre une nation aguerrie par de longs travaux et encouragée par les plus brillans succès. C'est une démence si marquée qu'on est presque dégoûté d'en chercher les motifs ; mais comme il ne suffit pas à la véritable philosophie de savoir que les hommes se trompent, et qu'il lui faut encore chercher comment ils se sont trompés, nous allons hasarder quelques réflexions sur les causes de ces événemens singuliers.

Quelques avantages que Rome eût remportés jusque-là, on ne peut se dissimuler qu'elle n'avait pas encore acquis une grande considération parmi les Grecs. Ils traitaient tous ces exploits de guerre entre barbares, et l'on se rappelait plutôt l'expédition de Pyrrhus que la bataille de Zama. On voit même qu'au commencement de la guerre de Macédoine les Romains n'avaient encore pour alliés que les Étoliens, peuple haï et décrédité dans toute la Grèce, qui s'attribua cependant tout le succès de la bataille de Cyno-Céphale, et se vanta d'avoir seul triomphé de Philippe. L'orgueil, la vaine présomption, étaient les vices ordinaires aux Grecs de ce temps-là. Il n'y a pas lieu de douter qu'ils ne commencèrent à craindre la puissance des Romains qu'au moment où ils

en sentirent les funestes effets. Pour Attale et Eumène son fils, qui servirent les Romains dans les guerres de Macédoine et de Syrie, on peut les regarder comme des rois de fortune. Chancelans, mal établis, et surtout très jaloux des grandes monarchies voisines, ils ne virent aucun danger à seconder une république dont ils croyaient avoir bien moins à craindre qu'à espérer. (oo)

Au milieu de ces monarchies naissantes ou expirantes, au milieu des convulsions dont ces nouveaux empires, restes de la puissance d'Alexandre, étaient sans cesse agités, les républiques grecques trop faibles, trop désunies pour exister par elles-mêmes, ne laissaient pas d'ajouter des forces considérables au parti qu'elles embrassaient. C'étaient des poids qui servaient à compenser les balances, et qui passaient perpétuellement d'un bassin dans l'autre. Cependant toujours bercées par le souvenir de la liberté et de l'indépendance, elles tendaient les bras au premier qui leur en présentait l'image. Or, les Romains ayant fait publier par Quintus-Flamininus qu'ils voulaient que la Grèce redevînt libre, et que toutes les villes fussent délivrées des garnisons étrangères, les Grecs furent assez dupes pour imaginer que la face de la terre allait être encore changée, et que Rome conspirerait avec eux pour abolir partout le pouvoir absolu. En effet, c'est une chose digne d'être observée

(oo) *Cela même fait l'éloge de la politique romaine.*

qu'avant les conquêtes d'Alexandre, le despotisme n'était connu en Europe que par le voisinage des Perses. Il sortit alors tout à coup du sein de l'armée grecque; mais comme il n'avait pour lui ni l'antiquité des empires, ni l'ancienneté des familles royales, ordinaire soutien de l'autorité, son règne fut toujours précaire, et il n'avait encore acquis aucune consistance. Les peuples retournèrent donc à la liberté comme à leur état naturel; mais c'était un piége terrible (*pp*) que Rome avait tendu à la partie la plus éclairée du monde; et ce bienfait apparent n'eut d'autre effet que de rompre toute fédération, tout lien, tout système politique parmi ces peuples malheureux, qui n'eurent plus, à la place du sentiment délicieux de la liberté, que la conviction de leur propre faiblesse.

Sans doute il eût été plus sage aux Grecs de se réunir entre eux et même avec Philippe pour empêcher les Romains de s'agrandir de leur côté; mais dans les petites républiques où l'esprit de parti tient toujours la place de l'esprit de patriotisme, on aime mieux périr avec ses ennemis que de leur céder le moindre avantage. Il n'était point de tyran qu'une faction n'eût préféré à un magistrat d'une faction opposée, et la ligue des Achéens qui n'avait pas craint d'appeler Philippe à son secours, lorsqu'il s'agissait de combattre les Étoliens, abandonna

(*pp*) *Autre éloge de Rome.*

Persée, lorsqu'il fallut résister aux Romains. Pour Antiochus, sa présomption, son orgueil asiatique, l'éloignement dans lequel il voyait encore les forces des Romains, et plus que tout cela les mécontentemens qu'il donnait aux Rhodiens, furent la cause de sa ruine. Je ne parlerai pas de Persée, parce que ce prince parvint au trône dans des circonstances si malheureuses, qu'il n'avait plus à choisir qu'entre la guerre et l'esclavage. Ainsi, quelque mauvais que fussent les succès qu'il dût attendre de ses efforts, ils étaient devenus nécessaires.

Telles sont les fautes de politique qui frayèrent le chemin par où les Romains devaient passer pour arriver à la monarchie universelle. Nous avons vu ce peuple donner des lois à l'Europe, à l'Asie et à l'Afrique : mais, semblables à ces émissaires qu'on envoie avant la guerre pour sonder les intentions des princes, examiner leurs forces et apprécier les secours qu'on peut en espérer, nous avons parcouru le monde entier pour nous former une idée plus juste des entreprises des Romains et des causes de leurs succès; tout au contraire de ceux qui, bornant leurs recherches à l'étude des lois romaines, peuvent être comparés à ces citadins paresseux à qui Paul-Émile reprochait de discuter vainement les affaires dans la place publique, tandis qu'au moment où le consul partait pour quelque importante expédition, ils se contentaient de l'accompagner jusqu'aux portes de la ville, en lui souhaitant d'heureux

succès [1]. Le fruit de nos réflexions a été de nous convaincre que les principes de la puissance romaine ont existé plutôt au dehors qu'au dedans de cette célèbre république. Examinons maintenant les effets de son gouvernement, relativement à elle-même, et l'influence qu'il a eue sur le sort des autres peuples.

[1] Voyez le discours que Plutarque place dans la bouche de Paul-Émile, lorsque ce général part pour la Macédoine. Ce passage est curieux, et capable de diminuer l'opinion que nous avons des Romains de ce temps-là.

CHAPITRE VII.

De l'influence du gouvernement romain sur le bonheur du peuple, et quelle a été la condition humaine parmi les Romains jusqu'au temps de César.

Le titre de ce chapitre annonce suffisamment que ce ne sont plus les conquêtes des Romains, ni même leurs vertus héroïques qui vont nous occuper. Ce peuple était-il heureux? faisait-il bon vivre à Rome? Telle est la question que nous devons résoudre, comme si nous étions à la place de Lucumon ou d'Appius, lorsque ces deux étrangers vinrent s'établir dans cette ville.

Il est inutile de dire que nous n'examinerons point cette question relativement aux passions et aux habitudes de nos contemporains. Quand il serait prouvé que le sort des Romains ne paraîtrait pas digne d'envie aux Français ou aux Anglais, il ne serait pas démontré pour cela qu'il fût malheureux en lui-même. En effet, quelque penchant que nous ayons à tout rapporter à nos propres idées, nous sommes habitués, de longue main, à admettre quelques suppositions, d'après lesquelles nous consentons que notre âme soit modifiée. C'est ainsi qu'un spectateur philosophe et tolérant partage souvent les fureurs de Séide ou l'enthousiasme de Polyeucte. Mais il y a plus : il y a certaines géné-

ralités, certaines marques par lesquelles le sort des peuples se manifeste d'une façon abstraite. De même que le cri est le signe de la douleur, de même les plaintes, les débats, les querelles, sont la preuve d'un mécontentement, d'un malaise général dans une nation : et sans parler des guerres civiles, des famines, des contagions, etc. la férocité n'est-elle pas un symptôme qui décèle toujours une souffrance habituelle? Rien n'empêche donc que nous ne jugions les anciens comme nous nous jugeons les uns les autres, et que nous n'appliquions à ces grands objets les principes les plus connus de la morale et de la politique. Mais parmi tant de révolutions, tant de changemens arrivés dans le gouvernement des Romains, comment porter sur eux un jugement éclairé, si nous ne divisons pas leur histoire en plusieurs époques?

Depuis la fondation de Rome jusqu'à l'expulsion des rois, il s'est écoulé à peu près deux cent quarante ans; de l'expulsion des rois jusqu'à l'entière conquête de l'Italie, le même espace de temps; de la première guerre Punique jusqu'à la ruine de Carthage, environ cent vingt-neuf ans, et de cet événement à la subversion de la république, cinquante ou soixante ans au plus. Ces quatre époques peuvent nous servir comme de quatre points de vue différens sous lesquels nous envisagerons le peuple romain. Tout ce que nous demandons, c'est que le lecteur trouve bon que nous ne les appelions pas les quatre

âges de la république. Il nous dispensera sans doute d'en distinguer l'enfance, l'adolescence, la virilité et la vieillesse. Tout ce fatras de plate rhétorique et de mauvaise politique ne serait bon tout au plus qu'à nous montrer l'abus qu'on fait des mots, et l'influence que le langage peut avoir sur les opinions. En effet, après que les hommes ont eu la faiblesse d'accorder de l'estime à ces jeux frivoles d'un esprit plus subtil que pénétrant, ils se sont accoutumés peu à peu à leur attacher quelque sens ; et ils n'ont plus considéré les républiques, les gouvernemens même, que comme des êtres physiques dont il fallait examiner les maladies, les habitudes, le régime, etc. C'est que rien ne coûte plus à l'esprit que l'abstraction, c'est que cette abstraction a besoin elle-même de s'étayer des choses sensibles : de là vient que le raisonnement est toujours prêt à dériver vers le style figuré, style vicieux et incorrect, dont l'allégorie est le dernier abus. Aussi voyons-nous que plus un peuple est brut et ignorant, plus son langage abonde en métaphores et en comparaisons (a). Ce sont autant de tours d'adresse de l'esprit pour éluder l'exacte définition qui est souvent un effort au-dessus de ses forces. S'agit-il de développer les principes d'une république, on la compare à un être vivant; veut-on définir ce que c'est qu'un homme juste, on le compare à une république : ainsi nous tournons sans cesse dans un cercle vicieux, où cha-

(a) *Un peu galimatias.*

que chose est semblable à une autre, et où nulle chose n'est définie.[1]

Mais ce n'est pas assez de condamner et d'éviter ces abus introduits avant nous; peut-être avons-nous besoin de nous ouvrir des routes nouvelles; et puisqu'il nous faut chercher quelques moyens pour connaître l'esprit des différentes constitutions politiques, nous ne ferions peut-être pas mal d'examiner si, au lieu de donner toute son attention à des lois, à des institutions qui sont souvent l'effet du hasard, il ne vaudrait pas mieux s'occuper particulièrement des

[1] Platon ne paraît avoir eu d'autre objet en écrivant son livre *de la République*, que d'enseigner en quoi consiste la justice. Il compare l'homme à une république où la raison est le monarque, et où les passions forment le bas peuple. C'est à cette idée subtile que nous devons tous ces rêves ingénieux que quelques auteurs modernes ressuscitent encore de temps en temps, à la honte de la philosophie. Au reste, Platon n'était pas toujours si allégorique, et il n'a pas dédaigné quelquefois de descendre aux définitions exactes. Diogène-Laërce rapporte qu'il faisait consister la bonté du gouvernement en trois choses : 1°. En ce que les lois fussent bonnes. 2°. En ce que le peuple fût soumis. 3°. En ce que les coutumes et les maximes pussent suppléer au défaut des lois. Il voulait pareillement que, pour connaître les vices du gouvernement, on examinât trois choses en particulier : 1°. Si les lois ne sont utiles ni aux régnicoles, ni aux étrangers. 2°. Si on les transgresse impunément. 3°. S'il n'y a point de lois, et si la tyrannie règne seule dans l'état. Ceci est bien moins spirituel, et s'entend aussi beaucoup mieux.

circonstances dans lesquelles une nation s'est formée, du caractère, des intérêts qu'avaient les hommes au moment où ils se sont réunis en société, et se sont donné des lois. En effet, les peuples ont existé avant les lois, et il est très difficile que les fondateurs des républiques ou des empires se soient tous trouvés dans la même position, lorsqu'ils ont établi des gouvernemens. Or, il y a lieu de croire que ces premiers momens ont influé prodigieusement sur l'avenir; de sorte qu'on pourrait proposer ce problème politique : Les circonstances de l'établissement d'un peuple étant données, en déterminer l'esprit et le caractère [1]. C'est ainsi qu'on pourrait se convaincre, par exemple, que quelque modification qu'on eût voulu introduire dans les gouvernemens de Tyr, de Sparte et d'Athènes, l'esprit de commerce aurait dû régner dans la première, celui d'égalité dans la seconde, et celui d'indépendance dans la troisième [2].

[1] Soit que cette observation ait été négligée par les auteurs politiques, soit qu'elle ne m'ait pas frappé dans leurs ouvrages, je me fais un plaisir d'en rendre hommage à l'auteur de l'*Histoire politique du gouvernement romain*, à qui j'en ai l'obligation.

[2] Je ne puis me dispenser d'observer ici que cette vue pourrait bien être contraire à une maxime que Machiavel a avancée dans son discours sur Tite-Live, où il assure que, pour qu'un état subsiste long-temps, il est nécessaire de le rappeler souvent aux principes de sa constitution. Il me semble que presque tous les états ayant été établis dans des circonstances tout opposées à celles où ils se trouvent

Cette manière d'envisager notre objet, semble y prendre une clarté toute nouvelle; mais parmi les différentes applications que nous en pourrions faire, nous nous bornerons aux Romains, et nous examinerons en quelles circonstances leur premier législateur essaya de donner une forme à son état.

Rappelons-nous ce que nous avons dit dans le chapitre précédent, et nous verrons que, suivant toute apparence, Romulus ne fut qu'un aventurier

ensuite par le laps de temps, il serait inutile, et même nuisible, de recourir à un pareil remède. C'est que tout changement dans un état n'est pas une marque certaine de la corruption du peuple; c'est que toutes les variations qu'éprouvent les circonstances peuvent et doivent même influer beaucoup sur le gouvernement. Une nation barbare et féroce peut devenir commerçante et agricole, tandis qu'une nation commerçante deviendra guerrière. Il faut donc bien distinguer dans les changemens de gouvernement ce qui appartient à la nature des choses, et ce qui appartient à la corruption des hommes. La paresse, l'orgueil, la désobéissance, sont des marques certaines de corruption; mais les changemens de fortune, les nouvelles prétentions, les altérations dans les rangs et les dignités ne découlent pas du même principe. A Rome, par exemple, un plébéien pouvait bien prétendre au consulat, sans que la république fût corrompue; et de même à Londres un négociant peut s'asseoir dans la chambre des communes au-dessus (*b*) du fils d'un lord, sans que la nation soit détériorée pour cela. C'est qu'à Rome la perpétuité des familles, les honneurs reçus à la guerre, les vertus, les mœurs, parvinrent bientôt à donner du relief

(*b*) *Ni au-dessus, ni au-dessous.*

dont Numitor se servit pour se venger d'Amulius, et qui, bientôt après, lui devint suspect à son tour; de façon que ce prince n'eut rien de plus pressé que de s'en défaire en lui donnant les moyens d'établir une colonie. Romulus assembla donc quelques jeunes gens de la ville d'Albe, auxquels il joignit les aventuriers qui voulurent se présenter. Parmi ces derniers, il y en eut qui par leur naissance ou par leurs richesses méritèrent d'être distingués des autres; ils

aux plébéiens; c'est qu'à Londres l'esprit de commerce a rendu le négociant aussi important que le baron. Ainsi le plébéien du temps de Canuléius ne pouvait être assimilé au plébéien du temps de Valérius; et de nos jours, un négociant de Londres ne peut pas être comparé à un marchand du temps d'Édouard III. Or, prétendre dans un temps de crise rappeler l'état à ses premiers principes, c'eût été à Rome ramener un peuple puissant et estimable à son premier état de misère et d'avilissement; et ce serait en Angleterre rétablir le gouvernement féodal à la place de celui de propriété et de représentation. Il faut donc examiner, 1°. quel a été le caractère d'une nation lors de son établissement; 2°. quelle influence ce caractère national a eue dans la constitution de l'état; 3°. si les premières habitudes et les premières lois sont bonnes à conserver, ou si les changemens dans les circonstances en ont entraîné dans la législation. C'est dans ce dernier cas que le caractère originaire et primitif d'une nation peut se trouver en opposition avec ses intérêts; et alors il faut bien se garder de la ramener à ses premiers principes : il est même nécessaire de les laisser s'oblitérer le plus qu'il est possible, de crainte qu'un peuple, en voulant toujours redevenir ce qu'il a été, ne soit jamais ce qu'il doit être.

furent séparés du commun du peuple, et réunis avec les principaux d'entre les Albains; ils formèrent le corps des patriciens. Tout souverain qui n'établit pas son pouvoir par les armes ou par une révolution quelconque, ne peut jamais être despote. Romulus dut donc avoir beaucoup d'égards pour les premiers de sa colonie. De là l'esprit d'aristocratie et le caractère de fierté qu'elle conserva toujours (c). Une colonie qui s'établit sans objet de commerce et d'industrie, doit être portée au brigandage. Le brigandage amène les représailles, et les représailles rendent l'état de guerre nécessaire et habituel. De là le premier arrangement intérieur de la ville de Rome. De là la forme de légion donnée au peuple romain, et d'autant mieux adaptée à la situation où il se trouvait pour lors, que les femmes étaient en si petit nombre dans la nouvelle colonie, qu'on pouvait la regarder comme une petite armée.

Dans une colonie guerrière, le premier besoin qui se fait sentir est celui de la population. Comme il y a plus de brigandage que de culture, plus de guerre que de commerce, on a plus besoin de soldats que d'esclaves. De là le principe de ne jamais massacrer ni réduire en captivité l'ennemi qui rend les armes; principe digne de la plus grande attention, puisqu'on peut le regarder comme la source de tous les succès des Romains.

Une colonie exposée aux dangers de la guerre

(c) *Vrai et beau.*

doit toujours être prête à combattre, et ne peut se dispenser de tenir ses membres rassemblés le plus qu'il est possible. De là les limites des héritages et la nécessité pour les chefs de famille de ne cultiver qu'une petite portion de terre. De cette nécessité naît la frugalité, et de la frugalité l'austérité des mœurs, etc.

Une colonie où les femmes étaient en très petit nombre lors de son établissement, où elles furent même conquises l'épée (*d*) à la main, dut avoir des lois très dures à leur égard et à celui de leurs enfans [1]. De là l'autorité atroce des maris sur leurs femmes, et même celle des pères sur leurs enfans: car le pouvoir des pères est toujours plus dur et plus absolu que celui des mères, qu'on peut regarder comme les premières modératrices du despotisme paternel.

Telles sont les observations que nous offre le

(*d*) *Tarare!*

[1] On sait que les femmes étaient punies de mort pour les moindres fautes, comme, par exemple, pour avoir bu du vin. Les pères avaient le pouvoir de vie et de mort sur leurs enfans, et ce pouvoir barbare s'étendait jusqu'au droit de les vendre comme esclaves. Denys d'Halicarnasse dit à ce sujet que tous les législateurs avaient cru devoir fixer le temps pendant lequel les enfans resteraient sous l'autorité paternelle; que les uns les en avaient affranchis dès l'âge de puberté; les autres, au moment de leur mariage; mais que les Romains, plus sages que tous les autres peuples du monde, n'avaient donné aucun terme à cette autorité.

peuple romain dans son berceau; et quoiqu'elles soient en petit nombre, c'en est encore assez pour nous annoncer qu'il sera toujours ambitieux dans ses projets, fier dans son gouvernement, et féroce dans ses mœurs.

Que l'admission des Sabins dans la ville de Rome; que le règne paisible d'un législateur étranger[1] qui voulut, à l'aide des lois et de la religion, adoucir un peuple barbare; que le règne plus brillant encore d'un autre étranger[2] qui tira les Romains de la fange et sut pourvoir avec magnificence à leurs premiers besoins, aient apporté quelque modification à ce caractère originel, nous sommes sûrs de le retrouver partout depuis l'assassinat de Camille jusqu'aux proscriptions de Sylla.

Mais quand il serait vrai que les vertus de Rome naissante eussent assez prévalu sur ses vices, pour que le bonheur ait pu habiter dans ses premières cabanes, quelle conséquence en pourrait-on tirer pour le bien de l'humanité? S'ensuivrait-il qu'on serait communément plus heureux dans un état naissant? Mais les commencemens des empires ne sont que des momens dans la suite des siècles, et l'objet d'un bon gouvernement est de donner de la permanence à la félicité publique. D'ailleurs Rome combattant sans cesse pour se procurer quelques gerbes de blé, Rome qui ne connaît ni la tranquillité de la vie sociale, ni l'activité de l'industrie; Rome

[1] Numa Pompilius. [2] Tarquin l'ancien.

pauvre encore, sans être puissante, n'offre pas à nos yeux une perspective bien flatteuse : et dans le fond, qu'est-ce qu'une populace qui se laisse gouverner pendant huit jours par un roi [1] que les vers consument déjà dans son tombeau; qui reçoit ensuite des mains d'une femme un esclave pour monarque, et qui bientôt après devient la victime d'un tyran détestable dont elle n'eût peut-être jamais secoué le joug, si le sentiment de l'honneur n'eût été plus fort que celui de la liberté? Et qu'on ne croie pas qu'une certaine aisance dans la vie, qu'une espèce de satisfaction qui naît de l'égalité des fortunes, ait pu dédommager les Romains de ce qu'ils avaient à souffrir d'ailleurs; car la misère du peuple, la tyrannie des riches, la rigueur de l'imposition et le poids de l'usure étaient devenus excessifs dès le temps de Servius Tullius [2]. Avouons-le donc, cette première époque du gouvernement des rois ne présente nulle part l'image du bonheur.

Peut-être les temps qui vont suivre offrent-ils

[1] Tanaquil, femme de Tarquin l'ancien, jugea à propos de cacher la mort de ce prince jusqu'à ce que Servius Tullius eût pris ses mesures pour lui succéder. Servius Tullius était né esclave.

[2] Voyez la harangue dans laquelle Denys d'Halicarnasse suppose que ce monarque déclare au peuple romain que s'il a ordonné un cens général, c'est seulement pour distribuer des terres à ceux qui n'en ont pas, et pour remédier à l'usure, qui est une suite nécessaire de la difficulté qu'on trouve à payer les impôts.

plus de grandeur que de félicité, plus de vertus que de consolation. A peine les rois sont-ils chassés qu'une guerre cruelle s'allume pour les rétablir. Malgré les victoires du lac Régille, Rome voit ses ennemis camper sur le Janicule, et ne doit qu'au courage d'un seul le salut de tous [1]. La mort de Tarquin dissipe les alarmes de la nouvelle république; mais pour un tyran qu'il a perdu, le peuple en trouve mille dans les patriciens. Si je voulais faire juger de la félicité des Romains dans cette époque, je ne demanderais que la seule inspection des notes marginales de Tite-Live : on n'y verrait que guerres extérieures ou troubles intérieurs; et ces derniers étaient encore plus terribles que les combats, puisque la guerre était regardée comme un remède, ou du moins comme un soulagement aux malheurs publics. Quel état que celui où ce fléau devient désirable, où les

[1] On devine aisément que c'est Horatius Coclès que j'ai en vue. Quant à l'histoire de Mutius Scévola, je n'en parlerai dans cette note que pour remarquer combien le goût du merveilleux domine encore parmi nous. Denys d'Halicarnasse ne fait aucune mention de cette action singulière de Mutius, qui se brûle la main pour attester un mensonge. Mais ce fait est extraordinaire, et l'on aime mieux suivre Tite-Live que Denys, sans se donner la peine même d'observer la différence qui se trouve entre le narré des deux auteurs. M. de Pouilly, dans sa savante dissertation *sur l'incertitude de l'histoire des quatre premiers siècles de Rome*, fait voir que celle de Scévola a été imitée d'un pareil fait tiré d'un historien grec.

pleurs ne tarissent que lorsque le sang commence à couler!

Au milieu de ces maux habituels, que de plaies étrangères! la ville prise par des ennemis inconnus jusque-là; des disettes, des contagions, des malheurs de toute espèce [1].....

Mais, me dira-t-on, voilà une énumération terrible des maux que le peuple romain a soufferts, et vous en tirez avantage avec d'autant plus de facilité que les désastres étant le partage de l'humanité, l'idée n'en est que trop présente à tous les hommes: mais l'amour de la patrie, l'attachement aux lois, l'enthousiasme de la gloire, sont des passions factices qu'il faut avoir éprouvées pour les pouvoir con-

[1] On sera peut-être surpris de me voir mettre en ligne de compte les disettes et surtout les contagions, et l'on aurait raison, si elles étaient l'effet du hasard. Mais dans les états bien gouvernés, dans les états heureux, ces fléaux ne sont point à craindre. On sait assez que la culture prévient les disettes; mais il n'est pas moins vrai qu'elle prévient les maladies : 1°. parce que les disettes sont les sources ordinaires des épidémies; 2°. parce que l'air est d'autant plus sain, que la terre est mieux cultivée; 3°. parce que la paix et l'abondance fournissent les moyens de conserver la santé par des établissemens utiles, tels que les aqueducs, les égouts, la propreté dans les maisons et les vêtemens, le choix dans les alimens, les boissons salutaires, le jardinage, etc. M. Corbin Morris a remarqué que, depuis que les Anglais se sont adonnés au jardinage, Londres a beaucoup moins souffert de ces épidémies fréquentes qu'on qualifiait de pestes. Voyez *Remarques sur les nécrologes*, etc.

naître. Ainsi, lorsque vous vous livrez à ces spéculations, il arrive que vous êtes plus sensible au malheur des Romains qu'au bien dont ils ont pu jouir : et tandis que votre esprit compare, votre imagination trop partiale fait pencher la balance. Ne négligeons pas cette objection, et entrons dans quelques détails.

La plus forte passion qu'on attribue aux Romains, c'est l'amour de la gloire. Adoptons un moment cette opinion générale, et essayons d'en faire l'application au bonheur du peuple. Sans doute que nous verrons une milice exercée aux combats demander perpétuellement qu'on la mène à la victoire. Les moindres citoyens, en se promenant dans la place publique, traceront le plan des opérations, et fixeront l'époque des conquêtes. Les épouses les plus tendres, les mères les plus timides partageront l'enthousiasme commun, et le peuple enivré de succès oubliera aisément ses travaux.

Quelle différence de ce tableau avec la réalité! Ne jugeons plus Rome par les choses que les historiens nous disent, mais par celles qu'ils nous apprennent (e). Transportons-nous en idée dans le sein de cette ville, et voyons une populace triste et misérable frémir autour du sénat. Entendons-la demander, tantôt en gémissant, tantôt en menaçant, qu'on lui daigne accorder quelques arpens de terre pour sa subsistance. Écoutons les cris de ces braves

(e) *Est-ce qu'on apprend sans dire?*

soldats qui montrent, parmi leurs nobles cicatrices, les traces honteuses du fouet et des chaînes; malheureux confondus parmi les plus vils esclaves, parce qu'ils n'ont pu payer les armes dont ils ont percé les ennemis, et le pain qu'ils ont mangé le jour du combat..... Les portes s'ouvrent, les sénateurs paraissent, leurs regards féroces annoncent leurs projets, une joie cruelle brille sur leur visage : que vont-ils annoncer au peuple? Le soulagement de ses peines, la tranquillité, l'abondance?..... Non; mais l'ennemi attiré, soit par leurs intrigues secrètes, soit par la confiance que de longues dissensions ne pouvaient manquer de lui inspirer, s'avance à grands pas, et bientôt on le verra aux portes de la ville. Déjà les consuls assis dans leur chaire curule citent les jeunes gens à leur tribunal; demain on combattra l'ennemi. Peut-être achètera-t-on par le sang de trois mille citoyens l'honneur de le repousser; peut-être aussi viendra-t-il porter le fer et le feu jusque dans le Capitole. Mais n'importe, pour cette fois la loi agraire ne sera pas publiée.

C'est ainsi que les guerres s'allument; c'est ainsi que l'amour de la gloire enivre les Romains, et qu'ils marchent à la conquête du monde. [1]

[1] « Di modo che volendo Roma levare le cagioni de' tumulti levava ancora la cagion' dell' ampliare. » *Machiavelli Discorsi sopra Tito Livio*, l. II.

Saint Augustin (*de Civitate Dei*, lib. III, cap. X) retrace les guerres continuelles dont les Romains ont été agi-

Mais quelle sera l'issue de cette guerre? Quelques succès équivoques; l'ennemi sera repoussé, ou se retirera de lui-même; mais quoi qu'il arrive, on n'imaginera pas de profiter de l'avantage qu'on aura pu remporter sur lui; on se gardera bien de l'aller chercher dans ses foyers, et on retournera bientôt à Rome demander du pain au sénat.

Autre objection. Les Romains, dira-t-on, étaient pauvres, il est vrai; mais cette pauvreté, loin d'être un malheur, était un trésor pour eux. La frugalité leur tenait lieu de richesse, et comme ils n'avaient pas de besoins, ils ne connaissaient pas le prix de l'opulence..... Ils n'en connaissaient pas le prix? Et d'où vient donc que les patriciens s'étaient emparés de toutes les terres du peuple par l'usure, et de toutes celles de la république par la fraude? Pourquoi ces hommes superbes avaient-ils de vastes possessions, peuplées d'esclaves faits à la guerre, et achetés à vil prix des mains des soldats nécessiteux?

tés, et se propose pour objection une réflexion à peu près semblable à celle de Machiavel. Ces guerres continuelles, dit-il, étaient presque nécessaires à l'agrandissement des Romains; mais quel individu voudrait acquérir une taille gigantesque aux dépens de sa santé? *Idonea vero caussa ut magnum esset imperium cur esse deberet inquietum? Nonne in corporibus hominum satius est modicam staturam cum sanitate habere, quam ad molem aliquam giganteam perpetuis afflictionibus pervenire.* (*f*)

(*f*) *Déclamation de rhéteur.*

Pourquoi ont-ils cent fois préféré de mettre la république à deux doigts de sa perte, plutôt que de céder un pouce de leurs terres? Pourquoi ont-ils mieux aimé faire au peuple le sacrifice des rangs, de la magistrature, de la religion même[1], que celui de leurs richesses[2]? Inutilement voudrions-nous le dissimuler : à Rome, le peuple était pauvre et mécontent, les grands, riches et avares. Ainsi, au milieu des troubles et des révolutions, après la tyrannie des décemvirs, les ravages des Gaulois et l'invasion de Pyrrhus, après cent cinquante années de guerres contre les Èques, les Volsques, les Étrusques, et quarante années de combats perpétuels contre les Samnites, Rome, toujours divisée, toujours pauvre, parvint à la troisième époque que nous avons indiquée; c'est-à-dire à la conquête de l'Italie et au commencement de la première guerre Punique.

[1] La noblesse avait seule le droit de prendre des auspices. De là vient que l'esprit aristocratique fut toujours joint à l'esprit superstitieux. Nous aurons occasion dans la suite de développer comment la ruine de l'aristocratie détruisit toute religion chez les Romains, ouvrit une entrée aux sectes stoïcienne et épicurienne, et fut une des voies cachées qui préparèrent l'établissement du christianisme.

[2] Ce n'a jamais été que pour éviter la loi agraire que les patriciens ont laissé passer les lois *Licinia* et *Sicinia*, par lesquelles les mariages des plébéiens avec les patriciens et le partage des magistratures furent permis pour la première fois.

J'avoue que cette époque a quelque chose d'attrayant. Il semble qu'on ne voie plus le même sombre dominer dans le tableau de l'histoire romaine. Les discordes civiles s'apaisent ; des conquêtes brillantes deviennent le prix des travaux militaires; et Rome commence à se faire respecter hors des limites de l'Italie. Si on consulte les auteurs, on trouvera que ce moment est celui où les succès de la république n'avaient point encore altéré ses vertus. Rome, s'il faut s'en rapporter à eux, était déjà puissante, et n'avait pas encore été corrompue ; mais nous sommes loin d'adopter une pareille opinion, et nous allons au contraire essayer de donner une idée plus exacte de la morale et de la félicité du peuple romain.

Un peuple heureux n'est pas celui qui vit de peu; les Goths et les Vandales vivaient de peu, et ils ont été chercher l'abondance dans les autres climats. Un peuple heureux n'est pas celui qui est endurci à la peine et aux travaux ; les Goths et les Vandales étaient endurcis aux travaux, et ils ont été chercher ailleurs la mollesse et le repos. Un peuple heureux n'est pas celui qui est le plus fort dans les combats; il ne livre des combats que pour obtenir la paix et les commodités de la vie. Un peuple heureux est celui qui jouit de l'aisance et de la liberté qui est attachée à ses propriétés, et surtout qui ne désire pas de changer d'état. Or, une preuve que les Romains n'ont jamais éprouvé un pareil bonheur, c'est

qu'à peine ont-ils connu les richesses, qu'ils les ont désirées avec fureur, et qu'ils leur ont sacrifié leurs principes et leurs habitudes.

Ce fut l'an 413 de sa fondation que Rome acquit la souveraineté de Capoue. Mais à peine l'armée eut-elle pris des quartiers dans ce pays célèbre par ses délices, que l'esprit de révolte s'en empara. Elle méconnut ses chefs, et forma le projet de s'établir dans cette ville. Que de trahisons à la fois! désertion, manquemens aux sermens, abus de la force militaire (g)! Rien n'arrête cependant ces hommes avides de richesses. On sépare l'armée, mais inutilement; la plus grande partie persiste dans la rébellion, et marche droit à Rome.

Peu de temps après, la ville de Rhège demande des secours aux Romains : on lui accorde une légion. Que font ces hommes vertueux? Sans respect pour la foi des traités, sans égard pour l'hospitalité, ils égorgent tous les citoyens, ils forcent les veuves à les prendre pour maris (h), et s'emparent ainsi de cette ville malheureuse : tant l'appât d'une vie commode et oisive eut d'empire sur ces cœurs féroces! Ces deux traits suffisent pour mettre le lecteur en état de juger si les Romains étaient heureux à Rome, et s'ils préféraient leur sort à celui des autres peuples.

La première guerre Punique replongea la répu-

(g) *La légion coupable fut punie.*
(h) *Punis aussi.*

blique dans de nouveaux malheurs. En effet, quoique pendant le cours de cette guerre elle eût eu plus de succès que de désastres, ces avantages ne dédommagèrent pas le peuple de la défaite de Régulus et de trois flottes battues ou submergées (*i*). Une victoire fait souvent regagner le terrain perdu par une défaite, mais elle ne rend pas des maris aux veuves et des pères aux orphelins. Quant à la seconde guerre Punique, il est difficile de se peindre un état plus cruel que celui où s'est trouvée la république depuis les quinze premières années de cette guerre. Sans parler des humiliations continuelles qu'elle a éprouvées, le cens de ses citoyens, diminués presque de moitié, prouve assez quelles sensibles pertes elle avait faites.

Carthage humiliée, ce ne fut plus qu'une suite de succès tous plus brillans les uns que les autres; ainsi la fin de notre troisième période peut en compenser le commencement. Ce fut alors que la guerre parut utile, parce qu'on apporta successivement à Rome les dépouilles de toutes les nations [1]. Mais qui est-ce qui profita de ce butin? Premièrement le fisc; tout ayant d'abord été apporté dans

(*i*) *Il y eut des victoires aussi.*

[1] On a reproché à Métellus d'avoir étalé à son triomphe les statues et autres productions des arts qu'il avait apportées de Syracuse. Mais rien n'est si frivole que cette censure. Pourquoi les Romains combattaient-ils? pour être maîtres du monde, direz-vous. Et pourquoi voulaient-ils être maî-

les temples ou au trésor public : ensuite quelques généraux avides, et enfin l'ordre des chevaliers qui n'eut part à ses richesses qu'après que les impositions eurent été mises en traités. Or, toutes ces conquêtes purent bien valoir au peuple romain quelques spectacles, quelques fêtes, quelques jeux; mais elles ne répandirent jamais l'abondance parmi les nécessiteux. On en voit un exemple dans l'histoire des Gracques (*k*). Tiberius ne craignit point de s'écrier à la tribune aux harangues : « Les bêtes « sauvages ont des cavernes et des tannières pour « se retirer, tandis que les citoyens de Rome ne « trouvent pas un toit ni une chaumière pour se « mettre à couvert de l'injure du temps, et que, sans « séjour fixe ni habitation, ils errent comme de « malheureux proscrits dans le sein même de leur « patrie. On vous appelle les seigneurs et les maîtres « de l'univers. Quels seigneurs! quels maîtres! Vous « à qui l'on n'a pas laissé seulement un pouce de « terre qui pût au moins vous servir de sépulcre. » Quelque exagération qu'on puisse supposer dans cette peinture, il fallait qu'elle eût des traits de ressemblance, et qu'elle pût s'appliquer à quelques

tres du monde, si ce n'est pour avoir des richesses, des arts, et tout ce qui rend la vie agréable? Louer un peuple de ce qu'il a été frugal en son enfance, c'est louer un homme parvenu de ce qu'il n'avait pas de carrosse quand il était simple commis.

(*k*) *Les Gracchus étaient un peu séditieux.*

citoyens pour remuer le peuple autant qu'elle l'a fait. D'ailleurs on sait assez que les richesses acquises sans peine, et partagées entre un très petit nombre de gens, entraînent avec elles le luxe et la corruption [1]; ou plutôt, tout est déjà corrompu lorsque le luxe arrive; car le luxe n'est qu'un effet qu'on a érigé en principe. Il ne vient que lorsque toute règle est déjà détruite, et soit qu'il naisse de l'inégalité des fortunes, soit qu'il prenne sa source dans l'abus des richesses, il suppose toujours qu'il est des moyens faciles et rapides d'acquérir de l'argent, et qu'il existe des passions contraires à la convenance et à l'honnêteté.

L'opinion de tous les hommes, le jugement de tous les siècles, nous dispensent d'exercer notre censure sur la quatrième époque que nous nous sommes fixée. Il n'est personne qui ne frémisse au récit des révolutions arrivées du temps des Gracques, des Marius et des Sylla. Nous éviterons donc de porter nos regards sur ce funeste tableau pour nous hâter de conclure que dans aucune des époques que nous avons annoncées, Rome n'a joui

[1] En l'année 572, c'est-à-dire long-temps avant la ruine de Carthage, Caïus Mœnius, préteur, fut chargé par le sénat de faire des informations sur les empoisonneurs qui pouvaient se trouver à Rome ou à dix milles autour de cette ville. Au bout de peu de jours, ce magistrat écrivit qu'il en avait déjà trouvé trois mille, et que le nombre en augmentait à mesure qu'il faisait des recherches.

d'un bonheur qui puisse faire envier son sort et admirer son gouvernement. [1]

[1] Une autre objection que j'ai à faire contre la prétendue félicité des Romains, c'est qu'ils ont été fort tristes jusqu'au règne d'Auguste. Lorsque Caton accusa Muréna, un des plus grands reproches qu'il lui fit, fut d'avoir dansé. Cicéron, son défenseur, se récria sur l'atrocité de cette accusation, assurant qu'on ne pouvait imputer à un homme d'avoir dansé, sans supposer qu'il se fût livré auparavant à l'ivrognerie et à toutes sortes de débauches.

J'ajouterai à ces observations que la religion des Romains fut toujours féroce comme leurs mœurs. Après la bataille de Cannes, ils s'avisèrent, pour apaiser les dieux, d'enterrer tout vifs un Gaulois et une Gauloise, un Grec et une Grecque. Cette abominable cruauté n'était chez eux qu'une affaire d'usage. D'ailleurs la religion était aussi intolérante dans l'ancienne Rome que dans la nouvelle. Pendant la seconde guerre Punique, le magistrat s'étant aperçu qu'il s'était introduit dans la ville de nouveaux rites et quelques cultes étrangers, il fut ordonné que toutes ces formules seraient apportées au préteur, et défenses furent faites d'en faire usage par la suite. A cette intolérance religieuse ils en joignirent une littéraire. L'an 591 de la fondation de Rome, tous les rhéteurs furent chassés de la ville. L'an 660, des rhéteurs latins ayant voulu former des écoles en concurrence avec les grecs, ils reçurent défense d'instruire, et les derniers furent conservés dans leur privilége exclusif. Il est vrai qu'on ne doit plus être étonné de ces sottises, lorsqu'on voit dans le testament attribué au cardinal de Richelieu, ce ministre agiter gravement cette question : *Si les jésuites ou les franciscains doivent être chargés exclusivement de l'éducation publique ?*

CHAPITRE VIII.

De l'influence des Romains sur le bonheur des autres peuples de la terre, et de l'état du monde lors de la subversion de la république.

A mesure que nous avançons dans nos observations sur l'histoire du genre humain, nous nous sentons de plus en plus pénétrés d'étonnement; non que nous admirions, comme tant d'autres, la succession des événemens et la variété des scènes qui ont occupé la surface de notre globe, mais plutôt parce qu'en travaillant à cet ouvrage, il nous a été impossible de sacrifier à l'étude des faits, les sublimes contemplations de l'antique nature, sans être surpris et même humiliés de la différence qui règne entre l'histoire du monde et celle des humains. D'un côté, nous voyons les eaux disposer la terre que nous devons cultiver; soit que leur lente retraite forme les différens lits dont elle est composée, soit que leur cours plus rapide dessine les vallons et les montagnes. Des peuplades nombreuses d'animaux aquatiques semblent ne s'être pressées les unes sur les autres, n'avoir vécu et péri par monceaux, que pour préparer les matériaux qui servent à nous élever des édifices; tandis que des feux dévorans, sortis des entrailles de la terre, vont porter dans les creux des rochers les métaux nécessaires à ces mêmes

ouvrages. Ici, des amas de pierres s'élèvent comme des tours immenses qui dominent sur l'univers; masses étonnantes, tantôt par leur désordre, tantôt par leur parfaite symétrie; là, d'épouvantables alluvions ouvrent un passage à l'océan, et le conduisent au milieu des terres (a). La mer Noire rompt ses digues et forme l'Archipel de la Grèce; tandis que d'autres inondations séparent l'Amérique en deux parties et lui arrachent les Antilles. Des monstres marins trouvent leurs sépulcres sur des montagnes. L'énormité des ossemens d'animaux terrestres prouve l'ancienneté de leur race, et décèle une lente dégradation dans les espèces, tandis qu'en même temps la végétation se perfectionne, et semble recevoir de l'homme une nouvelle éducation.

Tels sont les magnifiques objets que nous présente l'histoire du monde. Que trouverons-nous dans celle des humains? Des faits assez mal connus, quoique très recens. Trente siècles au plus forment le domaine de l'histoire : un petit nombre de dynasties, trois ou quatre peuples fameux par leurs conquêtes, sont, pour ainsi dire, les seuls titres de noblesse du monde politique. Parcourons cependant cette courte généalogie, et considérons seulement ce qui intéresse le sort des hommes en général.

Que le gouvernement despotique ait pris sa source dans la crainte inspirée par quelques révolutions arrivées sur la surface du globe, comme l'a pré-

(a) *Déclamations, faits non prouvés.*

tendu prouver un savant et ingénieux auteur (b), ou que ce gouvernement, patriarchal dans son origine, soit plus naturel aux peuples indigènes; c'est ce que nous ne prétendons pas examiner; mais ce qui paraît très certain, c'est que le pouvoir d'un seul a existé en Asie de temps immémorial; au lieu que les premiers exemples d'un gouvernement républicain se trouvent parmi les colonies nouvellement fondées. Nous voyons donc d'abord les grandes monarchies figurer sur la scène du monde, qui était réduite pour lors à l'Asie et à l'Égyte (c). Plusieurs colonies s'établissent ensuite dans l'Asie-Mineure et dans la Grèce; et ces colonies en ayant envoyé d'autres à leur tour, le gouvernement républicain, plus convenable à des gens qui sont tous égaux, se propage aisément dans ces nouveaux établissemens. Il y porte la prospérité qu'il a coutume de conduire sur ses pas. Bientôt cette moderne partie du genre humain, différente par ses mœurs et par ses principes, se trouve aux prises avec l'ancienne, et ne tarde pas à en triompher. Mais un jeune ambitieux, déjà corrompu par sa fortune, préfère les mœurs des vaincus à celles des vainqueurs. Ne pouvant s'élever au rang des dieux, il ravale ses sujets au-dessous de la condition humaine, et dégrade ainsi ses exploits, en faisant voir qu'il n'a voulu combattre que les despotes, et non le despotisme. L'hu-

(b) Despotisme oriental, *livre absurde.*

(c) *Et l'Inde, l'Arabie, la Scythie, la Celtique, l'Afrique?*

manité n'eut pas long-temps à gémir sous les lois de ce maître insensé; mais à sa mort les conquêtes étaient si récentes, le génie militaire si prédominant, l'intérêt des vainqueurs si bien lié au système d'oppression, que le despotisme militaire fut aisément substitué au despotisme héréditaire. Bientôt ce gouvernement, qui avait été adopté par les Grecs, reflua de l'Asie sur l'Europe, et se répandit dans la Macédoine, la Thrace, l'Illyrie, l'Épire, etc. Ce fut alors que la liberté, reléguée vers l'Occident, se réfugia à Carthage et à Rome (d) : mais cette dernière ayant bientôt triomphé de sa rivale, son insatiable ambition fit succéder le despotisme d'un peuple à celui des rois, et cette tyrannie fut la plus funeste de toutes.... Voilà en peu de mots le petit nombre de faits généraux que l'histoire nous présente, et qui nous conduisent aux réflexions qui font l'objet de ce chapitre.

Il mando invecchia; e, invecchiando, intristisce. Cette maxime, que je ne crois plus vraie à présent, ne l'était que trop dans l'époque que nous avons sous les yeux. Les conquêtes d'Alexandre furent un signal de dépravation pour l'humanité. Avant cette époque, le monde connu était divisé en deux parties, dont l'une était remplie de petites républiques florissantes, et l'autre occupée par une vaste et antique monarchie. D'un côté, la prospérité tenait lieu de repos; de l'autre, le repos tenait

(d) *Comme si elle n'y avait pas été auparavant.*

lieu de bonheur. Dans cette position les républiques trouvaient dans leur liberté des dédommagemens pour leurs perpétuelles dissensions, et les sujets du grand roi se consolaient de l'esclavage par l'habitude d'une longue tranquillité. Alexandre, en dix ans de temps, changea le sort de tous ces peuples. Il mourut dans les bras de la victoire; mais à peine eut-il les yeux fermés, que ses généraux se firent entre eux les guerres les plus sanglantes. Les Macédoniens, n'ayant plus rien à détruire, s'entre-déchirèrent mutuellement, semblables à ces rats, fléaux du nord, qui, couvrant des contrées entières, cheminent toujours en ravageant la terre, jusqu'à ce que, ne trouvant plus de subsistance, ils s'entre-dévorent les uns les autres. L'univers fut vengé, mais il paya cher cette vengeance. Tout fut bouleversé sur la surface du globe; les républiques ne gardèrent plus qu'une vaine apparence de liberté, qui leur laissa les vices de leur gouvernement sans leur en conserver les avantages : l'inquiétude y prit la place de la force, les factions se multiplièrent et devinrent irréconciliables. Mais ce n'était plus que sur le choix des tyrans qu'elles disputaient. A qui donnera-t-on la préférence des Séleucides, des Lagides, ou des rois de Macédoine? A qui décernera-t-on des couronnes, et quelles statues fera-t-on abattre [1] ? Tel est le sujet de toutes les délibérations.

[1] L'usage d'ériger des statues par flatterie, et de les abattre ensuite pour leur en substituer d'autres par le

Qu'il me soit permis d'observer ici qu'il n'est rien de plus déplorable et en même temps de plus méprisable que les républiques dans leur décadence. Il semble que les anciens usages deviennent de nouvelles sources de vice et d'opprobre. Les conseils publics ne sont plus que des criailleries dignes des marchés et des halles : le vain orgueil, la vile présomption qui ont pris la place de l'amour de la gloire, impriment un caractère de ridicule à ces vices si odieux en eux-mêmes : on s'agite, on dispute, on menace, et cette comédie subsiste entre concitoyens, jusqu'à ce que quelque officier d'un despote voisin soit venu intimer ses ordres. Alors on change de langage, on plie, on rampe, on promet tout, et l'on renvoie comblé d'honneurs l'esclave qui a servi d'organe au tyran.

D'un autre côté, si quelque chose peut consoler un peuple de vivre sous un gouvernement despotique, c'est si ce gouvernement est ancien et étendu : ancien, parce que les hommes étant toujours conduits par l'habitude et l'opinion, ils se figurent aisément que ceux qui les ont gouvernés pendant longtemps, ont effectivement le droit de les gouverner : étendu, parce que le despotisme n'étant jamais que l'ouvrage de la force, plus le principe de cette force est éloigné, moins il a d'activité. C'est ainsi que plu-

même principe, était devenu si commun, qu'à la fin on se contentait de scier la tête d'une statue pour mettre à la place celle d'un nouveau tyran.

sieurs provinces de l'empire ottoman, telles que la Dalmatie, la Transylvanie, la Bosnie, etc. jouissent encore d'une sorte de liberté.

Qu'on se figure donc le sort de ces vastes contrées de l'Asie lorsqu'elles se virent la proie du premier soldat parvenu qui voulut les envahir. Je ne parle pas seulement des Ptolémée, des Cassandre, des Antigone, des Eumène, qui brillaient encore de l'éclat qu'ils avaient emprunté d'Alexandre; mais de tous ces petits usurpateurs qui leur ont succédé, des rois de Bithynie, de Pergame, de Cappadoce, de Pont, etc. etc. Quel autre motif que la crainte pouvait attacher les peuples à de pareils gouvernemens? et quel autre motif que l'avarice pouvait attacher le prince à la nation?

Ce fut dans de pareilles circonstances que Rome, souveraine en Italie et victorieuse en Afrique, porta des regards ambitieux sur le reste du monde. Il semble que le sang de deux millions d'hommes [1] répandu

[1] J'ai pris la peine de faire le relevé du nombre d'hommes que les historiens nous disent avoir péri dans les différens combats livrés par les Romains depuis l'année 533 de la fondation de Rome jusqu'en l'année 577, c'est-à-dire en quarante-quatre ans. J'en ai trouvé 959,846. Mais il y a une grande partie des combats que les historiens ont rapportée sans spécifier quelle a été la perte de part et d'autre; de sorte qu'on peut ajouter à ce nombre au moins la moitié en sus, ce qui fait à peu près 1,400,000 hommes : à quoi, ajoutez plusieurs flottes submergées, et ce qui est péri de maladie ou de misère, vous aurez plus de deux millions

dans la seconde guerre Punique, et la mémoire encore récente des triomphes d'Annibal, devaient inspirer à cette nation des sentimens plus pacifiques. Quel moment, si elle eût su en profiter! si quelque nouveau Cinéas fût entré dans le sénat, et eût dit: (e)

« Sans doute, pères conscrits, si dans le temps « que Romulus fonda cette ville; ou plutôt, lors- « que après l'expulsion des rois vos généreux an- « cêtres vous eurent appelés à la liberté, si quelque « homme divin vous eût annoncé que les dieux vous « en assuraient à jamais la jouissance, tous vos vœux « auraient été remplis, et vous vous seriez crus les « plus heureux des mortels. Mais par quels flots de « sang n'avez-vous pas été contraints de payer ce bien « inestimable? combien de temps avez-vous com- « battu pour le défendre, sans jamais présumer que « vous ne pourriez le conserver pour vous-mêmes « qu'en en privant vos rivaux! Telle est cependant la « dépravation de l'espèce humaine; telle était sur-

d'hommes que la guerre a immolés dans un espace de temps qui n'excède guère celui de la vie commune de tous les hommes qui naissent, et qui n'est que la moitié de ce qu'on appelle âge d'homme. Il est à remarquer encore que cette perte était d'autant plus grande, qu'elle ne portait que sur les hommes libres, lesquels ne faisaient alors qu'une partie de la population générale. On peut même présumer qu'un plus grand nombre d'esclaves attachés au service des armées a éprouvé le même sort.

(e) *Pourquoi faire dire à Cinéas ce qu'il n'a pu dire?*

« tout la barbarie de vos voisins, que long-temps « il vous a fallu être oppresseurs, pour éviter d'être « opprimés. Je dis *long-temps*, parce qu'il est un « terme où les états, forts par eux-mêmes, n'ont plus « besoin de s'agrandir, et c'est alors que l'esprit de « conquête n'est plus qu'un abus de l'esprit de con- « servation. Ainsi ces liqueurs spiritueuses qui sont « destinées à ranimer nos forces abattues, lors- « qu'elles sont prises avec excès nous donnent des « besoins illusoires, et nous conduisent à l'anéantis- « sement, en paraissant toujours augmenter notre « vigueur. Prenez garde, citoyens, que vous ne soyez « arrivés à ce terme de puissance qu'il est souvent « dangereux et toujours injuste de passer. L'Italie « vous obéit, l'Afrique est humiliée, l'Asie vous res- « pecte. Mais l'Italie est dépeuplée, mais l'Afrique « est livrée à la barbarie, mais l'Asie gémit dans l'es- « clavage. Fertilisez donc l'Italie, policez l'Afrique, « affranchissez l'Asie : voilà votre devoir, vous n'en « pouvez douter; mais je dis plus : voilà votre in- « térêt, et je vais vous le prouver.

« Je ne vois que deux objets qui puissent vous « faire désirer des conquêtes : ou vous voulez vous « assurer un repos durable, et vous ne prétendez « plus avoir que des sujets au lieu d'ennemis; ou « vous désirez d'être riches, et pour y parvenir, « vous voulez dépouiller les autres peuples. Si c'est « une paix durable que vous désirez, pourquoi ne pas « obtenir de la seule politique ce que vous attendez

« de la force? Croyez-vous deux ou trois légions « suffisantes pour dompter les peuples du Taurus et « du Caucase? Croyez-vous que cet empire que les « généraux d'Alexandre n'ont pu conserver pour « eux-mêmes, vos proconsuls le conserveront à la « république? Comment soutiendrez-vous la disci- « pline dans vos troupes? comment retenir dans la « règle une armée accoutumée au pillage, et dans « le devoir un consul instruit à se passer de vos « ordres? Mais vous craignez Antiochus, mais vous « craignez Philippe? Voulez-vous que je vous donne « sur-le-champ des armées formidables pour les tenir « en bride? Rendez à la Grèce son ancienne forme; « rétablissez le gouvernement républicain dans toute « l'Asie-Mineure : Philippe tremblera dans la Macé- « doine, et Antiochus sera repoussé vers le centre « de l'Asie. C'est du sein du sénat que vous gouver- « nerez le monde, et, sans vous dépouiller de la toge, « vous gagnerez des batailles où le sang des Romains « n'aura pas abreuvé la terre.

« Supposons maintenant, ce que je n'ai garde de « penser, que ce peuple fier et guerrier, las enfin « de son austérité, demande à l'univers le prix de « ses longs travaux. Vous le pouvez, Romains; votre « frugalité et votre discipline sauront encore vous « acquérir ce qui ne manquera pas de détruire l'un « et l'autre. Eh bien! soyez riches, j'y consens; mais « dites-moi, qui est-ce qui aura droit à ces richesses? « est-ce l'armée qui les a enlevées? Mais les soldats

« seront donc les seuls heureux, les seuls opulens.
« Est-ce tout le peuple romain? Mais si chaque ci-
« toyen devient riche, qui est-ce qui s'enrôlera dans
« les légions? qui portera des fardeaux, qui soutien-
« dra la longueur des marches, et les fatigues des
« campemens? Je prévois vos desseins : vous paye-
« rez, vous soudoierez des étrangers pour faire la
« guerre à votre place, et vous serez riches tandis
« que d'autres seront forts? et vous serez libres
« quand d'autres seront armés? Croyez-moi, Ro-
« mains, si vous vous lassez de votre antique sim-
« plicité, si vous voulez surtout posséder les beaux-
« arts, digne occupation d'un peuple heureux et
« puissant, ne faites pas venir des statues, mais des
« statuaires; n'enlevez point des tableaux, mais in-
« struisez des peintres. Ce n'est pas de ce qu'on a
« pris, c'est de ce qu'on a fait qu'il est doux de jouir :
« je vous en avertis. Le pain qui proviendra des
« grains que vous aurez semés aura plus de saveur
« que celui qu'on fait avec le blé d'Égypte, et le
« marbre qu'on aura travaillé sous vos yeux vous sera
« mille fois plus précieux que les chefs-d'œuvre de
« Phidias. Soyez donc cultivateurs, industrieux et
« politiques, mais justes surtout; car l'ordre de l'uni-
« vers a voulu que le bonheur d'un petit nombre ne
« pût rester long-temps en opposition avec le bonheur
« de tous. »

J'ignore si un pareil discours a jamais été tenu dans le sénat; mais les vérités qu'il renferme sont

si frappantes, que les Romains, tout enivrés qu'ils étaient de leurs succès, n'y furent pas absolument insensibles. Après la bataille de Cynocéphale, Quintus Flamininus proclama dans les villes de la Grèce un décret du peuple romain qui ordonnait qu'elles fussent toutes mises en liberté. La joie excessive avec laquelle cette nouvelle fut reçue est faite pour nous donner des regrets bien amers lorsque nous voyons que ce bienfait apparent ne fut accordé pour un moment que pour rendre plus affreux les malheurs dont la Grèce fut bientôt accablée. En effet, le caractère féroce des Romains ne tarda pas à se démasquer; mais on vit cette république implacable exercer une tyrannie inconnue jusqu'alors. [1]

Nous avons remarqué dans les chapitres précédens qu'une des plus grandes plaies de l'humanité, sous les gouvernemens de l'ancienne Grèce, avait été l'habitude des dissensions civiles. Nous avons observé que lorsque les principales républiques, telles qu'Athènes et Sparte, intervenaient dans ces disputes, et changeaient à leur gré la forme du gouvernement, ces innovations étaient toujours cimentées par le sang d'un grand nombre de citoyens; mais au moins ces massacres avaient-ils l'apparence d'une justice exercée par la faction triomphante qui devenait alors l'autorité législative, tandis que le

[1] « Inter impotentes et validos falsò quiescas. Ubi manu « agitur, modestia ac probitas nomina superioris sunt. » Tacit. *De Mor. Germ.* c. xxxvi.

parti des vaincus était traité de faction rebelle. Les Romains suivirent un autre principe. Ils supposèrent apparemment qu'ils étaient nés maîtres du monde, et en conséquence, ils traitèrent les autres nations, non comme des ennemis vaincus, mais comme des sujets révoltés. Ce fut surtout après la victoire de Paul Émile que ce principe affreux se montra dans toute son atrocité : Rhodes, république florissante par son commerce et sa navigation; Rhodes, reste précieux de l'ancienne Grèce, pour avoir cessé un moment d'être favorable aux Romains, se voit soumise à l'inquisition de leurs ambassadeurs, et menacée d'une ruine totale. Elle ne l'évite qu'en faisant mourir tous ceux de ses citoyens qui s'étaient déclarés contre Rome. Quelque temps après, Bæbius, lieutenant de Paul Émile, se prêtant à des haines particulières, fait massacrer cinq cent cinquante des principaux parmi les Étoliens. Mais ces abominations ne furent encore que le prélude des cruautés exercées par le peuple romain. Bientôt l'avarice et l'iniquité des particuliers se joignirent aux barbares maximes du gouvernement : on ne peut lire sans frémir l'histoire de la guerre d'Espagne. Je ne parle pas seulement d'un Lucullus qui, s'introduisant dans une ville par capitulation, abuse de la foi des traités pour en faire égorger les habitans au nombre de vingt mille ; ni d'un Galba qui, trompant une nation entière par une paix simulée, parvient à la rassembler dans une enceinte où il la fait massacrer comme

la guerre des esclaves a fait périr un million d'hommes, et que dans l'Italie seule, celle des alliés en a coûté trois cent mille ? Ajoutez à cela les proscriptions et les guerres civiles ; souvenez-vous encore que César s'est vanté d'avoir pris ou réduit huit cents villes, subjugué trois cents peuples, combattu trois millions d'hommes, dont un million a resté sur le champ de bataille, et un autre million est tombé en captivité. Rappelez-vous enfin les guerres de Numidie, le supplice de Jugurtha, les rois réduits à l'état de simples cliens, et les peuples à celui des plus vils esclaves, et vous aurez en peu de mots une idée de l'influence du peuple romain sur le bonheur de la terre. [1]

cruauté, tout affreuse qu'elle paraît, ne fut pourtant qu'une représaille des injures qu'il avait reçues d'eux.

[1] « Raptores orbis, postquam cuncta vastantibus defuere « terræ, et mare scrutantur : si locuples hostis est, avari; si « pauper, ambitiosi; quos non Oriens, non Occidens satia- « verit; soli omnium opes atque inopiam pari affectu con- « cupiscunt. Aufferre, trucidare, rapere falsis nominibus « imperium, atque ubi solitudinem faciunt, pacem appel- « lant. » TACITE, *Vie d'Agricola*, c. XXX.

CHAPITRE IX.

De l'empire romain sous le règne d'Auguste et de ses successeurs.

Je n'ai fait qu'indiquer ces horribles tragédies, ces temps de meurtres et de carnage, où Rome agitée par les discordes civiles vengeait elle-même les nations abattues, mais les opprimait encore. Cette république victorieuse et expirante ressemblait à un malade dont les entrailles sont dévorées par une fièvre ardente, mais dont les bras encore robustes reçoivent, des crises de la douleur, une force plus énergique et plus dangereuse. Tandis que Cinna et Marius faisaient couler le sang des citoyens, Sylla exterminait les habitans du Pont et de la Cappadoce; et pendant qu'Octave et Lépide sous la sanction des traités s'immolaient réciproquement leurs parens et leurs amis [1], Antoine fatiguait de ses armes les Parthes et les Égyptiens. Dans cette époque désastreuse l'univers retentissait partout des cris de la fureur et

[1] « Ne quid ulli sanctum relinqueretur, velut in dotem in-« vitamentumque sceleris, Antonius L. Cæsarem avunculum, « Lepidus Paulum fratrem proscripserant. Nec Planco gratia « defuit ad impetrandum, ut frater ejus Plancus Plautius « proscriberetur. Eoque inter jocos militares qui currum « Lepidi Plancique secuti erant, inter exsecrationem civium « usurpabant hunc versum : *De Germanis, non de Gallis* « *duo triumphant consules.* » Vell. Paterc.

des soupirs de la misère. Quel tableau plus affligeant pour l'humanité, et en même temps plus consolant pour le siècle présent. Mais comme notre but est bien moins de remuer les passions que d'en connaître la marche et d'en apprécier les conséquences, nous n'insisterons point sur des faits que le jugement de tous les siècles a voués à l'horreur de la postérité. Ce n'est point de l'amour de la guerre civile qu'il est nécessaire de détourner les hommes, mais de ce vain enthousiasme pour la gloire, de cet esprit guerrier et conquérant qui ne sert qu'à aiguiser pendant quelque temps les armes dont les citoyens doivent un jour s'égorger mutuellement. Puissions-nous avoir rempli cet objet dans les chapitres précédens, et ne porter dans ceux qui suivront que la sagesse de la discussion, qui seule peut convaincre, et la naïveté du sentiment, qui seule peut persuader!

Une nouvelle question s'offre à notre examen. Nous avons vu que tous les législateurs s'étant occupés plutôt à rendre les hommes forts qu'à les rendre heureux, tous les peuples ont été à leur tour esclaves ou usurpateurs, sans jamais atteindre à une félicité permanente. Mais si la diversité des lois et des intérêts, des mœurs et des usages, était un obstacle insurmontable à la paix générale, quel moyen plus sûr de réunir tous les hommes que de les asservir tous? Quel fondement plus assuré pour le repos du monde qu'une monarchie universelle? Cette ques-

tion devenue absurde depuis que la géographie ayant reculé les bornes du monde, nous a fait connaître un seul royaume plus étendu et plus peuplé que tout l'empire romain; cette question, dis-je, n'était pas destituée de quelque apparence du temps d'Auguste et de Tibère; et si l'on veut bien ne pas la prendre dans toute son étendue, on trouvera qu'elle peut avoir été agitée avec fondement dans des temps plus modernes. Il est sûr que Philippe II n'avait pas besoin de faire entrer l'empire de la Chine et celui de la Russie dans ses calculs ambitieux. Une fois établi sur le trône d'Angleterre par son mariage avec Marie, il ne lui manquait plus que d'asservir la France pour rendre la maison d'Autriche maîtresse de tout le monde chrétien; souveraineté qui paraissait devoir entraîner celle de l'univers entier. Mais Auguste se trouvait placé tout naturellement où Philippe voulait atteindre. Si l'on excepte quelques nations barbares que les Romains n'avaient pas trouvées dignes d'être conquises, tous les peuples connus alors étaient leurs tributaires, et Rome, devenue pacifique, avait banni la guerre de dessus la surface de la terre. Le bon ordre fut rétabli dans l'administration, la justice reprit ses droits, et les beaux-arts, plus attachés à la tranquillité et à l'abondance qu'à la vertu et à la liberté, quittèrent bientôt les portiques de la Grèce pour habiter la cour d'un despote magnifique et éclairé. Sans doute le règne de ce prince aurait été l'époque la plus heureuse pour les Romains, si les

bienfaits d'Auguste avaient pu faire oublier les cruautés d'Octave. En effet, les mains qui répandaient les grâces, étaient encore teintes de sang, et les peuples, semblables aux soldats que la fatigue du combat a livrés au sommeil, ne pouvaient reposer que sur des monceaux de cadavres. Mais il faut observer aussi que d'un côté, ce souvenir cruel ne put influer que sur le bonheur des seuls citoyens de Rome, et que de l'autre, la prostitution dans laquelle ces mêmes citoyens étaient tombés leur avait ôté le ressentiment des offenses pour les livrer au plus vil intérêt et à la plus basse adulation. Ceux d'entre les Romains qui avaient un père à pleurer, ou un frère à venger, se trouvaient assez dédommagés par un sourire du prince, ou par quelque vain titre de magistrature. Ainsi les provinces se réjouissaient de la révolution des affaires, tandis que Rome n'était plus digne d'en gémir.

Tibère, également subalterne, également indigne de son prédécesseur dans ses vices et dans ses vertus, sut pourtant mettre en usage pendant quelque temps les principes qu'Auguste lui avait enseignés. Le bonheur public ne commença à être troublé que sous le ministère de Séjan, et je ne suis pas surpris qu'une si longue bonace parmi les orages de la politique ait fait naître cette idée, qu'une monarchie universelle, ou du moins très vaste et très prépondérante, serait une chose avantageuse à l'humanité. Quelques auteurs, amis du paradoxe, ont même été jusqu'à dire

qu'une paix si constante avait assez dédommagé les Romains de la cruauté des Claude, des Caligula et des Néron ; parce que dans le temps même où ces monstres s'assouvissaient du sang des sénateurs, le peuple était du moins heureux et tranquille. Il serait aisé de leur répondre qu'à moins qu'ils n'entendent par le mot peuple ce que l'on nomme communément la lie du peuple, c'est-à-dire un vil ramas d'hommes sans fortune et sans talens, il est très sûr que le peuple romain eut beaucoup à souffrir sous les tyrans qui remplirent l'intervalle d'Auguste à Vespasien. Mais sans nous arrêter à cette question particulière qui sans doute n'a jamais été agitée de bonne foi, nous allons essayer de mieux apprécier la prétendue félicité dont les Romains ont joui sous les empereurs.

Pour bien remplir notre objet, il faut se former une idée de ce qu'était la nation romaine, lorsque, après la bataille d'Actium, Auguste resta seul maître de tout. Rome n'était plus comme autrefois le berceau des rois du monde. Ces familles illustres par le désastre des nations, avaient déjà expié leur antique et coupable splendeur, et les héritiers des noms les plus célèbres avaient tendu le cou aux bourreaux. Des affranchis, ou des bourgeois [1] sortis de toutes

[1] Tous les peuples de l'Italie étaient devenus citoyens romains. Ce privilége s'étendit sous le règne de Claude aux habitans de la Gaule Transalpine, et bientôt après à toutes les provinces de l'empire. Il faut lire le discours que Tacite

les villes d'Italie, s'étaient établis sur les ruines des anciennes maisons; mais ces nouveaux citoyens n'égalaient ceux qu'ils avaient remplacés, ni par la naissance, ni par la richesse. Parasites publics, sans zèle pour la patrie, sans intérêt pour les affaires, ils venaient à Rome chercher ces distributions de vivres et d'argent, espèce d'aumônes passagères répandues par le souverain, et surtout, ces longs et magnifiques spectacles qui faisaient diversion à leur misère. S'il existait encore des particuliers opulens, ce n'étaient point de ces grands propriétaires, respectables dans tous les états, mais des proconsuls, des préteurs, des questeurs enrichis par la dépouille des provinces, et surtout des chevaliers romains [1]

met dans la bouche de cet empereur. Parmi plusieurs autres raisons plausibles, Claude allègue l'exemple des Athéniens et des Lacédémoniens, dont il attribue la décadence à la jalousie ridicule qui les empêchait de recevoir des étrangers au nombre de leurs concitoyens.

[1] Il y avait chez les Romains, comme chez nous, deux sortes de noblesse : l'une d'opinion, qui dépendait de l'ancienneté et de l'illustration des familles, des charges honorables, des couronnes militaires, des images des ancêtres, etc. *; et l'autre qui tenait à la constitution, et c'était celle qui donnait un véritable rang, en distinguant les patriciens et les sénateurs des chevaliers et des plébéiens. Or, cette dernière noblesse n'était fondée que sur la richesse, sur le *cens*. Ainsi les classes formées autrefois par Servius Tullius dans une autre intention, ne pouvaient manquer de

* Voyez GRAVINA, *de Origine Juris*.

qui, s'étant emparés de toutes les affaires de finance, se formèrent bientôt de ces vastes fortunes d'argent, symptômes manifestes d'un état dans sa décadence. On sait quel fut l'embarras d'Auguste lorsqu'il entreprit la réforme du sénat. La plupart des rejetons des familles les plus illustres manquaient de la fortune nécessaire pour y entrer, et ce prince fut obligé d'y

se trouver par laps de temps en contradiction avec les principes du gouvernement, puisqu'elles égalaient l'homme parvenu, et souvent même le prévaricateur, au citoyen né de parens les plus illustres et élevé dans les meilleurs principes. Je m'étonne que tous les auteurs, et M. de Montesquieu le premier, aient fait si peu d'attention au grand rapport qui existe entre le sort de la noblesse parmi les Romains et celui qu'elle éprouve parmi nous. Il aurait pu remarquer comment dans tous les gouvernemens, dans tous les états, la considération (*a*) suit toujours l'argent, et comment il est impossible à la fortune de se passer de considération. En effet, malgré les nombreuses satires où tantôt la justice, tantôt la malignité et la jalousie du public se sont exercées sur les financiers, ils sont devenus chez nous ce qu'étaient à Rome les chevaliers romains, une classe à part, ayant une considération attachée à son opulence; et cette considération serait sans doute devenue plus considérable et plus marquée, si les mariages des filles riches n'avaient pas détourné l'argent de ses premiers canaux pour le répandre et le dissiper. Les financiers en voulant jouir d'un éclat emprunté ont diminué de celui qui leur était propre. Malgré cela non-seulement ils forment une classe à part, comme je l'ai déjà dit, mais ils recrutent l'ancienne noblesse, qui s'éteint peu à peu, et fait place à la nouvelle. Une question

(*a*) *Et les places surtout.*

suppléer par ses largesses [1]. Malgré l'admission des peuples d'Italie au droit de cité, malgré toutes ces recrues si peu dignes de la métropole, lors du cens fait par Auguste au commencement de son règne, le nombre des citoyens n'excédait pas quatre millions cent soixante-trois mille *, dont la plus grande partie encore serait morte de faim sans les distributions du souverain. Tels étaient les maîtres du monde, ou plutôt tels étaient les premiers esclaves d'Auguste : sans biens, sans propriétés, transportés de la Calabre dans la Toscane, de la Toscane dans la Lombardie, suivant qu'il fallait récompenser les sol-

assez curieuse à proposer, c'est, pourquoi les fortunes du commerce n'ont pas établi un nouvel ordre de citoyens comme celles de la finance (*b*)? Ce n'est pas ici le lieu de la résoudre. Je me contenterai de dire, 1°. que c'est ordinairement dans les états démocratiques que le commerce fleurit davantage ; 2°. que s'il occasionne aussi de grandes fortunes dans quelques états monarchiques, les commerçans sont trop loin des grands pour chercher à s'y assimiler. Le commerçant fuit l'éclat, le financier l'aime, et finit par l'obtenir.

[1] César avait fait entrer dans le sénat un si grand nombre d'étrangers et d'hommes nouveaux, qu'on fit la plaisanterie d'afficher un édit où l'on avait écrit en grandes lettres : *Défenses sont faites à qui que ce soit de refuser d'indiquer à un sénateur le chemin du sénat.*

* *Voyez* Dion.

(*b*) *Il est établi en Angleterre. On y fait cas des commerçans, non des financiers.*

dats vétérans, ou célébrer quelques noms illustres par l'établissement d'une colonie ; toujours étrangers, jusque dans Rome même, ces malheureux se promenaient sous des portiques, et habitaient sous des cabanes. Ajoutez à cela quelques rhéteurs grecs, des aventuriers étrangers, une foule d'esclaves [1] et un grand nombre de gladiateurs, d'athlètes, de comédiens et de courtisanes, et vous aurez une idée de ce qu'était la ville de Rome sous les empereurs.

[1] Il serait aisé de faire voir à quel excès le nombre des esclaves fut porté alors. Voici quelques traits qui pourront en faire juger. Pedanius Secundus fut assassiné par un de ses esclaves. Il fut agité si, selon les lois, tous ceux qui se trouvaient dans la maison lorsque le crime fut commis, seraient condamnés à mort. Caïus Cassius fut pour l'affirmative, et Tacite lui fait dire entre autres raisons, *quem numerus servorum tuebitur, cùm Pedanium Secundum quadringenti non protexerint?* (Voyez *Annal.* Liv. XIV.) Pedanius avait donc quatre cents esclaves. On ne peut lire sans frémir que tous ces malheureux subirent la mort pour le crime d'un seul. Dion rapporte qu'Égnatius Rufus étant édile, se vanta d'être parvenu à éteindre un incendie avec le secours de ses seuls esclaves ; et qu'Auguste, qui était mécontent de ce magistrat, et qui ne voulait pas d'ailleurs qu'aucun particulier pût se vanter d'avoir pourvu de lui-même à l'ordre public, destina à ce seul emploi six cents esclaves qu'il avait eus de la succession d'Agrippa. Nous lisons aussi dans Pline, Liv. XXXIII, chap. X, que Caïus Cœcilius Claudius Isidorus en avait laissé à sa mort quatre mille cent seize, quoiqu'il eût essuyé des pertes considérables dans les guerres civiles. Cette foule immense d'es-

Quant aux provinces habituées dès long-temps à la tyrannie des proconsuls, à l'avarice des questeurs, et à l'usure des chevaliers romains, elles dûrent regarder comme un bonheur le rétablissement du bon ordre dans toutes les branches de l'administration. Mais ce bonheur n'était que passager : leur condition devint meilleure, mais leur état ne fut point changé. Nous savons même que sous Auguste, quelques prêteurs abusèrent cruellement du pouvoir arbi-

claves ne laissait pas de donner quelques alarmes. Tacite, en nous racontant (Liv. IV) que sous le règne de Tibère on craignit un moment qu'ils ne se révoltassent, a pris soin de nous apprendre que cette nouvelle avait répandu la terreur dans Rome : *ob multitudinem familiarum quæ gliscebat immensam minore in dies plebe ingenua :* et plus bas, dans la lettre que Tibère écrit au sénat sur les plaintes qui avaient été portées contre le luxe, on lit ces paroles remarquables : *Quid enim primum prohibere, et priscum ad morem recidere aggrediar? Villarum infinita spatia? Familiarum numerum et nationes?.....* Freinshemius explique cette expression *nationes* en disant que les Romains avaient un si grand nombre d'esclaves, qu'ils les distinguaient par nations; et Juste-Lipse rappelle à ce sujet un passage de Pline qui donne cinq mille esclaves à un certain Nicilius Isidorus, et un autre d'Athénée, où le nombre d'esclaves qui appartenaient à quelques Romains, est évalué jusqu'à trente mille. (Voyez Tacite, *Variorum*. Liv. III.) J'ajouterai encore à cette note que dans la même lettre, dont il a été parlé plus haut, Tibère fait entendre qu'il n'est pas étonnant que la corruption se soit répandue parmi les Romains, puisqu'ils ne sont plus qu'un mélange de toutes sortes de nations.

traire qui leur était confié. Dion nous apprend qu'un certain Licinius eut l'impudence de faire payer aux Gaulois, dans une année, quatorze mois de tribut au lieu de douze; mais cette action, qui ne serait pas sans exemple comme concussion, devient plus affreuse à mes yeux, comme rapine exercée par le gouvernement. En effet, Licinius ayant eu la présence d'esprit d'offrir à Auguste l'argent qu'il s'était procuré par ses exactions, parvint aisément à lui persuader que c'était faire une chose doublement utile que de dépouiller les Gaulois de leur argent, et de le faire passer dans les coffres de l'empereur. Ce fait, qui est parvenu à la postérité, doit en faire supposer bien d'autres tombés dans l'oubli; car les plaintes des malheureux ne se conservent pas si longtemps que les panégyriques des rhéteurs. D'ailleurs, quel sort que celui d'un peuple gouverné par deux étrangers, qui, sous le nom de proconsul et de questeur, espions réciproques ou complices des mêmes crimes, ne peuvent être d'intelligence sans ruiner une province, ni divisés sans y jeter le trouble et la confusion! [1]

Mais, quelle qu'eût été l'intégrité de ces magis-

[1] Tacite (*Vie d'Agricola*) a pris soin de nous transmettre les griefs des Bretons contre le gouvernement romain : *Singulos sibi olim reges fuisse, nunc binos imponi, è quibus legatus in sanguinem, procurator in bona sæviret: æque discordiam præpositorum, æque concordiam subjectis exitiosam, etc.* c. xv.

trats, le nombre et la forme même des impositions suffisaient pour réduire les peuples à la plus grande misère. L'esprit humain, habile à imaginer en tout genre, avait déjà inventé ces nombreuses impositions, fléaux de nos contemporains; et les enthousiastes de l'antiquité (c) qui prétendent que toutes les découvertes attribuées aux modernes sont dues aux anciens, pourraient ajouter aux exemples dont ils se sont appuyés l'art inventé depuis long-temps de *travailler une province en finance* [1], ou plutôt de travailler un peuple par la finance.

Tandis que les frontières étaient vexées par les

(c) *La première édition portait :*
« *Et le savant auteur* qui a prouvé que....* »

[1] L'abbé Dubos a fait voir que les empereurs levaient sur leurs sujets, et particulièrement sur les Gaulois, des impôts de toutes les espèces; comme une dîme des fruits dans les terres conquises et aliénées, sous le nom de *Décumane;* un cinquième sur toutes les productions non semées, comme bois, vignes, prés, etc.; une imposition générale sur les fonds, ou, si l'on veut, une taxe par arpens, appelée *Jugeratio;* une capitation ou taxe personnelle payée par tout homme libre; enfin des droits de péage, d'*exportation* et d'*importation*, de *quarantième denier* sur les effets vendus, etc. etc. Voyez l'*Histoire de l'établissement de la monarchie française*, chap. XI, XII et XIII, tome I, liv. I.

* *M. Dutens.* **

** Sur ce nom, voici la note de Voltaire :

« Ce savant auteur est très ignorant et très ridicule. Il croit que les anciens avaient inventé la boussole, la gravitation, l'aberration des étoiles, « la machine pneumatique. Eh! non, il ne le croit pas, mais il l'imprime. »

tributs et fatiguées par la présence des armées, elles avaient de plus le malheur d'être souvent exposées aux courses de l'ennemi. En effet, quoique Auguste n'ait pas soutenu des guerres bien fâcheuses, et que le centre de l'empire soit resté paisible, les Germains, les Rhétiens, les Dalmates, les Pannoniens, les Cantabres ne laissèrent pas que de commettre de grands désordres et de grandes cruautés, tant sur les Romains que sur leurs alliés; car telles étaient l'étendue et la fortune de cet empire, que tout ce qui n'était ni allié, ni tributaire des Romains, était un peuple barbare, sans lois et sans culture.

Ceci nous conduit encore à étendre plus loin nos réflexions, et nous met à portée de juger quel était alors l'état du monde connu : en effet, nous ne voyons plus sur cette vaste scène qu'un peuple avili, oisif et frivole [1], des royaumes changés en provinces opprimées et languissantes; et plus loin, des peuples barbares qui, n'ayant ni commerce ni agriculture, ne connaissaient d'autre état que la guerre. Quel est le philosophe qui pourra jamais porter envie à ceux dont la destinée a placé l'existence dans cette

[1] Les Romains, depuis les guerres civiles, avaient tellement négligé l'agriculture, qu'Auguste fut tenté, pour la rétablir, de retrancher au peuple ces distributions de blé qui lui épargnaient la nécessité de cultiver la terre. Mais Suétone prétend qu'il en fut détourné par la crainte qu'un jour le rétablissement de cet usage ne fût un chemin trop ouvert à l'ambition, et un moyen trop facile d'obtenir la popularité.

époque? Mais ne nous arrêtons point à ces vues générales, et suivons l'histoire de plus près.

Auguste, il est vrai, fut un prince pacifique; mais ses légions furent presque toujours en guerre; ses amis, ses enfans, presque toujours à la tête des armées; et lui-même, malgré sa vieillesse et son peu de goût pour les armes, ne fut-il pas souvent obligé d'entreprendre de longs voyages pour se mettre à portée de diriger les opérations militaires? Les révoltes des Germains, des Cantabres et des autres peuples que nous avons nommés plus haut, ne tinrent-elles pas les armées en activité, et les commencemens du règne de Tibère ne furent-ils pas troublés par le bruit des armes?.... Il est vrai que tout cela n'approchait pas de Rome; mais qu'est-ce que Rome dans l'univers? D'ailleurs, si Auguste lui-même dans le sein de la fortune eut à pleurer la mort d'un fils qui périt misérablement dans les guerres étrangères, croira-t-on que les habitans de Rome aient été plus heureux que lui, et se persuadera-t-on que la défaite de Varus et les victoires sanglantes d'Agrippa, de Drusus et de Germanicus n'aient pas souvent répandu le deuil dans les familles les plus illustres? Il ne faut pas juger du siècle d'Auguste par les ouvrages des poètes contemporains; mais quand les vers charmans d'Horace et de Virgile auraient été l'expression naïve du sentiment, il en résulterait seulement que tout était bien alors pour les artistes et les gens de lettres; ou plutôt que le

bonheur qu'ils célébraient, semblable aux rayons du soleil après l'orage, devait la plus grande partie de son prix aux momens affreux qui l'avaient précédé. Et quel fonds pouvait-on faire sur cette félicité, qui n'avait pour toute base, pour tout appui que les jours d'un vieillard? Quel est l'homme sensé qui n'ait pas dû trembler en voyant Tibère et Agrippa Posthume les plus proches héritiers du trône? Après les sacrifices qu'on avait faits à Auguste, quelle ressource restait-il contre ses successeurs? Malheur au peuple que l'enthousiasme a subjugué! Fabricateur de ses propres chaînes, il a tellement su se les adapter, qu'il lui devient presque impossible de les rompre; comme s'il était nécessaire de donner le pouvoir en échange des bienfaits, et que pour récompenser un bon prince, il fallût préparer un tyran. La monarchie, comme la noblesse qui en est le soutien, a besoin d'être vieille pour être respectable. D'une heureuse expérience de l'autorité et de l'habitude d'obéir, se compose une sorte de constitution qui devient à la fin presque inaltérable, parce qu'il est un terme, passé lequel la matière d'une république n'existe plus dans une monarchie, au lieu que la matière d'une monarchie existe toujours dans une république.

Il n'y a pas lieu de douter que les Romains n'aient fait une partie de ces réflexions, et quoique la plupart d'entre eux se soient laissé séduire, tant par les dignités qu'Auguste leur prodigua, que par le

simulacre de république qu'il sut conserver, ils ne pouvaient manquer de prévoir ce qui arriva dans la suite : mais tel fut l'artifice qui régna dans la conduite de cet heureux usurpateur, que le bien et le mal, l'espérance et la crainte, les noms et les réalités furent si bien entremêlés, si bien compensés, que les Romains restèrent dans cet état mitoyen qui laisse plus de place aux doutes et aux alarmes, qu'à l'audace et à la résolution. J'insiste sur cette époque du règne d'Auguste, parce qu'il suffit de nommer Tibère, Caligula, Claude et Néron, pour faire frémir toute âme sensible. Il n'est personne assez barbare pour ne pas déplorer la destinée des malheureux qui ont vécu sous ces règnes exécrables, et cependant ce sont ceux qui nous ont le moins offert l'image de la guerre [1]. Si quelquefois elle se ralluma dans la Grande-Bretagne ou vers l'Arménie, le centre de l'empire en eut à peine connaissance; mais la paix sanglante dont il jouissait, dut lui faire regretter souvent les horreurs des combats. La mort de Néron ramena le trouble et la confusion jusque dans le sein de l'Italie; et les batailles que se livrèrent les armées d'Othon et de Vitellius, de Vespasien et de Galba, ensanglantèrent encore ces campagnes qui depuis la bataille de Mantoue n'avaient pas retenti du bruit des armes. Vespasien rétablit la paix dans

[1] Tacite dit, au sujet des légions que Corbulon mena en Arménie : *Satis constitit fuisse in eo exercitu veteranos qui non stationem, non vigilias inüssent.*

l'empire; mais c'est précisément ce règne qui nous offre le tableau de tout ce que l'ambition d'un côté, et le fanatisme de l'autre, ont jamais produit de plus affreux. On comprend aisément que je veux parler de la guerre des Juifs, guerre qui dans l'espace de deux ans fit périr plus de treize cent mille hommes, et qui, rallumée sous Trajan et sous Adrien [1], causa la ruine totale de cinquante villes fortifiées et de neuf cent quatre-vingt-cinq bourgs ou villages. Cette horrible plaie de l'humanité ne compensa que trop les avantages qu'elle retira du règne de Vespasien. Titus ne fit que s'asseoir sur le trône. Il semble que la destinée qui l'avait fait le modèle des rois se soit contentée de le montrer comme un exemple éternel pour les siècles à venir. Je ne parlerai point de Domitien, trop connu par ses cruautés; mais je remarquerai que Trajan, dont les vertus et la bonté devaient faire les délices du peuple romain, troubla lui-même, par son goût pour la guerre, la sérénité des beaux jours qu'il avait fait naître. Cette observation est d'autant plus importante qu'elle nous sert à apprécier la morale de cet âge. Je le répète, et j'aurai encore plus d'une occasion de le faire : l'amour de la patrie, la popularité, la générosité, ont été des

[1] Si l'on en croit Xyphilin, abréviateur de Dion, cette révolte des Juifs fit périr à Cyrène deux cent mille hommes et deux cent cinquante mille dans l'île de Chypre. Les cruautés que cet historien impute aux Juifs font dresser les cheveux à la tête, et sont à peine croyables.

vertus communes parmi les anciens; mais la véritable philanthropie, l'amour du bien et de l'ordre général était un sentiment tout-à-fait étranger aux siècles passés. Eh! comment ce sentiment aurait-il existé parmi des hommes accoutumés dès leur enfance à voir des milliers de gladiateurs qui s'égorgeaient aux applaudissemens des femmes même; des prisonniers de guerre, des chefs, des rois qu'on traînait publiquement au supplice, en vertu d'un décret, et pour compléter la joie d'un triomphe? Avouons-le, la vertu a été dans tous les temps ce qu'est encore la beauté parmi les peuples différens, non pas ce que la nature a produit de plus parfait, mais la plus grande perfection des traits qu'elle a imprimés à chaque nation et dans chaque climat: et de même que les visages des Vénus ou des Hélène antiques conservent une certaine austérité qui ne répond pas, à nos yeux, aux grâces répandues dans les autres formes; de même, les vertus des anciens participaient toujours des vices de leur âge.[1]

[1] J'ai négligé jusqu'à présent d'observer que les Romains étaient d'une telle rigueur dans les affaires criminelles, que le nombre des coupables ne fut jamais pour eux une raison de pardonner. Sénèque raconte que Volusius Messala ayant fait trancher la tête à trois cents hommes dans un seul jour, s'en applaudissait, et trouvait cet acte de cruauté une action vraiment royale. Lorsque Claude donna ce fameux spectacle d'un combat naval sur le lac Fucin, il y eut plus de dix-neuf mille criminels, tous destinés à mourir, comme on le voit par un trait que Suétone nous a transmis. Cet au-

Si Trajan et Marc Aurèle peuvent avoir encouru le reproche d'avoir trop fait la guerre, il faut avouer aussi qu'il y avait bien des raisons à alléguer en leur faveur; en effet, si nous examinons la constitution de l'empire des Césars et le peu de base qu'avait leur autorité, on se convaincra aisément qu'il était presque impossible de conserver la paix au dedans, sans faire la guerre au dehors. La guerre est malheureusement un grand moyen de gouvernement. Elle occupe tous les esprits; elle simplifie toutes les formules; elle éloigne toutes les discussions. Aussi suis-je très porté à croire que les rois qui ont toujours le plus fait la guerre, ne sont pas ceux qui ont eu le plus besoin de génie; et que les princes poli-

teur raconte que tous ces malheureux, en passant devant l'empereur, lui crièrent : *Ave imperator; morituri te salutant;* et que Claude leur répondit par distraction : *Avete vos;* ce qu'ils prirent pour un pardon : de sorte qu'ils ne voulurent plus combattre, et qu'il fallut les y forcer par menaces et par prières. M. Crevier (*Hist. des Emp.*) remarque à ce sujet, « qu'il est bien étonnant qu'il se trouvât alors « dans l'empire romain dix-neuf mille criminels qui méri- « tassent la mort, à moins, ajoute-t-il, qu'on ne les eût « ramassés depuis long-temps dans toutes les provinces de « l'empire. » Mais nous savons que les Romains n'avaient que trop de ressources pour fournir à leurs amusemens sanguinaires. Les prisonniers faits à la guerre, les étrangers condamnés pour différens crimes, et surtout les esclaves, servaient d'aliment à leur cruauté. On sait quel empire barbare ils exerçaient sur ces derniers, et l'on se rappelle le trait affreux de Vedius Pollio, qui, pour un

tiques sont d'autant plus supérieurs aux princes guerriers, que l'art de gouverner est plus difficile que celui de commander. Les empereurs placés entre le peuple et l'armée, mais plus embarrassés de celle-ci, devaient désirer la guerre pour occuper l'une et pour amuser l'autre. Un seul obstacle détruisait pourtant l'effet de cette politique. Les Romains étaient trop supérieurs aux autres peuples, les frontières de l'empire trop reculées, les nations voisines trop intimidées ; il fallait aller bien loin chercher la guerre, et alors l'absence du maître diminuait nécessairement son pouvoir. D'ailleurs, tel est le malheur attaché aux nations toutes militaires, que dans le cas où la guerre est assez éloignée pour que l'intérieur n'en ressente point les effets, il arrive qu'elle

verre cassé, voulut en présence d'Auguste faire jeter un esclave à des monstres marins qu'il élevait dans un vivier. Il peut se faire que ces exemples d'inhumanité n'aient pas été communs; mais il paraît au moins qu'un usage généralement établi voulait que les esclaves fugitifs fussent exposés aux bêtes.

Parmi tant d'atrocités dont les Romains se sont rendus coupables, le plus grand reproche qu'ils aient encouru, selon moi, c'est de n'avoir jamais regardé l'homme, en général, comme leur semblable. L'extrême rigueur de leurs punitions serait peut-être excusable, si elle avait eu pour motif l'amour de l'ordre et une sévérité égale pour tout le monde; mais qui ne sera surpris en apprenant que ces juges sanguinaires n'avaient d'autre peine que l'exil à infliger à un citoyen romain, se fût-il rendu coupable de mille assassinats?

cesse d'être intéressante, de façon que les succès deviennent indifférens, et les pertes plus amères. Le soldat lui-même se lasse de travailler sans objet; il se mutine, il se révolte. S'il y a deux armées, il se forme deux partis. La valeur des officiers et la confiance des troupes deviennent elles-mêmes un nouveau danger : on ne peut plus être attaché à son chef sans le faire monter au premier rang, et l'amour des soldats ne tarde pas à faire des généraux infidèles. Ainsi, de trois choses l'une : ou la guerre est désavantageuse, et alors elle cause la ruine d'une nation; ou elle se maintient égale, et alors elle la fatigue et l'épuise; ou elle est avantageuse, et dans ce cas, elle amène la dissolution des armées et du gouvernement. Je n'ai point parlé jusqu'ici du danger des corps particuliers, tels que les gardes prétoriennes, les janissaires, les strélitz, etc., parce que tous mes lecteurs savent assez qu'il n'est point de despote sans satellites, ni de satellites qui ne deviennent à leur tour les tyrans du despote. Sur vingt-trois empereurs, seize égorgés; l'empire romain mis à l'encan et vendu à un homme méprisable; les révolutions de Russie, celles de l'empire Ottoman et du Mogol, prouvent assez que le despotisme militaire est le plus mauvais de tous les gouvernemens, pour les princes comme pour les peuples.

SECONDE SECTION,

OÙ L'ON TRAITE DU SORT DE L'HUMANITÉ PENDANT LES TEMPS APPELÉS LE MOYEN AGE DE L'HISTOIRE.

CHAPITRE PREMIER.

De l'inondation des Barbares.

Dans l'obligation que nous nous sommes imposée de retracer les malheurs de l'humanité, nous ne voyons qu'à regret la diversité qui règne dans les objets qui nous occupent. Le mal se fait et se reproduit sous mille formes différentes; et sans avoir l'esprit trop chagrin, on peut assurer que de tous les présens qui ont été faits aux hommes, la boîte de Pandore a été sans contredit le plus complet et le mieux assorti. Nous allons voir changer la scène du monde. A la place de ces vieillards sévères, qui dans leurs chaires curules décidaient en trois mots de la ruine des états, ou de ces jeunes enthousiastes, qui pour une couronne de gazon portaient le fer et la flamme aux extrémités de la terre, nous verrons des demi-sauvages, des hordes de barbares, qui, plus justes et plus sensés que les premiers, n'eurent que leurs besoins pour passions, et ne devinrent

maîtres du monde que parce qu'ils mouraient de faim.

D'où sortaient ces peuples qui ne furent connus que par leurs invasions? Comment est-il arrivé que tout incultes et divisés qu'ils étaient, ils parvinrent à renverser ce colosse épouvantable de l'empire romain? Questions importantes, dont l'une appartient à l'érudition, et l'autre à la politique. Ce serait donc une grande témérité de notre part que de les agiter, si l'expérience ne nous apprenait qu'un peu de philosophie peut souvent éclaircir les recherches les plus épineuses, et nous épargner bien de la science et du travail. Que d'autres étalent l'appareil fastueux et superflu de leur savoir; pour nous, il nous suffira de dire ce que nous ignorons, c'est-à-dire l'histoire de cette vaste partie du monde qui contient la Suède, la Russie, la Pologne, la Tartarie, la Chine et l'Indoustan. Or, qui pourra nous apprendre si les émigrations dans l'Occident n'ont pas eu leur origine dans le Nord et dans l'Orient? Parmi les peuples qui ont habité l'Allemagne, la Bohême, la Hongrie, la Pologne, il y en a très peu qui soient regardés comme indigènes [1]. La plus grande partie venait de plus loin; mais on ne les connaissait que depuis leur dernier établissement. Ces peuples fu-

[1] Il y a de fortes preuves que tous ces peuples viennent de la Scythie. Le fameux Odin avait conquis toutes les contrées septentrionales. Voyez l'*Introduction à l'Histoire du Danemarck*.

rent-ils repoussés vers l'Occident par des nations tartares ou chinoises? ou ne s'étendaient-ils dans le voisinage de l'empire romain qu'en raison d'une population trop nombreuse? ou plutôt doit-on croire que le monde ne s'étant peuplé que successivement, les contrées voisines de la mer ont été habitées d'abord dans une plus grande proportion que celles qui s'en trouvaient plus éloignées; d'où il suivrait que l'équilibre n'aurait jamais pu s'établir entre elles, les progrès des unes ayant répondu justement à la décadence des autres.

Multiplier les questions, c'est multiplier les doutes. 1°. Dans la supposition que les nations barbares auraient été repoussées vers l'Occident par des guerres malheureuses du côté de l'Orient, il serait bien étonnant qu'elles n'en eussent conservé aucune tradition. 2°. Quoiqu'on convienne assez généralement que les femmes sont plus fécondes en Allemagne qu'ailleurs, nous ne voyons pas que cela s'étende plus au nord, ni que la Suède et la Russie puissent se vanter de cette fécondité. 3°. Il ne répugne pas moins d'admettre que la population du monde ait été encore progressive dans des temps si récens, et que l'effet d'une longue suite de siècles se soit manifesté partout presque au même instant. Mais est-il nécessaire de supposer une si nombreuse population parmi les Barbares, et particulièrement parmi les habitans du Nord? Commençons par mettre de côté tous les calculs des historiens. Toutes les

fois que je lis dans leurs ouvrages : Cet empereur a attaqué les Barbares, et leur a tué cent mille hommes; tel autre a défait deux cent mille Goths, tel autre trois cent mille Sarmates; je traduis toujours ce langage dans celui-ci : *Tel empereur a attaqué les Barbares, et leur a tué beaucoup de monde.* Quoi! tandis que de nos jours où l'état militaire de chaque nation est publié et imprimé, nous ne pouvons jamais savoir au juste ni les forces de nos ennemis, ni même celles de nos alliés, nous prétendrions compter celles des Barbares qui n'avaient ni dénombrement, ni distributions de troupes, ni d'autre méthode que de marcher par multitude? En vérité, je ne puis m'empêcher d'admirer la confiance de tous les historiens dans les détails qu'ils nous transmettent. Quand même ils ne seraient pas obligés la plupart du temps de s'en rapporter à des rhéteurs et des panégyristes, comment voudraient-ils que les Romains eux-mêmes eussent été instruits du nombre de leurs ennemis? Ne sait-on pas que la terreur ou la vanité grossissent tous les objets; qu'avant le combat on a coutume d'amplifier ses forces pour semer l'épouvante, et qu'après la défaite on exagère celles de l'ennemi pour diminuer la honte d'avoir été vaincu? D'ailleurs il n'est province si pauvre, tant en Allemagne qu'en France ou en Espagne, qui ne pût épouvanter ses voisins, si tous ses habitans prenaient les armes à la fois; et cette terreur devait être encore plus forte dans un temps

où l'on n'avait point de ces places de guerre qui servent de barrières, et qui ne peuvent être emportées qu'à force de travail, de science et d'obstination.

Une chose plus étonnante au premier coup d'œil, c'est l'usage où étaient ces nations barbares de se porter en entier d'un climat dans un autre. Cependant, si nous y réfléchissons bien, nous ne serons plus surpris de lire dans l'histoire les mêmes événemens qui sont arrivés dans des temps bien plus voisins de nous. Il n'y a pas long-temps que nous connaissons l'intérieur de l'Amérique, et nous savons que les nations qui l'habitent ont éprouvé de pareilles révolutions. Il est très commun encore de voir des sauvages s'établir à cinq ou six cents lieues de leur ancienne demeure. Tel est de nos jours le sort des Tartares, et telle sera toujours la destinée des peuples qui n'auront point d'agriculture. C'est donc à cette grande spéculation que nous devons nous attacher; et si nous voulons savoir quel est en général le sort des habitans du monde, informons-nous seulement si le nombre des terres cultivées augmente ou diminue.

Quelque simple que soit cette manière d'envisager notre objet, nous osons dire qu'elle est presque neuve par le mépris qu'en ont fait tous ces enthousiastes politiques qui ne sont occupés que d'une vaine gloire ou d'une fausse vertu; fantômes gigantesques et frivoles, qui ne pouvaient exister que

l'un par l'autre, et dont l'humanité fut toujours la victime.

Nous avons observé plus haut comment les arts, le commerce et l'agriculture étaient, pour ainsi dire, partis de l'Égypte, de la Phénicie, et ensuite de la Grèce, pour se répandre, toujours en suivant les côtes, dans l'Italie, dans la Sicile, sur les côtes de l'Afrique, dans l'Espagne et même dans les Gaules; cette considération peut servir maintenant à nous expliquer la raison de cet avantage marqué que les nations voisines de la mer ont toujours eu sur celles qui ont habité l'intérieur des terres. En effet, tandis que Lycurgue, Solon, Romulus, etc., se creusaient la tête pour trouver l'art de bien battre leurs voisins, la nature conduisait lentement ses rebelles enfans vers le but où elle ne cesse de tendre d'une manière aussi secrète qu'imperturbable. L'agriculture augmentait les productions de la terre, le commerce apprenait à les échanger, et comme un fleuve en sortant de son lit commence par inonder ses rives, et répand ensuite son onde en divers canaux, suivant la pente qu'elle éprouve; de même les connaissances utiles se propagèrent des bords de la mer dans les endroits les plus à portée du commerce, et de là dans l'intérieur des terres. Ainsi l'on peut dire que la richesse et l'industrie ont fait les premières avances, et qu'elles ont été chercher les barbares, avant que ceux-ci les aient désirées. Que serait-il donc arrivé, si la perversité des hommes, et surtout celle

des héros et des législateurs, n'était pas venue troubler l'ordre de la nature? Peu à peu les nations industrieuses se seraient mêlées avec les autres, soit par le commerce, soit par les alliances, soit même par la guerre; car lorsque de deux peuples ennemis, l'un est plus civilisé que l'autre, il n'y a qu'un sot orgueil, ou une fausse politique qui puisse empêcher le vainqueur de prendre les mœurs du vaincu, ou de lui donner les siennes. Par malheur, les philosophes anciens avaient tant d'esprit, les chefs tant d'héroïsme, les peuples tant de vertu, que tout fut mis en combustion sur la surface de la terre, et que la perfection du genre humain fut renvoyée bien loin. Un peuple d'ignorans, sans lois et sans culture, triompha bientôt des compatriotes d'Homère, de Platon et de Lycurgue. Il entreprit d'étendre son empire plus loin que les mœurs et la législation n'avaient pu établir le leur; mais bientôt corrompu, divisé, affaibli, il ne conserva de son ancienne splendeur que les principes atroces qui la lui avaient acquise, et il continua de provoquer la révolte, lorsqu'il ne fut plus en état de la réprimer. Les nations barbares se trouvèrent alors dans une situation singulière. Devenues voisines des richesses, et repoussées par une puissance qui ne leur en laissait aucun partage, elles désiraient la mollesse, et craignaient l'oppression. Nulle espérance de ces alliances fédératives, de ces mariages entre souverains, qui tendent à assimiler et à réunir les nations voisines. A l'an-

cien apophthegme de Caton, *Delenda est Carthago*, il fallut substituer *Delenda est Roma;* et dans le fait, Rome était déjà détruite; des étrangers remplissaient le sénat; des Barbares commandaient les armées, presque toutes composées de Barbares. Les prétoriens, tyrans indomptables dans la capitale, citoyens timides dans les camps, après avoir créé et assassiné des empereurs, avaient été obligés de céder le pas aux Germains et aux autres étrangers dont les Césars avaient formé leur garde : ces Barbares admis aux premières places, établirent avec leurs nations une correspondance qui devint pernicieuse pour les Romains : ils portèrent leur attention sur ce peuple dégradé, à mesure qu'il s'oubliait lui-même; l'ambition des particuliers précéda celle des peuples; les premiers emplois furent envahis, le trône même usurpé; de sorte que les Barbares avaient déjà conquis l'empire avant de l'avoir attaqué.

Il suit de là que c'est dans l'atrocité des anciens principes de la république, dans les vices du gouvernement des empereurs, et surtout dans l'étendue excessive de leur domination, qu'il faut chercher les sources de ces invasions de Barbares qu'on a eu tant de peine à expliquer jusqu'ici. Mais quel qu'en fût le principe, il resterait toujours incontestable qu'elles doivent être regardées comme un des plus grands fléaux qui aient affligé l'humanité. Les nombreux et sanglans combats qu'elles ont occasionnés peuvent être rapportés aux premiers principes de

guerre que nous avons indiqués au commencement de cet ouvrage; le désir de quitter un climat rigoureux pour un climat salutaire, une terre stérile pour une terre féconde, etc. Or, les guerres de ce genre sont les plus cruelles et les plus désastreuses, parce qu'elles ne se font point de guerrier à guerrier, mais de nation à nation; et que d'un côté, l'impossibilité de reculer; de l'autre, la nécessité de conserver sa subsistance, rendent la destruction de l'ennemi une suite nécessaire de la victoire. Quoi de plus affligeant et de plus lugubre que le tableau de l'humanité pendant les temps qui ont précédé la séparation de l'empire romain? Des nations détruites par principes de politique; d'autres inondant et ravageant des contrées entières; d'autres, plus dangereuses encore, faisant le métier de voleurs et de pirates; les empereurs transplantant des peuplades nombreuses de Germanie en Angleterre, d'Asie en Afrique, d'Afrique en Europe. L'univers ressemblait à un vaste champ de bataille où les corps qui ne sont pas employés à combattre sont occupés à des évolutions continuelles, et changent sans cesse de terrain.[1]

[1] Ces fréquentes émigrations, ces changemens perpétuels dans l'établissement des nations, étaient, après la guerre, un des plus grands malheurs de l'humanité. Voici quelques traits qui pourront en faire juger. Probus ne pouvant tenir en paix les Barbares, s'avisa de transplanter plusieurs nations dans les terres de l'empire. Une seule de ces colonies réussit. Elle était composée de cent mille Bastarnes, peuple

CHAPITRE II.

Commencement du christianisme. État politique et moral du paganisme lors de l'établissement de la religion chrétienne.

Mais ce n'était pas assez de ces affreuses convulsions qui ébranlaient le système politique du monde,

de Scythie qui fut établi dans la Thrace. Les Gédines, les Vandales et les Francs ne purent être fixés, et continuèrent à exercer leurs brigandages dans les endroits où on les avait établis. Il fallut les détruire par les armes. Dioclétien transporta en Pannonie les nations des Carpathiens qui habitaient près du Pont-Euxin, et Constance Chlore fit passer les Bataves dans les provinces de la Gaule les plus dépeuplées. Quant à la manière dont on faisait la guerre à ces Barbares, on peut en juger par un trait rapporté par Vopiscus, qui nous apprend que l'empereur Probus, non content d'avoir tué dans une bataille quatre cent mille Barbares, tant Bourguignons que Francs et Germains, mit à prix la tête de ceux qui restaient encore, promettant une pièce d'or à chaque soldat qui lui en apporterait une. C'est avec bien de la satisfaction que j'opposerai à ces ordres cruels ce que j'ai vu pratiquer dans la dernière guerre. Quelques commandans de troupes légères, voulant épargner le sang, imaginèrent de mettre l'avarice aux prises avec la cruauté, et instituèrent un prix pour tout soldat qui amenerait un prisonnier sain et sauf. Tel est le progrès des mœurs et de la philosophie, que de nos jours on voit moins de cruautés en temps de guerre que les anciens n'en exerçaient en temps de paix.

une révolution mille fois plus étonnante se préparait à renverser l'empire de l'opinion, comme si le temps était venu où tout changerait sur la surface de la terre, depuis le pouvoir qui commande, jusqu'à la persuasion qui gouverne. Une guerre tumultueuse s'éleva dans les esprits, et le contemplatif solitaire ne fut pas plus tranquille dans sa retraite que le soldat effréné ou le cultivateur timide. Quelle époque dans l'histoire que celle qui nous présente à la fois la décadence de l'empire romain, et la chute du paganisme; qui introduit sur la scène du monde de nouveaux peuples et un culte nouveau, je dirai même une nouvelle religion! car inutilement voudrait-on alléguer que le christianisme, enseignant pour premier dogme l'unité de Dieu, et dérivant immédiatement de la foi des Israélites, doit faire remonter son origine aussi haut que le déisme et le judaïsme: le mystère de la rédemption, ses dogmes sur la vie future, son culte, ses préceptes, tout annonce, tout déclare un ordre nouveau dans les choses spirituelles; tout caractérise une révolution dans le système religieux.

Mais de quelque façon qu'on doive considérer cet objet, il n'en est qu'une que nous puissions nous permettre; c'est celle qui entre nécessairement dans le plan de notre ouvrage. Ainsi, loin de suivre l'exemple de quelques philosophes de nos jours, dont nous respectons les lumières, mais que l'amour de la discussion a peut-être égarés, nous abandon-

nerons aux théologiens ce qui est incontestablement de leur domaine, et nous ne nous occuperons que de l'influence de la religion chrétienne sur le bonheur des hommes, dans cette vie seulement. C'est en conséquence de ce principe, qu'obligés par la suite de nos réflexions de développer l'origine et les progrès du christianisme, nous ne parlerons que des moyens humains dont la Providence s'est servie; moyens souvent avoués par les pères de l'église, et les seuls qui soient soumis à la discussion, puisqu'il est impossible aux hommes de suivre les voies de Dieu dans les choses surnaturelles, et qu'il est aussi difficile à notre faible raison de savoir pourquoi il change quelquefois l'ordre de la nature, que d'expliquer pourquoi il ne le change ni plus souvent, ni d'une manière plus propre à parvenir aux fins que nous lui supposons. D'ailleurs, si dans le cours de cet ouvrage nous n'avons jamais pris le ton de la confiance qui enseigne, mais celui de la critique qui doute et qui discute, à combien plus forte raison devons-nous conserver cette précaution dans une matière où nous ne prétendons employer que les lumières de l'histoire aidée de la réflexion!

Lorsque les hommes ont médité sur cette grande révolution du monde moral, deux choses ont paru les frapper particulièrement; la destruction d'une ancienne religion, et l'établissement d'une nouvelle: ou plutôt ces deux objets se confondant ensemble,

l'esprit humain qui cherche toujours à se soulager des détails par l'abstraction, n'a voulu voir qu'une guerre établie entre deux puissances rivales, et n'a pas balancé à mettre le christianisme aux prises avec le paganisme; mais le paganisme était-il une religion? bien loin de là, le mot *païen* ne fut employé que plusieurs siècles après Jésus-Christ [1]. Les Phéniciens, les Égyptiens, les Grecs, les Italiens, les Celtes avaient chacun des idées différentes, tant sur la nature et l'origine des dieux que sur le culte qu'on devait leur rendre. Nulle relation d'idées, nul rapport même entre les noms des dieux, qui ne pouvaient seulement pas se traduire d'une langue dans une autre. Jetez un regard sur toutes les nations anciennes, et cherchez à former de leurs notions sur Thaut, Birmah ou Bramah, Typhon, Osiris, Zeus, Jupiter, Odin, etc. un système qui concilie

[1] *Païen*, de *pagus*, village : parce que les empereurs chrétiens ayant banni les idolâtres de toutes les villes, ils furent obligés de se retirer dans les villages; ou parce que Constantin chassa de ses troupes tous ceux qui n'étaient pas chrétiens, et les renvoya dans leurs villages. Aucune de ces explications n'est satisfaisante. La première fois que l'histoire fait mention des gentils sous le nom de païens, c'est sous le règne de Valentinien, l'an de Jésus-Christ 365. Voyez *Gothofredus de Statu Paganorum sub Imperatoribus Christianis*. Échard croit que les paysans étant restés plus longtemps attachés aux idoles que les habitans des villes, on donna aux idolâtres les noms de paysans, *pagani*. Voyez liv. VII, chap. I.

toutes les opinions et qui fasse un point de réunion contre une religion nouvelle. Nous le trouverons, direz-vous, et c'est le polythéisme. Mais il s'en faut bien que nous nous contentions de cette réponse; car nous vous demanderons ce que vous entendez par *religion* : si c'est l'opinion répandue dans le peuple, nous vous répondrons que parmi les hommes simples et ignorans, toute opinion dégénère en superstition, et tout culte en idolâtrie : et malheureusement sur cet article les chrétiens mêmes auraient bien peu d'avantage sur les païens; car si vous consultiez toute l'Amérique méridionale et quelques nations situées au nord et au sud de l'Europe [1], vous trouveriez que leurs notions sur la Trinité, la Vierge et les saints, les anges et les démons, ne s'éloignent guère de l'idolâtrie. Si vous pensez, au contraire, que dans tous les temps et dans toutes les religions il faut rejeter les idées du vulgaire, vous verrez que parmi les anciens, les prêtres rapportaient toute leur doctrine au déisme, comme toute leur morale à la politique. On sait que le dogme d'un seul Dieu était la première vérité révélée dans les mystères d'Eleusis. Lactance assure qu'Alexandre l'avait apprise de la bouche de l'hiérophante; et il ne faut avoir qu'une très légère connaissance de l'antiquité pour savoir que cette croyance était la base de toute

[1] Les Russes ont encore de petites idoles à qui ils rendent le même culte que les païens rendaient à leurs dieux Pénates.

initiation, le principe caché de toute doctrine. On peut voir dans les écrits de Cicéron avec quelle liberté les ministres mêmes de la religion parlaient de leurs divinités, et l'on trouve dans Diodore de Sicile l'origine des opinions populaires sur le Styx, l'Achéron, Minos, Rhadamanthe, etc. Pour les philosophes, ce serait encore bien inutilement qu'on voudrait chercher le polythéisme parmi eux. De quelques nuages qu'ils aient enveloppé leurs idées sur la nature des choses et sur les causes premières, on peut assurer qu'il n'a pas existé une secte dont les principes eussent rien de commun avec la religion du peuple.

Nous ne nous arrêterons pas à montrer ici le peu de solidité d'un édifice dont aucune partie n'était symétrique, et ne correspondait à un plan général. La religion païenne, méprisée par ses propres ministres, décriée par les philosophes, négligée le plus souvent par le peuple, ne pouvait jeter de profondes racines, ni former un corps de doctrine difficile à renverser. Cependant il est impossible de révoquer en doute le crédit qu'elle a conservé pendant longtemps. Il faut donc, pour en rendre raison, remonter à une cause plus éloignée; car il ne suffit pas de démontrer avec M. Hume que le polythéisme est la première religion qui ait dû s'offrir à des hommes grossiers : ce n'est pas assez non plus de faire voir que cette religion était douce, et que le culte en était agréable et ingénieux : on pourrait répondre d'un côté, qu'elle a subsisté dans les siècles les plus

polis; et de l'autre, qu'il est prouvé que ses pratiques ont été quelquefois pénibles et cruelles. Il faut donc porter nos regards plus loin, et nous trouverons dans la politique la véritable cause de la longue durée du polythéisme.

En général, si l'on veut comprendre quelque chose à l'antiquité, il ne faut pas perdre de vue deux faits importans : c'est que l'Asie a été le berceau des sciences, et la Grèce celui de la poésie. De cette seule considération mille conséquences découlent naturellement. Les poètes, c'est-à-dire les *faiseurs*[1], les premiers d'entre les Grecs qui aient su quelque chose, ont arrangé de leur mieux ce qu'ils avaient pu retenir des idées phéniciennes et égyptiennes sur l'origine du monde et la génération des dieux; mais ces *faiseurs*, fidèles à leur nom et à leur métier, forgeaient beaucoup de fables nouvelles qu'ils mêlaient aux anciennes, et s'efforçaient surtout de donner le change sur l'origine des Grecs; origine qu'ils rougissaient de devoir à des marchands ou à des peuples esclaves. Parmi ces *faiseurs*, Homère obtint bientôt le premier rang. Il composa tant de contes, parla de tant de choses, que ses livres, sem-

[1] Poète, de ποιῶν, *faire*, *fabriquer*, *composer*, etc. On ne prétend pas nier ici que la poésie ne vienne de plus loin, et que les Grecs ne l'aient tenue des Phéniciens; mais on veut parler d'une poésie régulière, devenue le langage des prêtres et des législateurs, et le premier amusement du peuple.

blables en cela à l'Alcoran, suffisaient seuls pour fonder une religion. Cependant l'oracle de Delphes, autre *faiseur* qui *faisait* en vers hexamètres, et Lycurgue qui *faisait* des lois métriques, soit-disant dictées par Apollon, mais qu'il avait volées aux Crétois [1], Hésiode et tant d'autres commencèrent à former d'un très petit nombre de connaissances acquises, et d'un grand nombre de conjectures ingénieuses, un échafaudage monstrueux et gigantesque. De tous ces poëmes et de tous ces oracles se composa un langage particulier appelé μύθος, par opposition à λογός, qui était le langage du raisonnement, et qui ne fut mis en usage que long-temps après. Mais pendant des siècles entiers le μύθος avait prévalu; et comme les poètes n'avaient pas manqué de traiter les objets les plus intéressans, comme l'origine des républiques, les principes de la législation, les droits des magistrats, les limites des états, etc. la poésie ou la fable, ou si l'on veut, la religion devint pour ainsi dire le recueil général des archives et les titres de noblesse des républiques. De là l'obligation de lier la politique à la religion; de là la nécessité de conserver les dogmes et les rites. Les oracles avaient souvent décidé sur les droits des états; les poètes même avaient fait autorité [2] : le moyen après

[1] *Rethra* ou oracle. C'était ainsi qu'on appelait les lois de Lycurgue. Il prétendait les tenir de la bouche d'Apollon, qui lui parlait à son ordinaire en style mesuré.

[2] Deux vers d'Homère décidèrent une contestation entre

cela de révoquer en doute les oracles, et de manquer de respect à Homère !

Saint Augustin [1] rapporte une très belle définition de Varron, dans laquelle cet auteur divise la théologie en trois genres : le *fabuleux*, μύθικον, le *physique* ou le naturel, et le *civil* ou le légal. Le premier contient les fables, la métamorphose, etc. Le second, qui traite de la nature des dieux et des choses, ne s'enseigne que dans les écoles. Le troisième, qui n'est que le rituel des fêtes ou des sacrifices, est confié au sacerdoce. Varron dit que de ces trois genres de théologie, le premier et le dernier sont les seuls qui puissent être abandonnés au peuple : *Prima*, inquit, *theologia maxime accommodata est ad theatrum, secunda ad mundum* (a), *tertia ad urbem*. Mais cette théologie fabuleuse que Varron annexe particulièrement au théâtre, avait une liaison intime avec la théologie civile, et elles ne manquaient pas de se réunir contre la théologie naturelle, qui était leur plus grande ennemie. Malheureusement celle-ci négligea pendant long-temps les seules armes qu'elle pouvait employer avec succès, l'observation et l'expérience. Elle eut même la faiblesse d'emprunter souvent à la première son langage, et à l'autre son im-

deux républiques qui se disputaient le droit de métropole sur une colonie.

[1] *De Civitate Dei*, lib. VI, cap. 6.

(a) *Varron ne se servait point de ce mot* mundum *pour exprimer ce qu'entend Auguste.*

posture et ses mystères. Ces trois systèmes réagirent les uns sur les autres, de manière que la religion devint allégorique, et la philosophie superstitieuse. Mais tandis que le commerce des nations, les voyages, les conquêtes multipliaient les objets du culte par l'adoption des rites étrangers, la curiosité, l'émulation, la subtilité multipliaient les sectes et les écoles. Que pouvait-il arriver de là, sinon le discrédit dans lequel tombèrent à la fois la philosophie et la religion ? L'extravagance d'adorer toutes sortes de divinités, depuis le grand Jupiter jusqu'au dieu *Crépitus* (*b*), et de soutenir toutes sortes d'opinions depuis le dogmatisme le plus tranchant jusqu'au pyrrhonisme le plus décidé, plaça bientôt au même rang les prêtres et les sophistes, et parvint enfin à inspirer le sentiment qu'ils redoutent le plus dans les grands, celui de l'indifférence.

Au milieu de ces désastres, il restait encore deux grands appuis à la religion ; la vanité dans le peuple, et la politique parmi les magistrats. La Grèce était le berceau des dieux : tout y paraissait rempli de leur présence : les jeux olympiques et isthmiques, les panathénées, toutes ces fêtes magnifiques, particulières à chaque cité ; tant d'oracles accrédités qui avaient promis à la Grèce une splendeur éternelle ; quels objets pour un peuple confiant et frivole ! Par malheur, tandis que les Grecs s'occupaient de leur gloire actuelle et de leur grandeur future, un homme

(*b*) *Ah ! l'on n'adorait pas de même Jupiter et un pet.*

de Macédoine, pour me servir de l'expression de Démosthène, vint déranger toutes leurs idées (c), en insultant à leur législation dont ils ne se souciaient guère, et en troublant leurs fêtes dont ils étaient idolâtres. A cet homme de Macédoine, il en succéda un autre du même pays, qui détruisit et fonda la tyrannie, qui renversa une ancienne monarchie, et donna origine à de nouvelles dynasties, toutes guerrières, toutes féroces, sous lesquelles les dieux, les prêtres, les philosophes et les peuples gémirent dans l'oppression.

Ce n'était rien encore, et il restait toujours quelque chose de ces deux théologies civiles et dramatiques, *accommodatæ ad urbem, ad theatrum*. Mais voilà qu'un peuple très mauvais théologien, mais très bon guerrier, vient renverser les successeurs de l'homme de Macédoine, traite comme de vils esclaves les descendans des dieux, des héros et des poètes. Alors toute attente fut trompée, toute prophétie démentie.... La religion perdit donc tout son crédit (d), et s'il en resta quelque vestige, ce fut cette partie qui était destinée au théâtre, et qui ne dût sa conservation qu'à l'heureuse alliance qu'elle avait contractée depuis long-temps avec les muses et les beaux-arts.

Il semble, au premier coup d'œil, que les Romains étaient assez puissans pour donner la loi à tout l'uni-

(c) *Non, la religion subsista.*

(d) *Non, les Romains étaient très religieux.*

vers, même en matière d'opinion; mais, qu'on me pardonne ce paradoxe, ils n'étaient ni assez savans ni assez ignorans pour fonder une religion. Leurs propres dogmes ne leur appartenaient pas, et ne pouvaient former un corps de doctrine. Leurs premières notions de ce genre venaient des Étrusques, peuple très adonné à la divination : aussi la première trace de religion qu'on voie parmi eux, c'est l'usage des auspices établi par Romulus[1]. Numa, qui était Sabin d'origine, et qui était plus instruit que les Romains, jugea que s'ils avaient pu assassiner un prince guerrier, fondateur de l'empire, ces hommes féroces avaient besoin d'être trompés pour être réduits. Il appela donc la superstition au secours de l'autorité; mais il établit plus de cérémonies qu'il n'enseigna de dogmes (e). En général, ce fut le plus doux des charlatans, et sa mémoire mérita les hommages de la postérité. Peu à peu les relations s'étendirent: d'un côté, le commerce avec les colonies grecques; et, de l'autre, l'établissement des Tarquins, ne pouvait manquer d'accréditer quelques opinions nouvelles. On chercha à concilier ces notions grossières avec les idées plus raffinées des peuples de la Grèce;

[1] On lit dans Valère-Maxime (Liv. I, chap. I) que longtemps après la mort de Romulus, la république étant déjà florissante, elle envoya en Étrurie dix jeunes gens des premières familles de Rome pour s'instruire des rites de leur religion. Voyez le même fait dans Cicéron, *de Divinatione*.

(e) *Et fit bien.*

mais les noms, mais les rites qui restèrent les mêmes, déposèrent toujours de la différence essentielle qui existait entre ces opinions et les dogmes primitifs [1]. Cicéron veut que le mot *Jupiter* vienne de *Juvare* aider [2], secourir; et effectivement lorsque nous voyons des autels avec ces inscriptions : *Jovi statori*, *Jovi feretrio*, il paraît que cela veut dire seulement, *au pouvoir secourable qui arrêta les ennemis, au pouvoir secourable qui les a frappés*. Il est bien sûr aussi que toute l'histoire du *Mars Romain* n'a nul rapport avec celle de l'*Arès Grec*. Flore même est une divinité toute romaine. Lactance prétend [3] qu'elle doit son origine à une courtisane qui, ayant gagné beaucoup d'argent, laissa par son testament une somme considérable destinée à des jeux publics qu'on devait célébrer annuellement en sa mémoire. Cet auteur ajoute qu'au bout de quelque temps, le sénat humilié de rendre hommage à une femme prostituée, imagina d'en faire la déesse des fleurs. Il est inutile de raconter ici comment les Romains, peu contens

[1] Quel rapport y a-t-il entre Chronos, Zeus, Arès, Hermès, Poseidon; et Saturne, Jupiter, Mars, Mercure, Neptune?

[2] Quelques-uns veulent que le mot de *Jupiter* vienne de *Yao Pater*, *Jehova Pater*; mais cette alliance du mot grec *Pater* avec le mot hébreu *Jehova* (*f*) ne me paraît pas trop naturelle.

[3] *Instit.* lib. IV, cap. 20.

(*f*) *Jehova n'est point hébreu.*

de leurs dieux, eurent souvent recours à ceux des Grecs; comment ils ont consulté leurs oracles, lorsqu'ils ont cru pouvoir en fabriquer les réponses, et comment ils allèrent chercher le dieu d'Épidaure, qu'ils eurent l'adresse de laisser échapper, de crainte qu'on ne reconnût la triste couleuvre qui représentait Esculape. Mais ce qu'il est très important d'observer, c'est qu'à Rome la religion, quelle qu'elle fût, resta toujours entre les mains des grands, et leur servit d'égide contre les entreprises tumultuaires du peuple qu'ils opprimaient.

Nous avons déjà vu plus haut que, dans les premiers siècles de la république, le droit de prendre les auspices marquait la différence essentielle qui existait entre la noblesse et le peuple; toute l'histoire romaine dépose de la nécessité dont il était pour tous ceux qui devaient remplir les premières magistratures; et je pourrais citer plusieurs exemples de consuls qui ont abandonné les armées, parce qu'il avait manqué quelque formalité à leur inauguration. Tout le monde connaît aussi ces belles harangues rapportées par Tite-Live et Denys d'Halicarnasse, où ces auteurs ont si bien développé les principes sur lesquels les patriciens se fondaient pour exclure les plébéiens du consulat. Quoi! disaient les Appius et leurs sectateurs, nous verrions à la tête des armées des consuls qui n'auraient pas pris les auspices, *inauspicati consules!* Enfin, rien n'est mieux prouvé que l'union intime qui régnait

chez les Romains entre le gouvernement et la religion, et surtout entre la religion et l'aristocratie. Aussi ne craignons-nous pas d'avancer que les efforts du peuple frappèrent également sur l'une et sur l'autre, et que de même que Jacques Ier avait coutume de dire : *Point d'évêques, point de roi*, on pouvait dire à Rome : *Plus de nobles, plus de religion.*[1] (g)

La démocratie, ébranlée un moment par Sylla, acquit toujours de nouvelles forces, jusqu'à ce qu'étant dégénérée en anarchie, la licence de tous

[1] Lorsque le peuple eut commencé à secouer les chaînes que les patriciens lui avaient imposées, ceux-ci se servirent avantageusement de la religion pour conserver leur crédit. Le moyen qu'ils employaient le plus fréquemment était de rompre les assemblées, lorsqu'ils prévoyaient qu'elles leur seraient contraires; et pour y parvenir, il leur suffisait de publier que ce jour-là était un jour consacré (*Nefastus*, de *nefas*, suivant Varron) : ce qu'ils pouvaient faire d'autant plus aisément, que le peuple étant dans la plus profonde ignorance, eux seuls avaient quelque connaissance du calendrier. Aussi furent-ils très affligés lorsque Cnéius Flavius, fils d'un affranchi, publia celui qu'il avait trouvé dans les papiers d'Appius Cæcus, dont il était secrétaire; ce qui lui valut l'édilité. Voyez Pline, L. XXXIII; Macrobe, *Sat.* L. X, C. XV; et Valère-Maxime, L. II, qui se sert de ces expressions remarquables : *Jus civile per multa sæcula, inter sacra ceremoniasque Deorum immortalium abditum, solisque pontificibus notum, etc.*

(g) *Subtil et faux. C'était le peuple qui était religieux; et on le menait par le licou qu'il s'était formé.*

fit le despotisme d'un seul. Mais il ne faut pas perdre de vue une vérité très importante; c'est que le peuple ne fait jamais de despote qu'en haine des grands qui le tyrannisent. Nous en avons même un exemple très récent en Danemarck [1], où le peuple s'est donné un despote avec le même enthousiasme qui animait les Romains lors de l'expulsion des rois : aussi, pour peu qu'on étudie l'histoire romaine, il est aisé de s'apercevoir que les empereurs les plus décriés, tels que les Caligula, les Néron, les Commode, avaient conservé quelque faveur parmi le peuple, par cela seul qu'ils méprisaient le sénat et maltraitaient la noblesse. Mais il ne fallait être ni Caligula, ni Néron, mais seulement un prince politique, pour sentir que le peuple, devenu plus vil de jour en jour, pouvait être aisément gagné par des distributions et des spectacles; au lieu que les dernières traces du gouvernement subsistaient encore dans le sénat et dans le petit nombre de nobles qui restait de ces familles illustres, antiques objets de la vénération publique. Or, nous avons fait voir l'union intime qui régnait depuis long-temps entre l'aristocratie et la religion. D'ailleurs, tout ce qui est ancien, tout ce qui obtient une considération particulière et indépendante, porte aux yeux des despotes un caractère de pédanterie qui les importune (*h*). Ce fut donc

[1] En 1660.

(*h*) *Quelle idée! Les empereurs méprisaient la religion*

par goût, autant que par politique, que les empereurs laissèrent tomber en discrédit toutes les opinions religieuses [1]; et, malheureusement pour elles, parmi le petit nombre de bons princes qui régnèrent depuis Auguste, il ne se trouva que des philosophes trop vertueux pour être exposés à la crainte et au repentir, alimens ordinaires de la superstition, et trop éclairés pour prêter à des sottises l'éclat qui rejaillit du trône. Ce fut bien pis, lorsqu'à des princes, à peine citoyens romains, et par conséquent très indifférens sur la noblesse, on vit succéder des étrangers, lorsque les principaux emplois, civils et militaires, furent livrés à des Barbares qui n'avaient pas lu Homère, et qui n'avaient jamais entendu parler ni de Mercure ni d'Apollon. Ces hommes féroces qui étaient accoutumés à adorer leur dieu sous la forme d'un loup, et qui ne révéraient que l'Esprit de la montagne ou le Génie des tempêtes, se trouvaient précisément dans le cas des sauvages de l'Amérique, que le plus ignorant de nos missionnaires convertit par milliers. Pleins de mépris pour les Romains, ils rejetaient leurs dieux dont ils ne com-

comme Varron, Cicéron, Hortensius, Lucrèce, Memmius, César, Antoine, Crassus, Pompée, etc. la méprisaient.

[1] Tibère, qui, par sa politique, porta les plus terribles coups à l'autorité du sénat, paraît avoir été surtout fort dégagé des superstitions de son pays qu'il trouvait opposées à son despotisme.

prenaient pas l'histoire, et dont ils bravaient la puissance.

C'était le temps où la religion chrétienne commençait à s'étendre. Ses membres plus dispersés et plus zélés, toujours animés par l'esprit de prosélytisme, et souvent irrités par la persécution, enseignant d'ailleurs une doctrine très opposée au mépris que les Romains et les Grecs montraient pour les Barbares; les chrétiens, dis-je, dûrent se présenter à ceux-ci sous un aspect plus favorable; et la simplicité de leurs dogmes (car nous verrons plus bas que rien n'était plus simple que ceux qui furent enseignés par les apôtres et leurs successeurs) se trouva bien plus à la portée de ces âmes simples et droites, qui n'avaient encore été ni infectées de superstitions, ni subtilisées par une vaine dialectique.

Résumons donc, et concluons que la Grèce fut la patrie du paganisme; que toutes les idées religieuses établies dans ce pays, et liées à la politique, furent renversées par les conquêtes des Romains; que le gouvernement de ceux-ci étant devenu d'aristocratique démocratique, et de démocratique monarchique, la religion, qui était le soutien de l'aristocratie, dut tomber avec elle; enfin que les invasions des Barbares achevèrent de détruire ce qui restait des opinions anciennes.

CHAPITRE III.

De l'établissement du christianisme.

Nous ne saurions trop répéter ce que nous avons dit plus haut, c'est que nous nous sommes fait une loi de n'examiner dans les progrès du christianisme que les moyens humains ou naturels; moyens dont les théologiens même ne peuvent nier l'importance; en effet, si la Providence avait voulu établir son culte sur les miracles [1], il lui aurait suffi d'opérer à Rome une petite partie de ceux dont les Juifs furent seuls témoins (a); ou même de donner à ceux-là une telle authenticité, qu'il eût été impossible de

[1] Origène, dans sa défense contre Celse, accorde à la philosophie païenne que plusieurs miracles ont pu être opérés par magie; et la seule règle qu'il donne pour distinguer ceux qui viennent du ciel, c'est la morale, la doctrine et les mœurs de ceux qui les opèrent. Personne n'ignore les prodiges enfantés par les magiciens de Pharaon; et l'on sait aussi que lorsque les païens voulurent opposer les miracles d'Apollonius de Tyane à ceux de Jésus-Christ, les chrétiens, pour répondre à cette objection, se contentèrent de faire la critique de la vie et du caractère de ce philosophe, parce qu'il importait peu, selon eux, quels miracles il pouvait opérer, s'il était certain que sa doctrine et sa conduite ne méritaient ni respect ni confiance.

(a) *Cela est adroit.*

les révoquer en doute, ou de les passer sous silence, comme l'ont fait les deux plus savans hommes de la Judée [1]. Mais nous voyons, au contraire, que les premiers progrès du christianisme furent lents et laborieux, surtout lorsque nous l'envisageons sous les rapports politiques et par son influence sur l'état social, comme c'est particulièrement notre objet.

Ici nous avons encore à nous défendre de la paresse de l'esprit humain, de cet esprit curieux et inappliqué, qui craint plutôt le doute qu'il n'aime l'instruction, et qui se contente le plus souvent de quelques points principaux sur lesquels il puisse appuyer son opinion vacillante. Nous ressemblons à des voyageurs, qui, du haut d'une montagne, jetant les yeux sur une vaste plaine, remarquent quelques tours, quelques clochers, et s'en retournent croyant avoir connu le pays. Nous savons que Jésus-Christ a donné son nom à la religion que professent aujourd'hui tous ceux qu'on nomme chrétiens, et nous croyons qu'aussitôt après Jésus-Christ, il y eut une religion chrétienne. En même temps l'extrême aversion qui règne entre les chrétiens de nos jours et les Juifs, nous fait supposer que dès le commencement il y eut une scission très marquée, une guerre très déclarée entre les deux religions (b). Toutes ces opinions ne s'accordent pas avec les faits. Plusieurs monumens historiques font foi que les Romains con-

[1] Josèphe et Philon.

(b) *Bien.*

fondirent long-temps les Juifs avec les chrétiens (c). Je n'en citerai pour exemple que le passage de Suétone, où cet auteur, racontant les choses louables que Claudius avait faites au commencement de son règne, dit qu'il chassa de Rome les Juifs qui se révoltaient continuellement, *animés par Christ* [1]. Or, Suétone écrivait sous Trajan, c'est-à-dire plus de cent ans après Jésus-Christ. Il est vrai que Tacite, qui vivait dans le même temps, se sert du mot de *chrétiens*, lorsqu'il nous apprend que Néron (d) voulut faire tomber sur eux le soupçon généralement répandu qu'il avait lui-même mis le feu à la ville de Rome; mais il n'en parle que comme d'une société de sectaires sortie de la Judée : *repressaque in præsens exitiabilis superstitio rursus erumpebat, non modo per Judæam, originem ejus mali*, etc. Les chrétiens eux-mêmes ne se donnèrent pas d'abord ce nom respectable [2]; ils s'intitulaient les uns *Jes-*

(c) *Oui, mais les Juifs distinguaient très bien les partisans de Jésu, et les détestaient.*

[1] *Judæos assiduè rebellantes incitante Chresto ab urbe expulit.* Dion parle d'un Acilius Glabrio, qui, sous le règne de Domitien, fut accusé d'athéisme pour s'être fait juif. Bingham prétend que c'est chrétien qu'il faut entendre. Voyez *Antiquities of the church*, liv. I, chap. II.

(d) *Ce fut le peuple, et non pas Néron, qui accusa les chrétiens de l'incendie de Rome, comme les protestans accusèrent les papistes de celui de Londres.*

[2] Suivant les *Actes des apôtres*, les *fidèles*, c'est-à-dire les

séens, de *Jessé*, père de *David*, ou plutôt de *Jésus* leur maître; les autres *Thérapeutes;* les autres, *Fidèles*, *Croyans*, *Élus* [1], *Contemplatifs*, etc.; quelques-uns, *Pisciculi*, *petits poissons*, soit parce qu'ils étaient engendrés ou régénérés par les eaux du baptême, soit à cause des lettres initiales de ces mots, Ἰησοῦς Χριστὸς Θεοῦ Υἱὸς Σωτήρ. *Jesus-Christus*, *Dei filius*, *Servator*, qui forment en grec le mot ΙΧΘΥΣ, qui veut dire *poisson*. Quelques-uns même consentaient à passer pour une secte de philosophes, comme on peut le voir par ces paroles de Meliton, dans son traité *de Pascha* : *Hæc enim philosophiæ secta quam profitemur apud Barbaros viguit* [2]. D'ailleurs comme ils n'avaient point de temple, ni de culte public, il était naturel qu'on les regardât plutôt comme de simples sectaires que comme les apôtres d'une nouvelle religion. M. Crevier remarque avec raison [3] qu'avant la persécution de Maximien, c'est-à-dire environ deux cent quarante ans après Jésus-Christ, l'histoire ne fait aucune mention

nouveaux convertis, prirent le nom de chrétiens à Antioche dès le temps des apôtres. Mais il paraît que cette appellation n'a passé en usage que long-temps après.

[1] πιστοὶ, εκλεκτοὶ, γνωστικοὶ. Voyez *Bingham*, *Antiquities of the church.*

[2] Cette secte de philosophie que nous suivons a commencé à s'accréditer chez les Barbares. Voyez Eusèbe, *Hist. eccl.* Liv. IV.

[3] *Hist. des Emp.* tome V, page 111.

que les chrétiens eussent des églises. Arnobe, auteur du troisième siècle, dit positivement : « Nous n'élevons point d'autels, nous n'offrons point d'encens [1]; » et un peu plus bas, « Ceux-là ne croient « point aux dieux qui croient qu'ils habitent dans « les temples, qu'on doit leur offrir de l'encens, et « honorer leurs images. » J'ajouterai que si un empereur aussi instruit, aussi occupé de ses devoirs que l'était Trajan, n'avait aucune connaissance détaillée des opinions chrétiennes, et si les historiens n'en font presque aucune mention jusqu'au règne de Constantin, il en faut conclure, ou qu'elles ont été très peu répandues dans leur principe, ou qu'on ne leur donna point alors l'importance qu'elles méritaient. (*e*)

D'un autre côté, si nous examinons avec attention les ouvrages des pères de l'Église, ou des auteurs consacrés par elle, tels qu'Origène, Eusèbe, Arnobe, Tertullien, Minucius Felix, etc. nous verrons que la séparation des chrétiens et des Juifs ne s'est pas faite aussi promptement que quelques personnes se le sont figuré. Il paraît, à la vérité, par les *Actes des Apôtres*, que la prédication de saint Paul et la conversion des Gentils donna naissance à un christianisme plus pur et plus dégagé des observations

[1] « Non altaria fabricamus, non cæsorum sanguinem ani« mantium damus, non thura, etc. » Lib. VI, *adversus Gentes*.

(*e*) *Il eût été difficile de connaître la religion chrétienne; elle n'était pas faite.*

judaïques ; mais saint Pierre y resta long-temps attaché, et l'Église de Jérusalem les conserva avec tant d'obstination, qu'Eusèbe dit positivement qu'il y eut dans cette ville une succession de quinze évêques circoncis [1] (*f*). L'Église ou la congrégation [2] de Jérusalem n'avait donc pas renoncé à la loi de Moïse, quoiqu'elle eût admis la prédication de Jésus-Christ : il y a même toute apparence que les Juifs étant établis depuis long-temps à Rome conservèrent beaucoup d'influence sur le christianisme naissant. C'est ce qu'on peut voir par la lettre attribuée à saint Clément, pape, que quelques auteurs supposent écrite avant la prise de Jérusalem. Cette lettre ne traite en aucune manière des dogmes enseignés par Jésus-Christ, excepté celui de la résurrection qui était connu antérieurement chez les Juifs (*g*) : encore l'appuie-t-elle de l'exemple du phénix, qui semble appartenir de plus près à la fable, qu'à l'Évangile (*h*). L'objet principal de saint Clément est la discipline

[1] Voyez *Hist. eccl.* Liv. IV, chap. V.

(*f*) *Ces évêques étaient comme l'évêque d'Utrecht, comme les évêques latins en Turquie, obscurs, cachés, pauvres sectaires.*

[2] *Église* vient du mot grec Ἐκκλησία, qui veut dire *assemblée, congrégation.*

(*g*) *Très vrai. Les Pharisiens en disputaient contre les Sadducéens.*

(*h*) *Clément dit qu'il doutait beaucoup de l'immortalité de l'âme.*

ecclésiastique, laquelle avait été troublée à Corinthe par une sédition parmi les fidèles : il y enseigne avec beaucoup de force et beaucoup d'étendue la subordination hiérarchique; mais il se fonde toujours sur celle qui est établie à Jérusalem : *Le grand-prêtre*, dit-il, *les sacrificateurs, les lévites ont leurs fonctions; le laïque est obligé de suivre les préceptes qui lui conviennent, etc. On n'offre pas partout le sacrifice perpétuel, ni celui pour les vœux et les péchés, mais à Jérusalem seulement.*[1] (*i*)

Ces passages prouvent manifestement l'union des premiers chrétiens d'Italie avec la métropole du judaïsme et le temple de Jérusalem ( ). Plus d'un siècle

[1] On trouve aussi dans cette lettre les Danaïdes et Dircé citées comme des victimes des soupçons et de la jalousie. Il est vrai qu'il est difficile d'entendre ce passage, et que ce n'est pas sans raison que Junius l'a soupçonné d'interpolation. Selon lui, ce passage a été transporté des *Stromates* de saint Clément d'Alexandrie. Quoi qu'il en soit, il faut toujours qu'un des deux saint Clément ait donné aux fables les plus absurdes la même foi qu'aux dogmes de la religion chrétienne, erreur qui doit paraître assez surprenante, de quelque part qu'elle vienne. Voyez *Patres apost.* édit. de Leclerc, Tom. I. pag. 151.

L'exemple du phénix allégué en faveur de la résurrection, se trouve aussi dans les Constitutions apostoliques. Liv. V, chap. VII.

(*i*) *Cela est fort; mais cela prouve seulement que le judaïsme subsistait.*

(*k*) *Simon avait autant de disciples que les apôtres.*

après, saint Justin déclare qu'on peut être sauvé en observant le sabbath; mais il ajoute que la destruction du temple de Jérusalem a rendu les sacrifices impossibles [1]. Origène, dans sa défense contre Celse [2], repousse avec force le reproche de désertion qu'on faisait à ceux qui avaient abandonné la loi de Moïse; il répond que ceux qui ont embrassé la foi de Jésus-Christ n'ont jamais quitté l'ancienne loi; qu'ils s'appelaient seulement *Ébionites*, c'est-à-dire *gueux*, *mendians* [3]; que saint Pierre fut toujours attaché à

[1] *Voyez* son dialogue avec Tryphon.

[2] Voyez *Lib. II, adversus Celsum.*

[3] L'esprit de charité et d'aumône qui s'est manifesté dès le commencement du christianisme, n'a pas peu contribué à ses progrès. Sous un gouvernement despotique de fait, comme celui des empereurs, il devait y avoir beaucoup de pauvres et de mendians; sous un gouvernement qui conservait encore des traces d'aristocratie, les étrangers et les hommes nouveaux ne pouvaient manquer d'éprouver beaucoup d'humiliations. Les premiers trouvaient des secours dans le partage des offrandes; les autres de la consolation dans les idées d'égalité et de fraternité qui régnaient parmi les chrétiens. (*l*)

Il paraît que les païens étaient peu touchés de cette charité chrétienne qui admettait tous les états, tous les âges, et surtout les deux sexes indifféremment; on voit, au contraire, qu'ils s'en prévalaient pour reprocher aux chrétiens de ne répandre leurs dogmes que parmi des enfans et des femmelettes, *mulierculas*, ou parmi les artisans les plus vils,

(*l*) *Il en était de même chez les caraites, esséniens, thérapeutes. Tous les Genevois s'assistent; le tiers de la ville vit de charités.*

l'ancienne loi ; qu'il refusa même de communiquer avec les Gentils, de crainte d'alarmer les Juifs ; que saint Paul dit lui-même qu'il s'est fait Juif pour le bien des Juifs : enfin il paraît que ce savant homme pensait que la loi devait subsister jusqu'à ce que les yeux des hommes fussent assez dessillés pour entendre le sens mystique de l'Écriture, et reconnaître les figures cachées sous les expressions vulgaires. C'est dans cet esprit qu'il cite un passage de l'Évangile où Jésus-

tels que des savetiers, des teinturiers, etc. *Voyez* dans Origène, Liv. III, avec quelle confiance il réfute cette objection, en faisant voir que si ces assemblées paraissaient méprisables par la manière dont elles étaient composées, leur objet était saint et sublime ; et qu'après tout ce n'était pas un grand mal, si les enfans qu'on y voyait accourir s'échappaient des mains de leurs frivoles précepteurs qui ne leur enseignaient que des fables, etc. Ceux qui voudront plus de détails sur les premiers chrétiens doivent consulter la savante dissertation de M. Lami, *De eruditione Apostolorum*, où il fait voir que les apôtres et les disciples étaient, non-seulement des gens simples et grossiers (*m*), mais qu'il se trouvait parmi eux des criminels. Il prouve encore d'une manière invincible que les Évangiles sont remplis de fautes de langage, etc. D'autres savans ont observé que si la *Vulgate* était écrite en si mauvais latin, cela venait surtout de ce que cette traduction était faite pour des gens qui n'auraient pas entendu un latin plus élégant.

(*m*) *Mais Luc était médecin ; Paul, savant et enthousiaste. L'auteur de l'Évangile attribué à Jean était platonicien ; un Marc fonda une école célèbre toute platonicienne dans Alexandrie ; Platon fonda le christianisme.*

Christ dit à ses disciples : *Adhuc multa habeo vobis dicere, sed non potestis portare modò. Cùm autem venerit spiritus veritatis, docet vos omnem veritatem.* « J'aurais encore bien des choses à vous dire, « mais elles passent votre intelligence : lorsque l'es- « prit de vérité viendra, il vous instruira dans toute « vérité. » Origène ne fait pas difficulté d'avancer que toute la doctrine chrétienne n'est pas comprise dans l'Évangile, Jésus-Christ ayant trouvé ses disciples trop grossiers pour leur expliquer les figures et le sens mystique de l'Écriture. [1]

[1] Il serait à désirer que le goût pour l'interprétation des figures et des prophéties n'eût pas mené trop loin les auteurs les plus estimés. Je pourrais citer nombre d'exemples des abus qui en ont résulté, mais je me contenterai d'en rapporter quelques-uns, et dans cette seule intention de prouver combien il est nécessaire de faire toujours usage de sa raison, lors même qu'on a le plus de droit de se croire inspiré. Saint Justin rapporte dans sa première apologie ce passage de la *Genèse : Non deficiet princeps ex Judâ, nec dux à femore ejus, donec veniat qui repositus est*, ou plutôt *qui statutus est*, ou même tout ce qu'on voudra (car Leclerc a fait voir, dans sa *Bibliothèque choisie*, que ce passage était soupçonné d'interpolation), *et ipsé erit expectatio gentium, ligans ad vitem pullum suum, et lavans in sanguine uvæ stolam suam.* « Il ne manquera pas de « princes de la race de Juda, ni de chefs sortis de sa cuisse « (ou de ses cuisses) jusqu'à ce que celui-là vienne qui « est désigné, et il sera l'attente des nations, liant son pou- « lain à la vigne, et lavant sa robe dans le sang du raisin. » Or, selon saint Justin, ces mots *liant son poulain à la*

(n) Cependant le temps était déjà arrivé où les chrétiens devaient se séparer tout-à-fait des Juifs. Depuis la destruction du temple de Jérusalem, il n'y avait plus de point de réunion pour ceux qui restèrent

vigne annonce Jésus-Christ qui, avant d'entrer dans Jérusalem, *délia* un âne attaché à un cep de vigne; *lavans in sanguine uvæ*, le sang du raisin signifie le sang de Jésus-Christ, qui n'étant pas du sang humain, est mieux caractérisé par le sang du raisin; *et stolam ejus*, sa tunique, sa robe, désigne les fidèles qui sont le vêtement de Jésus-Christ. Saint Justin ne s'en tient pas encore à ce commentaire singulier. Il ajoute que les démons pour tromper les hommes ont imité toutes ces figures dans la fable qui est leur ouvrage. C'est ainsi qu'ils ont imaginé Bacchus pour répondre à ce passage, *ligans ad vitem pullum suum, et lavans in sanguine uvæ*, liant à la vigne, etc. En effet, dit-il, comme ils ne savaient pas si *pullum* signifiait un poulain ou un *ânon*, ils ont fait entrer un âne dans les mystères de Bacchus (apparemment celui de Silène): puis pour n'être pas pris en défaut, en cas que *pullum* voulût dire un poulain, ils ont imaginé le cheval Pégase. C'est dans cette même vue qu'ils ont composé l'histoire d'Hercule, pour répondre à ce passage de David, *fortis ut gigas*. Il est vrai, ajoute-t-il, qu'ils n'ont pas parlé de la croix; mais au défaut des prophéties et de la fable, Dieu a voulu que ce signe de rédemption se trouvât représenté partout; comme dans les vaisseaux, dont les mâts font une croix avec les vergues; dans les instrumens d'agriculture, tels qu'un rateau; et même dans la structure de l'homme, qui est destiné à être droit comme une potence, et dont le nez fait une espèce de croix avec le reste du corps. Le même auteur, toujours occupé

(n) *Tout ce chapitre est savant, profond et très fin.*

Tertullien s'est encore servi après lui. Le christianisme dut alors tirer un double avantage de cet événement; car tandis qu'il portait un coup mortel aux Juifs en détruisant leur empire politique et religieux, il préparait en même temps de nouvelles armes contre le polythéisme, en répandant dans toutes les provinces de l'empire une multitude d'hommes dont la religion avait pour base le déisme, et dont les opinions se rapprochaient bien plus de la doctrine des chrétiens que des fables du paganisme.

Plusieurs auteurs, étonnés du silence de tous les historiens sur la nation juive, se sont crus fondés à ne la regarder que comme une horde pauvre et méprisée; mais ils doivent convenir que si elle fut obscure dans son origine, elle s'en dédommagea amplement par la suite. Si nous en croyons Josèphe (p), la population de la Judée était immense, eu égard au peu d'étendue de cette province; mais plusieurs écrivains moins suspects de partialité, attestent que, sous les premiers empereurs (q), les Juifs s'étaient répandus dans la Palestine, la Syrie, la Cilicie, une grande partie de l'Archipel et presque toute l'Asie Mineure. Ils avaient formé des établissemens dans la plupart des grandes villes, particulièrement à Césarée, à Alexandrie et à Rome même. Mais après les guerres sanglantes de Titus et de Vespasien, il en reflua en-

(p) *Josèphe est un romancier exagérateur, copiste infidèle de l'ancien Testament.*

(q) *Et bien auparavant.*

core une plus grande quantité dans toutes les provinces de l'empire. Le plus grand nombre de ces Juifs, ou dispersés et fugitifs, ou établis depuis longtemps dans les villes de commerce, n'avaient eu aucune part à la mort de Jésus-Christ, dont ils ignoraient même le nom; et comme jusque-là ils n'avaient tenu à leur religion que par les relations qu'ils avaient conservées avec Jérusalem, et par l'habitude d'aller ou d'envoyer quelquefois sacrifier au temple, il leur fut facile de s'accommoder à la loi nouvelle, qui montrait l'inutilité de ces sacrifices, et qui paraissait si bien justifiée par l'événement. Mais soit qu'ils consentissent à embrasser la loi chrétienne, soit qu'ils persistassent dans leurs rites et dans leurs dogmes, le mépris pour les dieux du paganisme, et l'aversion pour le culte qu'on leur rendait servaient de point de ralliement pour les deux religions. De là vient que les auteurs profanes ont souvent confondu les Juifs et les chrétiens dans les reproches d'athéisme qu'ils leur ont faits en plusieurs occasions; mais ces imputations odieuses, destinées de tout temps à irriter le peuple et à animer les magistrats, valurent aux chrétiens de nouveaux prosélytes. [1]

[1] Il y aurait bien des choses à dire sur la manière dont la destruction du temple de Jérusalem influa sur la religion chrétienne. Un auteur moderne a remarqué très finement que le clergé en profita pour ajouter à sa considération; car les évêques ou surveillans, *episcopoi*, les anciens ou vénérables, *presbyteroi*, et les officians ou servans, *dia-*

Plusieurs philosophes, indignés des fables dont on amusait le vulgaire, et fatigués des vaines disputes de l'école, se sentirent plus d'attrait pour une religion dont le fondement était le dogme d'un Dieu unique et tout-puissant. Ils cherchèrent bientôt à se lier avec les chrétiens, et ils ne furent pas moins frappés de la simplicité de leur doctrine que de la douceur de leur morale. Nulle superstition, nul sacrifice, nul culte extérieur (r); car alors les fidèles se contentaient de s'assembler de temps en temps dans quelque grande salle, le plus souvent chez des particuliers : là l'ancien (*presbus*) faisait une instruction familière, laquelle était précédée ou suivie de quelque lecture tirée de l'Évangile ou de la Bible; et le tout était terminé par un repas commun, qui était composé des offrandes que les fidèles appor-

conoi, qui n'étaient que les ministres d'une société dont l'égalité était le fondement, ne tardèrent pas à s'assimiler à la hiérarchie juive, les premiers se comparant aux grands-pontifes (s), les seconds aux prêtres, *sacerdotes*, et les derniers aux lévites. *Cùm post urbem Hierosolymam denuo eversam spes omnis Judæis adempta esset rempublicam suam instaurandi; Episcopi similes tum videri volebant Pontificis maximi Judæorum, Presbytes eodem quo Sacerdotes loco versari dicebantur, Diaconi cum Levitis comparabantur.* (*Moshemii Inst. Hist. eccl.*, sect. II, pag. 2.)

(r) *Les premiers chrétiens étaient de fait, et à la lettre, ce que sont les quakers, à la Trinité près.*

(s) *Il n'y avait qu'un grand-pontife juif; mais il y eut partout des évêques chrétiens.*

taient, chacun selon ses moyens, et où le pauvre et le riche mangeaient ensemble. Le pain et le vin étaient toujours bénits par l'ancien, et le plus souvent le repas était suivi ou accompagné de quelques cantiques à la louange de Dieu [1]. L'égalité entre les hommes, la charité, la bienfaisance, l'aumône, étaient à la fois recommandées et pratiquées dans ces pieuses assemblées : quoi de plus respectable aux yeux de l'humanité même et de la vraie philosophie !

Cependant le christianisme commençait à n'être plus renfermé dans une société d'hommes simples

[1] La forme des assemblées chrétiennes changea par la suite. Les persécutions que les fidèles éprouvèrent les obligèrent souvent de se rassembler avant le jour, de crainte d'être découverts. Alors ils se contentèrent de faire leurs oblations et de bénir le pain et le vin. Pour le repas, il fut négligé, ou indiqué pour le soir, dans quelque endroit où l'on convenait de se retrouver. Il y avait deux raisons qui rendaient cet arrangement nécessaire : la première, c'est qu'il était extraordinaire de manger dès le grand matin, surtout quand c'était en commémoration de la cène ou du souper de Jésus-Christ; la seconde, parce que les chrétiens craignaient qu'on ne s'aperçût qu'ils avaient bu du vin avant l'heure du repas, ce qui, n'étant point d'usage, ne pouvait manquer de les déceler. Depuis, lorsqu'ils commencèrent à jouir de quelque tranquillité, ils continuèrent de s'assembler le matin, et de partager le pain et le vin après l'oblation et les prières. Alors le service divin était partagé en deux parties : les catéchumènes, les étrangers, *audientes*, les pénitens, *lugentes* ou *gementes*, étaient admis aux lectures et à quelques prières qui avaient pour la plu-

et obscurs. L'esprit de discussion, si opposé à l'esprit de charité, avait trouvé moyen de s'y introduire ; et, soit que les persécutions eussent obligé les fidèles à examiner davantage leurs dogmes, soit que leurs premiers succès les eussent encouragés et invités à la controverse, il est toujours certain qu'on les vit bientôt se produire en public et se familiariser avec les écoles. Le platonisme était alors la doctrine la plus répandue parmi les philosophes dogmatistes : il est vrai qu'il commençait à se corrompre, et qu'il était mêlé avec des idées théurgiques ou magiques, qui en avaient fait une espèce de superstition ; mais

part la forme de nos litanies, puis on les congédiait, ce qui s'appelait *Missa catechumenorum*, renvoi des catéchumènes. Alors commençaient les prières, qui étaient suivies d'une longue action de grâces ou *eucharistie*, εὐχαριστια επι τω πολλω, et de la communion, après laquelle on renvoyait les fidèles, ce qui s'appelait *Missa fidelium*.

Nous ne pouvons dissimuler, au reste, qu'il ne se soit glissé quelques abus dans ces premières assemblées chrétiennes, toutes saintes et respectables qu'elles nous paraissent. Les évêques reprochaient souvent aux riches de porter au repas, comme à la communion, des mets délicats qu'ils gardaient pour eux seuls ; tandis que les pauvres avaient à peine de quoi satisfaire leur appétit. Le contraire se voyait aussi quelquefois, et les pauvres profitaient si bien des offrandes, qu'il leur arrivait souvent de s'enivrer au point qu'on était obligé de les emporter.

Voyez sur toute la note ci-dessus, l'*Apologie de saint Justin* ; la *Lettre de Pline* ; *Bingham*, *Antiquities of the church*. Liv. xv, etc.

le fondement de cette philosophie était toujours le dogme d'un seul Dieu éternel, qui avait agi sur la matière et donné une forme au chaos. Platon supposait que Dieu, qui renfermait en lui l'idée universelle de toutes les choses possibles, n'avait pu se manifester qu'au moment d'une pensée, d'une raison active, qu'il appelait le fils de Dieu, son premier-né, son verbe [Λόγος]. C'était par le verbe que Dieu avait placé dans le monde un esprit vivifiant, une âme active; c'était par lui que l'homme avait été créé, et qu'il avait eu une âme en partage : c'était encore par lui que le monde avait été peuplé de génies et de démons [Δαίμονοι] qui remplissent l'espace entre Dieu qui habite la haute région, et l'homme attaché à la surface de la terre. Ces idées, prises en grande partie des gymnosophistes [1], s'accordaient bien plus aisément avec le christianisme qu'avec le matérialisme d'Aristote et les atomes d'Épicure. De là l'empressement avec lequel on se hâta d'en faire usage; de là le respect, l'enthousiasme même, que la plus grande partie des pères de l'Église ont montrés pour le divin Platon [2]; les uns assurant que Dieu lui avait révélé ses mystères, les autres qu'il avait été en Judée et qu'il y avait puisé sa doctrine; mais cette dernière opinion n'a pu être admise par saint Augustin, malgré sa grande vénération pour ce philosophe; il a même pris la peine de rassembler des

[1] *Voyez* Hyde, Holwell, etc.

[2] Voyez *de Civitate Dei*, Lib. VIII, cap. II.

autorités par lesquelles il est prouvé que Platon mourut long-temps avant que la traduction des *Septante* eût mis les Grecs en état d'entendre les livres de Moïse. [1]

[1] Tous les ouvrages des premiers pères de l'Église respirent le platonisme (*t*). Saint Justin dit expressément que s'il a quitté les écoles où l'on enseigne la doctrine de Platon, ce n'est pas qu'elle fût contraire à celle des chrétiens, mais c'est qu'elle ne lui est pas tout-à-fait semblable. *Non equidem quod alienæ sunt à Christo Platonis doctrinæ, sed quod non sunt ex omni parte similes.* (*Apolog.* I.) Il faut voir surtout la profession de foi d'Athénagore sur le Verbe. (*Leg. pro chr.* cap. X.) Si l'on demande, dit-il, ce que nous entendons par le fils de Dieu, je l'expliquerai en peu de mots; c'est le premier-né du Père, non qu'il ait été fait, engendré (ὐκ ὡς γενόμενον); car Dieu a été de tout temps raisonnable (λογικὸς); mais comme la matière était encore sans ordre et sans organisation, le verbe, ou la raison (λόγος), est venu pour lui donner la forme, l'arrangement. Cette philosophie platonicienne, si identifiée avec le christianisme, influa jusque dans les opinions sur le culte, ou, pour mieux dire, dans les rapports entre la créature et le Créateur. Il paraît que c'est à elle que le quiétisme doit son origine, puisque saint Augustin nous dit formellement que, suivant le système de Platon, le philosophe doit aimer Dieu, d'*amour*, et que celui-là seul qui l'aura aimé ainsi, aura le droit d'en jouir : *Ipsum autem verum ac summum bonum Plato dicit Deum; unde vult esse philosophum amatorem Dei, ut quoniam philosophia ad beatam viam tendit, fruens Deo sit beatus qui Deum amaverit.* (*De Civ. Dei*, Lib. VIII, cap. VIII.)

Pour Origène, dont le caractère était d'outrer tous les

(*t*) *Très vrai; sans le platonisme, point de christianisme.*

Comme l'enthousiasme et la subtilité n'ont jamais de bornes, il ne laissa pas de résulter quelque inconvénient de cette union de la philosophie et de la reli-

principes, il est un des auteurs ecclésiastiques qui ont le plus abusé de la philosophie platonicienne. Je n'en citerai qu'un exemple entre mille : il est tiré de son *Apologie* (Liv. VII.), où rappelant ces paroles très obscures de Platon: *In rebus omnibus quas ad scientiam adhiberi necesse est, tria sunt, quartum autem ipsamet scientia : horum primum est nomen, alterum sermo, tertium idolum, quartum scientia :* « Trois choses sont nécessaires pour parvenir à la science « qui n'est que la quatrième : d'abord le *nom*, ensuite le « *discours* ou la *parole*, puis l'*image* ou la *figure*, enfin la « *science*. » Il dit que les chrétiens ont précisément le même principe, puisque saint Jean-Baptiste est le *nom*, la *voix*, *vox clamantis in deserto*, Jésus-Christ le *discours* ou la *parole* ; que sa *forme* sensible (*forma quæ in anima impressa manet, postquam in illa Christus suum verbum, sua vulnera impressit*) répond à l'*image* ou à la *figure* ; enfin que le même est encore la *science* (*u*). C'est toujours ce délire platonique qui fait croire à Origène que les anges ont eu en partage une partie de la Divinité. « Car, dit-il, la « raison qui fait que je ne les adore pas, c'est que j'ai pensé « que, de même que les hommes sont souvent trompés tant « par leurs propres idées que par les erreurs d'autrui, de « même parmi les âmes sorties des corps qu'elles habitaient, « parmi les anges même et les démons, il peut s'en trouver « qui, séduits par quelques probabilités, ou égarés par quel- « que sophisme, soient capables de se donner pour des « dieux. Or, comme il est difficile aux hommes de démêler « tout cela, il est plus simple de ne rendre aucun culte à « tous les êtres de cette espèce. »

(*u*) *Ah ! fou d'Origène !*

gion. En effet, si le dépôt de la foi fut gardé par un petit nombre d'âmes simples et droites, le monde fut rempli de chrétiens platonisans et de platoniciens christianisans. La passion de la métaphysique se joignit bientôt (*x*) à celle de la magie, et ce ne fut plus partout que controverses et prodiges. De là les schismes et les hérésies qui dans les temps les plus prospères ont divisé l'Église et armé ses enfans les uns contre les autres. Bientôt l'acharnement dans les disputes théologiques fit disparaître toute bonne foi. L'embarras où l'on se trouvait pour étayer des opinions frivoles et obscures obligea de recourir à l'artifice; et comme la simplicité de la véritable doctrine chrétienne se refusait à toutes ces *arguties*, on supposa des livres, on forgea des oracles de sibylle. Malheureusement ces mensonges ne furent pas seulement accrédités par le faux zèle; il arriva trop fréquemment que des auteurs, estimables d'ailleurs, donnèrent dans le piége et compromirent ainsi les vérités qu'ils voulaient enseigner. On est fâché de voir un homme comme Lactance (*y*)[1] citer avec confiance les ouvrages de Mercure Trismégiste et les livres de la sibylle Érythrée, ouvrages reconnus pour être supposés, et dont l'imposture se décèle particulièrement par la maladresse qu'ont eue leurs auteurs de s'exprimer plus clairement que tous les anciens prophètes.

(*x*) *La magie bien antérieure.* (*y*) *Qui? cet avocat bavard?*

[1] Voyez *Instit.* Lib. IV.

Le malheur qu'éprouvèrent la plupart des auteurs des trois premiers siècles de l'Église de tomber dans quelque hérésie, peut être regardé comme une punition d'avoir abandonné la simplicité de l'évangile pour les subtilités de l'école. En effet, sans parler de l'opinion des millénaires, qui fut presque généralement répandue parmi eux, on les voit tantôt soutenir la métempsycose, ou la transmigration des âmes dans les corps des animaux, comme saint Justin [1], tantôt enseigner que l'âme et Dieu même sont matériels, comme Tertullien [2], tantôt nier la création des hommes et infirmer le témoignage de la Génèse sur celle du monde, comme Arnobe [3], etc. Sur quoi j'observerai que tel a toujours été le sort des écrivans livrés à leurs propres lumières, et que si le même malheur n'est pas arrivé aux Pères de

[1] « Qui autem videndi (Deum) facultate indigni judicati « sunt, quidnam (inquit Tryphon), patiuntur? in aliquo « ferarum corpore velut in carcere vinciuntur, atque id « supplicium eorum est. » Il dit plus bas, que les âmes étant créées comme le monde, sont périssables comme lui : *Qua de causa et moriuntur et puniuntur.* (*Dialog.*)

[2] « Nos autem animam corporalem et hic profitemur et « in suo volumine probamus habentem proprium genus sub- « stantiæ et soliditatis per quam quid et sentire et pati possit. « Et ailleurs : Quis negabit Deum esse corpus? » etc. (z)

[3] Voyez, Liv. II, *adversus gentes,* où il dit qu'il y a peut-être une infinité de siècles que le monde est créé, qu'il est impossible de connaître les desseins de Dieu, mais que

(z) *Tous les Pères ont cru l'âme corporelle.*

l'Église, dans les siècles postérieurs, ils l'ont dû en grande partie à l'avantage qu'ils avaient de connaître les décisions de l'Église œcuménique, et à l'heureuse nécessité où ils se trouvaient de soumettre leur raison aux décrets canoniques. [1]

Mais si ces contradictions perpétuelles compromettaient un peu le crédit des écoles chrétiennes, il faut convenir qu'elles leur rendaient d'un autre côté des services très essentiels; car les avantages

c'est un sacrilége de croire qu'il ait créé les hommes, puisque l'expérience prouve qu'ils sont très méchans et très portés au mal. Il est singulier qu'Arnobe, auteur très instruit, et qui écrivait à la fin du troisième siècle, n'eût aucune connaissance du péché originel.

[1] Avant que la protection des empereurs eût permis aux évêques de s'assembler et de former des conciles œcuméniques, il n'y avait rien qui pût servir de règle en matière de doctrine. L'Église n'avait point encore de chef visible, dont l'autorité fût reconnue ou constatée : car mettant à part les droits que les évêques de Rome pouvaient réclamer comme successeurs de saint Pierre, il est certain que dans le fait ils ne tiraient leur crédit que de leur position, c'est-à-dire de l'avantage qu'ils avaient de siéger dans la capitale. Mais avant que les empereurs eussent embrassé la foi, et surtout lorsqu'ils la persécutaient, cette prééminence ne pouvait pas être très marquée. En effet, nous voyons qu'au commencement du quatrième siècle, lors de la famense querelle de Donat, évêque des Cazes-noires, contre Cécilien, évêque de Carthage, Miltiade, évêque ou pape de Rome (car ces deux mots étaient synonymes), ayant assemblé un concile à Rome, les décrets de ce concile

que la nouvelle doctrine perdait ainsi comme positive, elle les regagnait amplement comme négative. Saint Justin, Tatien, Minucius Félix, Origène, Lactance, avaient scruté avec le plus grand soin tous les dogmes du paganisme; ils avaient osé lever le voile qui couvrait cette fausse religion; et comme il arrive souvent que des idées répandues sourdement parmi les gens sensés, n'attendent qu'un moment de liberté, ou seulement l'audace de quelque

ne furent pas observés : de sorte que Constantin fut obligé d'en indiquer un autre à Arles, où le pape Sylvestre n'assista, ni en personne ni par députés, et dont il n'apprit les décrets que par une simple lettre d'avis, sans qu'on lui demandât ni son accession ni son approbation.... Eusèbe, qui rapporte fort au long l'histoire du concile de Nicée, ne paraît faire aucune attention à l'évêque de Rome, et se contente de dire : τῆς δέ γε βασιλευούσης πόλεως ὁ μὲν πρόεστὼς ὑστέρει διὰ γῆρας : l'évêque de la ville royale ne s'y trouva pas, à cause de son grand âge. Sozomène s'explique à peu près de même : l'évêque de Rome (Ῥωμαίων ἐπίσκοπος), retenu par son grand âge, ne put s'y rendre. Si quelquefois il arrivait qu'on s'en rapportât aux églises métropolitaines sur quelques points de doctrine, c'était un avantage que Rome partageait avec les autres. Parmi nombre d'autorités qui le démontrent clairement, je ne citerai qu'un passage de Tertullien (*de Præscriptione*), où cet auteur enseignant à distinguer les hérésies, de la doctrine orthodoxe, dit qu'il faut s'en rapporter aux traditions des églises; si l'on est en Achaïe, consulter Corinthe; en Macédoine, Philippes et Thessalonique; en Asie, Éphèse, et en Italie, Rome.

écrivain pour éclater de tous côtés, et venger les droits de la raison opprimée; de même tout ce qu'il y avait de gens instruits alors, lut avec avidité ces controverses intéressantes. Il est même probable que l'obligation qu'on leur avait de détruire des préjugés si absurdes et si enracinés, donna quelque faveur aux opinions qui cherchaient à s'établir à leur place : on aima dans les chrétiens les ennemis des prêtres, et on leur sut gré de détruire une ancienne charlatanerie. Quel dommage si une police sévère nous eût alors privés de ces savans ouvrages auxquels parmi tant d'autres obligations nous avons surtout celle de nous avoir transmis les lumières les plus précieuses sur l'antiquité et sur le long empire de la superstition! Heureusement que la proscription contre les livres ne fut exercée qu'à la fin du troisième siècle; car si les empereurs philosophes, tels que Trajan et les Antonin, ont pu rechercher avec trop de rigueur une secte qu'ils devaient tolérer, du moins n'ont-ils jamais étendu la persécution jusques aux ouvrages qui en étaient émanés (*aa*). Ils crurent devoir respecter ces muets et tranquilles dépositaires des pensées des hommes, et ils les regardèrent comme des asiles sacrés ouverts à tous les systèmes, à l'erreur comme à la vérité. Aussi les chrétiens se sont-ils récriés particulièrement contre cette nouvelle tyrannie exercée contre les livres : aussi ont-ils opposé la constance la plus inébranlable aux re-

(*aa*) *Ils étaient alors inconnus.*

cherches des inquisiteurs, comprenant dans leurs anathèmes tous les traditeurs, c'est-à-dire ceux qui avaient eu la faiblesse de sacrifier leurs livres aux magistrats.

Au reste, ces persécutions ne servirent qu'à donner plus de crédit aux chrétiens. Sous un gouvernement despotique, tout acte de rigueur est aisément taxé d'injustice : et comment n'être pas attendri sur le sort de ces malheureux qu'on traînait journellement au tribunal de quelque affranchi ou de quelque autre parvenu, qui, sous le titre de préteur ou de proconsul, se croyait en droit de commander à l'opinion et de juger les consciences ? Les chrétiens furent donc plaints et encouragés partout où les prêtres n'avaient pas trouvé le moyen de rendre le peuple fanatique. Intéressés par leur situation à prêcher la tolérance qui leur avait été enseignée par Jésus-Christ, ils la recommandaient dans tous leurs écrits. Ils fuyaient surtout la présence des magistrats tyranniques, et ils allaient dans les provinces de l'empire les plus reculées révéler leurs dogmes à des âmes simples et grossières. Ils enseignaient un Dieu de paix, un Dieu qui regardait tous les hommes comme ses enfans, et qui ne mettait point de différence entre eux, soit qu'ils fussent nobles ou plébéiens, Romains ou Barbares, libres ou esclaves (*bb*). Ainsi le christianisme se répandit dans les provinces, et surtout dans les Espagnes et dans les Gaules,

(*bb*) *Ils ont bien changé depuis.*

où il s'était tellement propagé, que Constance Chlore et Constantin son successeur, sans l'avoir totalement embrassé, crurent devoir le favoriser et s'en servir contre le crédit prépondérant de Dioclétien et de Galérius.

Mais comme nos réflexions nous ont conduit jusqu'à cette grande époque où Constantin, ayant réuni sous ses lois le plus vaste empire qui ait jamais existé, employa tout son pouvoir à faire du christianisme la religion dominante, nous nous arrêterons un moment au règne de ce prince, et nous terminerons ici nos réflexions sur le christianisme, dont les progrès n'ont plus rien d'extraordinaire, du moment qu'ils sont l'ouvrage du plus puissant et du plus absolu des empereurs.

CHAPITRE IV.

De Constantin.

Le quatrième siècle de l'Église avait commencé sous les plus mauvais auspices. L'empire divisé entre des chefs barbares, désolé par des guerres continuelles, et ravagé par une soldatesque étrangère; la religion tantôt persécutée par le prince, tantôt déchirant ses propres entrailles; timide ou ardente, faible ou fanatique, condamnée au silence ou abandonnée à l'hérésie, suivant les caprices des souverains et les révolutions de l'empire; les mœurs publiques détruites; la licence ou le despotisme mis à la place du gouvernement; l'avarice et la déprédation assises sur tous les tribunaux : tel est le tableau qu'offre maintenant l'empire romain, ou plutôt le monde entier. Dans ce chaos épouvantable, dans ce renversement total du pouvoir et de l'opinion, les hommes attendaient un maître : ils demandaient qu'un de ces guerriers féroces, toujours trop puissans contre le peuple, le fût assez contre ses rivaux : ils ne désiraient plus la liberté, mais ils voulaient la paix; les esprits étaient pliés, les courages épuisés, et quelle qu'eût été la volonté d'un despote, la flatterie était toute prête à l'adopter. Dioclétien, fatigué de combats et de gloire, dégoûté du métier de gé-

néral et de celui de souverain, mécontent surtout des Romains dont il avait éprouvé et la lâcheté et l'ingratitude (a); Dioclétien, le plus digne de s'asseoir sur le trône du monde, en méprisa l'éclat, et en craignit les dangers. Malheureusement il n'avait pas prévu d'assez loin le parti qu'il serait obligé de prendre; et, semblable à un commandant qui n'abandonne sa place qu'après l'avoir démantelée, il rendit le poste qu'il quittait impossible à conserver. L'empire était divisé en quatre diocèses ou gouvernemens. Un équilibre illusoire avait été établi entre les chefs qui, sous le nom de Césars ou d'Augustes, gouvernaient les départemens. Les collégues, qui n'étaient liés ensemble que par des mariages contraires aux lois, ou par des adoptions forcées, ne pouvaient manquer de devenir rivaux; et le premier qui savait triompher de son concurrent était sûr de parvenir bientôt à la monarchie universelle. C'est dans ces circonstances que Constantin, à la fleur de son âge, et comblé des dons de la nature, hérita d'un pouvoir que Constance son père avait fait aimer. Régner, c'était combattre. Ses premiers exploits furent contre les Francs (b). Vainqueur au-delà du Rhin, souverain paisible dans les Gaules, il porta bientôt ses regards sur l'Italie. Maxence y faisait détester son empire. A la fois cruel et superstitieux, il versait le sang en consultant les oracles. C'était

(a) *Et devenu apoplectique.*

(b) *Il livra aux bêtes les aïeux de Clovis.*

alors le règne de la magie. On n'entendait parler partout que d'évocations, de sacrifices et de prédictions. Soit, comme le dit Eusèbe, que Constantin, effrayé des maléfices de Maxence, ait cherché à lui opposer d'autres armes, soit que la connaissance qu'il avait de la disposition des peuples irrités des persécutions et enclins au christianisme, lui ait inspiré l'idée de s'appuyer d'une nouvelle religion, il est certain qu'il se hâta de témoigner de l'aversion pour les faux dieux, et du penchant pour le culte des chrétiens.

Rien de plus obscur que l'histoire du *Labarum*, ou de la croix qui apparut à Constantin, lorsqu'il marchait à la tête de son armée. On peut voir dans M. Le Beau (c) [1] ce qui a été dit pour et contre. Ce qui me paraît très clair, c'est qu'on ne connaît ni la date de cet événement, ni le lieu où il s'est passé; c'est que Lactance ni aucun historien profane n'en ont parlé; c'est qu'Eusèbe lui-même ne le rapporte pas comme un fait généralement connu, mais comme une histoire qu'il tient de la bouche de Constantin [2]; c'est qu'enfin on ne voit nulle trace

(c) *Ah! Le Beau!*

[1] *Histoire du Bas-Empire.* Tome I.

[2] « Quod si quidem ab alio quopiam diceretur, haud « facile auditores fidem essent habituri. » (*De Vita Constantini*, Lib. I, cap. XXXVIII.) Il est certain que si Eusèbe avait cru parler d'un fait aussi connu et aussi généralement avoué que celui-là devait l'être, il n'aurait pas pris tant de pré-

de l'effet prodigieux qu'un pareil miracle aurait dû produire, puisque l'armée de ce prince resta païenne, et que lui-même ne se déclara chrétien que quelque temps après. Ce n'est donc pas sans fondement que cette histoire a été souvent révoquée en doute, et traitée de *fraude pieuse* [1], c'est-à-dire du plus criminel de tous les mensonges, puisqu'en empoisonnant la source même de la vérité, il expose au doute profane les autorités les plus sacrées. Quoi qu'il en soit (*d*), il reste toujours certain que Constantin accorda aux chrétiens une protection si marquée, que le premier usage qu'il fit de sa victoire sur Maxence, fut d'engager Licinius à proclamer un édit de tolérance en leur faveur.

C'est alors que commence cette époque que nous appellerions le bel âge de l'Église, si les disputes, les cabales, les schismes, les erreurs cruelles et extravagantes dont elle fut agitée, n'avaient pas souillé l'éclat de ces jours de prospérité. Ici, des évêques accusaient des évêques d'avoir volé des vases sacrés, tandis qu'une femme disposait du premier siége de l'Afrique. Là, des chrétiens à peine échappés de la

caution, ni commencé par convenir que si tout autre que lui le racontait, il ne trouverait nulle créance dans ses auditeurs. Ainsi tout le fondement de cette histoire est borné au témoignage de deux personnes; dont l'une pouvait être conduite par l'enthousiasme ou la politique, et l'autre se trouver par état et par intérêt engagée à l'accréditer.

[1] *Voyez* Échard, *Hist. Rom.* (*d*) *Qu'il n'en soit pas.*

persécution, en commençaient une plus cruelle les uns contre les autres, et se reprochaient mutuellement la désertion ou la trahison [1]. Ailleurs des zélateurs moins ambitieux, mais plus fanatiques, avaient substitué la cruauté à l'outrage : on ne peut se rappeler sans horreur ces hérétiques appelés *Circoncellions*, espèce de maniaques qui, prenant *louange à Dieu* pour cri de ralliement, et n'osant transgresser le précepte de l'Évangile, qui défend de tirer l'épée, assommaient à coups de bâton tous ceux qui n'adoptaient pas leurs dogmes, et portaient quelquefois la fureur jusqu'à se précipiter eux-mêmes dans la mer; comme s'il était des contagions pour les esprits comme pour les corps, et si la cruauté envers les autres et soi-même était une maladie de l'homme ignorant et superstitieux, de même que la lèpre est celle de l'homme pauvre et malpropre. Nulle église n'était tranquille, nul asile ne restait à la paix et à la charité; car si les disputes qui agitaient l'Asie n'avaient pas des effets si cruels que celles de l'Orient, de l'Europe et de l'Afrique, elles étaient aussi plus vaines et plus frivoles. J'aime la naïveté avec laquelle en parle Eusèbe, lorsqu'il raconte les querelles qui s'étaient élevées sur le temps où l'on devait célébrer la Pâque. « Tous les peuples, « dit-il, étaient divisés d'opinions, et ne s'accor- « daient sur aucun des rites de la religion; de façon « que personne ne pouvait y apporter remède : car

[1] Voyez *Hist. eccl.* de Fleury. Ttom. II.

« parmi tant d'avis différens, il ne se trouvait pas « la moindre raison pour faire pencher la balance « plutôt d'un côté que de l'autre. [1] »

Cependant ces maladies internes n'empêchaient pas le christianisme d'acquérir de nouvelles forces. Malgré les haines réciproques et la diversité d'opi-

[1] « Itaque cùm omnes ubique populi jam dudum inter se « dissiderent, et sacri religionis nostræ ritus conturbaren- « tur, mortalium quidem nemo erat qui huic malo reme- « dium posset adhibere, cùm utrinque inter se dissentientes « velut æquata lance controversia penderet. »

Je ne puis m'empêcher de rapporter à cette occasion un passage d'Arnobe, qui me paraît du meilleur sens. « Quelle « est (dit-il, Liv. II,) l'opinion si raisonnable et si plau- « sible, que l'esprit de controverse ne puisse ébranler? « Et au contraire, qu'y a-t-il de si absurde qu'on ne puisse « soutenir par des argumens spécieux? Lorsqu'un homme « s'est une fois persuadé qu'une chose est vraie ou fausse, « il s'attache à sa propre idée par l'attrait de la dispute, « et bientôt il ne cherche plus qu'à surpasser son adver- « saire par l'esprit et par la subtilité; surtout s'il s'agit de « quelque question obscure, qui par sa nature soit enve- « loppée de ténèbres. » C'est ainsi que parle en plusieurs endroits cet auteur estimable. Il serait à souhaiter que ceux qui ont écrit comme lui en faveur de la religion eussent été conduits par le même esprit de sagesse et de tolérance. Hardi et pressant lorsqu'il réfute le paganisme et la philosophie ancienne; modeste et précautionné lorsqu'il s'agit d'établir de nouveaux dogmes; ramenant tout à la croyance d'un seul Dieu et à la pratique de la loi naturelle, il s'est montré toujours aussi ami du doute qu'ennemi de la superstition.

nions, la faveur des souverains et l'extinction du paganisme fut un point de ralliement auquel toutes les sectes tendirent également. Jamais on n'a refusé l'autorité ecclésiastique aux princes qui ont voulu favoriser les ecclésiastiques. Constantin à peine catéchumène, et encore demi-barbare, souillé de plusieurs parricides, et entouré de concubines et de bâtards, fut bientôt regardé comme un oracle en matière de doctrine. Sa médiation fut invoquée dans les controverses, et sa présence désirée dans les conciles. On alla même jusqu'à lui demander des sermons, des instructions pastorales. Le prix de tant d'adulations fut la proscription prononcée bientôt contre les dieux, leurs temples et leurs ministres. Le christianisme opprimé avait enseigné la tolérance; le christianisme devenu religion dominante fut intolérant à son tour; et les évêques, oubliant à la fois et les préceptes de l'Évangile et leurs vrais intérêts, armèrent contre leurs ennemis ce pouvoir civil contre lequel ils avaient si long-temps réclamé. On alla plus loin, et ceux-ci même qui croyaient aussi en Jésus-Christ, qui suivaient la même discipline, et pratiquaient les mêmes rites, mais qui différaient sur quelque opinion abstraite et spéculative, ne purent pas profiter de cette tolérance qu'on avait accordée aux païens quelques années auparavant. Le même empereur qui, dans son premier édit en faveur des chrétiens, avait dit en propres termes: « Nous voulons que ceux qui suivent les erreurs des

« Gentils, jouissent de la même tranquillité, du « même repos que les fidèles, et nous regardons cette « tolérance réciproque comme le meilleur moyen de « propager la vérité. Que personne ne s'avise donc « de molester son semblable, que chacun vive comme « il lui plaît, et que ceux qui veulent suivre une « fausse religion, aient aussi et leurs temples et leur « culte; » le même Constantin, au bout de quelque temps, donne un édit contre les hérétiques, où il leur défend d'avoir des oratoires, et d'oser même s'assembler, sous quelque prétexte que ce soit [1]. Il envoie des soldats dans toutes les provinces de l'empire renverser les temples, briser les idoles, emprisonner leurs prêtres, et disperser leurs adorateurs; et tandis qu'il établit ainsi ses opinions par le fer et le feu, il en change sans cesse lui-même, passe perpétuellement d'un parti à l'autre, prêche, enseigne des choses contradictoires, et dans l'excès de son zèle, il oublie de se faire baptiser, et meurt hérétique.

Il est toujours affligeant de lever le masque sous lequel la faible humanité parvient quelquefois à se cacher; mais cet emploi, odieux dans la société, est noble et utile dans les recherches historiques. En effet, si le cours ordinaire de la justice a besoin qu'un examen lent et impartial vienne, après de longues années, redresser ses propres erreurs, com-

[1] *Voyez* Eusèbe, *de Vita Const.* Lib. II, cap. XLVI, et Lib. III, cap. LXVI.

bien l'histoire, placée d'abord entre le flatteur et le zoïle, et livrée ensuite à l'aveugle compilateur, n'est-elle pas en droit de réclamer contre la sentence des siècles passés! Constantin, en renversant les idoles, s'était souvent applaudi d'avoir convaincu les peuples que ces brillans simulacres, loin de servir d'asile à la divinité, ne contenaient qu'une cendre abjecte ou des ossemens infects; il ne s'apercevait pas qu'il insultait ainsi à sa propre destinée. On a osé, dans ce siècle éclairé, pénétrer dans son âme. L'idole renversée et la riche enveloppe détruite, que reste-t-il? L'intérêt, les passions, l'hypocrisie et tout le squelette de l'humanité. Constantin est de tous les princes celui qui a le plus influé sur les siècles suivans. Renverser le culte des faux dieux pour y substituer celui de Jésus-Christ, et transporter la capitale du monde de l'ancien théâtre de sa gloire sur une rive inculte et barbare; tels furent les objets auxquels il consacra son règne. Le dernier n'a point trouvé d'apologistes; mais le premier, en rendant sa mémoire chère au monde chrétien, a peut-être trop fait rejaillir sur l'auteur le mérite de l'ouvrage. Pour nous, également éloignés, et du fiel de Zosime, et de l'enthousiasme d'Eusèbe, nous n'emprunterons de ces auteurs que des faits et non des opinions. Nous nous contenterons même de mettre notre lecteur en état de juger; et pour suivre une marche plus sûre dans nos observations, nous examinerons Constantin sous trois points de vue

différens : comme homme, comme prince, et comme chrétien.

Si la religion du Christ avait besoin d'emprunter quelque éclat de ses sectateurs, nous n'avouerions qu'à regret la différence extrême que nous sommes obligés de reconnaître entre les âmes grandes et sublimes des Trajan et des Antonin, et le caractère encore barbare de Constantin : mais la foi enseignée par les ministres de l'Évangile n'a rien de commun avec les vices personnels à ce prince ; vices si frappans et si odieux, que nous ne pouvons ni les justifier, ni les dissimuler. Peut-être, il est vrai, devons-nous le plaindre d'avoir été entraîné par les mœurs de son temps, lorsqu'il traita avec tant de cruauté les peuples d'Allemagne qu'il avait vaincus : mais comment pardonner à des écrivains recommandables d'ailleurs, lorsqu'au lieu de gémir de ces horreurs, ils s'efforcent de les pallier, et pour ainsi dire d'en escamoter l'atrocité (e)? Je ne puis me dispenser de rapporter ici tout un passage de M. Crevier ; il servira à faire voir comment l'histoire est écrite de nos jours. « Constantin, dit-il, passa le Rhin et entra « dans le pays des Bructères, qu'il mit à feu et à « sang. Rien ne fut épargné. Les villages furent brû- « lés, les bestiaux pris ou égorgés ; *les hommes et* « *les femmes massacrés ;* et ceux qui échappèrent « à l'épée, et qu'il fit prisonniers, eurent encore un « sort plus cruel. Comme il les jugeait incapables de

(e) *Bravo !*

« rendre jamais aucun service utile, à cause de « leur fierté intraitable et de leur perfidie, ils furent « condamnés aux bêtes dont ils imitaient la féro- « cité. [1] »

Quel artifice, quels efforts pour pallier des crimes abominables! et tout cela, parce que Constantin a été le premier empereur chrétien. Cette partialité des historiens, lorsqu'elle ne se manifeste pas sur des objets aussi révoltans, devient quelquefois amusante. Parmi tant de crimes, un simple homicide, à la vérité très gratuit, très inutile, peut être regardé comme une bagatelle; mais je n'ai pu m'empêcher de prendre sous ma protection un malheureux eunuque pour lequel M. Le Beau et M. Crevier n'ont eu aucune commisération. Constantin avait de fortes raisons pour soupçonner son beau-père Maximien; mais il ne voulut s'en venger qu'après l'avoir pris sur le fait. Étant donc averti un jour par sa femme Fausta que Maximien devait exécuter son projet la nuit suivante, et le poignarder dans son lit, il y fit placer un eunuque, être sans doute très méprisable, mais qui était en même temps très innocent, et qui n'avait que faire là. Maximien se trompe et tue l'eunuque, croyant tuer son gendre. Alors Constantin se fait voir tout joyeux de sa découverte, et fait mourir son beau-père, au grand contentement de sa femme et de tous les assistans.

[1] Eusèbe rapporte ce fait avec la même indulgence. Voyez *de Vita Const.* lib. I, cap. XXV.

Est-il possible qu'aucun historien ne se soit avisé de remarquer qu'il aurait été mieux de ne pas faire périr un innocent, et d'épargner à son beau-père un crime de plus, et à soi-même un parricide? Mais j'ai tort de demander quelque pitié pour un pauvre eunuque, tandis que ces mêmes historiens n'en ont accordé aucune aux Césars Valence et Martinianus, qui n'étaient coupables d'autre crime que d'avoir été élevés au premier rang par Licinius, ni à Licinius lui-même, qui, long-temps l'égal de Constantin, et enfin soumis à son pouvoir sous la sanction des traités, fut bientôt condamné à mort sur de vains prétextes. Le supplice d'un Auguste, celui de deux Césars, la foi publique violée, les traités oubliés ou rompus; tout cela n'est rien pour un empereur qui a protégé les évêques, et qui a fait des homélies.

Quels crimes pouvait-on ajouter à ceux-là, si ce n'est la mort d'une épouse et d'un fils? Et dans quelle circonstance encore? Constantin revenait triomphant du concile de Nicée; il s'applaudissait d'avoir donné à dîner à plus de trois cents évêques, et d'avoir baisé les cicatrices des martyrs, lorsque sur de simples soupçons, sur la seule imputation du crime le plus difficile à croire, il fait mourir Crispus, son fils, jeune homme de la plus grande espérance. Et bientôt, tournant sa fureur de l'accusé à l'accusateur, il fait étouffer l'impératrice Fausta. Les liens de l'amitié ne furent pas près de lui une sauve-garde plus sûre que ceux du sang. Ce prince féroce et

inconséquent, tout occupé qu'il était des progrès du christianisme, avait fait venir à sa cour Sopatre, philosophe platonicien, de l'école de Jamblique. Il lui montra bientôt tant de confiance et d'intimité, que le malheureux savant dépaysé, ne put échapper à la jalousie des chrétiens. Quelques accusations sourdes de prestige et de magie avaient déjà mis le peuple en mouvement, lorsque des vents contraires retardèrent la flotte qui apportait les blés d'Égypte. Le peuple, toujours furieux, toujours insensé, lorsque des hommes factieux et intéressés lui font craindre la famine [1], ne manqua pas de s'en prendre à Sopatre; et Constantin, prince faible et ami perfide, livra à la mort le philosophe innocent. Ajoutez à ce caractère cruel et inconstant un amour effréné pour le faste, et un désir immodéré de toute espèce de gloire, et vous ne reconnaîtrez que trop aisément dans Constantin l'homme odieux et méprisable, que l'éclat de la pourpre, les lauriers de la victoire et l'adulation des siècles se sont longtemps efforcés de cacher. Voyons à présent si le prince a plus de droit à notre estime.

Ici les faits semblent parler d'eux-mêmes. Constantin, né dans les dangers, livré dès son enfance, sous le titre d'otage, à toute la haine de ses ennemis, échappé de leurs mains au péril de sa vie, se trouve à peine à la tête d'une armée, que, maître absolu

[1] Tacite dit quelque part : *Vulgus cui una ex republica annonæ cura.* (*Hist.* L. IV, c. 38.)

d'une vaste partie de l'empire, il entreprend de conquérir l'autre, et de s'asseoir sur le trône du monde. Quels succès plus brillans! quel sujet pour un panégyrique! Mais le philosophe que l'éclat n'éblouit jamais, retire bientôt son admiration, lorsque, remontant à l'origine des succès, il ne voit que des batailles gagnées. Il sait que dès que les hommes ont confié leurs intérêts à des armées, il faut nécessairement que le sort des combats décide pour l'un ou pour l'autre; que les avantages à la guerre peuvent avoir une grande valeur relative, et une très petite valeur positive, et que les grands succès ne font pas toujours les grands généraux. Un joueur d'échecs en peut gagner un autre moins fort que lui, quoiqu'il soit très faible lui-même. C'est ainsi qu'on voit dans les Indes des empires entiers renversés par des armées qui auraient été mises en fuite par six bataillons de troupes européennes. Ce n'est pas pour avoir battu le duc de Bournonville, c'est pour avoir embarrassé Condé et Montécuculli, que Turenne est regardé comme un grand général. De même dans la politique, le citoyen qui, à force de fermeté et de courage, parvient à ajouter quelque chose à la liberté publique, est plus estimable que le prince qui, à la tête de cinquante satellites, fait changer de maître à un peuple d'esclaves.

Ainsi, que Constantin ait battu Licinius et triomphé de quelques peuples barbares, c'est quelque chose, sans doute; mais c'est peu pour sa gloire,

aussi long-temps qu'on ignorera le choix de ses moyens et la sagacité de ses vues. Mais cet empereur a malheureusement donné sa mesure, en se laissant apprécier sur des objets plus intéressans. Il a été législateur, et le lecteur jugera sans peine si notre sévérité est déplacée, lorsqu'il se rappellera que c'est à ce prince que nous devons ce mélange vicieux des deux puissances civile et ecclésiastique, qui, depuis quinze siècles, a répandu le trouble dans le monde chrétien.

La première trace de l'intervention du pouvoir ecclésiastique dans les affaires civiles se trouve dans une loi de Constantin sur l'affranchissement des esclaves. A la place des formalités dont ces affranchissemens étaient accompagnés, il veut qu'on puisse se contenter désormais de l'attestation d'un évêque; comme si les procès étaient des cas de conscience, et les jugemens des pénitences [1]. Il n'est personne qui ne sache de quels rapides progrès ce premier pas fut suivi. Dès lors toutes les voies furent préparées : des priviléges sans nombre furent accordés au clergé; comme per-

[1] On pourrait soupçonner Constantin d'avoir eu des vues cachées lorsqu'il fit ce règlement. Un grand nombre d'esclaves, attirés par l'esprit d'égalité qui régnait parmi les chrétiens, venaient journellement embrasser leur religion, et se dérobaient ainsi au pouvoir de leurs maîtres. Il fallait pourtant rendre ces transfuges lorsqu'ils étaient réclamés; mais pour peu qu'il y eût quelque prétexte d'affranchissement, la faveur qu'on accordait aux nouveaux convertis faisait décider contre les maîtres. Or, c'est peut-être pour

mission de recevoir des legs, exemption de toutes charges onéreuses, telles que *collection de deniers*, *offices municipaux*, *magistratures*, *tutelles*, etc.; faveurs si excessives, que l'intérêt corrigeant bientôt l'enthousiasme, on fut obligé de les révoquer. En effet, presque tous les citoyens, pour mettre leurs biens à couvert, s'étaient faits ecclésiastiques, et Dieu était si bien servi, que l'état n'avait plus ni sujets [1] ni magistrats. Les intérêts du fisc ont été chez tous les princes les limites de leur foi : mais si Constantin ne voulut pas céder au clergé sur un point si important, il ne craignit pas de lui sacrifier les principes les plus anciens du gouvernement romain, en révoquant la loi *Papia Poppea*. Par cette loi, ceux

donner plus d'étendue à cette faveur, qu'on chercha à dérober les procès de ce genre à l'ordre civil, et qu'on voulut que le témoignage d'un évêque, chose sur laquelle on pouvait toujours compter, fût regardé comme suffisant.

[1] Sous Constantin, le nombre des citoyens était fort diminué, tandis que celui des esclaves et des étrangers était considérablement augmenté. Il n'est donc pas étonnant que le poids des impositions et de toutes les charges publiques fût devenu très lourd pour chaque particulier. Les emplois municipaux étaient surtout une charge si onéreuse, que, dans le fait, il ne restait plus ni propriété territoriale ni propriété personnelle. On nommait *curiales* tous ceux qui par état étaient obligés de remplir quelque office public. Or, c'est cet état de *curialis* qui, suivant les principes de l'Église, ne pouvait s'accorder avec l'état ecclésiastique. Voyez Bingham, *Antiq. of the church*. Liv. v, ch. III.

d'entre les citoyens qui ne s'étaient pas mariés, étaient privés de toute succession collatérale, et ceux qui étant mariés n'avaient pas eu d'enfans, ne pouvaient prétendre qu'à la moitié des successions de cette espèce qui viendraient à leur échoir, non plus qu'à la dixième partie du bien de leurs femmes, en cas de décès. Constantin ne se contenta pas d'effacer ces restes respectables de la sagesse romaine; il encouragea le célibat par toutes sortes de voies, et particulièrement en accordant à ceux qui embrassaient cet état, le privilége de pouvoir disposer de leur bien avant l'âge requis par les lois.

Mais tandis que les exemptions se multipliaient en faveur du clergé, des impôts exorbitans, et d'un genre tout nouveau, semaient la désolation parmi le peuple. Tous les quatre ans, des officiers de l'empereur venaient, armés de fouets et de bâtons, exiger une capitation nommée *Chrysargyre*, parce qu'elle se payait indifféremment en or et en argent. Cette taxe était imposée avec une rigueur inouïe. On faisait contribuer jusqu'aux mendians et aux femmes prostituées: mais tandis qu'elle excitait les gémissemens des pauvres qu'on poursuivait de tous côtés à coups de fouet, comme de vils bestiaux, elle ne répandait pas moins de consternation parmi les riches; car les dénonciations de toute espèce, les trahisons domestiques, et les calomnies publiques étaient le tarif sur lequel on avait coutume de la percevoir.

Zosyme accuse aussi Constantin de n'avoir fait la guerre aux dieux du paganisme que pour trouver un prétexte de piller leurs temples; mais il ne serait pas juste de s'en rapporter à un auteur dont la prévention s'est manifestée en plusieurs endroits, et particulièrement lorsqu'il attribue la conversion de Constantin aux remords que lui inspira le meurtre de sa femme et de son fils. Selon lui, ce prince ayant cherché inutilement des expiations parmi les prêtres du paganisme, se tourna du côté des chrétiens qui avaient, dit-on, une manière de laver tous les péchés dans une eau mystérieuse. Mais si c'est un anachronisme que de rapporter la conversion de Constantin à un événement qui est arrivé long-temps après, il n'en est pas moins vrai que les crimes dont il venait de se souiller, joints à son acharnement contre des idées généralement reçues, et contre un culte établi depuis si long-temps, l'avaient rendu tellement odieux à ses peuples, qu'il fut obligé de quitter Rome, et de chercher un autre asile, où la voix de l'adulation pût seule se faire entendre : sur quoi je remarquerai que les idées relatives au culte extérieur doivent avoir une terrible influence sur la morale, puisque d'un côté les chrétiens ont porté aux nues un empereur coupable des crimes les plus atroces, et que de l'autre, les Romains qui avaient applaudi Néron, lorsqu'il rentra dans Rome après avoir fait mourir sa mère, ne purent supporter la vue de Constantin, qui avait fait mourir sa femme et son

fils. C'est ainsi que l'attachement à des rites, à de vaines cérémonies, prévaut perpétuellement sur cette loi que la nature a gravée dans tous les cœurs, mais malheureusement en caractères trop superficiels et trop aisés à effacer.

Nous ne nous étendrons pas sur la faute grossière que fit Constantin en changeant le siége de l'empire. C'est une chose trop connue et trop avouée par tous les auteurs, même par ceux qui ont le plus loué cet empereur. Nous avons dit les raisons qui le portèrent à cette fausse démarche; mais nous devons ajouter qu'il était impossible de mettre plus d'orgueil dans le projet, et plus d'injustice dans l'exécution. Tandis que ce prince fastueux est si pressé de jouir de ses édifices, qu'il ne laisse pas aux architectes le temps de leur donner la solidité, et qu'il voit des murs déjà caducs tomber sur ceux qu'on élève encore; il force par des édits rigoureux tous les habitans de l'Asie Mineure à se construire des demeures dispendieuses dans la nouvelle capitale. Une loi tyrannique déclare que tous ceux qui n'auront pas un domicile à Constantinople, ne pourront transmettre à leurs héritiers aucune possession en fonds de terres; et c'est par de pareils moyens qu'il se hâte d'élever cette ville célèbre, dont il veut avoir l'horoscope, et à qui l'on promet une durée de six cent quatre-vingt-seize années.

Peut-être le lecteur sera-t-il un peu surpris de voir qu'un aussi bon théologien que Constantin s'avise

de consulter des astrologues : mais le caractère de ce prince ne paraît nulle part plus inconséquent que dans tout ce qui a rapport à la religion. Également faible et vain, aussi prompt à se décider qu'à changer d'avis, les défauts de son esprit ont justifié ceux de son cœur. Car c'est une question qui s'est élevée souvent, si ce prince était enthousiaste ou hypocrite. Les uns, frappés de l'attention souvent minutieuse qu'il porta dans les affaires ecclésiastiques, de la haine qu'il eut pour le paganisme, et surtout de la dévotion qu'il montra dans les derniers momens de sa vie, ont pensé qu'il était plus persuadé qu'éclairé, et que si la grâce de Dieu n'avait pas jugé à propos de le soutenir contre l'hérésie et le parricide, elle lui avait du moins révélé les principaux dogmes de la foi. Les autres, plus attentifs à sa conduite politique, aux prétendus miracles dont il appuya ses expéditions, et surtout au profit qu'il en tira, sont tentés de croire que sa foi ne fut jamais bien vive, et que sa religion fut toujours subordonnée à son ambition. Pour moi, je ne sais si c'est que l'hypocrisie est celui de tous les vices pour lequel j'ai le plus d'antipathie; mais j'ai toujours de la répugnance à supposer qu'elle puisse être portée à un certain degré : le rôle d'un hypocrite me paraît à la fois si pénible et si difficile, que je ne puis comprendre comment on a assez de patience et d'artifice pour le jouer long-temps avec succès. Craignons de trop donner à l'esprit des hommes en ôtant trop à leur

cœur. Si nous avons quelques talens pour tromper les autres, combien n'en avons-nous pas davantage pour nous tromper nous-mêmes? C'est peut-être faute d'avoir assez réfléchi sur le cœur humain qu'on croit si volontiers à l'hypocrisie. Tous ceux qui ont observé l'empire que notre intérêt exerce sur nos opinions, ont dû se persuader que ses propres succès parviennent bientôt à le rendre inutile. On débute par affecter de mauvaise foi certaines pratiques et certaines opinions, et quand cette fausseté nous a mis à portée de jouer un grand rôle, de commander aux hommes, et d'obtenir d'eux des richesses et de la considération, nous commençons à y ajouter plus de croyance; et il arrive que peu à peu notre intérêt parvient à consolider dans notre esprit le fondement de notre autorité. Il y a long-temps qu'on a dit que les joueurs commençaient par être dupes, et qu'ils finissaient par être fripons : le contraire arrive en matière d'opinion : on commence par être fripon, et l'on finit par être dupe. On voit souvent un magistrat, en passant d'une cour dans une autre, changer de principes comme de tribunal. D'abord sa probité, ou plutôt l'opinion qu'il s'est faite de lui-même, est inquiète et mal à son aise; alors elle appelle à son secours le sophisme et la subtilité; mais bientôt dupe de son propre artifice, elle n'a plus à combattre, et l'homme redevient vertueux par sa sottise. C'est ainsi que dans le clergé il est arrivé quelquefois que des ecclésiastiques purement

mondains et parvenus aux dignités par intrigue ou par faveur, devenus ensuite chefs de parti, et contraints à faire de fréquens sacrifices de leurs plaisirs à leur ambition, ont fini par croire eux-mêmes une partie de ce qu'ils voulaient persuader aux autres. Constantin peut avoir été dans le même cas. Nous le disons à l'honneur du christianisme; jamais sa morale n'a pu s'allier avec les crimes atroces que cet empereur a commis; et si Dieu l'eût éclairé lui-même, s'il eût voulu s'en servir autrement que comme des Tibère et des Néron, qui tous ont sans doute concouru à ses vues, il ne l'aurait pas exposé à déshonorer sans cesse sa foi par ses œuvres, comme il la trahissait par ses erreurs.

Constantin, selon toute apparence, fut induit à favoriser le christianisme par les raisons que nous avons exposées plus haut. Mais bientôt encouragé par le succès, et enorgueilli par les adulations des évêques, jaloux surtout de changer le siége de l'empire, il prit un véritable zèle pour les dogmes qu'il avait d'abord épousés par intérêt. Cette marche est même aisée à suivre dans la manière dont il procéda à la réforme générale. D'abord il crut assez faire que de tolérer le christianisme, et bientôt il en fit une religion dominante et exclusive. Humble et soumis aux évêques dans le principe, il ne tarda pas à leur faire la leçon. On voit chaque jour son zèle augmenter avec son influence dans les matières ecclésiastiques; nulle méthode, nulle règle dans ses

jugemens (f); tantôt modérateur, tantôt persécuteur, il veut d'abord imposer silence à Alexandre et à Arius; puis il condamne Arius, puis il l'absout, puis il le condamne encore, et finit par adopter ses principes. Je rapporterai ici le commencement de la lettre qu'il écrivit à la fois à Alexandre, évêque d'Alexandrie, et à Arius qui était en dispute avec lui [1]. « Depuis que vous, Alexandre, vous avez demandé à votre clergé ce que chacun pensait sur « quelques passages de l'Écriture, ou plutôt sur quelques opinions *vaines* et *frivoles*, et que vous, « Arius, vous avez élevé des questions auxquelles il « ne fallait jamais penser, ou qu'il ne fallait point « agiter, après y avoir pensé, la discorde s'est mise « parmi vous, etc.... Abandonnez donc des subtilités « sur lesquelles il ne fallait ni interroger ni répondre. » Or, ces subtilités, ces questions vaines et frivoles, n'étaient rien moins que la consubstantialité du Verbe, pour laquelle on assembla bientôt après le concile de Nicée.

Constantin ne fut pas plus heureux lorsqu'il traita

(f) *Très vrai.*

[1] « Cùm enim tu, Alexander, a presbyteris tuis requireres quid unusquisque eorum de quodam legis loco sentiret, seu potius de quadam inani quæstione eos interrogares; cùmque tu, Ari, id quod nunquam cogitatum, vel « sane cogitatum silentio premere deberes, imprudenter « excitata inter vos discordia, etc..... quidnam vero illud « est? nec interrogare de hujusmodi rebus, nec interrogatum respondere, etc. »

de la religion chrétienne en elle-même. Ceux qui sont curieux de voir le comble de l'extravagance et de l'absurdité, n'ont qu'à lire les chapitres XVIII, XIX et XX de son discours à l'assemblée des saints (*Oratio ad sanctorum cœtum*) (g). Après avoir cité comme authentique un acrostiche de la prétendue sibylle Érythrée, dont les initiales forment ces mots : *Jesus Christus, Dei filius, servator,* comme si Dieu révélait l'avenir par des jeux d'esprit, dignes tout au plus du *Mercure*; il s'empare de Virgile comme d'un trésor immense de prophéties très claires en faveur de la religion chrétienne. Il cite entre autres l'églogue : *Sicelides Musæ, paulò majora canamus.... Paulò majora*, s'écrie-t-il, dit déjà beaucoup de choses; mais Virgile ajoute ensuite :

Ultima Cumæi venit jam carminis ætas.

Qui ne sait que la sibylle de Cumes a cessé de prophétiser quand la vérité même est venue dans ce monde? mais que répondre à ces vers-ci :

Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo,
Jam redit et Virgo, redeunt Saturnia regna?

Quelle est cette Vierge qui revient, si ce n'est la mère de Dieu? Le poète n'ajoute-t-il pas lui-même :

Tu modo nascenti puero, quo ferrea primum
Desinet, ac toto surget gens aurea mundo,
Casta fave Lucina, etc.?

N'est-ce pas mot pour mot le Messie? *Docte igi-*

(g) *Réflexion très juste et très utile.*

tur hæc dicta sunt, o Maro, poetarum sapientissime!.... etc. etc. (h)

Constantin ne faisait aucun doute que Virgile eût été chrétien (i); mais il croyait que ce poète célèbre avait été obligé de déguiser sa foi, et d'envelopper ses productions des voiles de l'allégorie. Il paraît qu'Eusèbe, qui rapporte ce discours en entier et sans observations, était du même avis. Quelle était donc la logique des premiers savans de l'Église, puisqu'elle leur faisait envisager, sous le même point de vue, Moïse et les sibylles, Isaïe et Virgile? Mais ces réflexions n'étant pas de mon sujet, je me hâterai de conclure que Constantin ayant vécu dans le crime, et étant mort dans l'hérésie, n'a mérité nos éloges ni comme homme, ni comme prince, ni comme chrétien.

(h) *J'ai bien peur que ce fripon d'Eusèbe n'ait prêté ce discours à Constantin.*

(i) *Ah! il n'était pas si sot; mais Eusèbe l'était.*

CHAPITRE V.

De l'influence de la religion chrétienne sur le bonheur des peuples, et du sort de l'humanité depuis le règne de Constantin jusqu'à la destruction de l'empire d'Occident.

Après avoir parlé de l'établissement de la religion chrétienne, et après avoir tracé, autant qu'il nous a été possible, le portrait du souverain qui la rendit dominante dans ses vastes états, il paraît naturel d'examiner quelle influence eurent de si grands changemens sur le bonheur des peuples. Ici l'austère vérité n'oserait élever sa voix, si les apôtres du christianisme avaient jamais prétendu que cette religion eût pour objet le bonheur passager de la vie humaine. Inutilement voudrait-on lui objecter la décadence des nations qui l'ont embrassée, et la chute de l'empire romain, si prochaine de sa conversion; jamais l'Église dans sa naissance n'a eu pour objet la gloire et la prospérité des nations. L'humilité, la pauvreté, la pénitence et la prière, voilà ce que les ministres de l'Évangile se croyaient chargés d'enseigner; et bien loin qu'à l'exemple des païens, ils s'appliquassent à identifier le culte avec la politique, et à faire concourir l'un et l'autre à la prospérité des états, ils faisaient gloire de mépriser toutes ces vaines grandeurs, persuadés qu'ils étaient que le théâtre du monde allait s'écrouler avant que les scènes qui l'occupaient eussent le temps d'être achevées.

Nous avons déjà parlé de l'erreur des millénaires, si commune dans les premiers siècles de l'Église. Lorsque les hérésies, germant avec les premiers dogmes de la foi, déchiraient le sein du christianisme; lorsque les empereurs les plus orthodoxes, gouvernés par des eunuques, abandonnaient lâchement la défense des frontières, et que des Barbares accourant des bouts de l'univers arrosaient de sang les provinces de l'empire, dont les principales villes étaient fréquemment embrasées par des volcans, ou renversées par des tremblemens de terre, cette opinion généralement répandue que le monde allait périr, acquit encore de nouvelles forces : et si les païens s'obstinèrent à la rejeter, c'est qu'ils attribuèrent tant de désastres à l'abandon d'un culte ancien et révéré. Dans cette crise funeste, dans ce deuil général, les défenseurs du christianisme se partagèrent. Les uns, ne cherchant point à se dissimuler les maux dont on était accablé, et s'efforçant même d'en exagérer les conséquences, en faisaient de nouveaux motifs de conversion. Les autres, qui ne voulaient rien accorder au paganisme, prétendaient que les malheurs présens n'étaient pas plus fâcheux que ceux qui avaient affligé les peuples dans les siècles d'idolâtrie. Aux invasions des Barbares ils opposaient les guerres civiles et les proscriptions; aux ruines fréquentes d'Antioche, d'Édesse, de Constantinople, etc. ils comparaient la fameuse éruption du Vésuve sous le règne de Titus. Saint Augustin, puisant tous ses argumens

dans la foi même, écrivit son élégant traité *De civitate Dei*, où il fit voir que le royaume de Dieu ne doit point se manifester dans ce monde-ci : et Paul Orose composa sa froide et ennuyeuse gazette, où, rapportant avec peu d'exactitude les faits principaux de l'histoire, il ne réussit pourtant que trop bien à prouver que les hommes avaient toujours été les plus malheureuses de toutes les créatures.

Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ont quelque connaissance de l'histoire, savent assez que nuls siècles n'ont été plus féconds en désastres que ceux qui sont placés entre la première invasion des Barbares et leur entier établissement dans les pays qu'ils ont conquis. Mais il est aisé de s'apercevoir que, pour suivre exactement le plan que nous nous sommes tracé, il faut éloigner de nos observations tous les événemens physiques, comme les tremblemens de terre, les famines, les contagions, etc.; et la plupart des événemens politiques, tels que les mauvais succès à la guerre, les fautes des généraux, l'indiscipline des troupes, etc. En effet, il y a tout lieu de croire que quelque religion qui eût prévalu dans l'empire romain, la mollesse des peuples, la licence des soldats et le despotisme des empereurs l'auraient tôt ou tard entraîné vers sa ruine. Mais le pouvoir de la religion embrassant la plupart des actions civiles et morales, on pourrait demander si, depuis l'établissement du christianisme, les hommes ont été meilleurs et plus heureux; si les souverains ont été moins

avares et moins sanguinaires, les peuples plus soumis et plus tranquilles; si les crimes ont été plus rares et les supplices moins cruels; si la guerre s'est faite avec plus d'humanité, et si les traités ont été mieux observés.

Nous voudrions (non pour l'honneur du christianisme, qui n'a pas besoin des considérations humaines, mais pour notre propre consolation) pouvoir nous déclarer pour l'affirmative; mais la vérité trop manifeste, mais l'histoire trop authentique, trop connue, se refusent absolument à nos désirs.

Dans le sein de l'Église, l'erreur des donatistes et celle d'Arius empoisonnent les premières semences de la foi; les évêques s'arment contre les évêques; les peuples épousent ces querelles avec fureur; les temples, les basiliques, sont disputés, l'épée à la main, et arrosés du sang des citoyens; des accusations odieuses, des calomnies atroces sont prodiguées réciproquement par les chefs de parti; et ces fanatiques se déchirent entre eux avec une cruauté qui, suivant l'expression d'un auteur contemporain, surpasse même celle des bêtes féroces [1]. Le premier empereur élevé dans le christianisme [2] commence son règne par le meurtre de son oncle et de son cousin-germain. Il se jette avec fureur dans le parti des ariens, et tantôt persécuteur sanguinaire,

[1] « Nullas infestas hominibus bestias ut sunt sibi ferales « plerique christianorum. » AMMIEN-MARCELLIN. L. XXII.

[2] Constance.

tantôt conciliateur ignorant, il ordonne des supplices, ou assemble des conciles. Les évêques, perpétuellement entraînés d'un lieu dans un autre, abandonnent pour une vaine controverse le soin de leurs troupeaux; et les provinces, épuisées par leurs voyages, peuvent à peine suffire à cette dépense.

Dans l'administration civile, mêmes iniquités, mêmes injustices. Une défiance, aussi extravagante que cruelle devient le principe du gouvernement. Les délateurs infestent les provinces, et l'on ne rougit point de leur donner un rang et un état [1]. L'administration dégénère dans une inquisition barbare : les supplices deviennent plus cruels; les moindres crimes sont punis par le feu; la foi des traités n'est plus observée; des rois sont assassinés au milieu de la paix et dans la joie des festins [2]. Les mœurs se corrompent de plus en plus; les eunu-

[1] Celui de curieux, *curiosi*. Ces officiers étaient des inspecteurs ou espions, qu'on envoyait dans les provinces. On dit que leur nombre montait jusqu'à quinze mille.

[2] Valens fit assassiner par la plus lâche trahison un roi d'Arménie, qui avait toujours été attaché aux Romains. Valentinien I fit assassiner dans un repas Gabanius, roi des Quades. Valentinien II ayant conçu quelque ombrage de l'accroissement des Goths, que l'empereur Valens avait répandus dans les provinces de l'empire, leur fit dire qu'ils eussent à se trouver à un jour marqué dans les capitales de leurs provinces pour y recevoir une nouvelle distribution de terres. Ces malheureux étant accourus sur cette espérance, furent tous passés au fil de l'épée.

ques, vils instrumens des plaisirs les plus honteux, deviennent des généraux et des premiers ministres; les dépenses de la table et le luxe de la cour sont poussés jusqu'à la démence [1]. Les lois, en se multipliant à l'infini, décèlent à la fois la dépravation du gouvernement et celle des peuples; enfin, tout s'altère, tout se corrompt, jusqu'à la discipline dans les armées et le courage dans les soldats; en sorte que la destruction des générations entières est devenue le seul remède aux malheurs de la terre, comme l'incendie des ronces et des épines qui couvrent les champs abandonnés, est le seul moyen d'en obtenir de nouvelles moissons.

En traçant ici ce déplorable tableau, qui n'est point exagéré, gardons-nous de laisser penser que nous voulions attribuer au christianisme les désordres que nous venons de décrire. Loin d'avoir une pareille idée, notre intention est de faire voir seulement que les malheurs des temps n'ont point permis à la religion de procurer aux hommes un sort plus heureux dans cette vie. Peut-être même est-elle devenue une nouvelle source de désastres; car de même que les meilleurs alimens sont sujets à se vicier dans un corps dont la maladie s'est déjà em-

[1] On sait que Julien à son avènement au trône ayant demandé un barbier, crut voir entrer un grand seigneur de sa cour, et que s'étant informé des gages que ce domestique recevait, il se trouva qu'ils suffisaient pour entretenir plus de cent personnes.

parée; de même les dogmes les plus sacrés de la foi deviennent-ils souvent l'occasion des troubles les plus affreux. De tous les ennemis du genre humain, le plus cruel et le plus moderne, l'intolérance, suivant pas à pas la religion dans ses progrès, s'étendit avec elle, et fit briller le glaive partout où le zèle fit entendre la parole.

Si nous fixons cette époque à la naissance de l'empire qu'elle a toujours exercé depuis, ce n'est pas que, dans le cours de nos réflexions, nous n'ayons déjà observé quelques germes de ses affreux principes. Une seule nation dans la foule de celles qui ont paru sur ce globe, aurait suffi pour nous en montrer les effets les plus sanglans; si le peuple juif, qui ne considérait son gouvernement que comme une inspiration perpétuelle, pouvait servir d'exemple dans le cas présent, où l'intolérance ne porte plus que sur des dogmes abstraits et fugitifs. On comprend encore plus aisément qu'une nation se croie obligée d'exterminer celles qui servent des dieux ennemis du sien, qu'on ne peut expliquer comment on emploie le fer et le feu pour forcer des gens à exprimer l'idée de *consubstantialité* par une lettre de plus ou de moins [1]. Ce n'est donc pas sans raison qu'on fixe l'origine de l'intolérance, en matière de dogme, à la même époque que la propagation du christianisme dans l'empire.

Peut-être nous objectera-t-on que les empereurs

[1] ὁμοῦσιος, ou ὁμοιούσιος.

païens ont donné les premiers l'exemple de la persécution; mais lorsqu'un insensé, un furieux comme Néron étendit sa tyrannie sur les chrétiens, il avait du moins le prétexte de les envisager comme des novateurs, comme des rebelles qui ne voulaient pas se soumettre aux lois anciennement établies; car jusque-là le culte avait fait partie de la législation; et les Juifs ou les chrétiens, ce qui n'était alors qu'une même chose pour les païens, furent les premiers qui ne voulurent point se conformer aux rites publics. Un homme qui refusait de jurer par le génie de l'empereur était regardé comme criminel de lèse-majesté; et c'est là un article qu'il faut bien examiner, si l'on veut entendre tout ce qui a rapport aux premières persécutions. Mais employer les supplices les plus atroces pour déterminer des questions plus grammaticales que théologiques; mais immoler par le fer et par le feu ceux qui implorent le même dieu, qui observent les mêmes cérémonies, qui respectent les mêmes autorités, c'est une démence qui n'avait pas encore eu d'exemple, et qui naquit dans l'empire romain, de la tyrannie des empereurs et de l'ambition des évêques.

Soyons justes, et écartons encore des ministres de l'Évangile une partie des reproches qu'ils se sont attirés : je le dis avec satisfaction, et je ne sais pourquoi les apologistes du christianisme ne l'ont pas dit avant moi : cette intolérance barbare, ces disputes scandaleuses et atroces, devaient en grande

partie leur origine au caractère des Grecs, à la malheureuse passion que cette nation avait inspirée pour une vaine dialectique et des sophismes frivoles. Quoi qu'il en soit, c'est sous le règne des empereurs chrétiens, c'est même sous celui des princes les plus respectés, tels que Constantin et Théodose, qu'on voit pour la première fois les lois s'exprimer dans ces termes : « Si quelqu'un ose sacrifier dans les « temples, qu'il soit exterminé par le fer vengeur..... « Nous ordonnons, sous peine de supplice, de croire « une même divinité en trois personnes, etc. [1] »

Ainsi, depuis la naissance des hérésies, c'est-à-dire depuis que la théologie s'est mise à la place de la morale, les hommes déjà condamnés à servir sous des maîtres injustes, accablés d'impôts, troublés dans leurs propriétés, poursuivis par la guerre et tous les fléaux qu'elle entraîne avec elle, se sont vus exposés encore à une nouvelle tyrannie, qui,

[1] « Placuit omnibus locis atque urbibus universi claudi « templa.... quod si quis aliquid forte hujusmodi perpetra- « verit, gladio ultore sternatur. » Cod. Theod, cap. x.

Si le ridicule pouvait amuser au milieu de toutes ces atrocités, ce serait lorsqu'on lit ces paroles dans une loi de Constance : *Cesset superstitio...., etc. Nam qui contra legem divi parentis nostri et hanc nostræ mansuetudinis jussionem ausus fuerit sacrificium celebrare, competens in eum vindicta et præsens sententia exerceatur...., etc.* « C'est comme s'il y avait : « Si quelqu'un transgresse les ordres de notre très « douce et très bénigne personne, nous ordonnons qu'il « soit étranglé sur-le-champ. »

pénétrant jusque dans les replis les plus secrets du cœur humain, porte dans les facultés de notre âme le même trouble que le despotisme civil excite dans nos rapports extérieurs. Ainsi, depuis le concile de Nicée jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, les cachots se sont remplis, les échafauds ont été dressés, le sang a coulé pour consolider, par les faibles efforts de l'humanité, l'ouvrage entrepris par le Fils de Dieu lui-même!

Un autre inconvénient de cet esprit fanatique et exclusif, c'est la destruction de toute critique; c'est l'extinction absolue du flambeau de l'histoire. Plus de vérité, plus de guide assuré dans ces conduits obscurs qui nous font remonter vers les siècles passés. A la place des Xénophon, des Tite-Live, des Polybe et des Tacite, citoyens respectables qui portaient dans leur sein les vertus de tous les temps et de tous les pays, on ne voit plus que des hommes de parti, qui ne racontent des faits que pour étayer des opinions. Les annales, les fastes même sont soumis à des disputes polémiques, et les mémoires de ces temps malheureux ne sont plus que d'insipides *factum*.

Au milieu d'une foule d'historiens panégyristes outrés, ou satiriques sanglans de leurs princes, selon que ceux-ci ont bien ou mal mérité de leurs sectes, deux auteurs païens ont seuls prévalu sur les efforts qu'on a faits pour anéantir leurs ouvrages. Zosyme, historien peu élégant, peu judicieux, n'est

pas exempt de l'esprit de parti, qui pour lors animait également les idolâtres contre leurs antagonistes; mais son histoire a servi de guide sur un grand nombre de faits, et la manière abrégée et précise dont il a écrit ne permet pas de penser qu'il ait eu pour objet principal de décrier les chrétiens. Je voudrais donc que nos compilateurs modernes, qui le suivent dans le reste de son livre, ne fussent pas si prompts à l'abandonner dès qu'il dit du mal des personnages qu'ils ont pris sous leur protection. Il est vrai que Théodose, le héros des auteurs catholiques, n'a pas trouvé grâce devant lui. Il nous le représente comme un prince livré au luxe et à la mollesse, tandis que les écrivains ecclésiastiques en font à la fois un grand homme et un grand saint. Mais quoique ceux-ci aient pris soin de nous raconter comment il s'est humilié plusieurs fois devant le clergé, et comment il a dit publiquement qu'Ambroise lui avait bien fait voir *la supériorité d'un évêque sur un empereur*, ils n'ont point opposé de preuves négatives aux imputations de Zosime. Théodose fit la guerre avec courage et succès, j'en conviens; mais la flatterie des historiens a-t-elle pu dissimuler qu'il fut toujours très lent à se mettre en action; et cette observation ne s'accorde-t-elle pas avec le goût que lui donne Zosime pour le plaisir et la volupté? D'ailleurs sa conduite envers le tyran Maxime est-elle à l'abri du reproche de fausseté ou de timidité? S'il ne devait envisager cet imposteur

que comme un rebelle et un régicide, devait-il le reconnaître pour empereur, et laisser placer les statues d'un pareil scélérat à côté des siennes ? Si, au contraire, la politique obligeait Théodose à regarder comme empereur celui que les armées et les succès avaient couronné, fallait-il se préparer sourdement à l'attaquer ? Était-il juste encore, après s'être rendu maître de son sort, de le faire mourir comme un rebelle ? Et lorsque Eugène, nouvel usurpateur, nouveau complice d'un autre régicide, lui envoya des ambassadeurs, dut-il les recevoir avec bonté, et les congédier en les comblant de présens, pour marcher bientôt contre leur maître, sur le conseil de Jean-le-Solitaire, et sur l'ordre de saint Philippe et de saint Jean-l'Évangéliste, lesquels n'ayant jamais porté d'armes pendant leur vie, se firent pourtant reconnaître, en lui apparaissant comme les Dioscures, sous la forme de deux beaux cavaliers armés de toutes pièces ? Je ne parlerai pas du massacre de Thessalonique, massacre conçu avec tant de cruauté, et exécuté par une trahison si odieuse : il ne faut point insister sur cette atrocité ; tous les historiens s'accordent à la regarder comme un heureux événement, puisqu'elle a préparé au monde chrétien le spectacle consolant de voir un empereur humilié devant un évêque : mais j'observerai seulement que depuis l'incendie de Rome, ordonné par Néron, si Néron en est effectivement l'auteur, et le carnage d'Alexandrie sous Caracalla, l'histoire ne pré-

sente pas de cruauté aussi odieuse et aussi criminelle.

Nous avons déjà parlé du jugement que Zosime a porté sur Constantin. Ces deux exemples suffisent pour nous apprendre pourquoi les auteurs ecclésiastiques se sont attachés à le décrier [1]. La critique, plus circonspecte, oppose suffrage à suffrage; elle prend en considération les intérêts, les passions des écrivains; et partout où elle ne voit pas l'impartialité, elle suspend son jugement.

Ammien-Marcellin a été traité avec plus de ménagement. Le moyen, en effet, de rejeter un auteur dont le caractère est connu et par le rang qu'il a tenu dans les armées, et par ses liaisons avec les premiers hommes de l'état; un citoyen qui raconte avec cette clarté et cet intérêt naïf qui naît toujours

[1] Pour que nos lecteurs soient mieux en état de juger si la critique de Zosime est en effet méprisable, nous allons transcrire ici ce qu'il a dit des moines. Il parle des troubles excités à Constantinople, à l'occasion de saint Jean Chrysostome. « La ville, dit-il, était livrée au tumulte, et « l'église des chrétiens était déjà au pouvoir de ceux qu'on « nomme *moines*. Ce sont des hommes qui ont renoncé au « mariage, lesquels remplissant les campagnes et les cités, « ont donné origine à une classe d'hommes inutiles pour la « guerre comme pour tout emploi civil, qui n'ont d'autre « occupation que d'envahir des biens immenses sous le pré- « texte de secourir les pauvres, tandis que dans le fait ce « sont eux qui propagent la misère et la mendicité. » Qui ne voit par ce passage combien Zosime était aveuglé par la passion, et combien il faut se défier de ses jugemens?

de la part qu'on a prise soi-même aux affaires; un militaire enfin que nous comparerions volontiers à M. de Feuquières, si l'érudition, la littérature, qui brillent dans son ouvrage, ne lui donnaient un grand avantage sur l'écrivain français. Cependant cet auteur, dont tous les historiens ont emprunté jusqu'aux plus petits détails, est soudain négligé du moment qu'il hasarde quelques paroles en faveur des païens ou de l'empereur Julien.

Je viens de rappeler un nom qui suffit seul pour réveiller des disputes interminables. Cet empereur élevé jusqu'aux nues par les ennemis du nom chrétien, a mérité que de nos jours un auteur célèbre prît la peine d'écrire son histoire, et s'efforçât de rectifier le jugement qu'on devait en porter. Ceux qui auront été offensés de la liberté avec laquelle nous avons parlé de Constantin, s'attendront, sans doute, à nous voir faire le panégyrique d'un prince qui contraste avec lui d'une façon si marquée; car l'esprit calomniateur est toujours prompt à soupçonner des motifs, et sa propre malignité lui suggère aisément l'artifice qu'il suppose dans les objets de sa haine. Pour cette fois-ci, il s'est trompé dans son attente. Loin de prendre parti dans cette querelle, nous ne pouvons nous empêcher de convenir qu'on y a mis des deux côtés une obstination puérile, mais pourtant moins humiliante encore pour le faux zèle que pour la philosophie, puisque celle-ci ne doit jamais servir la raison avec les armes du fanatisme,

Tant d'empressement à préconiser un empereur qui se disait philosophe, se sent, s'il nous est permis de nous exprimer ainsi, de la jeunesse de la philosophie. En effet, cette aversion pour les préjugés, cet essor vers la liberté de penser, qui vient après tant de siècles interjeter appel contre un si grand nombre d'opinions reçues, avouons-le, n'a pas parmi nous une origine bien reculée, et dans ces premiers efforts de la raison, la passion s'est souvent mise de la partie. Sans doute c'était un crime de persécuter les païens, et de vouloir plier leurs opinions par la rigueur des supplices; mais n'en était-ce pas un aussi d'opprimer le christianisme? La tolérance, la liberté de conscience était-elle le principe de Julien (a), lorsqu'il inondait l'empire du sang des victimes, et que, fanatique défenseur des fausses divinités, au lieu de montrer sur le trône un philosophe impartial, il ne fit voir en lui qu'un païen dévot? Je n'aime pas les vertus qui sentent trop l'imitation, ni les héros faits d'après le modèle. Je ne sais quel caractère de comédien domine dans l'esprit de Julien. Tantôt c'est Marc-Aurèle, tantôt Trajan, tantôt Alexandre, qu'il s'empresse de copier. L'effort se fait sentir dans ses vertus comme dans ses talens. Ses actions sont toutes concertées, préméditées sur d'anciens exemples; ses compositions sont calquées sur celles de son siècle. Le *Misopogon* n'est point

(a) *N'y a-t-il point ici l'affectation d'étaler une opinion nouvelle?*

l'ouvrage d'un empereur, mais celui d'un sophiste : ses panégyriques ne sont pas tels qu'un César aurait dû les prononcer, mais tels qu'un rhéteur aurait pu les écrire. Dans la guerre des Gaules je crois le voir chercher les traces de Jules-César : dans celle de Perse, il me paraît imiter l'audace de Trajan; et puis ce mélange de philosophie et de dévotion, comment l'accorder? dans ses mœurs, c'est un stoïcien; au temple, c'est un idolâtre, et dans son cabinet, un mauvais platonicien, qui cherche à corrompre la doctrine de cette secte par l'indigne alliage de la magie.

Mais si nous ne craignons pas de traiter avec tant de rigueur l'un des grands princes qui aient illustré le Bas-Empire, combien ne devons-nous pas aussi nous récrier contre l'acharnement avec lequel il a été calomnié par les historiens ecclésiastiques? Quelle confiance peut-on prendre en leurs jugemens, lorsqu'après avoir canonisé Constantin, meurtrier de sa femme et de son fils, ils se déchaînent contre Julien avec la fureur la plus indécente, s'efforçant de lui supposer des crimes trop atroces pour trouver la moindre créance, quand même on les attribuerait aux Caligula et aux Néron? Ici l'on voit que le zèle a perdu toute mesure, et que la haine est poussée jusqu'à l'aveuglement. Ce sont cependant ces mêmes auteurs qui nous servent de guides dans les matières ecclésiastiques, et que nous ne laissons pas de suivre souvent dans l'histoire profane. On craint, après

s'être expliqué ainsi, de nommer Socrate, Sozomène et Théodoret; car on leur doit beaucoup de faits très édifians, dont l'autorité pourrait souffrir de tout ce que l'on serait obligé de retrancher à la confiance qu'on avait en eux. Sur quoi je remarquerai que, par un sort assez singulier, ces faits se sont d'autant plus accrédités, qu'on a plus négligé les auteurs qui les ont transmis; et la raison en est bien simple. On ne peut lire dans les originaux aucun fait, aucun événement vraisemblable qui ne soit précédé ou suivi de contes si absurdes, qu'ils détruisent bientôt toute confiance dans l'auteur; au lieu que dans les compilations ou les abrégés modernes on a eu grand soin de rejeter tout ce qui était fabuleux, pour ne conserver que les traits qui paraissent le moins hasardés. Par exemple, les écrivains postérieurs ayant vu qu'Ammien-Marcellin parlait d'un tremblement de terre qui arrêta les travaux commencés pour la réédification du temple de Jérusalem, ils ont choisi dans les trois auteurs que nous avons nommés plus haut, ce qu'il y avait de plus vraisemblable dans le récit merveilleux qu'ils nous en avaient laissé, et après en avoir fait usage, ils ont ajouté que ces faits étaient confirmés par Ammien-Marcellin, auteur païen.

J'avoue qu'autrefois, sur la foi des auteurs modernes, je croyais qu'Ammien-Marcellin avait écrit que l'empereur Julien ayant ordonné la réédification du temple, l'ouvrage avait été interrompu par un miracle, et cela me paraissait d'autant moins

extraordinaire, que je sais que les auteurs anciens ne sont pas avares de prodiges. La lecture de l'original, lecture toujours si nécessaire pour juger des siècles passés, m'a absolument détrompé. Voici ce fameux passage si souvent cité, et si rarement rapporté : « Quoique l'empereur fût très occupé à « presser les préparatifs de son expédition (contre « les Perses), il savait pourtant partager ses soins, « et, ne négligeant rien de ce qui pouvait immor- « taliser son règne, il songeait à rétablir un temple « très célèbre autrefois, qui avait été détruit depuis « le siége de Jérusalem commencé par Vespasien, « et terminé par Titus. La direction de cette entre- « prise, qui devait coûter des sommes immenses, « avait été confiée à Alypius, ci-devant comman- « dant en Angleterre. Comme cet officier, aidé du « préfet de la province, pressait vivement les ou- « vrages, des flammes effrayantes, s'élançant fré- « quemment des fondations, consumèrent les ou- « vriers, et rendirent enfin ces lieux inaccessibles. « Ces irruptions ayant continué, on abandonna l'en- « treprise. » [1]

[1] « Et licet accidentium varietatem sollicita mente præci- « piens, multiplicatos expeditionis apparatus flagranti stu- « dio perurgeret, diligentiam tamen ubique dividens, impe- « riique sui memoriam magnitudine operum gestiens propa- « gare, ambitiosum quondam apud Hierosolymam templum, « quod post multa et interneciva certamina obsidente Vespa- « siano posteaque Tito ægre est expugnatum, instaurare « sumptibus cogitabat immodicis; negotiumque maturandum

Ici plusieurs réflexions se présentent d'elles-mêmes. 1°. Rien n'était moins extraordinaire alors que les tremblemens de terre accompagnés de volcans. Dans le même temps, et dans l'espace d'un siècle, Constantinople, Édesse, Antioche, Nicomédie, et la plupart des villes de l'Asie-Mineure, furent renversées par des tremblemens de terre. L'histoire en rapporte plusieurs arrivés à Jérusalem même. On sait de plus que ce pays est rempli de bitume, et l'incendie d'une si grande ville et d'un temple si riche pouvait avoir produit des matières sulfureuses et inflammables, que la moindre communication de l'air devait embraser. 2°. Si cet événement avait été accompagné de circonstances miraculeuses, pourquoi Ammien-Marcellin, amateur du merveilleux comme tous les anciens, aurait-il pris soin de les dissimuler? Rien n'est plus simple, direz-vous; Ammien était païen, et un pareil événement devait faire triompher à jamais la religion chrétienne. Je répondrai à cela qu'il est très clair qu'il ne produisit point cet effet, et qu'en supposant

« Alypio dederat Antiochensi, qui olim Britannias curaverat « pro præfectis. Cùm itaque rei idem instaurare fortiter in- « staret Alypius, juvaretque Provinciæ rector, metuendi « globi flammarum (*b*) prope fundamenta crebris assultibus « erumpentes fecere locum exustis aliquoties operantibus « inaccessum; hocque modo elemento destinatius repel- « lente cessavit incœptum. »

(*b*) Globi flammarum. *La flamme ne forme jamais des globes, mais des spirales, excepté dans les forges de fer et de cuivre.*

que notre auteur n'eût pas été exempt de toute partialité, il serait arrivé de deux choses l'une : ou il aurait omis le fait en entier, ou il se serait efforcé de lui donner une autre interprétation, ce qui était très aisé ; car il en pouvait trouver cent pour une. « Les dieux avaient été irrités de voir rétablir un « temple au dieu des Juifs dont ils avaient triomphé « avec tant d'éclat sous Titus. Le ciel ne permit pas « que dans un temps de calamité l'argent et les « sueurs du peuple fussent employés à des ouvrages « fastueux et inutiles. » Que sais-je ? Manque-t-on jamais de raisons pour expliquer les événemens ? Ammien ne considérait donc pas celui-ci comme un prodige, et l'opinion opposée n'était donc pas encore répandue de son temps, puisqu'il n'a pris nulle peine pour la combattre, et qu'il n'a pas daigné faire la moindre réflexion à ce sujet. Or, je pense qu'en général la preuve la plus forte contre les choses alléguées par un parti, c'est l'indifférence de l'autre ; car enfin, quelque peu de crédit qu'aient à présent les convulsionnaires, nul auteur n'écrira jamais l'histoire de nos jours sans faire quelques réflexions sur ce qui s'est passé à Saint-Médard ; et le livre fanatique de M**** a été honoré de quelques réfutations. Mais Sozomène, mais Théodoret, sont des auteurs estimés ; ils rapportent ce fait avec le plus grand détail. A la bonne heure ; mais si le témoignage de Sozomène est d'un si grand poids, il faut donc croire aux sorciers ; il faut donc croire

que les magiciens avaient le pouvoir de faire paraître les démons, et de commander aux oracles [1]. Il faut encore supposer que Julien, le moins sanguinaire de tous les princes, a fait éventrer des femmes pour consulter leurs entrailles; il faut être convaincu qu'il y a eu des Sibylles qui ont parlé clairement du mystère de la rédemption, et qui l'ont désignée par ce vers:

O felix lignum in quo Deus ipse pependit!

[2] Il ne faut pas douter non plus qu'il n'ait paru en Judée une croix lumineuse qui occupait la moitié du ciel; qu'il en parut une autre lorsqu'on travailla à réédifier le temple de Jérusalem, et que les habits des ouvriers furent parsemés de petites étoiles qui y restèrent constamment attachées, et qui paraissaient avoir été travaillées dans l'étoffe [3]. Si vous

[1] C'est de lui ce conte puéril, que Julien étant introduit dans un caveau pour y consulter les démons, fut effrayé, et fit un signe de croix qui fit tout disparaître. Cet auteur rapporte nombre d'oracles en faveur des chrétiens, et l'on sait cependant, depuis qu'on connaît la fameuse dissertation qu'a composée M. Van Dale, et l'excellent abrégé qu'en a fait M. de Fontenelle; on sait, dis-je, que les oracles n'ont jamais été inspirés par les démons, et qu'ils n'étaient que l'ouvrage de la fourberie des prêtres.

[2] Voyez l'*Histoire ecclésiast.* de Sozomène, L. II, ch. 5.

[3] La fureur des chrétiens était alors de voir des croix partout. Lorsque Théodose fit abattre le temple de Sérapis, il se répandit qu'en démolissant les murailles, on avait trouvé

préférez Théodoret, vous y verrez que Julien, en partant de la Gaule pour aller combattre Constance, passa par une vigne qui avait déjà été vendangée, et qu'il la trouva cependant chargée de raisins verts, sur lesquels les gouttes de rosée avaient dessiné un nombre infini de petites croix. Ce n'est pas la peine d'ouvrir Socrate qui écrit la même chose, et que ces auteurs ont peut-être copié. Il ne diffère de Sozomène qu'en ce que l'un dit que le miracle de Jérusalem convertit tous les Juifs, et que l'autre assure qu'aucun d'eux n'en fut touché, et n'embrassa la religion des chrétiens.

Nous terminerons cet article par une réflexion qui paraît avoir échappé aux critiques qui nous ont précédé; c'est que, soit supercherie de la part des peuples ennemis des corvées et du travail, soit superstition parmi les hommes grossiers chez lesquels l'idée du grand et celle du merveilleux se confondent si aisément, il est souvent arrivé que les grandes entreprises ont été interrompues par des prodiges. Je ne citerai qu'un exemple que je tire de Dion. Cet auteur raconte que lorsque Néron entreprit de couper l'isthme de Corinthe, il parut des fantômes qui effrayèrent les ouvriers. Dans le fond, ces fan-

des croix gravées sur la plupart des pierres: mais sur un plus mûr examen, il se trouva que c'étaient des phallus. On sait que le phallus était une représentation des parties de la génération dans l'homme. (*Histoire du Bas-Empire*. L. XXIV.)

tômes n'étaient que la fatigue et l'impatience; mais les écrivains de ce temps-là n'avaient garde de le dire, car alors un prodige valait bien mieux qu'une moralité [1]. Au reste, il importe si peu au triomphe de la religion chrétienne que ce miracle soit arrivé ou non, qu'on ne peut nous imputer aucune mauvaise intention dans l'examen que nous en avons fait. Nous ne sommes pas plus criminels en cette occasion que plusieurs écrivains respectables qui ont révoqué en doute les miracles de la *Légion Thébaine* et du *Labarum*, quelque honorables qu'ils fussent pour le christianisme. La critique saine et réfléchie sera toujours à l'avantage de la vérité : elle ajoute à son éclat, soit en la plaçant dans son véritable jour, soit en la séparant de tout alliage impur.

Nous n'entrerons dans aucun détail sur les temps qui se sont écoulés depuis Constantin jusqu'à la destruction de l'empire d'Occident. Le despotisme, la superstition et la guerre continuèrent d'exercer leurs ravages sur les vainqueurs et les vaincus. Les

[1] Combien de contes de revenans n'ont eu d'autre origine que la paresse ou l'intérêt des domestiques? Parmi les troupes mêmes, on a vu de pareilles histoires s'accréditer, et tromper jusqu'à la vigilance des chefs. Il est arrivé souvent que des soldats, ennuyés de monter la garde dans quelque endroit incommode, sont parvenus à persuader qu'il y paraissait des fantômes, et qu'ils ont fini par faire abandonner ces postes.

anciens états furent conduits au dernier période de l'infortune. Les nouvelles nations, ou, pour mieux dire, les Barbares encore féroces, encore enveloppés des ténèbres de l'ignorance, sans patrie et sans propriétés, guerriers ou voyageurs, conquérans ou esclaves, toujours agités, toujours accablés de misère, ou enivrés de carnage, étaient alors plus étonnés que charmés de leurs succès. Ils acquéraient sans jouir, et n'avaient de moment heureux que celui de la victoire. Si l'on en excepte Genseric, presque tous les princes barbares se détruisirent les uns par les autres, et périrent misérablement.

La guerre eut alors le motif le plus raisonnable qui puisse la justifier : d'un côté, la défense de ses foyers; de l'autre, le besoin de subsistance et le désir d'une vie plus heureuse sous un climat plus doux. Elle fut plus cruelle que jamais ; car la religion, loin d'en diminuer les horreurs, avait rendu les haines plus vives, à cause de l'esprit de parti qui se joignit à l'ambition et à tous les autres fléaux de l'humanité.

Une chose singulière, c'est que ces temps de crimes et de démence ont donné naissance aux meilleures lois civiles [1]. Nous en trouvons de très sages faites par des princes qui ont régné parmi les trou-

[1] Valentinien 1er établit la tolérance dans ses états. On lit dans l'*Histoire du Bas-Empire*, que ce prince, après avoir beaucoup réfléchi, prit le mauvais parti. Ce livre a été écrit dans le dix-huitième siècle.

bles, et qui n'ont régné que des instans. C'est que les abus devenus excessifs, les avaient rendues nécessaires. C'est ainsi que la médecine se perfectionne au milieu des épidémies, et la chirurgie dans les armées. Le pouvoir du clergé fut limité à plusieurs reprises; l'audace et l'insolence des moines réprimées par le concile de Chalcédoine [1]; les vœux défendus pour les filles avant l'âge de quarante ans [2]. On permit aux villes d'avoir des espèces de tribuns ou protecteurs qui, sous le titre de *défenseurs*, devaient prendre en main la cause des citoyens pauvres et opprimés [3]. Les empereurs se défiant de leur facilité à accorder des grâces et des priviléges, les soumirent à la vérification des magistrats; ordonnant à ceux-ci de n'avoir aucun egard à leurs ordres toutes les fois qu'ils ne les trouveraient pas conformes aux lois établies. Ces précautions qui subsistent encore parmi nous, et qui sont utiles dans un gouvernement absolu [4], décèlent pourtant un vice dans le

[1] Ils furent soumis à l'Ordinaire, et il leur fut défendu de s'ingérer dans les affaires civiles, particulièrement dans celles des finances. *Histoire du Bas-Empire*. L. XXXIII.

[2] Cette loi est de Majorien. Il en fit une assez ridicule, qui forçait les veuves qui n'avaient point d'enfans à se remarier, ou à donner la moitié de leurs biens à leurs héritiers. *Ibid.* L. XXXIV.

[3] Sous Valentinien et Valens.

[4] Il y a une ordonnance de Louis XII, qui défend aux

principe moteur, un défaut dans la constitution. Les républiques ne connaissent rien de pareil : il semble que l'autorité ferait mieux de se prescrire des bornes dans l'administration, que de permettre aux magistrats la désobéissance. Les empereurs prirent aussi des mesures pour rendre les voyages plus faciles : on accommoda les chemins ; on y plaça de distance en distance des auberges et des relais entretenus aux dépens des provinces.

Une science bien intéressante, sur laquelle on n'avait encore aucunes lumières dans ce temps-là, c'est celle des finances et du commerce. On croyait alors, comme on le croyait encore il y a cinquante ans, qu'il fallait élever un mur impénétrable sur la frontière pour empêcher l'argent de passer chez l'étranger. Constance promulgua une loi pour que le commerce ne se fît que par échange. Elle portait que les négocians étrangers qui viendraient dans l'empire seraient tenus de déclarer la somme d'argent qu'ils apporteraient, afin qu'ils ne pussent y rien ajouter en s'en retournant. La même loi défendait le change de la monnaie de l'empire contre celle de l'étranger. On ne savait pas encore que ce sont les denrées qui commandent à l'argent, et que sans liberté, il n'y a ni commerce ni richesse.

magistrats d'avoir aucun égard aux lettres de jussion, etc. lorsqu'ils les trouveront contraires aux lois de la monarchie et au bien public.

De leur côté les Barbares, à mesure qu'ils prenaient plus de consistance, ne laissaient pas de s'occuper de la législation. Il paraît même qu'ils y réussirent mieux que les empereurs, dont les lois trop compliquées se sentaient un peu trop de la subtilité grecque. Le code de Théodoric fut long-temps en vigueur en Espagne, et on le retrouve en partie dans les capitulaires de Charlemagne : mais c'est un objet dont nous devons nous occuper plus en détail dans les chapitres suivans, où nous verrons la société sous une autre face, et où nous trouverons un nouvel ordre de choses, un nouveau système politique et moral. En effet, le seul mot de *droit féodal* annonce la plus grande révolution qui se soit faite sur la surface de la terre, et nous indique lui seul les sources de tous les gouvernemens modernes.

Il est donc temps de quitter cette nation célèbre qui a soumis l'univers, et que nous avons osé soumettre à nos observations. Après l'avoir vue s'étendre laborieusement dans le petit territoire de la Romagne, secouer le joug des rois, imposer le sien aux nations, s'enivrer de gloire et de succès, tomber ensuite dans l'épuisement qui succède au délire; reprendre alors de nouveaux fers; porter bientôt l'excès de la bassesse plus loin qu'elle n'avait poussé le faste de l'orgueil, et combler enfin tant d'ignominie, en cédant le pouvoir des armes à des Barbares, et celui de l'opinion à des Grecs efféminés, nous la

laissons maintenant au pouvoir d'un Goth et d'un Hérule.[1]

Avant de détourner nos regards de ces ruines immenses, nous gémissons, non pas de voir que tant de fortune se soit éclipsée pour ne laisser derrière elle que des traces déplorables; mais de ce qu'un période de près de douze cents ans ne nous présente pas une époque où cette nation si puissante ait entrepris de fermer les plaies de l'humanité, en faisant régner avec elle le bonheur et la prospérité. Nous ne craignons pas de le dire : toute la longue et brillante carrière de l'empire romain ne vaut pas pour un philosophe les derniers âges de l'Angleterre, c'est-à-dire le temps qui s'est écoulé depuis la révolution jusqu'à nos jours; mais c'est ce dont nous devons parler plus amplement dans la suite de notre ouvrage. Observons seulement que de même que, dans les révolutions célestes, les planètes ont un mouvement particulier, de même dans les révolutions politiques, les capitales, les grandes villes ont aussi une destinée, une fortune qui leur est propre, qui avance ou qui retarde leur ruine, qui les précipite ou les soutient. Disons plus encore : il semble que cette marche particulière leur est plus souvent avantageuse que nuisible. L'expérience prouve que dans ces temps malheureux où le despotisme militaire s'est élevé sur les débris du gouvernement, les grandes villes ont toujours conservé une espèce de

[1] Odoacre et Théodoric.

liberté. C'est que, de quelque masque imposant que la politique soit revêtue, la force seule a le droit de gouverner; c'est qu'un grand nombre d'hommes réunis est toujours respecté; c'est que la multitude est toujours à craindre, surtout lorsque, privée de représentans et de protecteurs, elle ne s'exprime que par acclamations, et n'agit que par saillies. Rome ne fut pas même réduite à ce dernier terme d'énergie. Elle eut toujours les mêmes magistrats; et le crédit des noms est pour les peuples dégénérés ce qu'est celui de la magistrature même pour les peuples vertueux. Un reste d'aristocratie se soutint dans cette capitale du monde, et le paganisme s'y tint toujours attaché : ce qui confirme bien ce que nous avons dit plus haut sur l'union de cette religion avec l'aristocratie romaine. On voit encore les Symmaque, les Prétextat, rappeler le souvenir des Caton et des Cincinnatus. Pour le peuple, s'il laisse apercevoir quelque trace de son ancienne liberté, c'est dans l'indifférence qu'il témoigne souvent pour les empereurs les plus redoutés. On sait les dégoûts qu'il fit éprouver au fier Dioclétien. Lorsque Constance tout couvert du sang de ses sujets voulut faire dans Rome une entrée triomphale, il n'essuya que des railleries et des brocards qui lui furent lancés impunément suivant l'ancien usage. Cette ville superbe était encore remplie de richesses, lorsque les Barbares la pillèrent pour la première fois. Quelques auteurs assurent qu'elle avait plusieurs citoyens qui

jouissaient de plus de quatre millions de revenu, et qu'on ne plaçait que dans la seconde classe ceux qui n'en avaient qu'un million ou un million et demi. Ces hommes oisifs et opulens ne se croyaient faits que pour la volupté, et se contentaient de rester spectateurs des événemens de la guerre, comme ils l'étaient de ceux du cirque; à cette différence seulement, qu'ils prenaient beaucoup plus d'intérêt à ceux-ci. Il y avait long-temps que les empereurs les avaient eux-mêmes accoutumés à cette mollesse. « Je « vais combattre les ennemis, leur disait Aurélien « dans un de ses édits, et je ferai en sorte que les « Romains n'aient pas la plus légère inquiétude. Oc- « cupez-vous des jeux, occupez-vous du cirque; c'est « notre partage de veiller aux affaires publiques; le « vôtre doit être de vous livrer aux plaisirs [1]. » On croira aisément qu'au milieu de tant de luxe et de mollesse, les mœurs allèrent toujours en dégénérant. Pétrone et Lucien nous ont assez fait connaître le faste et la dissolution qui régnaient de leur temps dans les repas : mais comme Ammien Marcellin a pris la peine de nous décrire les mœurs de la ville de Rome dans un temps très postérieur à celui-là, puisque c'étaient celles de l'âge où il vivait, nous croyons faire plaisir au lecteur de lui donner ici ce passage tout entier. Il se trouve Liv. XIV, chap. VI.

[1] « Ego efficiam ne sit aliqua sollicitudo Romana. Vacate « ludis, vacate circensibus; nos publica necessitas teneat, « vos occupent voluptates. » Vop. *in Firm.* Cap. V.

..... « Maintenant, si à votre arrivée à Rome, « vous êtes introduit comme un honnête étranger « chez un homme opulent, c'est-à-dire très orgueil- « leux, vous serez d'abord reçu avec toute sorte de « grâce; et après avoir essuyé des questions aux- « quelles il faut le plus souvent répondre par des « contes extravagans, vous vous étonnerez qu'un « homme si considérable traite un simple particulier « avec tant d'attention : vous irez même jusqu'à vous « accuser de n'être pas venu dix ans plus tôt dans un « si bon pays. Mais lorsqu'encouragé par ce premier « accueil, vous retournerez le lendemain pour faire « votre cour, vous resterez là comme un homme in- « connu, et qui tombe des nues, tandis qu'on se de- « mandera tout bas qui vous êtes et d'où vous venez. « A la fin cependant, vous parviendrez à être connu « et admis à la familiarité; mais si après trois ans « d'assiduité, vous vous avisez de vous éloigner le « même espace de temps, on ne vous demandera « pas à votre retour, ce que vous avez fait, et on « ne s'apercevera pas seulement que vous avez été « absent. Bien plus, quand le temps viendra de don- « ner ces grands repas, si longs et si perfides pour « la santé, on délibérera long-temps, si outre les « convives d'obligation, on invitera encore quelque « étranger; et si, après un mûr examen, on veut « bien s'y résoudre, celui-là seul sera admis, qui, « docte en fait de spectacles, monte une garde as- « sidue chez les cochers du cirque, ou qui est

« expert dans toutes les subtilités du jeu. Pour les « hommes savans et vertueux, on les évite comme « des ennuyeux et des trouble-fêtes, sans compter « que les nomenclateurs, accoutumés à vendre les « faveurs de leurs maîtres, ont soin de ne prier aux « repas et aux distributions que des gens obscurs et « subalternes, dont ils tirent plus d'argent que des « autres. Je passerai légèrement sur la somptueuse « profusion des repas et sur tous les raffinemens de « volupté qu'on y emploie, pour arriver à ces ridi- « cules cavalcades de nos riches fastueux qui, se di- « vertissant à courir la poste dans les rues, au « risque de se rompre le cou sur le pavé, traînent « à leur suite une si grande quantité de domesti- « ques, que, suivant l'expression du poète comique, « ils ne laissent pas même le bouffon pour garder la « maison : et ce divertissement ridicule, les ma- « trones même n'ont pas craint de l'imiter, en « courant aussi la ville dans des litières découvertes. « Au reste, rien n'est négligé dans ces pompeuses « promenades : et de même que les bons tacticiens, « lorsqu'ils rangent une armée en bataille, ont cou- « tume de placer en première ligne l'infanterie pe- « samment armée; en seconde ligne, les armés à « la légère, et derrière ceux-ci les gens de trait; « ainsi le maître de cérémonie, la verge à la main, « marque ceux qui auront l'honneur de marcher de- « vant le char triomphal, et ne manque pas de re- « jeter à l'arrière-garde la noire troupe des cuisiniers,

« marmitons, etc. Ceux-ci sont encore suivis du « reste des valets et des commensaux : enfin la mar- « che est terminée par les eunuques, dont le nombre « et la difformité nous font détester la mémoire de « Sémiramis, cette reine cruelle qui, la première vio- « lant les droits de la nature, fit regretter à cette « mère tendre, mais imprudente, d'avoir montré « trop tôt dans les générations à peine commencées, « l'espoir des générations futures. Avec de pareilles « mœurs, on croira facilement que le peu de mai- « sons où les sciences furent jadis cultivées, n'est « plus maintenant que le réceptacle des plaisirs vains « et frivoles ; de sorte qu'à la place des orateurs et « des philosophes on n'entend plus du matin au soir « que le son des flûtes et le chant des musiciens. « Pour les bibliothéques, elles sont plus closes et « plus abandonnées que les sépulcres : les orchestres, « les instrumens hydrauliques en ont pris la place. « Enfin, on en est venu à ce comble d'indignité, que « lorsque la disette a obligé de chasser de la ville les « étrangers, cette loi a été exécutée à la rigueur à « l'égard de tous ces hommes utiles qui enseignent « les arts libéraux ; tandis qu'on a conservé les mimes « et les histrions, et que jusqu'à trois mille danseuses « ont été retenues dans la capitale, ainsi que tout « leur cortége de musiciens et de choristes. Aussi, « de quelque part que vous vous tourniez, vous « trouverez des femmes fardées et ridiculement pa- « rées, qui par leurs danses continuelles, vous fa-

« tiguent encore plus qu'elles-mêmes ; tandis que,
« mariées à d'honnêtes gens, elles auraient pu don-
« ner à l'état une armée d'utiles citoyens. Autrefois
« Rome était un asile assuré pour quiconque y por-
« tait les arts et l'industrie ; maintenant je ne sais
« quelle sotte vanité fait regarder comme vil et ab-
« ject tout ce qui est né au-delà du Pomœrium. J'en
« excepte cependant les célibataires et ceux qui n'ont
« pas d'héritiers. Ceux-là sont comblés d'attentions
« et de prévenances ; quoiqu'un autre raffinement
« de personnalité nous évite jusqu'aux soins les plus
« chers à l'humanité ; car les maladies les plus cruelles
« ayant aussi choisi leur domicile dans cette capitale
« du monde, il a fallu s'interdire toute communica-
« tion avec les malheureux qui en sont attaqués ; et
« l'usage est venu non-seulement de se contenter
« d'envoyer quelques domestiques savoir de leurs
« nouvelles, mais même de ne recevoir le commis-
« sionnaire qu'après lui avoir fait subir de longues
« ablutions. Voilà des hommes bien délicats ! Offrez-
« leur cependant des repas ou de l'argent, vous les
« ferez courir jusqu'à Spolète. Telles sont les mœurs
« des nobles : pour le menu peuple, il passe le plus
« souvent la nuit dans les cabarets, ou même dans
« les théâtres, à l'abri de ces toiles dont nous devons
« l'invention à Catulus, qui le premier introduisit à
« Rome cette recherche de commodités plus digne
« de Capoue que de la ville de Romulus. La fureur du
« jeu en possède un grand nombre : d'autres s'expo-

« sent des journées entières au soleil ou à la pluie
« pour juger les cochers, et disserter sur les événe-
« mens du cirque. Avec tant de frivolité, le moyen
« que Rome s'occupe jamais de quelque chose de
« raisonnable ! etc. »

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

Avis de l'Éditeur..... *Page* v
Avertissement..... 1
Introduction..... 15
Chapitre premier..... 33
Chap. II. Des Égyptiens, des Assyriens, des Mèdes, etc. 45
Chap. III. Des moyens par lesquels on peut apprécier la félicité des peuples, et particulièrement celle des peuples de la première antiquité..... 55
Chap. IV. De la moyenne antiquité, et principalement des Grecs..... 75
Chap. V. Quelle a été la condition humaine parmi les Grecs, et en général parmi les nations connues pendant cette seconde époque?..... 100
Chap. VI. Des Romains..... 109
Chap. VII. De l'influence du gouvernement romain sur le bonheur du peuple, et quelle a été la condition humaine parmi les Romains jusqu'au temps de César..... 160
Chap. VIII. De l'influence des Romains sur le bonheur des autres peuples de la terre, et de l'état du monde lors de la subversion de la république..... 183
Chap. IX. De l'empire romain sous le règne d'Auguste et de ses successeurs..... 199

SECONDE SECTION,

ou l'on traite du sort de l'humanité pendant les temps appelés le moyen age de l'histoire.

Chapitre premier. De l'inondation des Barbares..... 220

CHAP. II. Commencement du christianisme. État politique et moral du paganisme lors de l'établissement de la religion chrétienne..... *Page* 229
CHAP. III. De l'établissement du christianisme..... 247
CHAP. IV. De Constantin..... 275
CHAP. V. De l'influence de la religion chrétienne sur le bonheur des peuples, et du sort de l'humanité depuis le règne de Constantin jusqu'à la destruction de l'empire d'Occident..... 300

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

A.

Agraire. (*Loi*) toujours rejetée par le sénat de Rome, pag. 176.

Agriculture (l') devait être le premier objet des législateurs, 122. Quelle a été la marche de ses progrès, 225.

Alexandre. Ses conquêtes furent un signal de dépravation pour l'humanité. Parallèle de l'état du monde connu avant et après lui, 186, 187.

Anciens. Les anciens ont connu l'amour de la patrie, etc. Mais la philanthropie, l'amour de l'ordre, etc. leur étaient inconnus, 216.

Annibal. Examen et critique de son expédition en Italie, 148, 149. Obstacles qu'il devait prévoir, 150. Éloge de ce grand homme, 150, 151. Il devait être battu par Scipion devant Carthage, 152, 153.

Antiochus. Ses fautes furent cause de sa ruine, 158.

Antiquité. L'idée qu'on doit s'en former, 42. Les premiers faits qu'elle nous a transmis sont des faits de guerre, 45, 46. Les nations anciennes furent-elles plus heureuses que les nations modernes? 58. Quelle fut l'origine des peuples anciens, 119, 120.

Argos. Révolution funeste qu'elle éprouva, au témoignage de Diodore de Sicile, 101.

Aristote. Son opinion sur l'esclavage, 108.

Arius. Ses erreurs, 303.

Arnobe, auteur du troisième siècle. Son témoignage sur la situation des chrétiens à cette époque, 251. Il ne croyait pas que Dieu eût créé l'homme, et il ne paraît avoir eu aucune connaissance du péché originel, 269. Son opinion sur l'abus de la controverse. Éloge de cet auteur, 280.

Asdrubal, blâmé pour avoir amené du secours à Annibal, 151.

Asie. Elle fut le berceau des sciences, 235. Son état après la mort d'Alexandre, 189.

Athénagore. Sa définition du Verbe, absolument conforme à la doctrine de Platon, dont il est zélé sectateur, ainsi que saint Justin, 266.

Athènes. Caractère de ses habitans, 78. Sa politique fausse et dangereuse, 90. Elle donna ainsi que Sparte les premiers principes d'une politique pernicieuse à l'humanité; témoignage de Salluste à ce sujet, *ibid.* Critique de ses lois et de son gouvernement, 93.

Auguste. Son caractère. Il ne

fut pas heureux. Il ne faut pas juger du bonheur de son siècle par les louanges des poètes, 212, 213. Ses artifices, 214.

B.

Barbares. D'où ils sortaient. Par quelles raisons ils se jetèrent vers l'Occident, 221, 222. Doutes sur leur nombre exagéré par les historiens, 223, 224. Comparaison des incursions des Barbares dans l'antiquité, avec celles des Sauvages dans l'Amérique, 224. Le défaut d'agriculture est la cause de ces incursions, 225. Situation des Barbares lors de la décadence de l'empire romain, 226. La corruption de Rome l'avait déjà livrée aux Barbares avant qu'ils s'en fussent réellement emparés, 227. On doit donc chercher la raison de leurs invasions dans les vices mêmes du gouvernement romain, *ibid.* Désastres qui ont été occasionnés par ces invasions, 228, 229. Les Barbares toujours malheureuxeux et privés du repos depuis Constantin jusqu'à la destruction de l'empire d'Occident, 322. Ils s'occupèrent de la législation, 326.

Beaux-arts. Ils ont dû précéder les sciences rationnelles, et pourquoi. 95. Raisons particulières aux Grecs, 96.

Bodin attribue à la force l'origine des républiques, et s'appuie sur le témoignage des principaux historiens de l'antiquité, 39, 40.

Bonheur. Celui qu'on trouve dans la gloire, et qui est fondé sur l'exercice de la force, est contre nature; il est précaire, 43. Moyens de juger du bonheur des peuples anciens, 161. En quoi consiste le bonheur des peuples, 177.

C.

Carthaginois. Conjectures sur leurs lois, tirées de leurs mœurs et de leur religion, 104, 105. Leurs fautes accélérèrent les progrès des Romains, 152.

Chrétiens. Différens noms qu'ils prirent dans l'origine du christianisme, 249, 250. Ils n'eurent long-temps ni culte public, ni temples, 250, 251. Preuves des rapports que les premiers chrétiens conservèrent avec Jérusalem, considérée comme métropole du judaïsme, tirées des pères de l'Église, 253. Ils s'appelaient gueux ou mendians, selon Origène, 254. Ils se détachent des Juifs après la destruction du temple de Jérusalem, 258, 259. Avantages qu'ils retirent de cette séparation, 260. Forme de leurs assemblées, 262, 263. Abus de ces assemblées, 264, 265. Apologie des premiers chrétiens, sur l'intolérance, 307, 308

Christianisme. Le rapport de ses dogmes avec ceux des Juifs

ne doit pas empêcher qu'on ne le regarde comme une religion nouvelle, 231, 232. Considéré seulement quant à son influence sur le bonheur temporel des hommes, 232. Il convenait mieux aux Barbares qui avaient envahi l'empire romain que le paganisme, 246. Ses progrès furent lents, 248. Il ne fut pas établi immédiatement après J. C., *ibid.* Les historiens n'en font presque aucune mention jusqu'à Constantin, 250, 251. L'esprit de charité a contribué à ses progrès, 254. Autres raisons qui le firent adopter, 263, 264. L'esprit de discussion succède à l'esprit de charité, 264. Le christianisme se répand dans les provinces, 273. État de la religion chrétienne dans le quatrième siècle, 275. Dès que le christianisme fut la religion dominante, il devint intolérant, 281. Comment et à quel point il pouvait influer sur le bonheur des peuples, 300 et suiv. Sa haine contre le paganisme et les disputes qui s'élevèrent dans son propre sein donnèrent origine à l'esprit de parti et à un fanatisme qui gagna la plus grande partie des écrivains, et altéra la vérité de l'histoire, 309. Les guerres ont été plus sanglantes, 323.

Cité. Origine et signification de ce mot chez les Romains, 120.

Clément, (St.) pape. Discussion d'une lettre qui lui est attribuée, 253.

Colonies. Leur origine, 72, 73. Les républiques en forment davantage que les monarchies ; pourquoi ? 73, 74. Exemple tiré des premiers temps de Rome, *ibid.*

Commerce. Le commerce et l'agriculture sortis de l'Égypte, de la Phénicie, et ensuite de la Grèce, se répandent dans l'Italie, la Sicile, etc. 225.

Conciles. Leur origine, leur utilité, 270, 271.

Constance. Expression ridicule d'une de ses lois, 308.

Constantin. État de l'empire à son avénement au trône, 276. Ses combats, *ibid.* Raisons qui le déterminèrent à embrasser le christianisme, 277. Doutes sur l'histoire de la croix apparue à cet empereur, 277, 278. Faveurs qu'il accorde aux chrétiens, 278. Schismes de l'Église sous son règne, 278, 279. Il est regardé comme un oracle en matière de doctrine, 281. Son intolérance contre les hérétiques, 282. Il meurt hérétique, *ibid.* Opinion de l'auteur sur cet empereur, 284, 285. Ses actions, ses crimes, 285 et suiv. Sa loi sur l'affranchissement des esclaves donne au pouvoir ecclésiastique une influence sur les affaires civiles. Conjectures sur les motifs secrets de cette loi, 289. Le nombre des citoyens diminue, et celui des esclaves et des étrangers augmente sous son règne, 290. Priviléges qu'il accorde au clergé, 289, 290. Il accable le peuple d'impôts, 291. La translation qu'il fit du siége de l'empire était une faute grossière, 293. Il est superstitieux, et consulte les astrologues, 293, 294. Ce prince était-il enthousiaste ou hypocrite ? 294 et

suiv. Motifs du zèle de Constantin pour le christianisme, 296, 297. Absurdités de Constantin quand il écrit ou qu'il parle en faveur de la religion chrétienne, 297 et suiv.

Contagions sont moins à craindre dans les états bien gouvernés. Exemple tiré de Londres, 172.

Cyprien, (Saint) n'a pas été exempt de la manie presque générale parmi les anciens auteurs ecclésiastiques, de trouver partout des figures, et de leur donner une interprétation forcée, 258.

Cyrus. Incertitude où Hérodote et Xénophon jettent le lecteur sur les actions et la vie de ce conquérant. Son nom et ses conquêtes sont les seules choses auxquelles ont puisse ajouter foi, 51, 52.

D.

Danemarck. Raison qui a déterminé les Danois à se donner un despote, 244.

Déisme. C'était la doctrine cachée des prêtres du paganisme, 233 C'était surtout celle des philosophes, 234.

Denys d'Halicarnasse. Son témoignage employé pour réfuter M. Duni, Giam-Battista Vico, et leurs adhérens, 115 et suiv. Il ne fait aucune mention de l'action de Mutius Scévola, 171.

Despotisme, moins onéreux pour les peuples si le gouvernement est ancien et étendu, 181. Par quels degrés le peuple parvient à désirer un despote, 244.

Dioclétien. Réflexions sur cet empereur, 275, 276.

Diodore de Sicile. Son témoignage sur la longue paix dont l'Égypte a joui, 47. Ce qu'il dit des gênes imposées aux rois d'Égypte, 48. Contradiction dans laquelle il tombe sur la population de ce pays, 69.

Donatistes. Sectaires des premiers siècles, 303.

Dubos. Remarque de cet écrivain sur les Francs établis dans les Gaules, 54.

Duni. Opinion de cet auteur sur la forme du gouvernement romain, 114.

E.

Église. Les ouvrages des pères de l'Église respirent le platonisme, 266. Malheurs des premiers siècles de l'Église, 303, 304.

Égypte. L'époque la plus reculée de cette monachie est marquée par deux guerres injustes; celles d'Osiris et de Sésostris, 46. Elle n'en a point essuyé depuis ce dernier jusques à Apriès, 47. Cette longue paix démontre la possibilité d'une paix perpétuelle, 48. La nature et la constitution de ce gouvernement sont peu connus, *ibid.* Le pouvoir des prêtres, 48, 49. Ses ar-

mées et leur discipline, 49. Conjectures sur la nature de ses lois, *ibid.* Sa situation dut influer sur son bonheur, *ibid.* Préjugés en faveur de son gouvernement, tirés de l'histoire, *ibid.* Examen du plus ou moins de bonheur dont ont pu jouir ces peuples, 62, 63. Leur condition relativement aux droits de propriété, 69. Nombre prodigieux de ses prêtres, 70, et de ses soldats, *ibid.* Révolutions funestes qu'elle éprouve, 100.

Émigrations. Les émigrations et changemens perpétuels des nations barbares lors de la décadence de l'empire romain, 228. Leurs suites funestes, 229. Divers exemples apportés en preuve, *ibid.*

Esclavage. Ses effets funestes dans l'antiquité, 105, 106. Rapport du nombre des esclaves à celui des hommes libres en Grèce, 106 Étendue des droits des maîtres sur leurs esclaves, *ibid.* Comparaison de l'état d'esclavage chez les nations modernes avec ce qu'il était dans l'antiquité, 107, 108.

Esprit humain. Sa marche, progrès de son éducation, par quels degrés il parvient à la vraie philosophie, 86, 87. Ses premiers progrès n'ont tourné en aucune façon au profit des peuples, 97.

Évêques de Rome. Quel était leur pouvoir dans les premiers siècles de l'Église, 270.

Eusèbe. Comment il parle du pape, 271. La manière dont il s'exprime sur le *labarum* rend cette histoire merveilleuse encore plus suspecte, 277.

F.

Finances. Ignorance ou erreur des anciens sur tout ce qui concernait le commerce et les finances, 325.

Florus. Opinion de cet historien sur l'origine de la puissance romaine, 127, 142.

Force. Considérations que les anciens avaient pour la force. Ils la confondirent avec la vertu, 38. L'exercice de la force dans l'espèce humaine nuit à celui des autres facultés, 41.

G.

Gloire. Inconvéniens d'un faux amour de la gloire, 200.

Gouvernement. Quelle est l'idée juste qu'on doit s'en former, 35. Quel est son but, *ibid.* Origine des différentes espèces de gouvernement, 37. La force en a été l'objet principal, 40. La prospérité du gouvernement n'est pas toujours suivie de celle des peuples, 44. Un bon gouvernement peut étouffer les germes de la guerre, 48. Idée d'un gouvernement agraire neuve et inconnue, et pourquoi, 124.

La science du gouvernement devait être précédée de la connaissance physique de l'homme et de celle de la nature en général, 133, 134 Le despotisme militaire le plus mauvais des gouvernemens, 219.

Grèce. Ses historiens, son éclat, idées qu'elle retrace, 75, 76. Le gouvernement se réduisait le plus souvent à une oligarchie tyrannique, ou à une démocratie tumultuaire, 94. Elle fut d'autant plus sujette aux calamités qu'elle était divisée en un plus grand nombre d'états différens, 100. Considérations sur la manière dont elle s'est peuplée, 123.

Grecs. Ils furent cruels et perfides, inhumains envers leurs ennemis, et tyranniques envers leurs alliés, 86. Leur superstition. Elle fut chez eux l'origine de plusieurs guerres, 88. Ils ne furent pas véritablement philosophes, 88, 89. Vices de leur politique tant intérieure qu'extérieure, 90. Réponse à l'objection qu'on pourrait tirer en leur faveur de leur supériorité dans les beaux-arts, 95.

Guerres. Elles sont nées, dans l'antiquité, des vices du gouvernement, 53. La guerre considérée comme un moyen de gouvernement, 217, 218. Inconvéniens attachés aux nations toutes militaires, 218.

H.

Hérésie. Les premiers chrétiens tombèrent dans l'hérésie pour avoir abandonné la simplicité de l'Évangile, 269.

Hérodote. Son témoignage en faveur de la longue paix dont l'Égypte a joui, 47. Son opinion sur les Perses, 53.

Héros. Incertitude de la réalité des actions et de l'existence même de ceux de l'antiquité, 45, 46.

Hésiode concourt avec les autres poètes à faire une religion, 236.

Histoire. Contraste entre l'histoire du monde et celle des hommes, 183 et suiv.

Homère a personnifié la force dans le caractère d'Achille, et la ruse dans celui d'Ulysse, 38, 39. Problème à résoudre sur la différence des sentimens exprimés dans Homère et dans les poésies erses, 96. Ses ouvrages suffisaient pour former une religion, 235, 236.

Homme (l') exerça d'abord ses facultés sur les animaux, et dut faire ensuite l'essai de ses forces sur son semblable, 39.

I.

Impositions. Impositions excessives chez les anciens. Abus que les souverains en ont fait, 59 et suiv. Imposition évaluée en travail; rapport de l'imposition avec le caractère des peuples et le climat qu'ils habitent, 66, 67.

Indiens. Inexactitude de Diodore de Sicile dans l'histoire de ces peuples, 105.
Intolérance. (l') Nouveau fléau pour l'humanité ajouté à tous ceux qui l'affligeaient, 308, 309.

J.

Jérusalem. Influence de la destruction du temple de Jérusalem sur la religion chrétienne, 261, 262.
Josèphe. Son silence sur les miracles, 248. Son opinion sur la population des Juifs, 260.
Juifs. Les Romains les ont longtemps confondus avec les chrétiens, 248, 249 Leur séparation d'avec les chrétiens ne se fit que très tard, selon les pères de l'Église, 251. Leur influence sur le christianisme naissant, 252. Témoignage de plusieurs écrivains sur leur population, 260, 261. La plupart d'eux n'eurent aucune part à la mort de J. C., 261. Ils n'étaient pas éloignés de suivre la loi chrétienne, *ibid.*
Julien, loué par les païens avec exagération, et injustement blâmé par les chrétiens, 313. La persécution qu'il exerça contre les chrétiens condamnée, 314. Opinion de l'auteur sur cet empereur, 314, 315. Les chrétiens l'ont calomnié, 315. Rétablissement d'un passage de l'histoire sur la réédification du temple de Jérusalem, ordonnée par cet empereur, 317. Observations à ce sujet, 318 et suiv.
Jupiter. Étymologie que Cicéron donne à ce nom, 241.
Justin. Observations qu'il a faites sur les conquêtes d'Osiris et de Sésostris, 47.

L.

Lacédémoniens. Énumération des occasions où ils ont succombé à la guerre. Raisons de leurs succès; on ne doit pas les attribuer aux lois de Lycurgue, 80, 81. Leur mauvaise foi, fausseté et injustice de leur politique, 81, 82. Comparaison de leurs mœurs et de leurs intrigues avec celles des moines, 83. Cruauté de leur conduite envers les Ilotes, 83, 84. Tableau de leurs cruautés et de leurs perfidies envers les Athéniens et leurs alliés. 84, 85.
Lactance. Son goût pour l'interprétation des figures et des prophéties, 258.
Lamy. (M.) Sa dissertation *de eruditione apostolorum*, citée avec éloge, 255.
Langues. De la préférence qu'on devrait donner à l'étude de la langue grecque sur la latine, 98, 99.
Liberté. L'attrait invincible que l'homme a pour elle; comment elle est restreinte dans la société, 34, 35.
Locke. Parallèle de ses lois et de celles de Lycurgue, 92.

Lois. Quand et par quelles raisons les hommes en ont eu besoin, 119. Des empereurs fanatiques n'ont pas laissé que de faire quelques bonnes lois civiles, 323, 324.

Lucien Plaisanterie de cet écrivain sur la subtilité de la dialectique chez les Grecs, 87.

Luxe. Définition du luxe, 64. Le luxe s'applique à tout, 65.

Lycurgue. Ses lois naissaient des circonstances, 41. Critique de ses lois et de la constitution de Sparte, 80 et suiv. Éloge de sa sagacité et de son génie, 91. Examen de son plan, et inconvénient de son projet, 91, 92. Sentimens de Polybe sur la différence entre les lois de Sparte et celles de Rome, 93. La longue durée qu'ont eue les premières n'est pas une preuve décisive en leur faveur, *ibid.* Lycurgue se donnait pour être inspiré par Apollon, 236.

M.

Machiavel prétend que la conservation d'un état dépend de son retour fréquent aux principes de sa constitution. Opinion de l'auteur sur cette maxime, 164 et suiv.

Marcellin. (Ammien) Observations sur cet historien, 312. Passage de cet auteur sur les mœurs de Rome sous les derniers empereurs, 330 et suiv.

Mèdes, vainqueurs de la Perse, de l'Assyrie, vaincus par les Scythes, partagent l'empire avec eux, et s'en défont par une trahison, 51.

Mer. Avantages des nations qui en sont voisines sur celles qui habitent l'intérieur des terres, 225.

Métellus. Injustice du reproche qu'on lui fait sur l'éclat de son triomphe après la conquête de Syracuse, 179.

Milice. Celle des Romains ne parvint à son dernier degré de perfection que du temps des Scipion, 136. Observations sur les erreurs qu'on a commises à ce sujet, 137 et suiv.

Monarchie. Examen de la question sur les avantages de la monarchie universelle et de ce qu'elle dut avoir de captieux au temps d'Auguste, 200. Projets de Philippe II à cet égard, 201. Auguste s'y trouva porté naturellement, *ibid.* Pour être respectable il faut que la monarchie soit ancienne, 213.

Moshemius croit que la hiérarchie de l'Église chrétienne ne s'établit qu'après la destruction de Jérusalem, et que ce fut à l'imitation des Juifs que les évêques voulurent être regardés comme des pontifes, et les prêtres comme des lévites, 261, 262.

N.

NINUS. Ses cruautés, ses conquêtes, 50.
NUMA. Sa politique l'engagea à prescrire un culte aux Romains, 240.

O.

ORIGÈNE. Son sentiment sur les miracles, 247. Prétend que les premiers chrétiens n'avaient pas abandonné la loi de Moïse, 254. Ce qu'il dit sur ce mépris que les païens témoignaient pour ces chrétiens, 256. Il appuie l'opinion que J. C. n'a pas renfermé tout le sens de la doctrine chrétienne dans l'Évangile, *ibid.* Il s'est attaché au sens figuré, 258. Il abusa de la philosophie platonicienne, 266, 267.

P.

Paganisme. Sa chute accompagne la décadence de l'empire romain, 229. Il ne doit point être regardé comme une religion, 232. Raison tirée des différentes notions des différens peuples sur leurs divinités, 233 Il ne put faire obstacle à l'établissement d'une religion nouvelle, *ibid.*; son peu de solidité, 234. Il était facile à renverser, et pourquoi, *ibid.* Cause du crédit qu'il a long-temps conservé, 235. Par quels moyens il le perdit, 238. La vanité du peuple et la politique des magistrats lui servirent d'appui, *ibid.* Ses différentes révolutions, 238, 239. Raisons qui purent déterminer les empereurs à le discréditer, 244. L'invasion de l'empire par les Barbares acheva sa ruine, 245, 246.
Païen. Étymologie de ce mot, 232. Les Païens tournèrent en ridicule l'esprit de charité du christianisme, 254, 255.
Patrie. (*Amour de la*) Ce sentiment chez tous les peuples est toujours mêlé de férocité et de haine pour leurs voisins; d'où il naît, 40, 41. Il fut préféré aux sentimens naturels et à la justice, 41.
PAUSANIAS. Son témoignage contraire aux Lacédémoniens, 81.
Persécutions (*les*) ne servirent qu'à donner plus de crédit aux chrétiens, 273. Raisons politiques qui servent d'excuse aux persécutions exercées contre les chrétiens, 306, 307.
PERSÉE. Sa situation exigeait qu'il fît la guerre, 158.
Phénicie. Conjecture sur son gouvernement, 104.
Phénix. Son exemple allégué en faveur de la résurrection, 253.

PHILON, écrivain juif. Son silence sur les miracles de J. C., 248.

Philosophie. Examen des progrès qu'elle a faits chez les Grecs, 87. Ce qu'elle fut avant Socrate, 87, 88. Inconvéniens de l'union de la philosophie et de la religion dans les premiers siècles du christianisme, 267, 268.

PLATON. Observations sur son livre de la République, 163. Sa doctrine, 265. Conforme à celle des chrétiens, 265, 266.

PLUTARQUE croit que la fortune eut la plus grande part aux succès des Romains, 154.

Poésie. Son origine, 235, 236. Elle fut le fondement de la religion des anciens, de leur politique et de leur morale, 236.

Poète. Étymologie de ce mot, 235. Les poètes ont été législateurs, 236.

Police a été le premier besoin des hommes, 119, 120. Différence entre les mots *police* et *administration*, 120. Le gouvernement de police a servi de principe à la constitution des états, et pourquoi. 122, 123. Il a influé sur le malheur des peuples, 124. Les erreurs auxquelles il a donné lieu, 125; ses inconvéniens, *ibid.*

Politique. Moyen de parvenir à cette science, 134. Nouveau moyen de juger de la constitution politique d'un peuple, 163, 164.

POLYBE accuse les Lacédémoniens de perfidie et de mauvaise foi. Il en cite deux exemples, 81.

PRIESTLEY. Principes du gouvernement, 45.

Prophéties. Le goût de l'interprétation des prophéties est allé trop loin. Exemple à l'appui de cette proposition, 256, 257.

R.

Républiques. Parallèle des républiques anciennes et modernes, 94. Elles sont toujours méprisables dans leur décadence, 188.

Revenu net. Terme nouveau, mais nécessaire, ce qu'il signifie, 67, 68. Quel il fut chez les Égyptiens, 69.

Richesses. Leur inégale distribution entraîne le luxe et la corruption, 146.

ROLLIN. Il s'est laissé égarer par Hérodote et Xénophon sur les actions et la vie de Cyrus, 52.

Rome. Ce qu'on doit penser du gouvernement romain par ses effets, 111, 112. Combien il serait important de connaître l'origine de cette république, 113. Sentimens de quelques écrivains sur cette origine, 114 et suiv. Conjectures sur le gouvernement primitif de Rome, *ibid.* Tableau de ses commencemens, 125, 126. Deux causes de sa grandeur, 127. Opinion de l'auteur sur la liberté dont elle a joui après l'expulsion de ses rois jusqu'à la loi Valéria, où commence la démocratie, 128, 129. La constitution de la république

n'a jamais eu de principes fixes, 129. Doutes sur la supériorité de sa politique et de ses forces, 130. On lui attribue faussement un esprit de conquête, 131. Origine des guerres qu'elle entreprit, 131, 132. Doutes sur la véracité de Tite-Live relativement aux batailles gagnées par les Romains, 137 et suiv. Des causes extérieures ont dû contribuer aux progrès étonnans de Rome, 141. Machiavel et Montesquieu ont omis cet examen, *ibid.* L'état où se trouvait l'Italie à la mort de Tarquin-le-Superbe était favorable à l'établissement de Rome, 143. Carthage était la seule puissance dans l'Occident qu'elle eût à redouter, 144. Parallèle de la puissance de Carthage avec celle de l'Angleterre, 144, 145. La nature des forces des deux puissances comparées, 145, 146. Rome, par sa situation, devait avoir l'avantage sur Carthage, 146. Jugemens de Strabon et de Montesquieu, sur ce point, comparés, 146. Rome ne fit la première guerre Punique que comme auxiliaire, Syracuse en partagea la gloire et les succès, *ibid.* Elle profita de l'épuisement que Carthage éprouvait par la guerre des mercenaires pour s'emparer de la Sardaigne, 147. Elle perd sa gloire dans la seconde guerre Punique, *ibid.* Réflexions sur les événemens auxquels Rome fut redevable de son salut, 148. L'avantage remporté par ses consuls sur Asdrubal était immanquable, et n'a rien d'étonnant, 151, 152. Comparaison des expéditions du roi de Prusse dans la dernière guerre et de celles des Romains contre Annibal, *ibid.* Jugement de Plutarque sur les Romains, comparé à celui de l'auteur, 154. Mauvaise politique de Philippe et d'Antiochus, qui attaquèrent Rome après sa victoire sur Carthage, 154, 155. Les causes qui leur firent commettre cette faute, 155. Politique des Romains en rendant la liberté à la Grèce, 156, 157. Faute des Grecs à ce sujet, 157. Les principes de la puissance romaine ont plutôt existé au dehors qu'au dedans de Rome, 159. Division de la durée de la république en quatre époques, 161, 162. Rome fut dans son origine une colonie guerrière. C'est de ce principe que découle la constitution de son gouvernement intérieur, 167. Raisons de l'extrême autorité que les Romains avaient donné aux maris sur leurs femmes, et aux pères sur leurs enfans, 168. Le peuple romain méprisable et pauvre dans ses commencemens, 169, 170. Guerre pour rétablir les rois, 171. Doutes sur la vérité de l'histoire de Mutius Scévola, *ibid.* Rome n'est pas plus heureuse après l'expulsion des rois, *ibid.* L'amour de la gloire faussement regardé comme la passion des Romains et comme la source des guerres qu'ils soutinrent, 173. Vraie cause de ces guerres; avilissement et misère du peuple de Rome, 173, 174. Prétendu désintéressement des Romains réfuté par l'avidité des patri-

ciens, 175, 176. Rome plus brillante au commencement de la première guerre Punique, mais pas plus heureuse, 177. Preuve tirée de sa corruption dès qu'elle acquit des richesses, 177, 178. Effet des délices de Capoue sur ses soldats, 177. Leur perfidie à l'égard de la ville de Rhège, 178. Funestes suites de la première guerre Punique pour Rome, 179. Les quinze premières années de la seconde guerre Punique également malheureuses pour elle, *ibid.* État de Rome après l'humiliation de Carthage, 179. Le peuple ne profita point des dépouilles des nations vaincues, 180. Exemple tiré de l'histoire des Gracques, *ibid.* Dans aucune des époques de sa durée, Rome n'a joui d'un bonheur qui suffise pour inspirer un préjugé favorable à son gouvernement, 181. La sévérité des mœurs et de la religion des Romains est une preuve qu'ils ne furent pas heureux jusqu'au règne d'Auguste, 182. Après la seconde guerre Punique, Rome projette la conquête du reste du monde, 189. Calcul du nombre d'hommes immolés pendant cette guerre, 189, 190. Despotisme exercé par Rome sur les peuples de la terre. Exemples de la tyrannie de sa domination, 195 et suiv. Tableau des derniers temps de la république, 199. Son état sous Auguste, 201, 202. Sous Tibère, 202. Tableau de Rome après la bataille d'Actium, 203 et suiv. Ce qu'était la noblesse chez les Romains, 204 et suiv. Grand nombre d'esclaves à Rome sous les empereurs, 207, 208. Les provinces gagnèrent à l'élévation d'Auguste, elles n'en furent pas moins en proie aux concussions des proconsuls et des préteurs. Traits particuliers cités en preuve, 208, 209. Poids des impositions sur les peuples, 210. Les irruptions des Barbares sous l'empire d'Auguste ajoutent encore à la misère des peuples, 211. État déplorable du monde à cette époque, *ibid.* Rome plus malheureuse que jamais sous l'empire des Nérons, etc. 214. Idée du règne de Vespasien, 214, 215. Rigueur des Romains en matière criminelle, 216 et suiv. Les Romains ne pouvaient, quoique maîtres du monde, lui donner leur religion, 239, 240. Leurs premières notions du culte leur vinrent des Étrusques, 240. Leur commerce avec les Grecs étendit ces notions, *ibid.* La religion fut toujours entre les mains des grands, 242. La religion y était étroitement liée à l'aristocratie, 242, 243. Avantages que les grands tiraient de la religion pour conserver leur crédit, 243. État de l'empire romain dans le quatrième siècle de l'Église, 275. Mœurs des Romains sur la fin de l'empire, 329.

Romulus. Selon toute apparence il ne fut qu'un aventurier, 165. Manière dont il fonda Rome, 166, 167. Il établit l'usage des aruspices, 168.

Rousseau, combattu par l'auteur sur son opinion quant à

la supériorité des petits états sur les grands pour la conservation de la liberté, 101, 102. Comparaison de la situation d'Athènes au commencement de la guerre du Péloponnèse et de celle de la France lors des guerres de 1733, 1741 et 1757, servant à appuyer le raisonnement de l'auteur, 102, 103. Continuation du même sujet, 103.

Ruse. Après la force, elle tient le premier rang dans l'opinion des anciens, 39.

S.

Sardanapale a peut-être été décrié injustement, 50, 51.

Scipion. Le succès de son entreprise sur Carthage infaillible. Avantages qu'il avait sur Annibal. Son éloge, 153, 154.

Scythes. Irruption de ces peuples. Leurs traités avec les peuples vaincus, 53. Motif qui les porta à la guerre, 54. Ressemblance de leurs mœurs à celles des Sauvages, 105.

Sémiramis, complice, femme et assassin de Ninus. Son ambition, ses conquêtes, monumens de démence et d'orgueil qu'elle laisse après elle, 50.

Sénèque. Belle maxime sur la bienveillance que les hommes se doivent réciproquement, 43.

Société. Sous quel point de vue elle doit être envisagée, 35. Erreurs qu'elle a commises dans la formation de ses lois, 133.

Socrate prétendit avoir fait descendre la philosophie du ciel. Opinion de l'auteur sur ce philosophe, 87, 88.

Sozomène. Conte puéril et ridicule qu'on trouve dans cet auteur, 320. Il est en contradiction avec Socrate le scolastique, sur l'effet que produisit le prétendu miracle arrivé lors de la réédification du temple de Jérusalem, 321.

Sparte. Notions sur cette république, 42, 43. Son origine, 78. Caractère de ses habitans, *ibid*. Sa constitution, 79 Elle ne fut pas toujours victorieuse, 80, 81. Moyens qu'elle employa pour se soutenir, 81, 82. Injustice de sa politique, *ibid*. En quoi elle consiste, 90.

Stellini. Dissertation sur les progrès des mœurs, 45.

T.

Théodoret, auteur ecclésiastique qui mérite peu de confiance, 320.

Théodose. Observations sur cet empereur, 310, 311.

Thésée, fondateur d'Athènes, 76.

Tibère. Sa politique, son caractère, son mépris pour les opinions religieuses de son pays, 245.

Tite-Live. Témoignage de cet écrivain sur l'opinion des Gaulois quant au droit du plus fort, 38.

Titus. Son éloge, 215.

Tolérance. Les empereurs romains tolèrent du moins les écrits des chrétiens, 272.
TRAJAN. Éloge de ses vertus. Son goût pour la guerre, 215. Motifs qui peuvent l'excuser ainsi que Marc-Aurèle, 217. Son ignorance sur la doctrine des chrétiens, 218.

V.

VALENS et les deux premiers Valentinien. Leurs crimes, 304.
VALÈRE-MAXIME. Son témoignage sur les progrès des Romains dans l'art de la guerre, 139. Il est cité, 240, 244.
VARRON. Sa définition de la théologie, 237
VELLEIUS-PATERCULUS. Expressions remarquables, 197.

X.

XÉNOPHON. Opinion de l'auteur sur cet historien, 53.
XERXÈS. Son invasion en Grèce, ses malheureux succès, 77.

Z.

ZOSIME suppose que Constantin eut des motifs secrets pour détruire le paganisme. Doutes sur sa sincérité, 292. N'est pas exempt de l'esprit de parti, 309, 310. Apologie de son histoire, 310. Sa satire de Théodose, *ibid.* Ce qu'il dit des moines, 312.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

Nil desperandum.....
HORAT.

TOME II.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.

1822.

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE,

OU

CONSIDÉRATIONS SUR LE SORT DES HOMMES

DANS LES DIFFÉRENTES ÉPOQUES DE L'HISTOIRE;

PAR LE MARQUIS DE CHASTELLUX.

NOUVELLE ÉDITION,

AUGMENTÉE DE NOTES INÉDITES DE VOLTAIRE.

TOME SECOND.

A PARIS,

CHEZ ANTOINE-AUGUSTIN RENOUARD.

M. DCCC. XXII.

BODLEIAN
P
19 FEB 1970
LIBRARY

DE LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

TROISIÈME SECTION,

OÙ L'ON TRAITE DU SORT DE L'HUMANITÉ PARMI LES NATIONS MODERNES.

CHAPITRE PREMIER.

Du gouvernement féodal.

(a) Si la félicité des peuples était étrangère à leur législation, et si les conventions grossières qui ont servi de règle aux nations barbares, avaient disparu de la surface de la terre comme leurs mœurs et leurs usages, il serait sans doute bien inutile d'entrer ici dans aucun détail sur ces temps reculés, qu'on regarde comme le berceau de nos dynasties modernes : mais nous devons nous rappeler une observation faite plus haut; c'est que pour se former une idée juste des véritables principes qui servent de base aux gouvernemens, ou, pour mieux dire en-

(a) *Excellent, à mon gré.*

ignorant pour connaître des modèles, et trop barbare pour être soumis à des usages? Ne craignons donc pas de remonter trop haut, si nous voulons nous former une idée des peuples puissans qui, partageant entre eux l'Occident de cette petite partie du globe qu'on nomme l'*Europe*, sont le monde entier aux yeux de la philosophie et de la raison.

Français, Anglais, Espagnols, Italiens, Allemands même, nous avons tous une pareille origine; car il n'importe guère que nous descendions des Sicambres ou des Bructères, des Scandinaves ou des Vandales; nous sommes tous également la postérité de ces peuples barbares qui ont ravagé la terre. Nulle nation autoctone (*b*). Nos pères ont tous conquis le pays que nous habitons (*c*); ou du moins, si les nations vaincues ou soumises ont continué d'être la source des races futures, elles avaient cédé leurs droits, leurs usages, leur nom même aux vainqueurs. Or, cette seule différence dans la formation des empires établit à jamais toutes celles qui se trouvent de nos jours entre nos lois et celles des anciens.

L'histoire du monde ne paraît nous présenter que deux grandes époques, deux races bien distinguées dans l'espèce humaine : l'une qui s'est propagée par des défrichemens et des émigrations, en conséquence d'une multiplication simple et naturelle, et

(*b*) *Totalement.*

(*c*) *Êtes-vous sûr de venir d'un Goth?*

c'est ainsi que les Phéniciens ont peuplé * les côtes de l'Europe et celles de l'Afrique ; l'autre, qui sortant tout armée et comme par enchantement du sein des glaces et des déserts, est venue dévorer le travail de la première, à peu près comme ces armées de sauterelles, qui paraissant tout à coup sans qu'on sache d'où elles viennent, consomment dans une nuit la subsistance d'un peuple entier. L'une ressemblait à ce fleuve bienfaisant dont les inondations progressives vont féconder les campagnes les plus reculées ; l'autre, à un torrent qui s'enfle dans une nuit, brise ses digues, et renverse tout ce qui s'oppose à son passage. Il est aisé de voir que la première, sage et bienfaisante dans ses principes, fut bientôt corrompue par ses succès. La nature, encore dans sa jeunesse et dans sa fécondité, s'empressa trop de répondre aux premières sollicitations des hommes. Placés, je ne sais comment, dans les lieux les plus convenables à leur espèce, ils n'habitèrent de la terre que ses jardins. Il ne fallait pas moins que le despotisme, l'ambition, la guerre civile, et tous ces fruits trop hâtifs du développement de nos passions, pour les forcer à chercher des asiles dans des sables brûlans, ou sur des montagnes gla-

* La première édition portait : Ont peuplé l'Europe et l'Afrique. Et voici la note de Voltaire (*d*) :

(*d*) *Quoi ! il n'y avait personne en Europe, en Afrique, et dans le reste de l'Asie !*

cées. Ne pourrait-on pas dire que toute nation qui vit dans un climat rigoureux, est originairement une nation de proscrits, un peuple de fugitifs (*e*)? Si vous voyez le palmier végéter avec peine dans les campagnes ombragées par des chênes robustes, ou quelques chênes faibles et timides croître parmi les palmiers, dites que ces bizarreries sont le fruit de l'art, l'ouvrage de la curiosité des hommes. Peut-être si la nature eût été seule consultée, la Suède produirait des sapins, l'Allemagne des chênes, Saint-Domingue des ananas, et l'Asie des hommes. Peut-être aussi que les hommes et les arbres peuvent s'accommoder de différentes températures, et qu'ils viennent seulement plus beaux et plus forts dans les climats qui leur conviennent le mieux; car sur cet objet comme sur tant d'autres, que sait-on? que peut-on assurer? Il nous suffit d'observer du moins que dans le premier âge du monde, les établissemens des peuples se sont faits par émigration et par colonies (*f*); et dans le second, par invasions et par conquêtes. De là, deux principes de gouvernement absolument opposés; de là cette organisation toute nouvelle des sociétés politiques, assez sem-

(*e*) *Grande question. Les Lapons et leurs rennes, qu'on ne trouve qu'en Laponie, sont-ils proscrits? L'herbe de Laponie est-elle proscrite? Les nègres sont-ils proscrits? N'est-il pas évident qu'ils habitent leur climat primitif?*

(*f*) *Les arbres, les animaux sont-ils des colonies?*

blables à celle que les philosophes donnent à l'univers, où une partie est active, et l'autre passive; où l'une donne, et l'autre reçoit la forme : *Novus rerum nascitur ordo.*

Mais ce nouveau gouvernement, mais la législation de ces peuples barbares n'est guère plus connue que leur origine; et cependant que de volumes écrits sur cette matière! On avait tout lu, tout examiné, tout restitué, tout éclairci; on avait fouillé dans les trésors poudreux des cloîtres; toutes les chroniques et toutes les chartres avaient été mises à contribution, lorsque Montesquieu est venu jeter un jour nouveau sur cette matière; et Montesquieu lui-même a été réfuté avec succès. C'est peut-être que ces auteurs n'ont pas assez donné d'étendue à leurs observations : semblables aux astronomes avant la découverte de Dolond, ils se servaient de lunettes qui n'avaient pas assez de champ. Plusieurs n'ont considéré que le gouvernement féodal; et dans cette étude, ils n'ont vu que Charlemagne et les Français. D'autres, donnant toute leur attention aux premiers conquérans des Gaules, ont voulu qu'une armée de Sicambres fût le prototype de tous les gouvernemens modernes. Quelques-uns observant des traces de féodalité dans presque toutes les lois qui sont parvenues jusqu'à nous, ont confondu les époques, prétendant que ce qui avait existé à l'avènement de Hugues Capet, était aussi ancien que la monarchie; comme si des Barbares pouvaient être jurisconsultes, et si

toute la loi écrite n'était pas pour cela même une loi moderne [1]. Quelques autres enfin, se livrant à des recherches plus exactes, ont cru trouver le bout du fil, et tracer l'origine du gouvernement féodal.

Comme on ne peut prononcer les noms des Boulainvilliers, des Dubos, des Montesquieu et des Mably, sans témoigner le plus grand respect pour les lumières de ces savans auteurs, on n'oserait se permettre ici aucune observation, si en se combattant réciproquement ils ne nous avaient pas prouvé 1°. qu'ils ont pu se tromper; 2°. que l'érudition ne suffit pas pour trouver la vérité. Pour nous, dont l'objet est de soumettre à notre examen tout ce qui peut influer sur la félicité des hommes, il nous convient particulièrement d'observer quel a été en général l'esprit des Barbares qui ont envahi nos contrées occidentales. Or, pour remplir cet objet, il nous paraît nécessaire de distinguer le gouvernement féodal en deux époques. Dans la première, nous ne verrons que la conséquence nécessaire de ce genre de conquête, particulier aux nations du Nord; conquête qu'on peut considérer comme une émigration armée, par laquelle une nation ne cher-

[1] Il y a quelques lois écrites antérieures à Charlemagne; mais c'est à lui que nous devons la rédaction et l'amplification de ces mêmes lois. L'auteur des *Variations de la Monarchie française* remarque que dans la nouvelle collection des lois saliques, ce prince augmenta le prix des compositions. Voyez tome II, page 54.

che pas un agrandissement, mais seulement un établissement; conquête qui n'ajoute pas un domaine au peuple victorieux, mais qui lui en donne un nouveau, où la force, qui a été le principe de l'acquisition, devient aussi le seul principe de la conservation et de l'administration. A cette vue générale, on en peut encore ajouter une autre : c'est l'esprit d'égalité qui régnait parmi les nations septentrionales; circonstance importante qui influa principalement sur la forme du gouvernement qu'elles établirent; car il est aisé de voir que des conquérans, tels que l'histoire, ou plutôt la fable, nous peint Osiris et Bacchus, maîtres absolus de leur armée, avant de l'être des peuples qu'ils devaient subjuguer, auraient envahi l'univers entier, sans y laisser les moindres vestiges d'un gouvernement pareil à celui que nous soumettons à nos recherches.

C'est à cette grande révolution que toutes les nations de l'Europe ont subie, que nous devons rapporter le changement principal dans les mœurs comme dans les opinions, dans la police comme dans la législation : elle a suffi pour renverser toutes les idées anciennes, pour intervertir le progrès naturel des lumières, et pour faire rétrograder l'esprit humain, que l'expérience conduisait lentement dans les sentiers de la raison. Cependant, si, portant des regards plus attentifs sur tous les objets qui nous environnent, nous voulons en démêler et en assigner l'origine; si nous nous attachons sur-

tout à reconnaître toutes les nuances par lesquelles nous autres modernes nous différons des anciens; si nous prétendons même nous rendre compte des préjugés, des habitudes qui prévalent encore dans le siècle où nous vivons, il faut que nous examinions dans chaque gouvernement, dans chaque état, les circonstances qui ont modifié le premier système féodal, celles qui d'un état de choses simples et non préméditées ont formé une machine très complexe et très composée, que j'appellerai le gouvernement féodal dans sa seconde époque.

On s'apercevra aisément que des deux points de vue que nous venons d'indiquer, le premier, appartenant principalement à la philosophie, devait exposer ceux qui s'en occupaient au danger de trop généraliser leurs idées, et de se former un système trop vaste et trop exclusif; tandis que le second, ayant un rapport plus immédiat avec l'esprit de recherche et d'érudition, ne pouvait manquer au contraire de fixer l'attention sur les détails, et d'annexer souvent de trop grands effets à de trop petites causes. C'est peut-être le seul reproche qu'on puisse faire au savant auteur des *Observations sur l'Histoire de France*. Rien de plus curieux et de plus intéressant que les autorités sur lesquelles il se croit en droit de fonder le gouvernement féodal. 1°. Sur l'aliénation à vie des bénéfices ou domaines royaux, faite au traité d'Andely, et confirmée dans l'assemblée de Paris en 615, lorsque Clotaire II

eut réuni sous son pouvoir toutes les parties de la monarchie française. 2°. Sur le service que Charles-Martel jugea à propos d'imposer aux possesseurs des bénéfices, et qui devint une des conditions à laquelle il les acoorda; dispositions qui furent suivies et perfectionnées par Pepin et par Charlemagne. 3°. Sur l'hérédité des bénéfices extorquée à Charles-le-Chauve. 4°. Enfin sur l'usurpation des comtés et des seigneuries, qui fut approuvée par Hugues Capet et ses successeurs. Mais cette féodalité pouvait-elle avoir lieu parmi tout autre peuple que les Francs? Mais le germe de ce gouvernement n'existait-il pas, suivant l'expression de l'école, *in potentia*, dans les premiers établissemens de ces Barbares? C'est ce qu'il me semble nécessaire d'examiner. [1]

[1] Si les distributions de terres faites par Constantin et ses successeurs aux troupes destinées à garder les frontières de l'empire, avaient établi une espèce de possession bénéficiaire et conditionnelle; si d'autres troupes fixées dans des garnisons plus intérieures avaient pareillement reçu des terres en partage; si des armées de Barbares devenus alliés de l'empire, en avaient embrassé la défense sous la même condition; si ces milices agricoles avaient formé un nouvel ordre de possesseurs armés, sous les titres de *Ripuaires*, de *Læti* et de *Stationnaires;* si les différentes pertes qu'essuya l'empire avaient peu à peu déplacé les limites et changé en frontières la plus grande partie des Gaules; si les derniers conquérans, les Francs, par exemple, n'avaient fait que se mettre à la place de cette milice qu'ils avaient chassée; si, trouvant les partages tout faits et un ordre politico-

D'un autre côté, M. le président de Montesquieu, l'abbé Dubos, etc. n'ont pas manqué de remonter jusqu'à César et à Tacite, lorsqu'ils ont voulu se former une idée des conquérans des Gaules; quoiqu'il leur fût aisé de réfléchir : 1°. que Tacite a été

militaire tout établi, ils s'étaient contentés d'y joindre leurs anciennes coutumes, c'est-à-dire si les rois avaient conservé cette espèce de cour militaire, ce choix d'hommes dévoués, de Leudes, de Fidèles, d'Amtrustions, qui prenait sa source dans les mœurs germaniques : enfin, si cette nation barbare avait retenu toutes ses idées singulières d'un vasselage personnel et indépendant des propriétés, n'aurait-on pas un système très ingénieux, très suivi et très étendu sur l'origine du droit féodal? Ce ne serait ni celui de Montesquieu, ni celui de Boulainvilliers, ni celui de l'abbé de Mably, ni même celui de l'abbé Dubos, quoiqu'il s'en rapproche davantage : ce serait celui de l'auteur des *Origines*, et j'invite le lecteur à le chercher dans son savant ouvrage, Liv. IV et suiv. Il trouvera aussi le même plan dans le Mémoire de M. l'abbé Garnier, *sur l'Origine du Gouvernement français*; à cette seule différence seulement que l'ingénieux académicien donne encore plus aux origines romaines; de sorte qu'à l'en croire, les Francs ne seraient tombés sur les Gaules que comme des gouttes de pluie tombent sur un étang, dont elles troublent un moment la surface, mais auquel elles ne tardent pas de s'identifier. Au reste, cette opinion n'est pas nouvelle : il y a plus d'un siècle que Loyseau l'a énoncée dans son *Traité des Seigneurs*, où il dit, ch. 1, que ce fut à l'imitation des Romains que les Francs distribuèrent des terres à leurs soldats, à la charge par eux de défendre les frontières, et de suivre les souverains à la guerre.

fort soupçonné de s'être livré à son imagination, et d'avoir fait des mœurs des Germains la satire de celles des Romains [1]. 2°. Que César n'avait pû connaître que les peuples auxquels il avait fait la guerre. 3°. Enfin, que ni l'un ni l'autre n'étaient en état de parler des Goths, des Vandales, des Francs et des Bourguignons, auxquels les nations modernes doivent bien plutôt rapporter leur origine qu'aux Germains et aux autres peuples dont César et Tacite purent avoir connaissance. Que faut-il donc examiner? c'est si tous ces peuples ont eu quelques points de ressemblance; s'ils se sont conduits à peu près de même dans leurs conquêtes; s'il ne paraît pas que leurs établissemens se soient faits sur le même principe, et s'ils ne contenaient pas en effet quelque rudiment de la féodalité.

Une multitude armée doit nécessairement avoir quelque ordre, quelque arrangement. Il y a un roi, des chefs, des officiers; enfin c'est une armée. Cette armée s'empare d'un pays, et veut s'y fixer. D'abord chacun s'établit dans les terres qui sont le plus à sa convenance: et sans faire de partage, ni imaginer de compenser les contributions parmi les vaincus [2]:

[1] L'abbé Dubos a fait voir d'une manière assez satisfaisante, « que le gouvernement n'était pas le même dans toutes « les tribus qui composaient la nation germanique. » Voyez *Histoire critique de la Monarchie française.*

[2] Il paraît que les Goths avaient fait un partage des terres avec les Romains, et que ce partage était tel, qu'ils en lais-

on se saisit des domaines le plus à portée de soi, ce qui est d'autant plus naturel, que l'invasion répand la terreur, et éloigne les peuples. La guerre a produit des esclaves, on les fait travailler; on en trouve même dans les censes et dans les métairies des vaincus [1]. On les emploie à son profit; et, comme dit un proverbe trivial, *on vit au jour la journée*, toujours en armes, toujours prêts à se rassembler au premier signal. Mais les instans de tranquillité se prolongent; on commence à s'arranger, à s'établir; les affaires domestiques deviennent plus intéressantes, et pour ne pas s'en éloigner trop souvent, on convient de s'assembler seulement une ou deux fois tous

saient un tiers aux Romains, gardant les deux autres pour eux. Cela paraît clair par les Titres VIII, IX et XVI du Liv. X du *Code des Visigoths*.

[1] L'auteur des *Lettres sur la Noblesse* pense que l'origine de la servitude parmi les Gaulois remonte beaucoup plus haut que la conquête des Francs. Il cite à ce sujet un passage des *Commentaires de César*, qui effectivement vient fort à l'appui de son opinion: *Populus* (dit César, *Comment.* Liv. I) *pene servorum habetur loco.* Le même auteur, se fondant sur la grande quantité d'esclaves attachés à la glèbe, suppose qu'il y avait dans les Gaules de vastes possessions, tant en terres qu'en esclaves, dont les rois ont pu s'emparer, et qui ont fourni depuis à cette distribution immense de bénéfices dont il paraît difficile de se rendre raison. M. Hume nous apprend qu'il y avait un grand nombre de serfs parmi les Anglo-Saxons, et qu'ils étaient divisés en serfs domestiques ou esclaves, et en serfs rustiques ou cultivateurs.

les ans. Cette assemblée, c'est le champ de Mars chez les Francs; c'est le Wittenagemot chez les Saxons. Est-il question de faire la guerre, tous les Francs se trouvent au champ de Mars. Est-on plus tranquille, les principaux officiers, les grands qui forment la cour du roi, et quelques-uns des chefs les plus à portée, sont les seuls qui s'y rendent. Peu à peu les familles se multiplient; les étrangers se mêlent, se confondent avec les indigènes, l'épouvante se dissipe parmi les vaincus, et l'humanité renaît parmi les vainqueurs : les usages, les lois des premiers commencent à prévaloir. Les magistratures ne sont pas tout-à-fait les mêmes, mais les titres reparaissent : aux mots barbares de Graphion, de Thungins, de Rachimbourgs, on substitue ceux de duc, de comte et de centenier [1]. Quelques pays éloignés du chemin qu'ont tenu les armées, et qui n'ont pas été subjugués dans les premiers combats, se soumettent par des traités demi-volontaires; plusieurs priviléges sont accordés ou conservés; il se fait une réaction d'un langage sur l'autre, des mœurs de la nation conquérante sur celles de la nation indigène;

[1] Les titres de duc et de comte étaient déjà en usage dès le temps de Constantin. C'étaient des généraux qui commandaient sur les frontières, et qui avaient des corps d'armée auxquels on avait cédé des terres autour de leur quartier. (Voyez *Histoire du Bas-Empire*, tome I, page 529.) Quant à l'origine des terres données en place de paie en *stipendium* ou *fe-od*, on la fait remonter jusqu'à Alexandre Sévère. Voyez *Histoire des Empereurs*, tome V, page 279.)

les Francs s'approprient quelque chose des Gaulois-Romains, les Gaulois-Romains prennent quelque chose des Francs; les Francs veulent avoir des lois, et s'empressent de faire des compilations, des mélanges barbares de leur législation et de celle des Romains. Les Gaulois veulent avoir des places près des rois francs, ils prétendent assister aux assemblées, et avoir part aux honneurs; et tandis que le roi Sicambre se revêt de la toge de patrice, le citoyen Gaulois s'arme d'une francisque, et s'honore du titre de *Leude* [1]. Ainsi la plupart des changemens dans le

[1] Il est prouvé par les lois des Francs et par les autorités les plus fortes, que plusieurs Romains ou Gaulois eurent le titre de *convives du roi*, et qu'ils obtinrent concurremment avec les Francs les places les plus importantes, tant par la dignité que par l'influence qu'elles donnaient dans les affaires. L'auteur des *Lettres sur la Noblesse* en a cité plusieurs exemples (Voyez *Lettre II*). Il est vrai que la différence que les lois mettaient entre le prix de la vie d'un *Franc, convive du roi*, et d'un *Romain* revêtu de la même dignité, prouve assez qu'il n'y eut jamais de parité entre les deux nations : mais M. l'abbé de Mably a fait voir que cette disparité ne dut pas durer long-temps, ou cessa d'être humiliante pour les Romains, puisqu'il leur fut libre de s'incorporer à la nation des vainqueurs, en déclarant seulement qu'ils voulaient être soumis à ses lois.

Je ne puis m'empêcher d'observer ici quelles ténèbres couvrent les premiers temps de notre histoire, puisque, tandis que le président de Montesquieu et l'abbé de Mably, etc. ne font nulle difficulté de qualifier du titre de *Leude* ces *Fidèles* ou *Amtrustions*, qui étaient, pour ainsi

moral comme dans le physique, arrivent par des gradations imperceptibles, par de petites circonstances qui échappent à l'observation, et qui paraissent d'autant plus minutieuses, qu'elles sont placées plus près des résultats.

Si l'on en croit le comte de Boulainvilliers, les Francs furent tous égaux, et leur roi ne fut que le chef d'une troupe formidable à lui-même : si l'on suit l'abbé Dubos, et malheureusement la plupart de nos jurisconsultes [1], le roi fut seul maître de la nation, seul propriétaire des terres envahies; de sorte que tous les sujets qui en obtinrent quelque partage ne

dire, les compagnons du roi, on lit dans Chantereau que ce mot désigne le peuple en général, comme le mot *Leuth* signifie encore la même chose en allemand : et cette opinion se trouve appuyée par une infinité de citations (Voyez *Origine des Fiefs*, ch. VII). Au reste, ces Fidèles ou Leudes se trouvent parfaitement bien décrits dans Athénée (Voy. L. VI, ch. XII), où il parle d'un certain Adiatomus, roi des Sotians, qui avait autour de lui six cents personnes choisies, appelées *Siloduni*, ce qui signifiait *dévoués*, lesquels avaient fait vœu de vivre et de mourir avec lui. Ils portaient des habits pareils aux siens, et vivaient des mêmes alimens que lui. Athénée ajoute qu'on n'avait jamais vu ces compagnons du roi manquer à leur vœu, et vouloir lui survivre. Comme Athénée a tiré ce fait d'un auteur très ancien, il paraît que cet usage est de la plus haute antiquité. J'ai cité ce passage, parce que je ne me souviens pas de l'avoir vu employé par aucun de ceux qui ont écrit sur le gouvernement féodal.

[1] On est fâché de voir tous les avocats généraux, tous les procureurs généraux, et M. d'Aguesseau lui-même, établir le principe qu'il n'y a nulle terre sans seigneur, et que tout

les dûrent qu'à sa munificence [1]. Consultez M. l'abbé de Mably, il vous prouvera que le gouvernement des Francs fut démocratique. Consultez le président de Montesquieu, vous trouverez que la noblesse existait jusque dans les cabanes des Germains. Ne pourrions-nous pas, à l'exemple des républiques divisées, choisir pour arbitre une puissance étrangère? Servons-nous du moins de l'induction et de l'analogie, ces appuis si nécessaires pour quiconque marche dans les ténèbres de l'histoire.

Des peuplades barbares, des nations sorties du Nord ont conquis l'Angleterre et l'Écosse. D'autres se sont fixées dans leurs propres climats, où elles ont fondé des empires qui subsistent de nos jours. Interrogeons M. Hume et M. Robertson : ces deux savans auteurs, toujours éclairés par le flambeau de la critique, ont cherché les traces du premier gouvernement auquel leur patrie a été soumise, et prenez garde que celui qu'on trouve dans les annales de ces peuples insulaires, doit être plus original, doit présenter une image plus pure de la législation primitive; car les Gaulois, déjà civilisés, déjà soumis aux lois romaines, ne purent se soumettre à celles des

seigneur ne possède son fief que de la bienfaisance des rois, qui ont tout donné, tout distribué; comme si pour avoir tout donné, il n'ait pas fallu qu'ils aient tout usurpé.

[1] M. le président Hénault paraît avoir embrassé un parti mitoyen. Il donne plus à l'autorité des rois que Boulainvilliers; mais il ne reconnaît pas de noblesse avant la troisième race de nos rois.

conquérans, sans les modifier, sans réagir en quelque façon sur la puissance qui les opprimait; au lieu que les Bretons, grossiers, ignorans, et demi-sauvages, n'avaient garde de recouvrer, par l'opinion, l'empire que la force venait de leur arracher. Espérons donc de trouver quelques lumières de ce côté-là, et examinons particulièrement quel fut le gouvernement des Saxons.

Des *Chieftains*, c'est-à-dire des géneraux ou des chefs, commandent à des tribus entières, qu'ils appellent *Clans;* ils en sont les protecteurs, les patrons; ils les président, ils les gouvernent : on distingue ces chefs par le nom de *Thane**, c'est-à-dire noble, grand, illustre. Dans les plus anciens titres latins, on les voit désignés par ces mots : *Satrapæ*, *Principes*, *Optimates*, *Proceres;* ce qui s'éloigne beaucoup d'une constitution purement monarchie que, ou purement démocratique. L'assemblée de ces grands seulement, et non de toute la nation, forme le *Wittenagemot*, ou les états généraux. Là, comme en France, on trouve des hommes libres et des serfs ou esclaves. Ces hommes libres, appelés *Coerles* [1],

* C'est un ancien mot saxon, qui signifiait *serviteur*. Il devint un titre honorifique pour les grands, parce qu'ils tenaient à gloire d'être les serviteurs de leur prince. R.

[1] Le mot *Coerle* signifiait laboureur, cultivateur. Le mot allemand *Kerl*, qui se prend en bonne et mauvaise part, comme chez nous celui de drôle, *un drôle bien bâti, un drôle qui mériterait d'être puni, etc.* paraît venir de là.

Plus anciennement, *Kerl* signifiait un guerrier, un héros :

croire que le chemin que j'ai suivi est celui de la vérité. En général, voulez-vous avoir une idée du gouvernement féodal modifié par Charlemagne et ses successeurs, étudiez le droit public d'Allemagne. Voulez-vous avoir l'idée d'un gouvernement féodal antérieur, lisez l'histoire des peuples du Nord. [1]

J'ai peine à quitter cette distinction du gouvernement féodal en deux époques, parce qu'elle me pa-

son tour, d'un colonel qui réside dans la ville. L'hetman se tient dans une espèce de capitale, qui est un camp retranché, où il y a un certain nombre de cavalerie et d'infanterie tenu toujours en paie. Le reste travaille et cultive, sous la seule condition de paraître en armes lorsqu'il en est besoin.

[1] M. de Voltaire (*Hist. gén.*) reconnaît le gouvernement féodal jusque dans les Timariots ou Zaimats des Turcs. Il croit que ce gouvernement fut toujours imposé par les peuples tartares occidentaux, et il observe avec raison que Tamerlan l'introduisit dans les Indes, où l'on voit encore de grands vassaux, tyrans dans leurs différens districts, mais soumis au Mogol sous les noms d'*Omrahs*, de *Rajahs* et de *Nababs*.

Peut-être pourrait-on objecter qu'il n'est pas nécessaire de donner une même filiation à tous ces établissemens, puisqu'ils paraissent une suite assez nécessaire du gouvernement de conquête. Une chose singulière, c'est que Fernand Cortez le trouva établi dans le Mexique. Là, comme en Allemagne, les grands vassaux avaient le droit d'élire l'empereur; et l'on put reconnaître jusqu'au roi, électeur de Bohême, dans le roi, électeur de Teleuco. Voyez Don Antonio de Solis.

raît jeter un jour plus philosophique sur les premiers âges de notre histoire, et qu'elle nous donne des vues plus grandes et plus générales sur le sort de l'humanité dans ces siècles d'ignorance. Sans examiner donc si le mot *fé-od* a signifié dans son origine toute terre accordée comme paie, comme subsistance [1], ce qui nous autoriserait encore à donner une plus ancienne origine à la féodalité; il nous suffira d'observer que ce gouvernement dans la seconde époque, c'est-à-dire la distribution des fiefs, telle que nous la voyons sous les rois Capétiens, ne pouvait sortir que d'un gouvernement pareil à celui qui existait dans la première époque; que ce gouvernement était en lui-même militaire et oppressif; qu'il tendait naturellement à une aristocratie [2] barbare, et qu'il

[1] C'est l'opinion de Chantereau (Voyez *Orig. des Fiefs*, Liv. I, ch. II). Il pense que c'est mal à propos que le mot *fé-od* a été traduit par celui de *beneficium*, et qu'il aurait été mieux rendu par celui de *prædium*. Il paraît cependant que *beneficium* a été employé par les Romains eux-mêmes pour désigner les terres accordées aux soldats en forme de paie (Voyez la *Notice de l'Emp.*, et Ducange, au mot BENEFICIUM). Brussel croit que le mot *feodum*, sous la seconde race, fut synonyme de celui de *beneficium*, et il en donne des preuves. Voyez Liv. I, ch. V.

[2] Je voudrais bien aller jusqu'à la fin de ce chapitre sans parler de l'aventure qui arriva à Clovis, lorsqu'il ne put obtenir d'un de ses soldats un vase qu'il voulait rendre à saint Remy. En effet, cette histoire est devenue un lieu commun, sur lequel tous les auteurs se sont fort étendus,

ne pouvait manquer de détruire à la fin toute idée de liberté et de propriété. Dans la Grande-Bretagne, nous voyons les chieftains et les thanes, chefs absolus d'immenses tribus, tyrans de toute une province, et rois dans le royaume : en Russie, en Pologne, le cultivateur esclave et le propriétaire oisif ou brigand; en France, enfin, quelques terres distribuées, cédées comme paie, comme subsistance, sous le nom de *terres saliques*, ou sous celui d'*alleu*; et les principaux domaines, les plus riches possessions données, reprises, prodiguées, arrachées sous le titre de *bénéfice* : richesses alors aussi précaires que le sont de nos jours les places du ministère et

chacun abondant dans son sens : comme si la cruauté réfléchie d'un roi barbare qui assassine son sujet, ou la brutalité d'un Sicambre qui manque de respect à son chef, pouvaient fonder des droits dans le dix-huitième siècle. Je ne puis cependant m'empêcher d'observer ici que la liberté de ce soldat ne prouve pas que le gouvernement des Francs fût plutôt démocratique qu'aristocratique. Il est toujours difficile de conclure du gouvernement militaire au gouvernement civil : et d'ailleurs ceux qui ont fait la guerre savent assez que quelque despotique que soit l'autorité militaire, les circonstances obligent souvent à de grands ménagemens. Il n'est point de prince ni de général d'armée qui n'ait été forcé de dissimuler bien des offenses. On sait l'histoire de ce déserteur prussien, qui, interrogé par son maître sur les causes de sa désertion, lui dit : « Je m'en vais, parce « que vos affaires vont trop mal. Attends la fin de la cam- « pagne, répliqua le monarque : si elles ne vont pas mieux, « nous déserterons tous deux. »

de la cour. L'établissement civil de la nation entière n'est que le quartier d'hiver de l'armée. On connaît si peu le prix de la vie agricole et domestique, on sent si peu le bonheur d'être propriétaire et père de famille, que pour de vains titres, quelques frivoles prérogatives, quelques droits d'opprimer, on troque ses biens en *alleu*, ou autrement dit, ses biens-fonds contre des bénéfices amovibles. (g)

Il est vrai que bientôt après, l'usurpation vint au secours de l'imprudence; mais en s'assurant d'abord la propriété et ensuite l'hérédité des bénéfices, on était bien plus jaloux encore de l'honorifique que de l'utile. C'est que dans le fait l'utile ne résidait pas dans les terres qui ne produisaient que quelques subsistances, mais dans le pouvoir qui donnait de l'argent. C'est que les places de comtes et de ducs rapportaient plus que des champs mal cultivés. De là cette avidité d'usurper le droit de juger; et de là le principe de ces seigneuries établies dans les terres qu'on avait arrachées au domaine royal, ou à la juridiction des ducs et des comtes. Les *freda*, ou amendes, étaient devenues les métairies des nouveaux usurpateurs; et il est aisé de juger quelle activité mettaient à prévenir le crime, ceux-là même qui vivaient de sentences.

Ceci explique assez naturellement pourquoi dès la

(g) *Ils n'étaient pas alors amovibles, sans quoi on n'aurait pas troqué ses rentes foncières contre pareille somme en viager.*

première race, et dans des temps encore barbares, les Francs ont fait des lois très détaillées et très minutieuses. En effet, presque toutes ces lois ne sont que des tarifs d'amendes pécuniaires. On est étonné qu'un peuple ignorant et grossier ait eu un code dont un chapitre soit employé à spécifier l'amende que doit payer celui qui aura serré la main ou le doigt d'une femme libre [1]; surtout lorsqu'on voit que ce même recueil n'offre pas un article qui donne quelques lumières sur le droit public de la nation. Qu'auraient dit les politiques du quatorzième siècle, si lorsque la loi *salique* décida pour Philippe de Valois, contre Édouard III (*h*), on eût fait observer que cette loi fondamentale de l'état commençait par traiter des cochons volés (*de furtis porcorum*)? On parcourt les lois des Lombards, des Visigoths, des Bourguignons, etc. sans trouver autre chose que ces ennuyeux et ridicules tarifs [2]. Cependant il faut

[1] « Si quis homo ingenuus fœminæ ingenuæ manum aut « digitum strinxerit sol. XV culpabilis judicetur. Si vero « brachium strinxerit sol. XXX culp. jud. Si ergo mamillam « strinxerit sol. XLV culp. jud. » (Art. XXII.)

La loi nous fait grâce des autres gradations.

(*h*) *Grande preuve que la loi salique ne regardait pas la couronne.*

[2] J'en citerai cependant un article. Le *Code des Visigoths* (Liv. II, Tit. I) défend aux médecins de saigner une femme en l'absence de son mari, et les soumet à l'amende de 10 sous en cas de transgression. Le Titre VI de la même loi

convenir que parmi ces nations agrestes, nos ancêtres doivent obtenir le premier rang de l'ignorance et de la férocité. Soit que les Lombards et les Visigoths aient été originairement des peuples plus doux; soit qu'ils se soient établis chez des nations plus policées, il est sûr qu'ils ont été en général moins barbares que les Francs. Mais ces distinctions disparurent bientôt. Charlemagne, en soumettant tous ces peuples, ne parvint que trop à les assimiler. Il est aisé de sentir que de ce gouvernement irrégulier des deux premières races, de cette avidité basse qui flattait et dépouillait les souverains, de l'incertitude qui régnait alors dans les propriétés, de cette fureur d'envahir et de tourner tout à son profit, guerre ou justice, conquête ou magistrature, il devait résulter des alternatives perpétuelles de *tyrannie*, d'*oligarchie* et d'*anarchie;* que la guerre eut alors un aliment continuel; enfin que les peuples se déchirèrent, et que le sort de l'humanité fut plus malheureux que jamais.

Cependant il devait sortir de là une forme de gouvernement toute nouvelle, et si extraordinaire, que

porte que si un médecin tue un homme libre par une saignée, il sera livré aux parens du défunt pour être tenu en servitude. S'il n'a tué qu'un esclave, il sera obligé seulement d'en rendre un pareil. On croira aisément que cette loi est tombée en désuétude. Si on la remettait en vigueur, la Faculté, comme les autres corps politiques, serait exposée à une terrible banqueroute.

les anciens qui ont tout discuté, tout conjecturé, tout deviné, n'ont jamais rien rêvé de pareil. C'est le gouvernement féodal dans son second état, dans sa régularité, et tel qu'il existe encore de nos jours. Ce système vaste et magnifique, cette machine si compliquée et si solide en même temps, ne fut pourtant qu'un effet du hasard, qu'une modification toute naturelle de la constitution politique qui l'avait précédée.

Lorsque Henri IV eut besoin de se procurer sur-le-champ les fonds nécessaires pour arrêter les progrès des Espagnols, il dit aux propriétaires de certaines charges : Voulez-vous qu'elles appartiennent à vos enfans, donnez-moi une somme proportionnée au prix de ces charges, et je vous en assurerai l'hérédité. Du temps de Charles-le-Chauve, les choses ne se passèrent pas tout-à-fait de même, et je crois bien que la proposition vint des possesseurs ou usufruitiers; mais, quoi qu'il en soit, un marché tout pareil fut conclu. Les concessions des bénéfices avaient toujours renfermé, d'une façon implicite, l'imposition d'un service : un obligé doit servir son bienfaiteur; et c'est ainsi que les starosties sont encore données en Pologne à ceux que la couronne veut s'attacher. Charles-Martel et Charlemagne jugèrent à propos de rendre ces conventions explicites, en prescrivant la nature et les limites de ce service. Charles-le-Chauve fit par crainte ce que Henri IV ne fit que par besoin. L'hérédité fut assurée

aux possesseurs des bénéfices. Mais comment toutes les terres se trouvèrent-elles tout à coup changées en bénéfices? par la vanité, qui, parmi les Français, avait fait sacrifier la sûreté aux honneurs ou à la richesse; par la prétention ou l'envie, qui, chez les Gaulois, avaient fait un point d'honneur de s'assimiler aux Francs, en transformant des patriciens (*i*) en leudes, et des sénateurs en amtrustions; enfin, par l'usurpation, qui, écrasant les faibles, avait envahi les petits *Alleus* et les terres *saliques*.

Il semble qu'il y ait dans le gouvernement une certaine quantité de pouvoir, une certaine considération qui est toujours constante, et qui, lorsqu'elle éprouve des changemens, ne fait que passer d'un endroit à l'autre. Les rois étant avilis, les grands furent élevés : les grands à leur tour voulurent trancher du souverain (*k*). Moins ils avaient gardé de rapports de subordination avec le trône, plus ils en avaient exigé de leurs inférieurs. Il leur fut donc facile de se mettre, à leur égard, à la place du prince, et de recevoir de leurs sous-ordres l'hommage qu'ils rendaient eux-mêmes au chef de la monarchie. De là, les arrière-fiefs et toutes les ramifications de la féodalité. Qu'on se figure un intendant s'attribuant l'autorité absolue dans une province : ses secrétaires seront bientôt des secrétaires d'état; les subdélégués, des intendans des finances; et les élus, des

(*i*) *Plaisans patriciens!*

(*k*) *Tout était comme le gouvernement de Pologne.*

présidens. Quiconque a voyagé en Allemagne a pu reconnaître les traces de cette infatuation. Le même prince que vous avez laissé peu de jours auparavant à Vienne ou à Berlin dans l'anti-chambre d'un ministre, ou défilant à la tête d'une garde, s'il vous reçoit dans sa petite résidence, n'y paraît plus qu'entouré d'une cour, où vous voyez des officiers de toutes les espèces, qualifiés de toutes sortes de titres, et souvent chamarrés de rubans (*l*). Là, tout est officier, domestique ou soldat; de façon que rien ne manque à cette principauté, si ce n'est un peuple et des terres.

Il en arriva de même en France. Les grands s'affermirent, la noblesse s'agrandit, le clergé s'enrichit: il n'y eut que le peuple d'oublié (*m*); c'était la dépouille que tout le monde se disputait; c'était la proie dont on partageait la curée. On peut juger de sa situation sous le gouvernement féodal, par les priviléges accordés aux communes [1] : c'est la permission de faire enseigner à lire et à écrire à ses enfans, de vendre ses denrées au marché dans un temps convenable, et, ce qui est le plus remarquable, la liberté d'accommoder les procès. En effet, comme je l'ai déjà observé, la justice étant un des meilleurs revenus du seigneur, c'était une espèce de contrebande que de terminer une affaire à l'amiable.

(*l*) *Bravo!*

(*m*) *On ne l'oublia jamais; on le mangea toujours.*

[1] Voyez l'abbé de Mably, tome II, ch. I.

Ce principe d'avarice se fait encore reconnaître dans une autre loi de ce temps-là. Les Juifs payaient des capitations énormes; or, lorsqu'un d'eux voulait se faire chrétien, à lui permis; mais il devait indemniser son seigneur. C'était une âme dérobée à l'enfer, mais un corps à rembourser au monde. Tel était l'esprit fiscal qui régnait alors, qu'une conversion était regardée comme une banqueroute, et que le paradis même n'avait pas droit de franchise. Alors on vit un état sans lois, une monarchie sans chefs, un roi sans sujets. Les branches multipliées firent disparaître le tronc; et l'état fut semblable à ces amas de ronces qui, s'entrelaçant de mille façons différentes, ne laissent plus apercevoir la tige qui tient à la terre. Tous les droits allèrent se perdre, s'abîmer dans le droit féodal. Ceux de la souveraineté disparurent comme les autres, et le sujet rebelle ne dut plus encourir d'autre punition que la confiscation de son fief (*n*) [1]. Il ne resta qu'un droit barbare, affreux;

(*n*) *Le duc de Bavière fut condamné à mort sous Charlemagne.*

[1] Chantereau rapporte dans son *Traité de l'origine des Fiefs*, que lorsque Louis XIII marcha en Lorraine, à la tête de l'arrière-ban, pour s'opposer aux progrès de Galas, général de l'empereur, la plupart des gentilshommes voyant que la campagne traînait en longueur, s'ennuyèrent de rester à l'armée, et s'en retournèrent chez eux. Leur procès leur fut fait par ordre du roi, et on prétendit les punir de mort comme déserteurs; mais Chantereau, qui était pour lors conseiller au conseil souverain de Nancy, soutint que

celui de la guerre. Tous les barons, tous les possesseurs de fiefs furent autorisés à combattre entre eux, et même contre leurs souverains, toutes les fois que la féodalité n'y serait pas compromise. La justice garda un profond silence, et laissa le duel décider du droit; jugement bien digne de ces hommes féroces.

Cependant la fureur a des termes; et ce qu'on nomme courage a de tout temps reconnu des limites. L'intérêt personnel, l'amour de la conservation, ont toujours réclamé sourdement contre le préjugé; et notre ancienne noblesse, toute querelleuse qu'elle était, préféra bientôt l'arbitrage du clergé à ces ju-

ces gentilshommes n'ayant été obligés de servir qu'en vertu de leurs fiefs, ne pouvaient être punis que par la confiscation de ces fiefs. Cet avis fut suivi.

Au reste, si l'on veut se rendre raison de la multiplicité énorme des inféodations et sous-inféodations de toute espèce, il faut faire réflexion que dans les temps où elles prirent naissance, les seigneurs étaient presque toujours en guerre, et qu'il n'y avait alors ni troupes stipendiées, ni argent pour les payer; que d'ailleurs, quand même il y en aurait eu, toutes les forces militaires consistant en gendarmerie, il leur devenait impossible d'augmenter le nombre de leurs troupes, sans augmenter celui de leurs vassaux. C'est pour cela qu'on inféoda les droits de chasse, le péage des chemins, les boutiques des foires, et jusqu'aux fours banaux. (Voyez Brussel, *de l'usage des Fiefs*). Cet auteur célèbre a conservé une liste de cent trente gentilshommes, qui, du temps de Philippe de Valois, tenaient en fief des pensions sur le trésor royal. Il a très bien prouvé encore ce que Mézeray avait dit avant lui; c'est que pendant

gemens atroces où le vainqueur payait souvent de son sang un avantage toujours stérile. Les évêques qui s'étaient déjà arrogé un pouvoir égal à celui des premiers vassaux, qui avaient assisté à tous les parlemens, et qui avaient signalé leur autorité par des entreprises contre la couronne; les évêques, dis-je, usurpèrent encore le droit de juger. Ils s'étaient déjà ingérés dans toutes les affaires qui avaient un rapport indirect avec la religion; comme les mariages, à cause du sacrement; les testamens, à cause des legs pieux; les traités, à cause du serment qu'on avait coutume d'exiger. Ils en vinrent enfin à cette

plus de trois cents ans, le royaume de France avait été gouverné comme un grand fief; tous les rapports entre le souverain et les sujets étant devenus des rapports de féodalité. Brussel fonde cette opinion sur ces trois points essentiels : 1°. Que l'époque de la majorité des rois fut fixée à vingt et un ans, qui était l'âge de la majorité féodale. 2°. Que le roi pouvait tenir des fiefs de ses sujets, et s'obliger à certaines conditions, comme de fournir un homme qui le représentât, et fît le service à sa place. 3°. Que le vassal à qui le roi *véait* ou refusait le jugement dans sa cour, pouvait armer ses vassaux contre lui, et poursuivre son droit par la force.

M. Hume remarque aussi, au sujet des inféodations, que la jurisprudence féodale s'étant universellement établie et étant devenue la seule qui fût généralement reconnue, les possesseurs des biens allodiaux s'ennuyèrent bientôt d'être exposés à tous les excès trop communs dans ces temps barbares, et préférèrent à la propriété absolue une possession limitée, qui leur valait la protection du suzerain.

maxime générale, que tout procès était de leur compétence, parce que des deux partis, l'un attaquait, l'autre défendait; l'un affirmait, l'autre niait : or, d'un côté ou de l'autre, il y avait péché; donc, etc. Cette logique est meilleure qu'on ne pense; et peut-être ceux-là sont-ils plus subtils, mais aussi absurdes que nos pères, qui veulent chercher l'erreur ailleurs que dans le premier principe. (o)

(p) Quoi qu'il en soit, il arriva que tandis que l'Église usurpait l'autorité sur les puissances séculières, le pape usurpait l'autorité absolue sur l'Église; et comme le premier usage du despotisme est l'agression, les papes n'eurent pas plus tôt discipliné leur milice, qu'ils attaquèrent les couronnes les plus respectables. De là cette suite d'entreprises insensées, et souvent heureuses, ces excommunications prodiguées, ces royaumes distribués, ces royaumes enlevés, ces couronnemens, ces dépositions, et tant de faits ridicules et atroces qui font rougir l'historien, et gémir le lecteur.

Je m'arrête ici, parce que mon dessein n'est pas de faire l'histoire de ces temps malheureux. Ces funestes objets ont été crayonnés de main de maître : et que peut-on écrire après l'*Essai sur l'histoire générale?* Je me contenterai donc d'observer que dans nos rapides réflexions nous avons déjà parcouru

(o) *Ce premier principe est dans les Constitutions apostoliques.*

(p) *Bravo!*

les six premiers siècles de notre monarchie, et je remarquerai que c'est précisément ce temps-là qu'on peut regarder comme la première *végétation*, la marche progressive des mœurs et des usages. C'est alors que toute habitude a commencé, que tout principe a pris naissance. Rappelez-vous les idées principales qui doivent s'être gravées dans votre mémoire : invasion de Barbares, gouvernement barbare ; usurpation de quelques-uns, usurpation d'un plus grand nombre, tyrannie générale ; les guerres civiles légitimées, tous les hommes armés, toute la terre arrosée de sang ; des guerriers féroces, las de se déchirer entre eux, et combattus à la fois par une crédulité absurde et par une honteuse débauche, cherchant en Asie une expiation pour leurs crimes ; l'élite des peuples occidentaux, et presque toutes leurs richesses abîmées dans les sables de la Palestine ; la culture abandonnée ; le clergé profitant seul de l'aveuglement général, comme ces hardis scélérats qui volent au milieu des incendies ; enfin toute police divine et civile violée et exagérée tour à tour ; les malheurs, la folie des hommes vous paraîtront parvenus à leur comble : et voilà précisément ce que je voulais vous faire observer (q). Passé le douzième siècle, vous ne verrez plus qu'une marche rétrograde : le genre humain commence à donner quelque signe d'espérance : c'est un malade qui, après le dernier effort de la fièvre, laisse voir quelques symptômes d'une crise favora-

(q) *Bravo !*

ble ; mais il ne sort d'une longue agonie que pour respirer un moment, et retomber encore : le mal qui ne s'affaiblit que par degrés, paraît terrible dans ses retours, et tout, jusqu'à la convalescence, porte un caractère effrayant.

Tandis que les guerres civiles désolent la France, la piété vient la première au secours de l'humanité. La *paix du Seigneur* fait un partage bizarre des jours de la semaine, dont les uns sont destinés au commerce, les autres au carnage. Saint-Louis, par des lois civiles, mais non moins pieuses dans leur objet, modère le droit de la guerre, et l'enchaîne en quelque façon. Philippe-le-Bel va plus loin : il défend qu'on fasse usage de ce droit barbare, quand il l'exerce lui-même, et il prétend que toutes les fois qu'il fait la guerre, il doit en avoir le privilége exclusif. L'établissement des bailliages et le progrès de leurs juridictions sous Saint-Louis et ses successeurs, la création des différens tribunaux où les causes qui se décidaient ordinairement dans les combats, sont portées par appel ; les affranchissemens, les priviléges accordés aux communes, premières restitutions faites à la nature outragée ; enfin les assemblées de la nation, où toutes les classes des citoyens sont représentées, où ils peuvent se plaindre de leurs maux, et en demander le remède : tels sont les premiers pas par lesquels la fureur rétrograde vers la raison. Et qui pourrait ne pas s'attendrir (r)

(r) *Bravo !*

sur le sort des peuples, lorsqu'on voit que leurs premières lois ont été des lois de pacification? Voyez en France *la paix du Seigneur*, en Angleterre *la paix royale* (*The King's peace*), en Allemagne *la paix publique*, etc. Les premières conventions qu'ont à faire ces êtres tous semblables, tous sortant de la même origine, c'est de convenir de ne plus s'entre-tuer.

Sans doute que ce serait une chose bien curieuse que d'examiner les diverses routes par lesquelles se sont faits ces retours vers la raison. L'abbé Terrasson a remarqué avec beaucoup de finesse que dans les sciences exactes les hommes n'ont eu besoin que d'application pour trouver la vérité; de façon que leur marche a été directe de l'ignorance à la science; au lieu que dans les choses de raisonnement ils ont toujours été obligés de passer par le faux, avant que d'arriver au vrai [1]. Cette réflexion n'est pas moins applicable à la politique qu'à la philosophie. Que de sottises pour remédier à des sottises (*s*)! Que d'étais pourris et vermoulus pour soutenir des fabriques chancelantes!

Le gouvernement féodal régnait en France, en

[1] On dirait que la vérité a toujours été le pis-aller de l'esprit humain. Il ressemble assez à une hirondelle qui, étant enfermée dans une chambre, va cent fois se heurter contre les lambris avant de trouver la fenêtre, qu'une main bienfaisante vient de lui ouvrir.

(*s*) *Bravo!*

Angleterre, en Allemagne et en Italie, à peu près au même degré, à peu près sous les mêmes formes. Comment ces états, en partant des mêmes principes, sont-ils parvenus à des résultats si différens? Chose étonnante! dans les secousses qu'éprouve l'Angleterre, la féodalité se maintient; les grands vassaux se rallient pour soutenir leurs droits; ils les étendent, les rendent plus sacrés, plus définis; et il en résulte le gouvernement de propriété et de représentation, le gouvernement libre et demi-démocratique que nous voyons de nos jours.

En France, loin de soutenir l'ancienne constitution, on introduit de nouvelles formes : au système féodal on substitue, ou si l'on veut, on mêle des états-généraux, où la nation paraît tout entière dans ses députés, et n'est plus représentée par une aristocratie militaire : à la place de ces clercs, de ces assesseurs qui aidaient le *suzerain* dans l'exercice de la justice, on établit des cours souveraines, constantes et permanentes, qui forment des corps de magistrature, et deviennent bientôt dépositaires des lois; la nation a de fréquentes assemblées, des juges et des lois, et il en résulte une monarchie absolue.

En Allemagne, l'ignorance, la férocité, la dissension, la rivalité, entretenues par l'équilibre des pouvoirs, durent plus long-temps qu'ailleurs; la force décide de tout, et la force est toujours alternative entre les membres de l'état. Nul accord, nul point

de réunion ne reste aux esprits divisés, et il sort de là le gouvernement germanique tel qu'il est de nos jours, c'est-à-dire le système politique le mieux suivi et le plus régulier.

En Italie, deux tyrans, sous prétexte d'être successeurs, l'un des Césars (t), l'autre de saint Pierre (t), se disputent sans cesse le pouvoir absolu : c'est pour la monarchie universelle qu'on combat; et après de longues guerres, de grands scandales, et de nombreuses atrocités, il résulte de là une multitude de républiques et de petits tyrans; un gouvernement tout semblable à celui de la Grèce, du temps d'Alexandre et de ses successeurs.

Au-delà des Pyrénées, les Goths et les Vandales ont à peine établi leur domination dans cette belle presqu'île, si bien défendue par la nature, qu'ils sont attaqués tout à coup par une puissance formidable. C'est près des colonnes d'Hercule que le génie du Nord et celui du Midi se rencontrent pour se faire une guerre cruelle, dont huit siècles ne peuvent éteindre la fureur. Au milieu des alarmes, des périls continuels, nul système de guerre suivi. L'autorité royale reste sans effet, parce que le pouvoir se divise comme la force, qui est obligée d'agir en tout temps, en tout lieu. Les seigneurs se fortifient dans leurs châteaux; les villes pourvoient à leur législation comme à leur sûreté. La crainte qui a coutume de

(t) (t) *Très bien.*

fonder l'autorité, en réunissant tous les hommes par un même intérêt, dans ce cas singulier, les disperse et les sépare, comme il arrive à peu près dans le fort de la mêlée que chaque troupe, chaque soldat ne songe plus qu'à sa propre défense, et qu'une seule bataille se change en mille combats singuliers. Ce n'est pas tout : trois religions les plus opposées, les plus ennemies, se disputent l'empire de l'opinion. La persécution, le fanatisme, sont armés de tous côtés; et cependant, jetez les yeux maintenant sur ce même pays, qu'y verrez-vous? unité de croyance, unité de pouvoir, une tranquillité excessive qui se change en paresse, et un repos voisin de l'engourdissement.

Voilà des événemens bien étranges, bien contradictoires à leurs principes. Peu de mots suffiront pourtant pour en rendre raison. En Angleterre, les premières réclamations ont été des grands contre la couronne; en France, de la couronne et du peuple contre les grands; en Allemagne; l'élection des empereurs s'étant maintenue, a maintenu à son tour et le rang auquel tous les grands pouvaient prétendre, et les droits que tous les grands voulaient conserver; en Italie, la concurrence des souverains, les vicissitudes de leur pouvoir, et surtout le peu de proportion de leurs forces avec leurs prétentions, laissèrent aux faibles le temps de s'élever et de s'affermir. Les secours mendiés de part et d'autre multiplièrent les priviléges; les villes s'affranchirent dans

les troubles civils, et le népotisme multiplia les principautés. (u)

En Angleterre, les grands armés contre leurs rois crurent devoir se concilier la bourgeoisie (x), et particulièrement les villes commerçantes. Ils stipulèrent de nouveaux priviléges pour cet ordre de citoyens déjà favorisé par les souverains qui voulaient, comme en France, l'opposer au pouvoir exorbitant des barons, et qui ne manquaient pas aussi de lui faire payer leurs bienfaits. La grande charte ayant été reconnue comme loi générale, et soutenue par un certain nombre de gardiens, toujours assemblés, toujours en activité, sous le nom de conservateurs (sage précaution à laquelle elle fut redevable de sa durée), il arriva que les barons formèrent deux classes, les *puissans* et les *moindres* [1]. Mais la tranquillité s'était établie, et l'assiduité au parlement était devenue une charge, une dépense qui ne pouvait être supportée que par les plus riches des barons; les *moindres*, ou négligés, ou peu curieux des affaires, se confondirent bientôt avec les simples chevaliers [2], et parurent plus soigneux d'évi-

(u) *Les Este, les Sforce, les Ezio, les Carrare, les Castracani, les Bentivoglio, n'étaient point neveux des papes.*

(x) *Le contraire, à ce que je crois.*

[1] *The lesser Barons.* Voyez Hume, tome II, pages 85 et suiv.

[2] *Knights of the shire.* C'est l'origine de ce que les Anglais appellent *gentry*, les gentilshommes. Mais l'idée que pré-

ter les séances au parlement, que d'y occuper le premier rang. Mais les rois toujours attentifs à ces deux grands objets, l'humiliation des grands et l'intérêt du fisc, imaginèrent d'opposer à la noblesse le concours des forces subalternes. Edouard 1er ordonna aux shérifs, ou premiers magistrats des provinces, d'envoyer au parlement deux chevaliers ou gentilshommes de chaque district. Ces derniers ne dédaignèrent pas de siéger avec les bourgeois (y); ils firent même cause commune avec eux, présentèrent des requêtes, des projets de réformation, etc. Les rois les ayant écoutés, leurs succès leur donnèrent de la consistance; et ainsi se forma peu à peu la chambre des communes, qui de toutes les parties

sente ce mot en anglais, ne correspond point du tout à celle que nous y attachons. Après que Guillaume eut confisqué toutes les terres des Anglais, et les eut données aux Normands à titre de *baronnies* ou de grands-fiefs, ceux-ci sous-inféodèrent plusieurs parties de leurs fiefs; ce qui établit des vassaux d'un second ordre. Les premiers, appelés *Chief-tenants*, se trouvèrent au nombre de sept cents, et les autres, appelés *Knight's fees*, au nombre de cinquante mille deux cent quinze. On voit que les origines se rapportent assez dans les deux royaumes; mais en France, la sous-inféodation ne dégradait point les personnes, puisque les rois eux-mêmes rendaient hommage à leurs sujets pour les arrière-fiefs. Il n'en fut pas de même en Angleterre. C'est ce qui a établi la différence entre la noblesse et les gentilshommes : *nobility and gentry*.

(y) *Non comme membres du parlement.*

du gouvernement britannique est la plus fondée en raison, et la plus favorable à la propriété. Des flots de sang ont coulé depuis pour cimenter l'édifice que nous voyons de nos jours : édifice superbe et solide, mais qui porte sur une base gothique, et dont les proportions accusent encore sa grossière origine. Cependant, quelque contraste qu'il présente entre le plan informe de ses fondations et les beautés dont il a été décoré depuis, il offre à nos yeux une espèce d'unité ou plutôt de continuité. C'est la façade du vieux Louvre, ornée de la colonnade de Perrault : mais ce n'est point cet amas confus de bicoques, de boutiques et de maisonnettes cousues (z) ou mêlées à un ancien palais ; ce n'est point ce désordre incroyable qu'on trouve encore dans notre capitale et dans notre politique. Je m'explique.

Nous avons vu le gouvernement d'Angleterre se modifier insensiblement, en conservant toujours les premiers principes de sa constitution, le roi et le parlement. A la vérité, ce parlement se divise en deux chambres; mais si les communes acquièrent un pouvoir égal à celui de la chambre-haute, c'est toujours la suite d'un même système, ce sont de nouvelles branches sorties d'un même tronc. En France, il en va tout autrement : les peuples, las de la tyrannie des grands et de l'anarchie générale, ont recours à l'autorité royale; Philippe Auguste, par des actions héroïques, et Saint-Louis, par ses

(z) *Ah! avec quel fil coud-on des maisons?*

vertus morales, justifient cette confiance; mais Philippe-le-Bel, politique inconsidéré, monarque ambitieux, et souverain avide, ne tarde pas à dissiper le prestige....

Avant d'aller plus avant, remarquons que le gouvernement féodal français différait du gouvernement féodal anglais en ce que celui-ci avait conservé les assemblées, ou parlemens. Or, les assemblées sont la source de toute liberté. N'importe quels soient les lois et les usages, toute nation représentée, tout corps assemblé, finiront par acquérir un grand pouvoir politique. En France, le nouveau gouvernement féodal, ou, pour ne pas perdre nos idées, celui de la *seconde époque*, avait bien mieux réussi à détruire toute trace de l'ancien. Lors donc que Philippe-le-Bel, par ses concussions, ses changemens dans les monnaies, ses querelles avec la cour de Rome, se crut obligé de convoquer la nation, il se trouva conduit à trois nouveautés, qui ont fait de son règne une époque très intéressante dans l'histoire : 1°. il assembla la nation dans une forme civile, qui ne ressemblait pas à ces parlemens, à ces champs de Mai, d'où émanaient les lois des Mérovingiens et des Carlovingiens [1]; 2°. il y fit entrer la bourgeoisie sous le nom de *tiers-état;* 3°. dans le même temps, à peu près, il établit en quatre endroits de son royaume

[1] Pasquier ne témoigne pas une grande estime pour les nouveaux états-généraux : « Chaque assemblée, dit-il, fut « marquée par des sacrifices de la nation; et si l'on a pré-

des cours de justice sédentaires, que nous appelons à présent *parlement*. (*aa*)

Il paraît qu'en France, comme en Angleterre, la noblesse dut perdre quelque crédit par l'intervention du tiers-état dans les affaires publiques; mais en revanche il s'en fallut de beaucoup que les communes obtinssent la même considération qu'en Angleterre. Là, elles avaient pour modèle, pour objet d'émulation, la chambre des pairs, dont le pouvoir était constant et reconnu; ici, elles parurent étonnées du rôle qu'elles allaient jouer; et, semblables à un subalterne qu'un grand admet à sa table, elles se crurent obligées de payer par de basses flatteries le nouvel honneur qu'on leur faisait. D'ailleurs, les états-généraux ne furent convoqués que rarement et à la volonté du souverain, qui n'avait garde de les assembler, à moins qu'il ne se crût bien assuré de leur complaisance, ou que les besoins de l'état ne fussent devenus trop urgens pour leur laisser matière à délibération. Ainsi donc ces assemblées servirent plutôt à ébranler le gouvernement féodal qu'à établir celui de représentation; et la puissance royale gagna seule à ces changemens.

Cependant un contre-poids, une nouvelle résis-

« tendu que les conciles ont tous enlevé quelque chose à « l'autorité papale, on peut dire que les états-généraux ont « tous cédé quelque chose à l'avidité des rois. »

(*aa*) *Il le voulut, et ne le fit pas. Le parlement de Toulouse n'eut pas lieu.*

tance commençait à sortir du sein même de l'autorité. Les conseillers du roi, ceux qui l'aidaient à rendre la justice, et qu'il avait tirés des trois ordres de l'état pour le seconder dans cette fonction, je ne dis pas seulement de *souveraineté*, mais de *suzeraineté;* ceux enfin qui formaient la cour royale, furent bientôt changés en un tribunal sédentaire, et les commissions de ces conseillers, qui avaient d'abord été amovibles, étant devenues perpétuelles (*bb*), le parlement se trouva un corps respectable par ses fonctions, et considérable par sa stabilité. Ce fut encore un nouvel échec pour la noblesse; car les préjugés et l'ignorance éloignaient les grands de la magistrature; tandis que les juges du tiers-état qu'ils offusquaient, s'emparaient de toutes les affaires, et que ne pouvant les égaler, ils cherchaient du moins à les humilier.

Il restait encore le clergé à abaisser. Des clercs, des évêques, avaient des places au parlement; et comme ils étaient plus instruits que les barons, ils incommodaient davantage les gens de loi. Ceux-ci cherchant à faire monopole de la science, voulurent éloigner des concurrens importuns; et ainsi se forma dès l'origine du parlement, cet esprit antipathique au clergé qui, long-temps après, devint le salut de l'état; mais ceci n'est pas de notre sujet, et il nous suffit de l'indiquer.

Revenons donc, et observons que le gouverne-

(*bb*) *Non pas alors.*

ment de France dans ses variations a beaucoup moins conservé de sa première origine que celui d'Angleterre. En effet, quiconque voudra se former une idée juste de ce gouvernement, doit se mettre bien avant dans la tête que les parlemens, ou assemblées au champ de Mai, les états-généraux de Philippe-le-Bel et de ses successeurs, et les cours de justice connues de nos jours sous le nom de parlement, sont trois choses qui n'ont aucun rapport entre elles.

Pour l'Allemagne, le gouvernement féodal s'y étant conservé dans son entier, et même dans une espèce d'exagération, il nous est aisé de nous en former une idée. C'est ce que serait devenue la France, si la couronne eût été élective, si Philippe Auguste et Saint-Louis avaient négligé de protéger le peuple contre la tyrannie des barons; enfin, si des actes publics et solennels, tels que la *Bulle d'or*, la *Paix profane*, la *Paix de religion*, et les *Capitulations impériales*, avaient défini et constaté les droits réciproques du prince et de la nation. L'empire peut être regardé comme un grand *Club* [1] de souverains, qui se sont soumis à des lois austères; et qui ont

[1] *Club*, coterie anglaise qui se rassemble ordinairement dans un café ou dans une taverne. Les lois de ces sociétés sont toujours écrites et déposées dans la salle où l'on s'assemble. Là, comme dans presque toutes les assemblées anglaises, on nomme un président qui siége dans un fauteuil élevé, et dont les fonctions sont à peu près les mêmes (cc)

(cc) *Vrai.*

nommé un d'entre eux pour prendre le fauteuil, et leur servir de président. Les droits des princes y sont assez bien spécifiés; ceux du peuple y sont le plus souvent négligés. On réprime les petites usurpations, mais si quelque puissant vassal entre en lice, les armées décident seules du droit, avec cette différence seulement, qu'elles s'y font précéder par une plus forte avant-garde de manifestes, d'avocatoires, de déhortatoires, etc. Là, comme ailleurs, on trouve un mélange d'habitude et de raison, quelques lois maintenues, parce qu'elles sont bonnes; d'autres, parce qu'elles sont anciennes. (*dd*) La paix de Munster et la capitulation de François 1er sont des ouvrages de la réflexion qui brillent au milieu de ceux du préjugé, comme une belle statue dans un vieux galetas. C'est une question de savoir si le gouvernement germanique rend les peuples plus heureux. Je conviens qu'il peut empêcher le comte de La Lippe de tuer les cerfs du comte de Waldeck, et le marquis de Neuwied de faire de la fausse monnaie; mais il empêche aussi qu'il y ait en Allemagne des chemins, des canaux, des arts et de la richesse : il soutient plus de cent petites cours, et laisse les peuples dans l'oppression. Aussi les corps-de-gardes y tiennent-ils la place des manufactures; et quand on a vu des

que celles de l'orateur dans la chambre des communes. On peut se rappeler les lettres charmantes écrites sur ce sujet par Steele et Addison dans le *Spectateur*.

(*dd*) *Non.*

freüle, des chanoinesses, des sentinelles et des gardes-chasse, on peut se former une idée de la plus grande partie de l'Allemagne. (*ee*)

Quant à l'Italie, tour à tour déchirée et divisée par les empereurs, les papes, les Normands, les rois d'Aragon et les rois de France, elle ne pourrait entrer dans nos réflexions qu'en nous offrant deux républiques célèbres, dont l'une est encore aussi puissante que constante dans ses principes. On devine aisément que c'est de Venise dont je veux parler : mais cette république respectable, placée entre le Turc, le pape et l'empereur, dut se former une constitution relative à sa position politique. Née dans les lagunes, presque au sein de la mer, elle dut son origine à la crainte, et sa conservation à la défiance. Tenir le peuple dans l'ignorance et l'esclavage; semer les divisions, les soupçons, les délations parmi les sénateurs; se conduire sans cesse comme la veille ou le lendemain d'une conjuration; transformer l'administration en une police formidable : tels sont les principes que Venise a puisés dans ses périls, et dont le repos et les succès n'ont pu encore la désabuser.

Peut-être faudrait-il attendre vingt ans pour fixer son opinion sur l'Espagne. Jusqu'à présent ce qu'on peut observer de plus frappant, c'est un caractère national, qui paraît avoir la même propriété que celui des Chinois; je veux parler de cette force de l'habitude qui résiste au changement de domination,

(*ee*) *Bravo!*

et qui donne au peuple le privilége singulier de s'assimiler ses maîtres. Il est inutile de dire que dans ce rapprochement de deux nations si différentes, ce ne sont que les effets qu'on prétend comparer. Ce que la Chine ne doit qu'à la supériorité qu'elle a sur ses voisins dans les sciences et dans sa police, l'Espagne le tient d'une noblesse dans les sentimens, qui peut n'être pas toujours agréable, parce qu'elle approche de la fierté, mais qui doit toujours attirer l'estime, lors même qu'elle ne peut concilier la bienveillance. Tout ce qu'on peut assurer, c'est que si cette nation est celle qui a le plus conservé son caractère, c'est en même temps celle dont le gouvernement a le plus changé, et a changé de la manière la plus brusque et la plus rapide. Trois causes principales y ont contribué, et suffisent même pour en rendre raison : 1°. L'expulsion des Maures, qui rétablit la tranquillité la plus parfaite dans un pays où les guerres extérieures n'étaient pas à craindre; 2°. la réunion des couronnes de Castille et d'Aragon par le mariage de Ferdinand et d'Isabelle; 3°. enfin, une circonstance particulière dont nous avons déjà fait voir l'importance, en parlant du gouvernement romain, c'est que les deux premiers monarques qui ont réuni les provinces de cette vaste monarchie se sont trouvés des princes très puissans et d'une politique profonde, dont les règnes longs et glorieux ont assuré à leur trône l'autorité qu'on n'avait cru abandonner qu'à leur personne. Quelle que soit ce-

pendant la révolution qui s'est opérée dans cette nation, la distinction de ces divers royaumes, qui tous conservent un caractère et un esprit particulier, le privilége de certaines villes et de certains peuples, l'exorbitance des richesses et du pouvoir ecclésiastique, le mépris du commerce et de l'industrie, restes du gouvernement féodal, et nombre de détails qu'il serait trop long de déduire, décèlent encore une nation dont le repos prépare une espèce de crise, et qu'on peut considérer, s'il est permis de parler ainsi, comme dans un état de chrysalide.

Maintenant faisons nous cette question : Quelle a été l'origine de tout ce qui existe de nos jours? que pouvait-on élever sur les bases qui nous restaient? Nos gouvernemens, nos constitutions ont pris leur source dans la barbarie même, et se sont formés dans l'ignorance. Nos monarchies sont vieilles, mais notre raison est bien jeune (*ff*). Qu'on pense aux ténèbres qui ont couvert la terre depuis Constantin jusqu'aux Médicis : une nuit de douze cents ans a succédé aux jours brillans d'Athènes et de Rome; mais le réveil de la philosophie n'a pas ressemblé à celui d'Épiménide. A peine les arts agréables l'eurent-ils arrachée au sommeil; à peine eut-elle ouvert les yeux, qu'elle trouva les choses à peu près au point où elle les avait laissées. Du temps de Constantin, les sciences rationnelles étaient négligées, et l'étude de la nature avait fait place à celle

(*ff*) *Bravo!*

sont-ils réunis sous un même chef, que ce chef s'avilit; et, comme en Pologne, après que l'ordre équestre a terminé ses débats, les valets des magnats se livrent entre eux des combats subalternes, de même en France, après s'être battu pour les rois, on s'égorge pour leurs domestiques. Ce n'est pas tout : tandis qu'une nation épuisée et des maires ambitieux se disputent encore le pouvoir, des brigands viennent des contrées hyperboréennes enlever les richesses qui en font tout le prix. Les moines, les prêtres, toujours d'autant plus fins que les peuples sont plus grossiers, avaient eu le temps d'amasser toutes les richesses, tandis que les soldats se battaient. Cette facilité de trouver de gros trésors rassemblés, et de faire d'heureux coups de main, provoqua l'invasion, et causa la ruine de la France, toujours destinée à être la victime de la religion. C'est en vain qu'un grand prince s'élève : la gloire de Charlemagne qui embellit les fastes de la nation, sans rendre les peuples plus heureux, est cruellement payée par les règnes suivans. Bientôt la monarchie, divisée en mille morceaux, reproduit la guerre et le désastre sous mille formes différentes. L'anarchie se modère enfin, et semble sous les premiers Capétiens prendre une sorte de système. On commence à reconnaître un état, une nation; mais la manie des croisades vient arrêter tout progrès, et rejeter l'humanité dans des malheurs nouveaux. L'élite des peuples occidentaux va porter ses richesses et cher-

CHAPITRE II.

Du sort de l'humanité dans les commencemens de la monarchie française et sous le gouvernement féodal.

Ce chapitre sera court : ce serait faire injure à nos lecteurs que de se croire obligé d'éclairer leur jugement sur un objet si frappant et si facile à saisir. En effet, il ne s'agit pas ici de réclamer contre l'admiration et l'enthousiasme des siècles passés. Il a fallu se fonder en raisons pour avancer que Lycurgue, Solon et Numa n'avaient pas trouvé le meilleur système possible sur la législation; mais faut-il une longue discussion pour nous faire, à nous autres Welches (a) à peine civilisés, déplorer notre enfance, aimer notre puberté, et espérer de notre maturité?

La monarchie française, établie par la guerre, semble avoir été vouée à une guerre perpétuelle. Les partages des états, ces testamens ridicules par lesquels les princes lèguent leurs royaumes comme leurs bijoux, sont une source de querelles interminables, où les liens du sang sont souillés par le sang, où les oncles égorgent les neveux, où les frères s'entre-déchirent, où les assassinats et les batailles rangées se disputent tour à tour le droit de décider du trône. A peine ces membres sanglans et divisés

(a) *Voilà le premier qui se soit servi du mot de Welches.*

dans les sables de l'Afrique. Des guerres avec l'Empire et les Flamands, ainsi que les guerres intestines des grands vassaux, continuent d'ensanglanter la scène, jusqu'à ce qu'un plus grand théâtre de carnage et de deuil s'ouvre à l'avènement de Philippe et d'Édouard. Les Français gouvernés, tantôt par un roi téméraire, tantôt par un fourbe politique, sont à peine parvenus à se débarrasser des étrangers, que la fureur des conquêtes leur reprend. L'Italie est pour eux une nouvelle Palestine. Une grande querelle s'élève entre les rois de France et la maison d'Autriche, querelle qui n'a proprement fini qu'au traité d'Utrecht, ou si l'on veut, à celui de Versailles. Les guerres de religion se joignent aux guerres d'ambition, et la France à peine échappée aux Anglais, est dévastée par les Allemands, les Suisses et les Espagnols. Enfin, depuis Clovis jusqu'à Louis XIV, je ne vois que l'espace entre le traité de Vervins et la mort de Henri IV qu'on puisse regarder comme une véritable paix. (c)

Aux malheurs que cause la fureur, se joignent tous ceux qui prennent leur source dans l'ignorance. La médecine, la physique, négligées, laissent l'humanité en proie à tous les maux *qui sont son héritage* [1]. Une maladie affreuse, née de la misère et de

(c) *Je l'ai dit, et j'en suis bien aise.*

[1] *Which* (d) *flesh is heir to.* Shakespeare, dans *Hamlet.*

(d) *That.* *

* On voit que Voltaire aimait aussi l'exactitude dans les citations.

la malpropreté, la lèpre, devient en France un mal épidémique. Nous voyons que Louis VIII légua cent sous à chacune des deux mille maladreries qui étaient dans son royaume. Supposez vingt malades par hôpital, voilà quarante mille pauvres lépreux dans un état qui n'avait pas le tiers de l'étendue de la France, telle qu'elle est de nos jours. Le commerce, que l'intérêt précède, mais que la raison suit toujours, n'ose se montrer aux Français, ou, s'il paraît un moment, il est persécuté par le fanatisme, ou dépouillé par l'avarice. Si Jacques Cœur en fait entrevoir les avantages, ce n'est pas pour inspirer l'amour de cette profession utile, c'est pour éveiller l'envie cruelle. Il est contraint de fuir la nation qu'il a enrichie, et il laisse aux Lombards et aux Juifs le soin de le venger [1].

[1] Jean-sans-Terre, roi d'Angleterre, ayant demandé une somme d'argent à un Juif qui prétendait ne pouvoir la fournir, le fit jeter dans une prison, où on lui arrachait tous les jours un certain nombre de dents, afin de le résoudre à tout donner. Cette barbarie était commune alors, et c'est un exemple des mœurs du bon vieux temps. Il paraît, au reste, que les Anglais ont connu plus anciennement que nous les avantages du commerce et de l'agriculture. On en peut juger par une loi d'Athelstan, prince de la dynastie saxonne, qui portait que tout négociant qui aurait fait à ses dépens trois voyages de long cours, et tout laboureur qui aurait gagné de quoi s'acheter un domaine de cinq cents acres, serait élevé à la dignité de *thane;* ce qui revient à peu près à celle de baron. Voy. Hume, *History of England, append. I.*

Ces derniers, plus odieux au christianisme, furent traités souvent avec une barbarie incroyable: mais on ne se souvint jamais qu'ils avaient crucifié le fils de Dieu, qu'au moment où Dieu avait permis qu'ils s'enrichissent (*e*). Enfin, pour achever ce tableau sinistre, nous dirons que l'intolérance a toujours régné en France avec autant d'acharnement que partout ailleurs, quoique l'inquisition ne s'y soit montrée que du temps des Albigeois. Mais lorsque les cours sont infectées du fanatisme, les princes et les ministres deviennent eux-mêmes inquisiteurs, et il n'importe guère à qui l'on doive répondre, de Charles IX ou du pape. Je ne rappellerai pas ici le massacre de la Saint-Barthélemi, ni cette longue suite de tragédies dont il a été suivi : je ne dirai pas non plus, pour excuser la France, que, sous le règne très court de la reine Marie, huit cents hérétiques furent brûlés en Angleterre, et qu'on a calculé que sous Philippe II (*f*), plus de quarante mille personnes ont péri sur l'échafaud pour cause de religion : tous ces faits sont trop connus, et ils ont déjà été dévoués à l'horreur des siècles à venir par cette main étonnante qui tient à la fois la palette de Rembrandt et le pinceau de l'Albane. Je me contenterai donc de terminer ce chapitre par quelques réflexions sur ce que l'on appelle *le bon vieux temps*.

(*e*) *Fort joli.*

(*f*) *En effet, l'inquisition et les évêchés furent les sujets de la guerre.*

(g) D'où peut venir cette manie d'exalter les temps passés pour dénigrer ceux où nous vivons? n'en doutons pas, de l'amour-propre qui en reçoit un double profit par la comparaison que nous faisons de nous-mêmes avec les hommes que nous condamnons, et par une supériorité encore plus marquée que nous donne la connaissance des âges précédens, auxquels nous semblons nous identifier en quelque sorte, lorsque nous en faisons l'éloge. On applique à l'antiquité les idées qu'on a de la parenté. Les plus avancés en âge croient en être plus proches d'un degré; ils en partagent les honneurs et la préconisent aux générations qui commencent [1]. En général, les vertus de nos ancêtres n'excitent pas notre jalousie. Nous nous croyons plus éclairés de les connaître; et plus sages de les louer. Au contraire, celles de notre âge nous offusquent; nous craignons de les envisager [2]. Cette erreur de l'amour-propre, cette *méprise de sentiment*, suivant l'expression ingénieuse d'un philosophe moderne, ne mériterait qu'un sourire du sage, s'il n'en résultait pas le plus grand inconvénient pour les progrès de la raison humaine. Quoi de plus décourageant en effet, que cette per-

(g) *Bravo! bravo!*

[1] . . . . . « Laudator temporis acti
« Se puero.... » (Hor. *de Art. poet.*)

[2] « Quod naturaliter audita visis laudamus libentius; et « præsentia invidiâ, præterita veneratione prosequimur; et « his nos obrui, illis instrui credimus. » (Vel. Paterc. II, 92.)

suasion que nous allons toujours nous détériorant! Quoi de plus dangereux que de ne relever nos fautes, qu'en nous rappelant à des temps où les connaissances utiles n'étant pas assez développées, les hommes n'ont pu faire le bien qu'au hasard et par instinct! Développons cette idée.

La guerre se fait sous de mauvais auspices; une campagne tourne malheureusement; les officiers particuliers, trop soigneux de leurs intérêts dans la manutention de leurs troupes; les officiers généraux, trop occupés de leurs équipages, de leurs commodités et de leur faste, ont négligé de maintenir l'ordre et la discipline (h), le service se fait sans émulation et sans régularité; la déprédation, l'esprit de fraude et de brigandage se répandent dans toutes les branches de l'administration; des défaites, des pertes considérables sont les fruits de ce relâchement; le découragement s'empare du militaire, et le mécontentement gagne tous les citoyens.... Il faut un remède; mais tandis que les bons esprits le cherchent dans l'établissement d'une discipline facile et naturelle; dans les moyens de faire concourir le bien particulier avec le bien général; dans cet artifice innocent qui consiste à donner le change aux passions, en plaçant l'honneur entre l'ambition et la fortune; enfin, dans le choix d'un chef éclairé dont la fermeté contrebalance le relâchement général, tous les raisonneurs vulgaires vont répétant que l'esprit de la

(h) *Bien vrai.*

nation est perdu; on se dit, on se demande où sont les Couci, les Châtillon, les Bayard? On croit rappeler cet esprit des temps passés en le reproduisant dans de vaines exagérations, et l'on s'imagine qu'on fera mieux servir un roi clément et aimé, en supposant qu'autrefois les bourgeois de Calais ont adoré un mauvais prince.[1]

Il en est de même pour les affaires de l'administration. Si une suite de guerres ruineuses a obéré l'état et rejeté sur la génération présente les excès de la génération passée, on ne s'avise pas de dire qu'il faut tâcher de réparer, par une longue paix, les brèches faites par de longues guerres (*i*), que le meilleur moyen de soutenir les dépenses est d'augmenter les richesses; que plus un peuple paye, plus il doit avoir de liberté dans son commerce et son indûstrie; qu'une agriculture encouragée, une sage répartition des im-

[1] Philippe de Valois fut véritablement un prince malhabile et un tyran. Il fut malhabile, en ce qu'il fit mal ses affaires au dedans et au dehors; il fut un tyran, en ce qu'il fit périr un grand nombre de ses sujets par des jugemens illégaux. Il a été la première cause des malheurs que la France a éprouvés jusqu'au règne de Charles VII (*k*). Au reste, ces réflexions ne doivent attaquer en aucune façon le mérite d'un auteur dramatique très estimable par ses talens et ses qualités personnelles. Ce n'est pas l'intention de cet auteur, mais c'est le fanatisme d'un certain public gauchement adulateur, qu'on prend la liberté de critiquer.

(*i*) *Bien sage.*

(*k*) *Bravissimo!*

pôts, des chemins, des canaux, une exportation libre, sont les véritables ressources du trésor royal. Au lieu de faire ces réflexions, on remarque que les laquais portent des bas de soie, que les maisons des grands sont plus commodes, et que les financiers ont des maîtresses. Autrefois, dit-on, on ne portait ni velours ni dentelles; on n'avait ni garde-robes, ni cabinets de toilette : la monarchie sera bientôt renversée.

Je le répète, tout cela ne serait que risible, si ces sottises, si ces lieux communs ne produisaient d'autre effet que l'ennui et l'importunité; mais le grand inconvénient des préjugés populaires, c'est qu'en présentant un mauvais raisonnement tout fait, ils empêchent d'en imaginer un bon. Un écrivain célèbre remarque que sous le règne de Louis XI [1] la peste et la famine ayant tour à tour désolé la France, le seul remède qu'on sut opposer à ces fléaux fut d'ordonner des prières et des processions. Cet exemple revient très naturellement à notre sujet, parce que le plus grand mal de la superstition n'est pas de commander de vaines cérémonies et des jeûnes inutiles, mais de persuader aux hommes qu'on a trouvé un remède à leurs maux. C'est un traité suggéré par l'ignorance pour accorder la terreur et la

[1] Ce fut sous ce règne qu'arriva le fameux *sac de Dinan*. Huit cents personnes échappées au carnage furent condamnées au supplice. Ces petites exécutions étaient encore dans le *protocole* du *bon vieux temps*.

paresse. Que la contagion se répande parmi les hommes, on ordonne des processions, et on ne cherche ni les causes ni les remèdes de l'épidémie : que les mulots dévastent les campagnes ; que les vers rongent les vignes ; encore des processions, et point de physiciens. Or, ce qui arrive habituellement dans nos provinces ne diffère pas de ce que nous voyons tous les jours dans les meilleures maisons, dans les sociétés les plus à la mode. *Le bon vieux temps* est une superstition morale : elle passera comme les autres ; mais elle passera plus tard, à cause des idées de vanité auxquelles elle s'est liée : il n'est donc pas inutile de la soumettre à quelques observations.

Je voudrais bien savoir d'abord quelle époque de l'histoire on prétend choisir pour objet de son culte. Ce n'est pas, à ce que j'espère, l'âge des Frédégonde et des Brunehaut, encore moins celui des rois fainéans et des maires du palais. Charles-Martel, Pepin et Charlemagne furent à la vérité de grands hommes ; mais Tamerlan, mais Pierre Ier étaient aussi de grands hommes, et nous n'admirons pas pour cela les Tartares et les Russes. Nos ancêtres, sous Charles-Martel, pillèrent les ecclésiastiques qui avaient pillé leurs pères ; Charlemagne, après avoir versé des flots de sang, donna des lois à des peuples barbares. Avant lui, tout était informe et brut ; mais il fut cruel lui-même : c'était un lion qui régnait sur des loups. Pour les Carlovingiens, il faut les oublier, ainsi que les premiers Capétiens. Reste donc Philippe-

Auguste et Saint-Louis. Voici le droit féodal établi : la noblesse est dans toute sa splendeur, les croisades ont exalté son courage; l'âge d'or de la chevalerie a commencé. Mais consultez l'*Essai sur l'histoire générale* (le modèle des ouvrages *historico-philosophiques*), consultez M. Hume, illustre dans la même carrière; l'abbé Velly lui-même, le premier de nos historiens qui se soit souvenu qu'il y avait des mœurs et des lois; vous verrez que ces généreux croisés furent perfides envers les Grecs et les Sarrasins, traîtres et injustes entre eux-mêmes, cruels et avares envers tous. Ouvrez toutes les histoires, vous apprendrez comment Charles d'Anjou et ses successeurs se conduisirent dans leurs conquêtes. Les *Vêpres siciliennes* ne nous ont retracé pendant long-temps que la perfidie des Italiens; qu'elles nous apprennent une fois quelle fut la tyrannie de leurs vainqueurs : le jeune Conradin mourant sous la main du bourreau, André de Hongrie assassiné par sa femme, le poison et le fer désolant à l'envi les plus belles contrées de la terre; voilà quelles sont les œuvres du bon vieux temps.

En voulez-vous d'un autre genre? Voyez la femme de Philippe-le-Hardi, accusée d'empoisonnement par un barbier, et justifiée par une béguine; voyez les trois brus de Philippe-le-Bel convaincues d'adultère; Enguerrand de Marigny immolé à la jalousie de Charles de Valois; et comme le vil interêt, l'avarice sordide, accompagnent toujours les mœurs féroces,

lorsque Philippe-de-Valois se trouvera aux prises avec Edouard III, ce ne sera par tout le royaume que trahisons, que perfidie. Les premiers officiers, les principaux domestiques de Philippe seront achetés et pensionnés par l'Angleterre. Bientôt les assassinats succéderont aux infidélités, et le vol sera suivi du meurtre. Les meurtres du connétable Lacerda, du duc de Bourgogne, du duc d'Orléans, sont les plus célèbres; mais de combien d'autres crimes plus obscurs ont-ils été suivis ou précédés? Si Charles VII fait luire un seul beau jour sur la France, de quel règne affreux son règne brillant, mais pénible, n'est-il pas suivi? Il me semble que le siècle présent n'est guère disposé à recevoir pour excuse des crimes de Louis XI, que ce prince ait mis les rois *hors de page*. Son avarice, sa fourberie et sa cruauté ne trouvèrent que trop d'imitateurs parmi ses sujets. Aussi lorsque Charles VIII marche à une conquête assez légitime, si quelque conquête peut l'être, voyez quelle opinion on a des Français dans cette Italie, déjà si corrompue. Vos auteurs vous peignent les Italiens comme des traîtres, et ils n'ont pas tort; les auteurs italiens vous peignent comme des hommes féroces, avides et débauchés, et ils n'ont pas tort non plus. Lisez surtout Guicchardin, et vous verrez ce qu'il pense des *barbari Francesi*.

Nous admirons François Ier: et parce qu'il a dit à Charles-Quint qu'*il avait menti par sa gorge*, nous croyons qu'il était plus brave et plus généreux

que cet empereur. Des auteurs modernes plus impartiaux [1] ont prouvé que François Ier, quoique très brave, était bien plus étourdi, mais non pas plus valeureux que Charles-Quint; qu'à la vérité il combattit comme un chevalier, mais qu'il faussa sa parole, et employa la subtilité pour éluder les engagemens qu'il avait prls. D'ailleurs, on sait assez que ce prince ne fit pas régner la justice. Des commissions iniques et arbitraires jugèrent les princes et les hommes d'état. Le fanatisme se réveilla. On se souvient des terribles exécutions faites par d'Oppède et Guérin, à Cabrières et à Mérindol. Les hérétiques furent poursuivis, les gibets furent dressés et les bûchers allumés, tandis que François s'alliait avec les Turcs, et conversait avec Clément Marot.

Je ne parlerai des guerres civiles qui ont rempli l'intervalle de ce prince à Henri IV, que pour faire une seule observation : c'est que bien des gens croient mal à propos que ce sont les Italiens introduits par les Médicis qui ont corrompu les mœurs de la nation et détruit l'ancien esprit de chevalerie. Quant aux mœurs, ceux qui savent de quelle maladie sont morts François Ier et Louis XII; ceux qui ne s'étant pas même donné la peine de s'instruire des anecdotes de ce temps-là, se sont contentés de lire les épigrammes de Clément Marot, et le charmant, mais très obscène ouvrage du curé de Meudon, ouvrage

[1] Voyez *Essai sur l'Histoire générale*, et la *Vie de François Ier*, par M. Gaillard.

dédié à un cardinal; ceux-là, dis-je, pourront se faire une idée de la peine qu'il en aura coûté aux Médicis pour rendre les Français libertins. Les bonnes mœurs, comme nous aurons occasion de le prouver dans la suite, ne sont pas les fruits de l'opinion, mais du travail : elles ne se trouvent pas parmi les gens riches et oisifs; elles fuient surtout ceux qui vivent dans les dangers et dans l'agitation. *Vie périlleuse* et *vie licencieuse*, sont synonymes. La chevalerie ne dut pas être plus exempte de libertinage que le métier des contrebandiers et des matelots.

Un savant académicien s'est plu à parer des grâces attiques le portrait de nos anciens chevaliers; comme s'il eût voulu faire passer dans leur caractère la douceur de ses mœurs et l'aménité de son style : mais sa candeur, vraiment digne de son sujet, ne lui a pas permis de soutenir trop long-temps notre enthousiasme; et, semblable à cet orateur attendri des larmes de son auditoire, il nous avertit, dans son dernier mémoire, qu'il n'y a peut-être pas un mot de vrai dans tout ce qu'il nous a conté de la vertu des chevaliers. Je m'en tiens à son dernier mot, et je crois avec lui que « la chevalerie n'était qu'une société « pédante et cérémonieuse d'hommes ignorans et « querelleurs. Que la religion ne fut pas mieux servie « que l'état par la plupart d'entre eux. Qu'ayant fait « vœu d'éxalter et de défendre l'un et l'autre, ils « avaient été revêtus par les églises des titres

« d'avoués, de vicomtes, etc.; et que cependant ils « n'avaient cessé d'abuser de leurs pouvoirs, au pré- « judice de ceux même qui s'étaient mis sous leur « sauve-garde. Que protecteurs de nom et oppres- « seurs réels, ils s'étaient emparés des biens qu'ils de- « vaient défendre, ce qui avait même donné origine « aux dîmes inféodées. Qu'astreints particulièrement « à des obligations journalières, ils croyaient avoir « acheté, par quelques pratiques, le droit de violer « toutes les lois du christianisme. Que si leur reli- « gion n'était qu'un amas confus de superstitions, on « ne doit pas se former une autre idée de leur ga- « lanterie et de l'innocence de leur commerce avec « les dames. Que de même qu'il n'y avait qu'un pas « de leur dévotion à l'irréligion, il n'y avait aussi « qu'un pas à faire de leur fanatisme en amour au « plus affreux libertinage. Que jamais on ne vit des « mœurs plus corrompues, et que jamais le règne « de la débauche ne fut plus universel. Qu'elle avait « des rues et des quartiers dans la ville de Paris; et « que Saint-Louis même s'était plaint qu'à l'armée « on avait établi un mauvais lieu derrière sa tente. « Qu'il faut se défier des éloges qu'on donne aux « siècles passés, et que deux ou trois cents ans avant « Marot, on avait regretté comme lui le train d'amour « qui régnait au bon vieux temps. Que l'ignorance « profonde des chevaliers, et la confiance qu'ils fu- « rent obligés de donner aux gens de justice, devint « la source de toutes sortes de procès : enfin, que

« ces nouveaux tyrans du peuple en trouvèrent à « leur tour de plus dangereux encore dans les clercs « et les ecclésiastiques, qui étaient devenus les offi- « ciers de justice, hommes ignorans et sans mœurs, « qui ne connaissaient que les calculs des finances « et les subtilités de la chicane. »[1]

Que pourrait-on ajouter au témoignage de ce savant auteur, auquel on n'aurait à reprocher qu'une prévention trop favorable? Concluons, et disons que pour regretter le *bon vieux temps*, il faut en avoir l'ignorance. Il est vrai que cela n'est pas encore fort rare de nos jours.

[1] Voyez cinq *Mémoires sur la chevalerie*, par M. de La Curne de Sainte-Palaye. (*Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, tome XX.)

CHAPITRE III.

De l'influence de la renaissance des lettres sur le sort de l'humanité.

MAINTENANT que nos observations rapides, mais étendues, nous ont conduits à une époque bien voisine de nos jours, il est nécessaire de nous en rappeler l'objet principal. Nous avons voulu examiner si les hommes avaient atteint jusqu'ici le degré de bonheur auquel ils peuvent prétendre dans l'état de société; et non contens d'avoir prouvé qu'ils en étaient restés très éloignés, nous avons cru devoir entrer dans quelques détails sur les obstacles qui ont dû retarder leurs progrès. Nous avons interrogé l'histoire, et dans plusieurs milliers d'années que ses fastes nous ont offerts, nous n'avons que trop bien reconnu la proportion des causes avec les effets; nous ne nous sommes que trop bien convaincus que, non-seulement les peuples n'avaient pas connu le vrai bonheur, mais encore qu'ils n'avaient jamais pris le chemin qui pouvait les y conduire. Notre surprise a diminué, mais notre affliction s'est augmentée, lorsque nous nous sommes assurés que les gouvernemens les plus estimés, les législations les plus révérées, n'ont jamais tendu à cette unique fin de tout gouvernement : *Le plus grand bonheur du*

plus grand nombre d'individus. Mais, en récompense, à cette triste vue sur le passé, nous avons senti naître en nous-mêmes un espoir bien doux pour les siècles à venir, une opinion bien consolante sur le siècle présent. Nous avons moins admiré nos ancêtres; mais nous avons mieux aimé nos contemporains, et plus espéré de nos neveux. Il ne nous reste donc plus qu'à lever toutes les objections qui pourraient empêcher le lecteur de partager cette disposition : c'est pourquoi nous essaierons de lui prouver, 1°. qu'il existe maintenant un principe de perfectibilité, une cause d'amélioration; 2°. que ce principe et cette cause ont déjà agi d'une manière très sensible.

Que des imaginations vives, des esprits subtils se soient amusés à mettre en question si les sciences sont utiles à l'homme, ces doutes, souvent affectés, ne porteront jamais que sur la comparaison de l'homme dans l'état de nature et dans l'état social : de quelque parti qu'on se range, on s'accordera, du moins dans ce principe, que l'homme en société ne saurait jamais être trop éclairé. Placé dans un système physique, politique et moral, cette petite partie d'un grand tout, ses devoirs naissent de ses rapports; et cet être aurait acquis la perfection de la morale, qui saurait parfaitement comment il doit coexister avec les autres. Nul doute donc qu'il n'y ait une science, une doctrine pour chaque individu; qu'il n'y en ait une pour les sociétés, pour les em-

pires, pour les hommes en général. Mais cette science si nécessaire, pourquoi est-elle en même temps si difficile à acquérir? Nous plaçons l'époque de la renaissance des lettres vers le quinzième siècle; voici le dix-huitième qui s'avance, et au bout de trois cents ans, une étude si importante est encore à ses premiers rudimens! D'ailleurs, les lettres, avant que de renaître, avaient eu une vie, une existence marquée : pourquoi pendant ce règne sensible, quoique momentané, n'ont-elles produit aucun des effets que nous en attendons maintenant? Ces deux objections sont importantes. Nous avons voulu les prévenir, nous allons y répondre.

Pour mieux y réussir, usons un moment de la dialectique de Socrate, et demandons à notre adversaire supposé, s'il n'a jamais vu des particuliers posséder des bijoux, et n'avoir pas de meubles; des grands seigneurs occuper des palais magnifiques, et manquer du nécessaire; des princes tenir des cours somptueuses, donner des spectacles, des fêtes, et n'avoir ni troupes ni argent? S'il ne peut le nier, je lui demanderai pourquoi il veut que les hommes pris en général se conduisent plus conformément à leurs intérêts que les hommes pris individuellement? Il est sûr que de bonnes lois sont plus utiles que de belles glaces, et des grands chemins plus nécessaires que des habits de velours. Cependant nous avons perfectionné les miroirs (a) avant

(a) *C'est qu'il y avait beaucoup à gagner pour ceux qui*

les lois, et les manufactures avant les chemins. C'est que le réveil de la raison n'a pas dû ressembler à un développement progressif et naturel; c'est que mille circonstances ont influé sur ses premiers efforts, et en ont changé la direction. Notre défaut en général est de considérer les choses d'une manière trop abstraite, et de nous former des notions d'après certaines expressions, qui ne sont souvent que des figures, ou des formules abrégées pour nous rappeler nos idées. En effet, les mots de *renaissance des lettres*, d'*enfance de la raison*, de *développement des connaissances*, se présentent bien plus facilement à notre esprit que toutes les circonstances qui ont accéléré ou retardé la marche de nos progrès.

On sait que lors de la destruction, ou du moins du dernier avilissement de l'empire grec, les muses (*b*) fugitives cherchèrent un asile en Italie. C'en est assez pour satisfaire notre curiosité. On voit les sciences transplantées dans un sol nouveau, y jeter de profondes racines, croître, étendre leur ombrage, produire beaucoup de fleurs et enfin quelques fruits. On s'accoutume à ne plus envisager un objet si intéressant que sous un pareil point de vue; l'imagination est contente, le jugement se repose. Cependant les Italiens ont prouvé, par de profondes

fesaient des glaces et du velours, et rien pour ceux qui auraient fait des grands chemins.

(*b*) *Les savans en grec, mais non les muses.*

dissertations, que la renaissance des lettres parmi eux n'était pas due uniquement à l'arrivée des Grecs. En effet, le Dante et Pétrarque avaient précédé les Lascaris et les Hermonyme *. Et si l'harmonie et les grâces de l'Arioste sont dues aux leçons de ces derniers (c), il faut avouer que ce sont des fruits bien doux et bien précoces. Il est donc d'autres principes auxquels nous devons recourir, et il paraît naturel de les chercher dans la situation politique de quelques états de l'Europe.

M. de Voltaire a très bien observé que pendant un assez long espace de temps, Rome avait été véritablement la capitale du monde chrétien, et le pape une espèce d'*autocrate*, de monarque universel [1]. Mais cet empire, qui ne tenait qu'à l'opinion,

* George Hermonyme, Spartiate, vint à Paris, sous le règne de Louis XI, y professa le grec, et compta parmi ses disciples Reuchlin et le célèbre Budée. R.

(c) *Non, mais au génie de l'Arioste, qui surpassa Boiardo.*

[1] Bodin observe (Liv. I, ch. IX) que les rois d'Angleterre, d'Aragon, de Naples, de Sicile, de Jérusalem, de Pologne, de Sardaigne, de Corse, des Canaries, et même de Hongrie, étaient à la fois tributaires et feudataires du saint-siége.

L'auteur saisit l'occasion de cette note qu'il a ajoutée dans sa nouvelle édition, pour se justifier auprès de certains lecteurs qui l'ont accusé de chercher les termes scientifiques. Ces lecteurs n'avaient trouvé, selon toute apparence, le mot *autocrate* que dans les gazettes, parmi les titres des souverains de Russie; mais s'ils avaient bien

ne pouvait joindre la magnificence à l'autorité, l'agréable à l'utile, à moins qu'il ne fût attaché à quelque souveraineté temporelle, à moins qu'il n'eût quelque domaine assuré où l'on pût réaliser les fonds produits par le commerce de la parole et par l'agiotage spirituel. Avant le quinzième siècle, soit que les pontifes résidassent à Rome, soit qu'ils cherchassent un asile dans Avignon; toujours en presse entre une populace rebelle et des empereurs ambitieux, ou tout-à-fait obombrés par le souverain dont ils se rendaient presque les sujets, il leur fut impossible de songer à autre chose qu'à leur pouvoir et à leur orgueil. Il fallait donc, pour que les papes encourageassent les sciences, qu'ils habitassent toujours à Rome, et qu'ils y fussent en repos. Il fallait peut-être encore plus, il fallait qu'un Léon x occupât le trône pontifical.

Sans doute que si les lettres avaient à refleurir en Europe, ce devait être dans un climat doux et

voulu consulter quelques personnes plus instruites, on leur aurait répondu que ce mot signifie *celui qui ne tient sa puissance que de lui seul*, et ils auraient peut-être jugé que c'était le plus propre à rendre l'idée de l'auteur. Ceux qui ne connaissent pas le plaisir qu'on éprouve à voir une idée représentée par un seul mot, ne sentiront jamais le prix de la propriété dans le style. Ils estimeront également les traductions et les originaux, et ne mettront aucune différence entre Tacite et d'Ablancourt : ils seront bien heureux, car ils ne trouveront rien de mauvais; ils seront bien malheureux, car ils ne trouveront rien de bon.

sous un beau ciel, dans le pays où la nature s'empresse le plus de produire, et où l'homme a le moins de choses à lui demander. Ce devait être surtout chez un peuple que le commerce avait rendu riche, industrieux et curieux, et qui se rappelant la gloire de ses ancêtres, portait toujours en lui-même un germe d'émulation, une réclamation secrète contre la barbarie des temps. Qui ne reconnaîtrait à ce tableau l'Italie, et surtout Florence?... Florence! ville heureuse, et chère à tous les peuples, qui fut libre sans être ambitieuse, et riche sans être conquérante; nouvelle Athènes, mais plus aimable encore, et bien plus fortunée, puisque, loin de tomber sous le joug des tyrans, elle a paru plutôt abdiquer que perdre sa liberté, et ne l'a échangée en effet que pour le plus doux des gouvernemens.

Les Médicis, cette famille célèbre qu'un sexe a rendu si recommandable, et l'autre si odieuse aux peuples; les Médicis sont regardés avec raison comme les restaurateurs des arts et des sciences. Puisque personne ne leur refuse cet honneur, il paraît naturel d'examiner quels principes les ont conduits dans les encouragemens qu'ils leur ont prodigués. Ils furent tous riches et magnifiques; c'en est assez pour expliquer pourquoi ils ont aimé à élever des édifices, à donner des spectacles, à rassembler des statues, des tableaux et des livres. Ils eurent cependant encore un autre motif qu'il ne faut pas passer sous silence. Avant d'être souverains ils furent démago-

gues; ils furent obligés de ménager l'esprit des peuples, de se soutenir contre un parti opposé. Or, leur magnificence fut une des principales armes qu'ils employèrent. Machiavel rapporte que Julien et Laurent de Médicis, menacés de la terrible conjuration qui fit enfin périr l'un des deux, se flattèrent de la détourner en donnant au peuple une fête et un grand spectacle. Il paraît que Léon x ne fit que suivre le goût naturel de sa famille, ou son penchant personnel qui le portait vers toutes sortes de plaisirs : peut-être aussi voulut-il que les sens concourussent à affermir l'empire de l'opinion, et pensait-il en effet qu'il rendrait Rome plus respectable s'il l'embellissait. Quoi qu'il en soit, il est très sûr que la bonne philosophie, l'amour du bien et du vrai, n'eurent aucune part à ces premiers encouragemens, répandus plutôt parmi les arts et les sciences de pur agrément, que parmi les recherches sérieuses et utiles. Des souverains qui font construire et orner de magnifiques palais, doivent trouver des Michel-Ange, des Raphael, des Carrache : des hommes riches et puissans qui veulent se concilier le peuple par l'attrait du plaisir sont sûrs de former des poètes et des artistes. Ainsi le luxe, né en Italie du commerce et de la superstition, conduisit à Florence et à Rome les beaux-arts et les belles-lettres. [1]

Mais inutilement les princes voudraient-ils s'effor-

[1] Le siècle de Périclès fut le siècle des arts pour Athènes, parce que ce général célèbre employa à l'ornement de la

cer d'inspirer leurs goûts et leurs passions à leurs peuples, s'ils ne rencontraient pas une disposition naturelle dans les esprits, une circonstance favorable, et qui soit telle que tandis que l'un agit, l'autre soit du moins attentif. C'est en cela, je crois, que la subversion de l'empire d'Orient peut être considérée comme une cause secondaire de la renaissance des lettres. En effet, nous ne saurions trop le répéter, les Grecs ont été les plus grands ennemis de la raison. Bacon a dit assez plaisamment que toute leur philosophie portait le caractère de l'enfance; *prompte à babiller et inhabile à engendrer*[1]. Tant qu'il existait des écoles en Grèce, il restait, si j'ose m'exprimer ainsi, des manufactures de paroles qui répandaient la plus dangereuse contrebande dans l'empire de la raison. Ce fut un grand bien (*d*) pour elle que le sabre des Turcs vînt couper le nœud gordien de cette malheureuse dialectique. D'ailleurs, la subtilité grecque était devenue doublement contraire à la renaissance des lettres, parce qu'en s'exerçant sur des matières théologiques, elle tenait le saint-siége

ville tout l'argent que ses conquêtes et les contributions des alliés lui avaient produit.

[1] « Et de utilitate apertè dicendum est sapientiam istam, « quam è Græcis potissimum hausimus, pueritiam quamdam « scientiæ videri, atque habere quod proprium est puero- « rum, ut ad garriendum prompta, ad generandum invalida « et immatura sit. » Bacon, *Instauratio magna.*

(*d*) *La raison a-t-elle tant gagné avec les Turcs ?*

perpétuellement en haleine, et prolongeait les disputes interminables des deux Églises. Les papes dûrent préférer la controverse de l'Alcoran à celle des Photius; ainsi la tranquillité, le repos des esprits disposa les peuples à l'attention dont les beaux-arts avaient besoin au moment de leur réveil.

C'était quelque chose que les hommes pussent être amusés; mais il y avait encore bien du chemin à faire avant qu'ils fussent susceptibles d'être instruits. Le faste, la vaine curiosité rassemble des livres, recueille des manuscrits; mais tandis que les grands achètent, leurs bibliothécaires lisent. On a souvent ouvert les cabinets pour en faire voir la magnificence; mais il y est entré des gens qui n'y cherchaient que la science. Cependant il dut arriver que l'étude des livres précédât l'étude des choses : des manuscrits se trouvèrent incomplets, des copies incorrectes. Il fallut pouvoir bien lire, avant de savoir lire utilement. On s'empressa de suppléer ou de rectifier; on compara les manuscrits, on vérifia les copies. Il fallait pour cela posséder parfaitement les langues mortes, et s'instruire profondément dans l'histoire. De ces études naquirent les commentateurs, les scoliastes, précurseurs, avant-garde de la science. Il en résulta deux biens. La doctrine devint plus facile et les esprits plus fins, plus adroits. Car, qu'il me soit permis de le dire ici, il n'y a que la vanité ignorante, la paresse présomptueuse, qui puissent affecter un faux mépris pour ces hommes respecta-

bles, à qui nous devons nos belles éditions (*e*), nos illustrations des anciens auteurs [1]. Eh! que serions-nous sans eux? Dans ce siècle de plaisir et de dissipation, quel littérateur oserait seulement entreprendre ce qu'ils ont exécuté?

La magnificence des princes et le travail des premiers érudits parvinrent donc lentement à faciliter l'entrée de la science, en déblayant ainsi tous les décombres, toutes les ruines qui l'embarrassaient; mais cette science à laquelle on pouvait atteindre

(*e*) *Les Dacier, les Calmet, ont plus fait qu'eux tous, et cependant ils sont très peu de chose.*

[1] Les Scaliger, les Estienne, les Saumaise, les Rhodoman, les Gronovius, les Casaubon, ne sont tournés en ridicule que par ces prétendus lettrés, qui, ne lisant jamais que ceux des classiques que leurs régens leur ont jadis expliqués, se vantent de savoir le latin, parce qu'ils entendent quelque chose de quelques auteurs. Pour moi qui ne me pique pas d'une si grande facilité, je n'aime à étudier les anciens que dans ces précieuses éditions des *Variorum*, qui existent encore chez les curieux éclairés (*f*); et je ne puis les lire sans admirer l'étonnante sagacité avec laquelle ces savans scoliastes ont rétabli et expliqué les textes par les mœurs et les usages, et les mœurs et les usages par le rapprochement d'un nombre infini de passages auxquels la plupart des lecteurs n'auraient fait aucune attention. C'est un hommage de reconnaissance que leur rend avec plaisir un amateur des lettres, qui ne prétend certainement pas à l'érudition.

(*f*) *Cela est bien sage, modeste et honnête.*

n'était jamais que celle des anciens. Or, nous avons prouvé plus haut qu'elle n'avait encore fait aucun pas vers ce but universel de toute philosophie, *le plus grand bonheur du plus grand nombre d'individus*. Nous avons vu que toutes les législations n'avaient porté que sur de faux principes; enfin, que jusqu'à nos jours la raison n'avait fait que s'agiter dans son berceau. Quand les études recommencèrent, on resta encore quelque temps plus éloigné du but qu'on ne l'avait jamais été. Telle est, en effet, la tournure de l'esprit humain, que, semblable à la sangsue, il ne se nourrit qu'en s'attachant. S'il s'applique à la lecture, s'il étudie, s'il commente les livres, les livres deviennent bientôt toute sa doctrine; il les épouse, il les révère, et s'en occupant uniquement, il finit par mettre l'instrument à la place de l'ouvrage. Celui qui admire trop les auteurs les surpasse difficilement [1], et tout culte dégénère en superstition. Ainsi l'érudition, en aplanissant les voies au génie, en retarda cependant la naissance. D'ailleurs, elle ne vit le jour que sous l'empire de la crédulité. Un vaste rideau était tiré sur la nature : les hommes accoutumés à porter leurs regards vers le ciel, ne connaissaient pas la terre qu'ils foulaient sous leurs pas (g); la terre, ce vaste dépôt des archives

[1] « Vix enim datur auctores simul et admirari et superare. » Bacon, *Instauratio magna.*

(g) *Il semble parler des astronomes.*

du monde, ce sanctuaire de la nature où l'esprit ne trouve pas moins sa nourriture que le corps.

Si dans les beaux jours de la Grèce, sous le règne de la liberté, les disputes philosophiques suffirent pour mettre tous les esprits en mouvement, pour s'emparer de toute l'attention, pour faire négliger toute autre étude; quels désordres ne dûrent-elles pas produire lorsque les intérêts du ciel y furent réunis, lorsque le salut des âmes fut attaché à des sophismes, et lorsque l'intolérance la plus rigoureuse, changeant perpétuellement de parti, fit marcher les supplices à la suite de toutes les opinions? Ce fut alors que la combustion fut générale dans l'ordre moral et dans l'ordre politique, et que les guerres civiles suscitèrent un nouvel obstacle aux progrès de la raison. Malheureusement celui qui avait le plus protégé les lettres devint la cause indirecte de leur désastre. Léon x les avait encouragées par sa magnificence; mais sa magnificence avait épuisé son trésor, et il sentait qu'un trésor était très nécessaire pour conserver cet empire spirituel qu'il avait revêtu de tant d'éclat. Il imagina le commerce des indulgences (*h*); et comme l'excès des impositions est toujours le terme du despotisme, les âmes se révoltèrent, et commencèrent à trouver que le salut devenait trop cher. De là cette longue suite de guerres qui n'ont fini qu'à la paix de Westphalie, guerres qui firent perdre à l'empire de la raison tous ceux qu'elles

(*h*) *Alexandre VI en avait déjà vendu.*

enrôlèrent sous leurs drapeaux, et qui troublèrent, par leur fracas, les hommes plus sensés qui auraient voulu rester neutres.

Cependant l'impulsion ayant été une fois donnée, le mouvement progressif put bien changer de direction, mais non pas s'arrêter tout-à-fait. Les esprits ne s'éclairaient qu'en petit nombre; ils se polissaient en général. La poésie commençait à se perfectionner en France et en Angleterre; tandis que la physique, par quelques découvertes importantes, mais isolées, marquait déjà le chemin qu'elle devait faire un jour. Un génie sublime, l'illustre Bacon, l'avait tracé tout entier; mais il n'a trouvé des disciples que dans le siècle suivant. Montaigne, en écrivant cet excellent ouvrage, qui est encore le plus philosophique que nous ayons, ne produisit aucun effet de son temps (*i*); de façon qu'on peut dire de ces deux hommes étonnans qu'ils faisaient luire la lumière dans les ténèbres; mais que les ténèbres ne la comprenaient pas. Ainsi, l'esprit de système prévalut toujours dans la physique, et l'esprit dogmatique dans la morale.

Mais tandis qu'une lente fermentation se faisait sentir dans la république des lettres, une fermentation terrible bouleversait les sociétés politiques. L'ambition espagnole s'étant enfin brisée contre le courage de Henri et la constance des Hollandais, la

(*i*) *Il était trop décousu, trop contradictoire, trop vague; il ne pouvait rien établir; il compilait en homme d'esprit.*

haine et la vengeance gardèrent long-temps le masque de la crainte, et le cardinal de Richelieu sut fonder la supériorité de la maison de Bourbon, en persuadant à l'Europe qu'il la défendait encore de la maison d'Autriche. Les guerres de Louis XIII ressemblèrent à l'agitation des flots après l'orage. C'était un mouvement importun et tourmentant, mais dont le principe était affaibli. Les traités de Munster et des Pyrénées n'eurent pas plus tôt prescrit des bornes éternelles aux héritiers de Charles-Quint, que l'Europe s'aperçut avec surprise qu'elle n'avait fait que changer de maître (*k*). Louis XIV, né dans le temps où les dissensions étaient prêtes de cesser, profita heureusement de la satiété que tant de troubles avaient inspirée. Henri IV avait eu des guerres civiles à soutenir; Louis XIII, des révoltes à réprimer; Louis XIV n'eut que des tracasseries à apaiser. Sa jeunesse, sa figure, quelque chose de grand qui se faisait sentir dans ses goûts comme dans ses traits, portèrent l'enthousiasme dans des esprits rassasiés de théologie et ennuyés de la bigoterie des règnes précédens. Une dame que le jeune monarque venait de prier à danser, dit, en reprenant sa place : *Il faut avouer que ce prince est fait pour être le maître du monde.* Cette naïveté de l'amour-propre renfermait un grand sens, et toute la nation ne fit pas un meilleur calcul. En effet, pour la plupart des peuples, les princes ne sont pas seulement des chefs qui les gouvernent, mais des comédiens

(*k*) *Quelle hyperbole!*

qui les amusent. Si l'acteur joue bien son rôle, s'il a le port noble et majestueux, le dernier des sujets paie volontiers sa place, et s'embarrasse peu d'être foulé dans le parterre. Tous ces guerriers qui s'étaient signalés dans la guerre de *trente ans*, étaient encore pleins de force et de gloire. La jeunesse, qui les voyait, qui les écoutait, brûlait du désir de les égaler. Ainsi il n'y avait qu'un pas à faire des ballets du Louvre (*l*) aux frontières des Pays-Bas. La conquête de la Flandre et de la Franche-Comté annonça à l'Europe l'objet d'une longue terreur. Arrêté dans sa course par une nation à qui, cinquante ans auparavant, ce nom même était refusé, le monarque, ulcéré dans le fond de son cœur, sentit le dépit succéder à l'émulation. De là la guerre de 1672, qui, en le rendant odieux à l'Europe, prépara les défaites d'Hochstedt et de Ramillies. Mais tous ces grands événemens, connus d'ailleurs de tout le monde, n'entrent dans notre sujet qu'autant qu'ils nous font connaître l'esprit qui prévalut dans le siècle de Louis XIV, et qu'ils nous donnent une idée de ce prince célèbre, dont la cour, dont les états furent le premier asile où les lettres purent fleurir en paix.

Léon X n'avait été que magnifique et voluptueux; Louis aima aussi le luxe et les plaisirs, mais il aima de plus à faire la guerre. Comme Léon X, il éleva des palais, mais il fit construire des forteresses;

(*l*) *Non des ballets du Louvre, mais des batailles de Rocroy et de Lens....*

les voyages périlleux de l'Amérique et des Indes : mais l'avarice et la véritable économie ont toujours été deux choses opposées, et la soif des richesses ne se trouve jamais réunie avec la sagesse qui veille à leur conservation. La monarchie espagnole, devenant faible à mesure qu'elle devenait riche, n'envahit le Portugal que pour en perdre les colonies avec les siennes. Les Hollandais, sobres, patiens et industrieux, s'emparèrent de cet or qu'on employait à leur préparer des fers; mais ils le prodiguèrent à leur tour, d'abord par une défense légitime, et ensuite par un principe d'obstination qui confondit l'équilibre de l'Europe avec la ruine de Louis XIV.

Cet équilibre si célèbre, et qui n'a été tourné en ridicule que depuis qu'il est trouvé, était alors une chose bien plus importante qu'on ne se le figure maintenant. Quelle puissance, dit-on, peut prévaloir sur toutes les puissances réunies? Aucune, sans doute; mais il faut que les puissances aient le temps, la volonté même de se réunir; il faut qu'elles soient armées, il faut qu'elles soient riches. Je voudrais bien savoir où l'on aurait trouvé des résistances, si Henri IV eût été battu par Alexandre de Parme, et si une infante d'Espagne, mariée à un prince lorrain, eût gouverné la France sous les lois de Philippe II. Croit-on que l'union de Dordrecht se fût maintenue long-temps? que la Suède eût porté ses armes en Allemagne, et que les princes de l'Empire eussent

stipulé leur indépendance? La Savoie serait-elle parvenue à former un état, et le maître du Milanais, l'étant devenu de toute la Lombardie, n'aurait-il pas établi une communication sûre entre l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Espagne? Voilà pour l'intérêt des princes; voici pour celui des peuples. Le despotisme espagnol n'aurait-il pas conduit sur ses pas l'intolérance dont il est inséparable? Un joug étranger ne se serait-il pas appesanti sur les peuples, et toutes les nations n'auraient-elles pas fléchi, comme les Américains, sous l'orgueil ignorant et sanguinaire d'un vice-roi castillan? Plaçons maintenant Louis XIV dans l'année 1667 : laissons-le continuer ses conquêtes en Flandre; et peut-être, pour y réussir, n'avons-nous besoin que de rendre faibles et vénales les âmes fortes et intègres des Temple et de Van Beuning; Louis s'emparera de la Flandre et du Brabant, et s'il veut bien s'arrêter là quelques momens, il se souviendra bientôt que ces Hollandais sont fort à sa convenance; qu'après tout, ce ne sont que des rebelles que ses ancêtres ont bien voulu protéger, qui ont même demandé des souverains à la France [1], et qu'il faut assujettir une fois pour leur propre bien. Louis a ses armées toutes prêtes; il ne lui reste que la Meuse à passer. A qui ce peuple infortuné aura-t-il recours dans de pareilles circonstances? Les Anglais armeront-ils une flotte, enver-

[1] Le duc d'Alençon, sous Charles IX.

il donna des spectacles, mais il livra des batailles (*m*). Ainsi tous les esprits eurent leur emploi; et tandis que les talens et les arts suffisaient à peine à l'ornement d'une cour brillante, toute l'activité de la noblesse, toute l'attention, toute la vanité des peuples, étaient tournées vers la guerre. Le moyen que l'esprit philosophique fît de grands progrès en France (*n*)? Rappelez-vous toujours que j'entends par *esprit philosophique* celui qui, s'appliquant à la politique et à la morale, s'occupe particulièrement du bonheur des hommes.

C'est une chose assez curieuse d'observer, comme nous l'avons déjà fait en traitant du gouvernement féodal, quelle est la marche de l'esprit humain dans ses retours vers la raison. Comme le chemin qu'il a suivi dans cette occasion est très détourné, qu'il me soit permis de m'arrêter ici un moment, et même de rétrograder un peu, pour prendre les faits de plus haut.

S'il est vrai que dans les sciences morales on puisse observer toujours un progrès lent, mais continuel, de façon que les bonnes polices, les bonnes législations soient le dernier résultat de nos réflexions; il n'en est pas moins vrai aussi que dans

(*m*) *Par d'autres mains.*

(*n*) *Cicéron, Lucrèce, Memmius, César, pendant les guerres civiles; Montaigne, dans le temps de la Saint-Barthélemi; nous enfin, pendant l'impertinente et honteuse guerre de* 1756.

les sciences qui appartiennent de plus près à la physique, une découverte particulière, une circonstance fortuite, peuvent nous ouvrir en un moment la plus vaste carrière, et accélérer de beaucoup notre marche. Telle fut l'invention de la boussole, qui étendit tout à coup le commerce et la navigation, et nous valut les richesses d'un monde qui nous était absolument inconnu. L'Espagne profita la première de ces trésors qu'elle dissipa dans les guerres de Flandre et dans celles qu'elle ne cessa de fomenter en France. Les Colomb et les Cortez, les Vespuce et les Pizzare ne découvrirent et ne conquirent que pour donner des évêques aux Flamands et pour nous faire recevoir le concile de Trente. Tout l'or du nouveau Monde fut prodigué à ces efforts, qui pourtant furent inutiles. Philippe II, semblable en cela seul à Philippe de Macédoine, compta plus sur ses nouvelles richesses que sur ses vieilles troupes, qui égalaient la phalange macédonienne. De là s'introduisit en Europe ce nouvel axiome : que *guerre et dépense sont une même chose.* De là vint cet usage moderne de payer des subsides aux étrangers, et de faire entrer l'or et l'argent dans toutes les affaires politiques. Ces métaux devinrent alors les véritables rois de l'Europe. Ce ne fut pas pour se procurer les commodités de la vie, pour établir la correspondance entre les nations, pour employer utilement les hommes, pour multiplier les jouissances par les échanges; ce fut pour avoir de l'or qu'on entreprit

les voyages périlleux de l'Amérique et des Indes : mais l'avarice et la véritable économie ont toujours été deux choses opposées, et la soif des richesses ne se trouve jamais réunie avec la sagesse qui veille à leur conservation. La monarchie espagnole, devenant faible à mesure qu'elle devenait riche, n'envahit le Portugal que pour en perdre les colonies avec les siennes. Les Hollandais, sobres, patiens et industrieux, s'emparèrent de cet or qu'on employait à leur préparer des fers; mais ils le prodiguèrent à leur tour, d'abord par une défense légitime, et ensuite par un principe d'obstination qui confondit l'équilibre de l'Europe avec la ruine de Louis XIV.

Cet équilibre si célèbre, et qui n'a été tourné en ridicule que depuis qu'il est trouvé, était alors une chose bien plus importante qu'on ne se le figure maintenant. Quelle puissance, dit-on, peut prévaloir sur toutes les puissances réunies? Aucune, sans doute; mais il faut que les puissances aient le temps, la volonté même de se réunir; il faut qu'elles soient armées, il faut qu'elles soient riches. Je voudrais bien savoir où l'on aurait trouvé des résistances, si Henri IV eût été battu par Alexandre de Parme, et si une infante d'Espagne, mariée à un prince lorrain, eût gouverné la France sous les lois de Philippe II. Croit-on que l'union de Dordrecht se fût maintenue long-temps? que la Suède eût porté ses armes en Allemagne, et que les princes de l'Empire eussent

stipulé leur indépendance? La Savoie serait-elle parvenue à former un état, et le maître du Milanais, l'étant devenu de toute la Lombardie, n'aurait-il pas établi une communication sûre entre l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Espagne? Voilà pour l'intérêt des princes; voici pour celui des peuples. Le despotisme espagnol n'aurait-il pas conduit sur ses pas l'intolérance dont il est inséparable? Un joug étranger ne se serait-il pas appesanti sur les peuples, et toutes les nations n'auraient-elles pas fléchi, comme les Américains, sous l'orgueil ignorant et sanguinaire d'un vice-roi castillan? Plaçons maintenant Louis XIV dans l'année 1667 : laissons-le continuer ses conquêtes en Flandre; et peut-être, pour y réussir, n'avons-nous besoin que de rendre faibles et vénales les âmes fortes et intègres des Temple et de Van Beuning; Louis s'emparera de la Flandre et du Brabant, et s'il veut bien s'arrêter là quelques momens, il se souviendra bientôt que ces Hollandais sont fort à sa convenance; qu'après tout, ce ne sont que des rebelles que ses ancêtres ont bien voulu protéger, qui ont même demandé des souverains à la France [1], et qu'il faut assujettir une fois pour leur propre bien. Louis a ses armées toutes prêtes; il ne lui reste que la Meuse à passer. A qui ce peuple infortuné aura-t-il recours dans de pareilles circonstances? Les Anglais armeront-ils une flotte, enver-

[1] Le duc d'Alençon, sous Charles IX.

ront-ils des troupes de débarquement (o)? Mais leurs vaisseaux ne seront pas prêts, mais leurs troupes ne seront pas complètes [1]. Et quand tous ces obstacles n'existeraient pas, la paix et la guerre dépendent du monarque, et le monarque est gouverné par une femme, par une Française, placée, soudoyée par Louis XIV [2]. Le Danemarck, la Suède, l'Empire, ne peuvent rassembler à temps des forces suffisantes. La Hollande sera donc conquise; et bientôt un jésuite, devenu rigoriste par ambition, alarmera le monarque conquérant sur les plaisirs dont il entremêle ses exploits; il persuadera au ministre de la guerre qu'il est de son intérêt d'employer des troupes, et que la paix n'est bonne qu'au contrôleur général. La persécution commencera dans les Provinces-Unies, et ces vertueux citoyens qui se rencontraient avec tant de plaisir en sortant des temples et des églises, se craindront, se haïront en communiant ensemble. La compagnie des Indes, ce grand empire territorial qui soutient le petit état commerçant de la Hollande, passera pour une société sans ordre et sans police : des commissaires du roi seront nommés pour le plus grand bien des actionnaires, c'est-à-dire pour leur ôter la liberté de discuter leurs

(o) *Hélas! Charles II, soudoyé contre les Hollandais, servit sous Louis XIV.*

[1] Les Anglais n'avaient pas alors six mille hommes de troupes réglées.

[2] La duchesse de Portsmouth.

propres intérêts. Le commerce sera soumis à des règlemens admirables, qui ne tarderont pas à le détruire, et les trois millions d'hommes qui peuvent exister dans tous les pays de l'Union, seront réduits à quatre à cinq cent mille gueux, qu'il faudra contenir par une armée soudoyée aux dépens des plus belles provinces de la France. Je laisse à penser si après cela l'Allemagne restera indépendante, si l'Angleterre défendra sa liberté contre les Stuarts? Voilà pourtant ce qui serait arrivé, si Louis XIV s'étant rendu maître, en 1667, de la Flandre et du Brabant, ne se fût pas vu obligé trois ans après de faire un long détour pour attaquer la Hollande du côté du Rhin. Nous le disons sans flatterie (quoique nous ne craignions pas d'être contredits en cela par les puissances): ce qui peut arriver de plus heureux en général à tous les peuples, c'est de conserver leurs princes et leur gouvernement. Les progrès de la raison doivent tendre plutôt à perfectionner qu'à changer; et de tous les fléaux politiques, les conquérans sont les plus dangereux.

Il est donc un équilibre raisonnable, un équilibre nécessaire. Il consiste à disposer les forces de l'Europe, de manière que les états les plus faibles soient à l'abri d'un coup de main, d'une invasion soudaine et rapide. Or, pour y parvenir, il faut le concours de deux moyens: 1°. les alliances défensives, qui ne permettent pas au plus fort d'attaquer le plus faible sans s'exposer à une guerre longue et douteuse;

2°. une disposition de frontières qui soit telle, qu'elle donne le temps au dernier d'avoir recours à ses alliés. Ce concours existe en Europe parmi toutes les puissances du second ordre; chez les Hollandais, par leur alliance avec l'Angleterre, et par le *traité de barrière*, qui interpose un certain nombre de places autrichiennes entre la France et les Provinces-Unies; chez les Suisses, par leurs alliances avec la France et le roi de Sardaigne, et surtout par les défilés inaccessibles qui les séparent des Autrichiens. Tout ce qui se trouverait hors de ce *nisus* général, de cette résistance réciproque, deviendrait un obstacle au repos de l'Europe; ce serait une source d'ambition dans les conseils, un germe de défiance dans les cours respectives; et c'est cette considération qui soutient les nombreuses armées qui dévorent la subsistance des peuples : c'est aussi ce qui donne lieu à cette malheureuse activité des cabinets qu'on décore du nom de politique, et qui détourne pourtant les princes et leurs ministres de la véritable politique, celle qui n'a pour toute fin que le repos et le bonheur des hommes.

N'insistons pas davantage sur un objet auquel nous ne serons encore que trop obligés de revenir, et contentons-nous d'observer que cet équilibre, bien ou mal fondé, solide ou idéal, fut une nouvelle source de dépenses qui dissipa tout l'argent que les puissances commerçantes avaient enlevé aux puissances conquérantes; de sorte qu'elles se trouvèrent toutes

dans un épuisement égal, et dans le même besoin de faire la paix. Mais l'espérance et la crainte, l'obstination et la jalousie, passions aussi communes parmi les gouvernemens que parmi les individus, ne permettaient plus d'écouter la voix de la raison.

L'ivresse de la gloire, les débauches de l'ambition ont cela de commun avec celles de la plus vile canaille, que le moment de payer est le premier avertissement qui rappelle le bon sens et ramène la réflexion. Les Français, en payant des tailles excessives, commençaient à sentir que la gloire *du roi leur maître* leur devenait un peu chère, et les Anglais, en mesurant la masse énorme de leurs dettes, s'aperçurent à leur tour que l'abaissement *du grand monarque*[1] abaissait aussi leur fortune et leurs trésors. On convint généralement que la paix était préférable à la gloire, et que de riches moissons valaient mieux que des *Te Deum* et des feux de joie. Elle vint, cette paix si désirable, et son premier séjour sur la terre fut assez long pour ranimer notre espérance. Si nos passions, notre inquiétude naturelle, la firent encore disparaître, ses retours furent fréquens; et, semblable à cet oiseau familier qu'on inquiète sans l'effaroucher, son vol ne fut pas étendu, et elle trouva toujours où se reposer.

C'est un grand avantage que la paix pour les progrès de la raison et de la philosophie, mais surtout

[1] C'est le nom que les Anglais donnent encore au roi de France dans leurs ouvrages politiques, ou plutôt satiriques.

lorsqu'elle est née de l'épuisement des peuples et de la satiété des combats. C'est alors que toutes les idées frivoles s'effacent, et que les corps politiques, comme les corps organisés, sont avertis par la douleur du soin de leur conservation : c'est alors aussi que l'esprit humain, exercé déjà sur des objets agréables, se replie avec plus d'énergie sur les objets utiles : c'est alors qu'on réclame avec succès les droits de l'humanité, et que les princes, devenus créanciers et débiteurs de leurs sujets, leur permettent d'être heureux, afin qu'ils soient plus patiens ou plus solvables.

Ainsi l'amour des richesses, après avoir causé les maux de l'humanité, en devient le remède. Le temps n'est plus où l'homme d'état, plus pédant que citoyen, rapporte à de vieux usages tous les principes du gouvernement. Les idées *féodales*, *fiscales*, *domaniales* doivent abandonner les tribunaux, et les mots de *propriété*, d'*agriculture*, de *commerce*, de *liberté*, seront substitués au vocabulaire barbare des écoles. Les questions sérieuses et utiles seront agitées dans toutes les conversations. Les gens de lettres deviendront patriotes, et les savans, citoyens. Une correspondance générale s'établissant parmi les esprits, l'amour de l'humanité sera le ralliement commun, qui réunira les gens du monde, les gens de lettres, les savans et les artistes. Quiconque se rendra utile, soit par ses actions, soit par son exemple, soit par ses écrits, sera consigné dans les registres de la

bienfaisance ; et chaque ouvrier qui polit une roue ou un ressort, aura du moins une idée de la grande machine à laquelle son ouvrage doit être rapporté.

Si ce tableau est regardé comme imaginaire par quelques hommes corrompus, j'ose protester ici qu'il est d'après nature, et j'en ai pour garans les ouvrages qui sortent des presses, la voix du peuple assemblé au théâtre, le caractère de quelques hommes puissans et bienfaisans que j'ai été à portée de connaître, d'aimer et d'estimer [1], et surtout la société des gens de lettres, dans laquelle je comprends tous ceux qui les aiment et les cultivent ; société douce, aimable, honnête, qui n'offre pas moins de vertus que de talens : enfin, qu'il me soit permis de juger d'après mes propres impressions, je ne révoquerai pas en doute le sentiment intérieur qui me fait aimer l'âge où j'ai commencé ma carrière, et vers lequel

[1] Si M. de Louvois, lorsque le département de la guerre lui donnait la plus grande influence, se fût rendu l'instrument de la paix ; si dans le même moment qu'il avait compromis son crédit par des changemens aussi dangereux pour lui, qu'utiles pour l'état, son humanité l'eût engagé à adoucir partout la rigueur des lois militaires ; si, loin de se laisser entraîner par la force dont il était le ministre, il se fût déclaré l'ami du commerce et de toute liberté légitime ; s'il eût joint à la capacité la plus étendue ces mœurs douces et ces manières nobles qui mettent la considération aimable à la place de la crainte, n'aurait-il pas laissé une réputation bien plus chère à la postérité ? N'aurait-il pas été l'amour d'une nation à laquelle il n'inspira qu'une muette terreur ?

l'étude de l'histoire me ramène toujours avec le plaisir qu'éprouve un voyageur qui, après avoir parcouru des pays sauvages, retrouve enfin sa patrie.

Mais cette tendance au bien général, cette amélioration dans le sort de l'humanité, la doit-on effectivement à la renaissance des lettres, et aux progrès de la philosophie? Ne suit-il pas, au contraire, de ce que nous avons dit ci-dessus, que ce changement était une conséquence nécessaire des diverses circonstances politiques, et surtout de la difficulté qu'on a trouvée à continuer des guerres devenues trop dispendieuses? Je répondrai à cette objection, en demandant à mon tour si, dans les siècles d'ignorance, l'épuisement des peuples fut un obstacle au fanatisme des dernières croisades, aux guerres civiles excitées par l'anarchie féodale, à d'autres guerres civiles allumées par l'esprit superstitieux et intolérant? Combien de fois, depuis le malheureux Valérien, la Perse et l'empire grec se sont-ils épuisés réciproquement par des guerres inutiles? De combien de fléaux ce dernier n'a-t-il pas été tourmenté? Par combien d'ennemis différens n'a-t-il pas été vaincu, sans que les malheurs publics aient fait prévaloir la saine raison sur la vaine dialectique et les subtilités théologiques? Croit-on que si Henri IV n'eût pas consenti à entendre la messe, les quarante années de troubles qui avaient déchiré la France eussent suffi pour dégoûter les peuples de la guerre civile, et pour les réunir sous un roi légitime?

Encore une fois, persuadons-nous que, dans les révolutions de ce monde, une cause n'agit jamais toute seule. Je sais que les malheurs politiques disposent les peuples à écouter la voix de la raison; mais il faut que cette voix s'élève quelque part; il faut qu'elle sache s'exprimer, et surtout se faire entendre avec plaisir. Pourquoi dans la dernière guerre, lorsque l'impératrice, réunie avec les états catholiques de l'Allemagne, faisait la guerre au roi de Prusse, allié avec les principales puissances protestantes, n'a-t-on jamais pu persuader que cette guerre fût une guerre de religion? Pourquoi les émissaires du roi de Prusse n'ont-ils trouvé aucun crédit parmi la plupart des peuples, qui n'ont vu dans toutes ces affaires qu'une grande querelle entre la maison d'Autriche et celle de Brandebourg? C'est que les esprits sont plus éclairés sur les faits, et plus indifférens sur les dogmes; c'est que, quand même la transsubstantiation aurait été compromise dans une pareille querelle, on aurait trouvé peu de soldats disposés à se battre pour elle. D'ailleurs, comme nous l'avons dit plus haut, lorsque les peuples ignorans sentent vivement leurs maux, il arrive qu'ils se trompent toujours sur les remèdes. Il y a deux cents ans que, si l'on s'était aperçu d'une décadence dans l'agriculture, on aurait ordonné des processions, et laissé subsister des millions de moines qui auraient mis le comble aux désastres publics.

Nous voici conduits tout naturellement à la

seconde objection que nous nous sommes proposée au commencement de ce chapitre : car il ne nous reste plus que cette difficulté à lever. Si les progrès des lettres et de la philosophie pouvaient seuls éclairer les hommes sur leurs véritables intérêts, pourquoi ne voyons-nous pas que les beaux âges de l'antiquité, que les siècles de Périclès et d'Auguste aient produit aucun effet de ce genre? Quoique nous croyions avoir déjà prévenu cette objection dans un autre endroit, il est bon d'y revenir encore, et d'envisager l'objet sous toutes les faces possibles. Nous avons prouvé alors que les Grecs avaient pu réussir dans les lettres et dans les arts, sans avoir perfectionné la politique; nous avons même observé que les philosophes, long-temps occupés de systèmes frivoles sur la théogonie et la cosmogonie[1], avaient toujours négligé la morale, et que Socrate fut le premier qui rappela sur la terre la philosophie exilée dans le ciel[2]. Nous ajouterons ici que la situation politique des Grecs fut toujours un obstacle aux progrès de la raison humaine. Cette nation, réunie en idée par un lien frivole, et divisée de fait dans un grand nombre de républiques, toutes ambitieuses, toutes jalouses les unes des autres, fut toujours tourmentée par des guerres extérieures, et déchirée par des guerres civiles. La vanité fut le seul principe gé-

[1] L'origine des dieux et la génération du monde.

[2] Voyez les *Dialogues des Morts* de M. de Fontenelle, et les *Dits mémorables* de Socrate, recueillis par Xénophon.

néral, le seul point de ressemblance de tant d'états gouvernés par des lois différentes. Malheureusement pour ces peuples, elle ne manqua pas d'alimens. Les Grecs, à peine sortis de la barbarie, triomphèrent des Perses; triomphe éclatant, et tellement propre à leur échauffer l'imagination, qu'ils ne purent toucher à la coupe de la gloire sans en être enivrés. De là cette émulation, cet orgueil qui arma Sparte contre Athènes, et successivement toutes les républiques les unes contre les autres. Une autre circonstance particulière aux Grecs, et qui mériterait d'être l'objet d'une dissertation particulière, influa prodigieusement sur la tournure de leur esprit. Je ne sais comment il arriva que ce peuple perfectionna tout de suite son langage, et le rendit le système le plus parfait dans lequel les hommes puissent reproduire leurs idées; arme dangereuse quand elle est mal employée, et assez semblable à l'épée dans les mains de nos ancêtres, qui la rendaient plutôt l'instrument du duel que de la défense de la patrie. De cette aptitude au langage, il résulta un grand inconvénient; c'est que la forme emportant le fond, la politique tomba au pouvoir des rhéteurs, et la philosophie sous celui des sophistes. Deux inventions achevèrent le désordre, celle de la *période* parmi les rhéteurs, et celle du *syllogisme* parmi les sophistes. Alors toute vérité fut proscrite, si elle ne s'annonçait pas par trois membres réguliers, et le système de la nature entière dut être renfermé dans une majeure et une

mineure[1] ? Une suite naturelle de cette manie, devenue trop générale, c'est que le plaisir de parler et d'écouter l'emporta de beaucoup sur celui d'enseigner et de s'instruire. De là ces écoles fameuses qui dégénérèrent bientôt en sectes, et enfin en hérésies, lorsque la religion chrétienne fut établie. Or, rien n'est plus contraire aux progrès de la raison que ces écoles où l'on apprend, non ce qui est, mais ce qu'un autre a pensé; où le maître tient lieu de la nature même pour ses disciples, et où les plus grands efforts de l'application sont employés à entendre un homme qui ne s'entend pas lui-même.

Lors de la renaissance des lettres, les hommes eurent un grand avantage, c'est la découverte de l'imprimerie, et la facilité de lire, au lieu d'écouter. Les livres fidèles, mais froids interprètes des pensées, sont au discours ce que sont les estampes aux tableaux. Ils sont dépouillés des couleurs brillantes

[1] Bacon a observé très judicieusement que la forme syllogistique et toute la diâlectique des anciens étaient fort bien appropriées à la dispute, et nullement à la recherche de la vérité. Cet illustre écrivain est le premier qui ait opposé à cette méthode spécieuse, mais fautive, celle de l'invention et de l'analogie. Il montre partout un grand mépris pour cette philosophie de catéchisme, qui consiste à trouver des réponses à chaque demande, et pour cette argutie d'Aristote qui soumet la nature à des définitions frivoles : *Magis ubique sollicitus quomodo quis respondendo se explicet, et aliquid reddatur in verbis positivum, quam de æterna rerum veritate.* Voyez *Novum scientiar. Organum*, *aph. LXIII.*

de la déclamation. On les juge dans la solitude et le silence, et c'est là qu'interrogés et confrontés, ils subissent une espèce de torture qui les force à découvrir leurs fautes et leurs complices. A la vérité, ils s'arrogent quelquefois les mêmes priviléges que leurs auteurs. Ils exercent un pouvoir, ils règnent à leur tour, surtout quand quelqu'un de ces corps privilégiés, plus propres à conserver les sciences qu'à les augmenter, introduit une législation dans les études; quand cette législation littéraire est appuyée par la législation civile; enfin quand l'incapacité juge en dernier ressort la philosophie, et veut que ses bornes actuelles demeurent à jamais les mêmes. Mais ce monopole ne peut durer long-temps; et dans les sciences comme dans la politique, la contrebande est le précepteur du commerce.

En voilà assez, je crois, pour prouver que les circonstances n'ayant pas été les mêmes lors de la naissance et lors de la renaissance des lettres, il dut aussi en résulter des effets différens. Nous verrons dans le chapitre suivant quels ont été ces effets, et dans le reste de cet ouvrage, quels sont ceux que nous devons encore espérer.

CHAPITRE IV.

Quels sont les pas qu'on a faits vers le bien. Examen de l'état présent des peuples véritablement instruits.

Quoique nous soyons persuadés que les recherches dont nous allons nous occuper ne nous offriront que des vérités consolantes, nous nous croyons encore obligés de prévenir nos lecteurs qu'ils ne doivent pas seulement observer les progrès de la raison dans le petit nombre de découvertes utiles que nous pouvons compter jusqu'ici, mais encore dans le chemin que nous avons déjà fait pour nous approcher de la bonne morale et de la saine politique. Cette marche de nos connaissances ne doit pas être considérée comme une simple route, mais comme un voyage de curiosité, pendant lequel on s'écarte, on s'arrête pour examiner tout ce qui peut attirer les regards; et s'il nous est permis de nous servir d'une figure dont nous avons souvent critiqué l'abus, nous comparerons encore les études des hommes, lors de la renaissance des lettres, à l'institution d'un écolier qui suit le cours ordinaire des classes. D'abord l'esprit humain s'applique à l'étude des anciens; il les restitue, il les commente; et c'est alors qu'il fait ses humanités. Le dessin et la géographie chez un enfant bien élevé doivent être les accessoires de cette

étude, et ceci se rapporte assez aux progrès des arts sous les Médicis, et à ceux de la navigation sous Charles-Quint. A peine s'est-on fortifié dans l'intelligence des classiques, qu'on commence à composer soi-même. On fait des essais en prose et en vers. Non content d'avoir appris des mots dans les livres anciens, on y cherche des préceptes, des exemples de goût et d'urbanité; et c'est là le commencement de la rhétorique. Mais les hommes s'aperçoivent bientôt qu'il ne suffit pas de parler et d'écrire; la nature les environne, pour ainsi dire, et sollicite leur attention; les besoins de la vie réclament le secours des sciences; on trouve des instrumens utiles, des machines ingénieuses; on est donc entré en philosophie. On y débute par quelques propositions de géométrie, et par quelques principes de mécanique. Mais ce progrès est bientôt arrêté. Des professeurs, aussi vains qu'ineptes, loin d'éclaircir, de rectifier les idées des anciens, ne donnent pas même à leurs élèves ce que les auteurs ont écrit de meilleur; et au lieu de Pline et d'Aristote, ils font lire leurs propres cahiers; plates rapsodies qu'on n'entend pas, et qui dérouteraient tout-à-fait l'application, si un démonstrateur étranger ne venait pas la réveiller par des expériences curieuses, mais présentées sans système et sans liaison. Ici la ressemblance est si frappante entre le monde et le collége, qu'on n'a pas besoin de la détailler. Elle se trouvera également entre nos premiers ouvrages de métaphysique, et cette fausse

logique des classes, qu'on appelle l'*art de penser*, et qu'il faudrait appeler l'*art de rêver*.... Enfin, il est temps que le jeune homme entre dans le monde, qu'il prenne un état, et qu'il vaque aux affaires domestiques; c'est le temps d'étudier la morale, le droit naturel, le droit public, sciences importantes et respectables qui doivent consommer son institution, mais qui ne lui présenteront pourtant qu'un chaos d'obscurités et de contradictions, tant qu'il s'en tiendra aux leçons de ses maîtres, et jusqu'à ce que, rendu enfin à lui-même, il revienne sur son éducation. C'est alors que, réfléchissant mûrement sur ses études passées, il apprendra à croire peu de choses, à lire peu de livres, à cultiver son patrimoine, et à faire du bien à ses voisins.

Nous laissons à nos lecteurs à déterminer le moment de ce période auquel ils voudront rapporter l'état présent de l'esprit humain. Nous le croyons seulement plus que dégoûté des cahiers de ses professeurs, plus que rassasié de la fausse érudition, et fort près du temps où il doit préférer le soin des affaires domestiques au faux brillant des écoles. Mais nous observerons encore que nous avons omis dans notre parallèle une étude qui a fait un peu plus de désordre dans le monde que dans les colléges: c'est celle du catéchisme. Que de batailles n'a-t-elle pas causées! Combien de fois n'a-t-elle pas troublé les heures du travail, ou les momens de repos?... Mais c'est assez profiter de l'indulgence du lecteur,

et nous devons marcher à notre but d'une façon plus rapide et plus sérieuse.

Nous avons dit que nous devions regarder comme autant d'avances pour la véritable philosophie et la bonne politique toutes les découvertes que les hommes ont faites jusqu'ici, de quelque espèce qu'elles soient. Il ne sera peut-être pas inutile de jeter un coup d'œil sur cet immense travail, dont nos prédécesseurs ont débarrassé nos contemporains.

Commençons par les sciences exactes, par les mathématiques [1]. Nous verrons l'astronomie développée, perfectionnée par les Kepler, les Newton, les D'Alembert, les Clairault, les Bernouilli, les Euler, etc. perfectionner à son tour la géographie et la navigation. Nous verrons sous les mêmes auspices la mécanique multiplier nos efforts, et soumettre la nature par les forces de la nature même. Des machines ingénieuses épargnent à l'homme un pénible

[1] Je ne puis m'empêcher de réclamer ici contre l'abus que nos savans même ont fait du mot *géométrie*, qui signifie simplement l'*art de mesurer la terre*. On parle tous les jours de *géométrie* transcendante, de *géométrie* astronomique : tout jusqu'au problème des trois corps est de la *géométrie* pour les Français. Pourquoi ne pas se servir du mot *mathématiques*, qui honore bien plus cette étude, puisqu'il signifie la *science* en général, et que cette expression, répandue chez les anciens et chez tous les modernes, excepté les Français, prouve assez qu'on a toujours regardé la science de calculer et de mesurer, comme la première de toutes les sciences ?

labeur, et l'eau, le feu même, devenus nos instrumens, sont les seuls esclaves que nous employions à nos travaux.

Si nous passons aux sciences qui tiennent de plus près à l'observation, quelles riches acquisitions n'aurons-nous pas encore à compter? A peine l'homme attache-t-il sur le ciel et sur la terre des regards curieux et avides, qu'il trouve le moyen d'en étendre l'usage. Le télescope rapproche les distances; le microscope, en grossissant les objets, nous fait découvrir une province nouvelle dans l'empire de la nature, et cet instrument devient, pour ainsi dire, le lien qui nous unit à une portion immense de la création.

L'anatomie a levé le voile de l'humanité; elle a découvert l'innombrable quantité de machines qui font mouvoir ces frivoles décorations de la vie, et nous a prouvé que Moïse s'est servi d'une hyperbole bien hardie, lorsqu'il a dit que Dieu avait fait l'homme à son image. Cette science utile et terrible a enseigné au fer destructeur de notre être l'art nouveau de le conserver; et lui traçant jusque dans nos entrailles une route obscure, mais certaine, l'artiste a su réparer des désordres qu'il ne voyait pas.

La chimie, qu'on peut regarder comme l'anatomie des corps non organisés, mais qui sait joindre au pouvoir de diviser, celui de combiner et de régénérer; la chimie a été portée de nos jours à sa plus grande perfection, puisqu'on a su en étendre l'usage

dans tous les arts, et le restreindre dans la médecine. Êtres parasites sur la surface de la terre, nous n'osions interroger cette mère féconde, et nous cherchions notre histoire dans le ciel. L'érudition du génie nous a offert d'autres fastes, et le monde, en perdant de sa noblesse, a gagné de l'antiquité. [1]

Des mathématiques, de l'anatomie, de la chimie et de l'histoire naturelle réunies, s'est formée enfin la véritable physique, ou l'histoire de la nature en grand. Cette science n'est plus de nos jours l'explication forcée d'un vain système de métaphysique, ou de quelques phénomènes mal observés. Un concours immense d'expériences tentées par des hommes industrieux, et comparées par des hommes de génie, en a formé l'édifice. Descartes avait trouvé les lois de la dioptrique; Newton, celles de l'optique: une grande et magnifique découverte était réservée à nos jours : c'est l'électricité, dont les effets terribles égalèrent les hommes aux dieux de l'antiquité, lorsque M. Franklin, nouveau Prométhée, sut dérober le feu céleste, et le rendre docile à ses lois.

Mais ce n'est pas assez pour les hommes de connaître le monde physique : la curiosité, ce besoin particulier de l'espèce humaine, ne trouvait là que la

[1] M. de Buffon a la gloire d'avoir créé parmi nous la science de l'histoire naturelle : cette science est sortie de ses mains dans toute sa beauté, comme Minerve sortit de la tête de Jupiter. Il a su à la fois la faire connaître et la faire aimer. Jamais on n'a fait un plus bel emploi de l'éloquence : c'est Démosthène qui écrit les observations d'Aristote.

moitié de sa pâture. Un vaste champ lui était ouvert dans le monde moral. La vanité, l'enthousiasme même, se mêlèrent à cette passion, et l'histoire dégénéra en érudition. Peut-être aussi l'une ne pouvait elle pas exister sans l'autre. Quoi qu'il en soit, il a fallu défricher ces landes immenses de l'antiquité; il a fallu connaître la généalogie de tout ce qui existe; travail long et pénible, qui est tellement avancé de nos jours, qu'on peut dire que nous nous sommes mis au courant.

Enfin, pour qu'il ne reste plus d'asile à l'ennui, pas même celui de la paresse, la poésie s'est empressée d'enrichir nos théâtres et d'orner nos bibliothéques. Parée de ses attraits, la vertu fut plus touchante et le plaisir plus séduisant.

Des cabinets, des musées se sont ouverts, et nos princes modernes, plus sages dans leur magnificence que les empereurs romains, au lieu de ces présens de blé et d'huile qui ne nourrissaient que l'oisiveté, ont distribué aux peuples les alimens de l'esprit, afin que tout citoyen de la république des lettres fût pourvu d'une subsistance assurée.

Si nous passons ensuite aux arts agréables, ces aimables consolateurs de la vie, qui n'ont que trop de droits à réclamer notre attention, nous ne cesserons pas de nous applaudir de nos richesses. La peinture, la sculpture et l'architecture, protégées par les Médicis, parvinrent tout à coup à leur perfection. Dégénérées un moment à cause du malheur des temps,

elles reparaissent maintenant dans tout leur éclat. Mais la musique, qui exerce sur nos sens un empire encore plus immédiat, plus continuel, quels progrès n'a-t-elle pas faits de nos jours? Non, l'antiquité n'a rien produit de plus touchant pour une âme sensible que l'union d'un Pergolèse et d'un Métastase; union rare et précieuse d'où naquirent les plaisirs de l'Europe, et qui fit couler les larmes les plus délicieuses que l'enthousiasme ait jamais offertes aux talens. [1]

Je m'arrête, et je crains l'attrait naturel qui m'attacherait trop à des objets si intéressans. Renfermons-nous dans les bornes de notre sujet, et ne regardons tant d'efforts faits par les hommes dans tant de genres différens, que comme des à-compte sur le progrès général de nos connaissances, que comme

[1] La France commence à goûter les fruits d'une pareille union depuis qu'un de ses meilleurs poètes a bien voulu accorder sa lyre avec celle d'un de ses meilleurs musiciens.

Nous remarquons ce nouveau progrès avec d'autant plus de plaisir, qu'il est postérieur à l'ouvrage immortel où le tableau de nos connaissances a été tracé de main de maître. Quiconque voudra se former l'idée la plus vaste et la plus exacte de la marche de l'esprit humain, peut satisfaire aisément sa curiosité en lisant le discours préliminaire de l'*Encyclopédie*. Ce beau péristyle du plus magnifique édifice peut être regardé comme la véritable caractéristique de notre siècle; et peut-être l'effort qui distingue le plus ce siècle de ceux qui l'ont précédé, c'est d'avoir réuni dans le même individu le génie des mathématiques, le talent de l'éloquence et la sagacité du goût.

autant de chemin déjà parcouru dans la vaste carrière de l'esprit humain. Voyons maintenant si dans cette carrière il y a des espaces plus difficiles et plus raboteux les uns que les autres. Examinons, par exemple, si le domaine de la morale et de la politique se refuse plus à ces progrès que celui des sciences et des arts.

Il me semble que lors de la renaissance des lettres, l'esprit humain gémissait sous l'empire de deux tyrans si cruels et si redoutables, que conspirer contre eux et les abattre était le seul moyen de s'affranchir. Ces tyrans étaient le despotisme et la superstition. L'intolérance leur servait d'arme commune; car l'esclavage commence presque toujours par l'opinion. Eh! que servirait la liberté d'agir à qui serait privé de la liberté de penser? Il fallait donc commencer par attaquer la superstition, et c'est à quoi servit merveilleusement le concours de la renaissance des lettres et la séparation des églises réformées. Les évangéliques qui, semblables à tous les révoltés, étaient obligés, faute de titre juridique, d'avoir recours au droit naturel, scrutèrent attentivement les principes du gouvernement civil et ecclésiastique. Faibles dans le principe, et obligés de militer à la fois contre l'antiquité, l'habitude et la possession, ils dûrent mettre de l'austérité dans leur morale et de la sévérité dans leurs dogmes. Ce ne fut donc pas sans raison qu'ils se donnèrent le nom de *Réformés*. D'un autre côté, l'église romaine, avertie par cette

défection, dut apporter plus de précaution dans l'exercice de son pouvoir. La controverse, dont la flamme dangereuse embrase souvent, mais éclaire toujours, soumit tout à la discussion. De ce travail théologique naquit un fruit inespéré. La philosophie s'éleva lentement sur les ruines de l'opinion. Elle apprit aux peuples leurs droits, aux souverains leurs devoirs, à tous la modération. Cherchons si dans cette longue guère temporelle et spirituelle, si de cet immense chaos dans lequel la terre semble replongée, nous verrons sortir quelque chose d'utile, quelque amélioration dans le sort de l'humanité.

Si je commence par le Nord, j'aperçois d'abord un peuple noble, brave et généreux qui vient de briser les fers d'un despotisme étranger. Gustave a chassé les tyrans, et ces tyrans sont un prince débauché et un prêtre orgueilleux; car nous verrons long-temps ces deux espèces d'oppresseurs réunis pour le malheur des peuples. Christiern et Troll ont fait massacrer tout le sénat dans un repas; ils ont inondé de sang toute la Suède : Gustave, en chassant le despote et l'inquisiteur, établit la liberté civile et religieuse, et fonde ainsi le bonheur d'une nation à laquelle toutes les autres doivent s'intéresser, parce qu'elle est brave sans cruauté, et belliqueuse sans ambition.

En descendant vers le Midi, je vois la Saxe, la Hesse, et la plus grande partie de l'Allemagne, commencer par prescrire des bornes à l'avide Charles-

Quint, et bientôt après s'affranchir à la fois du joug cruel du pape et de celui du tyran Ferdinand II. Je la vois prête à fixer pour jamais ses priviléges et ses libertés par le célèbre traité de Westphalie.

En m'approchant de l'Occident, je contemple avec plaisir les progrès d'une république industrieuse et frugale. Je m'étonne de son courage, de ses efforts et de ses succès, et je m'informe quelle a été l'origine d'une pareille révolution. On me répond que c'est un cardinal de Granvelle, ministre d'un tyran, nommé Philippe II. Je laisse cette république s'étendre, s'affermir, et jeter les fondemens du bonheur dont elle a joui depuis.

Je traverse la mer, et je passe en Angleterre; j'y trouve le calme et le bon ordre, mais j'y reconnais partout des traces de sang, et j'apprends que, durant le règne précédent, des jésuites, émissaires du même Philippe, ont, sous le nom d'une épouse bien digne de lui, condamné au dernier supplice des milliers (a) de citoyens. Je trouve chez ce peuple sérieux et mélancolique les impressions des malheurs passés profondément gravées dans tous les cœurs, et je prévois que le despotisme et la persécution de Marie serviront un jour à cimenter l'édifice de la liberté.

En revenant, j'aborde en France : Henri IV y règne en paix, et fait régner la tolérance avec lui;

(a) *Il y en eut à peine huit cents.*

mais les esprits fermentent encore; la superstition peut tenter un nouvel effort : cependant elle n'y rétablira jamais son empire, et le catholicisme des Français sera toujours le plus indépendant de la cour de Rome.

Je détourne mes pas du Midi. L'Espagne est encore le foyer du despotisme, comme Rome est celui de l'intolérance. Mais en me dirigeant vers l'Orient, je retrouve une autre Hollande, un second gouvernement fédératif, divisé sans être faible, libre sans être factieux; où la raison et le bon sens dominent à un tel point, qu'on n'a pas besoin de s'informer s'il est partagé entre plusieurs croyances. Les choses en sont venues au point que je ne craindrai plus de passer les Alpes; je retrouverai en Italie même des asiles où les bonnes lois et le bon gouvernement fleurissent. Je m'arrêterai avec plaisir en Toscane : je visiterai surtout cette sage république, aussi inaccessible aux usurpations spirituelles qu'aux invasions militaires. Rendu enfin à ma solitude et à ma méditation, je ne dirai pas, tout est bien, mais tout est mieux. Il y a un progrès; le monde donne des espérances.

Je sens qu'il est des hommes que je persuaderai difficilement. Ce sont ces profonds contemplatifs qui, retirés loin de leurs semblables, s'appliquent assidûment à leur donner des lois, et négligent le plus souvent le soin de leur ménage pour prescrire aux empires le gouvernement auquel ils doivent se

soumettre [1]. Or, comme aucune nation n'a encore embrassé leur système, ils croient que la politique est toujours dans son enfance. Quelque exagérée que soit cette prévention, je ne nierai certainement pas qu'il ne puisse exister des gouvernemens plus parfaits, ou un plus grand nombre de bons gouvernemens que nous n'en voyons de nos jours. Mais rappelons-nous que Solon ne donna pas aux Athéniens les meilleures lois possibles, mais les meilleures qu'ils pussent suivre. Souvenons-nous surtout que le bonheur des hommes est le plus intéressant de tous les objets, et que le bien même peut quelquefois être acheté trop cher. Londres est plus régulier que Paris, Dieppe que Rouen, Manheim que Strasbourg; mais Londres, mais Dieppe, mais Manheim, ont été autrefois consumés par les flammes. Quel architecte conseillera jamais de mettre le feu à Paris pour le rebâtir ensuite sur un plan régulier et magnifique? Ce n'est qu'à des peuples bruts qu'on peut donner telles lois qu'on veut (*b*). L'emploi de la raison, de la philosophie, de la saine politique, est plutôt d'améliorer les gouvernemens

[1] Le célèbre Hogarth a représenté dans ses gravures morales un jeune homme qui, ayant dissipé sa fortune, a été conduit en prison par ses créanciers : le dissipateur, triste et déconcerté, paraît assis près d'une table, ayant devant lui un manuscrit, sur lequel on lit ce titre : *Moyen de payer les dettes de l'état.*

(*b*) *Bravo !*

que de les changer. Sous leur bénigne influence la démocratie doit devenir moins licencieuse, l'aristocratie moins orgueilleuse, la monarchie moins ambitieuse, le despotisme même, s'il en peut exister encore chez les peuples éclairés, paraîtra plus doux, et sera du moins soumis à la raison [1]. D'ailleurs, ne pourrions-nous pas opposer nos gouvernemens modernes à ceux de l'antiquité, et trouver encore tout l'avantage de notre côté? Nous l'avons dit au commencement de cet ouvrage : la Grèce, si redoutée dans son temps, si considérée dans le nôtre, n'offre pas, à beaucoup près, dans son ensemble, un plan aussi raisonnable, aussi suivi que les fédérations hollandaises et helvétiques, et dans ses membres différens des polices aussi respectables que celle des états particuliers dont l'assemblage forme ces grands états. En Allemagne, Hambourg, Brême, Lubeck, Francfort, Nuremberg, Augsbourg, et toutes les villes libres de l'Empire, sont des plantes fortunées qui croissent à l'ombre des chênes qui les protégent; mais la plante fleurie n'a pas dévoré la substance de l'arbre qui la défend, et l'arbre par un ombrage trop épais n'a point flétri la plante timide. Quelques auteurs ont prétendu qu'autrefois le pouvoir absolu était presque entièrement ignoré parmi les peuples policés. Pour moi,

[1] J'en citerai pour exemple le Danemarck, qui, depuis cent ans qu'il a aliéné sa liberté, jouit pourtant d'un gouvernement doux, pacifique et modéré.

je mettrais plutôt en question, si, parmi ces mêmes peuples, il y eut jamais plus de liberté qu'il n'en existe à présent. Je sais qu'en choisissant un moment dans la durée des siècles, on voit le Péloponnèse, l'Achaïe, l'Asie-Mineure, l'Archipel, et une partie des côtes de l'Italie, jouir d'un gouvernement libre; mais la Macédoine, la Thrace, l'Illyrie, l'Épire, n'obéissaient-elles pas à des rois? Il faut l'avouer, le temps même où il y eut le plus de républiques ne fut pas heureux pour les peuples. Je le place entre la guerre Médique et Philippe de Macédoine. A la mort d'Alexandre toute liberté fut détruite dans l'Orient. Vous m'objecterez qu'elle trouva un asile dans les vastes états de Rome et de Carthage. Dans leurs états? Non, certainement: dans les villes de Rome et de Carthage, à la bonne heure. Doutez-vous, en effet, que les Romains ne fussent des rois pour les provinces conquises, et les Carthaginois de vrais tyrans pour l'Espagne, la Sardaigne, la Corse, les îles Baléares, etc.? Si Berne et Amsterdam gouvernaient les Suisses et les Hollandais de la même manière que ces nations gouvernent les pays de l'union et de la généralité (c), je ne regarderais comme libres en Suisse et en Hollande que les villes de Berne et d'Amsterdam. Mais ce qui fait que ces deux peuples jouissent d'un gouvernement parfaitement libre, c'est que chaque partie de l'état est un état lui-même; c'est que la ré-

(c) *Un peu obscur.*

publique n'est composée que d'une infinité de républiques. A ces respectables sociétés, joignez toutes les villes anséatiques et impériales (*d*), Venise, Gênes, et même la Pologne et la Suède *, qui jusqu'à ces temps de crise avaient tenu de plus près au gouvernement républicain qu'au gouvernement monarchique : ajoutez-y encore l'Angleterre, dont le gouvernement inconnu aux anciens se rapproche bien plus de la république que de la monarchie ; et comparez maintenant la somme de liberté qui existe de nos jours, avec celle que vous pourrez trouver dans quelque époque que ce soit. Eh! que serait-ce si je faisais entrer dans ce calcul la liberté qui subsiste encore au sein même des plus grandes monarchies? Les anciens ne connaissaient guère de milieu entre la république et la tyrannie ; mais outre que celle-ci est devenue bien plus rare depuis un siècle, une grande partie des provinces qui composent nos monarchies modernes ont des priviléges, des lois, des usages qui modifient l'autorité souveraine. La puissance autrichienne n'est formée que de provinces éparses qui ont toutes des états, et qui accor-

(*d*) *On les ruine quand veut par une commission impériale.*

* Édition de 1772 :

« La Pologne, la Suède même ; car un pays où le roi n'est « au conseil qu'un sénateur, et à l'armée qu'un consul, peut « bien être considéré comme une république. » Ce qui n'existait plus quand cet ouvrage fut réimprimé, en 1776. R.

dent et lèvent elles-mêmes leurs subsides. Il en est de même de plusieurs possessions appartenantes aux électeurs et aux princes de l'empire [1]. En France, le Languedoc, la Bretagne, la Provence, l'Alsace, la Bourgogne, la Flandre, l'Artois, les provinces de Foix, de Navarre et de Bigorre sont représentées légalement; et dans tout le royaume les tribunaux veillent attentivement à la conservation des propriétés. La Castille et l'Aragon avaient autrefois des états, mais ces peuples les ont perdus (*e*), et ils ont à la place un certain *moi le roi* qui pourrait bien choquer un peu une oreille athénienne. Il faut l'avouer aussi : il est quelquefois des temps d'oppression pendant lesquels les priviléges dorment; mais les républiques anciennes n'ont-elles pas eu leurs démagogues? Les Alcibiade (*f*), les Amilcar, les Sylla, laissaient-ils beaucoup de pouvoir aux peuples?

Observez que, dans ce parallèle, nous nous sommes renfermés dans les limites du continent; mais si nous passions dans l'Amérique septentrionale, c'est alors que nous pourrions défier les Solon et

[1] La plupart des états de l'Allemagne ont des arbitres établis entre eux, qu'on nomme *Austreges*. Nous avons vu souvent des princes interposer leur médiation en faveur des peuples opprimés par leurs souverains. Le Wirtemberg nous en offre un exemple récent.

(*e*) *Bravo!*

(*f*) *Ah! Alcibiade condamné à la mort!*

les Lycurgue, en leur opposant seulement les Locke et les Guillaume Penn. Qu'on lise les lois de la Pensylvanie et de la Caroline, et qu'on les compare à celles de Sparte, on y trouvera la même différence qu'entre le gouvernement domestique d'une ferme, et la règle de saint Benoît. Qui pourrait ne pas éprouver une sensation délicieuse en songeant qu'un espace de plus de cent mille lieues carrées travaille maintenant à se peupler sous les auspices de la liberté et de la raison, en faisant de l'égalité le principe de sa morale, et de l'agriculture celui de sa politique ?

CHAPITRE V.

Suite du précédent. L'agriculture et la population sont les indices les plus fidèles du bonheur des peuples.

Nous avons vu qu'en ne prenant que les nations policées, on trouve que celles de nos jours ont beaucoup plus d'instruction, et pour le moins autant de liberté que les anciennes; mais comme la science, la liberté même, ne sont bonnes qu'autant qu'elles peuvent concourir *au plus grand bonheur du plus grand nombre d'individus*, il est nécessaire d'examiner si les faits nous donneront des résultats semblables à ceux que l'induction vient de nous offrir. Nous avons eu lieu de penser que les hommes sont aussi heureux de nos jours que dans quelque époque de l'histoire qu'on veuille choisir; cherchons maintenant quelques indices, quelques symptômes qui servent de mesure à cette félicité publique. Il en est deux qui se présentent naturellement, l'agriculture et la population. Je nomme l'agriculture avant la population, parce que, s'il arrive qu'une nation peu nombreuse cultive avec beaucoup de soin une grande quantité de terres, il en résultera que cette nation consomme beaucoup, et qu'elle ajoute à l'aliment nécessaire à la vie, l'aisance et la commodité qui en font le bonheur. Si, au contraire, l'accroissement du peuple est en proportion avec celui de

l'agriculture, qu'en peut-on conclure, sinon que cette multiplication de l'espèce humaine, comme celle de toutes les autres espèces, vient uniquement de son bien-être? L'agriculture est donc un indice du bonheur des peuples, antérieur et préférable à celui de la population.

Mais l'agriculture des modernes est-elle supérieure à celle des anciens? C'est une question qui demanderait un ouvrage à part*, si elle était traitée dans toute son étendue. Nulle matière ne donnerait plus d'occasions de déployer une vaste érudition, ce qui est un attrait puissant pour les savans; et cependant, de toutes les recherches sur l'antiquité, c'est la plus négligée. Pour nous, il nous suffira de hasarder nos conjectures, et de les appuyer seulement de quelques autorités; persuadés comme nous le sommes, que toutes les fois qu'on ne veut pas se jeter dans le polémique, il est aisé de marquer les points principaux sur lesquels un homme impartial doit appuyer son opinion. L'amas d'érudition n'est que pour le critique obstiné qu'on ne convertit pas, et il effraie le lecteur judicieux qu'on pourrait éclairer.

Quoique Terentius Varron et Columelle aient cité un grand nombre d'auteurs grecs qui ont écrit

* En 1788 a été publié à Londres un ouvrage *sur l'agriculture des anciens*, par Adam Dickson, ministre écossais, mort en 1776. Une traduction française en a été donnée à Paris, en 1802, 2 vol. in-8. R.

sur l'agriculture [1], il me semble que de nos jours, lorsqu'il est question de la culture des anciens, c'est toujours celle des premiers âges de Rome qu'on met en avant. Au commencement, deux journaux [a] de terre formaient tout le domaine de chaque famille. Dans des temps plus prospères, lorsque la république s'enrichit par ses conquêtes, des magistrats ambitieux voulant acheter les faveurs du peuple par une condescendance extraordinaire, on proposa un partage de sept journaux par famille, partage qui fut regardé comme exorbitant, et qui n'eut même jamais lieu. De là les modernes ont conclu qu'il fallait que l'agriculture romaine fût poussée à un grand point de perfection, puisque deux journaux de terre suffisaient à la subsistance d'une famille entière, qu'on doit évaluer à cinq personnes à peu près. Mais ces admirateurs de l'antiquité n'ont

[1] *Magna porro et Græcorum turba est de rusticis rebus præcipiens, etc.* (Colum. *De re rustica*. L. I, c. I). Terentius Varron en compte cinquante dont il rapporte les noms.

[a] C'est ainsi que je traduirai toujours le mot *juger*, parce qu'il ne se rapporte précisément à aucune de nos mesures. Le *juger* contenait vingt-huit mille huit cents pieds carrés, ce qui est un peu plus d'un demi-arpent. Le calcul d'Arbuthnot porte les *duo jugera* à un acre et un quart; ce qui fait un peu plus d'un arpent royal. D'ailleurs, le produit du *juger* peut encore mieux s'apprécier par ce passage de Columelle, Liv. II, chap. IX, où il traite de la semence: *Jugerum agri pinguis plerumque modios tritici quatuor, mediocris quinque postulat.*

pas pris garde que les preuves mêmes qu'ils apportaient pour soutenir leur opinion tendaient à la détruire, suivant ce proverbe trivial, *Qui prouve trop, ne prouve rien.* On estime que dans une famille de gens qui travaillent, il se consomme annuellement deux setiers de blé par tête, compensation faite des femmes et des enfans. Il fallait donc à une famille romaine dix setiers de blé tous les ans. Or, il est rare qu'une terre, quelque bien cultivée qu'elle soit, n'ait jamais besoin de repos [1], et celle qui rend sept pour un de la semence est regardée comme une bonne terre. Deux journaux de terre, dont la mesure n'excédait pas d'un quart celle de l'arpent de Paris, ne pouvaient guère rapporter en trois ans, y compris une année de repos et une année de Mars, plus de six setiers de froment, et à peu près autant d'orge, semence prélevée. Supposons qu'un travail assidu fasse produire cette terre tous les ans, il est à présumer que la troisième année ne rendra que quelques lupins, quelques mauvais pois, ou quelques autres légumes de cette espèce. Ainsi, notre famille romaine n'aura, année commune, que deux setiers de froment et deux setiers d'orge pour

[1] Columelle conseille de choisir un domaine où il y ait des terres arables et des landes (*a*). *Terrenis aliis cultis atque aliis sylvestribus et asperis* (Lib. II, cap. IX). Ce passage prouve qu'alors, comme à présent, il y avait en Italie beaucoup de landes et de mauvaises terres.

(*a*) *Ce ne sont landes.*

se nourrir. Trouvez-vous mon calcul trop bas, et supposez-vous que la fécondité d'une terre cultivée comme un jardin excède de beaucoup celle de nos vastes campagnes? Doublez le produit : vous ne trouverez pas encore deux setiers de grain par tête; et cependant il faut observer que si le travail journalier d'un petit héritage peut le rendre plus fécond que le sol d'une grande ferme, cet avantage est compensé par le manque de fumier, de marne et autres engrais.

Mais il ne suffit pas aux hommes de se nourrir, ils ont besoin d'armes, de vêtemens, de quelques meubles, de quelques outils. Je conviens à la vérité que dans un climat chaud il faut peu de vêtemens; mais qu'on se souvienne qu'on a fait produire à la terre beaucoup plus qu'on ne peut attendre d'un sol tel que celui des environs de Rome; que malgré cela on n'a pu trouver une subsistance suffisante en grains, et que par conséquent nulle place n'est restée pour la culture du chanvre, des arbres fruitiers, des bois de charpente, etc. Il suit de là qu'il était nécessaire qu'un autre travail que l'agriculture aidât à la subsistance du peuple. Or, ce travail par qui pouvait-il être payé, sinon par ceux qui avaient du superflu, par ceux qui avaient des subsistances au-delà de leurs besoins, c'est-à-dire qui possédaient plus de terres qu'il n'en fallait pour fournir à leur consommation et à celle de leur famille. Mais du moment que vous admettez un partage inégal, il

n'est plus étonnant qu'une famille vive avec deux journaux de terre, parce que chacun, outre sa propriété, a son industrie; et l'on peut assurer que, dans beaucoup de villages de la France, nombre de familles vivent aisément, sans avoir autant de territoire. Si l'on en croit Plutarque, Numa divisa les citoyens de Rome en différens corps de métiers, comme ceux de charpentiers, de tailleurs, d'orfévres, de teinturiers, etc. [1]. Or, ces métiers représentent une certaine quantité d'ouvrage, et cette quantité d'ouvrage représente quelque excédant de subsistance, tant parmi les riches que dans les revenus publics : mais quelle notion pouvait-on avoir d'aucun partage de terre avant ce même Numa, qui le premier apprit à marquer les limites des héritages, et sut rendre ces limites sacrées en établis-

[1] Voy. *Vie de Numa Pompilius.*

M. Hooke dans son *Hist. rom.* (Liv. IV, chap. III.) a observé que cette répartition ne se trouve ni dans Tite-Live, ni dans Denys d'Halicarnasse, et qu'elle est même contraire à ce que dit ce dernier, qu'il n'y avait alors à Rome que deux sortes d'occupations pour les hommes, la guerre et l'agriculture. Il est fâcheux que les historiens de l'antiquité ne citent pas les autorités dans lesquelles ils ont puisé. Nous ne connaissons aujourd'hui que Tite-Live et Denys d'Halicarnasse pour les premiers siècles de la république; mais Plutarque peut avoir eu d'autres documens. D'ailleurs, puisque les Romains avaient des habits de cérémonie, des sacrifices, des temples, des aqueducs, des ponts, il fallait qu'ils eussent des tailleurs, des charpentiers, des maçons, etc.

sant le culte du dieu *Terminus?* Les paroles de Denys d'Halicarnasse méritent une attention particulière. « Numa, dit-il, ordonna à chacun de circonscrire « son héritage, et d'en marquer les limites par des « pierres, qui reçurent le nom de *Terminales* »[1]. Remarquez qu'il ne dit pas que Numa fit vérifier les partages, ni qu'il ordonnât un nouvel arpentage, mais seulement qu'il enjoignit à chacun de marquer les limites de sa possession.

Suivons encore Denys d'Halicarnasse : il nous apprendra que Tullus Hostilius sut se concilier l'affection du peuple en lui distribuant les domaines royaux que Numa lui avait laissés : « car les rois, « ajoute notre auteur, avaient des champs riches et « féconds, au moyen desquels ils pouvaient suffire « à la dépense des sacrifices, et vivre splendide- « ment chez eux. » Tullus partagea ses domaines parmi les plus pauvres, qui par là se trouvèrent dispensés de faire le métier de mercenaires[2]. Son suc-

[1] Κελεύσας γὰρ ἑκάστῳ περιγράψαι τὴν ἑαυτοῦ κλῆσιν, καὶ τῆσαι λίθους ἐπὶ τοῖς ὅροις, etc. *Antiquités romaines*, L. II, cap. 74, pag. 128, tom. I, edit. Oxon. 1704.

[2] Χώραν εἶχον ἐξαίρετον οἱ πρὸ αὐτοῦ βασιλεῖς πολλὴν καὶ ἀγαθὴν, ἐξ ἧς ἀναιρούμενοι τὰς προσόδους, ἱερά τε θεοῖς ἐπιτέλουν καὶ τὰς εἰς τὸν ἴδιον βίον ἀφθόνους εἶχον εὐπορίας.... ταύτην ὁ Τύλλος ἐπέτρεψε τοῖς μηδένα κλῆρον ἔχουσι Ῥωμαίων καθ' ἄνδρα.... ταύτῃ δὲ τῇ φιλανθρωπίᾳ τοὺς ἀπόρους τῶν πολιτῶν ἀνέλαβε, παύσας λατρεύοντας τοῖς ἄλλοις. L. III, cap. I, pag. 132.

Ce passage pourrait fournir quelques observations : 1°. Il nous prouve que du temps de Tullus Hostilius il y avait des

cesseur Ancus Marcius, à son avènement au trône, rappela encore le peuple à l'agriculture, et renouvela les établissemens de Numa; mais alors il ne fut pas question de partage, non plus que sous le règne de Tarquin-l'Ancien. Dans quel temps en placerons-nous donc l'époque? Et comment arrive-t-il que, lors du cens établi par Servius Tullius, nous trouvions tout à coup une différence si marquée dans les fortunes, et un si grand nombre de riches citoyens? Quatre-vingts centuries ne doivent être composées que des citoyens qui possèdent cent mines, c'est-à-dire près de 8000 livres de notre monnaie actuelle [1], somme considérable, si l'on fait attention à la rareté des espèces et au manque de commerce qui devaient décupler la valeur de ce numéraire [2]. Or, je demande si jamais une propriété de deux, de quatre, de sept journaux de terre, a pu

citoyens qui n'avaient point d'héritages, et qui vivaient du travail de leurs mains. 2°. Denys d'Halicarnasse dit que le partage se fit par tête Κατ' ἄνδρα, et non pas par famille. 3°. Nous voyons ici très clairement qu'il y avait dès-lors des citoyens en état de payer le travail des autres. Toutes choses qui renversent les notions que nous avons de l'agriculture, du partage et de l'égalité qui régnaient parmi les anciens Romains.

[1] Suivant les calculs d'Arbuthnot.

[2] Du temps de Polybe les vivres étaient à si bon marché, que dans les auberges on ne spécifiait le prix d'aucunes denrées, et que, moyennant trois sous par tête, les voyageurs avaient tout ce qu'ils pouvaient désirer. Un boisseau de fro-

représenter un pareil capital, et si dans un pays purement agricole, on n'aurait pas dû établir ce cens, plutôt sur un toisé que sur une évaluation en espèces [1] ? Il paraît bien plus raisonnable de penser que Numa, Tullus et Servius jugèrent convenable que chaque famille possédât une certaine quantité de terre qui remplît le double objet de lui procurer quelque subsistance, et de l'attacher à sa patrie; qu'à la vérité deux journaux de terre furent regardés comme la plus petite portion possible; mais que ce *minimum* étant fixé, on ne prit aucune précau-

ment de vingt livres à peu près, ne coûtait tout au plus que six sous de notre monnaie. (Voyez le savant ouvrage de M. Dupré de Saint-Maur, intitulé *Recherches sur les Monnaies*, ch. III.)

[1] Tite-Live et Denys d'Halicarnasse nous fournissent encore plusieurs passages d'où l'on peut tirer quelque induction pour prouver une inégalité de fortune parmi les Romains dès le commencement de la république. Je n'en citerai qu'un. Ces deux auteurs s'accordent à dire qu'Horatius Coclès reçut pour prix de son courage autant de terres qu'il put en enfermer en un jour, dans une limite tracée avec le soc d'une charrue.... *Agri quantum uno die circumaravit datum.* (Tit. Liv.) (*b*).

Le texte de Denys d'Halicarnasse dit positivement la même chose. Or, il fallait alors qu'une pareille possession ne fût pas regardée comme exorbitante; car on sait combien les Romains étaient modérés dans leurs récompenses lucratives.

(*b*) *Tite-Live exagère. Une charrue pourrait enclore d'un sillon léger plus de quatre mille arpens.*

tion pour limiter la trop grande étendue de propriété; enfin, que l'inégalité de fortune commença avec les rois, et continua toujours d'exister dans la république. C'est ainsi qu'on peut expliquer comment près de quatre cents ans après la fondation de Rome le peuple se plaignait encore de ce qu'on ne lui distribuait les terres qu'à raison de deux journaux par famille, tandis que quelques patriciens, qui en avaient plus de cinq cents, possédaient à eux seuls le partage de trois cents citoyens; et, ce qui est bien digne de remarque, ils ajoutaient que le terrain qu'on leur donnait suffisait à peine à leur logement et à leur sépulture [1]; preuve qu'on ne pensait pas alors qu'une famille pût vivre avec deux journaux de terre. De même, lorsque nous voyons

[1] « Auderentne postulare ut quum bina jugera agri plebi « dividerentur, ipsis plus quinquaginta jugera habere lice- « ret? ut singuli propè trecentorum civium possiderent « agros, plebeio homini vix ad tectum necessarium aut lo- « cum sepulturæ suus pateret ager. » (Tite-Live, Liv. vi.)

Pour bien entendre ce passage, et en général pour se mettre bien au fait de la grande question du partage des terres chez les Romains, il faut savoir que ces partages se faisaient aussi par colonies; et que les patriciens, soit par orgueil, soit par avarice, soit enfin par un principe politique de tenir le peuple dans l'abaissement, s'obstinaient à prendre pour modèle des nouvelles distributions de terres, cette première répartition dont leurs ancêtres leur avaient donné l'exemple. Ce qui me paraît renfermer une double injustice. 1°. Parce que les circonstances étant différentes,

par la suite taxer de motifs secrets et d'adulation pour le peuple ceux qui proposent de donner sept journaux de terre, il faut entendre qu'il s'agit encore des portions des *colonistes*, ou de la plus petite répartition à faire au moindre citoyen. Or, comme un grand nombre de plébéiens avait vendu ou aliéné ses propriétés, il eût été très difficile de trouver près de Rome de quoi donner sept journaux de terre à chacun d'eux; et une pareille opération n'aurait pu se faire sans diminuer considérablement le revenu du fisc, ou sans attaquer les propriétés des patriciens, chose qu'ils craignaient encore bien davantage. Il est, en effet, peu d'exemples d'une conduite plus injuste que celle de ces vertueux patriciens, si révérés de tous les historiens, excepté

l'étendue des terres plus considérable et le fisc plus riche, il était naturel de faire la portion du citoyen meilleure que par le passé. 2°. Parce que les nouveaux colons étaient obligés de se loger dans leurs petits territoires; au lieu que les anciens plébéiens ayant reçu en partage des terres voisines de Rome, pouvaient les cultiver, sans être obligés d'y bâtir, et sans quitter la ville. Au reste, nous répétons encore que tout ceci ne peut rien prouver pour l'agriculture romaine; car deux journaux de terre dans un bon pays (c) sont toujours un appât suffisant pour attirer des colons, les familles des colonistes n'étant pas ordinairement composées de plus de trois personnes, et d'ailleurs toutes les ressources de l'industrie étant laissées à ceux qui ne pourraient pas vivre de leur territoire.

(c) *Mais le pays de Rome était mauvais.*

de M. Hooke. Elle présente un tissu non interrompu de toutes sortes d'atrocités, depuis la condamnation de Spurius Cassius, jusqu'au meurtre des Gracques; mais c'est ce que nous avons eu occasion d'observer plus haut. Renfermons-nous maintenant dans les bornes de notre sujet, et après nous être convaincus que le partage des terres parmi les Romains ne prouve rien en faveur de l'agriculture, voyons si nous avons d'autres autorités positives qui puissent répandre plus de lumière sur cette question.

Parmi le grand nombre d'auteurs anciens qui ont écrit sur l'agriculture, quatre seulement ont passé à la postérité : Marcus-Porcius Caton, Marcus-Terentius Varron, Virgile et Columelle. Nous n'entrerons point ici dans le détail des préceptes qu'ils nous ont transmis. Nous nous contenterons seulement d'observer que, s'ils diffèrent dans quelques parties de détail, ils s'accordent assez sur les principes généraux, et concourent à nous donner une même idée de la culture des Romains. Voici à peu près ce qui en résulte. Leur manière de cultiver ressemblait beaucoup plus à celle qui subsiste de nos jours en Languedoc, en Provence et en Italie, qu'à celle des pays à blé, c'est-à-dire qu'on s'attachait de préférence aux oliviers, aux arbres fruitiers, et surtout à la vigne, culture qui paraît particulièrement annexée aux climats chauds. Quant aux terres labourables, nous n'avons aucun indice qu'elles aient

été plus fécondes que de nos jours et dans nos climats. On semait dans un journal de terre quatre ou cinq boisseaux de froment [1], c'est-à-dire à peu près quatre-vingt ou cent livres pesant. Il est vrai que Terentius Varron cite quelques endroits de l'Italie où la semence rend dix et jusqu'à quinze pour un; mais sa manière de s'exprimer prouve assez qu'il regardait un pareil produit comme une chose très rare, et qu'il n'avait pas lieu dans les environs de Rome [2]. D'ailleurs Cicéron, dont l'autorité a d'autant plus de poids, que cet orateur célèbre était lui-même grand agriculteur, Cicéron nous apprend que la semence rapportait communément huit pour un, et que, lorsque cela allait jusqu'à dix, c'était une faveur des dieux [3]. La plupart des terres reposaient de deux années l'une. Virgile et Columelle conseillent cette pratique pour celles qui produisent de l'orge ou du froment [4]. Il est vrai que Varron parle

[1] *Voyez* Columelle. Varron veut qu'on sème un boisseau de plus par journal; mais cette pratique ne s'éloigne pas beaucoup de la nôtre.

[2] « Seruntur fabæ modii IV in jugero, tritici V, ordei VI, « farris X.... Observabis.... Quantum valet regio, ut in eo- « dem semine alicubi, cum decimo redeat, alicubi cum quin- « quedecimo, ut in Etruria et locis aliquot in Italia. »

[3] « Ager efficit cum octavo ut benè agatur. Verum ut om- « nes dii adjuvent cum decimo. » (Cic. *in Verrem.*)

[4] « Ordeum nisi solitum et siccum locum non patitur, at- « que illa vicibus annorum requietum agitatumque alternis,

de certaines terres qui ne reposent jamais; mais ces terres étaient dans l'Olynthie, et non dans l'Italie, encore moins dans les environs de Rome. D'ailleurs, le même auteur cite sur-le-champ, et, sans le contredire, un certain Licinius, qui conseille de laisser reposer les terres de deux années l'une [1]. Le seul mot *Vervactum*, employé à désigner une terre en repos, montre assez que cet usage était commun chez les Romains; d'autres passages prouvent encore que toutes les campagnes n'étaient pas cultivées; tel est celui où Columelle conseille de choisir un domaine composé de terres *arables* et de terres incultes [2]. Je conviens qu'on pourrait m'objecter que cet auteur a écrit dans un temps où l'agriculture était fort déchue parmi les Romains; mais il serait aisé de prouver que de tout temps il y eut chez eux de vastes pâtures et des terres en friche. On pourrait encore ajouter que les famines dont les premiers siècles de la république nous offrent de

« et quam lætissimum volunt arvum. » (Col. Lib. II, cap. III.

Alternis idem tonsas cessare novales,
Et segnem patiere situ durescere campum.
(Virg. *Georg.* I.)

[1] « Agrum alternis annis relinqui oportet, aut paulò le-« vioribus seminibus serere, id est quæ minus sugunt ter-« ram. » (Lib. I, cap. XLIV.)

[2] « Terrenis aliis cultis atque aliis sylvestribus et aspe-« ris. » (Lib. II, cap. IX.)

fréquens exemples, les blés importés de Sicile et de Grèce en différentes occasions, forment de nouvelles présomptions contre cette préférence singulière qu'on veut donner à l'agriculture romaine sur la nôtre. Quant à celle de certains pays privilégiés, comme la Sicile, quelques parties de la Grèce, l'Égypte et plusieurs provinces de l'Asie-Mineure, il n'en faut parler que pour féliciter ces heureuses contrées sur la nature de leur climat et de leur sol, qui leur donnent presque spontanément ce qu'on n'obtient ailleurs que d'un travail long et pénible[1]. La seule chose à examiner, c'est si les lois des anciens et leur application aux travaux rustiques leur ont procuré une agriculture supérieure à la nôtre, abstraction faite de tout avantage local. Or, j'avoue que je ne vois rien qui me le démontre, et que jusqu'à ce que l'on me fournisse de nouvelles lumières, je crois que nous n'avons rien à leur envier. Au contraire, s'il fallait soutenir l'opinion opposée, je ne manquerais pas d'argumens assez plausibles. Je me contenterai d'en indiquer qui me paraissent même décisifs : c'est le changement dans la température de l'air, et la diminution des forêts. M. Hume a remarqué, d'après l'abbé Dubos, que le climat de Rome était autrefois beaucoup plus froid qu'il ne l'est de

[1] La Mauritanie, la Barbarie et l'Égypte, quoique gémissant sous un gouvernement oppressif, jouissent encore de ce privilége local, qui leur produit un excédant de subsistance capable de nourrir des nations entières.

nos jours [1]. L'an 480 de la fondation de Rome, la gelée fit mourir tous les arbres fruitiers; le Tibre fut pris en entier, et la terre couverte de neige pendant quarante jours. Juvénal, en nous peignant une femme superstitieuse, la représente rompant la

[1] Nous ne devons pas dissimuler que M. Wallace a répondu à cet article de la dissertation de M. Hume; mais en vérité il ne paraît l'avoir fait que pour soutenir une espèce de gageure de ne laisser aucun raisonnement sans réplique. Il n'a pas été plus heureux en cette occasion que dans bien d'autres. Il allègue quelques exemples de grands froids éprouvés dans les pays chauds. Il cite l'hiver de 1709; mais Juvénal a-t-il dit qu'il était arrivé une fois seulement qu'une femme superstitieuse ait cassé la glace du Tibre? Et quoique les orangers aient gelé quelquefois à Hières et a Nice, lorsque j'y vois ces arbres croître en pleine terre, tandis que dans toute la France et dans toute la Lombardie ils ne croissent que dans des caisses et dans des serres, ne suis-je pas fondé à dire qu'il fait plus chaud là qu'ailleurs? Strabon prétend que de son temps les raisins ne mûrissaient pas au nord des Cévennes : c'était faute de savoir cultiver la vigne, répond M. Wallace. Quelle logique!

Dès le temps de Columelle, on s'apercevoit d'un changement dans la température de l'air. Voici un passage qui le prouve suffisamment : *Multos enim jam memorabiles authores comperi persuasum habere longo ævi situ qualitatem cœli statumque mutari.* Parmi ces auteurs il cite Saserna dans les termes suivans : *Nam eo libro quem de agricultura scriptum reliquit, mutatum cœli statum sic colligit, quod quæ regiones antea propter hyemis assiduam violentiam nullam stirpem vitis aut oleæ depositam custodire potuerint, nunc mitigato jam et intepescente pristino frigore, largissimis*

glace du Tibre, afin de pouvoir y faire ses ablutions, etc. M. Hume ajoute à ces observations un passage de Diodore de Sicile, dans lequel cet auteur fait une description des Gaules, telle que nous pourrions de nos jours l'appliquer à la Norvège; et un

olivitatibus, Liberique vindemiis exuberent. Sed hæc sive falsa, seu vera ratio est, litteris astrologiæ concedatur. (Lib. I.) On voit, par le doute dans lequel Columelle nous laisse, que de son temps ce changement n'était pas encore bien marqué; et comme il est très constant que la situation des corps célestes n'a pas changé, on ne peut l'attribuer qu'à l'amélioration de l'agriculture qui, tandis qu'elle tombait chez les Romains, pouvait se perfectionner dans les Gaules, dans l'Asie et dans l'Afrique.

La physique nous apprend aussi comment les bois contribuent à conserver la froideur du climat, en interposant toujours des nuages et des brouillards entre le soleil et nous. Dans les pays découverts et cultivés, l'eau, en tombant sur la surface de la terre, trouve des plans inclinés sur lesquels elle coule rapidement, pour se rendre dans de vastes réservoirs. Les fossés, les canaux, les torrens, les fleuves sont autant de routes qui lui sont ouvertes. Au contraire, lorsqu'elle tombe sur les forêts, elle se distribue sur les branches et sur les feuilles des arbres, et se partage sur une infinité de surfaces. Dans cet état, elle se trouve comme les eaux salées sur les bâtimens de graduation, c'est-à-dire, dans une disposition perpétuelle à l'évaporation. D'un autre côté, celle qui est parvenue au pied des arbres, et qui s'est répandue dans les bruyères et dans les ronces, n'étant exposée ni au vent, ni au soleil, ne se dissipe presque jamais. De ces circonstances naissent la fréquence des nuages et des brouillards, et l'humidité du terrain.

autre de Strabon, qui nous apprend qu'au nord des Cévennes les raisins ne mûrissent plus. Or, on sait que la température de l'air tient encore plus à la nature du sol et à la perfection de l'agriculture, qu'à la plus ou moins grande distance de l'équateur. Québec est à peu près à la même latitude que Paris; et cependant le Canada est couvert de glaces la moitié de l'année. Il en est de même d'une grande partie de la Russie, qui est beaucoup plus froide que l'Allemagne et la Hollande, quoiqu'elle soit plus méridionale. Et quant à l'immensité des bois qui couvraient autrefois l'Italie, on en peut juger aisément par la facilité avec laquelle les Romains construisaient les flottes les plus nombreuses. En général, nous ne pouvons concevoir ni les armemens de Xerxès, ni ceux des Carthaginois et des Romains, ni même, dans des temps postérieurs, ceux de Saint-Louis sur les côtes de Provence, si nous ne supposons pas qu'il y avait autrefois beaucoup plus de bois que de nos jours, et qu'on les trouvait presque toujours à portée des côtes. Tout le monde a entendu parler de cette forêt sacrée que César fit abattre lors du siége de Marseille. Or, on peut assurer que dans toute la Provence on ne trouverait pas un seul arpent de bois propre à faire des charpentes [1]. Le desséchement d'une grande quantité de marais, l'écoulement procuré aux eaux stagnantes

[1] Du moins si l'on en excepte la montagne de l'Estrelle et les pays voisins des Alpes.

dans une infinité d'endroits, et surtout dans cette partie des Gaules appelée Belgique, sont encore de nouvelles preuves de l'augmentation de l'agriculture. Mais en voilà assez sans doute pour convaincre quiconque ne se sera pas fait un système, et n'aura pas entrepris de donner la torture aux faits, pour en tirer quelques dépositions en sa faveur.

Il nous reste maintenant à examiner si la population a fait les mêmes progrès, question qui serait très épineuse, si deux savans Écossais, en rassemblant les meilleures autorités, tant pour l'affirmative que pour la négative, ne l'avaient placée dans le plus beau jour dont elle soit susceptible.[1] M. Hume, cet écrivain, ce philosophe aimable, qui répand l'élégance dans la discussion, et l'agrément dans l'érudition, et qui, possédant surtout le talent de décider les autres, en doutant lui-même, sait toujours, sous l'apparence d'un scepticisme éclairé, se faire prévenir dans l'opinion pour laquelle il penche en secret; M. Hume a conjecturé et persuadé que les nations anciennes n'avaient pas été plus peuplées que les modernes. Nulle recherche n'a été épargnée de sa part pour mettre le lecteur en état de décider. Il avait eu connaissance de la dissertation de

[1] M. Hume : *Discourse of the populousness of ancient nations*. M. Wallace : *Dissertation on the numbers of mankind*. Ces deux morceaux sont traduits. J'ignore s'ils le sont fidèlement.

M. Wallace, qui établit une opinion directement opposée à la sienne. Il invita l'auteur à la rendre publique. M. Wallace le fit, et y joignit une réponse à M. Hume; réponse dans laquelle l'érudition et la dialectique n'étant pas tout-à-fait exemptes de prévention, de sophisme, et même de dureté, décèle quelquefois le Calédonien dans l'ami des Grecs. Nous allons donner ici à nos lecteurs une idée des principaux argumens sur lesquels ces deux auteurs se fondent.

Selon M. Hume, il est peu important d'examiner si le monde peut vieillir, et si les espèces peuvent dégénérer, parce que le petit espace dont l'histoire a formé ses fastes, et qui sert à la comparaison dont il s'agit, ne doit offrir et n'offre effectivement aucune nuance qu'il soit possible de saisir. Quoique les maladies aient varié, il serait tout aussi difficile d'en tirer aucune induction : si les anciens en avaient que nous ne connaissons pas, les modernes en éprouvent qui étaient connues aux anciens. D'ailleurs, notre auteur a observé, avec beaucoup de finesse, que dans toutes les sociétés policées la population est dans une espèce de gêne, et doit être considérée comme restreinte; de façon que, lorsque les contagions ont emporté un grand nombre d'hommes, les générations suivantes en réparent bientôt la perte (*d*). Les nations sont alors dans le cas des colonies naissantes, où l'on voit ordinairement les peuples se

(*d*) *Comment population si prompte lorsque génée ?*

multiplier dans une plus grande proportion que dans les métropoles. Cette observation ingénieuse s'est trouvée justifiée depuis par M. l'abbé Expilly, dont les calculs nous démontrent que les pertes occasionnées dans la Provence par la fameuse peste de 1720 sont déjà réparées (e). Puis donc qu'il n'existe aucune raison physique à alléguer sur cette question, il est nécessaire de recourir aux causes politiques et morales qui pourraient influer sur la population.

La différence la plus marquée entre les mœurs des anciens et celles des modernes, c'est l'esclavage généralement établi parmi les premiers, usage barbare, qui sépara l'espèce humaine en deux classes, et qui avilit indignement la plus utile de toutes, puisque pendant long-temps les mains consacrées aux travaux de l'agriculture et de l'industrie ne furent pas plus libres que celles qui étaient destinées au service domestique. Or, si toute administration oppressive tend à diminuer la population, cette classe d'hommes abjecte et malheureuse dut se multiplier moins que les autres. A cette présomption générale, M. Hume joint les observations les plus ingénieuses. Il trouve que les esclaves des Grecs et des Romains étaient pour la plupart composés d'étrangers: c'était le produit des guerres et des pirateries. Des hommes, des femmes, emmenés en captivité, étaient vendus à un prix d'autant plus vil,

(e) *Oui, par les voisins.*

qu'une plus grande quantité d'esclaves était conduite au marché; et ces expéditions passagères, ces événemens particuliers, qui mettaient des peuples entiers dans les fers, en causant une grande concurrence dans la vente, établissaient des prix bien inférieurs à ceux qui naissent d'un commerce journalier. Cette facilité d'avoir à bon marché des esclaves étrangers empêchait les anciens de laisser multiplier les leurs dans leurs propres maisons. Loin qu'ils encourageassent de pareilles éducations, on voit au contraire que les lois politiques et les principes des meilleurs économes s'y trouvaient directement opposés. Or, si d'un côté cette classe d'hommes, gênée dans sa propagation et surchargée dans ses travaux, devait tendre à se détruire, et si de l'autre elle faisait des recrues perpétuelles dans la classe des hommes libres que le sort de la guerre réduisait en captivité, n'en devait-il pas résulter un principe de dépopulation pour les hommes pris en général? [1]

Mais, dira-t-on, si les mœurs des anciens nous offrent quelques usages contraires à la propagation

[1] Parmi nombre de cruautés exercées contre les esclaves, et rapportées par M. Hume, je ne citerai que l'usage établi à Rome d'envoyer dans une île du Tibre, pour les y laisser mourir de faim, tous ceux que leurs infirmités rendaient inutiles. Cette manière de donner les invalides ne fait pas grand honneur à ce peuple si vertueux. Nous avons déjà parlé de la chasse aux Ilotes; mais tout cela n'est rien. Il n'en est pas moins vrai que les Spartiates et les Romains

de l'espèce humaine, ne trouvons-nous pas aussi dans leurs gouvernemens, dans leurs législations, de quoi compenser ces inconvéniens? La Grèce, l'Asie-Mineure, la Sicile et l'Italie étaient divisées en plusieurs petites républiques; là, le partage des fortunes était plus égal, les armées moins nombreuses, la paye des troupes moins forte, les dépenses, en général, moins onéreuses, toutes circonstances favorables à la population. Oui; mais d'un autre côté ces petits états étaient beaucoup plus souvent en guerre, les batailles étaient plus sanglantes, et les suites en étaient plus cruelles. D'ailleurs, les dissensions, les discordes civiles occasionnaient des massacres fréquens; et lorsqu'une faction, après des combats opiniâtres, avait remporté l'avantage, elle ne manquait pas d'exiler tous ceux qui étaient dans le parti opposé. De là il résultait que parmi ces peuples si heureux on ne voyait partout que des veuves, des orphelins, des bannis et des proscrits. [1]

étaient des hommes très vertueux, et que nous autres modernes, qui avons des hôpitaux de vieillards, d'incurables, d'orphelins, d'enfans-trouvés, etc. nous ne sommes qu'un amas d'hommes corrompus. (*f*)

[1] Voyez dans la tragédie d'*Eschyle*, intitulée *les sept Chefs devant Thèbes*, la description des malheurs qu'éprouvait une ville conquise.

M. Hume remarque que, lorsque Alexandre ordonna à toutes les cités de la Grèce de rappeler leurs exilés, le nom-

(*f*) *Prenez garde qu'on n'entende cela au pied de la lettre.*

Mais si par hasard ces républiques divisées tombaient au pouvoir d'un despote, rien n'égalait alors la cruauté avec laquelle il régnait; car on ne peut se dissimuler que si le gouvernement absolu est le partage ordinaire des grandes monarchies, la tyrannie proprement dite ne s'est guère élevée que sur les ruines des républiques. Je veux croire que nous n'ayons point d'idée de la sagesse des gouvernemens de Sparte et de Rome; mais on conviendra que nous n'en avons guère davantage d'une cruauté égale à celle des Denys et des Agathocle. Qu'importe la douceur prétendue de quelque législation ancienne, si cette douceur même conduit à la proscription et à la tyrannie? M. Hume remarque très judicieusement que l'abolition de la peine de mort pour les citoyens romains a donné naissance aux cruautés de Sylla, de Marius et des triumvirs. En effet, l'assassinat dut compenser l'indulgence d'une loi qui était impuissante contre le crime, et qui

bre de ceux-ci se trouva monter à vingt mille. Sur quoi j'observe que cette considération sert encore à expliquer comment il arrivait autrefois que les villes nouvellement fondées se peuplaient en très peu de temps. En effet, les campagnes étaient remplies de bannis qui ne savaient où se réfugier. Dès qu'un asile leur était ouvert, dès qu'ils espéraient y trouver le droit de bourgeoisie, droit que des hommes nés libres ne voulaient jamais perdre, ils ne manquaient pas d'accourir de tous côtés. C'est ainsi que Rome s'est peuplée, et non par la sagesse des lois et la perfection de l'agriculture.

laissait l'existence aux citoyens les plus dangereux.[1]

On a toujours regardé le commerce et les manufactures comme des alimens de la population; mais partout où l'on verra l'intérêt de l'argent très haut, la navigation imparfaite, de petits voyages payés très cher, et des armateurs faire des profits exorbitans, on aura lieu de présumer que le commerce et l'industrie sont encore dans leur enfance. Or, M. Hume prouve que chez les Grecs et les Romains l'intérêt de l'argent fut toujours à douze pour cent; que souvent les biens-fonds, tels que des maisons ou autres immeubles, étaient vendus au prix de quatre années du revenu; enfin, qu'un simple voyage d'Athènes dans la mer Adriatique, rapportait jusqu'à cent pour cent de retour. Il est vrai qu'on peut objecter que partout où le luxe n'a pas établi son empire, on n'a besoin que de l'agriculture pour soutenir une nombreuse population; mais cette agriculture, subordonnée au simple nécessaire, qui n'est encouragée ni par l'exportation, ni par le bon prix des denrées, ni même par la facilité des échanges, peut-elle jamais être florissante? Et s'il arrive que dans quelques endroits elle soit seulement très féconde, ne doit-on pas l'attribuer à l'heureuse disposition du sol et du climat? La bonne agriculture consiste moins à jeter des semences sur un terrain qui

[1] Voyez ce que nous avons dit plus haut, en parlant des Romains.

produit de lui-même, qu'à vaincre la nature partout où elle est rebelle, à varier, à multiplier ses productions. Or, c'est un art que les anciens, et surtout les Grecs, semblent avoir ignoré. Columelle observe que, suivant Xénophon, tout homme pouvait être bon agriculteur, et qu'il ne fallait pour cela, ni grand travail, ni grande intelligence; sur quoi je remarquerai à mon tour que si le luxe et le commerce n'établissaient pas des ventes et des échanges, l'agriculture, en général, ne pourrait manquer de déchoir, parce qu'elle se verrait bornée aux seules productions de première nécessité. En effet, toutes les terres qui ne seraient propres qu'au chanvre, au lin, aux mûriers, aux bois de teinture, au safran, au café, à l'indigo, etc., seraient désertes et stériles. Mais les hommes qui cultivent ces sortes de productions doivent pourtant être nourris aux dépens de ceux qui cultivent des terres à blé. Ils ne peuvent donc leur faire accepter leurs denrées qu'en provoquant chez eux une plus grande industrie, une agriculture plus riche, qui produise au colon un excédant de subsistance, et lui fournisse de quoi suffire à ses échanges.

M. Hume ne se contente pas de rassembler toutes les autorités, toutes les conjectures qui peuvent servir de présomption; il passe à l'examen des faits, c'est-à-dire de tous les passages qui nous donnent quelques notions exactes de l'état de la population parmi les anciens; et c'est ici qu'il nous devient im-

possible de le suivre sans le traduire. Il nous suffira d'observer avec lui que rien n'est plus fautif dans les manuscrits que tout ce qui a rapport à des valeurs numéraires, exprimées en chiffres; que les auteurs qui nous donnent l'idée la plus favorable de la population ancienne, tels, par exemple, qu'Hérodote et Diodore de Sicile, nous ont transmis des calculs contradictoires et des résultats extravagans; que d'un autre côté ceux qui méritent le plus de confiance, et qui paraissent le mieux fondés en raisons, ne nous donnent pas lieu de penser que la terre ait été plus peuplée autrefois qu'elle ne l'est à présent; qu'à la vérité l'histoire nous offre toujours quélques exemples d'une grande population; mais que le tout est de savoir si ces exemples ont été simultanés; car il est important de comparer les époques, et de ne pas regarder comme un avantage commun à tous les anciens ce qui n'a été qu'un déplacement successif de bonheur et de prospérité.

Tels sont à peu près les résultats de la dissertation de M. Hume. C'est avec regret que nous nous sommes vus obligés de la dépouiller de l'érudition variée dont elle est enrichie, et des réflexions ingénieuses dont elle est ornée; mais nous avons cru faire plaisir à nos lecteurs en leur donnant une légère idée de cet ouvrage, qu'ils pourront consulter aisément, si nos observations ont eu le bonheur de leur inspirer quelque goût pour ces matières intéressantes.

Passons maintenant à M. Wallace. Ici nous trouvons d'abord de très beaux calculs sur la propagation possible de l'espèce humaine, en la supposant sortie d'un seul couple; et nous avons la consolation d'apprendre qu'au bout de 1233 ans elle aurait pu s'étendre jusqu'à 412, 316, 860, 416 individus. Or, comme il y avait trois couples dans l'arche de Noé, notre auteur explique aisément comment les nations les plus anciennes pouvaient être très peuplées malgré la récence de leur origine; et je pense comme lui, car je ne vois pas même de comparaison entre le nombre des Égyptiens, des Assyriens, des Babyloniens, etc. et celui des poux, des punaises, des chenilles et autres insectes ou reptiles, sortis du même asile.

Après avoir donné ce premier échantillon de sa philosophie, M. Wallace passe à l'examen des causes qui peuvent aider ou nuire à la population; ce qui le conduit à avancer que le commerce, les arts et les manufactures y mettent un très grand obstacle. En effet, ceux qui travaillent à différens métiers sont obligés de vivre aux dépens des agriculteurs, lesquels, en cultivant pour les artisans, cultivent aussi pour eux-mêmes. Mais si les artisans devenaient cultivateurs, ils feraient naître des productions pour eux et pour d'autres, et ainsi de suite; de façon que nous aurions une série immense de producteurs de superflu. Rien de plus conséquent sans doute; c'est dommage que les faits soient

directement contraires. On voit en effet que ceux qui ne trouvent ni échanges à faire, ni prix convenable pour leurs denrées, ne cultivent pas même pour leur propre subsistance. De là vient que tant de nations ont vécu misérablement avec un terrain immense, et que la terre a été couverte de peuples pêcheurs, chasseurs et nomades.

M. Wallace, satisfait de ces considérations préliminaires, se jette bientôt dans l'examen des autorités qui déposent en faveur de la population ancienne. Nous nous dispenserons aussi de le suivre dans ces détails, mais avec bien moins de regret que nous n'en avons eu tout à l'heure; car nous sommes loin de trouver chez lui la même précaution et la même critique que chez M. Hume. Pour donner une idée de la manière dont M. Wallace procède, nous dirons qu'il entasse sans choix les passages de plusieurs poètes avec ceux d'Hérodote et de Diodore de Sicile, auteurs dont l'exactitude est plus que suspecte, et que non content de se servir de pareilles autorités, il sait encore les altérer, lorsqu'il ne les trouve pas assez favorables à ses opinions. A-t-il lu dans Diodore de Sicile que l'Égypte ne contient que sept millions d'habitans ; il redresse sur-le-champ son auteur, et voici comme il raisonne: Diodore a dit que cette nation entretenait quatre cent mille hommes de troupes réglées; mais la France, qui a vingt millions d'habitans, n'entretient que deux cent mille hommes. Donc l'Égypte, qui

avait quatre cent mille soldats, devait avoir quarante millions d'habitans. Un Égyptien pourrait tout aussi bien dire : Ma patrie n'avait que sept millions d'habitans dans le temps qu'on creusait le lac Mœris; or, la France en a plus de vingt, donc elle doit avoir creusé un lac trois fois plus grand que le nôtre. Si par malheur César a dit, dans ses Commentaires, que, dans un grand armement des Gaules, la Belgique n'avait mis que deux cent quatre-vingt-dix-huit mille hommes sur pied, notre auteur, qui sent la force de l'objection, se tire aisément d'embarras : 1°. dit-il, dans les spécifications de ces forces, César a remarqué que les Bellovaces seuls, qui n'avaient armé que six mille hommes, pouvaient en fournir jusqu'à dix mille; il faut donc augmenter la somme totale de cette armée, ce qui donne quatre cent quatre-vingt-seize mille six cent soixante-six soldats, lesquels, ne pouvant être regardés que comme le quart de la population en général, supposent un million neuf cent quatre-vingt-six mille six cent soixante-quatre individus. 2°. On trouve encore dans les Commentaires de César, que chez les Gaulois il y avait deux classes d'hommes : l'une composée de citoyens libres qu'il appelle les *Chevaliers;* et l'autre d'une espèce de serfs, parmi lesquels on comptait un grand nombre de citoyens ruinés, qui s'étaient mis dans la servitude des nobles. César ajoute que, dès qu'il y a guerre, tous les chevaliers prennent les armes : *Omnes in bello versantur.* Cette auto-

rité, qui est positive pour ceux-ci, M. Wallace la rend négative pour le peuple, c'est-à-dire qu'il l'exclut de toute fonction militaire, ce qui le conduit à conclure ainsi : La Belgique pouvait armer quatre cent quatre-vingt-seize mille six cent soixante-six nobles ou chevaliers, dont le nombre quadruplé, pour trouver la population générale de cette classe, est égal, à peu près, à deux millions. Or, j'évalue la seconde classe au triple de celle-là; donc il est démontré que la Belgique avait huit millions d'habitans; mais elle n'était que le quart de la Gaule: donc il est démontré que la Gaule avait trente-deux millions d'habitans.

César serait toujours bien incommode sans cette excellente sagacité de notre auteur. Il dit ailleurs que les Helvétiens, qu'il combattit lorsqu'ils abandonnèrent leur pays, étaient alors au nombre de deux cent (g) soixante-trois mille hommes. M. Wallace répond, sans hésiter, que César n'était pas bien au fait; que d'ailleurs toute la nation ne dut pas se résoudre à cette émigration; qu'il est vraisemblable que les druïdes, entre autres, attendirent l'événement. J'avoue qu'il a été de tout temps, dans le caractère des druïdes, de ne pas s'exposer, et de laisser les autres se battre pour eux; mais je vois plus de morale que de critique dans cette allégation.

Voici encore un autre exemple des calculs de M. Wallace. Polybe a fait une énumération des forces

(g) *Trois cents.*

que les Romains pouvaient mettre sur pied au commencement de la seconde guerre Punique, et cette évaluation monte à sept cent mille hommes de pied, et soixante-dix mille chevaux. M. Hume, qui n'a rien omis de ce qui était le plus contraire à son opinion, a observé que les provinces qui devaient fournir cette armée ne faisaient pas le tiers de l'Italie. Son adversaire s'empare du même passage; il quadruple ce nombre, et le triple ensuite, pour avoir la totalité de la population de l'Italie, ce qui fait, à peu près, douze millions; mais, ajoute-t-il, il ne s'agit ici que des hommes libres. Or, supposons trois fois autant d'esclaves, ne voilà-t-il pas quarante-huit millions d'hommes tout trouvés? Ne voulez-vous que deux fois autant d'esclaves, cela fait toujours trente-six millions d'habitans, et cela est très honnête.... Ainsi, en supposant les douze millions d'hommes libres, divisés en trois millions de familles, dont chacune sera composée de quatre personnes seulement, M. Wallace donne, par le premier calcul, douze esclaves, et par le second huit esclaves par famille; de sorte que tous ces pauvres citoyens, qui ne possédaient pas vingt mines de bien, et qui, à raison de leur indigence, étaient dispensés de porter une cuirasse, avaient, tout au moins, cinq ou six esclaves chez eux. Voilà qui est bien merveilleux. Il me semble que je raisonnerais tout différemment. Ce n'était que le tiers de l'Italie qui fournissait les sept cent soixante-dix mille hommes;

mais c'était la partie la plus peuplée, puisque les Alpes et l'Apennin étaient et sont encore un pays très sauvage [1]. D'ailleurs, Rome était florissante; elle avait dejà dépouillé plusieurs nations : c'était la capitale de l'Italie. Je suis donc fondé à croire que la population des deux autres tiers de l'Italie pouvait à peine égaler celle des Romains et de leurs alliés. Or, en supposant que ces sept cent soixante-dix mille combattans représentent un nombre de trois millions quatre-vingt mille citoyens libres, je me contente de doubler ce nombre, pour avoir toute la population de l'Italie, et je trouve six millions cent soixante mille hommes libres. Je calcule ensuite les esclaves; et comme je n'en dois guère supposer qu'à ceux qui sont assez riches pour être compris dans le cens équestre [a], j'en compte deux par chaque

[1] Tite-Live rapporte que dans l'an 555 de la fondation de Rome, le consul Cornelius ayant attaqué les Insubriens, on fit monter au nombre de quinze les villes qu'il avait prises, et à vingt mille celui de leurs habitans. (*Voyez* Liv. II, *Décade IV*.) Ce calcul ne porterait qu'à 1333 hommes la population de chacune de ces villes. (*h*)

Nous rapportons ce passage d'autant plus volontiers qu'il parait avoir échappé également à M. Wallace et à M. Hume.

[a] Ceux qui connaissent un peu la milice romaine trouveront même ce calcul trop favorable; car nous ne sommes obligés d'admettre le *census equestris* que pour les véritables che-

(*h*) *On comptait les citoyens, non les esclaves, non les femmes et les enfans.*

chevalier romain, ce qui me donne cent quarante mille esclaves. Je double encore ce nombre pour les familles patriciennes, et je trouve en tout deux cent quatre-vingt mille esclaves. Je crois pouvoir assurer que le reste de l'Italie, beaucoup moins riche à proportion, beaucoup moins heureux à la guerre,

valiers romains qui formaient la cavalerie des légions. Tout le reste de la cavalerie romaine était composé d'alliés; c'est ce qu'on appelait *Alæ sociorum*. Or, on ne voit nulle part que cette cavalerie alliée fut soumise aux mêmes lois que celle des Romains. Ainsi, c'est être fort indulgent que de supposer le *census equestris* aux soixante et dix mille hommes de cheval dont Polybe fait mention. Voyez Juste-Lipse *de Militia Romana*, les *Mémoires* de M. Le Beau *sur la légion, etc.*

Nous remarquerons encore qu'on pourrait bien s'être trompé de beaucoup sur le nombre d'esclaves qu'on a donné aux anciens. M. Hume et M. Wallace ont cité un passage de Florus, qui nous apprend qu'Eunus et Athénion ayant enfoncé les maisons de force où l'on gardait les esclaves, levèrent une armée de soixante mille hommes. Dans toutes les guerres des esclaves on ne voit pas que leurs armées fussent aussi nombreuses qu'elles auraient dû l'être, si le nombre de ces malheureux eût été tel qu'on se l'imagine. Il faut observer encore qu'au commencement de la guerre Punique, les Romains possédant des fortunes plus modiques et plus égales, n'avaient pas encore livré l'agriculture à des mains esclaves. Ce ne fut qu'après les triomphes des Metellus et de Émiles que les richesses s'introduisirent dans cette capitale. Enfin, je persiste à croire mon calcul très raisonnable, lorsque je suppose qu'au commencement de la seconde guerre Punique il n'y avait que cinq cent mille

n'en possédait pas la moitié autant. Je lui en suppose cependant deux cent vingt mille, ce qui me donne en tout cinq cent mille esclaves, lesquels, ajoutés à six millions cent soixante-six mille citoyens, forment une population de six millions six cent soixante mille habitans; nombre très inférieur à celui qui existe de nos jours en Italie, malgré la grande quantité

esclaves dans l'Italie. Une autre preuve que celui de M. Wallace est très exagéré, c'est qu'il convient lui-même que Caton le censeur payait ses esclaves la valeur de quarante-huit livres sterling, c'est-à-dire, à peu près, 1100 liv. de notre monnoie. Or, il y a tout lieu de croire que, du temps de Caton, leur prix avait plutôt diminué qu'augmenté, vu le grand nombre de captifs qu'on avait faits. Supposons-le cependant augmenté, et évaluons le prix d'un esclave, avant la seconde guerre Punique, à la somme de cent pistoles. Trente-six millions d'esclaves formeraient un capital de trente-six milliards. De plus, suivant Caton le censeur, il ne fallait que treize esclaves pour cultiver deux cent quarante journaux, c'est-à-dire plus de cent trente arpens, ce qui fait plus de dix arpens par esclave. Or, M. Wallace assure que l'Italie contient quarante-huit millions d'arpens. Suivant ce calcul, en supposant qu'aucun Romain ou qu'aucun Italien libre ne travaillât à la terre, il aurait suffi de quatre millions d'esclaves, à peu près. Mais à quoi aurait-on employé le reste dans un pays où il n'y avait ni manufactures, ni commerce? Avant de finir cette longue note, je dois encore avertir que la richesse des chevaliers romains, du temps de Cicéron, ne fait pas une objection contre la modicité de fortune que je leur ai supposée lors de la seconde guerre Punique. Cette richesse ne doit être attribuée qu'au métier de financiers qu'ils exercèrent dans les provinces.

de prêtres et de moines dont cette contrée est infectée.

Nous nous croyons dispensés de suivre désormais M. Wallace, surtout dans ses réfutations de M. Hume, où il ne paraît pas avoir été plus heureux que dans ses assertions. Mais après avoir donné quelques exemples de la philosophie qu'il a répandue dans son ouvrage, et de la manière dont il a employé les faits et les autorités, nous invitons le lecteur à se procurer sa dissertation, et nous l'assurons qu'il y trouvera un excellent choix d'érudition développée partout avec élégance et clarté. Pour nous, nous pensons que les guerres étant devenues moins fréquentes, que le commerce, l'industrie et l'agriculture s'étant étendus et perfectionnés, la terre, en général, est plus peuplée qu'elle ne l'était autrefois, et que sans parler de quelques endroits privilégiés, où l'espèce humaine paroît encore se plaire particulièrement, malgré l'oppression sous laquelle elle gémit, les nations modernes qui sont policées, ne sont pas moins nombreuses que les anciennes. Nous croyons même pouvoir en apporter une preuve que M. Hume a négligée; c'est la diminution sensible des bêtes féroces et de tous les animaux malfaisans. Il faudrait peut-être dix ans à un empereur turc pour rassembler la quantité de lions, de tigres, de panthères, que les empereurs romains, les consuls, les édiles même faisaient paraître dans ces chasses extraordinaires qu'on donnait

en spectacle au peuple. Quant à la population de quelques nations en particulier, nous croyons avec M. Hume que si, en se plaçant entre Calais et Douvres, on traçait un cercle dont le rayon aurait cent lieues, on trouverait une population supérieure à celle qu'une même étendue de terrain pourrait offrir chez les anciens, en quelque endroit qu'on voulût la prendre. [1]

[1] Peut-être ce centre pourrait-il être mieux choisi pour l'objet que M. Hume s'est proposé. Je suis persuadé que si on le plaçait à Lyon ou un peu plus loin, de façon que le cercle décrit pût comprendre l'Alsace, la Souabe, la Suisse et la Lombardie, on trouverait de quoi contrebalancer les calculs les plus exagérés en faveur de l'antiquité. L'Italie même, prise en entier et dans son état actuel, pourrait soutenir le parallèle. Je sais que la Campagne de Rome, la Pouille et la Calabre sont presque désertes en comparaison de ce qu'elles étaient autrefois; mais si tout voyageur s'afflige d'être obligé de chercher les ruines de Pestum au milieu des ronces et des marais, quel plaisir n'a-t-il pas ensuite, lorsque traversant la Lombardie, il trouve à chaque station de poste une ville florissante, qui pourrait servir de capitale à un royaume entier? Quand on pense qu'un homme un peu pressé, partant de Venise, pourrait traverser dans un jour Padoue, Vicence, Vérone, Bresce, Bergame et Milan; loin de porter envie à l'antiquité, on s'étonnera plutôt qu'après tant de guerres civiles et tant de révolutions, après une si longue suite de mauvaises lois et de mauvais gouvernemens cette contrée soit encore la plus florissante de l'Europe.

Les écrivains qui ne s'occupent que de politique, et qui

ne sortent point de leur cabinet, ne connaissent pas toutes les ressources de la nature. Dans les arrêts de proscription qu'ils lancent contre tout ce qui n'obéit pas à leurs principes, ils sont sujets à trouver bien du mécompte. J'en ai souvent cherché la raison, et cela avec d'autant plus d'inquiétude, que je ne pouvais refuser mon approbation ni à ces principes, ni aux conséquences qui paraissaient en découler naturellement. Or, je crois que cette différence entre les faits et la spéculation vient de ce qu'on ne considère pas assez les nuances de dégradation dont l'espèce humaine est susceptible. Tel régime, tel gouvernement qui porterait la désolation, la dépopulation même dans une nation éclairée, est loin de produire le même effet sur un peuple abruti ou avili. Si l'on établissait en Provence ou en Languedoc le même gouvernement qui régit à présent l'Archipel, nul doute que ces provinces ne tombassent bientôt dans l'état le plus déplorable; et cependant la Grèce a encore une nombrense population; elle est habitée par un peuple gai et content. Une autre considération sur laquelle on n'a pas assez insisté, c'est le concours des avantages du climat avec ceux de la législation. Moins un peuple jouit des premiers, plus il a besoin des seconds. Remarquez que la prospérité des nations septentrionales a toujours été factice, toujours fondée sur la guerre et sur la politique. C'est vers le Nord, c'est sous un ciel triste et nébuleux que dans ces temps modernes les armées se sont instruites et disciplinées, que la navigation s'est perfectionée, que la tolérance et la liberté se sont établies. Voilà les plus grands efforts, les plus beaux succès dont la raison humaine puisse se vanter. Si vous voulez juger de ses progrès, n'allez donc pas vers l'Orient ou vers le Midi, où le sol et le climat ont fourni tant d'élémens pour le bonheur public. Plus cette quantité *constante* dans l'équation sera considérable,

moins les différences des gouvernemens, qui sont les *variables*, seront sensibles : c'est en Hollande et en Suisse qu'il faut se placer pour comparer l'antiquité avec notre âge : la France, l'Allemagne même, entreront avantageusement dans ce parallèle. Partout où vous verrez la population, la richesse excéder les bornes que la nature du climat et du sol leur ont imposées, dites voilà le produit, l'effet certain de la raison humaine. Ainsi, s'il s'agissait, par exemple, de comparer l'Italie ancienne avec l'Italie moderne, je ne voudrais pas transporter mon observateur à l'entrée de ce magnifique golfe de Naples, où il verrait se développer à ses yeux une capitale superbe habitée par près de 400,000 personnes, et nombre de bourgs, de villages, de maisons de plaisance, dont l'aspect charmerait ses regards; dans cet heureux pays la nature a tout fait, le ciel et la terre ont appelé les hommes : je ne le conduirais pas non plus dans la capitale du monde; il trouverait sur son chemin les campagnes abandonnées et la terre inféconde; mais il reconnaîtrait en même temps que Rome avait besoin d'être maîtresse du monde pour être riche et magnifique; que l'air qu'on y respire est insalubre et malfaisant, que le sol même et les eaux qui l'imbibent, plutôt qu'elles ne l'arrosent, sont sulfureuses et stagnantes; enfin qu'il n'appartenait qu'aux anciens Romains de surmonter tous les obstacles, et de vaincre la nature : je le conduirais à Vénise, où il s'étonnerait à l'aspect d'une cité superbe sortie du sein des eaux; je le ferais naviguer le long des côtes de Gênes, où il verrait avec surprise au pied des Alpes et sur un sol qui suffit à peine à l'habitation des hommes, une suite de villages qui ressemblent à des villes, de maisons de campagne qui ressemblent à des palais, de palais appartenant à des particuliers, qu'on prendrait pour le séjour des rois. Alors, je demanderais si les Liguriens et les Vénètes

avaient de pareilles richesses; si aucun peuple de l'antiquité en a rassemblé autant, ou sur d'arides rochers, ou au milieu des flots? — C'est peut-être un problème à résoudre si l'Italie moderne n'égale pas, non-seulement l'Italie ancienne, mais la Grèce même. Je regrette de ne l'avoir pas parcourue, un Pausanias à la main, et j'invite quelque voyageur éclairé à faire avec exactitude cette comparaison, sur laquelle je n'ai que des aperçus. Croira-t-on que Saint-Pierre de Rome n'efface pas le temple de Jupiter Olympien? Les anciens admiraient le *Panthéon* : eh bien! cette fabrique immense n'étonna pas Michel-Ange; il dit un jour: J'en construirai une pareille, je l'élèverai en l'air, et quatre piliers lui serviront de base; il réalisa sa pensée, et l'on vit le dôme de Saint-Pierre. Nous sommes frappés des cirques, des amphithéâtres des anciens, parce que l'objet de ces édifices est grand et magnifique. Mais nos vastes églises gothiques n'ont-elles pas coûté plus de travail et de dépenses? le *Colisée* et l'amphithéâtre de Vérone font plus de plaisir à voir que la cathédrale de Milan. Cependant cette église a exigé non-seulement plus de dépense, mais encore beaucoup plus d'industrie. Les temples anciens étaient nobles et majestueux; mais ils n'étaient ni voûtés, ni même très élevés. On a découvert une maison de campagne à Pompéia; on connaît les restes de la *ville* Adrienne, et certainement l'une n'égale pas la *ville* Albani, et l'autre n'approche pas de Caserte. En général, ce qu'on trouve dans les fouilles des anciens édifices ressemble plutôt à des dépouilles qu'à des richesses locales. Les statues grecques abondaient chez les Romains; mais Rome était devenue, pour ainsi dire, le garde-meuble du monde entier. Nous terminerons cette note où nous n'avons fait qu'effleurer un sujet que nous pourrons traiter un jour, en observant que plusieurs spéculateurs se trompent grossièrement sur l'Italie, parce que

leurs jugemens ne portent que sur un seul principe : ils n'y voient, en effet, qu'un peuple opprimé et livré à la superstition. Mais ils ne font pas attention que ce peuple est le restaurateur des arts, des sciences et des lettres ; qu'il fut jusqu'au seizième siècle le premier peuple du monde ; qu'il n'a pu perdre entièrement ces heureuses dispositions qui lui donnèrent la prééminence sur les autres nations ; qu'une longue paix, un gouvernement plus prospère le rappellent incessamment à son état naturel ; enfin, que s'il n'est plus ce qu'il a été, il n'est ni ce qu'on le suppose, ni ce qu'il sera un jour.

CHAPITRE VI.

Continuation du même sujet, et particulièrement des progrès de la population chez les nations modernes.

MAINTENANT que nous avons mis le lecteur en état de décider sur la question précédente, il s'en présente une encore plus importante, et peut-être plus difficile à résoudre. La population a-t-elle augmenté ou diminué depuis quelques siècles? Est-elle parmi nous, surtout, dans un état d'accroissement ou de dépérissement? Cette question, qui depuis longtemps aurait dû être décidée par des dénombremens, n'a guère été jugée que par l'humeur et la flatterie. En effet, suivant qu'on a voulu louer ou blâmer le gouvernement, abroger d'anciennes lois ou en préconiser de nouvelles, on a dit : la diminution sensible dans la population, l'augmentation marquée dans la population, prouvent, etc. Et comme la satire et la louange ne sont guère plus exactes l'une que l'autre, l'exagération s'est trouvée également des deux côtés.

M. de Voltaire, supérieur à tout préjugé comme à toute critique, décide en faveur de notre âge dans l'immortel ouvrage qu'il a écrit pour l'instruction et la consolation de l'humanité [1]. Cet historien philo-

[1] Voyez le dernier chapitre de l'*Essai sur l'histoire géné-*

sophe ne s'est point dissimulé le détriment que nos législations superstitieuses, que le gouvernement des prêtres, leur intolérance, leur multitude, leur célibat, ont dû causer à la population. Mais il a pensé que ces inconvéniens avaient été compensés par l'augmentation du commerce et de l'industrie; et il a observé qu'une seule différence dans l'exercice du droit de la guerre avait suffi pour faire pencher la balance en faveur des modernes : c'est que dans les guerres innombrables qu'ils ont essuyées, on n'a jamais transporté les nations vaincues. « Les guerres « civiles, dit-il, ont long-temps dévasté l'Allemagne, « l'Angleterre et la France ; mais ces malheurs furent « bientôt réparés, et l'état florissant de ces contrées « prouve que l'industrie des hommes a été encore « plus loin que leur fureur. Quand une nation connaît « les arts, quand elle n'est point subjuguée, trans- « portée par les étrangers, elle sort aisément de ses « ruines, et se rétablit toujours. »

L'Europe renferme du moins quelques nations auxquelles personne ne refuse une population nombreuse; parce que les faits se trouvant conformes

rale. C'est dans cet ouvrage immortel qu'il faut chercher le germe de toutes les vérités que nous ne faisons que développer. Un homme de lettres, fait pour en apprécier et le style et les pensées, a dit que *c'était le plus beau tableau que l'éloquence eût offert à la raison*. Mais l'esprit léger et superficiel de la plupart des lecteurs jouit un moment de l'éloquence, et néglige bientôt la raison.

aux principes les plus généralement avoués, on n'a eu aucun intérêt à les nier. Telles sont la Suisse et la Hollande. Il est sûr que depuis les deux fameuses révolutions qui les affranchirent de la domination autrichienne, elles ont considérablement augmenté en population comme en prospérité. L'Allemagne, où les femmes sont si fécondes, doit profiter de plus en plus de cet avantage particulier, parce que les paix y deviennent plus fréquentes, et que l'intérêt des souverains a été jusqu'ici conforme à celui des paysans, qui commencent à sortir de l'oppression dans laquelle leurs seigneurs les tenaient depuis long-temps. Le Danemarck, affranchi de la tyrannie des grands, et heureux jusqu'à présent sous les maîtres qu'il s'est donnés, a vu fleurir dans le sein de la paix son commerce et sa navigation; il est plus riche, plus tranquille; il est donc plus peuplé. Il n'en est pas de même de la Suède, qui, semblable à une terre livrée pendant long-temps aux braconniers, ne s'est pas encore relevée des pertes qu'elle a essuyées sous le gouvernement d'un héros. Ce n'est pas dans cette contrée que la liberté a paru sous les meilleurs auspices. Cette succession de démocratie dans les diètes, d'aristocratie dans le gouvernement intermédiaire du sénat, de monarchie dans la médiation royale, a plutôt alterné que compensé les efforts, et l'on regrettera toujours qu'une nation noble et courageuse ne s'assemble guère que pour faire des lois absurdes sur le change et sur le commerce; comme

si les héros du Nord et les libérateurs de l'Allemagne, transformés en agioteurs et en banquiers, avaient pris pour modèle les Law au lieu des Gustave. [1]

On a exagéré la population de la Russie; mais quoique le travail immense de Pierre-le-Grand ne se laisse plus apercevoir qu'à Pétersbourg et à Cronstadt, on peut assurer que ce vaste empire est plus peuplé qu'il ne l'était du temps de ses premiers ducs. La Pologne s'était maintenue jusqu'ici dans sa périlleuse liberté [2]; elle est dans le même cas que la Russie, plus riche, plus peuplée qu'elle ne l'était sous les Jagellons.

Le beau climat de l'Italie, la fécondité de son sol

[1] Ceci a été écrit avant la révolution. On sait que depuis cette époque la Suède a éprouvé une amélioration continuelle. C'est au temps présent à jouir de ces avantages, et à la postérité d'en apprécier les sources, en assignant ce que la nation doit à sa nouvelle constitution, et ce qu'elle tient plus immédiatement du monarque bienfaisant et éclairé qui en est l'auteur.

[2] Un Polonais à qui on objectait les troubles de sa patrie, répondit : *J'aime mieux une liberté périlleuse qu'un esclavage tranquille.* (Voyez l'*Histoire de Sobieski* ou la *Voix libre du citoyen.*)

Je me suis souvent demandé pourquoi la Pologne avait conservé si long-temps un si mauvais gouvernement; j'ai pensé que c'est à cause du voisinage des Turcs et des Russes. En effet, IL N'Y A POINT DE LIBERTÉ DIFFORME A CÔTÉ DU DESPOTISME.

et la variété de ses productions sont de si puissans attraits pour les hommes, qu'elle ne paraîtra jamais aussi peuplée qu'elle devrait l'être. Cependant c'est encore de toutes les contrées de l'Europe celle où la population est la plus nombreuse. Le Milanais contient 1200 habitans par lieue carrée. La plus grande partie de la Lombardie, les côtes de la mer Adriatique, *la campagne heureuse*, ou les environs de Naples, ne le cèdent pas au Milanais : et si nous continuons à parcourir le Midi, nous trouverons que l'Espagne même, malgré l'expulsion des Maures, la destruction des Juifs, malgré l'intolérance, la superstition, la multiplication des moines et du clergé, contient encore dix millions d'habitans, quoiqu'il ait plu à la plupart des écrivains politiques de ne lui en donner que sept. Restent donc les Français et les Anglais, lesquels, comme les plus éclairés de tous les peuples, ont les connaissances les moins exactes sur la population et sur nombre d'objets aussi intéressans. Cette phrase, qui tient un peu du paradoxe, s'expliquera aisément, si l'on fait attention que chez les peuples ignorans c'est le gouvernement qui fait toutes les recherches utiles, et il a ordinairement des moyens suffisans; au lieu que chez les peuples éclairés cette besogne est assez communément abandonnée à l'activité des particuliers. Les administrateurs n'étant pas avertis par de trop grands inconvéniens, et ayant perpétuellement devant les yeux une machine très étendue et très

compliquée, passent toute leur vie politique à en étudier les ressorts, et à craindre d'y toucher; et si le hasard fait qu'un jour on ait besoin de quelques faits ou de quelques calculs, on a recours enfin à ces auteurs de bonne volonté qu'on a négligé d'éclairer ou d'encourager; mais il arrive alors que leur nombre immense fournit des armes à toutes les opinions; on dispute long-temps, on résout peu, et l'on sait encore moins.

Tel a été parmi nous le sort de la grande question sur le nombre de nos compatriotes. On sait qu'à la paix de Riswyck il se trouva sensiblement diminué : cependant les calculs de M. de Vauban le faisaient monter à 19 millions, quoique la Lorraine ne fût pas encore annexée à notre monarchie [1]. Ceux des intendans ordonnés par M. le duc de Bourgogne n'étaient pas tout-à-fait si favorables. La guerre de la Succession fut encore plus funeste que celles qui l'avaient précédée. Depuis cette époque, la longue paix qui a suivi le traité d'Utrecht, les progrès du commerce et la tranquillité intérieure avaient dû recruter la nation; mais la dépopulation était devenue à la mode. On assura gratuitement, et sans alléguer aucune raison, que la France n'avait pas même seize millions d'habitans. Cette exagération tenait à un système très exagéré lui-même. Enfin il est arrivé, suivant notre usage ordinaire, que des particuliers, sans avoir d'autre mission que le pur

[1] Voyez *Projet d'une dîme royale.*

zèle pour le bien public, se sont avisés de commencer des recherches plus sérieuses. Des magistrats respectables ont profité des différentes administrations dont ils avaient été chargés pour constater au moins quelques élémens propres à servir de base à des calculs ultérieurs. Tel est le travail de M. de La Michodière, rédigé et publié par M. de Messence, l'un des ouvrages les mieux conçus et les plus simples qu'on ait faits dans ce genre.

M. l'abbé Expilly a profité de ces documens et s'en est encore procuré d'autres. On a rassemblé des dénombremens exacts; on a recueilli des aperçus et des approchés; on a comparé les époques, etc. Il résulte de ce travail que la population de la France est augmentée, depuis cinquante ans, d'environ un douzième, et qu'on doit la porter à présent à vingt-un ou vingt-deux millions d'habitans. [1] (*a*)

[1] M. de Vauban (*b*) avait supputé que la France ne contenait guère plus de 627 hommes par lieue carrée de 2282 toises. Il assure cependant que par des calculs très exacts, il s'en est trouvé plus de 700 dans les provinces de Bretagne, de Picardie, d'Artois et de Normandie. Or, M. de La Michodière en a trouvé dans la généralité de Rouen 1258 par lieue carrée de 2400 toises, dans celle de Lyon 866, et dans celle d'Auvergne 640. Le terme moyen de ces généralités est de 864, et ce terme moyen peut d'autant mieux

(*a*) *Donc en six cents ans la France serait peuplée de quarante-quatre millions d'hommes. Serrez, serrez.*

(*b*) *Bois-Guillebert, sous le nom de Vauban.*

Enfin le gouvernement, déterminé par l'impulsion générale, a porté son attention sur cet objet intéressant; et profitant des élémens déjà trouvés, il

s'adapter à tout le royaume, que si la généralité de Rouen est la plus peuplée, celle d'Auvergne est dans un cas absolument contraire. Il résulte d'un très beau travail que M. de Voglie, inspecteur des ponts et chaussées, a fait sur la généralité de Tours, que cette généralité qui contient trois provinces, l'Anjou, le Maine et la Touraine, a 946 habitans par lieue carrée. Dans 603 paroisses dénombrées avec beaucoup d'exactitude, il a trouvé que le rapport du nombre total des habitans était à celui des naissances dans le rapport de 23 $\frac{1}{7}$ à 1. Dans les villes de la même généralité ce rapport est de 33 à 1. M. l'abbé Expilly le suppose de 25 à 1 pour tout le royaume, et l'on voit dans le livre de M. de Messence, que ce même rapport, y comprenant les villes et les campagnes, est de 25 à 1 dans la généralité d'Auvergne; dans celle de Lyon comme 23 $\frac{1}{4}$ à 1, et dans celle de Rouen comme 27 $\frac{1}{2}$ à 1; ce qui prouve que l'évaluation totale de la population du royaume, en multipliant les naissances par 25 $\frac{1}{4}$, n'est point exagérée. Quant aux calculs de M. de Vauban, qui furent établis d'après les mémoires des intendans en 1699, le même administrateur, patriote et éclairé, à qui nous devons les recherches sur la population citées ci-dessus, a suffisamment prouvé qu'ils étaient très fautifs, et qu'il y avait eu des provinces entières oubliées (Voyez *Journal du commerce,* juillet 1762.) Peut-être les calculs actuels seront-ils encore perfectionnés, mais du moins ils sont faits avec précaution, et ils portent sur des élémens sur lesquels on peut compter. Il en résulte que la France ayant en 1772, 23,811,236 habitans, et contenant 26,954 lieues carrées de 2282 toises, on y peut compter en général 883 habitans par lieue carrée.

s'est procuré un dénombrement total du royaume, fondé sur les naissances, sur les morts et sur les mariages. Voici le résultat des dénombremens ordonnés dans les années 1770, 1771 et 1772, dont on a fait une année commune. Les naissances multipliées par 25 $\frac{1}{4}$ ont donné 23,205,122 habitans. Les mariages multipliés par 124 : 22,487,235 ; les morts multipliées par 33 : 25,741,422 ; terme moyen des trois élémens différens, 23,811,259.

Si la plupart de nos lecteurs voient avec plaisir que la France est plus peuplée qu'on ne l'avait cru jusqu'ici, nous espérons qu'ils se consoleront aisément lorsqu'ils apprendront en même temps que le nombre des moines diminue sensiblement. Suivant un état fait avec la plus grande exactitude et par ordre du gouvernement, il se montait, il y a déjà quelques années, à 26,674, dont 15,338 mendians, c'est-à-dire Franciscains. Or, il n'est pas douteux que le nombre des religieux ne soit encore diminué depuis. Des calculs sur lesquels on peut compter, nous apprennent que depuis l'année 1726 jusques et compris l'année 1744, c'est-à-dire, en dix-neuf ans, il est mort dans la seule ville de Paris 5538 religieux des deux sexes, et que depuis 1744 jusques et compris 1762, il n'en est mort que 3292. Or, comme les moines, depuis trente ans, ne se sont pas rendus immortels (c), du moins au sens

(c) *Ils sont très mortels, Dieu merci! Mais on prétend*

littéral, il paraît que leur nombre a diminué d'un tiers. Mais dans les six années, depuis 1769 jusques et compris 1775, il n'en est mort, année commune, que 92. Voilà donc une nouvelle diminution bien plus sensible; car l'année commune du dernier période de dix-neuf ans, est de 173. D'un autre côté, par le dépouillement général des registres de l'année 1775, je trouve que le nombre des personnes des deux sexes, mortes en religion, se monte à 1714, dont 1,000 religieuses, et que le total des professions dans la même année ne se monte qu'à 1,300, dont 838 religieuses, ce qui forme un *deficit* de plus de 400 dans les recrues annuelles, *deficit* qui est plus sensible parmi les religieux que parmi les religieuses, dont le nombre excède de plus d'un quart celui des moines, et qui doivent se soutenir plus long-temps, parce que les femmes participent moins que les hommes aux révolutions des mœurs et de l'opinion, et que d'ailleurs elles ont moins de ressources contre le malheur et l'indigence. En effet, les couvens de filles ne sont pas seulement le séjour de la dévotion et de l'oisiveté, ce sont des asiles contre l'oppression ou l'humiliation; c'est là qu'on ensevelit des regrets que le monde a causés, et que le monde rappellerait; c'est là qu'on évite la tyrannie des parens, et qu'on sacrifie la liberté de ses actions

que ces marouſles vivent plus long-temps qu'autrefois, parce qu'ils sont mieux soignés.

pour conserver du moins celle de son cœur. Pourquoi ne pas préparer d'autre refuge à ce sexe si faible, mais si intéressant, si touchant dans sa faiblesse! Que de malheureuses victimes, surtout dans les provinces, surtout parmi la noblesse! Là, les filles sont regardées comme un fardeau pour les familles; tout l'argent qu'on peut économiser, tout ce que le petit domaine peut produire au-delà de la subsisance de ses possesseurs est employé à soutenir les garçons au service. Ils partent; on a payé leurs emplois, on fait leurs équipages, on les pare; on veut qu'ils brillent dans leurs garnisons. Ils reviennent au bout de deux ans; il faut payer leurs dettes, il faut contenter leurs caprices; et cependant ils règnent dans la maison paternelle, tandis qu'on néglige, qu'on maltraite souvent les sœurs infortunées, qui, pour prix de leurs soins assidus, n'éprouvent que des rigueurs et des reproches. Faut-il languir, vieillir dans cet esclavage domestique, ou se condamner à une prison perpétuelle? Ah! s'il arrivait jamais qu'à la place de ces couvens qui dépeuplent les villes et les provinces, qui ne mettent pas moins d'entraves aux pensées qu'aux actions, et dont l'éducation pusillanime dérobe les individus à l'esprit public et aux progrès de la raison, on élevât des asiles aussi purs, aussi chastes, mais où la volonté resterait libre, où, sous une règle, sage sans être austère, on pourrait passer à son choix les premières ou les dernières années de sa vie,

ou même sa vie entière; quel service ne rendrait-on pas à l'humanité, quels progrès rapides ne ferait-on pas vers la félicité publique ? Ce ne serait ni la liberté des chapitres d'Allemagne, ni l'esclavage de nos couvens; ce serait l'ordre sans la gêne, la décence sans la sottise, l'obéissance sans l'humiliation. Ainsi, en ne négligeant aucune classe de citoyens, de quelque sexe qu'ils soient, on parviendrait à remplir le grand objet du gouvernement, qui est bien plus encore d'avoir une population heureuse qu'une population nombreuse.

Une chose bien importante, c'est d'établir l'équilibre dans cette population; c'est d'empêcher que la différence des lois locales n'attire trop les hommes dans certains endroits pour les repousser dans d'autres. Le gouvernement a déjà beaucoup fait pour les campagnes, en encourageant l'agriculture, par les exemptions accordées aux défrichemens, par la liberté qu'on a rendue à la circulation, à l'exportation des grains et des autres denrées. Quand les priviléges exclusifs seront abolis, quand l'arbitraire sera banni des impositions, quand le crédit public aura redoublé la circulation, et que les capitaux se reverseront dans les campagnes et dans les provinces, nul doute que la France ne soit le royaume le plus peuplé de l'Europe, comme il est effectivement le plus riche et le plus puissant.

Nous terminerons nos considérations sur la population actuelle de l'Europe par l'Angleterre; mais

nous avouerons en même temps que cette nation si éclairée, si occupée de spéculations politiques, en est encore au même point où nous étions il y a quelques années, c'est-à-dire qu'elle n'a aucune notion fixe sur sa population. Là, comme ici, on trouve des gens qui assurent hardiment qu'elle est fort diminuée depuis la reine Élisabeth; d'autres établissent, par des raisons beaucoup plus plausibles, à la vérité, qu'elle est fort augmentée. En 1682, sir William Petty lui donnait 7,400,000 habitans; en 1692, Davenant n'en comptait que 7,000,000. Wallace et Templeman en supposent 8,000,000; d'autres, tels que le docteur Price et M. Smith [1], ne lui en donnent que de 5 à 6 millions. Malheureusement les Anglais n'ont d'autres élémens pour leur calcul que le nombre des maisons. On le faisait monter à 1,300,000, à peu près à la fin du dernier siècle. Quelques auteurs prétendent qu'il est diminué de près d'un quart; mais comme on ne peut consulter que les registres de ceux qui lèvent la taxe sur les fenêtres, il est difficile de former aucun résultat, parce qu'ils négligent d'inscrire toutes les maisons ou cabanes des pauvres gens, qui ne payent pas la taxe. D'ailleurs, quand on connaîtrait le nombre des maisons, il faudrait encore arbitrer celui des personnes qui habitent dans chaque maison. Nous nous bornerons donc à dire que la nation anglaise ayant

[1] Voyez Young, *Arithm. polit.*, p. 78 et 322.

toujours prospéré depuis un siècle, le commerce s'étant multiplié, la culture ayant augmenté, ainsi que le prix des terres et celui des salaires, il y a tout lieu de croire que la population est augmentée en même proportion, et que lorsqu'on viendra à faire des dénombremens exacts, les frondeurs qui crient à *la dépopulation*, se trouveront tout aussi loin de leur compte qu'en France et en beaucoup d'autres pays. [1]

[1] C'est toujours avec beaucoup de défiance qu'il faut examiner les calculs, et en général, toutes les autorités sur lesquelles se fondent la plupart des auteurs anglais : j'en dirai autant des auteurs français et de ceux de toute nation éclairée; en voici la raison : lorsque toutes les opinions ont été énoncées et discutées, si l'on vient à consulter les faits, c'est lorsqu'il s'agit de justifier quelque principe qu'on a déjà établi, et alors les objets passent à travers un verre inégal et coloré, qui les change et les dénature. Un homme d'esprit disait un jour qu'il n'ajoutait guère de foi aux livres d'histoire, à moins qu'il ne lui fût démontré que leur auteur était un sot. Ce paradoxe s'appliquerait encore mieux aux calculs en matière de politique. Que dans un état qui cherche, qui commence à s'éclairer, on fasse des dénombremens, des cadastres, je suis tout prêt à leur donner ma confiance : mais que dans un pays où depuis cent ans on raisonne politique et administration, on s'avise enfin d'alléguer des faits et des calculs, je suspendrai mon jugement, et je me croirai obligé de vérifier moi-même tout ce que j'aurai lu dans les livres. Il n'y a pas long-temps qu'en France on avait limité la population à 16 millions d'habitans, et le revenu net des terres à 280 millions. Il n'est

pas moins risible de voir l'auteur du *Present state of Great Britain*, imprimer en 1755, que la France n'avait que 13,500,000 habitans, dont 270,000 prêtres ou religieux, sans compter les religieuses. D'autres Anglais, plus défavorables encore à leur patrie qu'à ses rivaux, assurent gravement que la population de l'Angleterre a beaucoup diminué depuis la reine Élisabeth, époque où le prix des biens-fonds n'était que 15 fois la valeur des revenus, où il n'y avait ni commerce ni manufactures, et où il fallait annuellement acheter des grains de l'étranger. Aucun de ces auteurs n'a imaginé de consulter son compatriote Thomas Morus, qui, peu de temps avant cette époque, se plaignait de ce que le peuple diminuait de jour en jour, et en donnait de très bonnes raisons. Les principales étaient, 1°. la manie des pâturages, qui faisait que les riches détruisaient des villages entiers pour agrandir leurs parcs; 2°. la multiplication des moines et la richesse du clergé; 3°. le faste des grands, qui nourrissaient, entretenaient un grand cortége d'officiers et de valets, tous tellement accoutumés à l'oisiveté et à tous les vices qu'elle entraîne avec elle, que lorsqu'il leur arrivait de perdre leurs maîtres, ils devenaient des mendians ou des voleurs de grands chemins. (Voyez *Utopia*, lib. 1.) Une chose digne de remarque, c'est que Thomas Morus en prend sujet de se récrier contre la sévérité des lois pénales, et surtout contre la peine de mort infligée aux voleurs, qu'il soutient hardiment que le gouvernement n'a pas droit de punir si rigoureusement des crimes dont il est la première cause, et que pour le prouver, il expose tous les principes qui ont fait depuis la fortune du livre intitulé *Des délits et des peines*. Ainsi la vérité, comme la plupart des raretés qu'on expose à la curiosité des passans, dépend et de l'adresse de celui qui la montre, et du moment où on l'expose. Rarement va-t-on la chercher au lieu de son origine; aussi ne parvient-on pas aisément à

la connaître. C'est un enfant qu'on orne dès le berceau, et qui ne paraît nu qu'au moment de sa naissance.

Avant de passer à la question intéressante que nous traiterons dans le chapitre suivant, nous croyons devoir encore arrêter un moment ceux de nos lecteurs qui prennent quelque intérêt à tout ce qui concerne la population. En effet, la bonne foi dont nous faisons profession ne nous permet pas de dissimuler un fait très singulier que nous trouvons dans *l'Histoire de France*, continuée par Villaret. Cet auteur assure avoir vu à la Bibliothéque du roi un manuscrit qui en cite un autre, sous le titre d'*État du subside imposé par feux, en* 1328. Suivant cet état, les provinces soumises à l'aide, du temps de Philippe de Valois, contenaient deux millions cinq cent mille feux, ce qui annonce une population d'autant plus considérable, que la plus grande partie de la Guyenne, les comtés de Foix et d'Armagnac, le Roussillon, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Flandre, le Hainaut, l'Artois, la Bretagne, l'Alsace, la Lorraine, le Dauphiné et la Provence n'y étaient pas compris. M. Villaret estime que les provinces soumises à cette imposition ne formaient pas le tiers du royaume tel qu'il est à présent, lequel devait par conséquent contenir alors près de 8 millions de feux; ce qui donnerait 24 millions d'habitans, à ne compter que trois têtes par feu, à quoi il faudrait encore ajouter tous les serfs, le clergé, les universités et la noblesse, qui en étaient exempts : d'où il conclut qu'on pourrait porter cette population à 32 millions. Ce résultat est trop extraordinaire pour ne pas inspirer quelque doute sur les documens dont il est tiré. Il est impossible que la multiplication du clergé, les croisades, l'anarchie féodale, la servitude des peuples, etc. ne se soient pas opposés aux progrès de la population, ce qui forme d'abord un préjugé contre les calculs précédens. J'observerai ensuite que c'est peut-être très gratuitement que M. Villaret suppose que les

provinces soumises à l'aide ne formaient pas le tiers de la population (*d*). Il dit ailleurs que lorsque le Prince-Noir voulut imposer cette taxe de 20 sous par feu, qui fit révolter la plupart de ses sujets, on calculait qu'elle lui aurait produit 1,200,000 liv. Il est clair que cette conjecture était très hasardée, puisqu'elle supposait que la population des provinces soumises à l'Angleterre égalait la moitié de celle des provinces qui composaient la monarchie. Admettons-la cependant pour un moment; mais n'en négligeons pas une autre que nous trouvons dans Ducange (au mot *Focagium*). Ce savant auteur rapporte un instrument qui se trouve dans *l'Histoire de Bretagne*, où il est parlé d'une imposition par feu, sur laquelle le duc assigna le paiement d'une dette que le connétable Clisson réclamait. Suivant cet instrument, le nombre des feux dans toute la province ne se trouve monter qu'à 69,748. *Erat autem exhibitus numerus focorum tum contribuentium in communis focagiis, qui ascendebant ad summam* 69,748. Or, si la Bretagne ne contenait qu'un pareil nombre de feux, ne pourrait-on pas faire des provinces qui restaient hors de la domination royale quatre lots, dont chacun serait à peu près égal à la Bretagne? Le premier contiendrait la Bourgogne et la Franche-Comté; le second, la Flandre, le Hainaut et l'Artois; le troisième, l'Alsace et la Lorraine; le quatrième, le Dauphiné et la Provence; ce qui ne formerait en tout que 350,000 feux à peu près, y compris la Bretagne. Si l'on ajoute cette somme à celle qu'on a trouvée pour la Guyenne, on n'aura que 1,330,000 feux pour toutes celles des provinces de notre monarchie qui n'étaient pas soumises alors à l'autorité de nos rois. A la vérité, je ne donne pas ce calcul pour bien exact; mais il y a apparence qu'il l'est pour le moins autant que celui de M. Villaret. Cet auteur ne compte que trois têtes par

(*d*) *J'ai parlé de cette méprise dans l'*Histoire générale.

feu; ce qui est fort éloigné de l'estimation actuelle; mais il y a tout lieu de croire que cette imposition était répartie différemment qu'elle ne l'est de nos jours. Je trouve encore dans Ducange un passage qu'il a tiré des registres de la chambre des comptes. Il s'agit de la manière dont l'affonagement doit se faire en Normandie; il y est dit : *Si in eadem domo manserint quatuor homines vel plures vel pauciores de quibus unusquisque vivat de suo proprio, dat foagium : Vidua etiam, si habet de mobili* 11 *sol. aut amplius, dat foagium.* Et quant au nombre des exempts que M. Villaret fait monter si haut, le même manuscrit nous apprend qu'un évêque ou un abbé ne pouvaient exempter que six personnes de leur suite.

Il résulte de tout ceci qu'on ne peut rien conclure d'après des élémens si incertains et si contradictoires. M. Villaret aurait pu s'étonner que nous n'eussions porté la population de toutes ces provinces dont nous avons fait l'énumération, qu'au tiers de celle qu'il attribue à la Guyenne et aux autres pays soumis à l'Angleterre; nous le serons à notre tour qu'il évalue cette population à la moitié de celle des provinces qui obéissaient directement au roi. D'ailleurs, il ne produit aucun registre pour la Guyenne, et nous en avons un très précis pour la Bretagne. Il résulte de son calcul que le royaume, tel qu'il est à présent, pouvait contenir alors 32 millions d'habitans; il résulterait du nôtre qu'il n'en contenait que treize ou quatorze. Car quatre millions de feux ne nous donneraient que douze millions de contribuables, et nous nous croyons fondés à supposer que le nombre des exempts était beaucoup moins considérable qu'il ne l'a cru. Au milieu de ces obscurités, c'est à la raison de juger : elle nous apprendra qu'un peuple livré à l'anarchie et à la superstition, ne peut jamais se multiplier à un certain point.

CHAPITRE VII.

Continuation du même sujet. La population est-elle un indice certain de la force d'un état?

Je ne doute pas que bien des gens ne se décident pour l'affirmative, et cette opinion paraît dériver naturellement des principes que nous avons établis jusqu'ici; mais il en est un important, qui est plus connu que suivi dans ce siècle disert, c'est « qu'on « ne connaît bien les vérités qu'en connaissant leurs « limites. » Il est généralement vrai que la population est la preuve de la prospérité et de la force d'une nation, parce qu'il est généralement vrai que l'agriculture, le commerce et la bonne législation multiplient le nombre des hommes. Mais la population n'a-t-elle pas quelquefois des causes physiques qui peuvent prévaloir sur les causes morales? N'existe-t-il pas des pays plus favorables à la propagation de l'espèce; et la proportion du nombre des hommes à la félicité dont ils jouissent est-elle toujours égale? Les faits suffisent seuls pour nous décider; car si, dans cette supposition, il paraîtrait encore fort difficile de trouver des contrées toutes couvertes d'habitans, il ne le serait pas du moins d'en trouver qui fussent totalement désertes. Les côtes d'Afrique, l'empire Ottoman, et même celui

des Czars ne nous en offraient que trop d'exemples. Mais pour nous dispenser de les aller chercher si loin, nous pouvons citer plusieurs petits états d'Allemagne, sans commerce et sans industrie, gouvernés assez tyranniquement, et perpétuellement opprimés par la présence d'un petit souverain, qui le plus souvent ne devant son domaine qu'à une dignité ecclésiastique, se hâte de dévorer une propriété précaire qu'il ne peut faire passer à sa postérité. Eh bien! dans ces petits états, les peuples se multiplient; les mariages ne sont pas heureux, mais ils sont communs : les ménages ne sont pas riches, mais ils sont féconds, et l'espèce humaine se soutient toujours. (a)

On ne peut se dissimuler qu'il existe en France des provinces très misérables. Il en est qui jusqu'ici paraissent avoir été constamment oubliées du gouvernement, excepté dans la répartition des impôts. Il y a quelques années que le Berry et le Limosin n'avaient ni chemins, ni commerce, et gémissaient pourtant sous le poids de leurs impositions, d'autant plus onéreuses, que dans ces pays d'élection la taille est arbitraire. L'état recueillait où il n'avait point semé. J'avoue que ces provinces ne sont pas les plus peuplées du royaume; mais elles sont loin d'être désertes, et certainement les hommes s'y trouvent dans une proportion qui excède de beaucoup celle de leur

(a) *Ils fournissent des émigrans à l'Europe.*

aisance; c'est que nous ne connaissons pas toutes les ressources de la nature; c'est qu'elle est capable d'efforts que nous ne pouvons pas apprécier; et voilà la raison par laquelle on se trompe toujours dans les principes trop généraux, ou plutôt dans les conséquences qu'on en tire.

« Les subsistances sont la mesure de la popula-« tion [1]. Si la quantité de subsistance diminue, le « nombre des hommes doit diminuer en même pro-« portion. » Il doit diminuer, sans doute. En même proportion? C'est une autre affaire, où du moins ce n'est qu'au bout d'un très long temps que cette proportion se trouve juste. Les dégradations dans l'ordre politique ressemblent assez à la récession des marées; le flot en fuyant revient toujours sur ses pas; il faut le bien observer pour juger qu'il rétrograde. Avant que la vie des hommes s'abrége, que les sources mêmes de la vie s'altèrent, il faut que la misère ait abattu les forces et multiplié les ma-

[1] On peut voir dans les calculs publiés par M. de Messence, qu'après les ravages causés par la peste de Marseille, les mariages furent plus féconds en Provence qu'ils ne l'avaient été auparavant. Il en est de même après tous les fléaux qui diminuent la proportion des hommes aux subsistances, sans détruire les moyens de faire renaître ces subsistances. Cette seule considération doit faire juger d'un coup-d'œil que la dépopulation qui se répare le plus aisément, est celle qui est la suite d'une contagion. Le contraire arrive, si elle vient d'une guerre ruineuse ou d'une mauvaise administration.

ladies. Lorsqu'elle s'empare d'une contrée, lorsque les subsistances diminuent d'une certaine quantité, d'un sixième, par exemple, il n'arrive pas qu'un sixième des habitans meure de faim ou s'exile; mais ces infortunés consomment, en général, un sixième de moins, et ainsi de suite. Malheureusement pour eux, la destruction ne suit pas toujours la misère; et la nature, plus économe que les tyrans, sait encore mieux à combien peu de frais les hommes peuvent subsister (*b*). Ils pourront encore être nombreux, mais ils seront faibles et malheureux toutes les fois qu'une année de travail ne fournira à chaque homme qu'une subsistance pénible pour lui et pour sa famille, ou que l'exaction lui enlèvera journellement le petit excédant dont il pourrait se former un capital, un moyen de perfectionner sa culture et d'améliorer son sort; c'est alors qu'en prenant peu on enlève beaucoup. Je dis donc qu'une pareille contrée peut être peuplée sans être forte ni redoutable : je dis qu'en cas de guerre, on a peu de ressources à en attendre, et qu'elle pourrait être soumise aisément par un peuple moins nombreux.

Au contraire, s'il existe une nation qui, sans être très nombreuse, possède une grande quantité de terres bien cultivées; si cette nation augmente journellement son agriculture et son commerce, sans que sa population augmente en pareille proportion; enfin, si elle fait naître plus de subsistances, sans

(*b*) *Bravo*!

nourrir plus d'habitans, je dis : « Il faut que cette « nation consomme spécifiquement plus que les au- « tres ; il faut que le tarif de la vie humaine y soit « plus haut, et c'est là l'indice le plus certain de la « félicité des hommes. » Tel est le cas où se trouve l'Angleterre [1] : comparez état à état, classe à classe,

[1] On ne parle ici que de l'Angleterre proprement dite ; car il n'est point de nation dont l'Écosse et l'Irlande doivent exciter l'envie. On compte communément sept à huit millions d'habitans en Angleterre. Comme elle n'est guère plus étendue que le tiers de la France, si ce calcul était juste, elle se trouverait peuplée précisément dans la même proportion ; mais il faut observer que l'Angleterre a plusieurs avantages dont la France est privée. Son terrain est presque partout uni, et par conséquent propre à la culture des blés et au pâturage ; d'ailleurs, elle est environnée de la mer, et la nature de son sol rend les chemins très faciles. D'un autre côté, sa position entre l'Europe et l'Amérique la rend très propre au commerce, tandis que sa situation insulaire assure sa tranquillité. Il serait donc juste de ne comparer l'Angleterre qu'aux provinces les plus riches de la France, et de n'opposer le Limousin, l'Auvergne, la Provence et quelques parties de la Champagne qu'à l'Écosse et à l'Irlande. Sous ce point de vue l'Angleterre serait spécifiquement moins peuplée que la France ; car l'Écosse et l'Irlande réunies ne contiennent pas quatre millions d'habitans. Mais je suis très porté à croire que les Anglais ont aussi la manie de dénigrer leur population. Ils n'ont d'autre dénombrement que celui des maisons (*c*) ; on en compte douze cent mille, et les spéculateurs ne supposent que 5 ou 6 personnes par maison. Or, nous voyons par les cal-

(*c*) *Et les listes des morts et des naissances.*

profession à profession, vous trouverez que la subsistance de l'Anglais est toujours évaluée à un taux plus haut que celle d'un Français ou d'un Allemand. Je n'en excepte pas même les pauvres, auxquels on ne refuse dans les hôpitaux aucune de ces consommations que nous regarderions comme une espèce de luxe, telles que la bière, le thé, [1] le pain

culs de M. de Messence que dans Paris il faut compter 24 personnes par maison. Il est vrai qu'elles y sont plus hautes qu'en Angleterre; mais dans Londres, Bristol, Oxford, Birmingham, on peut bien compter 15 ou 18 personnes par maison. Les mêmes calculs nous donnent dans les provinces 5 personnes par feu, et comme il existe toujours beaucoup plus de feux que de maisons, tout concourt à prouver que douze cent mille maisons doivent donner beaucoup plus de sept millions d'habitans.

[1] C'est ce qui rend la taxe des pauvres si onéreuse en Angleterre. Il en aurait même résulté un grand inconvénient; car les propriétaires, craignant de voir augmenter cette charge, commençaient à décourager la population le plus qu'ils pouvaient, en éloignant les petits tenanciers, et surtout ces manufactures qui ne donnent qu'une aisance précaire, et dont les vicissitudes exposent quelquefois le peuple à la mendicité. On vient de remédier depuis quelque temps à cet inconvénient; la plupart des propriétaires s'étant réunis pour former des établissemens auxquels ils contribuent en raison de leur propriété, et où ils font travailler les pauvres. De cette façon, personne n'a plus un intérêt immédiat à les éloigner de chez soi : chacun doit même désirer d'y attirer une population dont tout le produit sera pour lui, tandis que les charges en seront partagées par ses voisins.

blanc, etc. Aussi ce peuple est-il plus robuste, plus actif, et surtout meilleur ouvrier que les autres; car il faut bien se rappeler cette vérité démontrée par l'expérience, c'est que le haut prix des salaires n'est pas si contraire au commerce que bien des gens se le figurent; la raison en est que l'homme qui consomme le plus est celui qui travaille le mieux. Un officier anglais, chargé de la construction de quelques retranchemens, avait partagé l'ouvrage entre des Anglais et des Écossais; il payait la journée des premiers le double de celle des autres. Les Écossais se plaignirent; il mit les ouvriers à la tâche, en égalisant (q) les prix, et ceux-ci y perdirent encore plus. Je ne parle pas ici de quelques salaires extravagans qu'on paye dans la ville de Londres, parce que toute ville trop considérable renverse toujours les lois de la raison et de la politique; parce que dans une capitale où toutes les classes font corps,

Ces faits, qui sont peu connus en France, peuvent être de quelque importance, en ce qu'ils font voir que les établissemens de charité, qui tendent au soutien et à la multiplication du peuple, peuvent quelquefois aller directement contre leur objet, et qu'ils nous prouvent en même temps que toutes les manufactures qui ne s'allient pas avec l'agriculture, sont la source la plus commune de la mendicité. Les ouvrages vraiment utiles, ce sont les filatures, les petits métiers, etc.; parce que le cultivateur et sa famille peuvent y employer les jours d'hiver, les longues soirées, et tout le temps qu'ils ne doivent pas au soin de leurs terres.

(*d*) *Égalant.*

et où tous les corps peuvent se faire craindre, le commerce, la police et le sens commun sont également exposés. Mais je me suis assuré par moi-même que dans les campagnes de l'Angleterre les salaires sont dans une juste proportion entre eux, et que généralement les hommes y consomment plus qu'ailleurs. [1]

Ce que j'ai dit des consommations doit s'entendre de toutes les commodités de la vie. Les paysans, les journaliers sont tous bien vêtus. On ne connaît pas là l'usage d'acheter des vieux habits de livrée, comme dans certains pays, où, lorsque vous entrez le dimanche dans une église, vous croyez voir, au lieu d'une assemblée de paysans, un ramas de domestiques mal entretenus. Le feu de charbon est, à la vérité, beaucoup moins cher que celui que l'on fait avec le bois; mais le feu est regardé en Angleterre comme de première nécessité, et toutes les maisons sont échauffées avec soin quoiqu'il y ait partout des portes et des fenêtres bien fermantes et bien entretenues, qui défendent des injures de l'air.

Tels sont les véritables avantages de ce peuple,

[1] Consultez un livre intitulé : *A six-weeks's tour, etc.*, vous y verrez que les journées des moissonneurs, des faucheurs, sont communément de trente à quarante sous, dans des pays où le prix du pain est de deux sous (*e*) la livre, celui de la viande de six, et celui du beurre de douze.

(*e*) *Ces deux sous en font quatre des nôtres.*

lesquels, réunis à la sûreté de ses propriétés et au privilége inestimable de ne dépendre que de la loi, le rendraient le plus heureux de la terre, si son climat, ses anciennes mœurs et ses fréquentes révolutions ne l'avaient pas tourné au mécontentement et à la mélancolie ; mais ces considérations ne sont point de notre sujet. Nous venons de voir qu'une nation peut augmenter son commerce et sa culture dans une beaucoup plus grande proportion que sa population ; il nous reste à examiner si c'est un inconvénient pour elle, et si elle en sera moins puissante pour cela.

Tâchons de simplifier la question, et supposons, comme nous l'avons fait au commencement de cet ouvrage, que le travail d'une nation est partagé entre tous les individus : imaginons encore deux cités ; supposons dans l'une six mille habitans, et dans l'autre quatre mille : je soutiens que si les premiers sont dans une telle situation qu'ils soient obligés de travailler toute l'année pour se procurer une subsistance modique, et que les autres puissent produire avec le même travail une quantité de subsistances spécifiquement plus considérable, ou bien avec un travail beaucoup moins pénible une subsistance suffisante, ceux-ci seront les plus forts, comme les plus heureux ; de façon que dans le cas où la guerre s'élèverait entre les deux cités, ils seraient nécessairement victorieux.

Allons plus loin, et voyons comment les choses

doivent se passer. Le peuple le moins nombreux, mais le plus riche [1], se résout à mettre des troupes en campagne. Je suppose qu'il arme mille hommes. Voilà le quart du peuple qui ne travaille plus : il faut donc qu'il arrive de deux choses l'une, ou que le pays, fournissant le quart moins de subsistances, les cultivateurs se privent journellement d'une partie de leurs consommations pour faire vivre leurs soldats, ou qu'ils augmentent leur travail pour suppléer à celui que ces derniers ont été contraints d'abandonner. Mais chez un pareil peuple, ces deux ressources sont également possibles. Nous observerons seulement que cette alternative n'existe guère, les deux efforts se faisant conjointement, de façon que la partie laborieuse travaille un peu plus, et consomme un peu moins, et c'est là ce qui soutient tous les états pendant la guerre.

Examinons maintenant ce qui se passe chez l'autre peuple. Il mettra aussi mille hommes sur pied; car dans les premières campagnes les armées sont ordinairement égales, et de part et d'autre on calcule plus ses espérances que ses moyens. L'embarras est de savoir comment on soutiendra cette petite armée. Les cinq mille hommes qui resteront travailleront-ils davantage? mais à peine leur travail excessif suffisait-il à leur consommation; consomme-

[1] Cette richesse doit toujours s'entendre des subsistances; car jusqu'ici nous avons éloigné toute idée de commerce et d'argent monnayé.

ront-ils moins? mais à peine leur consommation suffisait-elle à leur subsistance : dans cet état de crise et de souffrance, comment entretenir une armée, l'approvisionner, la recruter? Il paraît donc démontré, qu'outre le désavantage qu'auront toujours mille soldats faibles et languissans contre un pareil nombre d'hommes forts et vigoureux, la seule différence des moyens et des efforts décidera la ruine de ce peuple plus nombreux, mais aussi plus misérable que l'autre.

On m'objectera peut-être que ceci n'est qu'une hypothèse, et que je me donne la liberté d'y pousser les choses à l'extrême. J'en conviendrai : oui, j'ai pris les choses à la rigueur, et je les ai poussées à l'extrême; mais c'est pour mettre la question dans tout son jour. Maintenant ajoutez, diminuez, marquez les nuances intermédiaires, mais avouez du moins que le principe est vrai, et que tous les événemens que l'histoire nous présente s'y rapportent plus ou moins. Que serait-ce si la nation la moins peuplée avait un plus grand capital en argent monnayé? Que serait-ce si, en supposant toutes les choses vénales, comme les hommes même le sont de nos jours, tous les efforts de la guerre consistaient en dépenses? Certainement mon principe, loin de perdre dans l'application, en recevrait un nouveau jour, et paraîtrait sans réplique.

Je prévois cependant une objection, et je vais me hâter d'y répondre avant de terminer ce cha-

pitre. Vous parlez, dira-t-on, de l'argent monnayé comme d'une ressource, comme d'un capital, et cependant il paraît que dans les guerres les plus dispendieuses, le dépérissement du travail, de la population et de l'agriculture précède toujours l'exportation ou l'aliénation entière de ce capital : telle guerre a ruiné un pays qui n'en a pas fait sortir le quart de son numéraire. Je prendrai la liberté de ne répondre à cette objection que par l'exposition d'une théorie que je crois aussi vraie qu'elle est simple.

Toutes les denrées étant vénales, et le commerce intérieur, qui n'est qu'un troc perpétuel, pouvant se faire par échange, ou avec plus ou moins de signes représentatifs, il serait naturel de regarder tout l'argent monnayé qui existe dans un état, comme une créance sur un surplus de travail ou de production à prendre sur l'étranger; de façon qu'une nation qui aurait une reproduction annuelle de six cents millions, et qui posséderait deux cents millions d'argent comptant, pourrait se figurer qu'elle a pour huit cents millions de subsistances à sa disposition : mais comme il est arrivé très antérieurement que tous les échanges se sont faits par l'argent; que sans argent les déplacemens de fonds, les transports, les trocs, les payemens ne pourraient avoir lieu; il s'ensuit qu'il est devenu impossible de disposer de l'argent comme capital, sans le détourner, dans une bien plus grande proportion, de ses fonctions d'agent

général du commerce. Dans le corps humain une saignée dégage également tous les vaisseaux ; il n'en est pas de même dans le corps politique : tout s'y fait par convulsion, et vous ne pouvez en changer l'économie, sans y jeter le désordre et la confusion. C'est ainsi que les impôts attaquent les propriétés, et ruinent les provinces ; c'est ainsi que les emprunts et les affaires extraordinaires bouleversent les fortunes, et interrompent le commerce. Telle est encore la raison pour laquelle les nations se ruinent bien plus par la mauvaise administration que par la guerre. De tout cela il résulte que dans l'état présent des sociétés politiques, l'argent monnayé peut bien être regardé comme un capital qui représente des denrées ou des mains-d'œuvres étrangères ; mais qu'en même temps c'est un capital qui n'est point disponible ; qu'il ne peut être rassemblé et employé qu'en très petite partie : enfin, qu'une nation vraiment puissante est celle qui consommant spécifiquement plus, ou travaillant spécifiquement moins qu'une autre, peut dans un temps de crise trouver une épargne dans ses subsistances, ou une augmentation dans son travail. [1]

[1] Il est pour les états des capitaux beaucoup plus avantageux que l'or et l'argent. Ce sont les ports de mer, les places de guerre, les arsenaux, les chemins, les canaux, les magasins, les fermes, les manufactures, et tous les édifices utiles à l'agriculture et au commerce. C'est, pour ainsi dire, la première mise, les avances d'une nation, sans les-

quelles il n'y a nul profit à attendre. Au reste, je n'ai pas besoin d'avertir que si j'ai comparé dans le courant de ce chapitre la France à l'Angleterre, tout ce qui a été dit depuis sur deux peuples, dont l'un est pauvre et l'autre riche, n'a plus aucun rapport à ces deux nations. La plupart des provinces de la France sont aussi riches et aussi bien cultivées que l'Angleterre. Le peuple, à la vérité, n'y est pas si à son aise : mais c'est un bien qui ne peut s'opérer qu'avec le temps et à l'aide des lois favorables à l'agriculture, comme l'exportation des grains, le rachat des corvées, l'encouragement des chemins *vicinaux*, et surtout l'abolition de l'arbitraire dans la taille.

CHAPITRE VIII.

De la guerre, et des causes qui peuvent la rendre plus ou moins fréquente de nos jours.

Si les spéculateurs ne sont pas encore d'accord sur les véritables symptômes de la félicité des peuples, personne ne disputera du moins que la paix n'en soit généralement le principe. La paix entraîne avec elle les idées de tranquillité, d'ordre et de bonheur. Pourquoi donc le calme qui doit la suivre est-il troublé si souvent chez les peuples libres, par des factions; chez les autres, par des murmures? C'est qu'on est à la fois et beaucoup plus heureux et beaucoup moins occupé. Ce n'est jamais qu'au moment où l'on commence à être mieux (*a*) qu'on s'efforce d'être bien (*b*). Un moribond, accablé sous le poids de la maladie, ne sent rien, n'espère rien, ne craint rien : la crise favorable est-elle arrivée, la douleur l'avertit bientôt de son existence; il s'agite, il se plaint, il commence à craindre la mort, et il est déjà guéri. Il en est de même des corps politiques. Ceux-là ne connaissent ni les hommes ni les gouvernemens, qui entendant parler d'opposition, de remontrances, de murmures, etc. s'empressent de conclure qu'une na-

(*a*) Bien.

(*b*) Mieux. *Faux en tout sens.*

tion est malheureuse. Sans doute que le calme de l'ancienne Arcadie ou du moderne Lignon serait une chose bien douce; mais les hommes ne se gouvernent pas comme les bergers de d'Urfé, et les lois d'un état puissant ne sont pas si aisées à perfectionner que celles de la vallée de Tempé. Pour moi, si j'arrivais dans un pays où l'on ne parlât dans la capitale que de plaisirs et de spectacles; dans les provinces, que de jeu et de tracasseries; dans les campagnes, que de la pluie et du beau temps; je dirais, voilà un peuple vain et stupide (c), que sa frivolité aveugle un moment, mais qui tend certainement vers sa ruine. Au contraire, si je trouvais les esprits en activité; si je les voyais soumettre à l'examen tout ce qui est bon et mauvais, utile ou nuisible; si le bien public, quoique souvent méconnu, était l'objet de toutes les recherches; si les conversations, ou raisonnables ou chagrines, se tournaient souvent sur la législation, l'agriculture et le commerce; si toutes les questions intéressantes étaient discutées, si toutes les opinions étaient soutenues, débattues et réfutées; je dirais, voilà un peuple déjà très estimable, qui commence à être heureux, qui mérite de l'être, et qui le sera encore plus par la suite.

L'humeur est condamnable dans les inférieurs; mais elle est bien plus dangereuse dans ceux qui gouvernent. Il faut qu'ils aient soin de se prémunir

(c) *Quoi! on est stupide pour parler de* Cinna *et d'*Armide?

contre cette impatience qui naît des petites importunités. La fermentation des discours et des écrits est incommode, mais n'est point inquiétante (d). Cromwell n'écrivait pas de *North-Briton*, ni Jacques Clément des brochures politiques. J'ai vu bien des Français et même des Anglais se récrier sur les divisions qui agitent l'Angleterre depuis la paix; je n'en ai pas vu un seul qui se soit souvenu que depuis les Tarquins jusqu'aux Césars la république Romaine ne s'était élevée que par les dissensions. Nous l'avons dit plus haut, et nous le répétons encore, sans l'orgueil excessif des patriciens, et sans l'audace effrénée des tribuns, cette vaste république n'aurait peut-être été qu'une démocratie éphémère, ou une aristocratie languissante. Du temps des Scipion et des Émile on n'entendait que plaintes, reproches et censures. Tout fut en silence sous les Néron et les Domitien; mais, suivant l'expression ingénieuse d'un auteur moderne, ce calme était celui des tombeaux. Heureuse encore la nation française en ce que sa tranquillité n'est pas fondée sur un équilibre toujours incertain et souvent chimérique, mais sur un concours général à soutenir toutes les formes modératrices, à rendre toute propriété respectable, à prévenir toute précipitation dans la confection des lois, à éclairer le législateur lui-même par la liberté de penser, de parler et d'écrire.

(d) *Bravo!*

Gardons-nous donc d'aimer la guerre parce qu'elle enivre les esprits d'une gloire passagère, et qu'elle amuse le peuple par des réjouissances publiques, toujours interrompues par les larmes des particuliers. Gardons-nous de craindre la paix parce qu'elle donne occasion aux discussions, aux mouvemens intérieurs. Rendons plutôt cette justice aux hommes; c'est que tout passionnés, tout injustes qu'ils sont, ils auraient mieux connu leurs véritables intérêts, s'ils n'avaient pas toujours été plutôt distraits qu'aveuglés. En effet, je regarde comme une longue distraction les guerres entreprises pour la conquête du Milanais et du royaume de Naples. Il en est de même de celles qui ont eu pour origine, d'abord l'ambition de la maison d'Autriche, ensuite celle de Louis XIV, et enfin cette manie d'équilibre poussée depuis jusqu'à l'extrême. La postérité ne pardonnera jamais à un ministre nonagénaire (*e*) de n'avoir pas apaisé dans son principe une longue querelle qui a tourmenté le système politique de l'Europe, et ne l'a point changé. Cette querelle une fois terminée, avec quels succès, avec quelle rapidité les esprits ne se sont-ils pas portés ensuite vers les objets d'une véritable utilité? Avec quel empressement ne cherchaient-ils pas à jouir des principaux avantages de la paix (*f*), tels que le commerce et

(*e*) *Il prend madame de Vintimille pour le cardinal de Fleury.*

(*f*) *Témoin la guerre de* 1756!

l'agriculture [1]? Je ne parlerai point de la dernière guerre, parce que les faits trop récens sont le domaine de la louange ou de la satire; domaine sur lequel je n'ai rien à prétendre : mais j'observerai que si les querelles d'ambition ont été de malheureuses distractions pour les peuples qui auraient dû travailler à leur bonheur, le désir injuste d'un commerce exclusif, d'un commerce établi par la domination, et soutenu par la force, fut aussi une cruelle méprise, dont plusieurs nations ressentent encore les effets. Espérons que, las enfin de tant de distractions inutiles et de méprises dangereuses, nous commencerons à sentir que les intérêts de toutes les nations sont les mêmes, et peuvent s'accorder entre eux (*g*). Espérons que les guerres deviendront moins opiniâtres et plus rares; et pour nous persuader que ces espérances ne sont pas frivoles, entrons dans quelques détails sur les raisons qui les ont fondées.

[1] Je place ici, pour la première fois, le mot *Commerce* avant celui d'*Agriculture*, parce que tous les écrits publiés pendant la dernière paix eurent plutôt pour objet le commerce que l'agriculture. On n'écrivait, on ne rêvait que commerce. Ce fut alors qu'on agita cette vaine question : *Si la noblesse devait être commerçante*, comme si le négoce se recrutait comme les armées, et n'avait pas besoin de capitaux plutôt que d'individus. Ces écrits étaient les précurseurs de la raison : *Non erant illi lux, sed, etc.* Il faut pourtant se rappeler que ce fut alors que M. Herbert publia le premier et peut-être le meilleur ouvrage qui ait paru sur la liberté du commerce des grains.

(*g*) *Pas tout-à-fait.*

Nous avons déjà fait entendre, en plusieurs occasions, que dans l'état présent de l'Europe, tout projet de monarchie universelle serait téméraire et chimérique; mais s'il suffit, pour la sûreté des peuples, qu'il soit impossible de l'exécuter, il faut, pour assurer leur repos, qu'il soit encore impossible de le former. Or, plusieurs raisons concourent maintenant à éloigner cette idée, même de la tête la plus folle et la plus ambitieuse. Non-seulement un équilibre suffisant balance les pouvoirs de l'Europe; non-seulement chaque état en particulier, par la situation de ses frontières, par quelques places fortes, par un nombre de troupes convenable, s'est mis à portée de résister à un coup de main; mais encore des alliances multipliées, des traités défensifs ont fait de l'Europe une grande république, une immense confédération, dont les liens ne peuvent être rompus que par de longs et puissans efforts. Le temps n'est plus où, en risquant deux légions, on pouvait espérer la conquête d'un royaume. Les premiers armemens sont devenus aussi dispendieux que les derniers; et les connaissances militaires, répandues assez également, doivent par là même éloigner la guerre, à peu près comme l'égalité entre deux joueurs d'échecs ralentit bientôt en eux la passion du jeu. D'ailleurs, toutes les nations puissantes sont obérées. Le poids de leurs dettes et de leurs impositions est porté à un tel degré, qu'il leur faut de grandes nécessités pour augmenter ce fardeau; et la dénomina-

tion même des subsides a changé, de façon qu'au lieu de moyens on n'a plus que des ressources. Il faudrait donc plus que de l'ambition; il faudrait une passion bien décidée pour porter les peuples à l'agression. Mais qui est-ce qui excitera cette fureur? Sera-ce la haine nationale? Elle n'existe plus que dans la canaille, et tous les jours encore elle est amortie par le commerce, et par la fréquentation réciproque que le goût des voyages a établie depuis peu. Sera-ce le fanatisme religieux? La matière n'en subsiste plus, parce que les progrès de la raison sont tels, que s'il existait encore des peuples superstitieux, ils seraient gouvernés par des princes sages et éclairés, et que s'il existait des princes superstitieux, ils gouverneraient des peuples trop instruits pour seconder leur folie. (*h*)

Voilà déjà des motifs bien consolans pour espérer que le repos des nations policées ne sera plus désormais si souvent et si cruellement troublé; mais cet amour de la paix, cet intérêt à la conserver, on ne peut l'inspirer qu'aux nations les plus policées; et tandis qu'un long repos, qu'une sage administration les auront formées à toutes les vertus, excepté aux vertus guerrières, qui nous répondra qu'une nation pauvre, mais belliqueuse, livrée aux préjugés, mais pleine de mépris pour la mort, ne viendra pas détruire en un jour le brillant édifice de cette prospérité passagère? Qui nous en répondra?

(*h*) *Bravo!*

Les hommes instruits et éclairés, qui ne se croient pas obligés de penser que tout ce qui a été sera encore, et que les mêmes événemens doivent se reproduire après que les causes ont changé. Les Barbares ont envahi la plus grande partie du monde; mais remarquez que ce n'est pourtant que l'empire romain qu'ils ont envahi. Caligula désirait que le peuple de Rome n'eût qu'une seule tête pour l'abattre du même coup (*i*). Je ne sais si les nations barbares avaient désiré pareillement que la terre n'eût qu'un maître, afin d'en pouvoir triompher plus aisément; mais ce souhait se serait trouvé rempli. Dans le fond, ces peuples étaient peu redoutables; ils échouèrent à tous les siéges qu'ils entreprirent; et si, en se renfermant dans les places, on avait voulu se contenter de les harceler, la fatigue et les maladies les auraient bientôt détruits; mais ils n'eurent à combattre que des armées mal disciplinées, et des généraux aussi haïs du peuple, que méprisés des soldats. Ces soldats eux-mêmes étaient pour la plupart des Barbares, comme leurs ennemis. L'autorité faible et chancelante à Constantinople ne pouvait remédier à des événemens qui se passaient sur des frontières si reculées; les bras qui combattaient étaient trop éloignés du cœur qui les animait, et ce cœur lui-même était faible et corrompu.

Nous ne craindrons pas de le dire : il n'y a pas de campagne du roi de Prusse qui n'ait été plus

(*i*) *L'a-t-il dit?*

difficile que les conquêtes d'Attila. Que serait-ce, si les Barbares avaient trouvé sur leur chemin des places comme Olmutz ou Schweidnitz? Que serait-ce si, au lieu d'avoir combattu quelque multitude indocile, commandée par des domestiques du palais, par des eunuques même, ils eussent eu affaire successivement à la Prusse, à l'Autriche, à la France? Les Russes ne peuvent plus être regardés comme des peuples barbares; ils font la guerre avec un grand train d'artillerie, de vivres, de munitions, etc. Les Turcs eux-mêmes ont une grande confiance dans leurs canons; et le nombre prodigieux d'esclaves qu'ils conduisent à la suite de leur armée rend leurs campagnes très dispendieuses. Mais je suppose que la manie des conquêtes prenne à ces nations, je crois que ce serait une chose curieuse que de les voir devant une place comme Strasbourg [1]. Soyons tranquilles sur les Russes et les Turcs. Les Calmoucks ne prendront pas Luxembourg, et les Janissaires n'entreront pas dans Besançon; d'ailleurs, la puissance ottomane tend à sa dissolution, sans que celle des czars devienne plus à craindre. Ces souverains, possesseurs d'un pays immense, et maîtres de faire des conquêtes faciles vers l'Orient, n'en tenteront

[1] Les Turcs ont réussi au siége de Candie, mais l'art de l'attaque et de la défense des places n'était pas encore porté au point où il l'est de nos jours. D'ailleurs, les Vénitiens manquaient de secours; et malgré cela quelle résistance n'ont-ils pas faite?

pas de périlleuses vers l'occident : faibles et pauvres dans leur grandeur, ils songeront à se policer, et lorsqu'ils y auront réussi, ils se diviseront; leur empire se partagera et se démembrera, de façon que de ses vastes ruines il naîtra des états libres et heureux, comme autrefois des entrailles d'un taureau naquirent ces essaims d'abeilles dont le miel rendit aux humains une nourriture douce et bienfaisante. (*k*)

Convenons-en : ce n'est plus des préjugés grossiers et barbares que les hommes ont à craindre le retour de leurs calamités ; c'est bien plutôt de l'abus qu'on fait de quelques bonnes maximes nouvellement établies. Telle est, par exemple, l'utilité généralement reconnue d'un commerce très étendu. Si l'Angleterre, depuis les gouvernemens d'Élisabeth et de Cromwell; si la Hollande, depuis qu'elle a été affranchie du pouvoir absolu, et la France, depuis qu'elle y a été soumise, ont acquis par le commerce des richesses et de l'éclat, il n'en faut pas conclure que ces avantages doivent être obtenus par toutes sortes de moyens. Il faut surtout se bien défendre des plus faciles, c'est-à-dire, de la force qui favorise l'usurpation, et de l'exclusif qui la soutient. Qu'une administration à grands projets et à petites vues ait voulu, sur la correspondance d'un intendant avec un bureau, échafauder le système

(*k*) *Quelle comparaison des débris d'un empire avec la fable des Abeilles !*

ridicule d'étendre notre domination en Amérique, au lieu de l'assurer; que la manie de planter des pieux dans la neige pour faire ensuite des forteresses sur des cartes, et toute cette ambition puérile des sous-ordres, aient inspiré au gouvernement l'opiniâtreté de faire la guerre pour la démarcation de quelques déserts, c'est ce qu'on ne conçoit que trop aisément; mais qu'une nation, qui se pique d'être philosophe et politique; qu'un peuple, accoutumé depuis deux siècles à décider de ses propres intérêts, conserve toujours cette folle prétention à un commerce conquérant et exclusif; qu'aveuglé sur ses véritables intérêts il sacrifie encore à cette vaine idole, c'est ce qui me paraît encore plus surprenant, et en même temps plus affligeant, parce que l'esprit des conseils change bien plus aisément que les préjugés populaires.

Dispensons-nous de rappeler aux Anglais que tout trafic, qui n'est pas fondé sur un libre échange des denrées, n'est pas commerce, mais tribut; que le négoce ne peut avoir d'autre objet que de procurer à une nation plus de subsistances et une plus grande variété de consommations; que, pour remplir cet objet, il doit être étendu, et que par conséquent il ne peut être fondé sur la domination, parce que toute domination trop étendue doit tomber tôt ou tard, et entraîner le commerce dans sa chute : ces avis et ces remontrances seraient superflus; une lettre d'Amérique leur en dit plus que notre phi-

losophie; mais, avant d'aller plus loin, il ne sera peut-être pas inutile de faire ici quelques observations sur ces préjugés qui ont perverti jusqu'à présent le meilleur emploi de l'industrie humaine.

Nous sommes dans le siècle de la métaphysique. Depuis que la mode passagère de la géométrie est venue débrouiller l'ancien chaos de la discussion, l'ordre et la méthode se sont mis en vogue. On n'a plus écrit sur la politique sans remonter jusqu'à l'origine des sociétés. Une famille s'augmente, se divise, se subdivise, etc. etc., et l'on suit cette belle progression jusqu'à ce qu'on soit arrivé à une question particulière, très éloignée du point d'où l'on est parti. S'agit-il de commerce, on suppose trois propriétés, trois îles, si l'on veut, dont l'une produit du blé, l'autre du vin, l'autre du chanvre, etc.; et l'on développe ainsi l'origine de toute chose, à peu près comme le philosophe de Molière fait connaître les voyelles à un disciple de quarante ans : *Avocat, passons au déluge;* ce déluge, c'est la confusion de toutes choses, le renversement de tout principe, suite funeste des erreurs, des passions, des crimes et de la folie des hommes. Pendant long-temps on n'a travaillé à la chimie que pour avoir de l'or. Les Espagnols n'ont cherché des terres inconnues que pour y trouver de l'or. Les Anglais n'ont attaqué les colonies des Espagnols que pour leur prendre leur or. Cherchons donc les faits, non dans les abstractions métaphysiques, dans les

discours préliminaires, dans les introductions, etc., mais dans l'histoire, et surtout dans les auteurs qui l'ont écrite sans intention, et qui ont, pour ainsi dire, traité les matières sans le vouloir.

Le commerce des modernes, comme nous l'avons dit plus haut, ne s'est point établi pour favoriser la communication des denrées, ou pour faciliter les échanges; il est né de l'avarice; il s'est élevé au milieu des fureurs de la guerre et de l'acharnement des haines nationales; il a pris, dès son principe, l'esprit d'exclusion et de domination, et il ne l'a que trop conservé de nos jours : *Prima mali labes.* Il faut connaître ce mal pour le guérir; il faut en démêler l'origine, et redoubler nos efforts pour tourner au profit de la raison cet ouvrage de nos passions. Un grand point, c'est que l'or et l'argent soient tombés en discrédit, ou, pour mieux m'expliquer, que les mines et le faible commerce qu'elles produisent soient appréciés à leur juste valeur. Mais si quelques Anglais (je connais trop l'esprit d'ambition et de convoitise qui règne encore dans cette nation, pour dire les Anglais en général); si quelques Anglais donc méprisent les mines du Brésil et du Pérou, ils ont encore un terrible attrait pour ces galions dont la prise fait une véritable fortune au particulier, et présente au public le fantôme d'une richesse passagère : *Auri sacra fames!...* Eh! sans chercher ces dangereuses acquisitions, qu'ils partagent leurs communes, qu'ils assimilent

leurs vastes bruyères à ces belles campagnes de Kent et d'Yorkshire; c'est là qu'existent leurs plus fécondes mines; c'est là leur Potosi, leur Pérou, la véritable source de leurs richesses. [1]

Je m'adresse volontiers aux Anglais, parce que ce sont eux qui sont le plus infectés de la manie de l'exclusif et de l'agrandissement. Les Français paraissent avoir adopté, depuis quelque temps, des principes plus raisonnables; mais je dirais volontiers à toutes les nations : « Désabusez-vous de juger de « votre puissance ou de votre félicité sur des cartes « enluminées; gardez-vous surtout de conclure entre « vous ces traités de commerce, qui ne suivent les « traités de paix que pour les détruire, à peu près « comme les vers rongeurs s'attachent aux vaisseaux « européens, lorsqu'ils reviennent de l'Amérique; « ou si vous êtes obligé de prendre quelques arran- « gemens réciproques, qu'ils aient la liberté pour « base; que toutes les nations soient traitées égale- « ment. Songez-moins à avoir la paix par les richesses « que les richesses par la paix. Plus de ces vaines ré- « serves de droits et de préférence; ne stipulez que la « liberté, tout renaîtra, tout prospérera, et les na-

[1] Quoiqu'on ait déjà partagé et cultivé beaucoup de communes en Angleterre, il en reste une grande quantité qui est encore négligée, le partage ne s'étant pas fait par un bill général, comme on le croit en France, mais par des arrangemens pris dans chaque comté, et confirmés par des actes du parlement.

« tions ayant toutes une grande quantité de pro-
« ductions avec une grande variété de besoins, le
« commerce ne sera plus fondé que sur le bonheur
« général. »

Nous avons exprimé nos vœux, annonçons nos espérances. Elles portent toujours sur les progrès de la raison humaine; mais comme les événemens politiques accélèrent ou retardent considérablement cette marche, naturellement lente et timide, nous observerons que la guerre dernière, ou plutôt la paix dont elle a été suivie, doit avoir une si grande influence sur l'avenir, que notre postérité la regardera peut-être comme l'époque d'une révolution intéressante. Toute paix qui laisse les choses où elles étaient avant la guerre, ne doit être regardée que comme une trève ou une suspension d'armes. La raison en est bien simple. Chacun avait un objet; cet objet a reçu encore plus d'importance par les efforts qu'il a excités; on s'y est encore plus attaché. Instruit par l'événement, on se croit assuré de prendre de meilleures mesures; les dispositions sont donc les mêmes, et le feu reste caché sous la cendre. Telle a été la paix d'Aix-la-Chapelle. Les Anglais ayant pris l'île Royale, et les Français Madras, les premiers ont regretté de n'avoir pas conquis tout le Canada, et les derniers de n'avoir pas détruit les établissemens anglais sur la côte de l'Inde. Une armée formidable, encouragée par la présence de son roi, et dirigée par un excellent général, avait

employé quatre campagnes à s'emparer des villes de Flandre. On se flatta à Londres qu'une autre fois avec de meilleurs généraux, plus d'accord, plus de vigilance, on défendrait mieux la Flandre, tandis que par d'autres conquêtes on se procurerait plus aisément la restitution de ce qu'on y aurait perdu. D'un autre côté, les Français, malheureux en Italie, se rappelaient que sans les échecs de Plaisance et d'Asti, il leur aurait été facile d'y donner la loi; les esprits fermentaient encore. Au premier prétexte de rupture, les projets, les plans d'agrandissement étant prêts de part et d'autre, on reprenait la partie où on l'avait laissée.

Il n'en a pas été de même de la paix de 1762. Les pertes considérables que nous avons faites dans nos colonies, nous avertissaient, pour la première fois [1], de porter notre attention de ce côté-là, tandis qu'une expérience malheureuse nous enseignait à prendre des précautions plus sûres, pour ne pas laisser rallumer une guerre dont le succès est incertain, et dont les désastres sont irréparables. D'un autre côté, le présent dangereux que nous avons fait aux Anglais, paraît avoir éloigné doublement les sujets de rupture, en détruisant toute contesta-

[1] Je dis pour la première fois, parce qu'il est très sûr que, du temps du Louis XIV, les sacrifices faits à la paix d'Utrecht ne furent pas regardés comme des pertes véritables, l'établissement de Philippe V ayant passé alors pour un dédommagement plus que suffisant.

tion sur les limites, et en inspirant aux Américains une sécurité qui les conduit à l'indépendance.

Nous nous abstenons de former aucun pronostic sur les événemens qui se préparent au-delà des mers. Peut-être pourrions-nous nous applaudir de voir la guerre exercer ses fureurs dans des climats si éloignés; mais il faut se réjouir de son sommeil, et non pas de son absence. Quand elle est une fois en activité, elle franchit aisément les espaces. Cependant nous observerons que toutes les guerres ne sont pas contraires au bien de l'humanité, comme toutes les maladies ne sont pas contraires à l'individu qu'elles attaquent. Dans l'un et dans l'autre cas, il peut s'opérer une crise favorable, qui guérisse des maux antérieurs, et amène un état de santé robuste et permanent. Ce que tout philosophe doit désirer, c'est que l'issue de la guerre présente soit telle, que l'Amérique continue à se peupler et à se perfectionner; car la raison, la législation, et le bonheur qui en résulte, ne sauraient acquérir trop de surface sur ce globe où tout se tient, tout se correspond par une chaîne, tantôt apparente, tantôt cachée. Quant à l'Asie, si je considère nos mauvais succès comme un grand malheur passé, je ne puis m'empêcher de regarder la démolition de nos remparts à Pondichéri, l'extinction de nos anciennes prétentions dans l'Inde, et surtout l'abolition du privilége de la Compagnie des Indes, comme un grand bonheur pour le présent et pour l'avenir. Les Anglais, devenus

fermiers du Mogol ou de ses Nababs, s'enrichissent à la vérité dans cette affaire; mais si les choses continuent sur le pied où elles sont, on ne peut envisager cette fortune comme appartenant au commerce, ou même aux colonies; ce ne sera jamais qu'un établissement précaire, soumis aux révolutions habituelles de l'Indoustan, et dépendant de la première invasion des Marates, ou des entreprises d'un autre Thamas-Kouli-kan (*l*). Si, au contraire, les Anglais, à force d'hommes, de combats et de dépenses, acquièrent dans ce pays une véritable propriété, nul doute alors qu'ils ne soumettent l'Inde, et même la plus grande partie de l'Asie; mais cet établissement rentrera dans la classe des colonies de l'Amérique, à cette différence encore que l'autorité y sera d'autant plutôt méprisée, qu'on en sera plus éloigné, et qu'on habitera un pays abondant en toutes sortes de productions. Dans tout cela je ne vois rien qui doive alarmer la France ou l'Espagne. Peut-être les Hollandais pourraient-ils en prendre quelque ombrage, mais ils possèdent des îles d'un difficile accès, et des forteresses en état de défense; et puis, quelle apparence que les Anglais, à portée de piller l'Asie, aillent épuiser leurs forces contre Batavia? [1]

(*l*) *Ouvrez la négociation du roi d'Angleterre avec le Mogol.*

[1] Les Anglais auront beau prospérer dans les Indes, ce ne sera jamais qu'avec des peines excessives qu'ils y entretiendront dix mille hommes de troupes européennes : il est

En traitant de la situation politique des royaumes de France et d'Angleterre, nous croyons avoir examiné les véritables sources de la guerre; car l'Allemagne ne peut pas la faire long-temps sans les subsides de ces deux puissances. Si nous voulions cependant porter un jugement particulier sur cette partie de l'Europe, nous dirions que les troupes autrichiennes et prussiennes font trop bien l'exercice pour que la guerre soit prête à recommencer entre elles. Deux maladroits, le fleuret à la main, se portent des bottes au hasard : deux maîtres les remplacent; ils se mesurent des yeux, se tâtent, se menacent, font de fréquens appels, et sont long-temps avant de se compromettre.

vrai que c'en est assez pour conquérir l'Inde; mais, s'ils perdaient seulement trois ou quatre mille hommes dans une guerre contre les Hollandais, ils s'exposeraient à voir reprendre le Bengale et tout ce qu'ils possèdent sur ces côtes.

CHAPITRE IX.

Des suites de la guerre, des plaies de l'humanité qui restent à refermer. Avantages et désavantages qui résultent de la situation présente de quelques états.

Puisque les réflexions que nous avons faites dans les chapitres précédens nous ont conduits à présumer que les guerres seraient désormais moins longues et moins dispendieuses, il nous reste à examiner si, par hasard, nous n'aurions pas acheté trop cher un repos que nous ne devrions qu'à notre épuisement, et si nous n'avons pas échangé des fléaux passagers contre de longues souffrances. Nous sommes devenus tranquilles, mais pauvres; et ce repos apparent, dont nous nous applaudissons, ne le devons-nous pas à un effort continuel, qui assimile l'état de paix à la guerre même? On ne craint plus les invasions ni les conquêtes; mais cette confiance n'est fondée que sur de nombreuses forteresses, sur d'immenses armées, garans très coûteux des traités; et tandis que nous nous chargeons de ces frais énormes, nous portons encore tout le poids des dettes qui ont été contractées par nos pères.

Cependant une nouvelle guerre s'est établie dans le sein des états : cette guerre, plus ruineuse que sanglante, plus importune qu'effrayante, s'est allumée partout entre le peuple et le gouvernement, ou

plutôt entre le contribuable et l'exacteur. De nouvelles armées ont été levées pour être toujours en activité, et ne prendre jamais de quartier d'hiver; et tandis que nos bataillons, après avoir rempli les tâches modiques de leurs exercices, se reposent dans le sein des cités, où souvent même ils aident le commerce et secourent l'industrie, les brigades des fermiers tiennent toujours la campagne; elles occupent des postes, établissent des patrouilles, envoient des détachemens. Ce n'est pas tout : le défaut de concours entre les nations et les souverains a fait de la levée des subsides, tantôt un affreux brigandage, tantôt un vil escamotage. Cette imposition a été choisie de préférence, parce qu'elle présentait moins d'obstacles, moins de difficultés; des moyens également ruineux et extravagans ont été mis successivement en usage. Les emplois les plus utiles ont été changés en offices onéreux, et les emplois les plus vils en charges honorables. On croyait voir renaître, entre les ministres et les citoyens, ces anciennes lois de Sparte, qui toléraient le vol, pourvu qu'il fût fait avec adresse. Le peuple, sans force, sans défense, était accablé sous le poids de l'imposition, tandis que des exemptions, vendues aux riches, redoublaient encore son fardeau. Alors l'oppression était devenue un système; car, plus l'imposition était ruineuse, mieux on vendait le moyen de s'en affranchir.... Hâtons-nous de tirer le rideau sur ce funeste tableau, dont nous n'aurions pas offert ici

les vives couleurs, si nous n'avions voulu prouver à nos lecteurs que nous ne négligeons aucune objection. Entrons plutôt dans quelque détail, et ne nous refusons pas à développer la suite de nos idées, quand même elles nous engageraient encore dans quelques discussions.

Convenons d'abord, pour simplifier la question, que la peinture que nous venons de faire ne se rapporte guère qu'au royaume de France. En effet, quelque considérables que soient les dettes de l'Angleterre et de la Hollande, les arrérages s'en paient facilement. En Hollande, presque tous les revenus publics sont levés sur les consommations : la perception en est simple et facile, tandis que l'activité du commerce et l'affluence des étrangers en diminuent le fardeau. En Angleterre, les droits sont immenses et multipliés; mais ils peuvent se rapporter à trois principaux : la taxe sur les terres, les douanes et l'excise. Or, la taxe sur les terres, étant toujours assise sur un ancien cadastre (*a*), a le double avantage d'être constante et uniforme, et d'avoir acquis, par le laps du temps, le mérite de la proportion; car les fonds ayant presque tous changé de possesseurs, l'inégalité dans la répartition a été compensée dans les ventes et dans les achats; et c'est ainsi que tout cadastre est utile en soi, et ne tarde pas à devenir juste et proportionnel. Mais nous avons trop d'esprit en France pour faire une besogne si

(*a*) *On en a fait un nouveau.*

grossière, et nous passerons encore une centaine d'années à mesurer des héritages, et à peser des gerbes, avant de nous délivrer de nos taxes arbitraires. Les droits d'entrée sont considérables en Angleterre, mais ils sont tous rejetés sur la frontière extrême; et soit que vous ayez acquitté les droits à Portsmouth ou à Édimbourg, vous pouvez, après cela, traverser toute la Grande-Bretagne, sans avoir aucune signature à faire ou à demander. J'avoue que l'excise qui exige des visites chez les particuliers et une espèce d'inquisition domestique, s'est toujours présentée à moi sous l'aspect le plus odieux; mais je conviens en même temps que je n'ai vu nulle part l'effet répondre à mes conjectures. Elle est établie en Flandre, en Hollande et en Angleterre, et elle n'y cause ni plaintes, ni murmures, ni procès[1]; c'est peut-être que cet impôt ne se paye qu'une fois et sur de grandes quantités; tandis que nos droits d'aides sont multipliés, embarrassés, fatigans et importuns. Les Anglais payent une taxe sur les fenêtres; et je sais combien une loi, qui fait payer l'air et la lumière même, peut fournir à l'éloquence, si elle veut servir le mécontentement; mais, après tout, cette imposition est égale et uniforme. Un exacteur ne peut, par avarice ou par animosité, vous supposer des fenêtres; et puis ces impositions ont été consenties et approuvées par le peuple. En un mot, je ne craindrai

[1] L'Artois, qui jouit de la plus belle administration qu'il y ait en France, a une excise, et ne s'en plaint pas.

pas de l'avancer : les Anglais peuvent souffrir de leur luxe et de l'inégalité des richesses, mais ils ne gémissent pas sous le poids des impositions; ils ne sont pas malheureux par leurs dettes et par leurs dépenses. Il n'en est pas de même des Français quoique leurs charges ne fussent pas plus pesantes si elles étaient mieux réparties. Mais ici le fond disparaît sous les formes hideuses dont il est revêtu; et la contribution des sujets, légitime en elle-même, se trouve chargée de tout l'odieux de la perception.

Pour connaître parfaitement l'état intrinsèque de ce royaume, il faudrait séparer deux choses, trop souvent réunies dans l'opinion commune, la dette en elle-même, et les moyens qu'on prend pour en payer les arrérages; mais c'est une matière qui demande à être traitée à part, et que nous réservons pour une autre place. Nous nous contenterons d'observer ici qu'il y a plusieurs provinces de la France qui ont échappé à ces malheurs : ce sont celles qui ont été assez heureuses pour être gouvernées par des états; et parmi les autres, il en est encore qu'une sage administration soutient journellement contre les vices de la législation; il en est où l'arbitraire est repoussé par la précaution éclairée des intendans; où des cadastres particuliers, des dénombremens exacts servent de remède aux vices de l'imposition. Si des édits bursaux ont gêné le commerce et enchaîné l'industrie, un ministre vigilant rompt quelquefois ces entraves, dispense de quelques rè-

glemens abusifs, modifie les lois trop difficiles à abolir, et soulage ainsi le malade qu'il ne peut guérir [1]. On ose même assurer qu'une certaine aisance, une sorte de prospérité se laisse apercevoir dans le royaume; mais elle n'a pas encore gagné son niveau; elle n'est pas parvenue aux classes les plus utiles, au petit peuple, au cultivateur. Tout n'est donc pas si mal qu'on le croit d'abord; mais tout est loin, beaucoup trop loin, d'être bien; et soit que le poids augmente ou diminue, il restera toujours que les Français sont de tous les peuples celui qui souffre le plus des impositions. Ce qu'il s'agit d'examiner, c'est par quels avantages ces inconvéniens sont compensés. Je n'en citerai que deux, mais qui sont bien intéressans; les voici en deux mots : moins de guerres (*b*), et moins de despotisme.

Moins de guerres : parce que si l'ambition de la noblesse, celle de quelques ministres, de quelques cour-

[1] M. de Trudaine a été le premier qui ait affranchi le commerce. Avant lui, c'était un galérien attaché à son banc; maintenant c'en est un qui a la liberté d'aller et de venir, mais qui porte encore au pied un anneau, dont sa démarche est gênée, et qui marque son esclavage. M. de Trudaine, en mourant, n'a pas laissé la liberté sans défenseur : ce qu'il a pensé, son fils l'a osé. Le commerce doit à celui-ci sa liberté la plus chère, celle de l'exportation des grains. C'est un titre acquis à la contradiction du siècle présent, et à la reconnaissance des siècles à venir.

(*b*) *Nous en avons eu trois injustes et malheureuses en peu de temps.*

tisans veut quelquefois la rallumer, l'état des finances vient tout à coup se présenter, et les arrête tout court. La difficulté de faire passer de nouveaux édits, de lever de nouveaux subsides ; la crainte de troubler par les murmures ou les réformes les plaisirs d'une cour brillante et fastueuse ; le labyrinthe inextricable dans lequel on se trouve engagé ; l'avantage qu'on donne à certains corps, habiles à saisir les occasions de résistance et les moyens de conserver la popularité ; tous ces obstacles sont autant d'égides pour le peuple, autant de barrières qui arrêtent la première saillie d'une nation plus entreprenante que prudente.

Moins de despotisme : parce que dans tous les pays du monde les besoins du fisc sont les vrais précepteurs des rois. Les monarques les plus absolus reconnaissent à la fin que leur autorité, qui les rend maîtres des individus, est un pouvoir inutile, dont ils ne peuvent aimer l'usage, et qui ne sert qu'aux intérêts personnels des ministres ; ils reconnaissent, dis-je, que cette autorité, forte contre les particuliers, ne peut rien contre les fortunes. On peut emprisonner un homme qui a tenu un propos indiscret ; mais on ne met à la Bastille ni les cours souveraines (c), ni les états d'une province, ni des propriétaires qui se disent dans l'impossibilité de payer. D'ailleurs, il arrive souvent que des besoins pressans engagent à de certains ménagemens. Des corps

(c) *Apparemment cela fut écrit avant la destitution des parlemens.*

qui veillent toujours, tiennent registre des plus légères démarches qu'on fait pour les gagner, et bientôt une suite de complaisances se trouve avoir fondé des droits : car, comme nous l'avons dit plus haut, que sont les lois des hommes, sinon l'exemple et l'habitude? (*d*)

Qu'on n'aille pas donner un mauvais sens à ces réflexions. Eh ! qui pourrait en faire l'application au moment présent? Nous n'ignorons pas, sans doute, que c'est un privilége précieux du gouvernement monarchique d'inspirer quelquefois la sécurité la plus parfaite dont les nations puissent jouir : je veux dire celle qui n'est pas fondée sur des choses abstraites et inanimées, toujours faibles, toujours impuissantes contre les passions des hommes ; mais sur le caractère, sur les vertus du souverain. Heureux les peuples lorsque ce souverain, déjà parvenu à l'âge où l'homme se montre tout entier, est encore assez jeune pour leur promettre une longue prospérité ! C'est alors que l'attachement aux lois et au gouvernement est d'autant plus solidement établi, que le sentiment en est la source, et qu'il mêle à chaque satisfaction et la reconnaissance qui en redouble le prix, et l'espérance qui embellit l'avenir des charmes du présent. Telles sont les réflexions d'un Français; mais un philosophe écrit pour tous les temps, pour tous les pays. Le même royaume qui pleure un Henri IV, déteste la mémoire d'un Louis XI. L'esprit

(*d*) *Tout a changé.*

léger et superficiel ne voit que le présent; mais la réflexion embrasse le passé et l'avenir. Voyez un vaisseau traverser les mers : les matelots s'agitent sur le pont, montent sur les vergues et dans les manœuvres; tout paraît en mouvement : l'officier commande, l'inférieur obéit, le pilote seul paraît oisif; c'est pourtant lui qui trace la route du navire, et calcule sa marche et sa position. Les états, les sociétés tendent tous à un but. Mais leur marche est-elle lente ou rapide, directe ou oblique, progressive ou rétrograde? Ce sont des questions qui valent bien, à mon avis, les disputes sur les théâtres et sur la musique. Et dussent quelques mauvais esprits s'en offenser, j'oserai dire qu'on peut prêter quelque attention à celui qui les traite, surtout s'il n'écrit pas dans le genre systématique et romanesque.

Le bonheur des peuples est une chose si sacrée qu'on ne saurait trop l'assurer. Comptons beaucoup sur les vertus des hommes, mais traitons avec leurs intérêts (e). Il faudrait des vertus plus qu'humaines pour que des souverains qui auraient tous des revenus considérables, et même des épargnes, ne cherchassent pas à étendre leur pouvoir et leur domination. S'il est quelquefois des princes sans orgueil et sans ambition, c'est un présent que la nature ne fait pas souvent, et qu'elle n'accorde pas à

(e) *Ancienne maxime : Il faut croire les hommes vertueux, et traiter avec eux comme s'ils étaient fripons.*

toutes les nations à la fois. Or, si la guerre n'était pas devenue si difficile et si dispendieuse, il suffirait de deux ou trois princes ambitieux pour troubler toute l'Europe. La flatterie a trop loué les souverains; la malignité les a trop condamnés. Qui d'entre nous sait ce qu'il aurait fait en plusieurs occasions, s'il avait pu tout ce qu'il aurait voulu (*f*)? Avons-nous toujours agi avec la même maturité? Avons-nous toujours aimé nos semblables? Avons-nous toujours combattu nos passions? Le meilleur des rois a-t-il toujours été le même dans tous les instans de sa vie? Titus a été sans reproche; mais il n'a régné que deux ans. Les princes, comme les autres hommes, sont soumis aux lois de la nature. Plus présomptueux, plus ardens dans leur jeunesse, plus ambitieux, plus opiniâtres dans leur maturité, plus timides, plus jaloux dans leur vieillesse, ils sont les arbitres des hommes et les esclaves de la nature et du temps. Gardons-nous donc de souhaiter pour nos supérieurs, pour nos rois, pour nous-mêmes, que le mal soit jamais facile à faire.

C'en est assez sur ces vérités, qu'il suffit de montrer aux bons esprits, et qu'il est dangereux de développer aux âmes basses et corrompues. Tout ce que nous avons voulu prouver, c'est que plusieurs inconvéniens attachés à l'état actuel des choses se trouvent compensés par des avantages indirects, qui échappent à la plupart des déclamateurs; parce

(*f*) *Bon et vrai.*

que ceux-ci, ne considérant qu'une partie des objets, n'y voient que l'*absolu*, et jamais le *relatif*. Semblables en cela aux médecins ignorans, qui entreprennent la cure d'un mal local, sans se douter que de ce mal même peut dépendre le salut de l'individu. Oh ! qu'il est aisé de dire : « Ce peuple n'est pas assez « militaire, assez commerçant, assez navigateur; » mais qu'il est difficile de définir ce qu'un peuple doit être, en raison de sa situation, de son gouvernement, de son caractère.

Infelix operis summâ, quia ponere totum
Nesciet.... (Hor. de Arte poet.)

Les temps anciens abondaient en législateurs; le nôtre abonde en réformateurs. Les premiers, ayant beaucoup à créer et peu d'exemples à suivre, se sont abandonnés à des spéculations souvent frivoles; les autres, livrés à l'impression du moment, n'ont eu pour guide qu'une expérience trop circonscrite et trop isolée. Il est temps d'édifier sur des fondemens plus vastes et plus solides. Le livre de l'histoire est ouvert, nous avons essayé de le parcourir avec le calme de la philosophie et de l'impartialité : maintenant que nous sommes parvenus au dernier chapitre, et qu'il ne nous reste plus devant les yeux que les innombrables feuilles encore blanches, où doivent s'inscrire un jour les leçons de la postérité, profitons du moins de nos observations, et rappelons-nous les principales idées qu'elles nous ont suggérées.

RÉSUMÉ DE CET OUVRAGE.

Si les recherches auxquelles nous nous sommes livrés ont eu pour objet de constater quel fut le sort de l'humanité dans les différentes époques de l'histoire, il ne faut pas oublier que ce travail long et pénible tend à un grand résultat, sans lequel il pourrait être considéré comme une spéculation stérile. Tandis que plusieurs écrivains éclairés et respectables s'efforcent d'enseigner aux hommes la route qui conduit à la plus grande félicité possible, nous avons choisi pour notre tâche d'examiner si l'état social était effectivement susceptible d'amélioration; nous avons voulu prévenir surtout cette objection, commune à la vérité, mais bien importante et bien dangereuse : « A quoi tout cela aboutira-t-il? Les « hommes ne seront-ils pas toujours les mêmes? » Or, pour y parvenir, nous avions une marche tout indiquée.

Premièrement, nous pouvions nous assurer que la législation, la morale et les habitudes ont un tel empire sur les passions, qu'elles peuvent apporter des différences infinies dans l'état social; et comme ces différences ne peuvent jamais se trouver qu'entre deux points principaux, le bien et le mal, il est

sûr que la législation et la morale peuvent rendre les hommes plus ou moins heureux. Mais c'est un article sur lequel nous n'avons pas eu besoin d'insister, ayant été prévenus dans ce travail par des auteurs très célèbres, dont deux entre autres [1] ont jeté le plus grand jour sur cette matière. Secondement, il nous restait à prouver la chose par le fait, c'est-à-dire, à nous assurer que si les hommes n'avaient pas encore fait de grands progrès dans la véritable politique, on ne pouvait en tirer aucune conséquence pour l'avenir, parce qu'il est clair que non-seulement ils ont généralement négligé cet objet, mais que lorsqu'ils y ont donné quelque attention, ils ont été bien loin de choisir les meilleurs moyens pour l'atteindre. C'est à ces considérations que nous nous sommes plus particulièrement attachés. Elles nous ont conduits à recueillir ce que l'histoire nous a transmis de plus probable sur les gouvernemens anciens. Nous n'avons trouvé qu'obscurité et contradictions dans le petit nombre de documens qui nous restent sur les vieilles monarchies, telles que celles des Égyptiens, des Assyriens, des Mèdes, etc.; mais nous avons pu reconnaître que le despotisme et la superstition avaient régné assez généralement dans ces premiers âges du monde. Or, comme toute autorité qui n'est pas exercée pour le bonheur de tous, ne peut avoir été

[1] M. le président de Montesquieu dans l'*Esprit des Lois*, et M. Helvétius, dans le Livre de l'*Esprit*.

fondée que sur la force et l'imposture, nous n'avons pas été surpris de voir le brigandage et l'usurpation se montrer avec les premiers rois, et se propager avec les premiers peuples. Passant ensuite à l'établissement des plus anciennes républiques, nous avons reconnu que l'esprit d'ambition et de jalousie n'avait que trop présidé à leur législation; et s'il s'en est présenté quelques-unes qui se soient bornées à la défense et à la conservation, il nous a paru qu'elles avaient fondé cette défense et cette conservation sur des moyens violens, et proportionnés seulement à l'état forcé dans lequel elles avaient pris naissance. En effet, lorsque ces régimes différens ont eu quelques succès momentanés, et lorsqu'il est arrivé que des causes morales ou physiques ont multiplié les hommes dans quelques endroits et sous quelques gouvernemens, il s'est trouvé que les législations comportaient si peu ces avantages inattendus, qu'il a fallu disperser la population naissante, et fonder de nouvelles colonies. Or, ces colonies ne pouvant s'élever que dans des contrées désertes, ou habitées par des peuples grossiers, il s'est établi de nouveaux rapports de supériorité, existans dans le fait, et exagérés encore par l'opinion, lesquels ont éloigné de plus en plus la réunion des peuples, source de toute vertu sociale; de façon que les hommes se sont trouvés partagés en trois classes qui pesaient les unes sur les autres; des nations nombreuses et anciennes soumises à des mo-

narques; des républiques actives et ambitieuses qui tendaient à s'agrandir, et des peuples grossiers et sauvages qui se cachaient dans les bois pour n'en sortir que par essaims, et ne se faire connaître que par des invasions.

Dans cet état des choses, la véritable morale et la saine politique pouvaient difficilement naître ou se propager. Il ne faut pas attendre que l'intérêt personnel cherche des chemins détournés, tandis qu'il en trouve de plus courts et de plus faciles. Les hommes connaissaient déjà les richesses et tous les autres avantages de la vie civile. Du désir de posséder à la volonté d'envahir, il n'y eut aucun intervalle. Là, se trouvait l'or, ailleurs l'ivoire et les parfums. C'était à la force à acquérir des trésors pour lesquels l'industrie n'avait pas préparé d'échange. Les étrangers furent appelés *Barbares* (a); il n'en fallut pas davantage pour s'autoriser à leur enlever leurs possessions, et à les réduire en captivité. L'agriculture et les arts offraient des jouissances plus faciles, mais c'étaient encore des mains esclaves qui devaient les procurer. Enfin, si alors on eût ôté à l'homme le droit d'opprimer l'homme, il se serait trouvé aussi dénué qu'il le serait de nos jours, si on le privait du secours des animaux domestiques (b).

(a) *Les Grecs appelaient Barbares les peuples les plus policés, Chaldéens, Perses, Indiens.*

(b) *Il n'est point dit que les Égyptiens eussent des esclaves quand ils bâtirent les pyramides.*

Les malheurs de la terre ayant toujours augmenté en proportion du progrès successif des nations qui s'étendaient ou se multipliaient sur la surface du globe, il semblait que la seule manière de terminer ces longs désastres était de donner à quelque peuple puissant une telle prépondérance, qu'il devînt le maître ou l'arbitre des autres. C'est ce qui arriva au peuple romain; mais comme cette prépondérance ne venait que de la force, il n'en résulta aucun effet favorable à l'humanité. Cette idée ne saurait être trop développée; nous nous y arrêterons encore un moment.

Lorsqu'une nation se perfectionne par le progrès naturel des lumières, elle améliore à la fois tous les moyens qui conduisent à la prospérité générale : législation, commerce, agriculture, milice, navigation, tout marche d'un pas égal; et alors le bonheur est fondé sur une base étendue et durable. Tel a été le sort de l'Angleterre depuis deux siècles; mais lorsqu'une seule ou un petit nombre de prééminences particulières ont donné à quelque peuple un avantage marqué sur les autres, il ne peut établir sa supériorité que sur l'exercice continuel des facultés qui lui ont procuré cet avantage. C'est ainsi que la perfection dans la guerre n'est bonne que pour conquérir, et que l'activité dans le commerce ne sert qu'à s'enrichir, mais jamais à établir un empire heureux et permanent. Rome et Carthage en firent l'expérience : l'une fut assez forte pour soumettre le monde,

l'autre assez industrieuse pour le dépouiller; mais ni l'une ni l'autre ne furent assez sages, assez éclairées pour s'assurer la jouissance de ce qu'elles avaient acquis. C'est Rome surtout qui mérite notre attention, parce que tous ses malheurs sont venus de ce qu'elle a été puissante avant d'être éclairée. Voyez-la soumettre la Sicile et la Grèce sans prévoir encore l'usage des arts et des richesses qui vont faire partie de son domaine. Elle ne connaît pas encore la jouissance, et elle éprouve déjà la corruption. Elle porte ses armes jusqu'aux rives du Nil, et voilà que le culte d'Isis et toutes les superstitions égyptiennes, si opposées à l'esprit de son gouvernement, viennent infecter ses foyers. A peine a-t-elle conquis l'Asie-Mineure, que le judaïsme se répand dans tout l'empire. Il en est de même de la subtilité grecque, des principes plus sages, mais non moins contraires à ses mœurs, que dictèrent les Carnéades, les Épicure, et tant d'autres fondateurs de sectes, bonnes tout au plus pour amuser l'esprit prompt et facile des Grecs, mais totalement étrangères à l'austérité romaine. Nulle erreur, nul prestige, nulle sottise qu'ils n'acquièrent en conquérant une province. Il semble voir les Impériaux gagner une bataille sur les Ottomans, et revenir dans leur camp avec une maladie cruelle qui détruit l'armée victorieuse, et lui fait pleurer ses succès.

Toute nation dont le gouvernement n'a pas suffisamment pourvu à son propre bonheur, ne pourra

jamais, ni par ses conquêtes, ni par son influence politique, dispenser à l'étranger un bien qu'elle n'a pu se procurer à elle-même. En parcourant l'histoire, en réfléchissant sur les faits, nous avons trouvé qu'ils justifiaient constamment ce principe, et passant bientôt à de nouvelles révolutions, nous avons vu l'inondation des Barbares changer la face entière du monde, mais ramener une seconde fois, et d'une façon plus marquée encore, cette situation singulière où les sciences, les arts, la raison même sont d'un côté, et la force de l'autre. Dans cette crise le mal est plus violent, et le remède plus éloigné. Deux causes y contribuent particulièrement : 1°. le vainqueur plus brut, plus féroce, n'a pas même la faculté de jouir et de s'amollir ; 2°. le hasard place le centre d'activité de cette force dans des climats où la nature moins féconde et le ciel moins pur n'ont pas le pouvoir de l'énerver. En France, en Angleterre, en Allemagne, les Barbares restent longtemps barbares : ils restent aussi les plus forts, tandis qu'en Espagne, en Italie, les Goths et les Lombards ne tardent pas à se civiliser, ou plutôt à s'affaiblir. Si l'invasion survient encore d'un autre côté, et si sortant des bords de la mer Caspienne, et passant par la Perse et l'Arabie, elle inonde enfin la Grèce et l'Asie-Mineure, alors un excès opposé produit à peu près le même effet, et la férocité se trouve également dans les ardeurs du Midi et parmi les glaces du Nord.

Dans la même époque une révolution plus extraordinaire, mais d'un ordre supérieur, donne naissance à un nouvel empire que la force n'a pas établi, et que la force ne peut détruire. Le christianisme, à peine dans son berceau, triomphe des anciennes religions. Il attaque toutes les superstitions des anciens, mais il fait alliance avec leur philosophie, alliance qui lui devient funeste, en altérant la simplicité de ses dogmes (c). Dans un temps, dans un pays où toutes les opinions sont dans une espèce de fermentation, l'esprit de controverse devient l'esprit dominant, et comme la philosophie a ses écoles, la religion a ses sectes. Mais ce qu'on ne peut se lasser d'admirer, c'est que les habitans du Nord saisissent avec avidité cette subtilité *éristique* [1]; accessoire pour le moins inutile à la morale de J. C., qu'on les voit se livrer à toutes les idées frivoles et exagérées que les Grecs avaient introduites dans la religion, tandis que les Orientaux, à qui les Grecs avaient dû jadis leur philosophie, montrent un mépris stupide pour toutes les sciences et pour tous les dogmes, et conservent obstinément, avec l'ignorance la plus grossière, le fanatisme le

(c) *Le christianisme était, comme la société des esséniens, des thérapeutes, des stoïciens, faite pour le petit nombre; dès qu'il s'étendit, il fut corrompu.*

(1) Le genre *éristique* était celui de la dispute, et de la dispute opiniâtre, qui avait pour principe de ne pas céder. Nous n'avons pas de mot pour le désigner; malheureusement le mot seul nous manque.

plus cruel : contradiction frappante, dont on pourra pourtant se rendre raison, si l'on considère que le seul besoin attira les habitans du Nord vers les contrées plus fertiles du Midi, de sorte qu'ils ne furent que de simples usurpateurs plus incultes que présomptueux, et plutôt ignorans qu'ennemis de la science; au lieu que l'esprit de révolte et l'esprit de fanatisme précipitèrent les Ottomans dans la guerre, et les conduisirent dans leurs invasions. Une fois maîtres de la plus grande partie du monde connu, leur religion, aussi barbare qu'absurde, les tint séparés des peuples qu'ils avaient soumis, et la terreur qui leur avait donné l'empire, fut seule chargée de le conserver : tant il est vrai que de tous les fléaux de l'humanité, le fanatisme et l'intolérance sont les plus à redouter!

Le gouvernement féodal, né du sein même de l'usurpation, s'établit sous de meilleurs auspices. Il porte, sinon le caractère, du moins les signes extérieurs de la justice. Les formes, les apparences de la police et de la législation s'y laissent apercevoir. Vaste et simple dans sa première institution, il se modifie ensuite suivant les lieux et les circonstances; mais partout il rappelle son origine barbare. L'ignorance l'accompagne dans tous ses progrès : content d'opprimer le peuple, il consent à en partager la dépouille avec les moines et le clergé. D'un autre côté, la théologie d'autant plus subtile, d'autant plus intolérante, que les peuples sont plus grossiers,

présente alors le spectacle le plus funeste et en même temps le plus ridicule; l'entêtement stupide du Nord, attaché à l'extravagance et à l'exagération du Midi, et le glaive du Belge ou du Sicambre aiguisé pour protéger les rêves de l'Asie et les sophismes de la Grèce. Enfin, pour mettre le comble au désordre général, les deux vastes systèmes politiques qui régissent le monde viennent se heurter l'un contre l'autre. Les usurpateurs de l'Orient et du Midi se trouvent aux prises avec ceux du Nord et de l'Occident. En Espagne, en Grèce, en Afrique, en Asie, on les voit se livrer une guerre cruelle. Il semble alors que les malheurs de l'humanité soient parvenus à leur dernier période. L'épuisement de ses forces, l'abattement où elle est plongée amènent enfin quelque repos; c'est la crise favorable. La raison, depuis long-temps exilée de la surface de la terre, n'ose encore y reparaître, mais elle y envoie les arts et les lettres pour sonder le terrain, à peu près comme Noé lâcha la colombe après le déluge universel.

L'ignorance et l'erreur se partageaient l'empire du monde. L'ignorance fuit la première; l'erreur reste encore, parce que la raison seule peut en triompher. Enfin, le moment est venu où celle-ci ose se montrer; mais quel chaos, quelle confusion de toutes choses s'oppose encore à ses progrès! L'avarice, éclairée par les arts mêmes, réveille l'ambition et ralume le flambeau de la guerre. L'Amérique est con-

quise, et l'or qu'on en rapporte va conquérir l'Europe à son tour; cependant cette nouvelle usurpation ne tarde pas à trouver des limites. Le despotisme n'est plus fait pour des peuples désormais éclairés. L'ambition de Charles-Quint et la politique de Philippe II échouent contre la constance héroïque des nations qu'elles veulent enchaîner. La liberté reprend ses droits, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre religieux; le despotisme même se modère, et sous le nom de monarchie, il se change en autorité légitime. Bientôt le commerce et l'industrie deviennent des sources plus pures de la richesse et de la puissance, la prospérité s'annonce de toute part. Mais qu'il est difficile de jouir sans abuser! A peine Louis XIV a-t-il réuni les membres déchirés d'un puissant empire, qu'il le rend la terreur des autres. Avide d'une gloire mal entendue, il va toujours cherchant la grandeur, et bientôt il ne lui reste plus d'autre gloire que celle d'être grand dans ses désastres. Eh! c'était bien assez de grandeur, et le monde était déjà trop vieux pour de telles frivolités. Le repos et la paix, les premiers besoins des hommes, commencèrent à acquérir quelque importance à leurs yeux. Il était temps d'entrer en jouissance de la terre que jusque-là on n'avait fait que se disputer. Fatigués de carnage, de superstitions et d'erreurs, les peuples cessent enfin de fermer l'oreille à la raison, qui ne parle jamais assez haut pour se faire entendre au milieu du bruit, et

qui a coutume de se taire, si on ne l'écoute. Les mots de *tolérance*, de *liberté*, d'*agriculture*, d'*industrie*, sont les premiers qu'elle prononce. Ils se font entendre dans toute l'Europe, et vont retentir jusqu'en Amérique. C'est la semence jetée au hasard, qui dans quelques endroits est emportée par les vents, mais qui fructifie dans d'autres, et prépare de riches moissons : progrès heureux dont nous avons reconnu la réalité, et que nous avons voulu présenter à nos contemporains comme un objet de consolation et d'encouragement. Cependant telle est la propension des hommes à la satire et à la *morosité* (car ce terme, peu usité, rend mieux notre idée), qu'ils veulent méconnaître les avantages qu'ils ont sur leurs ancêtres, qu'ils se plaisent toujours à dire, à publier que tout va mal, que tout se détériore. La critique austère et tranchante les séduit, les entraîne; elle seule est dispensée de discuter. Pour nous, tandis qu'elle crie à la dépopulation, quoique la population augmente tous les jours, qu'elle annonce la décadence de l'agriculture (quoique l'agriculture s'étende de plus en plus), qu'elle décrie les lois et le gouvernement, quoique le gouvernement et la législation se perfectionnent généralement, nous avons jugé à propos de nous retirer de la foule, et persistant à croire que la raison fait toujours des progrès, nous avons dit comme Galilée : *E però si muove* [1]. Puissent nos réflexions persuader à nos

[1] Galilée, après s'être rétracté au tribunal de l'Inquisition

semblables, non qu'ils sont arrivés au terme où ils doivent tendre, mais du moins qu'ils sont dans le bon chemin. Le voyageur qui s'est égaré dans une épaisse forêt ne marche qu'avec lenteur et incertitude; mais s'il vient à reconnaître la route qui le conduit à ses foyers, il double le pas, et retrouve ses forces avec l'espérance. Tel doit être maintenant le progrès de la philosophie. Qu'elle ferme l'oreille à la voix imprudente ou perfide qui lui demande où elle va, et lui crie de retourner sur ses pas; mais aussi qu'elle ne s'arrête pas en chemin, qu'elle se garde surtout de se détourner : et nous autres modernes, qui jouissons déjà des bienfaits qu'elle a répandus, n'envions pas à nos neveux les biens plus précieux qui leur sont réservés. Contens de les prévoir et de les annoncer, jouissons de ce que nous avons, et rêvons le reste.

de l'opinion qu'il avait avancée sur le mouvement de la terre autour du soleil, reçut humblement son absolution, mais en sortant il dit : *Cependant c'est elle qui tourne.*

VUES ULTÉRIEURES

SUR

LA FÉLICITÉ PUBLIQUE.

Sans doute lorsqu'un auteur traite une matière aussi intéressante que la félicité publique, il doit lui être permis de revenir sur ses pas, et de jeter un regard sur l'objet agréable et fugitif qu'il a su fixer pour quelques instans; mais, en cédant au penchant qui m'entraîne, il est consolant et flatteur pour moi d'obéir au public, et de rendre du moins un hommage de reconnaissance aux lecteurs indulgens, dont les suffrages m'ont encouragé, et dont les conseils m'ont aidé à rendre cette légère esquisse un peu plus digne d'eux. Après m'avoir vu parcourir tant de siècles, et poursuivre, pour ainsi dire, avec mes réflexions, les révolutions rapides et successives que le monde a éprouvées, ils ont désiré que j'étendisse l'horizon de mes idées, et que j'ajoutasse quelques vues générales aux observations particulières répandues dans mon ouvrage. En effet, s'occuper des malheurs de l'humanité, et se contenter d'en développer les causes et les progrès, n'est-ce pas imiter les médecins qui décrivent soigneusement les mala-

dies, sans définir l'état de santé? Mais si dans l'étude des êtres inanimés, où le but de la nature est si aisé à apercevoir, où les moyens qu'elle emploie pour l'atteindre sont si uniformes et si sensibles, il est encore difficile de saisir son plan général, et de connaître l'harmonie de ses lois, combien cette connaissance n'est-elle pas plus inaccessible dans l'étude des causes rationnelles, où tout est obscurité, parce que tout dépend d'un principe plus ou moins perfectible, dont nous ne connaissons ni la nature, ni les limites. C'est à la métaphysique à analyser ce principe que nous nous abstenons d'examiner, parce que s'il existe un art de raisonner, il consiste bien plus à simplifier les questions qu'à les multiplier. Il nous suffira donc d'observer que l'homme sauvage, l'homme brut, se rapprochant beaucoup des animaux, nous sommes fondés à croire que son essence particulière ne renferme rien de contraire au plan que la nature paraît avoir suivi relativement à tous les êtres vivans, je pourrais même dire à toutes ses productions organisées. Subsister et se reproduire, c'est la loi générale qu'elle leur a imposée; et cette loi si simple s'exécute par des moyens aussi simples qu'elle. Le plaisir et la douleur sont les seuls ministres qui la secondent : le plaisir attaché à tous les moyens de conservation et de multiplication; la douleur annexée à tous les moyens de destruction.

En partant de ce principe, qu'il est impossible de nier, il est aisé de voir que le bonheur de tout ce

qui existe consiste uniquement à remplir le vœu de la nature. L'individu qui se sera développé, aura subsisté, et se sera reproduit dans la proportion qui lui a été assignée, aura certainement joui de tout le bonheur dont il est susceptible, puisque le plaisir a dû accompagner toutes les fonctions utiles à son être; au lieu que la douleur les aurait interrompues ou contrariées; et si vous n'êtes pas content de ces considérations générales, et que vous vouliez descendre à des observations particulières, regardez autour de vous : voyez l'herbivore occupé pendant la journée entière à se pourvoir d'une nourriture volumineuse et peu substantielle, dont il est obligé de rassembler une grande quantité pour suffire à sa subsistance : voyez d'un autre côté l'animal carnassier dont la vie est une chasse continuelle, qui le tient sans cesse en activité, et qui ne laisse aucune place à l'ennui. Les désirs sont-ils satisfaits, le repos vient les remplacer; le repos dont les êtres perfectionnés n'ont guère d'idée que par le sommeil, et dont les animaux connaissent plusieurs degrés qui suffisent tous pour les soulager du fardeau de l'existence; car l'existence en est un véritable, lorsqu'elle est sans intérêt et sans activité. A tous ces avantages dont jouissent les êtres sous la main de la nature, il faut encore ajouter l'uniformité de situation parmi les individus d'une même espèce. Nous savons, il est vrai, qu'il est des animaux qui réussissent mieux dans tel pays ou dans telles circonstances; mais partout où ils prospèrent,

ils prospèrent également; partout où ils souffrent, ils souffrent tous également : ainsi point de rapprochemens, point de parallèles humilians ou douloureux; car, si l'envie est un sentiment qui n'appartient pas moins aux animaux qu'à l'homme, comme nombre d'expériences le prouvent, il est vraisemblable en même temps qu'elle n'existe pas d'une espèce à l'autre. Ce n'est que dans les *Fables* de La Fontaine que les loups sont jaloux des chiens, ou les renards des cigognes. D'ailleurs, tous les herbivores n'ont rien à envier les uns aux autres, et la chasse isole naturellement les animaux carnassiers, dont la subsistance dépend plus du hasard. Enfin, dans quelque détail que vous entriez, vous trouverez toujours que le bonheur de tous les êtres consiste à remplir exactement le vœu de la nature, et que, sous ce point de vue, le bonheur de l'individu ne peut être différent de celui de l'espèce.

Ne doutons pas que les mêmes observations ne soient applicables à l'homme vraiment sauvage, à l'homme brut; mais avouons en même temps qu'il est très difficile de trouver l'espèce humaine dans cet état primitif, que je n'appellerai pas l'état de nature, parce que je suis persuadé qu'il est dans la nature de l'homme de perfectionner ses facultés, comme il est dans la nature d'un enfant de devenir un homme fait. Quoi qu'il en soit, quiconque aura voyagé, ou quiconque aura seulement lu des voyages, sera convaincu qu'il existe encore des sauvages presque

bruts; et c'est un point sur lequel les relations récentes de M. de Bougainville, de MM. Cook, Wallis et Carteret ne laissent aucun doute : mais comme il en résulte aussi que les hommes ne restent guère dans cet état humiliant, à moins que les inconvéniens du sol et du climat ne s'opposent à leurs progrès, comme sur les bords du détroit de Magellan et dans la terre de Feu, rien ne nous oblige à fixer nos regards sur de si tristes objets, et c'est uniquement des progrès de l'espèce perfectionnée que nous devons nous occüper, si nous voulons apprécier le bonheur dont elle est susceptible.

Or, la première réflexion qui se présente à notre esprit, c'est que l'espèce humaine étant la plus perfectible de toutes, et n'ayant pu exercer cette faculté d'une manière égale et uniforme, il a dû en résulter une grande inégalité dans le sort des individus. Tel peuple, mieux secondé par le climat, par la fertilité de la terre, par les ressources qu'il aura trouvées dans une chasse, dans une pêche abondante, se sera instruit plus tôt que ses voisins : dans ce peuple, quelques hommes auront fait un usage plus utile des connaissances acquises; ils les auront perfectionnées, étendues : mais quel usage l'homme peut-il faire de son industrie comme de sa force, si ce n'est d'augmenter son pouvoir pour multiplier ses jouissances, ou pour les obtenir plus facilement? Peut-être les premières armes furent-elles destinées à faire la guerre aux animaux; mais on ne tarda pas à s'en

servir contre ses semblables. Le courage n'est que le sentiment de nos propres forces : or, l'inégalité des forces dut favoriser la violence, et la violence amener enfin la guerre, lorsque les faibles commencèrent à se réunir pour se défendre contre les forts. Laissons les poètes vanter la paix qui règne parmi les animaux, et l'opposer aux guerres cruelles que les hommes se livrent mutuellement. Il est plus important d'observer que la raison pour laquelle les animaux d'une même espèce ne se battent pas entre eux, c'est qu'ils se battraient à armes égales. J'en excepte cependant ceux chez qui la passion de l'amour est une espèce de fureur; encore remarque-t-on que, dans cette crise passagère, les vieux cerfs, les vieux sangliers, qui ont la supériorité des armes, se font respecter des plus jeunes : usurpateurs orgueilleux et tyrans des forêts, ils vivent en paix au milieu de leur sérail, tandis que les plus faibles vont exhaler au loin leur impuissante colère.

D'un autre côté, il est impossible de se dissimuler que, si la tranquillité des animaux est troublée par la crainte que les différentes espèces s'inspirent mutuellement, l'homme a ce désavantage particulier d'avoir encore à craindre son semblable; ou du moins sommes-nous obligés d'avouer que cette crainte ayant augmenté à mesure qu'il s'est perfectionné, elle a compensé l'avantage que sa force et son adresse lui donnaient sur les bêtes féroces. L'état de guerre est devenu son état habituel. Il fallait inspirer la terreur,

ou la ressentir ; être oppresseur ou opprimé. Mais il est arrivé dans l'ordre moral ce qui arrive assez communément dans l'ordre physique. De l'excès même du mal est sorti le remède. La nécessité de se combiner, soit pour l'attaque, soit pour la défense, a formé ou resserré les nœuds de la société, et donné naissance au gouvernement, à la législation. Je sais tout ce qu'on a rêvé d'agréable et de spécieux sur le gouvernement patriarcal ; comment on a voulu que celui d'une famille, s'étendant à ses diverses ramifications, devînt le modèle de celui d'un empire ; mais je suis persuadé que dans l'étude de la morale, comme dans celle de la nature, il ne faut supposer que le moins qu'il est possible ; et quand je vois partout le gouvernement se perfectionner en raison contraire de la tranquillité publique, les sauvages chasseurs ne choisir des chefs que pour la guerre, tandis que les peuples nomades ou pasteurs ne connaissent ni lois ni magistrats ; quand je viens à examiner encore les constitutions politiques des différentes nations anciennes ou modernes, et que je trouve qu'elles sont toutes sorties d'un état de guerre extérieure ou intérieure, je rejette loin de moi tous ces romans, pour le moins inutiles ; et je dis que la guerre seule, la force et la violence ont donné origine à tout ce qui existe encore parmi nous : de sorte que toutes les constitutions, même celles qui sont en vigueur de nos jours, ne sont à mes yeux que des traités de paix. Qu'était-ce, en effet, que

la constitution de la république romaine, sinon le résultat des pactes successifs qui se sont faits entre le peuple et les grands? Quelles sont encore de nos jours les bases du gouvernement germanique, sinon une suite de conventions, de traités de paix, tels que la bulle d'or, qui fut un instrument de pacification; la paix publique, qui n'eut pour objet que de rétablir l'ordre et la police dans le sein de l'empire; et la paix de Munster, dont la plupart des articles furent des points de législation? Cette constitution britannique, si vantée et si digne en effet de nos éloges, n'est autre chose qu'une paix assez récente, qu'un accord fait entre les Whigs et les Torys, entre les Anglais et le prince d'Orange [1]; et en France, qui ne reconnaîtra pas dans l'autorité même du roi celle d'un pacificateur que le peuple implora jadis contre la tyrannie des grands? Ainsi, remontez d'époque en époque, et, à force de parcourir diverses révolutions, vous arriverez à la conquête, à l'usurpation.

Cependant de l'organisation de la société, de l'établissement même du gouvernement sont sortis différens rapports d'inégalité parmi les hommes : inégalité dans le sort de différens peuples, inégalité de fortune et de condition parmi les hommes soumis à une même législation. C'est à la première qu'il faut

[1] Si l'on remonte jusqu'à la grande charte, ne trouvera-t-on pas encore un traité de paix, un accord fait entre Jean-sans-terre et les barons de son royaume?

attribuer la fréquence des guerres et tous les événemens malheureux, dont l'ambition est le principe, et l'oppression la conséquence. Toutes les fois qu'un peuple sera meilleur navigateur que les autres, il deviendra le tyran des mers; toutes les fois qu'il sera plus habile que ses voisins dans l'art de la guerre, il voudra les conquérir ou les opprimer : enfin, toutes les fois qu'il sera le plus industrieux, et par conséquent le plus riche, il abusera de ses richesses et de son industrie, pour usurper encore le bien d'autrui. Inutilement la politique, par des associations forcées et passagères, s'efforcera-t-elle de maintenir l'équilibre : on peut compenser le nombre des combattans; mais la supériorité de science et de lumière ne connaît pas de contre-poids. Quel est donc le remède à ce malheur de l'espèce humaine? Si vous voulez le trouver, rappelez-vous l'origine du mal : les hommes sont perfectibles, ils le sont au plus haut degré; mais la plus grande inégalité règne dans leurs progrès, et ce ne sera jamais qu'au terme de ces progrès qu'ils pourront se rencontrer. Tâchez donc d'accélérer leur marche, de rendre la carrière facile à tous; et loin de fonder le bonheur d'un peuple sur la prééminence qu'il conservera sur les autres, ne prétendez plus que votre part de la félicité générale : partage heureux, où, par un effet magique, chaque portion s'augmente à mesure qu'elle est subdivisée; où l'on s'enrichit de ce qu'on donne; où le bonheur est le lot de tous.

Rien de plus simple que cette manière d'envisager un des plus vastes objets que la philosophie puisse se proposer : cependant, si nous nous y arrêtons un moment, nous serons surpris des conséquences qu'on en peut tirer; nous nous étonnerons surtout de voir quels beaux systèmes de politique et de morale disparaissent à nos yeux, et se dissipent comme les brouillards du matin. Ici, pour rendre les hommes heureux, on veut les ramener à l'état de brute; c'est-à-dire, que pour faire tenir une boule en repos, on la place au haut d'un plan incliné, dont il faut toujours qu'elle descende : là, on prétend bannir le commerce et l'industrie, parce que le luxe marche sur leurs pas : ailleurs, on défend aux hommes de raisonner, de crainte qu'ils ne diffèrent dans leurs opinions; un homme seul, ou bien une classe d'hommes se charge de penser pour un peuple entier. Cependant, qu'est-il arrivé jusqu'ici? Le courant rapide a entraîné avec le vaisseau qui secondait son effort, celui qui s'efforçait en vain d'y résister; mais le premier est arrivé à bon port, et le second s'est brisé contre les écueils. Lycurgue ne veut, dans sa république, que du fer pour monnaie : qu'en résulte-t-il? c'est qu'il faut moins d'or aux Perses pour corrompre les généraux de Lacédémone. Le sénat romain s'obstine à ne donner que deux arpens de terre à chaque citoyen : quel sera le fruit de cette rigueur? c'est que le premier tribun qui en fera distribuer le double, renversera la con-

stitution. Dans des temps plus modernes, l'inquisition poursuit Galilée : et les connaissances utiles passent chez des insulaires, qui deviennent bientôt les plus puissans ennemis des pontifes. Eh! laissons aller les choses suivant leur pente naturelle; et puisque l'homme est perfectible, soyons bien sûrs qu'il ne sera en repos que lorsqu'il aura atteint le plus haut degré de science et d'industrie auquel il puisse prétendre.

Ce que nous venons de dire sur la disproportion nécessaire établie entre différens peuples, s'applique également à celle qui règne entre les individus qui composent une nation : en effet, avant que la richesse appelât la richesse, avant que le commerce et la finance eussent ouvert à tous les capitalistes des routes faciles pour arriver à la fortune; la force, l'adresse, les talens et l'industrie furent les seuls moyens de s'enrichir. Or, il est aisé de voir que, plus il y eut de disproportion dans les moyens, plus il y en eut aussi dans le sort des individus. Je n'aurai même pas besoin de remonter bien haut pour en chercher la preuve. Si Jacques Cœur fut le plus riche des négocians qui aient jamais existé, c'est que, de son temps, les Français ignoraient parfaitement tout ce qui a rapport au commerce et à la navigation. Si les Anglais payaient, il y a cinquante ans, un chanteur ou un violon italien beaucoup plus cher qu'ils ne le font maintenant, c'est que l'étude de la musique était bien moins perfectionnée alors qu'elle ne

l'est de nos jours. La finance même, que les revenus et les dépenses immenses de notre monarchie ont rendue si importante et si lucrative, la finance commence à n'être plus une source de richesses très abondante : c'est que l'expérience est le meilleur et peut-être le seul instrument de l'instruction; c'est que toute pratique ne devient un art que long-temps après qu'elle a été établie. Le commerce a existé long-temps avant la science du commerce, et alors il a été très lucratif. La finance a pris naissance, et s'est agrandie long-temps avant qu'on en connût les détails et les principes. Le voile commence à se lever, déjà ses profits sont limités, excepté dans les affaires nouvelles. La banque l'a remplacée depuis peu ; mais la banque, à son tour, éprouve le même sort, et le crédit, dégagé des nuages qui l'environnaient, a laissé apercevoir aux yeux clairvoyans qu'il reposait sur une base qui ne lui appartenait pas [1]. Enfin, de quelque côté qu'on porte ses regards, on ne verra sur la surface du globe qu'une immense carrière, où les uns courent rapidement, et les autres se traînent avec peine, heurtés, froissés par ceux qui veulent les devancer; et l'on sera conduit à cette réflexion,

[1] Ceci se rapporte particulièrement à la France. Autrefois les Bernard, les Pâris paraissaient la soutenir de leur propre crédit. Depuis quelque temps, on s'est bien convaincu que, quelques avances que fissent les banquiers, leur crédit n'était jamais que celui du roi, celui de la chose même.

que si la disproportion dans le sort des individus est un inconvénient nécessairement attaché à la perfectibilité de l'espèce humaine, le remède le plus sûr à cet inconvénient est encore la plus grande accélération dans la marche de ses progrès.

Mais à quel point cette disproportion dans le sort des individus est-elle contraire à la félicité publique? C'est une question qu'il ne faut pas passer sous silence; car cet article seul serait capable de donner un grand avantage aux détracteurs de la société; et soit que nous les regardions comme des enthousiastes de bonne foi, soit que nous ne les envisagions que comme des sophistes adroits, il faut toujours apprécier leurs argumens. Quoi! me diront-ils, vous plaignez une peuplade de sauvages, parce qu'elle habite sous des huttes, et n'a pour vêtemens que des peaux de bêtes : voyez dans les rues de vos superbes cités, voyez un malheureux couvert de haillons, qui porte avec effort un pénible fardeau, tandis que son semblable, traîné rapidement dans un char magnifique, lui ravit jusqu'à l'usage des chemins, et ajoute le danger à ses travaux : quand il serait vrai que la subsistance de ce malheureux serait encore plus assurée que celle d'une grande partie des sauvages, quel poids ne doit pas ajouter à sa misère la comparaison accablante qu'il peut faire à chaque instant? car il n'est donné aux hommes de juger que par comparaison, et ce n'est qu'en voyant des gens plus heureux que soi qu'on se trouve malheureux.

Comment répondre à ces observations? En avouant ingénument qu'il peut y avoir parmi les nations civilisées un certain nombre d'hommes plus malheureux que ne le sont la plupart des Sauvages; mais nous ne craignons pas d'avancer que ce nombre n'est pas considérable, et n'excède guère la dixième partie de la population générale. Si l'on entrait même dans quelque détail à ce sujet, on trouverait peut-être cette quantité beaucoup plus petite. Tous les ouvriers qui travaillent aux arts mécaniques ont non-seulement une subsistance assurée, mais encore une existence assez agréable. Cette classe même, qui vous paraît la plus à plaindre, parce qu'elle remplace, pour ainsi dire, les bêtes de somme, n'échangerait pas son sort contre un travail plus doux, parce que les gros salaires qu'elle reçoit la dédommagent des fatigues que la nature et l'habitude l'ont mise en état de supporter. Tels sont à Londres les *coal-heaver*, et à Paris les *forts de la halle* [1]. Mais, ajoutera-t-on, les laboureurs ne font-ils pas une partie considérable du peuple? Sans doute; mais qu'il me soit permis d'observer ici que la plupart des âmes sensibles et bien intentionnées sont égarées par les déclamateurs et par les poètes. Il y a certainement beaucoup de malheureux dans les campagnes, mais ce ne sont pas en général les labou-

[1] *Coal-heaver*, ceux qui déchargent les bateaux de charbon. Ils gagnent jusqu'à 14 livres par jour. Les *forts de la halle* gagnent souvent la moitié de cette somme.

reurs. En effet, ceux-ci sont séparés en deux classes, les fermiers, les métayers avec leurs domestiques, et les petits propriétaires, qui cultivent eux-mêmes leurs champs : or, ce ne sont pas ces deux classes qui sont le plus à plaindre. Ce sont les paysans sans propriété, qui, ne possédant qu'une chaumière et leurs bras, dépendent, pour leur subsistance, d'un salaire incertain et toujours trop modique. C'est de ces infortunés dont les cœurs bienfaisans doivent être principalement occupés. Condamnés par leurs besoins à subir la loi du riche qui les emploie, ils voient encore leur misère augmentée par les impositions, par les corvées, et surtout par la multiplicité des fêtes. Comment la paresse et le découragement ne gagneraient-ils pas les habitans des campagnes, lorsque, pressés entre l'état qui leur demande leurs bras, et l'église qui leur ordonne l'oisiveté, ils ont également à souffrir du travail et du repos ?

Tel est le sort des paysans en France et dans quelques autres pays de l'Europe ; mais devons-nous le regarder comme un mal nécessaire, comme une conséquence immédiate des progrès de la société ? Non assurément ; c'est un reste de barbarie qui nous révolte, et qui ne durera pas long-temps.

Disons, au contraire, que chez la plupart des peuples éclairés ces inconvéniens n'existent déjà plus : disons que dans une nation commerçante, industrieuse et policée, tous les hommes trouvent un

emploi, que la concurrence dans les objets de travail hausse le prix des salaires, et établit une balance juste entre le riche qui consomme, et le mercenaire qui sait se faire payer; enfin, que si la politique intérieure est une science, elle doit se perfectionner comme les autres. Or, l'objet et l'intérêt de tous les gouvernemens, même du gouvernement despotique, est de rendre les hommes heureux : et c'est ici l'occasion de faire une remarque à laquelle le lecteur aura été conduit par différentes observations répandues dans cet ouvrage; les mœurs, les opinions modernes ont cet avantage sur les anciennes, que toute l'humanité doit profiter des progrès de la législation. En effet, supposant, ce qui est assurément très faux, que de nos jours le nombre des hommes vivant dans la misère et accablés de travail, égale la quantité d'esclaves qu'avaient les anciens, l'état des choses actuelles ne serait-il pas de beaucoup préférable à celui des temps passés, puisque la prospérité de chaque nation qui se perfectionnera, s'étendra sur tous les individus, au lieu qu'Athènes, Rome et Carthage pouvaient devenir les plus florissantes républiques du monde, sans que le sort des esclaves fût jamais amélioré. L'erreur de la plupart des écrivains politiques ou moralistes vient de ce que dans les parallèles qu'ils font des anciens et des modernes, ils comparent toujours nos plus pauvres ouvriers avec les citoyens Grecs ou Romains. Je sais que le Spartiate avait tous les

jours un souper assuré, assez mauvais à la vérité; je sais aussi que dans les derniers temps de la république romaine, quelque valeur qu'eussent le blé et l'huile, chaque citoyen en recevait tous les ans une quantité à peu près suffisante pour sa subsistance; mais ces ilotes opprimés dans tous les temps, et égorgés quand ils devenaient trop nombreux; mais ces malheureux esclaves des Romains, enchaînés par milliers dans des souterrains, battus, mutilés dans leur jeunesse, et abandonnés dans leur vieillesse; mais ces domestiques fustigés, livrés aux bêtes pour un plat renversé ou pour un verre mal nettoyé; croyez-vous qu'ils n'eussent pas envié le sort de notre mercenaire qui vit avec peine, mais qui ne vit que pour lui, et qui jouit au moins du privilége d'être libre dans sa misère? Or, c'était une conséquence des mœurs et des opinions anciennes, que plus les citoyens d'un état devenaient riches et puissans, plus ils étaient injustes et cruels envers tout ce qui dépendait d'eux. Qui sait même si l'obligation où est le pauvre parmi nous de concourir aux dépenses publiques n'est pas une égide contre l'oppression? Chez les anciens, l'esclave était hors de l'état, et c'est précisément ce qui devait perpétuer son infortune. [1]

[1] C'est une chose extraordinaire que l'esprit chagrin et satirique de quelques auteurs modernes les ait égarés au point de leur faire avancer ce paradoxe singulier : que les esclaves des anciens étaient plus heureux que nos paysans

Mais veut-on un exemple encore plus frappant pour juger à quel point l'homme non perfectionné et que la plus grande partie de nos journaliers. La plus légère connaissance de l'antiquité aurait suffi pour les convaincre du contraire. Chez les Grecs et surtout chez le Romains, il y avait trois sortes d'esclaves : les esclaves domestiques, les esclaves artisans et même artistes, et les esclaves ruraux ou cultivateurs. De ces trois classes la première était, sans contredit, la mieux traitée, puisqu'on voit, à chaque instant, dans Plaute et dans Térence, les esclaves domestiques trembler qu'on ne les renvoie aux travaux de la campagne. Cependant quelle destinée que celle même qu'ils s'efforçaient de conserver! Nous avons rapporté plus haut le fait de *Vedius Pollio*, qui voulut faire jeter un esclave dans son vivier pour un verre cassé. Nous avons observé que *Pedanius Secundus* ayant été assassiné dans sa propre maison, quatre cents esclaves, qui s'y trouvèrent alors, furent condamnés au supplice. On sait aussi que lorsqu'un citoyen était accusé, où même soupçonné, tous ses esclaves pouvaient être mis à la torture; encore n'était-ce rien pour ces misérables d'être exposés à la rigueur des lois publiques, lorsque leurs maîtres avaient droit de vie et de mort sur eux; droit barbare dont ils abusèrent très long-temps, puisqu'Auguste, Claude, et ensuite Adrien furent les premiers qui songèrent à y mettre des bornes. (Voyez Heineccius, *Antiq. Rom.*, L. I, tom. VII.) Voilà pour la justice qu'on exerçait envers eux. Quant au traitement habituel, on en peut juger par les traits suivans : Sénèque, dans une de ses épîtres (CXXII) censure quelques Romains du bel air, qui, dédaignant de suivre les usages communs, et n'ayant pas d'heures réglées, faisaient pendant la nuit ce que les autres avaient coutume de faire dans la journée. J'entends, dit-il, vers la troisième heure de la

est enclin à abuser de ses forces; on le trouvera dans l'empire absolu qu'il a toujours exercé sur la

nuit, retentir des coups de fouet; je demande ce que fait mon voisin. On me répond qu'il se fait rendre compte de son domestique, qu'il met l'ordre dans sa maison : *Audio circa horam tertiam noctis flagellorum sonos, quæro quid faciat? Dicitur rationes accipere.* Or, cette expression *rationes accipere* était un mot d'usage. Il désignait le petit travail qu'un maître de maison faisait journellement pour se faire rendre compte de ce qui s'était passé chez lui, et pour punir les esclaves qui avaient commis quelque faute. C'est à cette coutume que Juvénal fait allusion dans la satire des femmes. Il en est, dit-il, qui tiennent des bourreaux à gage pour battre leurs esclaves : il en est qui tandis qu'on fait en leur présence ces horribles exécutions, s'amusent à regarder des étoffes, à régler leurs comptes, ou à causer avec leurs favorites, jusqu'à ce que leurs bourreaux tombant de lassitude, elles disent d'un air terrible : *C'en est assez :*

.... Sunt quæ tortoribus annua præstent.
Verberat, atque obiter faciem linit; audit amicas,
Aut latum pictæ vestis considerat aurum;
Et cædit : longi relegit transacta diurni,
Et cædit; donec lassis cædentibus : Exi
Intonat horrendum, jam cognitione peractâ.

On trouve encore dans la XVIIIe épître de Sénèque ces paroles remarquables : Nous en sommes venus à tel point que ce mot a passé en proverbe : *Tout esclave est notre ennemi : Deinde ejusdem arrogantiæ proverbium jactatur totidem esse hostes quot servos.* Je ne parlerai pas des humiliations qu'on leur faisait essuyer, ni des choses indignes et criminelles qu'on exigeait d'eux, parce que ces excès ne pouvaient appartenir qu'à la corruption des mœurs. Mais la nature même de leur service n'était-elle pas révoltante? Que

plus belle moitié de son espèce. Chez les sauvages, où la force et l'adresse sont les seuls avantages de

dirait un Français ou un Anglais, si en entrant chez un grand seigneur, au lieu de trouver un Suisse de bonne mine, bien logé et superbement vêtu, il voyait un esclave attaché par le pied à une borne; et obligé de garder la porte comme un dogue qu'on enchaîne dans sa loge?

Quant à la seconde classe, qui était composée des artisans et des artistes, son sort n'était pas meilleur. Ces esclaves étaient renfermés et attachés comme les autres. D'ailleurs rien ne prouve mieux combien leur situation était cruelle que les efforts qu'ils faisaient pour se mettre en état d'acheter leur liberté. Nul service assez grand pour n'être pas suffisamment payé par l'affranchissement. (Voyez à ce sujet Sénèque, *de Beneficiis*, Lib. III, cap. XXIII *et seq.*)

Restent donc les esclaves ruraux. Or c'étaient certainement les plus malheureux. Traités exactement comme les animaux, on ne les nourrissait qu'à proportion de l'utilité qu'on en pouvait tirer. Personne n'ignore que Caton le censeur, le vertueux Caton, conseille dans son livre sur l'économie rustique de ne jamais garder un vieil esclave, comme on pourrait conseiller à un laboureur de se défaire des chevaux dont le service ne pourrait payer l'entretien. D'autres poussaient la cruauté jusqu'à leur vendre la permission de coucher avec leurs femmes. Partout ils étaient conduits aux travaux dès le matin, et ne rentraient le soir que pour être enfermés dans des espèces des cachots. Pline ne nous laisse aucun doute sur ce point, lorsqu'il dit, Liv. XVIII, ch. III, que les mêmes travaux dont s'honoraient jadis des hommes consulaires, étaient livrés de son temps à des malheureux chargés de fers, et qui portaient sur leur front la marque honteuse de leur esclavage : *Nunc eadem illa, vincti pedes, damnatæ manus, inscripti vultus exercent.* Mais il n'est pas

l'individu, rien de si malheureux que les femmes; obligées de se traîner à la suite des chasseurs, de préparer leurs alimens, de suffire à tous les travaux domestiques, elles sont les esclaves et non les com-

nécessaire de recourir à ces autorités, quelque respectables qu'elles soient; la preuve de ce que nous avançons existe encore de nos jours. En Italie, les *Ciceroni* qui vous promènent dans les ruines des palais et des maisons de campagne antiques, ne manquent pas de vous montrer des souterrains immenses qu'ils appellent *le cento camere*, parce que ce sont différentes chambres qui communiquent toutes à une seule galerie; et lorsqu'on leur demande à quoi servaient ces *cento camere*, ils répondent que c'étaient des prisons, ou plutôt ils ne savent que dire. Or, il est clair que c'était la demeure des esclaves, qu'on y faisait rentrer tous les soirs, et qu'on y gardait d'autant plus aisément que ces chambres n'avaient qu'une seule issue. L'antiquité nous offre partout l'exemple des précautions que le petit nombre d'hommes qui avaient part au gouvernement était obligé de prendre contre la multitude. Le prétoire de Pompéia qui est encore parfaitement conservé en est une preuve. Les portes qui conduisent aux chambres des soldats sont excessivement basses, de façon qu'on est obligé de se baisser pour entrer et pour sortir. Or, la seule explication qu'on ait pu donner de cette bizarrerie, c'est que les officiers qui craignaient la mutinerie des soldats avaient pris cette précaution, afin qu'en cas d'émeute, il fut plus difficile à ceux-ci de se rassembler et de prendre les armes. Esclave ou soldat, tout ce qui était gouverné était régi par une verge de fer, et c'est ainsi qu'on verra l'antiquité toutes les fois qu'on voudra en juger par ses propres réflexions et par ses propres yeux.

pagnes de leurs maris. Chez les Orientaux, où leur prématurité les met, dès l'enfance, c'est-à-dire dans l'âge de la faiblesse, au pouvoir de leurs époux, leurs chaînes sont plus pesantes qu'ailleurs. Enfin, ce sexe trop encensé par quelques hommes, mais certainement trop tyrannisé par le plus grand nombre, a tout gagné aux progrès des lumières et de la société. La raison en est bien simple. Quand la force régnait sur la terre, et que toute la perfectibilité du genre humain était uniquement dirigée de ce côté-là, les femmes ne pouvaient prendre aucune part à ces progrès, et la supériorité que les hommes avaient sur elles s'en était encore augmentée; au lieu qu'elles ont pu réclamer une part considérable dans les progrès de l'esprit, et surtout dans toutes les choses qui dépendent de l'adresse, de la pénétration et de l'industrie. Comment ce peuple sensible et enthousiaste, qui offrait de l'encens aux neuf Muses, qui écoutait avec transport les chants de Sapho, et qui consultait journellement la Pythie, aurait-il pu mépriser les femmes ? Bientôt le gouvernement s'étant perfectionné, et la loi de l'hérédité, qui ne peut être fondée que sur l'expérience et la réflexion, ayant prévalu parmi quelques nations éclairées, les femmes se trouvèrent placées sur le trône. Ce fut un triomphe d'autant plus éclatant, qu'elles ne s'en laissèrent pas éblouir, et qu'elles ne parurent faire usage de la supériorité que pour justifier les droits qu'elles avaient à l'égalité. Cependant le crédit qu'elles

acquirent par les arts et les talens fut encore plus solide et plus durable. La poésie, la peinture, la sculpture, l'érudition même, se perfectionnèrent dans leurs mains ; mais c'est surtout l'art du raisonnement et de l'observation qui leur assurera à jamais la liberté, je dirais presque l'empire, parmi les peuples civilisés. En effet, il est aisé d'apercevoir que pour les femmes, être libres et souveraines n'est qu'une même chose, parce qu'elles ne peuvent être libres sans avoir en leur pouvoir ce que les hommes désirent le plus, et dans ce commerce, moins égal qu'on ne pense entre deux sexes différens, celui qui demande doit toujours dépendre de celui qui peut refuser.

Telle est donc, nous osons le dire, la vérité, la certitude des principes que nous avons adoptés, que plus nous supposons d'objections, plus nous trouvons à nous confirmer dans notre opinion. C'est ainsi que les réflexions affligeantes que nous avons faites sur le malheur attaché à certaine classe du peuple dans certain pays, nous ont conduits à ce résultat consolant, que le progrès des lumières avait affranchi de l'esclavage non-seulement les dernières classes du peuple, mais même la moitié de l'espèce humaine; de sorte qu'en examinant si la perfectibilité des hommes n'était pas la source de leurs maux, nous avons trouvé qu'elle en était le remède général. Continuons avec la même impartialité, et tâchons d'apprécier encore l'efficacité de ce remède;

car il faut l'avouer, quelque rapprochement qu'une bonne législation puisse opérer entre les différentes conditions des hommes, il régnera toujours une grande inégalité dans leur sort, d'où il suit que si cette inégalité était un si grand mal qu'on le pense, elle suffirait seule pour opposer un obstacle insurmontable à la félicité publique.

Ici nous avons besoin de remonter encore aux premiers principes, et de considérer le plan de la nature relativement à tous les êtres. Nous avons vu plus haut qu'elle avait attaché leur bonheur à leur conservation, et que leur existence n'était que la succession d'un travail nécessaire, qui a pour objet de satisfaire leurs besoins, et du repos salutaire qui suit les besoins satisfaits. Or, si nous venons à examiner l'homme en société, nous trouverons qu'il ne s'est point entièrement dérobé à ce plan général de la nature, et que son bonheur consiste encore dans l'alternative de l'activité et de la jouissance. Supposons qu'un philosophe, pénétré des mêmes idées qui nous occupent au moment présent, se réveille avant le jour, et monte sur une des tours les plus élevées de nos cités pour y contempler le réveil de la nature. Si, dès l'instant où les premiers rayons du jour se seront fait apercevoir, il veut porter ses regards jusque dans la campagne, il verra les animaux commencer à se remuer et à s'agiter, puis courir chercher leur subsistance; les pigeons s'échappent du colombier, et vont par troupes se ré-

pandre dans les champs; les troupeaux sortent de l'étable et s'acheminent lentement vers la prairie : tout obéit à la voix de la nature, et chaque animal n'a d'autre objet le matin que de trouver à vivre dans la journée. Mais si notre observateur ramène ses regards sur la cité, n'y verra-t-il pas à peu près le même spectacle? Les maisons, les boutiques s'ouvrent; le menuisier, le serrurier, le tourneur, prennent leurs outils; le marchand prépare, étale ses denrées; l'avocat, le juge, courent au palais; le médecin vers le lit de son malade; tout est en mouvement : et pour quel objet? toujours pour le même. La différence n'est que dans les moyens de l'obtenir. Le menuisier, qui travaille dès le matin, trouvera à midi un dîner tout préparé. Dans une heure, dans une demi-heure de temps, il aura pourvu à sa subsistance, mais jusque-là il aura travaillé pour se la procurer. Le bœuf n'a cessé de manger depuis l'aube du jour; mais de ces deux êtres, l'un a travaillé à rassembler sa nourriture, l'autre à la gagner : voilà toute la différence que j'aperçois entre eux. Il peut cependant en exister une autre, et il faut convenir qu'elle serait à l'avantage des animaux. On doit supposer que l'occupation de se nourrir est accompagnée d'une sensation agréable; mais il y a apparence aussi que cette sensation est d'autant moins agréable, qu'elle est plus répétée, et que la nourriture est plus légère ou sous un plus grand volume, de sorte qu'il pourrait se faire que l'homme

jouît autant dans un repas d'une heure que l'herbivore dans un repas qui dure toute la journée, et c'est assez pour son bonheur que d'avoir une occupation continuelle jusqu'à ce moment-là. [1]

Mais prévenons une autre objection. On me demandera peut-être d'engager mon observateur à rester plus long-temps à sa place; on voudra qu'il attende l'heure où le riche oisif sorte enfin de chez lui pour aller chercher des plaisirs. Eh bien! j'y consens; mais voici comment je raisonne. Si ces plaisirs sont toujours faciles, toujours habituels, ils ne seront pas long-temps des plaisirs; et s'il est un être qui désire sans un sentiment actif et même un peu inquiet, les faveurs de la gloire ou celles de l'amour, ou l'éclat des honneurs, ou l'opinion publique, ce sera un être fourvoyé, écarté du chemin de la nature, qu'il faut bien se garder d'envier, parce qu'il sera sans activité, et par conséquent malheureux; car remarquez bien que si les progrès de la société ont amené un tel état de choses, que les hommes n'aient aucune inquiétude pour leur subsistance, cet état de choses entraîne nécessairement

[1] Il est inutile d'énoncer que dans la subsistance de l'homme il faut faire entrer non-seulement sa nourriture, mais encore son vêtement, son logement, etc.; mais n'est-il pas des animaux qui ont à peu près les mêmes besoins? Les fourmis, les abeilles, les oiseaux, les quadrupèdes même se construisent des demeures et rassemblent des provisions.

de nouveaux objets de désirs, tels que l'aisance, le luxe, les plaisirs factices, etc. Or, ce sont de pareils objets qui entretiennent cette activité si nécessaire à l'homme. Il ne faut pas être bien avancé dans la morale pour savoir que le bonheur se compense assez dans les différentes classes de la société; que les courtisans, les ministres ne sont pas plus heureux que les cultivateurs et les artisans. Mais ces différens états ont du moins des avantages apparens, et le désir, l'espérance de passer de l'un à l'autre servent à entretenir l'activité parmi tous les hommes, qu'une subsistance assurée plongerait bientôt dans l'ennui et dans le dégoût. Le Spartiate nourri, entretenu par la république, également étranger à la crainte et à l'espérance, avait pour divertissement de lutter sur les bords de l'Eurotas, et de laver dans ce fleuve ses membres couverts de poussière. J'ai peine à croire que cet exercice, quelque piquant qu'il puisse être, fût plus amusant que la paume et la chasse dont on s'ennuie à la longue; son sort ne devait donc pas être plus heureux que celui des moines, parce qu'il était également opposé au plan de la nature. L'Athénien, plus actif, livré au commerce et à l'industrie, était sans doute le plus heureux des habitans de la Grèce.

Que si ces considérations paraissaient frivoles ou de simple spéculation, on pourrait en montrer tout d'un coup l'importance, en disant que les gouvernemens, après avoir fait tous leurs efforts pour

diminuer la disproportion qui existe entre les différentes classes des citoyens, doivent s'occuper de nourrir l'émulation et l'espérance, en facilitant le passage de l'une à l'autre. Rien de plus contraire au bonheur public que cette loi des Indiens, qui, séparant le peuple en plusieurs *castes*, condamne l'homme, ainsi que ses descendans, à être toujours ce qu'il a été : rien de plus favorable en même temps à la félicité des peuples que la législation de l'Angleterre, qui rend tout accessible au mérite et même à la richesse ; car qui est-ce qui peut exciter l'industrie, si ce n'est le désir de la richesse ? et à quoi servent les richesses, sinon à nous procurer l'honneur et le crédit ? Sous ce point de vue, nos lois, ou plutôt nos opinions sur la noblesse sont contraires à la félicité publique, du moins dans leur exagération ; car il est aisé de prouver que le respect pour les anciennes familles est une chose naturelle, et qui s'établira toujours, même dans les gouvernemens démocratiques.

La société étant un champ immense où non-seulement les richesses et les jouissances, mais aussi les désirs et l'espérance doivent circuler librement, toute ligne de démarcation, toute barrière insurmontable devient un obstacle à la félicité du plus grand nombre. Ce n'est donc pas toujours, comme on le croit, le besoin d'argent ou la corruption du gouvernement qui a rendu la noblesse accessible à la richesse. Rome la première en donna l'exemple,

et l'antique et sage république de Venise n'a pas craint de le suivre. Elle a senti que le sujet opulent se découragerait bientôt, ou deviendrait l'ennemi du gouvernement, s'il n'avait l'espérance d'y être admis un jour. C'est cet espoir qui maintient dans l'obéissance et dans l'activité le propriétaire de Terre-Ferme et le négociant de l'Archipel. Gênes, plus riche que puissante, mais qui figurerait encore dans l'Italie, si elle ne se laissait pas gouverner par les moines, Gênes a recruté souvent son sénat des plus opulens de ses citoyens, et le nom de *Cambiaso* n'y est pas moins honoré que celui de *Doria*[1]. Observons, en passant, que cette politique est peut-être le seul point où le gouvernement républicain et le gouvernement despotique se rencontrent. L'intérêt du despote est de donner le plus grand prix possible à la faveur, et de joindre à l'effet d'une crainte générale celui d'une espérance que tous les sujets partagent également; car la crainte a toujours besoin d'être compensée par l'espérance. Il n'en est pas de même dans les monarchies. Comme l'honneur en est un des principaux mobiles, toute distinction qui dépendrait uniquement de la faveur ne tarderait pas à perdre de son prix. Moins les droits des différentes classes y sont définis et assurés, plus elles

[1] M. Cambiaso a fait construire récemment, à ses frais, une grande partie du chemin de la Polihevera. Cet ouvrage entrepris dans la seule vue du bien public lui a coûté plus de 600,000 livres.

ont besoin de s'appuyer sur une longue possession, sur une ancienne origine. Dans plusieurs états, si la noblesse n'est pas tout-à-fait esclave, c'est qu'elle se souvient d'avoir été libre. Cette idée plaît encore lors même qu'elle cesse d'être utile; il semble voir le Nil se consoler de couler sous les lois des soudans, parce que sa source est hors de leur empire.

Une autre manière, plus sûre encore, d'apprécier le pouvoir de l'espérance sur le bonheur des hommes, c'est d'examiner l'influence de la religion sur différens peuples et à différentes époques. Il ne s'agit pas ici du dogme en lui-même, parce qu'il ne peut en exister de bon que celui qui est vrai, et que celui-là doit être vrai en tous temps et en tous lieux; mais seulement de la disposition particulière que les hommes ont eue à se livrer à certaines opinions religieuses, soit qu'ils les aient exagérées, soit qu'ils les aient adoucies. Or, on trouvera toujours une certaine proportion entre le sort des peuples et la doctrine qui prévaut parmi eux. On verra, par exemple, que les religions qui menacent et promettent beaucoup, conviennent particulièrement aux peuples opprimés; parce que les malheureux gardent l'espérance pour eux, et renvoient les menaces aux oppresseurs dont ils se flattent que le ciel fera justice. Dans les temps heureux de la Grèce, et tant que la république romaine fut florissante, le dogme de l'immortalité de l'âme n'était guère qu'une simple

opinion plus ou moins accréditée parmi quelques sectes de philosophes; mais lorsque la tyrannie des empereurs eut répandu la consternation dans le monde entier, le stoïcisme s'étendit et s'épura; le dégoût de la vie présente porta toutes les espérances vers l'immortalité. Ce fut alors que le christianisme fit ses rapides progrès : les consolations qu'il offrait adoucirent le malheur des peuples. Ils y trouvaient les espérances les plus flatteuses, et ils voyaient en même temps la vengeance la plus sévère dénoncée à leurs tyrans. Cette heureuse influence de l'opinion continua de produire le meilleur effet, jusqu'à ce que le sacerdoce, usurpant l'empire temporel, replongea les hommes dans de nouveaux malheurs. Alors tout changea sur la surface de la terre. Les nations qui profitèrent de ces révolutions, telles que les Italiens et les Espagnols, ne portèrent dans les matières de religion d'autres dispositions que celles qui tenaient à leur climat. Ces nations, naturellement sensibles et exaltées, multiplièrent les pratiques, et se livrèrent à la superstition; mais en même temps elles surent concilier leurs opinions avec leurs passions : leur morale fut relâchée, et la dévotion leur tint lieu de piété. Les peuples septentrionaux, qui les premiers s'étaient séparés de l'Église, suivirent une route tout opposée. Naturellement sombres et portés à la méditation, révoltés surtout par l'impression encore récente des chaînes qu'ils avaient portées, ils donnèrent dans le rigo-

risme. L'esprit de controverse, si puissant chez les hommes, les discussions, les guerres civiles entretinrent long-temps cette disposition parmi eux. Mais lorsque l'Angleterre, après l'expulsion des Stuart, eut joui d'une tranquillité, d'une prospérité durable; lorsque la Hollande eut goûté en paix les fruits de son industrie, que l'Allemagne et le Nord furent pacifiés, alors la doctrine devint plus douce et plus modérée, et les hommes, trouvant plus de bonheur et d'espérance dans les choses temporelles, commencèrent à s'occuper beaucoup moins des choses spirituelles. L'esprit de tolérance s'établit non-seulement entre les différentes religions, mais encore entre les différentes sectes d'une même religion. La France même suivit, quoique la dernière, cette pente générale, et du moins elle n'eut plus à rougir du *jansénisme* et du *molinisme*.

Il résulte de ces réflexions, qu'à ne considérer cet objet que du côté politique, les opinions religieuses les plus modérées conviennent plus aux gouvernemens libres et prospères, et que les plus exagérées s'accordent mieux avec les gouvernemens despotiques; car ce qui est obstacle dans un cas, devient remède dans l'autre. Au reste, il serait inutile de pousser nos recherches plus loin, parce que la religion ne doit pas venir des hommes, et qu'il serait absurde à un législateur de composer des dogmes. Nous nous contenterons d'observer que si l'on voulait les diriger vers l'objet de la félicité publique, il

faudrait qu'il y eût plus à espérer qu'à craindre. Ajoutez à cela que sans parler du danger qu'il y aurait à faire de la religion un moyen de gouvernement, cet instrument serait toujours faible et insuffisant. La raison en est, que les hommes n'ont jamais une idée assez sensible, assez immédiate de ce qu'on leur fait craindre ou espérer dans une autre vie. A peine en trouve-t-on un sur mille qui ait voulu s'exposer à la peine des galères; à peine en trouve-t-on un sur mille qui n'ait pas craint de s'exposer à des supplices éternels. En général, tout gouvernement sage ne doit employer le pouvoir de l'imagination que dans des temps de crise, dans des cas pressés, et lorsque son effet doit être prompt et rapide. Or, tout ce qui est opinion est presque toujours du ressort de l'imagination. Voyez comme en matière de religion elle agit différemment sur les deux sexes. L'homme plus attaché aux impressions physiques se laisse gouverner par elles. Les femmes, plus sensibles, plus exaltées, sont plus portées à la dévotion. Mais cette dévotion n'a-t-elle pas été souvent contraire à la tranquillité publique, à la religion même? Heureux les peuples, heureux aussi les ministres de la religion, si les gouvernemens, pénétrés de ces principes, n'entreprenaient de pourvoir au bonheur des sujets qu'autant qu'ils sont sous leur puissance, et se contentaient de ne jamais mettre d'obstacles à la vérité éternelle qui seule a droit d'éclairer les hommes! [1]

[1] On peut observer encore que lorsque les opinions des

Ainsi, de quelque côté que nous portions nos regards, nous retrouvons toujours ce grand principe, qu'il ne faut jamais mettre d'obstacles à la perfectibilité de l'espèce humaine. Je suppose, en effet, qu'il s'élève un législateur fortement pénétré de ce désir si louable en lui-même de rendre les hommes heureux; ne pourrait-il pas faire le raisonnement suivant : « Si je veux approcher le plus près possible « de mon but, il faut que je m'empare de tout ce qui « peut agir sur les hommes, et que je me rende maître « surtout de ces deux grands moyens de gouverne- « ment, la *crainte* et l'*espérance*. J'ai pour objet

hommes sont fondées sur des choses sensibles et auxquelles on accorde une croyance de sentiment, les mœurs publiques s'en ressentent toujours. Les lois ne punissent pas la lâcheté dans les affaires particulières, non plus que les manquemens en matière de religion : or, personne ne veut vivre avec des hommes déshonorés, tandis qu'il n'est aucun particulier, quelque dévot qu'il soit, qui ne vive avec un mauvais chrétien, avec un hérétique. Je me rappelle à cette occasion que Thomas Morus, dans son *Utopie* (Liv. I.), s'étonne qu'on ne puisse contredire les princes et les grands sur leur administration, et qu'il soit permis de censurer leur conduite religieuse. La solution de cette difficulté, c'est que les espérances ou les craintes en matière de religion sont dans un certain lointain qui ne permet de les voir que d'une manière vague et confuse. Si vous ne faites pénitence, dites-vous à un roi, vous serez brûlé éternellement: un autre vient, et dit : Si vous ne gouvernez pas avec plus de justice, vos peuples se révolteront, et cet autre est mis en prison.

voir, avec quelque exactitude, quelles sont les constitutions politiques qui tendent plus directement à cette fin si désirable ? Les monarchies sont ordinairement plus paisibles au dedans et plus actives au dehors ; le contraire arrive dans les républiques : obligés d'opter entre deux tendances opposées, pour laquelle pencheriez-vous ? Pour la paix extérieure : de la guerre faite au dehors, on ne peut jamais attendre de meilleure issue que la cessation des maux qu'elle a fait naître : de la guerre intérieure sortent souvent des choses vraiment utiles ; les esprits ont fermenté, le pour et le contre a été soutenu et discuté ; et lorsque les hommes ont consumé ce qu'ils avaient d'entêtement, de préjugés, de personnalité, la vérité vient enfin s'asseoir sur les ruines de la controverse. Mais tranchons d'un mot la difficulté, ou plutôt essayons de nous en délivrer, en disant que rien n'est plus frivole que tous ces efforts pour trouver la meilleure forme de gouvernement dont les hommes soient susceptibles. Il ne suffirait pas de l'avoir trouvée ; il faudrait, pour la mettre en exécution, disposer de toutes les circonstances ; il faudrait être maître du monde entier pour former un état à son gré. Que dis-je ! il faudrait plus encore : il faudrait étendre son empire sur les temps passés, effacer les souvenirs et les habitudes ; enfin, tout détruire et tout créer. J'ai vu préconiser l'ancienne constitution de la Suède ; encore quelques lois de la façon de nos politiques spéculateurs, et c'était un

gouvernement parfait : ils n'avaient oublié qu'une chose, c'est que la Suède était voisine de la Russie. Tous les regards s'étaient tournés vers les Polonais; ceux-là, du moins, étaient restés attachés à leur ancienne constitution. Tout le monde sait ce qui est arrivé. Quelle aristocratie barbare que celle de Venise! elle est proscrite dans tous les livres, dans toutes les conversations; mais depuis douze cents ans elle subsiste, et le peuple est heureux sous son gouvernement. Non, il n'est pas donné aux hommes de concevoir, de réaliser une idée aussi belle que celle d'un gouvernement parfait! Le succès justifie souvent celui qu'on avait le plus censuré, et condamne celui qu'on avait le plus préconisé. Dans ce système si compliqué que forment les différens états de l'Europe, leurs forces, leurs situations, leurs intérêts relatifs, de quoi devons-nous nous occuper? D'améliorer, plutôt que de renverser pour réédifier. Nous osons le dire; le bonheur des hommes n'est pas si dépendant qu'on le croit de telle ou telle constitution. Il est des bases essentielles de la félicité publique qui sont communes à toutes; et de même que toutes les religions s'accordent sur la morale, et qu'il n'y en a aucune qui permette le vol et l'assassinat, de même tous les gouvernemens s'accordent à maintenir la propriété des biens et des personnes. C'est là la fin, l'objet de toute législation; c'est là le terme où l'on doit tendre de toutes parts; et pourvu qu'on y soit arrivé, il n'importe guère quel chemin on a pris.

Cependant on peut insister et demander comment avec une intention si louable de la part de tous les gouvernemens, il s'en trouve encore de tyranniques et d'oppressifs. On n'alléguera pas les états despotiques, parce que le despotisme n'est pas un gouvernement; mais on me citera des monarchies, des républiques même, qui, par système, tiennent dans l'abaissement et l'oppression les peuples qu'elles ont soumis. Pourquoi, me dira-t-on, les Irlandais n'ont-ils pas les mêmes priviléges que les Anglais; les habitans du Brabant hollandais, que ceux des Provinces-Unies? Pourquoi voit-on en Allemagne, en France, l'obligation du service militaire, le travail pénible des corvées, l'abjection, l'avilissement de différentes classes de citoyens altérer cette propriété si nécessaire des biens et des personnes ?..... Eh! ne voyez-vous pas que tout gouvernement vient de la force? que tous les peuples du monde ayant été en proie à des guerres extérieures ou à des guerres civiles, la force a seule terminé ces débats? Lorsque les efforts ont été balancés, il en est résulté de véritables traités de paix, c'est-à-dire des arrangemens faits à l'avantage de toutes les parties contractantes, qu'elles ont toutes intérêt de maintenir; telles sont les bonnes et sages constitutions : mais quand la force, ne trouvant pas d'obstacles, ou les ayant tous surmontés, a voulu s'assurer ses propres succès, il s'est fait des espèces de pacifications, que je n'appellerai pas des traités, et qui ressemblent plutôt à

des capitulations, parce qu'elles ont été dictées par le vainqueur : c'est ainsi que les Anglais après avoir conquis l'Irlande, et après y avoir apaisé plusieurs révoltes, n'ont eu pour objet que d'y dicter des lois conformes à leurs intérêts, et propres à perpétuer l'avantage qu'ils avaient sur elle au moment de la pacification. Il en est arrivé de même à l'égard du Brabant hollandais, du pays de Vaux, etc. Un long intervalle de calme et de tranquillité, une soumission éprouvée, ont changé l'état des choses, sans changer les lois et les constitutions; et tel est le grand obstacle à la félicité publique, *que tout ce qui est participe de ce qui a été.*

C'est une vérité dont les auteurs, tant moralistes que politiques, n'ont pas été assez convaincus. Que de lumières elle eût répandues sur leurs ouvrages! Sans doute ils auraient absous la raison humaine de bien des erreurs qui lui ont été imputées; ils auraient résolu bien des problèmes qui leur ont paru insolubles. J'en citerai quelques exemples, seulement pour avertir le lecteur, et le mettre sur la voie; car on ne peut pas tout dire, et il arrive assez communément que celui qui ne devine rien, n'entend rien non plus.

Pourquoi dans les états purement militaires le peuple est-il plus opprimé qu'ailleurs? C'est que la force conservatrice ayant toujours été dirigée vers l'extérieur, la liberté, la propriété du citoyen, ont consisté en un seul point capital, qui était de ne pas

tomber au pouvoir d'une nation voisine; de sorte que cet intérêt habituel a fait taire tous les autres, et qu'il n'y a eu nuls différends, nuls débats intérieurs, d'où pût sortir une constitution raisonnable, un gouvernement défini et balancé. C'est ainsi qu'un malade ne craint pas la douleur, tant qu'il craint la mort.

Pourquoi les peuples malheureux qui vivent depuis long-temps sous un gouvernement despotique, n'ont-ils pu jusqu'à présent, je ne dis pas obtenir, mais même réclamer la liberté? C'est que les nations esclaves sont toujours timides et ignorantes; c'est que plus les peuples sont bruts, moins il faut d'individus pour représenter la force qui les régit. Une petite armée, un petit nombre de satellites suffisent pour les contenir. Or, les révolutions de ces états s'étant toujours concentrées dans ces satellites, et la force n'alternant jamais que d'un prince à un autre, ou d'un corps de troupes à un autre, il n'en peut résulter assez d'équilibre pour donner lieu à un traité de paix, ou, si l'on veut, à une constitution.

Pourquoi le pouvoir des rois de France s'est-il toujours augmenté jusqu'à nos jours? c'est que le gouvernement féodal ayant établi une aristocratie barbare, le peuple opprimé eut recours aux rois pour le délivrer de la tyrannie des grands, et qu'alors la couronne représenta cette force nécessaire qui pacifie, qui maintient l'ordre et la police; c'est encore parce que les plaignans, qui n'étaient que la dernière

classe du peuple, se contentèrent de demander défense et protection, et ne stipulèrent rien pour eux.

D'un autre côté, pourquoi le bas peuple en France est-il plus pauvre, plus malheureux qu'ailleurs? c'est que nos paysans ne sont que des serfs affranchis; c'est qu'ils ont la plus grande part possible aux charges publiques et la plus petite dans l'administration; c'est qu'il existe parmi nous des priviléges odieux, des distinctions funestes entre propriétaire et propriétaire, qui font retomber sur eux seuls l'obligation de la milice, la confection des chemins, et toutes les dépenses publiques, comme logement de gens de guerre, maréchaussées, haras, etc. On a raison, sans doute, de se récrier contre le poids des impôts et l'arbitraire de leur répartition; cependant tout cela ne fait pas qu'en France un journalier se contente de gagner quinze sous par jour, tandis qu'il en demande quarante en Angleterre. La véritable raison est que le premier se fait payer comme un homme, et le second comme un citoyen. Ainsi les malheurs publics viennent bien moins des erreurs présentes que des erreurs anciennes, et c'est injustement qu'on se défie de la raison humaine, dont les progrès auraient un effet plus rapide, s'ils n'avaient à combattre des habitudes et des préventions, toutes nées, toutes formées dans des temps d'ignorance. [1]

[1] Dans le Ferrarois et dans l'état de Venise, le journalier ne gagne qu'un *paolo* par jour, c'est-à-dire, à peu près

Que résulte-t-il de toutes ces considérations? c'est que les hommes pour être heureux ont encore plus besoin d'oublier que d'apprendre; qu'il faut, pour accélérer leurs progrès, laisser s'effacer, s'oblitérer, autant qu'il est possible, toutes les idées anciennes, et s'empresser d'élever l'édifice de la raison sur les ruines de l'opinion. Le seul écueil qui nous reste à éviter, c'est la subtilité, l'abus de la métaphysique en matière de droit public, et même sur toutes sortes d'objets. De nos jours, les questions les plus importantes sur la nature du gouvernement, sur les droits des rois et des peuples ont été agitées. Ici on a voulu faire dériver le gouvernement de l'autorité paternelle, comme si, après la mort du père de famille, il y avait dans la nature une loi qui soumît les frères et les enfans des frères à l'un d'entre eux. Ailleurs, on a imaginé un contrat social; comme si cet acte supposé pouvait obliger les femmes qui n'y ont aucune part, et les enfans pour qui on a stipulé. Que ne disait-on plutôt que le gouvernement est la force qui maintient la paix

11 sous. En Hollande, où le gouvernement est démocratique, il gagne trois fois autant. Voulez-vous une autre preuve de l'influence que l'opinion exerce sur le prix des salaires? A Naples, où l'état de domestique est plus méprisé qu'ailleurs, un valet est payé beaucoup moins cher qu'un ouvrier. C'est le contraire à Paris, où les domestiques sont bien traités, et ne sont pas même condamnés à rester toute leur vie dans le même état.

dans la société? qu'il est bon et juste, lorsqu'agissant dans cette vue unique, il n'est que l'expression de la volonté générale, ou du moins de celle du plus grand nombre? En effet, qu'est-ce qu'un contrat s'il n'existe une force pour le faire exécuter, et quelle sera cette force qui décidera entre le gouvernement et le peuple?

Toute constitution ne peut se maintenir que par l'équilibre des forces dans les différentes parties qui la composent, ou par l'intérêt général qu'on trouve à la conserver. Au moment présent, tous les jurisconsultes, tous les politiques les plus habiles se perdent dans la discussion des droits que réclament les Américains. On dit, on répète à ceux-ci : « Vous « êtes établis en vertu de chartes particulières éma- « nées de la couronne, et ces établissemens n'ont « jamais été regardés que comme une émigration « tolérée, quelquefois même encouragée pour l'avan- « tage de la métropole; » mais ils répondent : « Nous « sommes des Anglais, des citoyens; nous avons « porté cette qualité avec nous en passant les mers, « et nous n'avons pas perdu nos premiers droits en « devenant des citoyens plus utiles. » Nul tribunal qui ne fût embarrassé de décider cette question. Mais quoi! la force est en action; elle se compense et se partage; tôt ou tard un traité de paix suivra, et alors les Américains auront une constitution. Dans toute constitution mixte le gouvernement n'est donc que le résultat de l'équilibre des forces. Dans tout

autre cas, c'est l'impression d'une force prépondérante, ce qui constitue plutôt un état de guerre qu'un gouvernement, ou bien c'est encore l'effet de l'opinion générale que l'autorité agit pour le bien de tous. Hobbes avait entrevu ces vérités; mais quoiqu'il fût penseur et raisonneur profond, son esprit avait fermenté avec son siècle. Frappé des malheurs publics et fatigué des guerres civiles, il s'était égaré dans les conséquences de ses principes. En cherchant toujours l'origine d'une puissance qui ne consiste que dans la force, il crut qu'elle devait être illimitée, et ne résider que dans les mains d'un seul [1]. Harrington, qui le combattit, raisonna mieux. Il crut pouvoir placer la force de son gouvernement dans la multitude, et pénétré de cette idée, que *les lois* ne sont rien sans les armes, il imagina une république toute guerrière, où les propriétaires étaient des soldats, les membres du parlement des capitaines, des colonels [2]. Pour nous, moins systématiques et moins subtils, nous pensons qu'il existe une véritable puissance dans la raison, et que le meilleur gouvernement sera celui où elle aura plus d'influence; de sorte que si dans la démocratie le peuple est sujet à agir par saillie et avec autant d'inconséquence que d'enthousiasme, nous n'hésiterons pas à lui préférer l'aristocratie ou la monarchie; et d'un autre côté, s'il est vrai que l'aristo-

[1] Voyez Leviathan et *Tract.* de Cive.

[2] Voyez l'Oceana.

cratie soit sujette à dégénérer dans une oligarchie tyrannique, et que la monarchie penche toujours vers le despotisme, nous aurons une nouvelle justification de nos principes, et nous dirons que les constitutions mixtes n'ont tant d'avantage sur les autres, quelque complexes qu'elles paraissent, que par cette seule raison, que, réunissant plus d'équilibres et de contrastes, elles ressemblent plus à un traité de paix, qui est le véritable exemplaire du gouvernement.

Combien nos opinions ne sont-elles donc pas éloignées de celles qu'ont avancées, avec peu de succès à la vérité, certains demi-politiques modernes, qui, séduits comme le philosophe anglais, par de vains sophismes sur l'unité et la plénitude de la puissance, ont osé décrier tous les contre-poids et tous les pouvoirs intermédiaires que le sage Montesquieu avait préconisés? Nous croyons au contraire que l'impression immédiate d'une volonté instantanée, fut-ce celle d'un peuple entier, n'est jamais conforme à la nature essentielle de la législation. Il est inutile sans doute de discuter les idées frivoles sur lesquelles ces systèmes singuliers ont été appuyés. Un despotisme légal dans un individu soumis à toutes les passions, ou dans une multitude plus passionnée encore! La force de l'évidence, parmi des nations qui ont discuté depuis cent ans les questions les plus importantes, sans qu'il en soit encore résulté une opinion générale! Croira-t-on jamais que

de pareilles illusions aient été débitées avec les formes les plus minutieuses et les plus didactiques? Qui ne sait au contraire que la législation ne change presque jamais qu'à l'occasion de quelque crise, de quelques situations forcées; qu'alors les craintes et les espérances sont trop prochaines pour laisser place à la maturité et à la délibération, de sorte que l'emploi de la raison est de venir, au bout d'un long espace de temps, réclamer contre des erreurs qui ne cessent d'être invincibles que parce qu'elles cessent d'être intéressantes. Nous ajouterons même que telle est l'importance, la nécessité des contrepoids dans le gouvernement, que nous aimerions mieux vivre dans une monarchie où ils seraient bien ménagés et toujours en activité, que sous un gouvernement démocratique, où la volonté du plus grand nombre aurait un effet prompt et immédiat. En effet, si vous supposez une démocratie où les rangs et les fortunes soient rigoureusement pareils, il n'y a pas besoin de gouvernement, chaque citoyen n'ayant rien à envier ni à prendre à son voisin. Mais comme cet état de choses est impossible, ou peut ne pas durer, il arrivera que la propriété sera bientôt attaquée, que les riches seront à la merci de la multitude jusqu'à ce qu'ils se soient attaché des clients, et qu'ils puissent partager le pouvoir; mais alors il y aura déjà un contraste, un équilibre, ce sera du moins une espèce d'oligarchie ou d'optimatie opposée à la multitude; et si l'on vient à faire quel-

que convention, quelque compromis, il y aura dès-lors mélange d'aristocratie et de démocratie, équilibre de pouvoir, surveillance mutuelle ; enfin, un gouvernement mixte. Or, comme il est bien sûr qu'aucun homme raisonnable et éclairé ne préférera jamais le despotisme, quand même il s'intitulerait despotisme légal ou despotisme de l'évidence, il nous paraît suffisamment prouvé que la plénitude du pouvoir, soit dans un seul homme, soit dans l'assemblée du peuple, ne peut jamais former une constitution politique, et que tout bon gouvernement représentera toujours un traité de paix, avec un équilibre de forces nécessaire pour en maintenir l'exécution. Que s'il arrive quelquefois que les forces de contrepoids ne soient pas sensibles et apparentes, elles n'en existent pas moins dans le fait. Souvent elles ne consistent que dans les opinions, dans les habitudes, dans les richesses, dans les besoins mutuels. Souvent même elles paraissent en plus grand nombre d'un côté que de l'autre; mais, en moral comme en physique, un équilibre rigoureux est difficile à trouver; et jusqu'à ce que les balances soient parfaitement compensées, elles doivent toujours osciller.

Peut-être ai-je trop insisté sur ces réflexions; peut-être paraîtrai-je avoir encore échappé cette fois-ci à ces lecteurs empressés de trouver des opinions toutes faites, des opinions bien tranchantes, bien prononcées, qu'on puisse rejeter ou adopter d'une façon péremptoire. Ils se plaindront sans doute de

ce que, dans un ouvrage intitulé *De la Félicité publique*, je n'ai pas indiqué les moyens de rendre les peuples heureux dans toutes les situations, dans tous les cas. Hélas ! j'avoue que je n'ai pas rempli leur attente; mais j'ai dit ce que je sais, peut-être même plus que je ne sais; car, penser, conjecturer, croire même, ce n'est pas encore là *savoir*. Cependant si l'on veut résumer les idées que j'ai plutôt semées que déduites dans ce chapitre, on y trouvera :

1°. Que la nature semble avoir placé le bonheur de tous les êtres dans les principes de leur conservation et de leur multiplication.

2°. Que l'homme par sa perfectibilité naturelle s'est dérobé à cette loi commune, et qu'ayant bientôt trouvé trop de facilité à contenter ses appétits, il a été exposé à l'ennui et aux besoins factices.

3°. Qu'il paraît cependant que le meilleur moyen de le rendre heureux est de restituer à son égard le plan général de la nature, et de rétablir l'équilibre entre l'activité et la jouissance.

4°. Qu'une autre conséquence de la perfectibilité de l'espèce humaine a été l'inégalité des progrès, qui a établi une grande différence d'homme à homme, de peuple à peuple, et qui a donné naissance à la guerre et à l'oppression.

5°. Que le remède à cet inconvénient n'est pas de ramener l'homme à un état d'ignorance et de simplicité dont il sortira toujours, mais de hâter ses

progrès le plus qu'il est possible ; parce que c'est au terme seul que peut se trouver l'égalité.

6°. Que la guerre ayant été le premier effet de l'inégalité des forces, elle a été le principe de tous les établissemens politiques, et que c'est à elle qu'il faut rapporter les premiers rudimens des sociétés et des gouvernemens.

7°. Que si l'attaque et la défense ont été l'objet des premières associations, et la pacification intérieure et extérieure, celui des premières lois, il en résulte que toutes les constitutions politiques doivent être regardées comme des traités de paix.

8. Que les meilleurs gouvernemens sont ceux qui, offrant le plus de contre-poids, peuvent être comparés à des traités entre puissances égales, après lesquels il reste des forces et des intérêts suffisans pour les maintenir.

9°. Que le gouvernement des peuples subjugués et opprimés ne représente qu'une espèce de capitulation que le plus fort a accordée au plus faible ; que ce gouvernement devient vicieux, lorsque les circonstances ont changé, et qu'il est à propos que la législation change avec elles.

10°. Que c'est une vérité importante, *que tout ce qui est participe de ce qui a été :* de sorte que la plupart de nos régimes modernes rapportant leur origine à des siècles barbares et à des époques malheureuses, où la violence et l'usurpation exerçaient leur empire, il est nécessaire que les idées anciennes

s'effacent, et que la raison prévale enfin sur les préjugés et les habitudes.

11°. Que les malheurs de l'humanité doivent bien moins être imputés à l'insuffisance ou à l'abus de la raison, qu'à l'ignorance des siècles passés, dans lesquels se sont formés la plupart des habitudes et des principes qui nous gouvernent encore.

12°. Qu'il y a donc tout à espérer du progrès des lumières; qu'elles ont amélioré et qu'elles améliorent journellement le sort des hommes; enfin, que loin d'avoir à envier les siècles passés, nous devons nous regarder comme beaucoup plus heureux que les anciens, vérité qui a été l'objet de cet ouvrage, dont le véritable titre est, nous le répétons : *Considérations sur le sort des hommes dans les différentes époques de l'Histoire.*

APPENDICE

SUR

LA DETTE PUBLIQUE.

Il y a déjà près d'un siècle que la France, l'Angleterre et la Hollande s'étant opiniâtrées à des guerres dispendieuses, ceux qui gouvernaient ces nations ont été obligés de recourir à des emprunts considérables. Je dis ceux qui les gouvernaient, parce que si elles avaient discuté elles-mêmes leurs intérêts, elles n'auraient eu aucune raison de contracter des dettes. En effet, comme elles possédaient presque toutes les richesses de l'Europe, elles jouaient en même temps les rôles de prêteurs et d'emprunteurs; de sorte que tout ce mouvement d'argent n'était qu'un mouvement intestin. Il leur eût donc été facile de s'imposer sur elles-mêmes une contribution égale aux sommes qu'elles ne levaient que par emprunt. Mais, d'un côté, Guillaume III aurait eu trop de peine à persuader aux Anglais (et surtout aux Torys) de sacrifier la plus grande partie de leur fortune à l'abaissement de Louis XIV; et de l'autre, Louis XIV, tout absolu qu'il était, n'aurait jamais pu disposer arbitrairement du bien de ses sujets pour soutenir des guerres que son ambition seule lui avait attirées (*a*). Pour les Hollandais, quoiqu'une vengeance particulière, un intérêt plus immédiat les animât, il était encore difficile d'en obtenir

(*a*) *Il n'avait qu'à imposer la moitié des taxes qu'on a payées depuis lui.*

des subsides considérables. Ces riches commerçans, qui formaient la meilleure partie de la république, voyaient avec trop de regret les fruits d'une longue et pénible industrie dévorés par des Allemands et des Espagnols. Nous lisons même dans les négociations du comte d'Avaux que la province de Hollande fut long-temps opposée à la guerre, et qu'elle inclinait plutôt pour la France, qu'elle ne craignait que comme un voisin dangereux, que pour le prince d'Orange, qu'elle redoutait comme un maître ambitieux. Ces situations embarrassantes obligèrent de chercher les moyens les plus doux; il fallait éviter de faire sentir aux peuples le fardeau qu'on leur imposait : on appela, pour ainsi dire, la postérité à son secours, et on la chargea de tout le poids qu'on voulait épargner à la génération présente. Les emprunts furent donc le fruit de la faiblesse du gouvernement, ou d'un certain respect pour les propriétés, qui sera toujours nécessaire, tant que les guerres n'auront pas pour objet ou la défense des foyers, ou la vengeance de ces insultes cruelles qui, élevant un cri général, précipitent les peuples dans la guerre.[1]

Qu'il soit ruineux de faire avec de grands frais des gueres inutiles, c'est ce que personne ne révoquera en doute. Toute nation qui emprunte pour faire la guerre travaille donc à sa propre ruine (*b*). Mais de quelle façon cette ruine

[1] Lors de la ligue de Cambrai, la république de Venise ne fut pas obligée de recourir à des emprunts, quoiqu'elle eût à se défendre contre tant de puissances réunies. On se soumit à une espèce de taxe d'aisés, et chacun contribua selon ses moyens. C'est que le danger était réel et pressant; c'est que les Vénitiens aimaient leur gouvernement, et que chaque citoyen aurait tout sacrifié pour le conserver. De même, en 1672, la Hollande n'eut pas recours à des emprunts pour mettre des armées sur pied. Ils n'eurent lieu que lorsque d'autres intérêts furent compromis, et que la guerre devint opiniâtre et inutile.

(*b*) *Bravo!*

s'opère-t-elle? Les emprunts sont-ils onéreux, seulement en ce qu'ils représentent une dépense excessive, ou sont-ils pernicieux par eux-mêmes en ce qu'ils perpétuent les charges de l'état? C'est ce que nous ne pouvons approfondir qu'en remontant à un principe général, que nous avons énoncé au commencement de cet ouvrage.

Toutes les richesses, celles des états comme celles des particuliers, ne sont fondées que sur un bienfait de la nature, qui a permis à l'homme d'obtenir, par un travail modique, une quantité de productions fort au dessus de ses besoins personnels. Un seul homme, en labourant un champ, peut se procurer assez de blé pour nourrir dix de ses semblables; un seul homme, en cultivant une vigne, peut en tirer dix muids de vin, et ainsi du reste : de sorte que si la terre avait été abandonnée à l'industrie humaine, il serait arrivé que chaque individu, après s'être assuré sa propre subsistance, aurait encore cherché dans l'agriculture des commodités et des jouissances; soit qu'il eût ajouté à la culture des blés celle du chanvre, des légumes, des arbres fruitiers, etc.; soit que, ne consultant que la nature du sol et la facilité des échanges, il se fût efforcé d'obtenir la plus grande production possible d'une seule denrée, dans l'espérance de s'en procurer d'autres par le débit de son superflu. Dans ce cas, les jouissances des hommes n'auraient trouvé de limites que dans l'accroissement de la population. Mais l'étendue du droit de propriété a bientôt interverti cet ordre naturel : celui qui a pu réunir de vastes possessions s'est trouvé, il est vrai, dans l'obligation d'alimenter les ouvriers qu'il employait à y faire naître différentes productions; mais tout ce que ce travail a produit d'excédant est resté à sa disposition; de façon que ses efforts réunis ont servi à la subsistance de tous et à la jouissance d'un seul. Cependant cette jouissance ne peut encore s'obtenir qu'à la faveur du

travail. Si le plus riche propriétaire veut avoir des meubles, des pendules, des tableaux; il faut qu'il paie des tapissiers, des horlogers, des peintres; et c'est à quoi il emploiera l'excédant des subsistances que ses cultivateurs auront fait naître; car il importe peu que ces ouvriers ou artistes reçoivent le prix de leurs ouvrages à mesure qu'ils les fournissent, ou qu'ils soient payés annuellement par celui qui les fait travailler. Supposons donc qu'un riche propriétaire ait confié à cent cultivateurs le soin de préparer la subsistance de 900 personnes qu'il destine à lui procurer toute sorte de jouissances de pur agrément: si ce propriétaire, si cet homme riche vient à avoir une querelle avec un de ses voisins; s'il est obligé de lui déclarer la guerre, que pensez-vous qu'il fasse? Rien de plus simple, me répondrez-vous: il laissera les cultivateurs à leurs ouvrages habituels, et il choisira parmi les autres personnes qu'il tient à ses gages un certain nombre d'hommes qu'il emp'oiera, soit à défendre ses possessions, soit à attaquer celles de son ennemi. Tant que cette guerre durera, il se privera de quelque plaisir, de quelque jouissance; mais elle ne sera pas plus tôt terminée, qu'il se trouvera dans le même état où il était auparavant; c'est-à-dire tout aussi riche, tout aussi à portée de se procurer des jouissances par le travail d'autrui.

Supposons maintenant que notre riche possesseur se soit conduit tout autrement, et que tenant, par erreur ou par faiblesse, à tous ses amusemens qu'il aura pris pour du bonheur, ou à son faste qu'il aura pris pour de la jouissance, il ait préféré d'envoyer à la guerre ces hommes mêmes dont le travail servait à le nourrir: supposons qu'il ait choisi cinquante laboureurs pour en former sa garde, qu'il ait employé les attelages de ses charrues à traîner son artillerie, qu'il ait fait de ses fermes des châteaux forts, etc. voici, selon toute apparence, ce qui sera arrivé: la première

année il aura conservé ses chevaux de chasse, ses officiers de bouche, ses artistes, parce que les cinquante cultivateurs qui seront restés à leurs travaux, auront fait tous leurs efforts pour suffire à leur tâche et à celle de leurs camarades qu'on leur a enlevés; la seconde année, ces efforts ne pouvant plus se répéter, et ayant même épuisé leurs forces, bien loin de pouvoir suffire à ce travail excessif, chaque homme ne sera même plus en état de faire ce qu'il faisait autrefois : la culture sera négligée, les terres mal labourées, mal soignées; de sorte que la troisième année les subsistances ne se trouvant plus les mêmes, le propriétaire n'aura plus de quoi entretenir les ministres de son luxe ou de ses plaisirs, lesquels ne tarderont pas à être mécontens et à s'éloigner : enfin, pour peu que la guerre dure encore, il ne lui restera plus ni richesses, ni jouissances, et les maux qu'elle aura entraînés seront irréparables.

Après avoir ainsi placé les choses sous le point de vue le plus clair et le plus sensible, que nous reste-t-il à faire désormais, sinon à étendre nos idées, en appliquant cette hypothèse à deux nations, de forces à peu près égales, qui se trouveraient engagées dans une guerre indispensable? Voici, n'en doutons pas, le raisonnement que la plus éclairée des deux pourrait faire : « Les choses sont arrangées de « telle façon, qu'un petit nombre d'entre nous, un dixième « à peu près, suffit pour nourrir tout le reste. Les neuf « autres dixièmes n'ont guère de moyens d'obtenir leur part « de ces subsistances, qu'en offrant des objets d'échange, « qu'en provoquant les désirs du cultivateur et du propriétaire. Ce sont donc les dépenses de cette classe qui nourrissent l'autre, il n'importe lesquelles : ce qui est très vrai « et très important, c'est que dans l'état où sont les choses, « il faut pour que tout le monde subsiste, qu'il y ait toujours la même quantité de dépenses. Or, c'est ce qui arri-

« vera pendant la guerre : car si nous allons disposer d'une « partie des subsistances, c'est aussi pour les répandre, et « au lieu que vous aviez coutume de les donner à des hom- « mes qui vous brodaient des habits, qui lambrissaient vos « appartemens, qui vous amusaient par leurs talens (*c*), « nous les distribuerons parmi des hommes qui garderont « nos frontières, qui fortifieront nos places, qui fabrique- « ront nos armes, etc. Soyez donc bien tranquilles : la même « quantité de dépenses existera toujours, les mêmes sour- « ces de travail seront ouvertes; ainsi tous ceux qui n'auront « plus d'ouvrage dans leur profession trouveront un nou- « vel emploi (*d*) dans les différentes ressources qu'on vient « d'offrir à la force et à l'industrie. »

J'avoue que d'après un pareil exposé il serait difficile de penser que la guerre fût ruineuse pour le peuple. Elle serait pourtant un mal : car les habits, les meubles, les lambris font plaisir à ceux qui les paient, et la guerre est une dépense qui ne fait plaisir à personne. Mais enfin elle ne priverait personne des moyens de subsistance (*e*), et si elle était momentanée, la circulation du travail reprendrait bientôt ses premières routes, et la nation aurait pu dépenser sans s'obérer. Mais il en arrive autrement. Cette possession d'un bien-fonds, cette faculté d'employer indifféremment le travail de ceux qu'on fait subsister, à toutes les choses qui nous sont agréables, a reçu depuis long-temps le nom de propriété. Nous n'examinerons pas ici comment l'idée de propriété s'est formée; nous dirons seulement qu'en général, et surtout dans l'état présent de la société, elle a été très utile au genre humain. Nous sommes donc bien loin de la décréditer; mais nous observerons que le luxe, n'étant

(*c*) *Oui; mais le peintre pourra-t-il faire un fusil?*

(*d*) *Non.*

(*e*) *Il faudra donc que les tailleurs se fassent soldats?*

que l'usage (*f*) de la propriété, est devenu propriété lui-même, ou, pour mieux dire, une sorte de droit; de façon que lorsqu'il a fallu subvenir aux besoins de la guerre, on n'a pas osé déplacer les richesses en changeant les objets de travail. Il est arrivé de là qu'en même temps qu'on était obligé d'employer un grand nombre d'hommes à de nouvelles professions, les riches ont conservé le privilége d'acheter le travail du peuple concurremment avec l'état. Le luxe, la magnificence, le plaisir, ont également conservé la plus grande partie de leurs agens, et le gouvernement ayant été obligé d'acheter le travail des petits, aux dépens des petits, ce travail a été reporté en surcharge sur les cultivateurs et sur tous les artisans qui concourent avec eux à la production ou à la préparation des subsistances. Ainsi les nations ont été écrasées, parce que le poids qui devait être partagé entre tous, n'a été supporté que par les classes de citoyens les plus utiles à l'état. Ainsi la guerre a augmenté le travail général, ce qui est déjà un mal; et elle l'a augmenté d'une manière inégale et oppressive, ce qui est un plus grand mal encore. Peut-être cet inconvénient aurait-il toujours été difficile à prévenir; car il faut observer que dans toutes les sociétés industrieuses ou commerçantes, chaque homme n'a guère qu'une manière de subsister; c'est ce qu'on appelle son art, sa profession. Chaque métier fait une classe à part, une société particulière dans la société générale, un état dans l'état. Or, les hommes ne peuvent pas aisément changer de profession; ce sont des chenilles attachées à une feuille; si l'arbre sèche, elles meurent avec lui. Voilà ce qui fait que dans les guerres malheureuses on voit souvent vingt mille manufacturiers mourir de faim, tandis que vingt mille soldats manquent au complet des armées, que les arsenaux sont déserts, et que les armemens

(*f*) *Usage de propriété, ou plutôt abus.*

languissent faute de bras (*g*). Ajoutez à cela que le droit de propriété et l'inégalité des fortunes ayant établi une grande concurrence entre ceux qui demandent des subsistances pour prix de leur industrie, concurrence d'autant plus grande de leur part, que le besoin de subsister est plus pressant que celui de jouir et de s'amuser; il est arrivé que le travail a toujours approché de trop près le niveau des forces de l'ouvrier; de manière que cette classe laborieuse n'a presque point de travail *disponible*, et que l'état ne peut lui en demander sans l'écraser. Considérez encore la disproportion des résistances, la patience du pauvre, le crédit du riche, la disposition de tout administrateur à préférer les moyens faciles aux moyens utiles, et vous vous expliquerez bientôt comment les guerres ruinent aisément les états qu'elles ne devraient seulement pas affaiblir. (*h*)

Voyons maintenant comment les emprunts diminuent un peu cet inconvénient : je suppose qu'un état ait besoin d'une quantité de travail représentée par la somme de 300 millions : je dis une quantité de travail, parce qu'il ne faut pas perdre de vue que toute dépense représente un travail imposé sur une nation, puisqu'il est égal de lever une somme considérable ou d'exiger des recrues, des remontes, des vivres, des armes et des ouvriers de toute espèce pour le service d'une armée; or, nous venons d'observer qu'une pareille somme ne peut pas être levée uniquement sur les gens riches, ni le travail qu'elle représente imposé uniquement sur les agens du luxe, sans attaquer la propriété et sans causer les plus grandes convulsions par des changemens subits dans les moyens de subsister : on cherche donc

(*g*) *Mauvaise administration, car tout homme peut être pionnier, voiturier, vivandier.*

(*h*) *Elles les affaiblissent nécessairement par les maladies, morts, désertions, dévastations.*

à adoucir toutes ces crises, en imposant pour le moment une somme modique, qui ne représente que l'intérêt d'une somme plus considérable qu'on emprunte. Mais tout emprunt représente une dépense; si l'état a emprunté 300 millions, il a dépensé 300 millions en travaux (*i*), et s'il a assez bien payé ses agens pour que les autres classes aient reflué sur celle-là, le désordre n'a pas été très grand. La même quantité de travail a distribué la même quantité de subsistances; tout le monde a vécu. Le mal est donc bien moins considérable que si tout le travail nécessaire au soutien de la guerre avait été exigé avec rigueur, et réparti avec inégalité : ajoutez à ces considérations que l'emprunt dans le cas des grandes dépenses, a cet avantage sur l'imposition, qu'il n'attire à lui que les sommes dont chacun peut disposer, sans retrancher de ses dépenses habituelles; au lieu que l'imposition s'empare souvent du nécessaire. Que dans un cas urgent on exige un quart du revenu net, ou si l'on veut, cinq vingtièmes, que je suppose monter à 200 millions, il est sûr que chaque propriétaire sera obligé de diminuer sa dépense d'un quart; et c'est autant de moyen de subsistance enlevé au peuple. Cette diminution excéderait même la proportion avec les sommes exigées; car des impôts si exorbitans ne manquent pas de jeter la consternation dans tous les esprits, et de resserrer l'argent dans toutes les bourses. Il n'en est pas de même de l'emprunt, qui ne prenant rien, ou du moins très peu de chose sur les dépenses habituelles, met encore en mouvement l'argent que les capitalistes tenaient en réserve.

Maintenant, supposons que la guerre s'étant prolongée, le gouvernement se soit vu obligé de multiplier ses ressources, et qu'enfin la paix n'ait été conclue qu'après qu'il aura emprunté un milliard. Il s'agit d'apprécier quel est

(*i*) *Oui; mais si les ennemis ont pris vos travaux !*

désormais l'état de la nation : car alors elle est chargée d'un arrérage de cinquante millions, et il faut en conséquence que la contribution annuelle soit augmentée d'une pareille somme. Mais si toute imposition doit représenter un travail fourni par les particuliers à l'état, je demande à présent si la quantité de ce travail est augmentée? si dans le fait cette contribution n'est pas idéale (*k*)? et enfin, si lorsque le gouvernement reçoit d'une main pour rendre de l'autre, la surcharge est plus réelle qu'elle ne l'est à Amsterdam, lorsque la banque fait une navette perpétuelle de paiement et de recette? Mais, me direz-vous, si dans l'obligation de payer l'arrérage de la dette, l'état prend le dixième du revenu des propriétaires, ce dixième ne représente-t-il pas le travail qu'ils auraient pu payer avec une certaine quantité de subsistances, dont leurs mercenaires se trouvent frustrés à leur tour? Je répondrai que dans cette hypothèse il n'y a point de diminution réelle, mais seulement un déplacement de revenu net : que s'il arrive que mille propriétaires aient cent millions de revenu net, moins dix; mille autres propriétaires qui possèdent encore des contrats, ont cent millions de revenu, plus dix; que ceux-ci commandent plus de travaux qu'ils ne feraient s'ils n'avaient point d'effets en papier (*l*), de même que les autres en commandent moins qu'ils ne feraient s'ils n'étaient pas obligés de payer le dixième; enfin, que suivant ce calcul, la quantité de travail reste toujours la même, puisque les besoins de l'état n'en réclament pas plus que par le passé; et voilà la véritable raison pour laquelle les nations bien gouvernées restent encore dans l'état le plus florissant (*m*) en sortant d'une

(*k*) *Non, sans doute. Le cultivateur paye davantage, le munitionnaire, l'entrepreneur, le trésorier, jouissent; le corps de l'état souffre.*

(*l*) *Et ceux qui se bornent à amasser!*

(*m*) *Ah! le plus!*

guerre longue et dispendieuse. Voilà pourquoi les Anglais sont encore riches et puissans, et continuent de dépenser ou de consommer autant qu'avant la guerre. [1] (*n*)

Avant que d'étendre plus loin l'application de ces principes, il ne faut pas se dissimuler qu'il est des circonstances qui les rendent susceptibles de quelque restriction. Nous avons supposé jusqu'ici que l'état n'a emprunté que des sujets; mais quoique la plus grande partie des richesses se trouve chez les nations qui ont coutume de recourir à ces expédiens, on ne peut disconvenir qu'au moment où elles ouvrent des emprunts, il ne leur vienne des sommes considérables de la part de l'étranger. C'est encore pis si ces nations riches et puissantes ne sont pas toutes en guerre dans le même moment. Car celle qui aura conservé la neutralité aura certainement beaucoup de richesses, et manquera de débouchés pour en faire usage. Elle versera donc de grandes sommes dans les fonds des nations belligérantes [2]. Or, comme nous avons déjà établi que tout argent monnayé est une créance sur le travail d'autrui, et que toute dépense représente un travail, il n'est pas douteux que l'argent exporté tous les ans chez l'étranger pour le paiement de ces arrérages, représente un travail annuel dans la nation qui emprunte, travail stérile et tributaire de sa part.

[1] Il faut avouer que dans le cas où le renversement des arrérages compenserait la somme levée par l'imposition sur tous les propriétaires d'un état, il en résulterait encore qu'ils auraient de moins les capitaux qu'ils avaient placés dans les fonds publics. Mais qu'est-ce que cela prouverait, sinon qu'ils auraient fourni aux dépenses de l'état, ce qui est juste et naturel?

(*n*) *C'est qu'ils ont augmenté leur commerce à nos dépens.*

[2] C'est ce qui est arrivé aux Hollandais, qui possèdent à présent une grande partie de nos meilleurs fonds, et surtout de nos rentes viagères.

Éclaircissons encore cette matière par un exemple. Hambourg fait la guerre à Dantzig; Hambourg a soixante mille habitans, dont les uns vivent dans l'aisance, et dont les autres cherchent leur subsistance dans le travail. Le conseil de cette république pourrait annoncer que la classe de citoyens qui travaillent aux choses de nécessité absolue serait la seule qui continuerait ses ouvrages; que tous les autres ouvriers, artisans, etc. etc. qui ne sont que les agens du plaisir ou du luxe, seraient employés au service de l'armée; mais que pour les faire subsister on s'emparerait de tout le superflu des riches, c'est-à-dire de tout ce qu'ils dépenseraient pour des objets de luxe et d'amusement; ce qui serait encore plus simplifié sous la dénomination d'une taxe générale sur l'aisance. Mais que d'obstacles s'opposent à une pareille résolution? L'union ne règne guère dans les républiques que lorsque les périls sont pressans. La forme du gouvernement, les magistrats actuels ont toujours des ennemis. A quels dangers ne s'exposera-t-on pas, si l'on renverse ainsi toutes les fortunes, si l'on attaque toutes les propriétés? Et puis ce luxe, cette aisance, encourageaient certaines classes d'artisans nécessaires à la prospérité de ce petit état. Suspendre tout à coup leurs occupations, les priver de leurs profits habituels, c'est rompre les liens qui les attachent à la patrie. D'un autre côté, si l'on partage le poids entre tous les sujets, une imposition générale causera, à la vérité, moins de murmures, et d'ailleurs les plaintes des foibles ne seront pas inquiétantes; mais ces dernières classes que vous imposez n'ont ni travail, ni subsistances disponibles; et lorsque vous leur demandez de l'argent, vous exigez qu'elles fassent une épargne sur leur travail ou sur leurs subsistances. Cependant l'ennemi approche, le moment presse! On imagine un expédient. On s'est convaincu qu'on ne pouvait guère épargner qu'un sixième sur

le travail général, ce qui peut représenter la solde de dix mille hommes de troupes : mais il en faut le triple au moins.... Eh bien! la somme nécessaire à l'entretien de cet excédant, on l'empruntera de la ville de Brême, et soit qu'elle prête de l'argent qui représente des subsistances, ou des subsistances qui représentent un travail, les subsides n'ayant pas changé de nature, les magistrats de Hambourg raisonneront ainsi : « Si nous pouvons faire la paix après la campagne, nous « conserverons encore trois ans l'état de gêne où nous nous « sommes mis cette année-ci : nous continuerons d'épargner « le sixième du travail public, ou la solde de dix mille hom- « mes, pour nous acquitter envers nos voisins. Cette charge « sera plus longue; mais moins pesante, elle sera portée sans « murmure : nous aurons sauvé l'état, le gouvernement et « nous-mêmes, ce qui est encore plus intéressant. » [1] (o)

Je ne parle pas de l'avantage qu'on fait au prêteur; avantage qui augmente ou prolonge encore un peu l'embarras du débiteur, mais qui est compensé par ceux que ce dernier a été à portée d'obtenir à la guerre; le lecteur a dû me prévenir sur cette circonstance : mais si les riches particuliers de la ville, voyant que leur fortune a été épargnée, et que l'état accorde un avantage considérable à ceux dont il emprunte les secours, se décident, par intérêt, à ce qu'ils auraient dû faire par esprit de patriotisme; s'ils économisent sur leurs jouissances actuelles, c'est-à-dire sur le travail qu'ils soudoyent, pour prêter eux-mêmes ce travail au gouvernement; si les sommes qui le représentent sont égales à la moitié de celles que nous avons supposé avoir été four-

[1] Une proposition à peu près pareille fut faite aux Athéniens par Xénophon. Voyez *Discours sur l'amélioration des revenus de la république.*

(o) *Songez que vous parlez de villes qui subsistent uniquement par le commerce. Il y a ici peu de travail des mains.*

nies par la ville de Brême, Hambourg n'est plus redevable à l'étranger que du travail de dix mille hommes. Enfin, si les citoyens de cette ville ont fourni les quatre cinquièmes de la somme empruntée, l'état ne reste plus débiteur que du travail de quatre mille hommes. Quant à l'intérêt et aux remboursemens qu'il doit à ses propres sujets, on voit bien que cette charge n'est qu'idéale; car il faut bien qu'il s'en procure la valeur d'une façon ou de l'autre. Or, il se trouve qu'il la reprend à peu près sur ceux même qui la reçoivent; je dis à peu près, parce que tous les gens aisés n'ont pas prêté des fonds; mais cette petite inégalité est bien moins importante pour le public que le bonheur du peuple, lequel ne perdra rien toutes les fois qu'on n'augmentera pas son travail, et qu'on ne diminuera point ses subsistances. Que serait-ce si les plus riches Hambourgeois avaient dans leurs coffres une certaine quantité d'argent comptant, c'est-à-dire des créances sur le travail des étrangers [1]? Alors ces citoyens, en portant leur argent au gouvernement, lui donneraient les moyens de soutenir la guerre, sans rien prendre sur le travail du peuple, soit qu'on employât cette somme à louer des soldats, soit qu'on s'en servît pour acheter des armes, des subsistances, etc. Il est vrai que l'état aurait toujours fait des dépenses, mais il aurait fait un bon

[1] Je répéterai ici qu'on ne doit pas être surpris si j'emploie l'expression de travail, de préférence à celle de denrée ou d'argent. C'est le travail qui met seul le prix aux denrées. L'eau du ciel et des fleuves ne se vend pas, parce qu'elle ne représente aucun travail. Ainsi, toute chose vénale représente un travail, et n'a de valeur que celle du travail qu'elle a exigé. Il n'est pas besoin d'avertir que toutes les fois qu'il sera question du travail de mille hommes, du travail de dix mille hommes, c'est le travail annuel de mille hommes ou de dix mille hommes qu'il faut entendre. (*p*)

(*p*) *Non pas dans les pays où la principale richesse vient du commerce.*

marché; et si toutes les fois que la république se serait cotisée pour payer une indemnité aux riches, c'est-à-dire l'intérêt de leur argent, ceux-ci, en le recevant par petites sommes et successivement, devenaient plus enclins à le dépenser, l'état aurait fait la guerre, sans que dans le fait il lui en eût rien coûté. Il est vrai qu'il aurait aussi une ressource de moins; mais que ne peut pas reproduire une longue paix, un commerce florissant et une bonne administration?

J'insiste sur ces réflexions, parce qu'il me paraît que cette matière n'a jamais été bien débrouillée, et qu'on a toujours confondu les effets de la dette avec ceux de la dépense. M. Hume [1], ce philosophe si inaccessible à tous les préjugés, cet auteur à qui j'offre avec tant de plaisir l'hommage de l'estime et de l'amitié, me paraît avoir condamné avec trop de sévérité les argumens par lesquels on s'efforça de rassurer l'Angleterre, lorsque les Davenant et les Pulteney (*q*) attaquèrent le gouvernement des Whigs. Peut-être un penchant naturel pour les Torys, cette espèce d'attrait qui trahit quelquefois le philosophe sceptique en décelant son opinion secrète, a-t-il altéré pour un moment l'exactitude de sa balance. Il se contente de réduire les choses à l'absurde, en supposant qu'il n'y a point de terme aux emprunts, et que l'état doit tout le revenu des particuliers; mais j'observerai d'abord qu'en Angleterre, le revenu des terres étant de plus de 400 millions (*r*), et cette puissance ne devant à présent que 120 millions d'arrérages, il faudrait pour que pareille chose arrivât, qu'elle eût trois fois autant de guerre à soutenir qu'elle en a éprouvé depuis 1688.

[1] Voyez *Essays on credit public, on taxes*, etc.

(*q*) *Davenant ni Pulteney n'étaient torys.*

(*r*) *De nos livres.*

Je demanderai ensuite contre quelles nations ces guerres auront lieu. Si c'est contre des états qui n'ont point de dettes, et qui ne sont pas obligés d'emprunter, je conviens que le cas sera très embarrassant. Mais si c'était contre la France et contre la Hollande, il me semble que les choses seraient pour le moins au pair, et je comparerais volontiers ces puissances à des joueurs de paume qui auraient une jambe attachée; la partie serait moins vive, mais toujours égale. Si l'on m'objectait l'embarras réel où se trouvent les puissances obérées; sans repéter encore que cet embarras est dû en grande partie à la situation critique où ceux qui gouvernent se sont trouvés relativement à ceux qui sont gouvernés, je répondrais seulement que toute nation qui fait la guerre avec de grandes armées, de grandes flottes, et, pour tout dire en un mot, avec de grandes dépenses, sera bientôt ruinée, si elle n'en est dédommagée par le pillage. Or, le pillage n'a plus lieu depuis que tous les pays qu'on subjugue se soumettent par capitulation, depuis qu'on n'enlève plus les bestiaux, et qu'on ne réduit plus les peuples en captivité. (*s*)

Loin donc d'attribuer la situation critique de plusieurs puissances aux dettes qu'elles ont contractées, je regarderai comme un problème l'état florissant où elles se trouvent encore après les guerres opiniâtres ou ridicules qu'elles soutiennent depuis long-temps. Et pourquoi s'en prendre à la dette de ce qu'on peut mettre sur le compte de la dépense (*t*)? Ce jeune homme n'est point ruiné pour avoir emprunté cent mille écus, c'est pour les avoir dissipés. L'Angleterre, en 80 ans, a dépensé trois milliards au delà de ses revenus; ces trois milliards représentent un travail (*u*) qui

(*s*) *Les prises de vaisseaux et les succès dans les Indes ont valu plus que des pillages.*

(*t*) *Dites des pertes.*

(*u*) *Et un commerce.*

aurait pu être employé plus utilement au défrichement d'une grande quantité de landes, ou à l'encouragement de l'agriculture en Écosse et en Irlande. J'avoue que je trouverais difficilement d'autres objets que la guerre ait fait négliger; car cette heureuse contrée offre partout l'image de la prospérité : population, agriculture, manufactures, grands chemins, établissemens magnifiques, rien ne paraît y manquer, et c'est un argument terrible entre les mains des sceptiques en politique. Mais il faut observer : 1°. Que la situation de ce pays est très favorable en tout point; 2°. que l'excellence de son gouvernement et la sagesse de son administration ont dû triompher de beaucoup d'obstacles : car telles sont nos erreurs en politique, telles sont les suites d'une mauvaise morale et d'une mauvaise législation, que toutes les nations du monde, si l'on excepte les Chinois, sont infiniment au dessous du degré de prospérité auquel elles peuvent atteindre; 3°. que cette prospérité de nos voisins ne doit pas être regardée comme le partage de tout l'empire britannique, mais de la seule Angleterre, l'Écosse étant encore, en grande partie, inculte ou déserte, et les Irlandais (x) n'ayant guère été jusqu'ici que les ilotes des Anglais. Je sais que cette politique est mauvaise, de fonder ses richesses sur l'exclusion, et de prétendre soutenir un peuple aux dépens de l'autre; mais elle peut offrir quelques avantages illusoires et momentanés. Enfin, puisqu'il faut trouver chez les Anglais les traces de leurs erreurs, et les suites de leurs dépenses excessives, je pense que c'est en Écosse et en Irlande qu'il faut les chercher. Si les taxes eussent été moins fortes, on n'eût pas été obligé de gêner l'importation des denrées irlandaises pour soutenir les fermages en Angleterre; et si le commerce eût été moins chargé par les

(x) *Les Irlandais commencent à prospérer et à travailler, les Écossais aussi.*

douanes et les droits de consommation, on n'aurait eu aucune raison de redouter la concurrence de cette île voisine. On eût aussi donné plus d'attention à l'Écosse, et les richesses également répandues dans les trois royaumes auraient multiplié le commerce à Cork comme à Londres, à Édimbourg comme à Cork.... Mais, si pendant la dernière guerre l'Irlande a prospéré; si son agriculture, son commerce, sa population, ont augmenté.... Alors il faudra répondre que les expéditions maritimes ont enrichi ce pays, qui fournit aux armemens des vaisseaux et au commerce de l'Amérique. Mais si l'Angleterre n'a pas souffert de cette préférence locale, si.... Hâtons-nous de revenir à nos principes, car nous nous sommes embarqués dans une discussion un peu ingrate, et répétons qu'une bonne administration répare bien des malheurs et couvre bien des inconvéniens.

Les faits sont toujours bien gênans, bien incommodes pour les gens à système, pour les politiques métaphysiciens : en voici qui peuvent former une nouvelle objection contre leurs principes. Un grand prince, un héros couronné, en commençant son règne glorieux a trouvé une économie tout établie, et une épargne considérable, qu'il a encore augmentée depuis; ses nombreuse victoires n'ont jamais été achetées par des impositions exorbitantes; il n'a point emprunté; on assure même qu'il n'a pas dissipé dans la dernière guerre tout l'argent qu'il avait en réserve; la paix étant rétablie, il a rétabli aussi l'économie dans ses dépenses; il s'est occupé à remplacer les sommes qu'il avait tirées de son épargne; il a complété son trésor, et cependant ses sujets sont tombés dans la misère (*y*); l'argent a disparu, le commerce a langui (*z*), la circulation s'est ar-

(*y*) *Ils y ont toujours été.*

(*z*) *Il n'y a jamais eu de commerce.*

rêtée, et la paix a été plus désastreuse que la guerre. Sans doute que le génie puissant qui préside à cet état, n'a besoin que de ses propres ressources pour remédier à ces inconvéniens passagers; mais ne pouvons-nous pas profiter de cette occasion pour nous excuser de n'être point de l'avis de M. Hume, qui paraît pencher pour l'établissement d'un trésor public? Nous croyons qu'il n'est point de sommes disponibles pour l'état qui n'en augmentassent les richesses, si elles étaient dépensées utilement. Un canal, un port de mer, un grand chemin, un défrichement, valent cent fois mieux que 10 millions dans un coffre (*aa*). Et puis, l'expérience nous apprend que les trésors amassés par une administration économe sont bientôt dissipés par une administration prodigue. Charles V avait un trésor considérable: il devint la proie du duc d'Anjou. Henri IV avait amassé plus de 20 millions, qui en feraient plus de 50 de nos jours : ils ne servirent qu'à enrichir des Italiens et quelques seigneurs avares et factieux.

Or, si les trésors ne sont pas avantageux pour les nations, il faut donc qu'il arrive de deux choses l'une : ou qu'elles fassent la guerre sur une légère augmentation de leurs impositions, ou que les besoins devenant trop pressans, elles soient obligées d'emprunter. Mais dans le premier cas, la guerre n'est pas fort ruineuse; et dans le second, ce sont les besoins réels et l'importance de la guerre elle-même qu'il faut consulter. Ainsi il résulte de toutes ces réflexions que les guerres qui se font avec des dépenses modérées, sont beaucoup moins fâcheuses pour les peuples que celles dont les frais excèdent leurs moyens, ce qui se réduit encore à dire que la guerre est plus ruineuse quand on est battu, ou qu'on fait une partie inégale; toutes choses

(*aa*) *Mais si ces dix millions produisent, on pourra faire deux canaux.*

qui n'ont rien de commun avec la question de la dette et des emprunts. (*bb*)

Maintenant que nous avons développé la nature de la dette et son influence sur la (*cc*) félicité des peuples, il est temps d'avertir le lecteur que nous avons placé les choses dans leur jour le plus favorable. Nous croyons, il est vrai, avoir prouvé que les inconvéniens de l'emprunt sont les mêmes que ceux de la dépense (*dd*); mais nous ne devons pas dissimuler que la nécessité de suivre, sans interruption, la chaîne de nos idées nous a fait omettre quelques particularités assez importantes. Par exemple, nous avons supposé que le gouvernement, devant rendre annuellement à différens particuliers ce qu'il a levé pour payer les arrérages de la dette, la somme des revenus n'avait pas changé, et que par la même raison, la somme des dépenses, ainsi que celle du travail, étaient toujours restées les mêmes (*ee*). Nous ne désavouons pas cette assertion; mais nous devons considérer que ce déplacement de revenus et de dépenses est sujet à plusieurs inconvéniens. 1°. Il suppose des recouvremens et des payemens qui demandent toujours quelques frais, soit qu'il s'agisse de lever des contributions, soit qu'il faille remplir des caisses, les garder et les ouvrir. Or, tous ces frais sont une dépense qui représente un travail et un travail stérile, puisqu'il ne produit ni subsistance ni jouissance. 2°. En admettant même que ces dépenses, étant imposées sur un revenu territorial et en particulier sur le revenu net des propriétaires, n'exigent que peu de frais de perception, et ne portent aucun dommage à l'agriculture

(*bb*) *Que sont donc les dettes contractées dans une guerre malheureuse?*

(*cc*) *Avant le mot* félicité *est écrit* in (*infélicité*).

(*dd*) *Mais non pas que ceux de la perte.*

(*ee*) *Et les pertes, les pertes!*

et au commerce, il restera toujours un grand inconvénient : c'est la séparation du revenu et de la propriété foncière.

Je suppose que tous les prêteurs ayant été propriétaires, les fonds publics, les contrats soient également partagés entre ces derniers, en sorte que quiconque payerait annuellement mille livres de plus pour l'arrérage de la dette, serait possesseur d'un contrat portant mille livres de rente (*ff*). Il en résulterait toujours un mal, parce que toute diminution sur le produit d'une propriété tend à diminuer, à son tour, l'affection du propriétaire, et à éloigner les entreprises dispendieuses, mais utiles, comme les bâtimens, les défrichemens, etc. D'un autre côté, il arrive qu'on s'attache naturellement à la source de ses revenus, qu'on abandonne les campagnes pour la capitale, et qu'on se livre plus volontiers à une vie oiseuse et inutile. L'inégalité dans le partage des effets publics redouble tous ces inconvéniens : car tandis qu'un propriétaire de 20 mille livres de rente en fonds de terre, possède encore jusqu'à 50 mille livres de revenus en contrats, tel qui n'a que 10 mille livres de rentes également en biens-fonds, paie le cinquième de son revenu, et ne possède point de papiers. Je ne dirai pas que la facilité de placer son capital dans les fonds publics détourne l'argent du commerce, et l'éloigne de tous les emplois utiles : car ceux qui ont tant répété ce lieu commun, n'ont pas fait attention que lorsqu'un homme achète un contrat, il y en a un autre qui vend un contrat, et que si l'acheteur ne place pas son argent dans le commerce, le vendeur n'a peut-être aliéné son effet que pour en faire cet usage (*gg*). Si l'état ouvre un nouvel emprunt, le cas sera différent; mais alors

(*ff*) *Au contraire, il aurait mille livres de moins.*

(*gg*) *Oui, mais c'est probablement pour payer ses dettes.*

cet inconvénient est une suite de la dépense actuelle du gouvernement, et non pas une conséquence de la dette anciennement contractée. Ce que j'oserai assurer, c'est que le peuple, ou plutôt les propriétaires, qui dans les sociétés modernes doivent seuls représenter la nation, ne peuvent manquer de s'affoiblir considérablement toutes les fois qu'ils troqueront des propriétés foncières contre ces possessions incertaines, toujours dans la main du gouvernement (*hh*). Soit que ce gouvernement porte le nom de *monarchie* ou d'*aristocratie*, ils doivent tomber tôt ou tard dans la dépendance. Ce que je dirai encore, c'est que si malheureusement les effets publics sont tellement multipliés, que connaître leur valeur, suivre leurs changemens, gouverner soi-même ces variations, soit devenu un art obscur et difficile, il s'établira une espèce de commerce stérile, appelé *agiotage;* commerce qui ne réussit jamais qu'aux dépens des propriétaires, toujours dupes des gens à argent; mais j'observerai aussi que tous ces nouveaux inconvéniens doivent être plutôt imputés aux fautes du gouvernement qu'à la dette en elle-même, et je répéterai encore que si on veut remonter à leur source, on les attribuera encore moins à l'ignorance qu'à la foiblesse des ministres, de façon qu'en dernière analyse on trouvera, au lieu des vices inhérens aux emprunts, ceux qui naissent des guerres entreprises contre le vœu des peuples, ou qui sont la suite nécessaire de toute prévarication dans l'exercice de l'autorité publique.

Entraînés dans ces longues discussions, peut-être trop sèches et trop ennuyeuses pour la plupart de nos lecteurs, nous ne devons pas oublier que notre objet principal est d'examiner quelle est l'influence d'une dette publique sur le

(*hh*) *Vrai.*

bonheur (*ii*) des peuples. Nous avons essayé de diminuer l'opinion effrayante qu'on en conçoit assez généralement : voici une nouvelle façon de l'apprécier. Si la dette est essentiellement un mal comme dette, et non pas seulement comme représentant une dépense, le premier soin de tout gouvernement doit être de la rembourser le plus tôt qu'il pourra. Tâchons donc de nous assurer si une pareille opération est toujours la plus avantageuse ; et, pour y parvenir plus tôt, imaginons un état qui ait emprunté précédemment une somme égale au travail de cent mille hommes, pour l'arrérage de laquelle il rend annuellement celui de cinq mille hommes : supposons encore qu'une sage économie, soit dans l'entretien des troupes, soit dans les dépenses de la cour, lui permette d'épargner annuellement une somme représentant le travail de dix mille individus : quel usage fera-t-il de cette épargne? S'en servira-t-il pour diminuer le fardeau général du peuple, en remettant annuellement sur les impositions une somme correspondante à cette épargne, ou bien l'emploiera-t-il au remboursement progressif de la dette publique? D'un côté, la dette, en diminuant peu à peu, finira par s'éteindre entièrement, et le peuple se trouvera à la fin libéré de toute la contribution qui fournissait aux arrérages de cette dette. De l'autre il peut se faire que les taxes étant excessives ou mal réparties, la nation ait un besoin plus pressant d'un prompt soulagement : il peut se faire encore que les frais de certaines impositions étant beaucoup trop considérables, l'anéantissement de ces impositions soit l'opération la plus nécessaire ; ce qui réduit le problème à ces deux questions : *Le peuple a-t-il besoin d'un allégement immédiat? Le remboursement ne sera-t-il pas plus onéreux que la dette?*

Première question. *Le peuple a-t-il besoin d'un allége-*

(*ii*) *Malheur.*

ment immédiat? c'est ce qu'il est important de considérer: car en supposant qu'un état chargé d'une dette de deux cents millions (*kk*), pour laquelle il paie cinq pour cent d'arrérages, veuille rembourser annuellement le dixième de cette somme, il est clair que dans la première année il n'allégerait le fardeau public que d'un million; diminution bien légère, et qui serait à peine aperçue. Mais si la contribution est trop forte pour le peuple, si elle excède ses moyens, si elle le détourne des travaux d'amélioration; si elle le prive du repos qui lui est nécessaire, etc. etc. ne vaut-il pas mieux lui remettre annuellement la somme entière de vingt millions, que de se contenter d'en remettre seulement l'arrérage, qui n'en fait que la vingtième partie? Vous me direz que les sommes remboursées cessant de représenter un travail stérile, comme celui qui sert à l'entretien des armées ou au faste des cours, elles passent bientôt des propriétaires des fonds à la classe laborieuse qui pourra augmenter le prix de son travail, ou diminuer quelques heures de ses journées : mais ces retours sont-ils assez rapides et assez immédiats, surtout lorsqu'ils doivent avoir pour véhicules l'argent monnayé ou les papiers-monnaies qui prêtent à tant de spéculations et de manœuvres différentes? D'ailleurs, si en allégeant le fardeau du peuple, en facilitant le commerce, en perfectionnant l'agriculture, vous parvenez à donner aux denrées la plus grande valeur possible, vous diminuerez véritablement le capital de votre dette; car alors l'argent n'aura plus le même prix qu'il avait auparavant : cent millions que vous devrez encore dans un temps de prospérité, ne représenteront plus la même somme que vous aurez empruntée dans un temps de détresse. Nouvelle manière d'envisager cet objet dont il résulte également que

(*kk*) *Dans la première édition le calcul était tout autre, et Voltaire avait écrit en marge :* Le calcul me paraît faux.

si le peuple est surchargé, il faut mieux remettre des impositions que rembourser la dette.

Seconde question. *Le remboursement ne sera-t-il pas plus onéreux que la dette?* Cet examen est très intéressant; car si pour rembourser annuellement une somme de dix millions vous êtes obligé d'en lever une de douze sur le peuple, vous ferez certainement un très mauvais marché. Prenons un exemple à portée de nous. On lève en France un impôt sur les boissons qui porte le nom d'*aides*. Cet impôt coûte 20 pour cent de perception, et rapport au roi autour de 30 millions. Or, je demande si lorsqu'en 1764 on forma un fonds d'amortissement de 20 millions, il n'aurait pas mieux valu diminuer les droits d'aides, ou, pour mieux dire, les changer en un simple impôt territorial, qui, produisant encore un certain revenu, aurait facilité la conversion de la gabelle (*ll*) dans une taxe répartie au marc la livre de la taille ou du vingtième? Je sais qu'on peut difficilement raisonner d'après ce remboursement illusoire qui exigeait d'autres ressources; mais ces ressources ne les aurait-on pas trouvées plus aisément en améliorant le sort des campagnes, qu'en se bornant à un simple virement de parties, plus digne d'un agioteur que d'un ministre? Enfin, j'ajouterai à ces différentes considérations, que dans la supposition même que les impositions sont réparties avec sagesse et perçues avec économie, il faudrait encore, avant de songer à rembourser, s'informer bien exactement, s'il n'existe pas d'emploi d'argent plus pressé. Quand la France aurait aboli les droits d'aides et de gabelle, je regarderais encore les canaux de communication entre la Somme et l'Escaut, entre la Moselle, la Meuse et la Marne, entre la Saône et la Seine, comme des opérations plus utiles qu'un rembour-

(*ll*) *Après les avoir supprimés on les aurait rétablis.*

sement de 60 millions (*mm*). J'en dirais autant de la perfection des grands chemins, de la construction des ponts, du desséchement des marais, du défrichement des landes, etc. Il ne faut pas oublier non plus que le remboursement des dettes dispose tous les gouvernemens à la guerre, tandis que les dépenses utiles rendent la paix avantageuse, sans en abréger la durée.

Après avoir envisagé l'objet par tant de faces différentes, tout lecteur impartial doit convenir avec nous qu'à quelques inconvéniens près, que nous avons énoncés, la dette publique n'est pas une plaie si grande qu'on se l'imagine; qu'elle n'est un mal réel qu'autant qu'elle représente des dépenses excessives; enfin, que son remboursement n'est pas d'une nécessité absolue, ni même l'objet le plus important d'une bonne administration. Peut-être n'aura-t-il pas regret à l'application qu'il aura été obligé de nous donner, s'il peut se convaincre que les malheurs de ses concitoyens, je dis plus, ceux de ses semblables (car l'humanité ne connaît pas les limites des empires), ne sont pas proportionnels à ces dettes énormes dont la masse paraît si accablante au premier coup d'œil. L'emploi de panégyriste des rois a été justement avili; mais celui de consolateur des peuples doit être chéri et estimé, surtout si en leur montrant leurs espérances, on ne leur dissimule pas leurs dangers; si l'on ne cherche point à leur inspirer une fausse sécurité, et si toutes les fois qu'on veut diminuer l'opinion qu'ils ont de leurs maux, on a soin de leur prouver en même temps qu'ils peuvent être beaucoup mieux. Une telle persuasion, une pareille disposition des esprits me paraît la plus favorable à toutes sortes de progrès. Elle est également éloignée du mécontentement chagrin qui désespère de tout, et de la

(*mm*) *Oui; mais ces canaux produiront à coup sûr des dettes nouvelles, et seront abandonnés.*

vaine confiance qui ne doute de rien. Laissons à ceux qui sont appelés aux soins pénibles du gouvernement à calculer toutes les circonstances morales qui doivent modifier les principes généraux; mais puisque dans notre loisir nous avons cru pouvoir développer ces principes, essayons du moins de fournir toute notre carrière en montrant leurs conséquences; et soit qu'on veuille nous réfuter ou nous applaudir, épargnons à nos censeurs et à nos approbateurs la peine de chercher le résultat de nos opinions.

Ce n'est pas inutilement que nous avons apprécié en travail public toutes les contributions des peuples, toutes les dépenses du gouvernement. Il en résulte, que dans la forme actuelle des sociétés, tout travail représente des subsistances pour une partie des citoyens, et des jouissances pour l'autre; que toute disposition qui trouble ce commerce, attaque directement le bonheur des nations; que toute dépense publique est absolument dans ce cas-là, et que, par conséquent, elle doit toujours être regardée comme un *minimum* (*nn*), c'est-à-dire qu'elle doit toujours être la plus petite qu'il est possible. Nous avons dit plus haut que la sûreté et la conservation servaient de limites naturelles à cette économie : c'est donc à ceux qui gouvernent à bien connaître ces limites, et à prendre toutes leurs précautions pour n'être jamais en-deçà ni au-delà. Le nombre des soldats et des forteresses est de toutes les dépenses celle qui frappe (*oo*) le plus les habitans des capitales. Cependant s'ils pensaient que les puissances ne peuvent guère désarmer que de concert, et s'ils se rappelaient les conséquences terribles qui ont suivi quelquefois la perte d'une bataille ou la prise d'une ville, ils seraient plus modérés dans leur

(*nn*) *Elle peut être de plusieurs millions ; cela n'est pas minime.*

(*oo*) *Alarme.*

censure, et ils ne voudraient pas qu'un père du famille, obligé de faire quelques retranchemens dans sa maison, commençât par renvoyer son portier. Ces erreurs, si communes parmi nous, ne peuvent venir que de l'habitude que nous avons prise de distinguer le souverain d'avec l'état. C'est le souverain qui paie les troupes : on en conclut que cette dépense vient de lui, et c'est celle-là qu'on veut attaquer la première. Mais je demande si 30 mille moines sont moins à charge ou plus utiles à l'état que 30 mille soldats [1]. Arrangez-vous comme vous voudrez, il faut pour entretenir les uns et les autres, ou qu'il y ait une augmentation de travail dans la classe cultivatrice et industrieuse, ou une diminution de jouissances dans celle qui fournit les subsistances. Sans entrer dans aucune discussion théologique, on peut assurer qu'il est des peuples chez lesquels le clergé se trouve réduit aux évêques, aux curés et aux vicaires. Il en est même qui n'ont d'autres ecclésiastiques que des pasteurs. Ces peuples peuvent errer sur le dogme; mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a parmi eux autant de foi et plus de mœurs que chez quelques nations inondées de prêtres et de moines. Si dans quelqu'une de ces nations le nombre de ces hommes inutiles montait encore à 30 mille personnes, je dis que la réforme de 30 mille moines, ou celle de 30 mille soldats soulagerait également le peuple relativement aux contributions, c'est-à-dire aux épargnes à faire sur les jouissances et sur les subsistances. Je laisse maintenant à décider quelle est la plus utile : mais je crois pouvoir, à tout hasard, rassurer les militaires.

Je ne répéterai pas ici ce qui a été dit si souvent sur le

[1] On a vu plus haut que le nombre des moines ne monte pas à présent à 30 mille; mais les religieuses qui ne sont ni hospitalières ni chargées de l'éducation sont un fardeau public comme les moines.

célibat des ecclésiastiques, et surtout sur celui des moines. J'écris pour des lecteurs instruits, et plus instruits que moi. J'offre mes idées à la plupart d'entre eux, comme je le ferais en conversant avec des gens d'esprit; et je ne me sers de la voie de l'impression que pour étendre un commerce qui a toujours fait le bonheur de ma vie : dans ce commerce, chacun ne doit offrir que celles de ses idées qui doivent être neuves pour les autres. En voici une qui me paraît être de ce genre. Je crois que de tous les religieux, les moins onéreux à l'état, ce sont ceux contre lesquels on a le plus crié, c'est-à-dire les plus riches d'entre eux. Les Bénédictins (*pp*), les Prémontrés, les Bernardins sont en bien plus petit nombre que les Franciscains et tous les mendians. On peut les regarder comme une société de propriétaires qui, usant modérément de leur revenu net, en reversent une partie en avances et en améliorations. Un auteur célèbre a déjà fait l'éloge de la culture des moines; mais nous différons beaucoup dans nos résultats, parce qu'il a regardé comme une justification de tous les moines ce qui n'était que l'excuse de quelques-uns. M. Hume a pensé aussi qu'on avait peut-être trop exagéré le *deficit* que ces religieux avaient causé dans la population. A la place des grosses abbayes, il suppose des châteaux habités par des seigneurs riches et fastueux, et il voit ces propriétaires prodigues dépenser leurs revenus en chiens, en chevaux, en valets inutiles. Mais qui pourra comparer le faste des châteaux à celui des abbayes (*qq*)? D'ailleurs, c'est bien plus par leur nombre que par leurs richesses que les moines nuisent à la société. On connaît et l'on méprise assez ces mendians qui n'ont pour ressources que leur impudence, et pour capital

(*pp*) *Les Chartreux.*

(*qq*) *Le faste des châteaux est bien plus solide. Tout grand couvent a un trésor; les grands seigneurs empruntent.*

que la superstition; mais on ne se fait pas une idée de la contribution immense qu'ils lèvent dans les campagnes. Qu'un souverain embarrassé de payer ses troupes envoie trente mille hommes dans le plat pays, en ordonnant aux chefs de cette milice de la faire entretenir par le peuple, de la manière la plus douce qui soit possible : quel cri ne s'élèvera pas contre cet arrangement, très vicieux en effet, mais beaucoup moins encore que la permission qu'on laisse aux moines d'abuser de la crédulité publique! Tolérance pernicieuse qui ne leur donne, à la vérité, aucune force coactive, mais qui leur laissant une arme terrible contre le simple et l'ignorant, équivaut à un ordre d'opprimer le faible, et de respecter le fort.

Maintenant revenons sur nos pas, et voyons si tout le mérite des riches abbayes ne se borne pas à être moins pernicieuses à l'état que cette fourmilière de mendians dont il est infecté. On a dit que les moines étaient meilleurs propriétaires que les gentilshommes : mais pourquoi les gentilshommes sont-ils pauvres? C'est que le clergé et les moines se sont emparés de toutes les richesses. Il vaudrait autant dire que les financiers sont plus utiles à l'état que les petits tenanciers, car leurs terres sont certainement mieux cultivées. On fait beaucoup de bruit de cette portion de revenus que les religieux emploient à l'amélioration de leurs fonds : mais a-t-on bien calculé si toutes ces améliorations ont été le fruit de leurs épargnes? A-t-on tenu compte de toutes ces oblations, de tous ces legs en argent comptant qui dépouillaient la succession des particuliers, et dégradaient ainsi leurs proprietés, pour fournir aux abbayes de quoi faire des murs, des fossés et des plantations? Je suis persuadé que si mes pères avaient distribué des pardons et reçu des offrandes, les terres de ma famille seraient aussi bien cultivées que celles d'aucune abbaye.

Voici une objection qui n'a pas de réplique. Voulez-vous opposer les abus aux abus, mettez en parallèle avec les dépenses de quelques particuliers dissipateurs, les capitaux immenses que les abbayes ont employés en bâtimens, et qu'elles dépensent encore journellement dans l'entretien de ces édifices. Que de fermes n'aurait-on pas bâties autrefois avec les sommes qu'ont coûté et qu'exigent encore les bâtimens de Citeaux, de Clairvaux, de Prémontré, et de Saint-Bertin, de Saint-Éloi, de Saint-Denis, etc.! Vous êtes étonnés de la pauvreté que vos ancêtres vous ont transmise : esclaves plus abjects que les Égyptiens, vous avez employé votre labeur à construire des pyramides, tandis que le Nil ne fertilisait pas vos terres : vous vous êtes fabriqué de pauvres cabanes, vous avez dormi sous le chaume, tandis que vous éleviez jusqu'aux nues les asiles d'un Dieu qui voulut naître dans une étable, et que vous logiez sous des voûtes dorées les successeurs d'un pêcheur et d'un changeur, ou plutôt ceux de quelques solitaires qui vivaient dans des antres sauvages, et habitaient le creux des rochers....

On allègue en faveur des moines la volonté du fondateur, la longue possession, la prescription : mais qui d'entre nous ne peut pas se regarder comme un héritier spolié par les ecclésiastiques? Vous parlez de prescription : il y en a, sans doute, de particulier à particulier; mais peut-il y en avoir d'une classe de citoyens à une autre? peut-il en exister contre le bien public?

Dans le développement de nos principes abstraits, nous avons vu que nulle épargne ne peut être vraiment avantageuse à l'état, que celle qui diminue le nombre des hommes inutiles entretenus aux dépens des hommes productifs et industrieux. Si nous faisons l'application de ces principes à quelques nations modernes, à la France, par exemple,

nous trouverons que sa situation actuelle et ses besoins pressans obligent journellement d'attaquer la propriété. Or, laquelle sera la plus sacrée de celle qui est alléguée par l'homme oisif et inutile qui a renoncé au monde, qui ne donne point d'enfans à l'état, qui n'entre dans aucune catégorie de l'ordre civil, et qui disparaît, enfin, de dessus la terre, sans y laisser de vestige, ou de celle que réclame ce citoyen cultivateur et industrieux qui servit le prince et l'état, et qui, comptant sur la foi publique, prit une femme et éleva des enfans sur cette confiance qui ne doit jamais être déçue? Je suppose que la diminution des revenus ecclésiastiques puisse être regardée comme une banqueroute; mais toute imposition qui consomme une trop grande partie des revenus, qui avilit, qui fait tomber les fonds, n'est-elle pas une banqueroute faite aux citoyens? Et ces papiers, ces contrats garantis par les enregistremens, ne sont-ils pas aussi des propriétés? Voilà ce qu'il faut respecter. Vous craignez d'attaquer les moines? Et qui dépouillerez-vous? Des hommes qui n'ont jamais usé des richesses (*rr*) qu'ils s'efforcent de conserver; des hommes qui préfèrent la liberté à ces vaines propriétés dont ils ne peuvent disposer, et qu'ils voient tous les jours convertir en un faste inutile. (*ss*)

N'en doutons point, nos opinions ont changé. Ne luttons plus contre un courant qui nous entraîne, mais qui nous conduit au port. Ce ne sera pas l'irréligion, mais la saine politique qui ouvrira les cloîtres. Ce ne sera pas la cupidité qui profitera de leurs dépouilles, mais le pauvre peuple, les cultivateurs, les artisans; et loin que les mœurs perdent à la ruine des préjugés, le clergé, les évêques, les curés,

(*rr*) *Un peu obscur.*

(*ss*) *Nos moines n'ont point tant de faste; ils vont au solide.*

les vrais ministres de la morale et de la vertu reprendront le rang et la considération qui leur sont dus. Tous les fanatiques, qui soutiennent d'anciennes superstitions, tous les hypocrites, qui cherchent la considération en défendant de vieilles maximes, se dévouent donc inutilement à l'exécration des gens de bien, en s'efforçant de retarder une révolution qui arrivera malgré leurs efforts. *Amen.*

FIN.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

TROISIÈME SECTION,

OU L'ON TRAITE DU SORT DE L'HUMANITÉ PARMI LES NATIONS MODERNES.

CHAPITRE PREMIER. Du gouvernement féodal.. *Page* 1
CHAP. II. Du sort de l'humanité dans les commencemens de la monarchie française et sous le gouvernement féodal..... 53
CHAP. III. De l'influence de la renaissance des lettres sur le sort de l'humanité..... 70
CHAP. IV. Quels sont les pas qu'on a faits vers le bien. Examen de l'état présent des peuples véritablement instruits..... 102
CHAP. V. Suite du précédent. L'agriculture et la population sont les indices les plus fidèles du bonheur des peuples..... 120
CHAP. VI. Continuation du même sujet, et particulièrement des progrès de la population chez les nations modernes..... 161
CHAP. VII. Continuation du même sujet. La population est-elle un indice certain de la force d'un état?.... 179
CHAP. VIII. De la guerre, et des causes qui peuvent la rendre plus ou moins fréquente de nos jours..... 193
CHAP. IX. Des suites de la guerre, des plaies de l'humanité qui restent à refermer. Avantages et désavantages qui résultent de la situation présente de quelques états. 212
RÉSUMÉ de cet ouvrage..... 223
VUES ULTÉRIEURES sur la Félicité publique..... 236
APPENDICE sur la Dette publique..... 287

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS CE VOLUME.

A.

Agriculture. Celle des anciens fut-elle supérieure à celle des modernes? 121. Dans cette question on s'arrête aux premiers âges de Rome, 122. Conséquences qu'on tire du partage des terres en faveur de l'agriculture des Romains, 123. Réfutation de cette conséquence, 124 et suiv. Opinion de l'auteur sur cette question, 134. Preuves en faveur de l'agriculture moderne, tirées de l'histoire, 137, 138.

Amérique. Des événemens qui sont arrivés et qui se préparent encore dans cette partie du monde, 209, 210. Difficulté de résoudre la question qui s'est élevée entre les Anglais et les Américains, 279.

Angleterre, conquise par les peuples du Nord, 18. Le gouvernement primitif dut s'y conserver plus long-temps qu'ailleurs, *ibid.* Quel fut celui que les Saxons y établirent, 19, 20. Comparé à celui des Francs, *ibid.* Considérations sur sa population, 172, 173. Incertitude à ce sujet, raisons de cette incertitude, 173. Manière de comparer la population de l'Angleterre avec celle de la France, 183, 184. La consommation des subsistances est plus forte proportionnellement en Angleterre qu'en France, *ibid.* Exemple tiré des hôpitaux, 184. De la taxe des pauvres, et des inconvéniens qui en résultent, 184, 185. Haut prix de la main-d'œuvre, *ibid.* Relatif au prix des comestibles, 186. Commodités de la vie dont jouissent les habitans, *ibid.* Observations sur la véritable source des richesses de cette nation, 206. Une grande partie des communes est encore en friche, *ibid.* Progrès que l'Angleterre a faits depuis deux siècles, 227. Sa législation quant à la noblesse, 263.

Antiquité. Esprit et tableau de l'antiquité, 255, 256.

Argent monnayé. Théorie de l'auteur sur l'argent monnayé, 190, 191. Il n'est pas le plus avantageux capital pour un état, 191.

Asie, est de toutes les parties du monde celle qui paraît le plus propre à produire des hommes, 6. Nos pertes en Asie moins désavantageuses qu'on ne le pense, 209. Opinion de l'auteur sur la situation des Anglais dans cette partie du monde, 210.

Athénée parle d'un peuple très

ancien chez lequel on retrouve les mêmes *Leudes* où *Amtrustions* qui existaient à la cour des anciens rois Francs, 17.
Athéniens. Les peuples les plus heureux de la Grèce, et pourquoi, 262.
Austrèges, espèce d'arbitres établis en Allemagne pour la médiation des co-états de l'empire, 118. Le Wirtemberg en offre un exemple récent, *ibid.*
Autocrate. Justification de l'auteur sur l'emploi de ce mot, 74, 75.

B.

Bacchus et Osiris, conquérans absolus, n'auraient pu établir le gouvernement féodal, 9.
Bacon, sur la philosophie des Grecs, 78. Sur les auteurs et leurs admirateurs, 81.
Barbares. Leurs conquêtes ont été faciles, 200. Il n'en aurait pas été de même s'ils avaient eu affaire aux nations modernes, 201. Leur invasion a retardé les progrès de l'humanité, 229.
Bonheur. La supériorité dans la guerre ou dans le commerce ne peut procurer aux nations un bonheur durable. Exemple de Carthage et de Rome, 227, 228. Le bonheur de tout individu consiste à remplir le vœu de la nature, 237, 238. Cette maxime est applicable à l'homme brut, 239. L'abus que les hommes ou les nations font de leur supériorité contraire au bonheur général, 244. Le bonheur doit naître d'une parfaite égalité de lumières et d'instruction parmi tous les hommes, *ibid.* Réfutation de tous les systèmes sur le bonheur, 245. Le bonheur est compensé dans les différentes classes de la société, 262. Le bonheur des hommes a une base commune dans tous les pays et sous toutes les formes de gouvernement, 273. Les hommes, pour devenir plus heureux, ont encore plus besoin d'oublier que d'apprendre, 278. Le bonheur de tous les êtres placés par la nature dans les principes de leur conservation et de leur multiplication, 284. Le bonheur des hommes doit suivre le progrès des lumières, 286.
Boulainvilliers. Son opinion sur les Francs, 17.
Brussel, sur le mot *feodum*, 23. Sur les inféodations, 32.
Buffon (M. de), créateur de l'histoire naturelle, 107. Son éloge, *ibid.*

C.

Cambiaso, riche sénateur de Gènes, a fait construire un chemin à ses dépens, 264.
César dit dans ses Commentaires que chez les Gaulois le peuple était esclave, 14.
Champ-de-Mars, a la même origine chez les Francs que le Wittenagemot chez les Saxons, 15.
Chantereau, sur le mot *Leude*, 17. Sur le service des seigneurs, en vertu de leurs fiefs, 31.

CHARLEMAGNE. On lui doit la rédaction et l'amplification des lois écrites, 8.
Christianisme. Dès sa naissance il triomphe des anciennes religions, 230. Ses dogmes altérés par la philosophie des anciens, *ibid.*
Clergé, choisi par la noblesse pour lui servir d'arbitre, 32. S'arroge dans la suite le droit de juger tout procès, 33.
CLOVIS. Fausse conséquence qu'on tire d'une contestation qu'il eut avec un soldat, 23.
Club, ou coterie anglaise, 47. Ce que c'est, *ibid.* L'empire comparé à un club, *ibid.*
COEUR. (Jacques) Raison de sa grande fortune, 246.
Commerce. Les écrits sur le commerce pendant la dernière paix, 197. Vanité de la question si la noblesse devait être commerçante, *ibid.* Injustice du commerce exclusif, *ibid.* La manie d'un commerce étendu et exclusif dangereuse, 202, 203. Idée des vrais principes du commerce, 203, 204. La manière dont il a été envisagé jusqu'à présent, 204. Origine du commerce des modernes, 205. Les Anglais plus infectés que les autres peuples de la manie du commerce exclusif, 206. Les Français plus raisonnables à cet égard, *ibid.* Progrès qu'on a fait dans la science du commerce de la finance et de la banque, 247.
Compagnie des Indes. L'abolition de son privilége avantageuse à la France, 209.

D.

Danemarck. Sa liberté aliénée depuis cent ans, 115. Jouit pourtant d'un gouvernement doux et modéré, *ibid.*
DENYS D'HALICARNASSE. Observations sur un passage de cet écrivain relativement à la distribution des domaines royaux faite par Tullus Hostilius, 145, 146.
Dinan. Sac de cette ville, 71.
DIODORE DE SICILE. Passage de cet écrivain sur les Gaules, qui prouve que le climat y est changé, 126, 127.
DUBOS. (l'abbé) Hist. crit. de la monarchie française, 8. Sur le gouvernement Germanique, 13. Fausse idée des conquérans des Gaules, d'après Tacite et César, 12.

E.

Empire (l') comparé aux coteries anglaises, 47. Vices de son gouvernement, 48, 49.
Encyclopédie. Éloge de cet ouvrage, et particulièrement du discours préliminaire, 109.
Équilibre. Idée de l'équilibre des pouvoirs en Europe, 198.
Esclavage. Comparaison de l'état d'esclavage avec l'état de mercenaire, 251, 252. Trois sortes d'esclaves dans l'antiquité. Tableau de leur condition, 252 et suiv. Exemples des cruautés exercées contre eux, tirés de Juvénal, de Sénèque, etc. 254 et suiv. C'est au progrès des lumières qu'on

doit attribuer l'extinction presque entière de l'esclavage, 258.

Espagne. On ne peut encore fixer l'opinion qu'on doit en avoir, 49. Les Espagnols comparés aux Chinois, *ibid*. Causes des changemens rapides de son gouvernement, 50. Son repos semble préparer une espèce de crise, 51. Elle s'est affaiblie à mesure qu'elle s'est enrichie, 88.

Esprit philosophique. Sa définition, 86.

Évangéliques. Faibles dans leur principe, 110. Prennent le nom de réformés, *ibid*.

Europe. Équilibre de l'Europe. Méprise des Hollandais à cet égard, 88. Il était plus important alors qu'on ne le pense aujourd'hui, *ibid*. Réflexions à ce sujet, 88 et suiv. Moyens de soutenir cet équilibre, 91, 92. Source de nouvelles dépenses, 92.

Exemple, sert de loi aux hommes, 3.

Expilly. (l'abbé) Ses calculs sur la population de la France, 167.

F.

Femmes, malheureuses chez les nations sauvages ou peu civilisées. Gagnent au progrès des lumières et de la société, 257.

Fontenelle. Son opinion sur Socrate et sur sa philosophie, 98.

Francs, furent tous égaux, 17. Leur gouvernement, 18. Plus jaloux de l'honorifique que de l'utile, 25. Causes de cette préférence, *ibid*. Origine de quelques lois où l'on entrait dans plusieurs détails qui nous paraissent minutieux et ridicules, 26. Ils sont plus barbares que les Lombards et les Visigoths, 27.

France. Tableau des troubles qui l'ont agitée, 53 et suiv. Affligée de la lèpre, 57. En proie au fanatisme, 58. Désolée par les guerres civiles depuis François Ier jusqu'à Henri IV. Causes de la dépravation des mœurs, 66. L'esprit de chevalerie y contribua, 67. Opinion de M. de Sainte-Palaye à ce sujet, 67 et suiv. Différentes opinions sur sa population, 166. Résultats des dénombremens des dernières années, 169. Observations sur un fait cité par Villaret, relativement à la population de la France dans le 14e siècle, 176 et suiv. Comparaison de la culture et des richesses de la France avec celles de l'Angleterre, 192. Moyens de les augmenter, *ibid*. Tranquillité dont la France jouit, sur quoi fondée, 195. Elle est de toutes les nations la plus foulée par l'imposition, 217. Ce malheur compensé par deux avantages, 217 et suiv. Comment le pouvoir de la couronne s'est augmenté, 276. Raisons des malheurs du bas peuple, 277.

Français, ont plus qu'aucun autre peuple conservé les traces de leur première origine, 2.

François Ier comparé à Charles-Quint, 66. Ce prince ne fit pas régner la justice, *ibid*.

Freda; ce que c'était chez les Francs, 25.

G.

GAILLARD (M.) a répandu de nouvelles lumières sur la fameuse querelle de Charles-Quint et de François 1er, 66.
GALILÉE, condamné par l'inquisition pour avoir avancé que la terre tournait, 234.
GARNIER. (l'abbé) Son opinion sur l'origine du droit féodal, 12.
Gaulois, eurent le titre de *convives du roi* sous les Francs, 16.
Gens de lettres. Leur éloge, 95.
Germains. De la noblesse chez ces peuples, 18.
Goths, ont fait un partage de terres avec les Romains, 13.
Gouvernement. Deux principes de gouvernement absolument opposés, 6. D'où naît cette différence, 7. Changemens arrivés dans le gouvernement des Francs par des gradations imperceptibles, 16, 17. Idée des gouvernemens Romain, Germanique, Anglais et Français, 242, 243. Les deux grands moyens de gouvernement sont l'espérance et la crainte, 269. Examen de la manière d'employer ces moyens, 270 et suiv. Le gouvernement ne doit point arrêter le progrès des lumières, 271. Quel est le meilleur gouvernement, *ibid.* Inutilité des efforts qu'on fait tous les jours pour trouver la meilleure forme de gouvernement, 272. Impossibilité de réaliser l'idée d'un gouvernement parfait, 273. Le plus sage est de songer à améliorer ceux qui existent à présent, *ibid.* Origine des vices particuliers qui s'opposent au bonheur public dans la plupart des gouvernemens, 274, 275. Cause de l'oppression du peuple sous un gouvernement militaire, 275. État des peuples sous un gouvernement despotique, 276. Préférence accordée aux gouvernemens mixtes, 281. Les meilleurs gouvernemens sont ceux qui offrent le plus de contrepoids, 285. Le gouvernement doit changer avec les circonstances, *ibid.* Nécessité que nos gouvernemens changent, *ibid.* Les mauvais gouvernemens sont une suite de l'ignorance des siècles passés, 286.
Gouvernement féodal. Seul objet des recherches de plusieurs auteurs, 7. Distingué en deux époques, 8. Le premier se rapporte au temps de la conquête, *ibid.* Les circonstances qui ont modifié le premier système féodal forment la seconde époque, 10. Méprises où l'on est tombé à ce sujet, 10, 11. L'auteur des Observations sur l'histoire de France n'en est pas exempt, *ibid.* Montesquieu et l'abbé Dubos ont donné trop de poids à quelques passages de César et de Tacite, 12. Moyens d'avoir un système complet sur l'origine du droit féodal, 11, 12. Systèmes de Montesquieu, de Boulainvilliers, de l'abbé Mably et de l'abbé Dubos discutés, *ibid.* Celui de l'auteur des origines rapporté, 12. Il est conforme à celui de l'abbé Garnier, *ibid.* Le droit public d'Al-

lemagne donne une idée du gouvernement féodal modifié par Charlemagne, 22. L'histoire du Nord en donne une du gouvernement antérieur, *ibid.* Exemple frappant d'un gouvernement féodal existant en Ukraine, 21. M. de Voltaire le reconnaît dans les *timariots* ou *zaimatz* des Turcs, 22. Fernand Cortez le trouva établi dans le Mexique, *ibid.* Explication du mot *féod*, par Chantereau, Ducange et Brussel, 23. Le gouvernement féodal était militaire et tendait à l'aristocratie, *ibid.* Exemples tirés de l'histoire de Russie, de Pologne et d'Angleterre, 24. Preuves tirées des terres *saliques* et du titre d'*alleu* chez les Francs, 24, 25. Seconde époque du gouvernement féodal, 28. Origine des arrière-fiefs et des ramifications de la féodalité, 29. Exemple tiré des cours d'Allemagne, 30. Le droit féodal absorbe tous les autres droits en France, 31. L'abbé Mably cité à ce sujet, 30. Raisons de la multiplication des inféodations et sous-inféodations, 32. Brussel cité à ce sujet, *ibid.* Mézerai et Hume cités, 32, 33. Pourquoi le gouvernement féodal a eu des effets si différens chez les différens peuples de l'Europe, 37 et suiv. Différence du gouvernement féodal en France et en Angleterre, 43, 44. S'est conservé en entier en Allemagne, 47. Causes qui auraient pu le faire subsister en France, 48. Opinion de l'auteur sur le gouvernement féodal, 231.

Gouvernement patriarcal. Il n'a jamais existé, 242. Il est prouvé que tous les gouvernemens connus ont eu une autre origine, *ibid.*

Grecs, ont été les plus grands ennemis de la raison, 78. Bacon cité à ce sujet, *ibid.*

Guerre. Le droit de guerre modéré par Saint-Louis, 36. Prétentions de Philippe-le-Bel à ce sujet, *ibid.* Opinion de l'auteur sur les guerres de Louis XIV, 196, 197. Raisons qui doivent éloigner la guerre en Europe, 198, 199. Influence de la guerre dernière sur l'avenir, 207. Raisons qui doivent empêcher la guerre entre les Autrichiens et les Prussiens, 211. Les maux qu'entraînent la guerre ne cessent pas avec elle, 212. L'état de guerre est devenu l'état habituel de l'homme, et comment, 241. La guerre est l'origine de toutes les constitutions, 242.

GUICHARDIN. Son opinion sur les Français, 65.

H.

Habitude. Sert de règle aux hommes, 3.

HARRINGTON. Ses idées sur le gouvernement, 280.

HELVÉTIUS. Son opinion sur le pouvoir de la législation relativement au bonheur des peuples, 224.

HÉNAULT, (le président) sur la noblesse, 18.

HENRI IV a établi l'hérédité des charges, 28.

HERBERT. (M.) Eloge de son ouvrage sur la liberté du commerce des grains, 197.
Histoire (l') ne présente que deux grandes époques, deux races bien distinguées dans l'espèce humaine, 4.
HOBBES. Ses principes et ses erreurs, 280.
Homme subordonné au plan de la nature comme tous les autres animaux, 237. Sa perfectibilité ne lui permet pas de rester dans l'état de nature, 240. L'homme en société : en quoi consiste son bonheur, 259. Tout annonce qu'il est né pour agir, 260. Comparaison entre sa condition et celle des animaux, *ib.*
HUME. De l'esclavage chez les Anglo-Saxons, 14. Sur le gouvernement anglais, 18. De la jurisprudence féodale, 33. Preuve en faveur de l'ancienneté du commerce et de l'agriculture en Angleterre, 57. Variations arrivées dans le climat de Rome, observées par cet écrivain; cette opinion mal réfutée par M. Wallace, et appuyée par l'auteur, 135, 136.

I.

Imposition. Tableau de la manière dont elle est établie et perçue, 212, 213. Avantages de la Hollande et de l'Angleterre sur la France à cet égard, 214 et suiv. Deux choses à distinguer dans l'imposition, 215. Quelques provinces de France moins exposées aux inconvéniens de la forme et de la nature de l'imposition, *ibid.*
Indiens. Inconvéniens de la division de ces peuples en castes, 263.
Inégalité. De la perfectibilité de l'espèce humaine résulte l'inégalité dans le sort des individus, 240, 241, 284. Suites de l'inégalité dans les facultés des hommes, 241. Différens rapports d'inégalité entre les hommes, 243, 244. Le plus sûr remède à l'inégalité, 248, 284. Jusqu'à quel point l'inégalité nuit-elle à la félicité publique? 248. Examen de cette question, 249, 250. L'inégalité des conditions sert à entretenir l'activité parmi les hommes, et concourt ainsi à leur bonheur, 263. La guerre a été le premier effet de l'inégalité des forces, 285.
Intolérance, exercée en France, en Angleterre et en Espagne, 58.
Italie. Comparaison entre l'Italie ancienne et l'Italie moderne, 157 et suiv.

J.

Juifs, persécutés en France et en Angleterre, 57. Exemple tiré de l'histoire d'Angleterre, *ibid.*

K.

Kerl. Origine de ce mot allemand, 19.

L.

Légat. Réponse cruelle d'un légat au siége de Béziers, 55.
Législation. Les plus révérées n'ont jamais tendu au plus grand bonheur du plus grand nombre d'individus, 70. La législation et la morale peuvent influer sur le bonheur ou le malheur des hommes, 224.
Lettres. (*belles-*) Leur renaissance placée au 15e siècle, 72. L'étude en est encore au 18e à ses premiers élémens, *ibid*. Pourquoi n'ont-elles pas fait des progrès plus rapides, *ibid*. Elles passent de la Grèce en Italie, 76. Protégées par les Médicis, 76, 77. Le siècle de Périclès fut celui des arts à Athènes, 77, 78. Subversion de l'empire d'Orient cause de leur renaissance, 78. Progrès lents qu'elles ont faits, 79. Léon x retarde leurs progrès par le schisme qu'il occasionne, 82. Elles se soutiennent néanmoins, quoique faiblement, 83. Bacon et Montaigne y contribuent, *ibid*. Pourquoi dans les siècles de Périclès et d'Auguste les belles-lettres n'ont-elles pas influé davantage sur le bonheur des hommes, 98 et suiv. Lors de la renaissance des lettres l'esprit humain gémissait sous la tyrannie de la superstition et du despotisme, 110.
Leude. Origine de ce mot, et ce qu'il signifie encore chez les Allemands, 16.
Liberté d'écrire. Ne doit point alarmer le gouvernement, 195. Elle concourt au progrès de la politique, de la morale et de la religion, 271.
Londres. Salaires plus forts en Angleterre qu'en France; quelquefois exorbitans dans la ville de Londres, et pourquoi, 185, 186.
Louis viii lègue cent sous à chaque maladrerie, 57.
Louis xiv. Portrait de ce prince, 84. Comparé à Léon x, 85, 86.
Louvois. Critique de son administration, 95.

M.

Mably. (l'abbé de) Son opinion sur le titre de *Leude*, 16.
Messence. (M. de) Observation sur les calculs relativement aux progrès de la population en Provence après la peste de Marseille, 181.
Mines, moins estimées qu'autrefois. Avantages qui en résultent, 205.
Monarchies. Obscurité et contradiction des historiens sur les anciennes monarchies, 224. Elles furent livrées au despotisme et à la superstition, 225. Différence entre les monarchies et les républiques, 272.
Monde. Son état sous le régime de la féodalité et avant la renaissance des lettres, 231, 232. Depuis cette époque jusqu'à nos jours, 232, 233. Avantages dont il jouit actuellement, et progrès de la raison, 234, 235.
Moines. Observation sur l'administration des moines en France, 169. Sage établisse-

ment à substituer aux couvens de religieuses, 171, 172.
MONTESQUIEU a prouvé dans l'*Esprit des lois* l'influence de la législation et de la morale sur le bonheur des peuples, 224.

N.

Nation. Celles qui habitent un climat rigoureux doivent être regardées comme des peuples fugitifs, 4.
Nature. La difficulté de connaître parfaitement et son plan général et l'harmonie de ses lois, 237. Loi générale qu'elle impose aux hommes, *ibid*. L'homme, par sa perfectibilité, s'est dérobé à la loi commune de la nature, 284.
Noblesse. Différence entre la noblesse en France et les gentilshommes en Angleterre, 41, 42. Elle perdit de son crédit lorsque le *tiers-état* fut appelé dans les assemblées de la nation, 45. Elle souffre un nouvel échec en France par l'établissement des parlemens, 46. Raisons plausibles de la rendre vénale. Exemples de Rome, de Venise et de Gênes, 263, 264.
Noblesse. (l'auteur des *Lettres sur la*) Opinion sur l'origine de la servitude parmi les Gaulois, 14. Que plusieurs Romains ou Gaulois eurent le titre de *convives du roi*, 16.

O.

Omrahs. Grands vassaux du Mogol ainsi que les rajahs et les nababs, 22.

P.

Paix. Ses avantages pour le progrès de la raison et de la philosophie, 93, 94. Le principe général du bonheur des peuples, 191. Le calme qu'elle fait naître est ordinairement troublé par les murmures intérieurs, et pourquoi, 193 et suiv. C'est dans les temps heureux que les nations sont intérieurement agitées, *ibid*. Différence entre la paix d'Aix-la-Chapelle et celle de 1762, 268.
Paix du Seigneur admise en France, 36. Ce que c'est, 37.
Pape a été pendant long-temps une espèce d'*autocrate* ou monarque universel, 74. M. de Voltaire et Bodin cités à ce sujet, 74, 75.
Parlement établi par Philippe-le-Bel, 44. Abaisse le pouvoir de la noblesse, 46. Cherche à exclure le clergé des conseils, *ibid*. Origine de l'antipathie entre ces deux corps, *ibid*. Différence qu'il y a entre les champs de Mai, les états-généraux et les parlemens actuels, 47.
PASQUIER fait peu de cas des états-généraux, 44, 45.
PELOUTIER. Son histoire des Celtes, citée sur le mot *kerl*, 19.
Peuples. Tous les peuples de

l'Europe descendent des peuples barbares qui ont envahi l'empire romain, 4. Il n'y en a point de proprement autoctone, *ibid.* Leurs premiers établissemens se sont faits dans le premier âge du monde par émigrations et par colonies, 6. Dans le second âge, par invasions et conquêtes, *ibid.* De là deux principes de gouvernement opposés, *ibid.* Progrès des peuples de l'Europe relativement à la félicité publique, 111 et suiv. Comparaison du sort des peuples modernes avec celui des anciens, 115, 116. Ceux d'aujourd'hui sont beaucoup plus instruits que les anciens. 120. Ils jouissent d'une liberté pour le moins aussi grande, *ibid.* L'agriculture est un indice de leur bonheur, 121.

Phéniciens, ont peuplé les côtes de l'Europe et celles de l'Afrique, 5.

Philippe II comparé à Philippe de Macédoine, 87.

Philippe-le-Bel admet la bourgeoisie aux états-généraux, sous le nom de tiers-état, 44. Il établit les parlemens, *ibid.*

Philippe de Valois. Prince injuste et malhabile, 61.

Philosophie. Précis de son histoire depuis les Médicis jusqu'à Descartes, 50, 51. Les progrès que nos pères ont faits dans les sciences sont autant d'avances pour la véritable philosophie et la politique, 105 et suiv.

Politique. Difficultés de la perfectionner, 37. Erreur dans laquelle les hommes occupés de cette science sont tombés; causes de cette erreur, 157. Les hommes n'ont pas fait de grands progrès dans la véritable politique, mais ils peuvent en faire, 224.

Pologne. Son gouvernement. Par quels moyens il s'est soutenu, 164.

Population. A-t-elle fait des progrès? Cette question examinée d'après MM. Hume et Wallace, 138, 139. La population n'a pu dégénérer par des causes physiques, 140. L'esclavage chez les anciens dut nuire à la population, 140, 141. Autres causes politiques de dépopulation chez les anciens, 141, 142. Preuves contre la population des anciens, tirées de l'imperfection des manufactures, de la navigation et du commerce, 144, 145. Preuves tirées des faits, 145, 146. Opinion de M. Wallace sur cette matière; calculs abstraits; erreurs sur les causes qui nuisent ou servent à la population; erreurs sur les faits, etc. 147 et suiv. Erreurs de calculs, 150 et suiv. Fait particulier tiré de Tite-Live contre la population des anciens, 152. Conclusion de l'auteur en faveur de la population des nations modernes, 155, 156. Son état actuel, 161. Raisons qui ont dû la diminuer et l'augmenter, *ibid.* Opinion de M. de Voltaire sur les progrès de la population, 161, 162. Tableau de l'Europe relativement à la population, 162 et suiv. Idées de l'auteur sur la manière dont elle doit être distribuée, 172. Incertitudes de tous les calculs sur la population chez les différentes

nations de l'Europe, 174 et suiv. La population est-elle un indice certain de la force d'un état? 179. Manière d'examiner cette question, 179, 180. Exemples de population nombreuse dans les états faibles et malheureux, 180. Une nation sera tout aussi forte et plus heureuse si son commerce et sa culture augmentent en plus grande proportion que sa population, 187. Exemple hypothétique sur cette question, 187 et suiv.

Pouvoirs intermédiaires, nécessaires au bonheur des peuples, 281.

Prusse. Ne s'est pas enrichie depuis la paix, *Appendice*, 304. Réponse du roi de Prusse à un déserteur, 24.

R.

Races. L'histoire n'en présente que deux bien distinguées dans l'espèce humaine, 4. L'une qui s'est propagée par les défrichemens et les émigrations, telle que les Phéniciens; l'autre conquérante, sortie des glaces du Nord, 5.

Religion. Son influence sur le bonheur des peuples, 265, 266. Ses différens effets sur les mœurs et son plus ou moins d'empire, en raison du climat et des circonstances, 267.

Religieuses. Leur nombre n'est pas diminué en France en proportion de celui des moines; raison de cette différence, 170.

Républiques. L'esprit de jalousie et de superstition a présidé à la législation des anciennes républiques, 225.

Robertson. Sur le gouvernement primitif de l'Angleterre, 18.

Rome. Conséquences qu'on peut tirer du partage des terres, par Numa, Tullus-Hostilius et Servius en faveur de l'état de son agriculture à cette époque, 128 et suiv. Témoignage de Polybe sur le prix des denrées, 127. L'inégalité des fortunes dès les premiers temps de la république prouvée par plusieurs passages de Tite-Live et de Denys d'Halicarnasse, 128. Manière dont se faisait le partage des terres chez les Romains, 129, 130. Idée de la culture des Romains d'après Marcus Porcius Caton, Marcus Terentius Varron, Virgile et Columelle, 131 et suiv. Conjectures contre cette culture, tirées des famines fréquentes éprouvées dans les premiers temps de la république, 133. Les malheurs de Rome naissent de ce qu'elle a été puissante avant d'être éclairée, 228.

Russes. Leur gouvernement comparé à celui des Polonais, 21. Manière dont ils font la guerre, 201. Peu à craindre pour les peuples occidentaux de l'Europe, 201, 202. Conjectures sur le destin futur de cette nation, 202.

S.

Sauvages. Il est prouvé qu'il en existe encore qui sont presque bruts, 239, 240. Condition des femmes chez les sauvages, 255, 256.

Sciences. Tableau du progrès des

sciences en Europe, 105 et suiv.

Servitude. On la croit établie parmi les Gaulois avant la conquête des Francs, 14. Preuves tirées des Commentaires de César, *ibid.* Grand nombre de serfs parmi les Anglo-Saxons, suivant M. Hume, *ibid.*

Société politique. Organisation nouvelle des sociétés politiques, 6. Comparée à celle que les philosophes donnent à l'univers, 7. Aussi peu connue que l'origine des peuples barbares qui l'ont introduite, *ibid.* Montesquieu a jeté un nouveau jour sur cette matière, *ibid.* Montesquieu lui-même réfuté avec succès. Défauts des auteurs sur cette matière, *ibid.*

Subsistances (les), mesures de la population, 181. Examen de ce principe, et des restrictions dont il est susceptible, 182.

T.

Temps passé, pourquoi préféré au présent, 59. Passages d'Horace et de Vell. Paterculus, cités à ce sujet, *ibid.* Fausses idées sur cette matière quant à l'état militaire et à l'administration, 61, 62. Le *bon vieux temps* est une superstition morale, 63. Preuves de ces erreurs, tirées de l'histoire, 63, 64.

Terres. L'origine des terres données aux soldats pour leur tenir lieu de paye remonte jusqu'à Alexandre Sévère, 15.

Titres. Origine des titres de duc, de comte et de centenier, 15. Ceux de duc et de comte déjà connus du temps de Constantin, *ibid.*

Trudaine (MM. de) cités avec éloge pour avoir *rendu la liberté au commerce*, 217.

Turcs. (les) Manière dont ils font la guerre, 201. Ils ne sont point à craindre pour l'Europe, 201, 202.

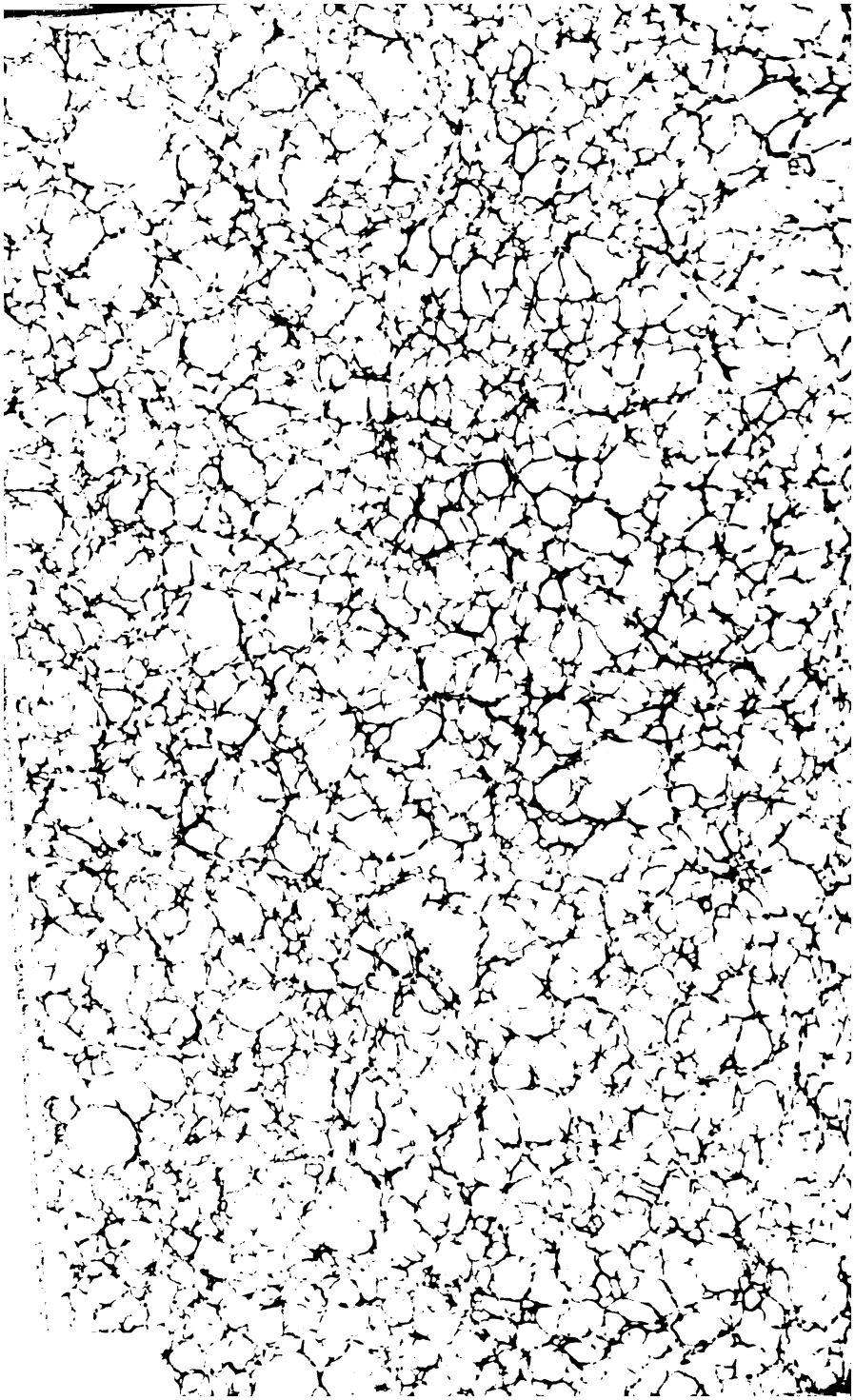
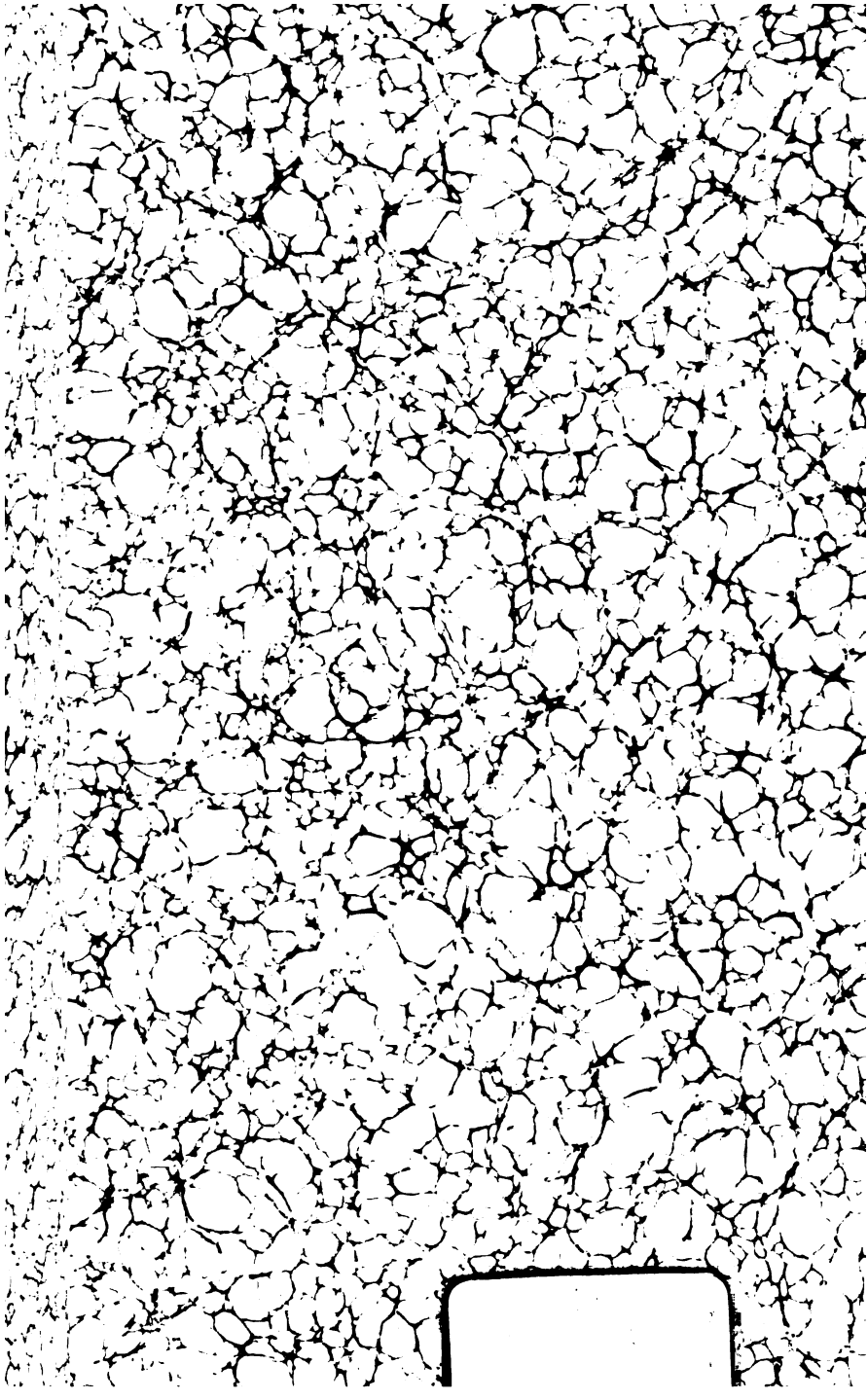
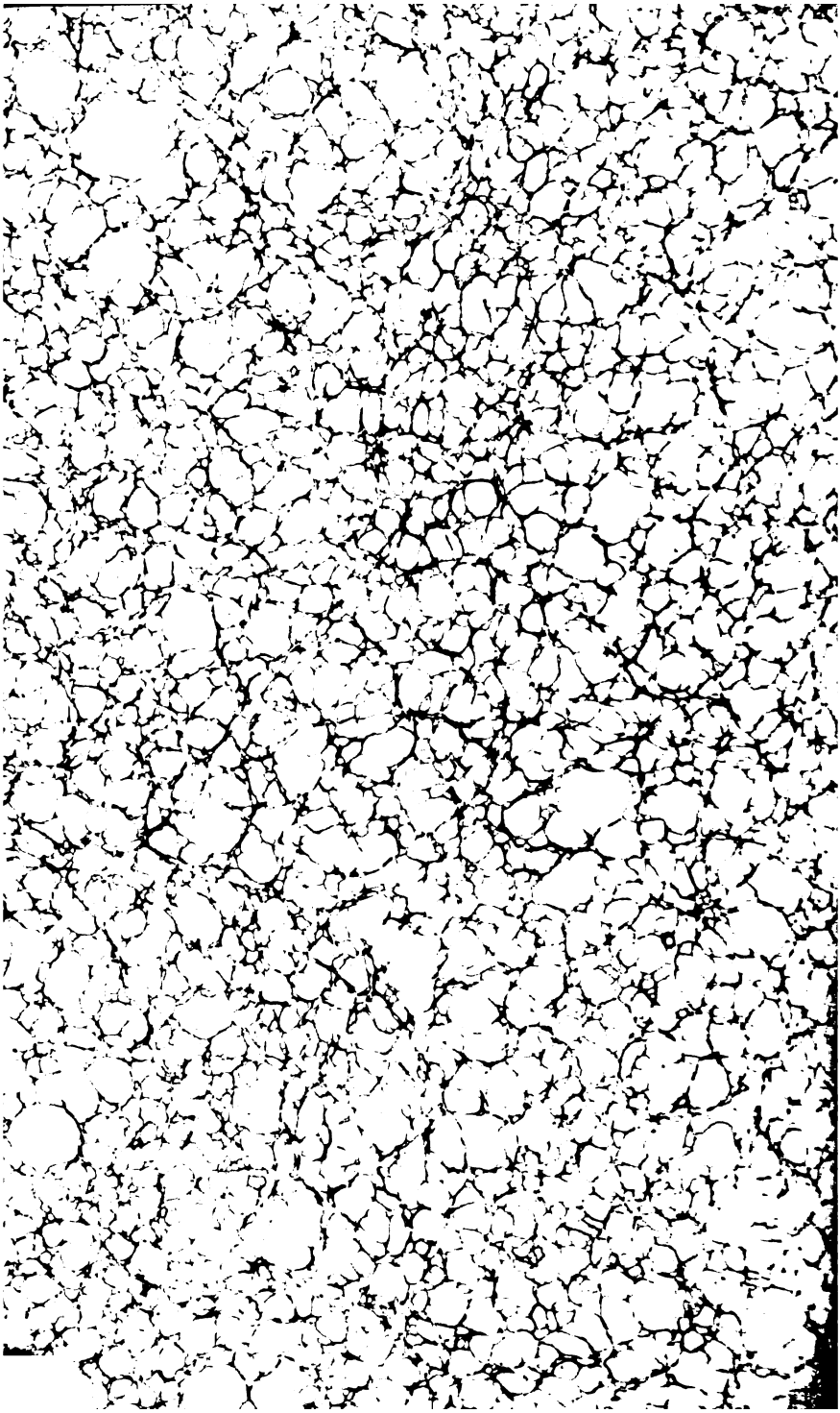
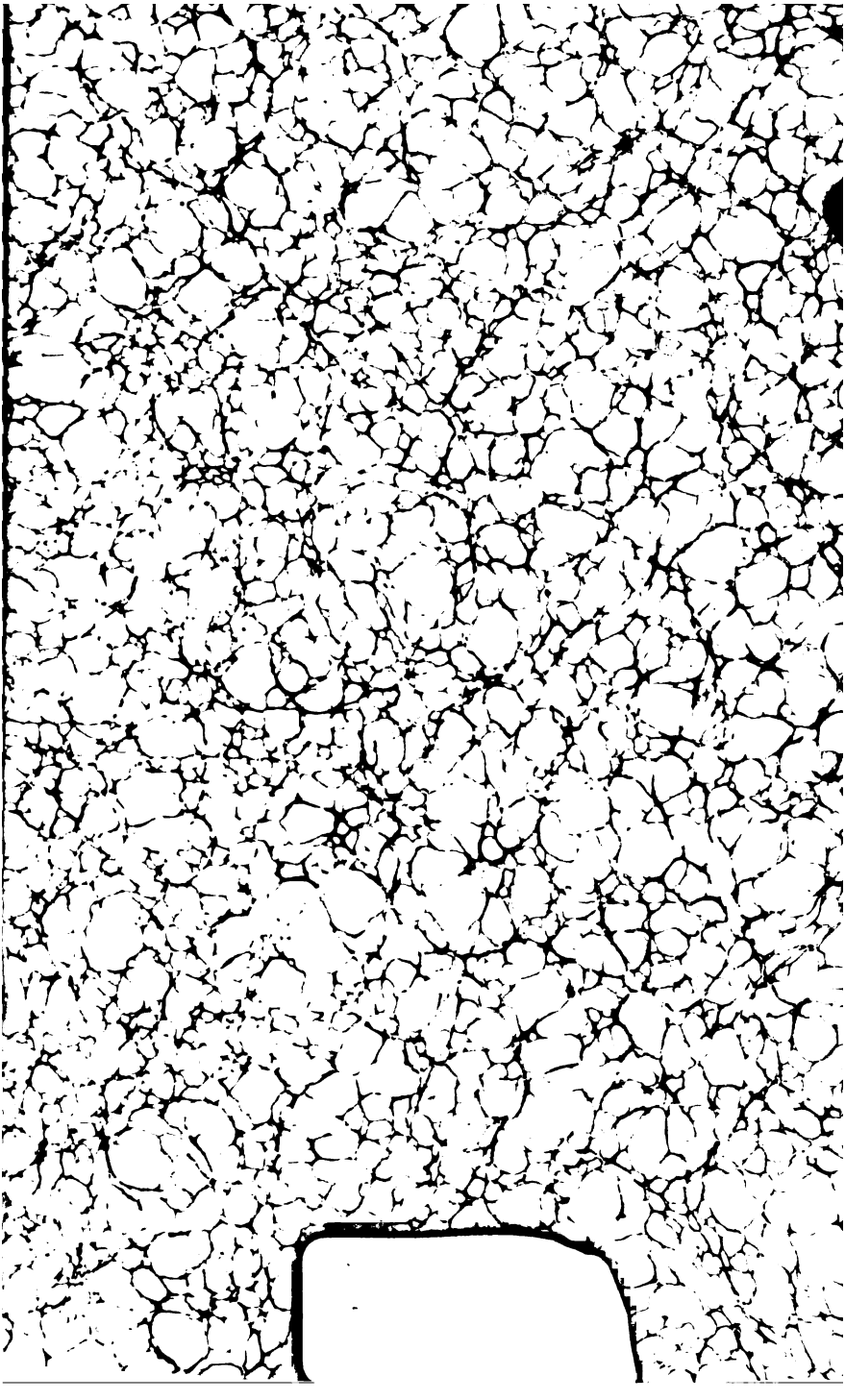
V.

Vauban. Ses dénombremens et son opinion sur la population de la France, 166, 167.

Venise. Idée de son gouvernement, 49. Il subsiste depuis douze cents ans, et rend le peuple heureux, 273.

Visigoths. Lois singulières qui se trouvent dans leur code, 26, 27.

Voltaire. (M. de) Ses observations sur le gouvernement féodal, 22. Éloge de la manière dont il a écrit l'histoire, 34. Sur le pouvoir des papes, 74. Sur la population, 161, 162.

Weregelde, ou prix du sang, en usage en Pologne, 21.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU SECOND VOLUME.